

LE DROIT PUBLIC ROMAIN

PAR THÉODORE MOMMSEN — 1892

TRADUIT PAR PAUL FRÉDÉRIC GIRARD

PROFESSEUR AGRÉGÉ À LA FACULTÉ DE DROIT DE PARIS

TOME VI-1

LIVRE TROISIÈME. — LE PEUPLE ET LE SÉNAT.

LE PEUPLE DES GENTES OU LE PATRICIAT.

Le peuple s'appelle primitivement chez les Romains *populus* ; plus tard, on le nomme aussi *civitas*. Il se compose d'un nombre indéterminé de familles, *gentes*, et chaque famille se compose d'un nombre indéterminé tant d'hommes libres, *patres* ou *patricii*, que de clients, *clientes* ou *plebei* ; de sorte que le peuple, au sens juridique, est formé par l'ensemble des membres libres de ces familles actuellement existants, appelés *quirites* ou plus tard *cives*. Ce sont ces principes fondamentaux de la constitution romaine que nous allons développer.

Le *populus* est l'État fondé sur la nationalité commune des personnes, tandis que l'État, considéré topographiquement comme le territoire soumis à une souveraineté, s'appelle *imperium*, empire. Le mot *populus* est employé, tout comme pour le peuple romain, pour n'importe quel autre État ; qu'il soit gouverné par des rois ou qu'il ait une constitution républicaine, qu'il ait eu non une ville pour capitale¹. Il désigne peut-être, au sens direct, le peuple réuni sous les armes², mais les notions du peuple et de l'armée ne s'étaient certainement pas encore séparées, lorsque ce mot entra dans l'usage. Dans la langue postérieure, il n'est dans aucun rapport spécifique avec les choses militaires, et il est employé partout où l'État doit être visé dans son unité. De même que c'est la seule expression employée dans ce sens par le langage technique, c'est aussi la seule de laquelle on forme un adjectif (*publicus*) pour désigner les personnes ou les choses qui appartiennent à l'État³. *Populus* désigne toujours et nécessairement les citoyens considérés dans leur ensemble, et par suite, il désigne, à l'époque récente, dans la langue juridique, le peuple patricio-plébéen, par opposition au mot *plebs* qui exclut les patriciens⁴, et, dans la langue courante, le peuple opposé aux grands⁵. Les plébéiens ayant été, dans la notion romaine, citoyens dès le principe, nous pouvons bien, dans nos recherches à nous, parler d'un peuple exclusivement patricien en remontant à une époque où les plébéiens n'auraient pu exister qu'en qualité de non citoyens ;

¹ Parmi les témoignages sans nombre on peut signaler le langage des listes de Pline, en particulier l'opposition des *populi* ou *civitates* aux *oppida* dans la description de l'Espagne citérieure (3, 3). Par suite, il est hasardeux de rapprocher étymologiquement *populus* et *πόλις*.

² *Magister populi* ne peut s'entendre dans un autre sens (cf. tome III, la partie de la Dictature, sur le rôle de général du dictateur), et *populari* peut difficilement être séparé de *populus*, bien que Corssen (*Ausspr.* 1, 524. 2, 427) le fasse venir de *spolium*. L'étymologie de *populus* (à côté de *poplicus*, *pouublicus*) n'est pas certaine. Si l'opinion qui est aujourd'hui courante parmi les étymologistes, celle qui considère le mot comme formé par redoublement de la racine qui se retrouve dans *plenus* et *πολύς* (Curtius, *Griech. Etym.* p. 277 ; Corssen, *Ausspr.* 1, 368) est conforme à la vérité, il n'a, pris à la lettre, aucune signification militaire ; mais cela n'empêche pas qu'il n'ait pu en recevoir une telle dans l'usage le plus ancien.

³ La manière dont l'idée de cité souveraine était attachée à ce mot, se révèle aux principes posés sur son emploi par rapport le la cité non souveraine du droit nouveau : *Publica appellatio*, dit Gaius, Digeste, 50, 16, 16, *in compluribus causis ad populum Romanum respicit ; civitates enim privatorum loco habentur*, règle qui à la vérité n'est observée que rarement dans la terminologie (C. I. L. X, 787). Dans les cités latines de l'époque la plus récente, *publicus* est, montre la loi municipale de Malaca, remplacé par *communis*, pour caractériser ces cites comme dépourvues de la souveraineté politique qu'il implique.

⁴ Gaius, 1, 3. Capiton, dans Aulu-Gelle, 10, 30. Festus, p. 233. Egalement, p. 330, v. *Scitum populi*.

⁵ *Populus* est, dans le langage ordinaire, employé partout où l'on ne fait pas ressortir la distinction des classes et où l'on veut désigner l'ensemble des citoyens, en particulier ceux de rang inférieur (*populares*). Tite-Live, 4, 51, 3 : *A plebe consensus populi consulibus negotium mandatur*, où les plébéiens votent et où le peuple en général approuve. 5, 51, 1 : *Cooptatos tribunos non suffragiis populi, sed imperio patriciorum*, où *populus* désigne la masse de ceux qui ont le droit de vote par opposition à des individus influents. 25, 2, 9 : *Ædiles plebei aliquot matronas apud populum probri accusarunt* (de même 25, 3, 16. 37, 1. 43, 8, 9).

mais ce langage oit en désaccord avec la terminologie romaine, telle qu'elle nous est connue¹. — Les Grecs traduisent toujours *populus* par *δῆμος*.

Par rapport à l'idée collective exprimée par *populus*, *quiris*, le nom primitif du citoyen, est pour ainsi dire le singulier. Ce mot, de bonne heure disparu de l'usage courant III et conservé seulement dans des formules spéciales et dans des dérivés, a pris par là l'apparence d'un nom propre. Mais c'était originairement un nom commun². L'étymologie n'en est pas fixée avec assez de certitude pour qu'on puisse en tirer des conclusions³. Dans les formules qui nous sont conservées, il est appliqué, dans tous les sens, au citoyen pris individuellement, exactement comme *populus* aux citoyens pris dans leur ensemble.

Le langage solennel met les uns à côté des autres les citoyens pris en masse et les citoyens pris individuellement⁴, il les coordonne par la formule : *populus Romanus quirites*⁵, formule à la place de laquelle la langue courante mit peut-être ensuite : *populos Romanus quiritium*⁶.

¹ Tite-Live emploie, dans quelques textes qui sont discutés dans la partie de la Plèbe (1, 36, 6. 3, 71, 3. 6, 20, 11), *concilium populi* ou en considération de circonstances particulières, ou d'une manière incorrecte, pour désigner une assemblée délibérante du peuple ; mais cela ne justifie en aucun cas l'interprétation de cette formule dans le sens d'une assemblée distincte des patriciens. — Sur la formule *populus plebesque*, cf. Cicéron, *Ad fam.*, 10, 35.

² La formule : *Ollus quiris leto datus*, employée dans les annonces de funérailles (Festus, v. *Quirites*, p. 254), la seule dans laquelle, en dehors des textes poétiques, on rencontre le singulier (indiqué par Denys, 2, 46, comme faisant défaut) et le cri de détresse : *Porro quirites* (les exemples dans Hand, *Tursell.* 4, 483) impliquent le sens de citoyen et ne peuvent s'accorder avec le caractère de nom local. *Quiratare*, que les anciens rapprochent déjà de ce cri de détresse (Varron, 6,68), pourrait bien, comme me fait remarquer Willamowitz, être plutôt l'imitation du cri naturel d'un animal (*verris quiritare* : Suétone, éd. Reiff, p. 249). Il n'est pas non plus tout à fait rare de rencontrer *quirites Romani* (Tite-Live, 5, 41, 3. 26, 2, 11. *Populi Romani quirites*, Plinie, 16, 32, 132). Le mot ne désigne jamais une localité ; car le *Quirinalis* tire son nom du Dieu, et les *quiritium fossæ* sont les fossés des citoyens. Par conséquent, l'étymologie tirée de Cures, déjà proposée dans Varron, *loc. cit.*, et depuis traditionnelle, est impossible, même abstraction faite de ce que les citoyens de Cures s'appellent *Curenses* et que la *Juno quiritis* et *Quirinus*, que l'on ne peut séparer de *quiris*, n'ont rien de commun avec Cures. La légende qui rattachait la villa des Quirites au roi de Cures Tatius existait probablement déjà, lorsque fut fondée la *tribus Quirina*, et ce peut avoir été l'origine du nom de cette tribu, bien que Cures elle-même n'appartienne pas à la *tribu Quirina*.

³ Il ne peut, parmi les étymologies proposées, être question pour *quirites* que de deux étymologies, toutes deux déjà indiquées dans l'antiquité : ou bien celle tirée du mot sabin (à la vérité cité seulement à l'appui de cette étymologie) : *curis*, lance (Varron, dans Denys, 2, 48, comme origine de Cures ; Ovide, *Fastes*, 1, 292 ; etc.), on invoque la lance de Quirinus (Festus, *Ép.* p. 49 ; Macrobie, *Sat.* 1, 9, 16) et de *Juno Quiritis* (Plutarque, *Q. Rom.* 87. *Rom.* et 9 ; Festus, *Ép.* p. 62, v. *Celibari*) et on pourrait rapprocher cette formation de celle d'*arquites* ; ou bien celle tirée de *curia*, mot qui ne peut être séparé de la divinité protectrice de la curie, la *Juno caris* (Festus, *Ép.* p. 64), *curitis*, *curilis*, *quiritis* (toutes ces formes sont attestées par des inscriptions, Jordan sur Preller, *Myth.* 1, 218), *κῦρία* (Denys, 2, 50). Il peut dans ces formations se produire aussi bien un allongement de la vocale comme dans *prudens* = *providens*, qu'une abréviation, comme dans *decuria*, de sorte que la formation *quirites* à côté de *curia* n'est pas impossible. D'après cela, *quiris* est synonyme de *curialis* et la *curia* est une collectivité de citoyens, ce qui est d'accord avec l'usage de ces termes. La *Juno curitis* est également identifiée, avec raison, avec la *Juno populona*. Sur l'étymologie, Willamowitz me fait remarquer que : les *quirites* sont οἱ τὸ κύριος ἔχοντες, le *quiris* un κύριος ἑαυτοῦ τῶν ἑκτοῦ, un αὐτάρκης dans la notion aristotélique du citoyen. Le thème a un κ palatal, par conséquent *qu* n'est pas = κ, mais l'*û* comme la montre *cûria* appartient au thème ; κοῖπας est la forme la plus voisine.

⁴ Formule de déclaration de guerre dans Tite-Live, 1, 32 : *Quod populi Priscorum Latinorum hominesque Prisci Latini adversus populum Romanum quiritium fecerunt*.

⁵ Les tables arvaies m'écrivent jamais autrement, par exemple dans la formule d'indiction, années 81, 401, lis, 420, 155, Antonin le Pieux, b, et en outre p. CXXX, an 91, — p. CLXXVIII, CLXXX, sous Marc-Aurèle, — p. CCVI, an 218. De même Fabius Pictor dans Aulu-Gelle, 1, 42, 14 et la formule des *compitalia* dans Aulu-Gelle, 10, 24, 3 = Macrobie, 1, 4, 27. La particule conjonctive (*populus Romanus quiritesque*) qui ne se met pas à la bonne époque pour des idées complémentaires comme celles-ci, se rencontre dans Tite-Live, 8, 6, 13, et Festus, *Ép.* p. 67, v. *Dici*.

⁶ Varron, 6, 86 ; Tite-Live, 1, 32. 8, 9, 8. 41, 16, 1. Il n'y a pas de témoignages pleinement certains. La formule était, ainsi que le montrent les tables arvaies, habituellement écrites seulement par ses lettres initiales, et il a pu facilement en être fait une traduction fausse soit par le copiste, soit par l'auteur lui-même.

Lorsque *populus*, est mis à côté de *plebes*, ce qui se présente dans une série de formules anciennes¹, où à côté de *senatus*, ce qui est habituel dans la période récente de la république et sous le principat, le sens du mot ne change pas pour cela : il désigne non pas le peuple, abstraction faite de la plèbe ou du sénat, mais, absolument comme dans *populus Romanus quirites*, la totalité des citoyens, à côté soit de la plèbe, soit du sénat. L'une des tournures correspond à la formule : *lex sive id plebi scitum est*, l'autre à la formule : *senatus consultum populi jussu*. La première repose sur ce que la volonté publique peut être exprimée par la résolution de la plèbe comme par celle, de la totalité des citoyens, la seconde sur ce que cette volonté peut aussi être exprimée par le sénat.

A *populus* et à *quiris* correspondent absolument, pour la signification, *civitas* (dans le sens de peuple) et *civis*. L'étymologie en est également incertaine². Le dernier mot a, peut-être, verrons-nous, lors de la transformation qui a substitué à la conception purement patricienne du citoyen la conception patricio-plébienne moderne, remplacé l'expression vieillie *quiris*³ et il est ainsi devenu officiel. *Civitas* se dit bien aussi, sans scrupules, du peuple romain ; mais il n'est employé par la langue technique pour désigner l'État que quand il s'agit de communautés qui ne sont pas à proprement parler des communautés urbaines, notamment des populations gauloises⁴.

Le droit de cité s'appelle, dans la terminologie du droit public le plus ancien, *caput*. Ce mot qui s'efface plus tard de l'usage courant⁵ et qui ne s'y maintient que dans certaines tournures établies désigne comme la *tête* la personnalité du citoyen pris individuellement, la capacité de l'individu⁶. Ainsi l'esclave paie *pro capite* l'argent qu'il donne pour être affranchi⁷. Ainsi le principe de droit, d'après lequel les suites du délit privé regardent la personne qui en est judiciairement

¹ La manière dont il faut comprendre le composé *populus plebesque* est indiquée par l'adresse de la lettre de Lépide (Cicéron, *Ad fam.* 10, 35) : *Senatui populo plebique romanæ* comparée avec l'adresse habituelle (voir tome III, la partie du Tribunat, sur le droit de *relatio*) : *Consulibus prætoribus tribunis plebei senatui*. Il s'agit là de la proposition au sénat et au peuple régulièrement provoquée par des missives de ce genre. C'était la même chose de les adresser au *populus* ou aux *consules prætores* ; on pouvait aussi les adresser soit à la plebs, soit aux *tribuni plebis*. Le rapport semblable dans lequel se trouvent les deux expressions dans des formules de vœux (Tite-Live, 29, 27, 2 ; Cicéron, *Pro Mur.* 1, 1. *Verr.* 5. 14, 36) et dans des oracles (Tite-Live, 25, 12, 10 = Macrobie, *Sat.*, 1, 17, 28) est déterminé par là même. Au contraire dans les legs d'Auguste *populo et plebi* (Tacite, *Ann.*, 1, 8), le *populus* est le *populus Romanus*, l'*Ærarium*, et la *plebs* est la *plebs urbana* (cf. *Mon. Ancyr.* 2e éd. p. 59). La formule est bien comprise par Soltau, *Altröm. Volksvers.*, p. 84.

² Corssen, *Ausspr.* 1, 385, rapproche *κείμας* et l'allemand *Heim* ; peut-être faut-il penser plutôt à *cire*, *citare*, bien qu'à la vérité cette étymologie ait été ensuite oubliée dans l'emploi du mot au féminin (qui d'ailleurs ne s'accorde pas bien avec la formule du cens : *capita civium Romanorum*) et dans *civis sine suffragio*.

³ Cela se manifeste en particulier clairement pour l'emploi de *jus quiritium*, qui ne s'est, conservé que dans des formules traditionnelles, et de *jus civile* qui le remplace. On reconnaît aussi clairement ici que, dans l'opposition faite entre le droit civil et le *jus publicum*, le dernier se rapporte à l'État envisagé comme tel et le premier aux citoyens pris individuellement. Si la concession du droit de cité faite à un Latin est ordinairement désignée comme la concession non pas des droits de citoyen, mais des droits de Quirite (Ulpian, 3, où l'identité souvent contestée de la *civitas Romana* et du *jus quiritium* est affirmée expressément ; Gaius, 3, 72 ; Plin., *Ad Traj.* 5, 11 ; Suétone, Claude, 19), tandis que, pour les Pérégrins, on dit habituellement dans ce sens *civitas*, l'explication est que l'acquisition du droit de cité romaine par les Latins s'est introduite dans le système du droit romain d'une manière tout autre et à une époque bien plus ancienne que la concession de la cité romaine aux Pérégrins.

⁴ C'est ce que montre le langage des inscriptions, en particulier de celles de la Gaule Cisalpine (C. I. L. V, p. 1195).

⁵ *Inst.* 1, 16, 4 : *Servus manumissus capite non minuitur, quia nullum caput habuit* n'est qu'une continuation de cette formule ; de même que le *capitis minor* d'Horace. *Tributum capitis* n'appartient pas à notre ordre d'idées ; c'est une traduction d'*ἐνικεφάλαιον*. Dans les expressions plus tard usuelles *caput liberum* (Gaius, 1, 166a, etc.), et *caput servum* ou *servile* (Tite-Live, 27, 16, 7. 29, 29, 3), *caput* ne désigne pas la sujet de droit, mais l'être humain.

⁶ Pas la vie ; la mort n'est pas une *capitis deminutio* et la *causa capitis* n'atteint pas nécessairement la vie matérielle ; mais elle atteint toujours l'existence civile.

⁷ Plaute, *Pseud.*, éd. Ritschl, 225. *Pers.* éd. Ritschl, 36. *Pœn.* Prol., 24 ; Sénèque, *Ép.* 80, 4.

responsable, est exprimé par la formule : *noxæ caput sequitur*¹. Ainsi le *capite census* est celui qui déclare au cens, sa personne, — et rien de plus. — Les *capita civium Romanorum* sont les citoyens capables civilement, et par suite en général capables de porter les armes, qui sont repensés le *judicium capitis* est le procès dans lequel la personnalité civile, la vie ou le droit de cité est en jeu ; la *capitis deminutio* est la perte² du droit de cité³. Comme antithèse du *caput*, on pense toujours, dans le sens du droit public, à l'absence de droit de l'esclave ou de l'étranger qui n'est protégé par aucun traité. Dans la langue du droit privé, le mot *caput* désigne l'indépendance de droit privé, et *capitis deminutio* la perte de cette indépendance, dans laquelle on fait même rentrer le simple changement d'un rapport de dépendance privée pour un autre⁴. Dans la terminologie du droit public moderne, *caput* est, en dehors de ces locutions établies, remplacé par *civitas* qui ne désigne pas seulement le peuple, comme nous l'avons déjà vu, mais qui désigne encore le droit de cité⁵.

Le peuple est formé d'un certain nombre de familles, et tout citoyen doit appartenir, comme membre libre, à l'une d'elles. Il nous reste à exposer la notion de la famille et les deux manières dont on peut appartenir à une famille, c'est-à-dire les notions primitives du patricial et de la plèbe.

La totalité des personnes composant une famille, tant hommes que femmes⁶, est appelée *gens* chez les Romains⁷, de même que la totalité des citoyens est

¹ Gaius, 4, 77, et ailleurs. Pour les délits des esclaves, il ne peut s'agir du *caput* qui fait défaut à l'esclave ; il est fait allusion au *caput* de celui contre qui l'action est dirigée ; c'est-à-dire du maître qui a la possession au moment où l'action est intentée, ou, après l'affranchissement, de l'affranchi.

² *Deminuere* signifie enlever, aliéner (par exemple de *bonis deminuere aliquid*) et non pas affaiblir. D'ailleurs, on peut bien être dépouillé de sa personnalité, mais elle ne peut être affaiblie ; elle est ou elle n'est pas.

³ Les jurisconsultes romains ont, pour y rattacher lettre trois *divisiones* des personnes en *liberi* et *servi*, en *cives*, *Latini* et *peregrini*, en *sui* et *alieni juris*, obscurci l'idée en distinguant trois degrés de *capitis deminutio* ; bien qu'eux-mêmes les ramènent fréquemment et doivent les ramener à deux, puisque, dans le droit privé récent, la liberté et la cité se confondent. En réalité, il n'y a pas deux degrés, mais il y a deux principes différents, bien que corrélatifs : le principe de droit public du droit de cité, et le principe de droit privé de l'indépendance personnelle (*sui juris*) ; en se tenant fermement à cette idée, tout est simple et clair.

⁴ De même que la *capitis deminutio* du droit public résulte de la transformation d'un citoyen libre d'après ce droit en un homme non libre d'après ce droit, celle du droit privé consiste dans le passage d'un homme libre au point de vue du droit privé dans l'état de non liberté privée, ou encore de celui de l'individu non libre en droit privé dans un autre rapport de dépendance privée, dans l'entrée sous la *potestas*, la *manus* ou le *mancipium* de quelqu'un quand elle ne résulte pas, comme pour le fils de famille, de la naissance. La rupture du lien de famille sans fondation d'autre rapport de puissance, qui se produit pour le fils à la mort du père, pour le flamme ou la vestale à l'acquisition de son sacerdoce, n'y est donc pas comprise. Au contraire, il faut y faire rentrer tous les actes créateurs de la puissance paternelle autres que la naissance, ainsi l'adrogation ; ensuite tous les actes créateurs de la puissance qui résulte pour l'homme du mariage ; enfin la *causa servilis* (que Paul, *Digeste*, 4, 5, 3, 1, nomme seule par une inexactitude) qui se trouve à la base de l'adoption et de l'émancipation. L'indication de la *coemptio* en matière de mariage (Gaius, 4, 38) ne prouve pas que la confarréation et l'*usus* ne produisent pas les mêmes effets juridiques. L'*usus* disparut de bonne heure, et la *confarreatio* ne modifiait, à l'époque récente, la condition personnelle qu'*ad sacra* (Gaius, 1, 136), tandis que la *coemptio* subsista plus longtemps dans la pratique, grâce à ses applications fictives.

⁵ Dans la langue du droit civil récent, *status* remplace *caput* ; ainsi, par exemple, la *status quæstio* civile correspond à la *causa capitis* criminelle ; mais ce mot n'est pas employé dans la langue du droit public.

⁶ La droit de cité a toujours été reconnu aux femmes par la théorie romaine ; cela se manifeste tout d'abord dans la mention de la gentilité faite dans les noms pour les femmes comme pour les hommes, mais aussi dans la situation, faite à la femme romaine en matière d'impôt et de succession. Cicéron, *Pro Balbo*, 24, 55, donne des exemples de concession du droit de cité à des femmes. Le défaut de droits politiques n'exclut aucunement le droit de cité.

⁷ Lorsqu'il s'agit de l'organisation politique, par conséquent des choses de l'intérieur, le mot *gens* désigne les individus politiquement unis par la communauté d'origine. Au contraire, lorsque on ne tient pas compte des rapports politiques, par conséquent relativement à l'extérieur, il désigne les individus qui, d'après leur conformation physique, paraissent avoir une origine commune. L'idée est toujours la même. Seulement, en parlant de *gens Julia*, on pense à la postérité du premier Julius, et, en parlant de *gens Numidarum*, à celle du premier qui parla Numide et eut l'air Numide. Au dernier sens, les gents sont l'étranger, comme dans les anciennes tournures : *jus gentium*, *ubi gentium*. — *Stirps*, au sens propre, la racine, et, par suite, ce qui en sort, le *Stamm*, correspond, pour la signification, au mot *gens*, mais le remplace lorsque on veut éviter sa portée politique. Nous reviendrons sur ce point à propos de la gentilité plébéienne. — Le *genus* n'est pas,

appelée *populus*. Le membre isolé de la famille est, par corrélation au *guiris* ou *civis*, appelé *gentilis*¹ ; et, comme de *civis civitas*, on a tiré de *gentilis* l'expression complexe *gentilitas*, synonyme de *gens*². Le terme primitif, dont l'origine est transparente, a pour fondement l'idée de génération, et de génération au sens juridique, de génération produisant la puissance du père sur l'enfant. De là découlent les deux idées de la maison³ et de la famille. La maison se compose des hommes libres réunis sous la puissance d'un ascendant vivant ; la famille des hommes libres qui seraient unis sous la puissance d'un même ascendant, s'il ne s'était produit aucun décès⁴. Mais, de ces deux idées corrélatives et également claires et précises en elles-mêmes, la seconde n'est susceptible d'être prouvée que jusqu'à un certain degré. Avec quelque soin que les membres de la *gens* puissent s'efforcer de conserver la mémoire de leurs ascendants et du lien existant entre les diverses descendances⁵, la possibilité de la preuve disparaît nécessairement au delà d'une certaine limite ; et, la condition des personnes étant, en droit public et privé, liée à la famille dont elles sont, il faut compléter non pas le principe, mais la méthode de preuve par une présomption de la loi. Cette présomption est fournie par le *nomen*, le signe de la

comme la *gens*, une pluralité de personnes réunies par la naissance. C'est, en premier lieu, le caractère natif et plus largement le caractère quelconque d'une personne, par conséquent le type propre appartenant à l'homme en général (*genus humanum*), celui résultant de la nationalité (*genus Numidarum*), de la naissance (*nobili genere malus*), d'une particularité originaire ou acquise, comme notre rang, notre classe (*genus agreste, genus militare* ; Tite-Live, 8, 20, 4 : *Opificum vulgus et sellularii, minime militiæ idoneum genus* ; 10, 21, 3 : *Dilectus omnis generis hominum* ; 40, 51, 9 : *Mutarunt suffragia regionatimque generibus hominem causisque et questibus tribus discipserunt* ; Cicéron, *Ad Att.* 2, 19, 2 : *Omnibus generibus ordinibus ætatibus offensus*). Il s'emploie aussi pour exprimer la capacité politique. Ainsi Festus, Ép. v. *municipium*, p. 427, appelle *genus hominum* les nouveaux citoyens créés par la guerre italique, et Lælius Felix, dans Aulu-Gelle, 15, 27, indique les *genera hominem* comme la base de la constitution des curies, en pensant aux associations fondées sur le lien du sang, mais en évitant le mot *gens* pour ne pas exclure les scirpes plébéiennes. De là se développa ensuite l'usage général du mot pour désigner toute espèce de catégorie.

¹ La limitation de ridée à ceux qui ne sont ni les *sui*, ni les *adgnati* du défunt (*si adgnatus nec escit, gentiles familiam habento*) a été amenée par le droit de préférence existant, en matière héréditaire, au profit de parents les plus proches. Mais il ne faudrait pas y voir un refus ai de l'agnation aux *sui*, ni de la *gentilitas* aux agnats et aux *sui*.

² De même que *civitas* désigne en même temps les citoyens et le droit de cité ; *gentilitas* s'emploie à la fois pour l'ensemble des membres de la gens (Varron, dans Nonius, éd. Mercier, p. 222 ; Pline, *Panég.* 39 ; Victor, *Viri ill.* 24) et plus fréquemment pour les liens et les droits de gentilité (Varron, *De l. l.* 8, 4 ; Cicéron, *De orat.* 1, 38, 173. c. 39, 476 ; Pline, *Panég.* 37, etc.).

³ Par un phénomène singulier, la terminologie romaine n'a pas de terme corrélatif à *populus* et à *gens* pour désigner la maison. Les *sui* sont les membres de la maison ; mais le chef de maison duquel ils dépendent n'y est pas compris. La *familia* est ce qui se trouve dans la maison, en premier lieu la domesticité, ensuite les biens en général ; le chef de maison et les *sui* sont à la tête de la *familia*, et s'appellent, dans ce sens, *pater, mater, filius familias*, mais ils n'appartiennent pas eux-mêmes à la *familia* et la maison ne s'appelle pas de ce nom. Au contraire, *familia* est pris, à l'époque récente, dans un sens complexe, tantôt pour désigner une fraction de la *gens* dont il sera question plus loin, tantôt pour désigner la *gens* elle-même. Cicéron, *In Pis.* 23, 53, appelle Pison *familia non dicam Calpurniæ, sed Calventiæ dedecus* ; Labéon, (dans Festus, v. *Popularia*, p. 253) désigne les *sacra gentilicia* comme *certis familiis attributa* (voir de même *Aurelia familia*, p. 23 ; *Nautiorum*, p. 166 ; les prétendus Potitii, p. 231) ; Ulpien, *Digeste*, 50, 16, 195, 4, dit : *Appellatur familia plurium personarum, quæ ab ejusdem ultimi genitoris sanguine profeciscuntur, sicut dicimus familiam Juliam*. Il est tout à fait habituel de voir *gens* et *familia* pris l'un pour l'autre dans Tite-Live (1, 1, 12. 2, 41, 10. 3, 25, 3. 38, 59, 11, rapproché de c. 58, 3) et dans Tacite (*Ann.* 6, 51. 1, 25. *Hist.* 2, 48).

⁴ L'expression la plus claire de cette idée se trouve dans Varron, 8, 4 : *Ut in hominibus quædam sunt agnationes ac gentilitates sic in verbis : ut enim ab Æmilio homine (Becker, le ms. homines) orti Æmilii (Spengel supprime ac) gentiles, sic ab Æmilii nomine declinatæ voces in gentilitate nominati*. L'opinion qui intervertit les faits, selon laquelle gens n'aurait pas désigné à l'origine un groupe de parents, mais une division politique arbitrairement limitée, n'a plus besoin aujourd'hui de réfutation. La gens a été partout à l'origine ce que signifie son nom. Assurément des individus qui ne sont pas parents peuvent être introduits dans le cercle de la parenté, en vertu de règles générales ou de mesures spéciales ; et l'on peut concevoir des réunions ou des fractionnements arbitraires des groupes de parents existants, mais le principe reste toujours dans la puissance paternelle fondée sur la naissance.

⁵ On peut douter que les Romains se soient, sous ce rapport, distingués des autres peuples. Nous montrerons, dans la partie des Noms, que la généalogie m'était. A l'origine, aucunement indiquée dans les noms et qu'elle ne le fut plus tard que dans une mesure restreinte. Les arbres généalogiques sont certainement très anciens ; mais ils semblent avoir eu plutôt pour but de constater la nobilitas que de constater la filiation en général.

famille ; elle consiste en ce que les citoyens¹ qui portent le même *nomen* sont réputés descendre tous d'un premier auteur commun². Il faut naturellement supposer là une certaine réglementation par l'État de la constitution des familles : la participation exclusive à une seule famille devait, pour chaque citoyen, être notoirement établie ou pouvoir l'être par une procédure légale ; quand une nouvelle famille était admise dans le peuple, on devait déterminer quels individus étaient en droit de s'y comprendre, par exemple avaient le droit de porter, et de transmettre, comme nom de citoyens, le nom des Claudii. Mais, d'après tous les indices, l'État romain n'est intervenu dans la constitution des *gents* que pour régler la question de preuve, et la procréation en mariage a été, dès le principe, et est toujours restée le -fondement exclusif de l'idée de famille.

Le peuple se composait donc toujours, dans le régime le plus ancien, d'un certain nombre de familles tout comme d'un certain nombre d'individus. La survenance ou la disparition d'une famille modifiait le nombre total des familles, comme la naissance ou la mort d'un citoyen modifiait celui des citoyens³ ; mais l'un des événements n'avait pas plus d'influence que l'autre sur l'intégrité de l'État⁴. La tradition est d'accord avec ce principe. La légende admet bien, à l'époque la plus reculée, l'existence de cent maisons et fait de leurs chefs les sénateurs primitifs, conformément à l'ancien chiffre normal du sénat qui est aussi fortement marqué dans les institutions ; mais il n'est dit nulle part que le nombre normal des maisons soit resté au chiffre de cent et que chacun des familles sorties de ces maisons ait été, à titre durable, représentée par un sénateur ; au contraire, cette supposition est exclue par la conception des annalistes qui attribue au roi, de toute antiquité, le libre choix du sénat. Les recherches modernes remontent au delà de cette période et concluent de la construction de la légende ainsi que d'autres indices à un recrutement du sénat par familles qui aurait eu lieu d'une manière stable à l'époque la plus ancienne. Mais, en supposant que cette hypothèse inconnue à la tradition soit fondée, tout ce qu'il en résulterait ce serait que le chiffre normal de cent n'aurait pas existé pour le sénat primitif et qu'il ne se serait introduit qu'à la période, en tout cas très précoce, où la nomination par le roi aurait remplacé la représentation des *gents*. L'idée de combiner les deux choses et de compter dix *gents* par curies⁵ n'est pas suggérée par la tradition, et

¹ Il faut rappeler ici que, comme nous montrerons plus loin avec plus de détails, il n'y avait, à cette époque primitive, que les patriciens de citoyens et que par suite les plébéiens qui portaient le même *nomen* étaient exclus comme n'étant pas citoyens. Lorsque Cicéron ajoute à la définition rapportée ci-dessous : *Non est satis*, et exige encore l'ingénuité à l'infini en ligne ascendante, cela est bien vrai pour le peuple patricio-plebéien ; mais pour le peuple patricien, la proposition principale suffirait.

² La définition traditionnelle porte, dans Cicéron, *Top.* 6, 29 : *Gentiles sunt inter se qui eodem nomine sunt* ; dans Cincius (Festus, *Ép.* p. 94, v. *Gentiles*) : *Gentiles mihi sunt qui meo nomine appellantur*.

³ Les annalistes rapportent que, lorsque, après l'abolition de la royauté, les plébéiens furent pour la première fois appelés à faire partie du sénat, il en entra 169 et le sénat fut par là ramené au chiffre normal de 300 (Festus, v. *Qui patres*, p. 254 ; Plutarque, *Popl.* 11). Ce peut, à la vérité, être une invention faite sur le même modèle que celle des 527 Sabines d'Antias. Mais peut-être le chiffre a-t-il pour origine que l'analyse de la table complète des magistrats donnait 136 familles patriciennes existant à l'époque de la République. Nous ne pouvons établir l'existence que de tout au plus 50 à 60 de ces familles, (*Rœm. Forsch.* 1, 121). Les *familiae Trojanae* dont ont traité Varron (Servius, *Ad Aen.* 5, 704), Hyginus (Servius, *Ad Aen.* 5, 389) et sans doute aussi Messala Corvinus (traité de *familiis* : Plin., *H. n.* 35, 2, 8), étaient, à l'époque d'Auguste, encore environ 50 (Denys, 4, 85) ; nous ne trouvons pour cette époque qu'environ 14 *gents* patriciennes (*yeveai*), et environ 30 familles (*oïkoi*), (*Rœm. Forsch.* 1, 122).

⁴ Ce principe ressort énergiquement dans Festus, p. 245 : *Publica sacra quæ publico sumptu pro populo fiunt quæque pro manibus pagis, curiis, sacellis : at privata, quæ pro singulis hominibus, familiis, gentibus fiunt*. Denys, 2, 65. Tite-Live, 1, 52, 4, oppose également les *sacra gentilicia* aux *publica*.

⁵ Les *decuriae* de Denys, sont, selon lui, des parties de l'armée populaire la plus ancienne et seront étudiées à propos de l'organisation des curies ; la tradition qui nous est parvenue ne les lie pas aux *gents*. — On rencontre aussi la mention d'un chiffre de 1000 *gents* : *Gentilicia nomina*, dit le traité de *nominibus*, 3, *Varro putat fuisse numero mille, prænomen circa triginta*. Le dernier chiffre est le résultat d'un calcul empirique ; mais il est difficile qu'il en soit de même pour le premier, puisque il n'y a pas de cires et que le chiffre est un chiffre rond.

elle ne se concilie point avec une notion claire de la *gens* et de sa situation dans l'État.

L'idée de gentilité ayant pour base la naissance qui est la source de la puissance paternelle, les membres de la *gens* ne s'appellent pas seulement *gentiles* ; ils s'appellent aussi *patres*, en ce sens qu'eux et eux seuls sont ou peuvent être pères¹, ou adjectivement *patricii*, en ce sens qu'eux et eux seuls ont un père². La première expression est employée par les Douze Tables pour désigner les membres des *gens* par opposition à la plèbe qui est en dehors de la gentilité³.

Dans la terminologie postérieure, *patres* a pris un sens technique plus étroit : toutes les fois qu'il se rencontre par la suite dans la langue juridique, il désigne le sénat patricien ou plutôt la partie patricienne du sénat⁴. Les *gentiles* en général ne furent plus appelés *patres* ; la preuve en est, d'une part, dans le fait que jamais le membre isolé de la *gens* n'est appelé *pater*, et que cette limitation de l'usage du mot n'est explicable que par son application précise à une corporation qui ne se produisait qu'à titre collectif ; elle est, d'autre part, dans l'étymologie arbitraire liée à ce sens étroit, très anciennement attribuée aux mots *patres* et *patricii* qui étaient primitivement synonymes. Le peuple romain se composait, dit-on, primitivement de cent familles dont les pères, les *patres*, — les ancêtres, imaginés d'une façon plus ou moins concrète, des différentes *gens*, — formaient le sénat, et dont les descendants, les *patricii*, formaient le peuple avec leurs pères⁵ ; on bien, dit-on encore pour exprimer la même idée, le mot *patricius* avait, dans cette acception primitive étroite, le même sens qu'eut plus tard *ingenuus*⁶. Cette fable étymologique a philologiquement pour base l'idée juste que *patres* et *patricii* sont entre eux dans le même rapport que *dediti* et *dediticii*, et, elle donne, sous la forme d'exemplification pseudo-historique propre à ces

Cependant nos chiffres schématiques ne fournissent aucun appui à celui-là ; car le nombre 1000, que l'on trouve donné pour les maisons de l'État composé de 10 curies (Plutarque, *Rom.* 9), ne s'applique pas aux *gens*, et en outre Varron peut, après son calcul des prénoms basé sur l'expérience de son temps, avoir fait celui des noms en le rapportant à l'État composé de trente curies. Quoi qu'il en soit, Varron n'a pas plus voulu attester un chiffre normal durable pour les noms gentilices que pour les prénoms.

¹ Cf. Ulpien, *Digeste*, 50, 16, 195, 2. La considération que la plus ancienne acception politique du mot est mise par là dans un rapport direct avec son sens physique, est favorable à cette conception. Elle se rencontre même chez les anciens (Plutarque, *Q. R.* 58) ; mais ordinairement elle est rattachée à l'amour paternel (Cicéron, *De re p.* 2, 8, 14 ; Festus, *Ép. p.* 246 ; Victor, *Viri ill.* 2, 11), ou à l'âge et à l'autorité qu'il donne dans le conseil (Salluste, *Cat.* 6, 6 ; Festus, p. 339 ; Tite-Live, 1 8, 2). Toutes les étymologies anciennes partent de la relation du mot avec le sénat, plus tard la seule technique.

² Cette interprétation d'un mot transparent pour quiconque parle latin est commune à toute la tradition. La seconde moitié en a paru à tous les anciens juristes un simple suffixe ; le jeu de mots qui apparaît à l'époque d'Auguste, selon lequel les *patricii* seraient ceux *qui patrem ciere possent* (Tite-Live, 10, 8, 10 ; Plutarque, loc. cit.), aboutit au même pour le fond. Christensen a démontré dans *l'Hermès*, 9, 208, que le mot n'est pas seulement employé au pluriel, mais aussi au singulier, ainsi que l'avait affirmé Becker. — Les Grecs conservent le plus souvent (ainsi Denys et Diodore) l'expression latine Plutarque et Dion la traduisent par εὐνατρίδης.

³ Les décevirs interdirent, d'après Cicéron, *De re p.* 2, *conubia... ut ne plebi et patribus essent*, d'après Tite-Live, 4, 4, 5, *ut conubium patribus cum plebe esset*, et Gaius (*Digeste*, 50, 16, 238), en disant, dans le sixième livre de son commentaire sur les Douze Tables, où devait nécessairement se trouver l'interprétation de cette disposition : *Plebs est ceteri cives sine senatoribus*, fait clairement le commentaire de ce mot. Je n'ai pas justement apprécié la force probante de ces textes dans les *Rœm. Forsch.* 1, 228.

⁴ La preuve en est dans les formules techniques : *Patres (et) conscripti, patres auctores fiunt*, dans le retour des auspices *ad patres* au cas d'interrègne (voir tome I, la partie des Auspices, sur les *auspicia patrum*), dans la *proditio* de l'interroi *a patribus* (voir tome II, la partie de l'interrègne, sur les *patres*). *Rœm. Forsch.*, 1, 227.

⁵ Cicéron, *De re publ.* 2, 12, 73. Tite-Live, 9, 8. Denys, 2, 8.

⁶ C'est cela, et rien de plus, que veut dire Cincius, dans son traité *de comitiis* (dans Festus, p. 241) : *Patricios... eos appellari solitos, qui nunc ingenui vocantur*, source dont doit aussi dépendre Tite-Live, 10, 8, 10. Cela s'accorde parfaitement avec la légende de Romulus. Au reste, ces textes ne disent pas qu'*ingenuus* puisse être employé pour *patricius*, et le mot n'est en effet pas employé dans ce sens, *ingenuus* se rapporta à la limitation plébéienne de la tâche de la libertinité ; il ne désigne pas, dans le langage technique, comme *patricius*, celui parmi les ascendants duquel il n'y a pas d'affranchi, mais primitivement le citoyen qui a deux ascendants libres, et plus tard tout citoyen qui n'a jamais été esclave (cf. tome II, la partie des Caisses d'inéligibilité absolue, sur l'inéligibilité des affranchis et de leurs fils).

légendes juridiques, une expression claire de la nature du système des *gents*. Au reste, les patres y apparaissent en outre dans le sens récent de sénat patricien.

Si, dans la langue non technique, cette expression est employée tantôt pour les patriciens en général, tantôt pour le sénat patricio-plébéien, il n'y a là, dans les deux cas, qu'une extension *a potiori* faite par mégarde¹. Le rétrécissement remarquable du sens technique du mot concorde au contraire avec le changement de situation du patriciat dans l'État patricio-plébéien. Les membres des *gents* se fondent dans le peuple nouveau, et il n'y a plus de comices patriciens. Mais le sénat patricien garde en main des droits importants, la nomophylaxie et l'interrègne. Les habitudes du langage récent correspondent aux attributions restées aux membres des *gents* dans le sénat patricio-plébéien. Après que le mot patres eut pris le sens étroit de sénat patricien et qu'à la suite de l'extension de la gentilité aux non patriciens que nous étudierons plus loin, le mot *gentilis* put s'appliquer aux plébéiens, il n'y eut plus, pour désigner l'ensemble des anciens citoyens, d'autre expression exacte que l'emploi comme substantif du mot *patricii* qui, avons-nous dit, n'était à l'origine employé qu'adjectivement² et qui n'était que peu usité dans la langue technique.

La famille étant basée sur le lien du sang, tous ceux qui en font partie sont liés les uns aux autres. Mais ce lien se gradue d'après sa proximité. Ceux qui peuvent établir directement qu'ils appartiennent à la famille, c'est-à-dire qui peuvent justifier des degrés intermédiaires, en latin des *gradus*, qui séparent chacun d'eux de l'auteur commun, les membres de la famille à un degré qui peut être prouvé et compté, — la génération constituant l'unité, — sont, sous le nom d'*adgnati*, séparés des autres, dont la parenté ne repose que sur la présomption de droit basée sur le nom, et pour qui par conséquent les degrés ne peuvent être ni prouvés ni comptés. Dans la mesure où la parenté fonde des droits au profit d'un parent par rapport à un autre, la parenté à un degré établi exclut celle à un degré qui n'est pas établi, et, dans le cercle de la première, le degré le plus proche exclut le plus éloigné, tandis qu'à égalité : de degré, il y a, sauf l'intervention d'autres règles, égalité de droit. — On ne peut déterminer, faute de témoignages directs, dans quelle mesure un droit de succession fondé sur une parenté plus proche a été admis en l'absence de la preuve du degré de parenté³. Nous reconnaissons bien que, dans certaines grandes familles, il se formait de petites lignes semblables à la grande famille (*familia*)⁴ qui se rattachaient, à son

¹ Nous aurons à revenir là-dessus au sujet du Sénat. La terminologie est étudiée d'une manière spéciale dans les *Rœm. Forsch.*, loc. cit., et avec plus de détails par Christensen, dans l'*Hermes*, 9, 196 et ss. La portée primitive du mot, maintenue dans la mémoire des jurisconsultes par la loi des Douze Tables, aura sans doute contribué à faire naître son emploi récent pour désigner les patriciens. Mais, d'un autre côté, le Sénat et les patriciens marchaient si bien la main dans la main, dans les luttes des partis de la période récente de la République, qu'il n'y avait pour les annalistes, auxquels seuls appartient ce langage en dehors des Douze Tables, rien de plus naturel que de les confondre.

² *Patricius* est employé de cette façon pour les *proci patricii* de la *discriptio classium* de Servius Tullius (Festus, p. 254), et dans *magistratus patricii*, *calceus patricius*. Le dernier mot se rapporte aux *patres* au sens étroit, puisque le noble n'a droit à cette chaussure qu'en qualité de sénateur ; il n'a non plus été tiré, même dans ce sens, aucune autre forme adjectivale de patres.

³ Gaius, 3, 17, et Ulpien, 26, 1, se bornant à remarquer qu'à défaut d'agnats, les *gentiles* héritent en vertu des Douze Tables ; ils ne disent rien de la répartition, parce que, de leur temps les *gentilicia jura* étaient sortis de l'usage. Si, selon des probabilités qui seront expliquées plus loin, la gens pouvait, à l'époque la plus ancienne, être elle-même propriétaire, et spécialement y était la titulaire de la propriété foncière, l'hérédité d'un individu sort sans agnats revenait certainement, à l'origine, à cette gens elle-même. Plus tard, il est établi qu'il y avait une répartition (Suétone, *Cæsar*, 1 : *Gentilicis hereditatibus multatus*) ; mais on peut y avoir tenu compte de la proximité du droit de succession et avoir fixé la part en conséquence. Quand des frères et des enfants de frères héritaient les uns à côté des autres, les seconds étaient, en toute hypothèse, éloignés de l'auteur commun d'un degré de plus que les premiers.

⁴ *Familia* opposé à gens, Salluste, *Jug.* 95, 3 : *Sulla gentis patriciæ nobilis fuit, familia jam prope extincta* ; Festus, v. *Publica sacra* ; Tite-Live, 38, 58, 3 : *P. Scipio Nasica... orationem... habuit plenam veris decoribus*

exemple, au chef de la ligne comme à leur auteur commun et dont les membres étaient réunis par leur cognomen héréditaires comme ceux de la *gens* par le *nomen*. Cependant ce cognomen n'est jamais arrivé à la même généralité pratique que le *nomen* de la *gens*, et il n'y a pas de preuves qu'une présomption de droit, ni par suite un droit de succession par préférence aient été fondés, dans l'intérieur de la *gens*, sur le fait d'appartenir à la même ligne¹.

La *gens* n'est pas capable d'agir. Cela ne veut pas dire qu'il en ait été ainsi de tout temps. Si anciennement chaque famille avait son représentant dans le conseil de la cité, cela lui donnait un chef, qu'il fut désigné par l'âge ou de toute autre façon. Ce qui sera dit plus loin sur la condition des *gents* au point de vue patrimonial implique aussi, verrons-nous, de leur part une certaine activité ; et il est bien possible qu'il n'y ait là qu'un débris d'une activité de la *gens* plus étendue autrefois. Il est absolument conforme à la tendance unitaire du développement de Rome, d'entraver et, autant que possible, d'anéantir l'activité distincte des divers éléments de l'État. Mais la *gens* romaine, que nous connaissons, n'a point de représentation, ni sous la forme de magistrature, ni sous celle d'assemblées collectives. Elle est sans tête. La forme systématique attribuée à la cité primitive n'admet de chefs de *gents* qu'en les identifiant aux chefs de maisons ; or, la mort du chef de maison, du pure de famille, transforme de droit ses enfants en chefs de maisons, et aucun procédé légal n'existe pour renouveler fictivement la puissance paternelle éteinte, ce qui exclut la possibilité juridique de donner un chef à la *gens*. Par conséquent, la représentation des *gents*, supposée pour le sénat primitif, ne peut, en restant dans le cercle du droit public qui nous est connu, être imaginée en ce sens que chaque famille aurait eu ou se serait nommé un chef ; on peut tout au plus admettre que le roi, avant d'avoir acquis le droit de choisir librement les sénateurs, aurait dû en prendre un dans chacune des familles existantes. De l'absence de chef il résulte, d'après la conception romaine qui n'admet pas d'assemblée collective sans chef, que la *gens* ne pouvait pas non plus être représentée par l'assemblée de ses membres. L'autonomie des associations, — très étendue, d'après le droit romain récent tout au moins, — n'a eu non plus aucune application à la *gens*, et ne pouvait en avoir aucune ; car l'idée de libre volonté et de liberté d'entrée ne peut s'appliquer aux associations de famille fermées par la loi. Il est question de résolutions prises par les membres d'une *gens* dans le même sens où il est question, à plusieurs reprises, d'usages de *gents*. De même que certains prénoms sont usités dans chaque *gens*, les membres de la *gens* peuvent aussi si

non communiter modo Corneliae gentis, sed proprie familiae sum ; Suétone, Nero, 1 : *Ex Gente Domitia duae familiae claruerunt Calvinorum et Ahenobarborum* ; aussi Festus, Ép. p. 94, *Gens : Aelia appellatur quae ex multis familiis conficitur*. Le mot est encore plus fréquemment employé pour les grandes maisons, closes de fait, que ce soient des *gents* ou des fractions de *gents* ; ainsi Cicéron, *Pro Ses. Roscio*, 8, 15, appelle *familiae* les Metelli, Servillii, Scipiones ; on doit entendre ainsi les *familiae Trajanæ*. C'est par là qu'il faut expliquer l'usage fréquent de *familia* à la place de *gens* (p. 9, note 3). Si la lecture est bonne dans Tite-Live, 9, 29, 10 et Val. Max. 1, 1, 17, *familia* y est, par opposition à *gens*, la maison du *pater familias* isolé ; cependant la relation de Festus, p. 237, v. *Potitium*, amène à une conception différente et cette façon de parler n'est pas autrement attestée. — *Stirps* n'est jamais employé dans ce sens.

¹ Les développements que j'ai donnés à ce sujet, *Rœm. Forsch.* 1, 48, et ss., demandent une correction. De ce que les familles nobles se partagent de fait en plusieurs lignes, il ne résulte pas qu'il y ait une séparation de droit correspondante. Un argument décisif en sens contraire est que le cognomen héréditaire ne s'est introduit qu'à une époque tardive et que même alors les dérogations y étaient licites et fréquentes. Lorsque un Sulla ou un affranchi d'un Sulla mourait sans héritier, on aura écarté les Scipions de la succession, probablement parce que la preuve était faite par des arbres généalogiques remontant jusqu'au commencement de la branche. Mais il n'y a pas de preuve que les *Sullæ* aient eu parmi les Cornélii une vocation par préférence semblable à celle que les Cornélii avaient parmi les autres citoyens, ni, d'une manière générale, que la *familia* ait eu un litre de droit propre, existant entre celui de la *gens* et celui de la *familia*. La fausse compréhension du récit de Cicéron, De or. 1, 39, 176 sur le procès de succession des Claudii a provoqué ici beaucoup de confusions.

l'un de ces prénoms est déshonoré, convenir de ne plus s'en servir désormais¹. Mais ce n'est que sous ce rapport qu'il est fait allusion à de telles décisions de la *gens*², et il est absolument impossible de donner une force obligatoire à une pareille résolution³.

La sphère juridique de la *gens* est toute privée, sous le rapport religieux aussi bien que sous le rapport patrimonial. Assurément il est, à l'époque la plus ancienne, arrivé en matière religieuse, il a même peut-être été de règle de confier à des familles déterminées le soin de dieux honorés par l'État, ce qui faisait passer aux membres de des *gens* les soins attachés à ce culte, peut-être même les dépenses pécuniaires qui en résultaient⁴. Cependant il n'y a là rien autre chose que la délégation d'une fonction, telle qu'elle subsista, jusque sous l'Empire, dans la forme du mandat personnel donné aux maîtres de temples (*magistri fanorum*). Le culte n'était pas plus lié à la famille que l'acte officiel n'est lié à la personne du magistrat ; on ne sait même point si ce mandat n'était pas conféré par voie de roulement. Mais, alors même qu'il n'en aurait pas été ainsi, il pouvait, en tout cas, être retiré à tout moment par l'État ; et au cas d'extinction de la famille, le culte ne s'éteignait pas ; l'autorité y pourvoyait d'une autre façon. — Chaque *gens* a son propre culte à elle-même que l'État n'assigne pas plus à la *gens* qu'il n'assigne le sien au citoyen, qui repose sur la *gens* comme les dieux de l'État sur l'État et qui périt avec la disparition de la *gens*⁵. Les cultes de famille à l'aide desquels ont survécu une partie des cultes publics des cités absorbées par Rome⁶, ont nécessairement eu, dans l'ancien État patricien, une extension et une importance desquelles les rares renseignements qui rions sont parvenus sur eux⁷ ne nous donnent aucune idée suffisante. Mais des témoignages plus clairs nous sont fournis par la relation avec la communauté des *sacra* dans laquelle est tout le système de la gentilité⁸ et avant tout par les dispositions prises pour la conservation de ces *sacra*⁹. Les devoirs religieux du citoyen n'ont, en eux-mêmes, rien à faire avec son patrimoine ; la séparation du

¹ Suétone, *Tibère*, 1. — Cicéron, *Phil.* 1, 13, 32 ; de même Festus, *Ép.* p. 125 s. v. *M. Manlium*, et p. 151, v. *Manliæ gentili* ; Tite-Live 6, 20, 14 ; Plutarque, *Q. R.*, 91 ; Aulu-Gelle, 9, 2, 11.

² Des usages de familles, comme celui que Denys, 9, 22, rapporte pour les Fabii, n'impliquent aucune décision expresse. La contribution des *gentiles* aux frais produits par l'exercice d'une magistrature (Denys, 2, 10), au rachat de captivité (Appien, *Hann.* 23), au paiement d'amendes judiciaires (Denys, 13, 5 ; Dion, *fr.* 24, 6) n'en suppose pas davantage.

³ En ce sens, Suétone désigne à bon droit l'acte par le mot consensus, l'expression technique pour un sentiment dépourvu de force légalement obligatoire (*Mon. Ancyr.* 6. 14, et mon commentaire sur ce passage, p. 146). *Decretum*, dans Cicéron et Festus, ne peut pratiquement vouloir dire rien de plus ; car il n'y aurait pas de pouvoir exécutif pour appliquer la décision.

⁴ V. tome III, la partie du Grand Pontificat, sur les charges religieuses de l'État.

⁵ Cicéron, *De domo*, 13, 35. Cf. *De har. resp.* 15, 32.

⁶ Cincius, dans Arnobe, 3, 38 : *Solere Romanos religionis urbium superatarum partim privatim per familias spargere, partim publice consecrare*. Le Vediovis des *gentiles Juliei leege Albana* (*C. I. L.* I, n. 807) peut avoir appartenu à cette classe. Le culte d'Apollon doit aussi avoir été un culte gentile des Julii (Servius, *Ad Æn.* 10, 316). Cf. Macrobe, *Sat.* 1, 16, 1.

⁷ Le caractère de ces *sacra* nous est montré par un fragment de l'ouvrage de Messala Corvinus († l'an 9 après J.-C.), qui est rapporté dans Pline, *H. n.* 34, 13, 237. En dehors des *sacra* étudiés, tome III, dans la partie du Grand Pontificat, ceux que l'on rencontre le plus souvent sont le *sacrificium statum in Quirinali colle genti Fabiæ* (Tite-Live, 5, 46, 2. c. 52, 3. 4 ; Val. Max. 1, 1, 11, etc. ; Denys, 9, 19) ; celui des Nautii relatif à Minerve (Festus, p. 166. 167, v. *Nauticum* ; Denys 6, 69 ; Servius, *Ad Æn.* 2, 166. 5, 704) ; le *sacrificium gentili Claudiae* (Festus, p. 238, v. *Propudi* ; Denys, 11, 14 ; Macrobe, *Sat.* 1, 16, 7). Il est aussi fait allusion aux *feriæ propriæ* des Æmilii et des Cornélii (Macrobe, *loc. cit.*). Cf. Denys, 2, 21. Il résulte des paroles de Caton dans Festus, p. 344 : *Quod tu quod in te fuit sacra stata sollemnia capite sancta deseruisti*, que la négligence de ces *sacra* pouvait provoquer une accusation capitale.

⁸ On objecte aux mariages mixtes patriclo-plébéiens qu'alors personne ne saura plus *quorum sacrorum* il est (Tite-Live, 4, 2, 6). Tite-Live, 10, 23. Cicéron, *De off.* 1, 17, 55. Le même, *De domo*, 13, 35. Il sera question plus loin de la *sacrorum detestatio*. Cicéron, *De leg.* 2, 22, 55. Les textes semblables se rencontrent en foule.

⁹ Dans sa constitution Cicéron, *De leg.*, 2, 9, 22, exprime ce principe par les mots : *Sacra privata perpetuo manento*, qu'il commente c. 19-21.

cercle de la religion et de celui du patrimoine qui a toujours prévalu dans le droit des sépultures¹ et qui s'affirme aussi dans des statuts locaux romains², doit avoir été un principe général dans le droit le plus ancien. Mais l'accomplissement des devoirs religieux qui incombent à la *gens* tenant en pratique à la possession de la fortune, le droit a assuré cette possession aux gentils astreints à un même devoir religieux et a garanti le maintien des biens dans la *gens*. Ce qui le montre le plus clairement, c'est la législation appliquée aux biens de la femme. Le mariage de la fille en puissance n'est soumis à aucune limitation ; car elle sort par là de la famille et ne possède ni ne peut plus tard recueillir par succession de bien de famille. Mais la femme qui n'était pas en puissance paternelle avait besoin, pour les aliénations à titre particulier importantes, du consentement de tous ses agnats du degré le plus rapproché, ou, à défaut d'agnats, de celui des gentils. La translation de son patrimoine au mari, qui était inséparable du mariage le plus ancien, lui était permise avec le consentement de ses tuteurs, si elle se mariait dans l'intérieur de la *gens* ; mais, pour se marier hors de la *gens*, il lui fallait un vote du peuple³. Le droit de disposer de ses biens par testament faisait absolument défaut à la femme, d'après le plus ancien droit, puisqu'elle ne pouvait participer aux comices ; mais, même depuis que l'introduction du testament privé eut fait disparaître cet obstacle, le droit de tester n'en resta pas moins absolument refusé aux femmes, pour peu qu'elles eussent des liens de gentilité. C'est seulement si la femme se mariait hors de sa *gens*, en vertu d'un vote du peuple ou d'un acte équivalent, qu'il lui était permis de tester avec le consentement de son tuteur, et ce n'est que par ce détour que les jurisconsultes arrivèrent à éluder là le droit de gentilité et les *sacra gentilicia*⁴.

Les règles faites pour les hommes tendaient au même but. Des bornes étaient mises au changement de famille et au testament par la nécessité du vote du peuple ou plutôt par celle de l'adhésion du collège des pontifes requise pour ce vote. Ensuite le testament devint indépendant du vote populaire, et le droit de tester devint général. Mais alors non pas une loi, mais les pontifes, interprétant ou plutôt faisant plier la loi⁵, posèrent, afin d'assurer la perpétuité des *sacra privata*, un principe diamétralement contraire à l'ancien système, le principe selon lequel les *sacra* suivent la fortune et passent, à la mort de celui qui y était obligé le premier, à tous ceux qui sont ses héritiers out qui recueillent à un autre titre une fraction importante de ses biens⁶. La généralité de cette charge

¹ Il y a des *sepulcra familiaria* et *hereditaria* (Gaius, *Digeste*, 11, 7, 5) ; mais les premiers l'emportent absolument. *Handb.* 1, 361.

² Caton, *Orig. l.* II, fr. 61, éd. Peter : *si quis mortuus est Arpinatis* (Arpinum était une cité de citoyens), *ejus heredem sacra non sequuntur*.

³ D'après Tite-Live, 39, 19, 5, le sénat décida, en 563, *uti Feceniae Hispallae datio deminutio gentis enuptio tutoris optio item esset, quasi ei vir testamento dedisset*. Il fallait donc pour la *gentis enuptio* quelque chose de plus que le consentement des tuteurs requis pour le mariage de toute femme qui n'était pas en puissance paternelle ; je l'ai déjà remarqué, *Rœm. Forsch.* 1, 9. L'exigence légale d'une loi dans ce but est indiquée soit par le renvoi au testament, qui était primitivement une loi et qui en a toujours gardé la portée, soit par l'intervention du sénat pour concéder ce droit.

⁴ Cicéron, *Pro Mur.* 12, 27 : *Sacra interire (maiores) noluerunt : horum ingenio senes ad coemptiones facietidas interimendorum eacrorum causa reperti sunt*. La femme conclut, du consentement de ses tuteurs, un mariage avec *manus* avec un vieillard appartenant à sa gens (il faut, à cause de la *gentis enuptio*, ajouter cette condition pour l'époque ancienne), et elle se fait donner par lui dans son testament la *gentis enuptio*. Gaius indique, 1, 114, 115, des expédients voisins de celui-là.

⁵ Les deux questions de savoir comment le testament privé a acquis la force d'une loi et comment la charge des *sacra* a été transportée de la personne aux biens se résolvent peut-être l'une par l'autre. Les pontifes qui vivaient sous leur autorité le testament comitial comme plus tard l'adrogation, ne l'auront pas autorisé quand la perpétuité des *sacra* n'était pas assurée, et ils auront, en vertu de leur pouvoir d'interprétation, fait produire effet au testament par mancipation, nul en lui-même, quand l'héritier se chargeait des *sacra*. On comparera à ce sujet la partie des Comices.

⁶ Cicéron, *De leg.* 21, 52. c. 10, 48. c. 20, 50.

religieuse héréditaire est attestée par un proverbe selon lequel une hérédité sans *sacra* était pour les Romains ce qu'est pour nous une rose sans épines¹. Quoique ces charges ne leur soient pas expressément rattachées, les *sacra* de famille devaient, comme il a déjà été dit, en constituer la portion principale ; car la généralité des frais de ce genre ne peut s'expliquer que par l'idée que les patriciens étaient nécessairement pris dans des liens de gentilité et que, comme nous verrons plus loin, une grande partie des plébéiens s'y trouvaient également. Il est possible que les acquéreurs du patrimoine, étrangers à la *gens*, aient été, en tant qu'ils n'étaient pas eux-mêmes en état de procéder personnellement aux *sacra*, obligés de fournir à un membre de la *gens* la somme à dépenser pour ces *sacra*².

Relativement aux biens, la *gens* a probablement été le plus ancien titulaire de la propriété immobilière. D'après des indices tirés tant de la langue que du fond des choses, l'idée de propriété s'est d'abord développée pour la fortune mobilière. Les Romains emploient comme désignation technique de la fortune individuelle et de l'hérédité les mots *domesticité* (*familia*) et *bétail* (*pecunia*), tantôt réunis³, tantôt séparés⁴, sans qu'on puisse apercevoir une distinction dans leur mode d'emploi. Or, autant ces expressions se rapportent nettement à la vie rurale, autant elles montrent d'une manière décisive que, particulièrement en matière de successions, le sol lui-même n'était pas compris dans la fortune. De même l'acquisition de la propriété s'appelle *main mise*, *appréhension* (*mancipium*), et, elle est pour les choses mobilières ce que veut dire son nom⁵. L'appréhension de la chose était également prescrite dans l'action en restitution de la propriété⁶, bien que, comme le remarquaient les jurisconsultes eux-mêmes, elle ne put pas s'appliquer, ou ne put s'appliquer que d'une manière forcée aux immeubles. Il est permis d'ajouter que l'idée de puissance qui est prise pour base de la propriété (*potestas*, *manus*, *mancipium*), ne comporte d'application directe qu'aux objets mobiliers, notamment aux hommes et aux animaux, et non à la terre. — La soustraction primitive du sol à la propriété individuelle est, quant aux points essentiels, affirmée, mais en même temps immédiatement modifiée par la légende romaine sur l'origine de la propriété foncière, selon laquelle le roi Romulus aurait donné à chaque citoyen, comme bien héréditaire (*heredium*), une

¹ Festus, p. 290 : [*Sine sacris hereditas*] (restitué d'après le proverbe qu'on trouve plusieurs fois dans Plaute) *in proverbio dici solet, [cum aliquid obvenit] sine ulla incommodi appendice, quod olim sacra non solum publica curiosissime administrabant, sed etiam privata, relictusque heres si (Ms. : sic) pecuniæ, etiam sacrorum erat.*

² La rédaction des textes cités plus haut conduit assurément à admettre que l'héritier ou l'individu soumis à la même chargeait se chargeait personnellement des *sacra* ; et ce devait aussi être la règle lorsque, d'après le droit religieux, l'héritier pouvait satisfaire à cette obligation. Mais il y a forcément eu des dispositions spéciales pour le cas où l'héritier manquait d'une qualité nécessaire à cet effet. La mesure dans laquelle les *sacra gentilitia* pouvaient être continués par des personnes n'appartenant pas à la *gens*, ne se laisse pas déterminer.

³ Formule du *familiæ emptor* : *Familia pecuniaque tua... esta mihi empta* (Gaius, 2, 104).

⁴ *Familia* tout seul dans les dispositions des Douze Tables sur les successions éd. Schœll, 5, 4 ; 5, 5 ; aussi, 5, 8, pour le droit de succession du patron quelque chose comme : *Ex ea familia [qui liberatus erit ejus, bona] in eam familiam [revertuntur]* ; de même dans les dénominations techniques de l'héritier nominal le *familiæ emptor*, et de l'action en partage de la masse héréditaire, l'action *familiæ eriscundæ*. — *Pecunia* dans les Douze Tables, 5, 1, pour les biens de l'individu en curatelle : *Adgnatum gentiliūque in eo (furioso) pecuniaque ejus potestas esta* ; 5, 3, pour le testament : *Uti legassit super pecunia tutelave sua rei* ; 30, 7, pour le prix de la lutte : *Qui coronam parut ipse pecuniave ejus*, où il doit s'agir en premier lieu des chevaux.

⁵ Gaius, 1, 119, où il faut préférer le *rem tenens* du manuscrit à l'*æs tenens* de Boèce. 121 : *Personæ... item animalia... nisi in præsentia sint, mancipari non possunt, adeo quidem, ut eum qui mancipio accipit adprehendere id ipsum quod ei mancipio datur necesse sit : unde etiam mancipatio dicitur... pradia vero absentia solent mancipari*. Il n'est naturellement question ici que de l'idée première de la mancipation ; dans sa transformation, de beaucoup postérieure (Rœm. Gesch., 1, 7e éd. 151 = tr. fr. 1, p. 203), elle est, ainsi qu'il va de soi, requise en première ligne pour les immeubles.

⁶ Gaius, 4, 46. 17.

pièce de terre de deux arpents¹. Si nous rapprochons de cela l'observation que, dans la langue des Douze Tables, *hortus* désigne encore la maison du paysan et *heredium* le verger qui en dépend, nous y verrons exprimée, dans le costume historique ordinaire, l'idée que la propriété immobilière individuelle ne s'étendait pas primitivement aux terres labourables, qu'elle se bornait à la maison et au jardin qui seuls passaient à l'origine aux héritiers. Cette opinion a pour elle de bons arguments tirés des dénominations des mesures agraires et les vraisemblances internes. Puisque les plus anciens indices fournis par le langage et le fond des choses semblent exclure absolument les immeubles de la propriété individuelle, ce fut là peut-être le régime primitif, et la propriété foncière réduite à l'*heredium* nous présente peut-être une seconde phase ; pourtant il se peut aussi que les esclaves et le bétail aient eu plus d'importance pour les *gens* fortunés de cette époque que leur petit enclos, et que celui-ci n'ait été négligé qu'à cause de cela dans les formules. D'autre part, des témoignages dignes de foi nous attestent qu'il fut encore tenu compte de la différence légale existant entre le verger et les terres arables, au début du Ve siècle, lors de la fondation de la colonie de Terracine² ; ce ne doit donc être que postérieurement à cette date qu'ont disparu les derniers restes de la restriction à cet enclos du droit de disposer des immeubles.

S'il y a eu une époque, où la terre n'était aucunement susceptible de propriété individuelle, ou à laquelle tout au moins cette propriété n'était admise que pour un coin de verger, il doit avoir existé alors un autre titulaire pour les droits sur le sol. Notre tradition ne nous apprend pas comment l'ancienne légende s'est figurée la condition juridique des terres arables qui ne constituaient pas un *heredium* et leur transformation postérieure en propriété susceptible d'être transmise par succession³. Mais il n'y a de concevable que deux titulaires : d'une part, l'État, ou ce qui revient au même, une fraction de l'État ; et la *gens*, d'autre part. Dans la première hypothèse, le sol qui n'est pas compris dans un *heredium*,

¹ Varron, *De re rust.* 1, 10, 2. Le mot *heredium* se rencontre aussi, dans les Douze Tables, avec le sens d'*hortus* (Plinie, 19, 4, 50 ; Festus, *Ép.*, p. 99) Plinie, *H. n.* 13, 2, 7. Plutarque, *Popl.* 21. Il est aussi fait allusion aux bina jugera comme plus ancien lot de terre par Tite-Live, 6, 36, 11 ; Juvénal, 14, 163 ; Siculus Flaccus, p. 153 ; Festus, *Ép.* p. 53. La *centuria*, mesure de superficie de 200 *jugera*, se rencontre souvent (Varron, *De l. l.* 5, 35 — d'où Columelle, 5, 1, 1 et Isidore, 15, 15, 7 — : *Centuria primum a centum jugeribus dicta est, post duplicata retinuit nomen*, explication qui doit évidemment s'effacer devant l'autre explication, aussi donnée par Varron et tirée des *heredia descentum cives* ; Balbus, *Grom.* p. 95 ; Hyginus, p. 110 ; Siculus Flaccus, p. 153). Il sera démontré, dans la partie du régime municipal, qu'elle s'applique aussi probablement aux colonies les plus anciennes.

² Parmi les partages de terres faits aux citoyens Romains qui ont pour lot la mesure de l'*heredium* ou une mesuré approximativement égale, il n'y a pas à tenir compte ici de ceux où il n'est question d'aucune déduction (Tite-Live, 8, 11, 14 ; cf. *C. I. L.* I, p. 88) ou bien pour lesquels il est établi que la prétendue déduction de colonie est une fiction (ainsi Labici, Tite-Live, 4, 47, 6 ; Satricum, Tite-Live, 6, 16, 6). Mais il ne paraît pas y avoir d'objection contre le témoignage de Tite-Live, 8, 21, 11, sur l'année 425. Au reste, tout ce qui résulte de là, c'est que la démarcation subsistait encore, à cette époque pour la fondation des colonies de citoyens ; nous aurons à revenir sur ce point dans la partie des Colonies de citoyens.

³ Les témoignages relatifs à l'assignation des *bina jugera* par Romulus ne s'occupent pas de la condition juridique du reste des terres arables. Les annales qui nous ont été transmises n'ignorent pas seulement les bina jugera, elles les excluent, en rattachant à Romulus l'assignation totale. Denys, 2, 7 (cf. Plutarque, *Rom.* 27). On ne dit pas si la terre attribuée aux ourles leur resta, et par suite resta terre publique (car, de même que les *sacra* des curies sont *publica*, les possessions des curies devraient également être publiques) ou si elle fut répartie entre les curiales ; mais la dernière solution est impliquée par le fait que la *terminatio* est ensuite établie par Numa (2, 74 ; d'où Plutarque, *Numa*, 16). Les assignations de terres publiques que l'on rencontre ensuite ne sont évidemment autre chose que les partages de terre de l'époque récente reportés par antidate à l'époque la plus ancienne. Numa. : Denys, 2, 62 ; Cicéron, *De re p.* 2, 14, 26. — Tullus : Denys, 3, 1. — Ancus : Cicéron, *De re p.* 2, 18, 33. — Servius : Tite-Live, 1, 46, 1 ; Denys, 4, 43, rapproché de c. 9, 10, 11 ; Zonaras 7, 9. — Sp. Cassius : Tite Live, 2, 41, 2. Cette exposition se borne donc à faire dériver la propriété privée de la propriété publique au moyen de l'assignation, et elle fait l'assignation avoir lieu immédiatement sans limite au profit des individus ; elle rejette par conséquent forcément l'assignation individuelle limitée qui a pour objet l'*heredium*.

est *ager publicus* ; dans la seconde, il est *ager privatus*¹. Or cette dernière opinion a en sa faveur tant les considérations générales que les faits particuliers. Quoique l'antériorité de la *gens* par rapport à la cité ne soit guère qu'une abstraction destinée à mettre un ordre entre deux institutions qui ne sont en réalité pas concevables l'une sans l'autre, il est incontestable que, dans la constitution romaine, la *gens*, est l'institution qui est primitivement la plus forte et qui perd du terrain, la cité celle qui est primitivement la plus faible et qui en gagne ; c'est donc la première qui seule apparaît comme titulaire appropriée du droit primitif sur le sol. L'examen des conditions pratiques conduit à la même conclusion. La possession individuelle de bétail et d'esclaves ne se conçoit pas à côté de la possession collective du sol sans que l'on admette pour ce sol un partage de fait d'une nature quelconque. Nous ne pouvons deviner comment ce partage s'est opéré à Rome. Nous pouvons encore moins deviner jusqu'à quel point les institutions stables et les résolutions de la *gens*, autrefois beaucoup plus apte à agir que postérieurement, ont pu influencer sur la répartition du sol. On peut songer à un usage par roulement des lots de terrain, ou à une attribution à vie d'un lot donné, ou, ce qui est peut-être la solution la plus recommandable, à une attribution durable faite à la personne et à sa descendance, si bien que, la fortune mobilière revenant également à la *gens* au cas d'extinction de la famille, l'absence de propriété foncière individuelle ne se serait manifestée que dans l'absence du droit d'aliéner. Mais, quelle qu'ait été la forme donnée à la chose, son application pratique est beaucoup plus compliquée en la rapportant au peuple tout entier ou à la curie qu'en la restreignant au cercle de la *gens*.

A ces raisons générales viennent se joindre divers indices positifs. Le terme colonies désigne à la fois une exploitation rurale isolée et l'ensemble des agriculteurs installés dans un endroit quelconque. Au lieu d'admettre une double signification première, il vaut mieux ramener ce singulier, qui est en contradiction avec le mode postérieur d'exploitation, à ce que primitivement les colons exploitaient le sol comme collectivité. — C'est un fait incontestable que les terres des membres de la *gens* étaient réunies au même lieu à l'époque la plus ancienne. Nous aurons à montrer ; dans la partie consacrée aux tribus de Servius, que les noms des plus anciennes tribus rurales ont tous la forme de noms de *gentes*, et que la plupart d'entre eux appartiennent à des *gentes* bien connues, et exclusivement à des *gentes* patriciennes. Pour la seule d'entre elles dont l'entrée dans la cité soit rapportée par les annales, le territoire fermé qui lui appartenait à l'origine nous est signalé en termes exprès². — Si enfin, lorsqu'un membre de la *gens* meurt sans héritier, ses immeubles et ses meubles reviennent à la *gens*, les immeubles rentrent sous sa disposition parce que c'est à elle qu'ils sont au sens propre, et les esclaves et le bétail restent avec ces immeubles parce qu'ils en dépendent, tout comme dans la loi de Gortyne : S'il

¹ La question générale de savoir depuis quand l'idée de propriété a été appliquée au sol peut être laissée ici hors de cause, d'autant plus que la langue Romaine n'a pour désigner la propriété d'autre expression ancienne que l'emploi du génitif ou des adjectifs correspondants. On a sans doute dit de toute antiquité *ager populi* ou *publicus* tout aussi bien que *servus populi* ou *publicus*, et l'idée de puissance qui réside dans les mots *potestas*, *manus*, *mancipium* a dû, dès un temps très reculé, se fondre avec celle du droit exclusif de jouissance de la terre pour constituer une même notion de droit.

² La migration elle-même n'a pas de date. Elle est placée sous Romulus (Suétone, *Tibère*, 1), mais plus ordinairement en l'an 258 de Rome, Tite-Live, 2, 16 (cf. 4. 4). Denys, 5, 40. De même Plutarque, *Popl.* 21 (d'où Zonaras, 7, 33) ; Virgile, *Æn.* 7, 706 ; Suétone, *Tibère*, 1. — Peut être les mêmes conceptions jouent-elles un rôle dans la légende du château fort des Fabius à la Cremera, bien que la tribu Fabia ne soit pas indiquée là, et dans celle inventée à son imitation par un écrivain héraldique du temps d'Auguste d'une *colonia Vitellia* (Suétone, *Vitellius*, 1).

n'y a pas de membres de la maison, que ceux qui ont le fonds aient aussi les biens¹.

On devrait espérer trouver quelque éclaircissement sur le fonctionnement de la propriété foncière, de bonne heure disparue, de la *gens*, dans un débris de cette propriété collective qui lui a survécu dans le droit de succession résultant de la gentilité qui fonctionnait encore en pratique au temps d'Auguste² et qui n'est indiqué comme disparu que par les jurisconsultes du second siècle de l'ère chrétienne³. A défaut d'héritiers testamentaires et d'agnats, les biens du membré d'une *gens* patricienne, — il sera question, dans la partie suivante, de la succession du gentil plébéien, — passent à ses gentils⁴, et par conséquent ceux-ci sont également, d'après la règle générale romaine, appelés à la tutelle des femmes et des enfants de la *gens*⁵ et à la curatelle des gentils atteints d'aliénation mentale⁶. Ils doivent donc forcément avoir eu tous les droits requis à cet effet, avoir pu intenter les actions et y défendre, avoir pu être envoyés en possession des biens et donner l'*auctoritas tutorum*. Le droit de succession des gentils ne doit pas être entendu dans le noème sens quo celui de l'État auquel les citoyens n'ont personnellement aucune part. C'étaient les gentils, et non pas la *gens*, qui héritaient, et les biens de la succession devaient être partagés, d'une manière quelconque, entre les membres de la *gens*. Mais nous ne pouvons déterminer d'une manière suffisante ni le principe, ni le fonctionnement pratique de ce droit de succession. En l'entendant de la même façon que celui des agnats, on tombe dans des complications à peu près inextricables ; la détermination de la quote-part revenant à chacun est pour ainsi dire impossible, et le fonctionnement de l'*auctoritas tutorum*, qui implique le consentement de tous, les tuteurs, l'est encore plus. Il faut que, dans ce domaine, la capacité d'agir ait été personnellement donnée à la *gens* et qu'on ait trouvé une forme quelconque pour faire considérer l'acte d'une seule personne comme un acte de la *gens*.

La possession collective des membres de la *gens* a été l'origine de la propriété foncière individuelle. Si la propriété au sens postérieur du mot ne peut exister dans la période la plus ancienne, le droit d'exploiter séparément sa part du sol de la *gens* a dû primitivement en tenir la place avant d'arriver à la constituer. Le droit de libre disposition du citoyen sur la terre paraît être déjà pleinement reconnu dans les Douze Tables⁷. Si la possession collective, — transportée là de l'ensemble des membres de la *gens* à la totalité des colons, — se rencontre encore postérieurement dans la fondation des colonies maritimes, cela se lie certainement au domicile forcé imposé à ces colons, sur lequel nous aurons à revenir dans la partie du Droit municipal, et le droit de libre aliénation de la propriété foncière peut sans difficultés avoir existé en même temps comme droit commun.

¹ 5, 25. L'explication de Schaube (*Hermes*, 21, 222) me paraît avoir rencontré la vérité.

² Loi des Douze Tables, éd. Schœll, 5, 5. Cicéron, *Verr.* 11, 45, 115. Le même, *De orat.* 1, 39, 476. Suétone, *Cæsar*, 1.

³ Gaius, 3, 47 ; Ulpien, 26, 1a ; Paul, *Sent.* 4, 8, 3.

⁴ C'est au droit de succession des gentils patriciens que se rapportent soit le témoignage de Suétone (note ci-dessus), soit en première ligne la définition des *gentiles*, donnée dans Cicéron, *Top.* 6, 29, qui délimite évidemment le cercle des gentils appelés à la succession et ne s'applique exactement qu'aux patriciens.

⁵ Dans l'oraison funèbre de Turia (entre 746 et 752 ; C. I. L. VI, 1521), il est dit qu'elle a refusé de se soumettre à la tutelle des gentils, parce qu'il n'existait pas de droit de gentilité sur sa maison. Cicéron, *De domo*, 13, 35, relativement au changement de *gens* de Clodius.

⁶ Douze Tables, 5, 7.

⁷ Sans doute l'*heredium* s'y présente comme verger : mais c'est au *fundus* et non pas à lui que la prescription acquisitive est appliquée.

Si, après avoir exposé en quoi consiste le droit de gentilité, ou, ce qui est la même chose, le droit de cité primitif, nous nous occupons de déterminer, les formes selon lesquelles il s'acquiert et il disparaît, nous devons rationnellement laisser de côté l'origine de l'État lui-même¹ et nous poser seulement la question de savoir comment la qualité de citoyen membre d'une *gens*, le patriciat, s'y obtenait et s'y perdait. L'un et l'autre événement peuvent se produire de deux façons : soit par l'entrée dans la cité romaine d'une famille qui ne lui appartenait pas et réciproquement par le passage d'une famille romaine dans une cité étrangère, soit par l'entrée d'une personne dans une famille romaine et réciproquement par la sortie d'une personne d'une famille romaine. A la vérité, dans la seconde hypothèse, le changement de famille reste sans effets sur le droit de cité quand la personne sort d'une famille romaine pour entrer dans une autre famille également romaine ; néanmoins il sera bon d'étudier ici cette hypothèse dans son ensemble.

L'entrée d'une famille étrangère dans la cité romaine est un acte extraordinaire de l'autorité souveraine de cette cité, et elle exige l'observation des conditions constitutionnelles d'exercice de cette autorité, l'action commune du magistrat le plus élevé et de l'ensemble du peuple², ou, comme on peut encore l'appeler à cette époque, de la collectivité des *gens*. En ce sens, cet acte peut être considéré comme un *accroissement*, une *cooptatio*³. Le peuple par lequel cet acte était accompli ne peut avoir été que le peuple des curies ; l'existence d'un examen préalable des pontifes est croyable. De même que la concession individuelle du droit de cité suppose l'existence de la personne, celle-ci implique l'existence de la famille ; c'est-à-dire implique que la famille appartient à une cité considérée par les Romains comme organisée de la même façon que leur propre cité⁴. Il n'en est ainsi sans réserves que pour les cités que les Romains reconnaissaient comme appartenant à la même nation qu'eux, au *nomen Latinum*. On peut citer, à ce sujet, à la fois comme paradigmatique et comme certainement historique, l'admission d'au moins six *gentes* qui appartenaient antérieurement à Albe⁵. La même chose se produisit plus largement pour la réception d'une certaine quantité de *gentes*, qui coïncida probablement avec la réunion de la cité du Quirinal à la cité palatino-esquiline, et qui est rattachée par

¹ La façon dont le droit public s'en rend compte a été indiquée plus haut. Les *gens* sont primitivement des individus et c'est le roi qui procède à leur choix et à leur assemblage. Comme pour la loi, comme pour la propriété, comme en général pour tout ce qui est primitif dans l'État, le début n'est pas placé dans l'accord de plusieurs personnes, mais dans la volonté d'un seul maître.

² En écartant Romulus, la réception des *gentes* ne peut être accomplie par le roi seul. Il faut que les curies y participent. C'est une conséquence non seulement du principe de la souveraineté du peuple, que nous aurons à étudier dans la partie de la Compétence des comices mais encore du fait que la réception des *gentes* devint impossible avec la disparition des comices composées de familles.

³ Cet acte est considéré comme une cooptation chez Tite-Live, 4, 4, dans un discours adressé au Sénat, et dans Suétone, *Tib.* 1. La *cooptata* dont il s'agit ne peut se rapporter au sénat patricien ; car le Sénat n'a jamais eu le droit de se recruter lui-même ; si le sénat patricien l'avait possédé, la possibilité de compléter le patriciat se fut maintenue par lui-même. Il est plus admissible de désigner du nom de *cooptatio* la décision des curies patriciennes sur la réception d'une nouvelle *gens*, attendu que chaque curie se compose d'un certain nombre de *gentes* ; le choix de l'expression peut s'expliquer par l'idée que les interprètes récents de droit public ne voulaient pas parler d'une décision des curies, les curies patrico-plébéiennes d'alors n'étant pas compétentes pour une telle réception. La relation n'a, en aucun cas, de valeur historique ; mais la conception des anciens maîtres de droit est enfermée dans cette légende, et elle est pour nous le seul instrument de recherches.

⁴ Une famille existant en dehors d'une communauté politique aurait difficilement été reconnue par l'intelligence juridique ancienne. Mais la reconnaissance de cette communauté par Rome n'était naturellement pas plus requise pour sa réception : que ne fut plus tard pour la concession du droit de cité à un non Romain la reconnaissance de son droit d'origine.

⁵ Ce sont les *Clœlii*, — les *Curiatii*, — les *Ceganii*, les *Julii*, — les *Quinctilii* (et non *Quinctii*, *Rœm. Gesch.* 1, 51 = tr. fr. 1, 731, les *Servilii* : Tite-Live, 1, 30 ; Denys, 3, 29. Sur les *Metilii* du dernier, cf. *Rœm. Forsch.* 1, 104. L'origine albaine de la maison des Jules est attestée tant par une bonne tradition que par l'ancienne *ara* des *gentiles Juliei leege dlbana dicata* (*C. I. L.* 1, 807).

la légende au premier Tarquin. Cette dernière mesure fut assez large pour servir de base à la distinction des anciennes et des nouvelles familles en *gentes maiores* et *gentes minores* et au règlement du droit de vote au sénat, à propos duquel nous y reviendrons¹. Bien que la tradition qui nous est parvenue ne classe expressément aucune *gens* dans la première catégorie, on peut cependant y compter celles qui ont fourni des *principes senatus*, les Æmilii, les Claudii, les Corneli, les Fabii, les Manli et les Talerii². Nous connaissons une *gens* de la seconde catégorie, celle des Papirii. La mémoire de cette distinction s'est conservée jusque sous l'Empire, dans la *Troia*, la course des enfants des *maiores* et des *minores gentes*³. — Quant aux familles non latines, la réception de familles sabines est attestée tant par la légende attachée au nom du roi Tatius⁴ que par celle, mieux établie, mais également dépourvue de date, de la réception des Claudii. L'absence de récits de même nature relatifs aux Étrusques peut être rattachée à la forte séparation existant entre eux, et le reste des races italiques ; il ne peut être question de limitation légale pour ces actes de souveraineté. La réception de *gentes* plébéiennes comme telles est impossible, parce que, à l'époque de l'État patricien, la plèbe ne peut pas comme plus tard avoir formé de corporations familiales distinctes ; il n'en est du reste question que dans des légendes généalogiques mauvaises et récentes⁵. — Conformément à la nature de la *gens*, sa réception fait entrer les membres de la fraction dominante dans le patriciat et ceux de la fraction asservie dans la multitude que nous étudierons dans la partie qui suit ; cette distinction est marquée dans les meilleurs documents⁶. — Si la *gens* admise appartenait à une cité liée à Rome par un traité, le consentement de cette cité doit avoir été requis ; mais pourtant les réceptions de ce genre n'ont généralement eu lieu qu'après la dissolution des cités auxquelles appartenaient antérieurement les familles admises.

La réception de nouvelles familles patriciennes ne se place qu'à l'époque de l'État composé de familles. Dans l'État patricio-plébéen postérieur, le droit d'y

¹ Cicéron, *De rep.* 2, 20, 36. *Ad fam.* 9, 21, 2. Tite-Live, 1, 35, 6 (d'où *De viris ill.* 6, 6). Dans Tacite, *Ann.* 1, 25, Claude nomme des patriciens *paucis jam reliquis familiarum quas Romulus majorum et C. Brutus minorum gentium appellaverat*. Suétone, *Auguste*, 2. Tandis que, dans Cicéron, la réception est encore nettement rapportée aux *gentes*, Tite-Live et les écrivains latins postérieurs, et encore plus nettement Denys la comprennent comme une réception des individus, dans le patriciat pour eux et leur descendance et dans le Sénat pour eux-mêmes ; Suétone refuse même le patriciat aux individus ainsi admis et Tacite confond l'incorporation des plébéiens dans le Sénat par Brutus et la réception des *minores gentes* patriciennes par Tarquin.

² *Rœm. Forsch.* 1, 259. Nous aurons à étudier ce point de plus près dans la partie du Sénat.

³ Cf. *Handbuch*, 6, 525. Les deux troupes *majorum minorumque puerorum*, qui participaient à cette course (Suétone, *Cæs.* 39. *Aug.* 43. *Tib.* 6 ; Plutarque, *Cat. min.* 3), se rattachent bien plus vraisemblablement aux *gentes* *maiores* et *minores* qu'à des âges différents — dont il n'est du reste pas question dans Virgile, *Æn.* 5, 545 et ss. — Sans doute il y participait aussi des plébéiens ; ainsi, par exemple, dans la plus ancienne mention qui en est faite, à l'époque, de Sulla, l'une des *turmæ* est conduite par le patricien Faustus Sulla, et pour la direction de l'autre, il est question des plébéiens Sex. Pompeius, le père du consul de 719, et Caton d'Utique. Mais le jeu semble néanmoins avoir été regardé comme un jeu patricien auquel les plébéiens étaient seulement admis ; ce n'est pas fortuitement que Dion désigne à plusieurs reprises les enfants du nom d'εὐπατρίδες (43, 23. 51, 22. 54, 26 ; εὐγενεῖς, 48, 21. 53, 1. 59, 7. 11 ; τῶν βουλευτῶν παῖδες, 49, 43 ; οἱ πρότοι, 55, 10). Si Virgile, *loc. cit.*, suppose trois *turmæ*, c'est, comme l'admettent les scolies, par relation avec les Titienses, les Ramnes et les Luceres ; et par conséquent aussi par une allusion à des traditions patriciennes.

⁴ Les Valerii sont surtout mentionnés ici. Denys, 4, 46. Un auteur héraldique du temps d'Auguste (Q. Elogius 143, dans Suétone, *Vit.* 1), découvrit qu'après que les Vitellii eurent autrefois eu sous leur autorité tout le Latium, *horum residuum stirpem ex Sabinis transisse Romam atque inter patricos adlectam*.

⁵ Suétone, *Auguste*, 2.

⁶ Dans la légende des Claudii, la réception des membres patriciens et celle des membres plébéiens de la *gens* sont clairement distinguées ; si Attus Clausius y entre seul parmi les *gentiles* et tous les autres membres de la *gens* parmi les clients, c'est qu'il est, lui qu'une des versions fait émigrer dès l'époque de Romulus, considéré comme un des pères de Romulus, comme une des souches de *gentes*. Parmi les Albains, Denys, 3, 29, fait sept familles devenir patriciennes, et le reste être versé dans la plèbe ; Tite-Live (1, 30. 4, 4) ne comprend pas autrement la réception. Il n'est pas question des clients ; cependant le récit ne les exclut pas.

procéder n'a pas été transporté à un autre pouvoir ; il a été supprimé. L'ensemble des patriciens a peut-être encore été, au commencement, réuni en curies ; mais il n'a plus concédé le droit de cité ; et, après l'admission des plébéiens dans les curies, il n'a plus eu à exprimer de volonté législative dans l'État nouveau, tandis que le peuple patricio-plébéien ne faisait du droit de cité que des concessions individuelles. — Cependant l'assemblée souveraine du peuple pouvait proposer, aussi bien que toute autre chose, le rétablissement de la cooptation des *gens*. Et c'est ce qui fut fait par la loi dans laquelle le dictateur César se fit donner le pouvoir de concéder le patriciat, comme par les dispositions postérieures qui firent de ce droit un attribut d'abord de la Censure¹, puis du Principat. Le grand pontificat de César a peut-être joué là son rôle ; car, l'acte des curies devait être précédé d'une enquête des pontifes. Il est possible que, comme dans le cas de Camille qui a peut-être servi de modèle, les curies aient été invitées par une loi à concéder à la personne désignée le droit de gentilité pour elle et sa descendance ; la concession personnelle impliquant l'incorporation dans une *gens* existante, on aura regardé cet acte comme la réception d'une *gens* patricienne nouvelle.

La sortie de la *gens* de l'union romaine est l'inverse de la réception. De même que les Claudii sont entrés dans l'union des *gentes* romaines, les Tarquini en ont été exclus². La cession d'une partie du territoire de l'État, folle que fut, par exemple, d'après la légende, celle faite à Porsenna des sept *pagi* pris par Romulus aux Veiens³ doit, puisque les *gens* ne peuvent être conçues sans leur territoire, être également considérée comme une *deditio* partielle, et elle doit, avoir diminué le nombre des *gens*. — Il ne nous est pas parvenu d'autre tradition sur ce point.

L'entrée d'une personne dans une *gens* existante résulte de quatre causes : la naissance, le mariage, l'adoption et la loi⁴, auxquelles il faut joindre le retour en vertu du *postliminium*. Elle exige que le membre entrant prenne une place précise dans la famille et soit avec le reste de ses membres à un degré certain de parenté. Lorsque la personne qui entre dans la *gens* a elle-même d'autres personnes sous sa puissance, le nouveau rapport de puissance s'étend nécessairement à ces dernières. Il est à peine besoin de signaler le caractère héréditaire du droit ainsi établi.

Le changement de famille comporte à la fois l'acquisition de droits nouveaux et la perte de droits anciens. L'entrée sous la puissance maritale et le passage d'une puissance paternelle sous une autre éteignent un droit de succession et en font naître un. Au reste, dans les cas où la logique du droit eut conduit à des iniquités, on y a plus d'une fois remédié par des dispositions d'exception.

1. L'entrée de l'enfant sous la puissance paternelle et, par conséquent, dans les droits de gentilité de son père, a pour condition le mariage légitime de ses parents. Nous n'avons pas à préciser plus rigoureusement la notion du mariage

¹ Voir, tome V, la partie de la censure impériale.

² Pison, dans Aulu-Gelle, 15, 29 ; Varron, dans Nonius, éd. Mercier, p. 222 ; Cicéron, *De re p.* 2, 25, 46. c. 81, 54 ; Tite-Live, 1, 59. 2, 2.

³ Schwegler, 2, 739.

⁴ Les anciens juriconsultes distribuaient aussi ces causes d'une manière analogue, en disant : *ut sit civis aut natus sit oportet aut factus* (Quintilien, *Inst. or.* 3, 10. 65).

légitime qui, en toute hypothèse, se détermine d'après les lois générales en vigueur au moment de la conception et de la naissance, et qui, par conséquent, n'est pas restée la même dans tout le cours des temps. Il y a eu une époque à laquelle, par suite de l'absence de *conubium* entre les patriciens et les plébéiens, la mère elle-même devait être patricienne ; il peut aussi y en avoir eu une où le mariage religieux (*confarreatio*) était seul tenu pour, légitime, même quant à la condition juridique des enfants. Mais, lorsque cela se fut modifié et que l'on n'exigea plus pour la validité du mariage que la seule volonté de le contracter, lorsque ensuite le mariage d'une plébéienne avec un patricien fut aussi permis, l'enfant procréé dans un mariage contracté conformément au droit nouveau n'en acquit pas moins le patriciat paternel. On ne s'est non plus jamais demandé, pour régler l'état des enfants, si la femme était ou non sous la puissance du mari, pourvu qu'il y eût un mariage valable. — Les droits de gentilité de la mère ne peuvent, la gentilité étant une conséquence du rapport de puissance et la mère ne pouvant avoir son enfant sous sa puissance, — passer d'elle à l'enfant, même quand il n'est pas issu d'un mariage légitime et qu'il n'a par suite pas de père légal.

2. Le mariage formé par confarréation, dans les formes religieuses prescrites, fait passer la femme de sa maison antérieure dans celle du mari¹ : son mari lui tient lieu de père, elle perd ses droits de succession dans son ancienne famille, et en revanche elle hérite de son mari et des parents de celui-ci, comme si elle était sa fille. Si la femme appartient à une autre *gens*, ou, en supposant un mariage valablement contracté en vertu d'un traité international, à une autre cité, elle passe par le mariage dans la *gens* et dans la cité du mari. Lors d'un tel changement de *gens*, que du reste l'on subordonne à des conditions prohibitives pour les femmes ayant une fortune propre, le *nomen* du mari, qui est le signe et l'expression de la communauté de *gens* avec lui, ne doit pas avoir été à l'origine refusé à la femme, et il y a encore des traces qu'elle le prenait à l'époque la plus ancienne². Cependant l'influence juridique du mariage sur les droits personnels de la femme a été restreinte dès une époque très reculée. Le mariage formé par confarréation a bien gardé pour le reste les suites indiquées³ ; mais, sans doute pour ne laisser aucune différence extérieure entre les femmes mariées, qu'elles le fussent avec ou sans les formes religieuses, les femmes mariées par confarréation conservèrent leurs noms de jeunes filles et au moins extérieurement ne changèrent pas de famille⁴. — Dans le mariage qui se forme par le simple consentement et qui était déjà reconnu à l'époque de la loi des Douze Tables comme faisant tenir pour légitimes les enfants qui y étaient conçus, le droit de la personne ne change pas. La femme ainsi mariée n'a jamais été regardée comme sortie de sa *gens* d'origine et entrée dans celle du mari. Par suite, on lui refusa non seulement le *nomen* du mari, mais la communauté de cité avec lui : si une non Romaine épouse, en vertu d'un *conubium* international, un Romain, elle est bien la mère légitime de ses enfants, mais elle n'est pas elle-

¹ Denys, 2, 25. Modestin, *Digeste*, 23, 2, 1.

² La formule du mariage conservée par Plutarque, Q. R. 30, n'a de sens que si la fiancée, avant d'entrer dans la nouvelle maison et les nouveaux sacra, promet de porter le *nomen* du mari, et ce nom ne peut être que le *gentilicium* car, d'une part, l'identité du prénom des deux époux serait contradictoire, et, d'autre part, la femme n'a pas, juridiquement parlant, de prénom. C'est par un pur hasard que la formule se rapporte plutôt à Gavius qu'à Æmilius ou à Cornelius.

³ Il fut décidé par un sénatus-consulte de 743 : *Ut hæc* (probablement la *flaminica Dialis*), *quod ad sacra tantum videatur in manu esse, quod vero ad ceteras causas peiorinde habeatur, atque si in manum tuam convenisset* (Gaius, 1, 136). La même décision fut prise législativement en l'an 23 de l'ère chrétienne (Tacite, *Ann.* 4, 16).

⁴ Nos vieux maîtres romains semblent déjà ne pas avoir eu idée qu'il en ait jamais été autrement.

même citoyenne romaine¹. En conséquence, elle reste, malgré ce mariage, sous la puissance paternelle ou, à défaut de puissance paternelle, sous la tutelle familiale de ses agnats et de ses gentils ; elle est également héritière dans sa maison et non dans celle du mari. C'est seulement dans le cas où le mari acquiert à titre de vente la femme vivant avec lui en mariage consensuel ou encore dans celui où elle passe sous sa propriété en vertu des règles sur la prescription acquisitive des meubles, que la puissance paternelle et la tutelle disparaissent à raison de cette acquisition de propriété, et que la femme devient la fille du mari et son héritière. On n'est pas allé plus loin dans cette voie : on n'a touché ni au droit de gentilité, ni au droit de cité, et l'on a supporté la choquante anomalie selon laquelle une Cornelia peut être sous la puissance d'un Æmilius, une patricienne sous celle d'un plébéien, et même une Prénestine sous celle d'un citoyen romain². Quant à son influence sur l'état de la personne, le mariage romain est une ruine, et c'est à peine si on peut le citer parmi les sources légales du Patriciat.

3. L'adoption³ est en conflit avec les principes fondamentaux du droit ; car la puissance paternelle peut bien, tant que le père et l'enfant appartiennent à la cité romaine, être suspendue par la translation de propriété accomplie du père à un tiers, mais elle ne peut pas être définitivement brisée. Par conséquent, il n'y a pour arriver à l'adoption aucun procédé juridique direct. Cependant elle est rendue possible par un détour. D'après une règle de droit qui ne peut pas remonter aux temps primitifs, quoique la tradition romaine prétende qu'elle ait toujours existé⁴, mais qui en tout cas se trouvait dans les Douze tables⁵, la puissance du père sur le fils est définitivement supprimée par un triple exercice de son droit de vendre ce fils, et celle du père sur la fille ou du mari sur la femme est, d'après l'interprétation postérieurement donnée à la loi, également éteinte par un seul acte d'exercice du même droit. Maintenant, la puissance du père naturel étant, d'une part, détruite parla triple vente de l'individu à adopter et, d'autre part, le droit du père de revendiquer son fils comme toute autre chose dont il est propriétaire étant fictivement exercé par le père adoptif relativement à l'adopté, on arrivait ainsi à établir une paternité fictive, mais reconnue judiciairement et en règle reconnue par le père véritable lui-même⁶. Les deux actes simulés étaient entre eux dans une contradiction directe, puisque le premier reconnaissait et anéantissait la puissance du père naturel et que le second l'écartait comme n'ayant jamais existé. C'était le second qui déterminait,

¹ Toutes les informations concernant le *conubium* international jusques et y compris les diplômes des vétérans montrent que le droit de cité de la femme qui se mariait en vertu de ce *conubium* n'était pas changé par là. Sur la gentilité, les témoignages exprès font défaut. Mais elle va avec le droit de cité et le *nomen*.

² Il n'y a pas de raison de douter que, du moment qu'un mariage international était permis ; il était régi par le droit commun et par conséquent comportait l'intervention de la confarréation et de la manus.

³ L'expression est ici employée par corrélation au fils qui passe d'une puissance sous une autre, par conséquent en excluant l'adrogation.

⁴ C'était là déjà, d'après Denys, 2, 27, une des lois de Romulus, et même la meilleure de toutes. Précisément parce que cette disposition heurtait le vieux principe de l'inaliénabilité de la puissance domestique et que l'adoption et l'émancipation l'avaient pour base, les juristes auront voulu lui attribuer une haute antiquité.

⁵ Loi des Douze Tables, 4, 2, éd. Schoell : *Si pater filium ter venum duit, filius a patre liber esto*. L'interprétation pratique, selon laquelle une seule aliénation suffisait pour les filles et les petits-enfants, avait pour seule base le désir des jurisconsultes de faciliter l'adoption ; en droit, il aurait fallu conclure de la loi ou que par filius on devait entendre tous les descendants, ou sinon que la puissance n'était pas susceptible d'être supprimée sur les filles et les petits-fils. Le système d'après lequel, en matière de *nox*, il suffisait d'une seule vente même pour le fils, rentre dans le même ordre (Gaius, 4, 79).

⁶ Le défendeur au procès fictif est naturellement le propriétaire actuel de la personne à adopter, c'est-à-dire celui entre les mains duquel le père a aliéné son fils pour la troisième fois, ou, si ce dernier a retransféré son droit au père naturel, ce père lui-même. On préférerait la dernière voie, quoiqu'elle exigeât un détour de plus, parce que de cette façon le père naturel n'ait lui-même sa puissance paternelle et reconnaissait le père adoptif pour le véritable. Gaius, 1, 134. Aulu-Gelle, 5, 19.

le nouvel état de la personne. Le changement de maison amenait, si le père ancien et le père nouveau appartenaient à des *gens* différentes, un changement de *gens*. Il pouvait de plus entraîner le changement des qualités de patricien et de plébéien, et même un changement de cité : non seulement le fils d'une maison patricienne pouvait passer par cette voie dans une autre maison patricienne ; mais cela permettait également au fils d'un plébéien, voire même au fils d'un Latin quelconque¹ d'entrer dans une maison patricienne. Chaque gentil avait ainsi la faculté d'incorporer dans sa *gens* autant de personnes qu'il lui plaisait, de concéder à sa fantaisie la gentilité à des plébéiens, le droit de cité à des Latins² ; car il n'y a, dans l'adoption, plus récente, rien qui corresponde aux barrières opposées à l'adrogation. Nous ne savons quand elle s'est introduite ; on la trouve déjà en pleine vigueur à la fin du vie siècle de Rome³. Le droit de gentilité doit avoir déjà été en décadence au temps de son introduction : tant qu'il eut une existence réelle, il n'aurait pas laissé faire de la lettre de la loi cet usage destructeur du droit.

4. La concession individuelle de la gentilité par une loi se présente sous la forme d'une adrogation, d'une adoption testamentaire, ou à titre de restitution de la personne dans sa condition antérieure.

a. Il est permis au citoyen pubère et *sui juris* de changer de maison et, par suite, de *gens* : il faut pour cela qu'après un examen préalable des circonstances fait par les pontifes et avec l'assentiment de ces pontifes⁴, il déclare, devant les curies, se mettre, en qualité de fils, sous la puissance d'un autre citoyen qui y consent également, et que les curies déclarent elles-mêmes y consentir⁵. Cet acte est nécessairement accompagné de la *detestatio sacrorum*, c'est-à-dire de la déclaration, également faite devant les comices par le citoyen qui entre dans une nouvelle famille, qu'il sort des liens religieux dans lesquels il était jusqu'alors⁶. Le citoyen en puissance ne peut pas, même du consentement de son père, procéder à la déclaration d'adrogation, puisqu'il ne peut disposer de lui-même et que le titulaire de la puissance paternelle ne peut la transférer à un tiers. Ce droit n'appartient pas davantage à l'enfant impubère et à la femme qui ne sont pas sous la puissance d'autrui ; car ils ne peuvent ni l'un ni l'autre ni disposer d'eux-mêmes, ni pénétrer dans les comices.

¹ La preuve en est dans les combinaisons qui sont rapportés par Tite-Live, 41, 8, sur l'an 577, et qui seront examinées dans la partie de la Latinité.

² Aulu-Gelle, 5, 19.

³ Le plus ancien témoignage de l'entrée d'un plébéien dans une maison patricienne concerne L. Manlius Acidinus Fulvianus ; consul patricien de 575, mais fils d'un Fulvius et frère par le sang de son collègue plébéien. Voir d'autres exemples, *Raemisch. Forsch.* 4, 74 et ss., où il est démontré que l'esprit nobiliaire patricien désapprouvait ces façons d'agir. Cependant on ne peut décider si ce changement de *gens* a pour base l'adoption, proprement inadmissible en droit, ou l'adrogation, qui a été admise de toute antiquité.

⁴ V. tome III, la partie du Grand Pontificat, sur le rôle législatif du Grand Pontife et des curies.

⁵ Gaius 1, 99 ; Aulu-Gelle, 5, 19. Tacite, *Hist.* 1, 15.

⁶ *Detestari* est avec *testari* dans le même rapport que *demere* avec *emere*, *dejicere* avec *jacere*, et signifie par conséquent abandonner devant témoins. La *sacrorum detestatio* est citée dans Aulu-Gelle, 15, 27, à côté du testament, comme étant également accomplie *in comitiis calatis*, et, les comices tenus sous la présidence d'un pontife s'appelant *calata* dans la langue technique (voir tome III, la partie du Grand Pontificat, sur les *comitia calata*), il ne peut s'agir ici de rien autre chose que de l'adrogation que l'on a toujours principalement en vue dans la matière des comices pontificaux. Servius, *Ad Aen.* 2, 156, s'accorde avec cette idée. Il est aussi bien d'accord avec cela que les anciens jurisconsultes traitent en détail de cette *detestatio* : Ser. Sulpicius écrivit deux ou plusieurs livres de sacris detestandis (Aulu-Gelle, 7, 12) : Ulpien (*Digeste*, 50, 16, 40, pr.) définit la *detestatio* une *denuntiatio facta cum testatione*, Gaius (*Digeste*, 50, 16, 238, 1) *detestatum, testatione denuntiatum*. — J'ai précédemment, en restreignant à tort la sphère des *comitia calata* aux comices d'ordre testimonial, limité la *detestatio sacrorum* à la *transitio ad plebem*, pour laquelle nous la retrouverons assurément ; mais le cas principal est celui de l'adrogation.

b. Le changement de *gens* peut résulter, après la mort d'un testateur, d'une institution d'héritier testamentaire faite par lui sous cette condition¹. C'est là l'adoption par testament, qui, au sens rigoureux, n'est pas autre chose qu'une adrogation où le consentement du père adoptif est remplacé par son testament². Il n'y a pas d'objection théorique à ce que le changement de famille soit ratifié par les curies³ ; après enquête préalable des pontifes⁴, de façon à faire considérer l'héritier institué comme adopté par le testateur au moment de sa mort ; puisque toute loi peut se donner à elle-même un effet rétroactif. Le rapport de puissance est assurément ici fictif⁵, en ce sens qu'il est atteint par la mort au moment où même l'on place sa constitution, et c'est pour cela qu'an n'emploie pas le mot : *adrogatio*. Mais, pour le reste, cette adoption fait naître, comme l'adrogation, le droit de gentilité avec toutes ses conséquences⁶.

c. Les droits de cité et de gentilité qu'il avait perdus par son émigration furent restitués au vainqueur de Veii, M. Furius Camillus, le premier par un vote des centuries ou des tribus patricio-plébéiennes, le second, sans doute sur l'ordre de la première assemblée, par les curies⁷, la restitution lui, donnant la place qui lui revenait dans sa *gens*. C'est le seul cas que nous connaissions dans lequel la gentilité soit acquise sans la qualité d'enfant : on passa sur l'irrégularité de l'acte, au fond sous l'empire de la nécessité des temps, dans la forme en vertu de la décision de l'assemblée souveraine du peuple. Au contraire, la concession des droits de gentilité à une personne sans que l'acte lui-même lui assigne sa

¹ Le plus ancien cas d'adoption testamentaire qui nous soit connu est celui de l'adoption du fils de sa fille par l'orateur L. Crassus (Cicéron, *Brut.* 58, 212), qui mourut en 663 ; le plus connu et le seul par lequel l'institution soit élucidée est celui de l'adoption du fils de sa sœur par le dictateur César. Les circonstances de ce dernier cas excluent toute procédure exceptionnelle ; il n'y a là qu'une application du droit reconnu en vigueur ; aussi la validité de cette adoption n'a-t-elle jamais été attaquée par les adversaires de l'adopté, quelque conforme que cela eût été à leur intérêt. Appien (*B. c.*, 3, 94) regarde l'adoption d'hérédité accompagnée de la prise du nom comme une première adoption et pense que le second César a adjoint celle résultant du vote des centuries, parce qu'il fallait cette dernière pour lui donner droit aux hérédités des affranchis. En droit, la dernière seule peut être regardée comme une adoption. Appien a été conduit à son interprétation par le fait que, de son temps, où l'on usait arbitrairement du nom et où les autres droits attachés à l'agnation s'effaçaient de plus en plus, il ne restait guère d'autre effet que la prise du nom, et l'adoption en forme était remplacée pratiquement par l'institution de l'individu comme héritier sous la condition qu'il prendrait le nom (cf. *Digeste*, 36, 9, 63, 10).

² Si, dans Appien, 3, 14, César s'adresse au sujet de son adoption, au préteur urbain, et ce dernier prend acte de la déclaration, il n'y a là que la déclaration ordinaire de l'ouverture de la succession et la demande de la *bonorum possessio* en vertu du testament, demande qui dans ce cas implique la déclaration de l'adoption.

³ Dion, 45, 5. Appien, 3, 94. Dion, 46, 41 fait la même relation, en ajoutant qu'il porta dès auparavant le nom du dictateur.

⁴ Cette enquête n'est pas mentionnée ; mais elle ne faisait sans doute pas défaut.

⁵ Peut-être suffisait-il même, dans ce cas, du testament d'une femme ; car la *communio comitiorum* qui excluait la femme de l'adrogation était ici hors de cause, et l'on rencontre des cas de ce genre (Cicéron, *Ad Att.* 7, 8 Suétone, *Galba*, 4) ; que l'on peut, il est vrai, rapporter à ce qu'Appien appelle la *première adoption*. A la vérité, il aurait fallu alors une fixation du rapport établi entre la femme et l'adopté, qui donna à celui-ci une place précise dans la famille ; mais cela pouvait être fait par la loi. — Au contraire, l'adoption de Livie par Auguste ne peut être justifiée que comme nous le faisons, au tome V, dans la partie de l'adoption par le prince.

⁶ Appien, 3, 94. L'adopté par testament ne prend pas seulement le nom du testateur ; il s'appelle aussi son fils ; ainsi Atticus dans Cicéron (*Ad Att.* 3, 20 ; et *Nepos*, *Att.* 5) et Metellus Pius Scipio, consul en 702, dans une inscription (*Jahrbuch der preuss. Kunstsammlungen*, 1, 192 ; cf. Dion, 40, 51). Cf. *Hermes*, 3, 64 = Mommsen, *Étude sur Plinie*, tr. Morel, p. 36.

⁷ Tite-Live, 5, 46. L'objet de cette loi curiate n'est pas la confirmation de l'imperium dictatorial, mais la restitution de l'état personnel perdu, montre la suite du récit. Camille reste en exil jusqu'à ce qu'il apprenne que la loi a passé, *quod nec injussu populi mutari finibus posset nec nisi dictator dictas auspicia in exercitus habere* ; et, à la fin, *lex curiata lata est dictatorque absens dictus*, nomination après laquelle seulement pouvait venir la loi sur l'imperium. D'après cela et d'après la répétition faite, 5, 51, 1, il faut réunir les mots : *jussu populi revocatus de exilio*. Cette résolution ne put être prise que dans les comices centuriates ou tributes et lui restitua le droit de cité ; la mention des comices curiates, qui assurément sont introduits dans le texte d'une manière incorrecte, doit se rapporter à ce qu'ils durent être invités par la même loi à renouveler le droit de gentilité qui ne pouvait être rendu que par eux, si tant est qu'il put l'être. Tite-Live rattachant plus bas la dictature de Camille à un vote du peuple (6, 6, 8. 22, 11 14 ; d'où Plutarque, *Cam.* 40), il a donc aussi considéré la concession de la dictature comme liée avec la restitution du droit de cité.

place dans une *gens* déterminée est un non sens qui se démentit lui-même et qui ne se présente que dans des récits héraldiques récents et indignes de foi¹.

5. Le droit de cité romaine et les droits de famille sont rendus par le *postliminium* à celui qui les avait perdus en se trouvant, dans un État étranger, dans une situation personnelle incompatible avec eux, — c'est-à-dire en étant prisonnier de guerre ou en exerçant les droits de citoyen dans une cité alliée à Rome², — à condition que ce prisonnier de guerre ou que cet émigré rentre dans sa patrie ; car ces événements, qui suspendent le droit de cité, perdent leur effet par le retour de la personne dans l'État romain.

La sortie d'une personne des liens de gentilité, et par suite de l'État fondé sur la gentilité, résulte, en dehors de la sortie naturelle produite par la mort, de l'entrée de cette personne dans un cercle juridique étranger à Rome. Une perte purement négative de la condition individuelle est quelque chose d'étranger à la constitution ancienne de la cité. Le droit plébéo-praticien postérieur lui-même ne connaît pas de déclaration efficace de sortie de l'État ; cette déclaration pouvait encore bien moins être admise, à l'époque la plus ancienne, pour le droit de cité fondé sur la famille. Le mirait de ce droit par la loi peut bien avoir été possible, dès l'origine, dans la mesure où le principe de la souveraineté de la puissance publique l'exige ; mais il se présente dans de si étroites limites, pour le droit de cité postérieur, que l'on peut, pour l'époque la plus ancienne, placer le droit de cité dans cette sphère légale dans laquelle l'État s'abstient de pénétrer par des dispositions concrètes. La perte du droit de cité basé sur la famille tient par conséquent toujours au passage du citoyen romain dans un autre État reconnu par Rome ; la *disparition de la personnalité*, la *capitis deminutio* au sens du droit public se produit lorsqu'un citoyen romain devient esclave, client ou citoyen dans un autre État³. La perte du droit de gentilité⁴ est à la vérité aussi entraînée par le changement de *gens* que nous avons étudié plus haut, quand le droit de gentilité existant se trouve détruit dans le mariage par confarréation et dans l'adrogation ; mais, un autre droit de gentilité étant nécessairement créé par le même acte, il ne peut être question, dans ces cas, de perte du droit de cité qui résulte de la gentilité. Depuis que la qualité de plébéen a été considérée comme

¹ Ils appartiennent principalement à Denys et à ses copistes, et sont des transformations de la concession du patriciat à des *gentes*, provoquées par le fait que, dans les concessions de cette espèce, on signale particulièrement l'entrée des chefs dans le sénat. La concession personnelle du patriciat faite tantôt par un acte royal, tantôt par un vote des curies, est affirmée pour Numa (4, 3) ; pour le premier Tarquin avant son arrivée au trône (Denys, 3, 41 ; Dion, *fr.* 9, 1 Zonaras, 7, 8) ; pour ses cent sénateurs nouveaux (Denys, 3, 61 ; Zonaras, 7, 8, où ils sont devenus 200 ; Suétone, *Auguste*, 2) ; enfin pour les sénateurs choisis par les premiers consuls (Denys, 5, 13 ; cf. 7, 55, et Tacite, *Ann.* 11, 25). La désignation *minorum gentium*, spéciale à ces sénateurs récents, suffit à montrer que les meilleurs témoignages rapportaient ce choix de sénateurs ou à des familles patriciennes qui n'étaient pas représentées dans le sénat ou à des familles nouvellement entrées parmi les patriciennes. Mais il est fait clairement allusion à une concession personnelle, il y est fait allusion le plus clairement possible dans la distinction faite par Suétone entre la concession du siège au Sénat, et celle de la gentilité. Il se peut fort bien que cette version ne soit pas seulement une erreur, mais une falsification historique imaginée en faveur des nominations de patriciens de César et d'Auguste.

² Cicéron, *Pro Balbo*, 12, 30. La question est étudiée d'une manière plus approfondie dans la partie des Alliés.

³ Le changement de droit de cité implique *capitis deminutio*, dit Festus, *Ep.* p. 70, et, pour l'émigration dans une colonie latine, Boèce sur Cicéron, *Top.* 4, 18, éd. Orelli, p. 302. Cela résulte au reste déjà de ce que toute perte du droit de cité est une *capitis deminutio*.

⁴ La sortie de la *gens* a des points de contact multiples avec la *capitis deminutio* du droit privé, la soumission à une puissance domestique d'une personne qui était auparavant soit *sui juris*, soit sous une autre puissance, lorsque le changement de maison est en même temps un changement de *gens*. Mais elles ne se confondent pas. L'adoption testamentaire et la *transitio ad plebem* entraînent un changement de *gens* sans qu'il y ait passage sous une puissance domestique. La femme prise pour vestale ne tombe pas en puissance, elle devient *sui juris* ; mais elle sort de sa maison et de sa *gens*.

un droit de cité existant à côté du patriciat et excluant celui-ci, l'attribution de la qualité de plébéien à un patricien a entraîné pour lui la perte de son droit de cité fondé sur la gentilité cependant les cas où un patricien dévient plébéien seront plus convenablement indiqués, sous leur aspect positif, parmi les causes d'acquisition de la qualité de plébéien, qu'ici parmi les causes d'extinction du patriciat, et cela d'autant plus qu'ils sont naturellement tous étrangers à l'époque la plus ancienne. Au contraire, comme la différence de l'État fondé sur la gentilité et de l'État patricio-plébéien n'influe pas à beaucoup près aussi profondément sur la perte du droit de cité que sur son acquisition et comme les règles sont assez semblables dans les deux époques, il nous semble à propos d'étudier dès maintenant la perte du droit de cité plébéien symétrique à la perte du droit de cité fondé sur gentilité.

I. — Transformation du citoyen romain en esclave d'une cité étrangère¹.

D'après les institutions non seulement de Rome, mais des villes Latines, il n'était pas légalement possible à un citoyen de mettre sous sa puissance un de ses concitoyens comme esclave, et le même principe était posé par le droit international dans le sein de la ligue latine. Afin de transformer un citoyen romain en esclave, il faut donc le faire passer, d'une manière valable selon les idées romaines, sous la propriété d'un étranger appartenant à une race ennemie². Quand cela a eu lieu, la perte du droit est définitive et subsiste alors même que l'individu qu'elle a frappé reviendrait plus tard dans le Latium : pour employer l'expression romaine, le *postliminium* est exclu en pareil cas³. — A cette idée se ramènent les cas suivants, parmi lesquels au reste les quatre premiers sortirent de bonne heure de la pratique et ne subsistèrent que dans la théorie juridique. Ce qui était alors requis, ou tout au moins ce qui devait l'être pour la perte de la cité, ce n'était pas l'acte qui préparait la venue de la servitude, par exemple le jugement rendu dans ce sens ou, au cas d'extradition, l'offre d'extradition⁴, mais l'arrivée de la servitude elle-même.

4. Dans le droit criminel le plus ancien, le magistrat compétent pour l'application de la peine avait, en matière de crimes militaires, le choix entre la peine de mort et la vente en esclavage. A l'époque de la République, le choix du premier parti est interdit par la *provocatio*. Mais le consul peut toujours prescrire la vente du coupable comme esclave. Cette peine est appliquée à la désertion⁵, à la non comparution au recrutement⁶ ou à des cons qui le préparent¹ ; mais, dans ce dernier

¹ Les sophismes transparents par lesquels Cicéron, *Pro Cæc.* 33. 34 et *De domo*, 29. 30, défend le principe que, dans l'État romain, le droit de cité et la liberté ne peuvent être perdus par le citoyen malgré lui, n'ont pas besoin d'être réfutés. Avec la clause : *Si quid jus non est rogari, jus ea lege nihilum rogatum*, un avocat peut réduire toutes les lois à néant. Mais assurément, dans la période du plein développement de la République, après que l'expulsion du coupable et du débiteur à l'étranger, sur le territoire ennemi, avaient disparu et avant que l'*exilium* de Sulla n'entra en vigueur, la liberté et la cité étaient à Rome, dans le cours ordinaire des choses, des droits impérissables.

² Cela n'est à la vérité dit expressément que dans les Douze tables, pour la vente du débiteur insolvable, *trans Tiberim*, mais la régie s'appliquait sûrement à tous les cas de vente analogue. Seulement on n'oublia pas que la guerre supprime les liens d'alliance et que, par conséquent, si le Romain insolvable ne peut pas être vendu à un Prénestin, le Prénestin fait prisonnier de guerre devenait parfaitement esclave à Rome.

³ Cicéron, *De or.* 1, 40, 181.

⁴ Cicéron, *Top.* 8, 37 ; de même *Pro Cæc.* 34, 99. Cela est évidemment exact ; mais, comme il était incommode de rester tenu de la réparation lorsque l'État lésé la refusait, ou lia la réparation à l'offre et l'on contesta même le *postliminium* à ceux qui revenaient ensuite (Cicéron, *De orat.* 1, 40 ; *Digeste*, 49, 15, 4. 50, 7, 18). Le droit de cité fut, en 611, rendu à Mancinus par un vote du peuple (v. tome II, la partie de la Capacité d'être magistrat, sur l'itération d'une même magistrature autre que le consulat).

⁵ Tite-Live, 55.

⁶ Cicéron, *Pro Cæc.* 34, 99. Menander, *Digeste*, 49, i6, 4, 10. Dans le cas de 474 de Rome, rapporté par Varron dans Nonius, p. 18, Tite-Live, *Ép.* 14, Valère Maxime, 6, 3, 4, il y a plutôt *bonorum venditio*.

cas, c'est toujours le consul et non pas le censeur qui a le droit de procéder à la vente de la personne².

2. D'après le droit des *gens* romain, le citoyen qui avait violé ce droit des *gens* pouvait être transféré par la cité à ; laquelle il appartenait sous la propriété de la cité lésée pour dégager la première de la responsabilité de son acte³.

3. Lorsque la propriété romaine que le père a sur son fils sans que cette servitude relative affecte la liberté au sens du droit public, est transférée par le père à un étranger appartenant à une race ennemie, la servitude relative se transforme en servitude absolue⁴.

4. Lorsque le défendeur à un procès civil, attribué en propriété au demandeur, a été mis par la sentence dans un état transitoire de servitude, sa vente à l'étranger supprime également sa liberté⁵. Si l'individu ainsi attribué au créancier avait été condamné à raison d'un vol manifeste, certains jurisconsultes admettaient que la perte de la liberté se produisait pour lui, même sans vente à l'étranger ; mais l'opinion contraire avait III 46 la logique pour elle⁶.

5. La captivité des prisonniers de guerre suspend leur droit de cité tant qu'elle subsiste, et elle le détruit lorsqu'ils meurent en captivité, en faisant considérer le défunt comme sorti de la cité non pas au moment de sa mort, mais au moment où il a été fait prisonnier⁷. Par contre, si le prisonnier revient libre⁸ dans sa patrie, il rentre, en vertu du *postliminium*, dans l'exercice de ses droits, comme s'il ne les avait jamais perdus.

Lorsque un citoyen romain entre dans la condition d'esclave (*in causam Mancipit*) dans l'intérieur de la confédération romano-latine, par exemple aux cas de vente d'un fils par son père ou d'adjudication d'un débiteur à ses créanciers, les droits personnels de nature privée sont suspendus par analogie à ce qui se produit au cas de captivité à la guerre, de telle sorte que, tant que la servitude subsiste, ils sont réputés inexistantes et que, lorsqu'elle cesse, ils sont réputés n'avoir jamais été perdus. Car, d'une part, il est attesté expressément qu'en pareil cas, il y avait condition d'esclave et *capitis deminutio*, que par conséquent il y avait exclusion de la *gens* et suspension de l'exercice des droits de gentilité⁹, et,

¹ Gaius, 1, 460. Tite-Live, 1, 44, 4. Denys, 4, 15. 5, 75. Cicéron, *Pro Cæc.* 34, 99.

² V. tome I, la partie de la Juridiction administrative et celle du Droit de coercition.

³ Cela comprend en première ligne, l'attentat contre les ambassadeurs (Digeste, 50, 7, 13), relativement auquel des exemples d'extradition nous sont transmis pour le cas des Apolloniates en 488 (Tite-Live, 15 ; Dion, fr. 42 ; Zonaras, 8, 7 ; Valère Maxime, 6, 6, 5) e) pour celui des Carthaginois en 567 (Tite-Live, 38, 42 ; Val. Max. 6, 6, 3) ; puis la participation d'ambassadeurs romains au combat contre le peuple près duquel ils sont envoyés (Diodore, 14, 113 ; Tite-Live, 5, 36 ; Plutarque, *Camill.* 18) ; et enfin le traité de paix conclu à tort par le magistrat (v. tome I, la partie des Actes conclus entre l'État et un État étranger).

⁴ Cicéron, *De orat.* 1, 40, 181 ; *Pro Cæc.* 34, 99. La propriété peut être transférée *noxæ causa*. Mais le droit de père n'est pas restreint à ce cas.

⁵ D'après les Douze Tables, *aut capite pænas dabant aut trans Tiberim peregre venum ibant* (Aulu-Gelle, 20, 1, 48).

⁶ Les Douze Tables ne prescrivent, dans ce cas, que l'addiction, qui précède également la peine de mort ou l'esclavage pour le débiteur : *Utrum servus efficeretur ex addicione an adjudicati loco constitueretur, veteres quærebant* (Gaius, 3, 189). La dernière opinion est la bonne, d'autant que l'*adjudicatus* peut, dans la conception ancienne, être vendu et même tué, la première (indiquée aussi dans Aulu-Gelle, 20, 1, 1) se heurte au principe que la liberté romaine ne peut se transformer en esclavage romain.

⁷ L'ancienne jurisprudence place la captivité la guerre parmi les causes de *capitis deminutio* ; Festus, *Ép.* p. 70, le fait aussi et il est question dans César, *B. c.* 2, 32 (cf. tome II, la partie du Serment des soldats) de la *capitis deminutio* du général fait prisonnier de guerre. La jurisprudence nouvelle ne le fait pas routes deux ont également raison. Les conséquences civiles de cette dualité d'état ne peuvent être étudiées en droit public.

⁸ Le prisonnier renvoyé avec obligation de retour est par suite exclu (Aulu-Gelle, 6, 18).

⁹ Gaius, 1, 138 : *II qui in causa Mancipii sunt, quia servorum loto habentur, vindicia sensu testamento manumissi sui juris fiunt*, tandis que, comme on sait, les modes de manumission sont inapplicables aux individus libres en puissance. Festus, *Ép.* p. 70 : *Deminutus capite appellabatur..... qui liber alteri Mancipio*

d'autre part ; il est certain que la puissance paternelle, et avec elle tous les droits de gentilité rentraient en vigueur lors du retour à la liberté¹.

Ce n'est que dans les institutions impériales que l'on rencontre la perte du droit de cité produite dans l'intérieur de l'État, par la réduction en esclavage à la suite de certaines peines, notamment à la suite de la condamnation à mort et de celle aux travaux forcés dans les mines².

II. Entrée du citoyen romain dans une autre cité.

Il est logiquement et pratiquement aussi impossible d'avoir en même temps plusieurs droits de cité ou d'appartenir en même temps à plusieurs cités³ que d'avoir en même temps plusieurs pères ou plusieurs *gents*, puisque la *gens* est aussi bien la base de l'État que la maison celle de la *gens*. Les Romains sont, tant dans la constitution patricienne que dans la constitution patricio-plébéienne, restés, jusqu'aux temps les plus récents, invariablement fidèles à ce principe qui est fondé dans la nature des choses, mais qui a été ailleurs obscurcir notamment par les droits de cité fictifs honorifiques ; ils en ont seulement atténué, dans des cas particuliers, les conséquences rigoureuses. Naturellement cette loi ne s'applique que par rapport aux droits de cité reconnus Rome, par conséquent en face des États en rapport d'alliance avec Rome, en particulier des États fédérés. Le droit de cité dans un État qui est en guerre avec Rome, ou qui simplement n'a pas de traité avec Rome, n'existe pas pour le droit romain et ne peut avoir d'influence sur lui ; le transfuge romain ne cesse pas d'être Romain parce que le droit de cité lui est accordé à Carthage.

Les cas rapportés ici dans lesquels le droit de cité romaine est perdu par l'acquisition de la qualité de membre d'un État reconnu par Rome, ont ce caractère commun que la qualité de membre de la nouvelle cité n'est ni ne peut être, au sens rigoureux, attribuée du côté romain et que l'autorité romaine ne peut provoquer le changement qu'à titre en quelque sorte indirect⁴.

datus est, rapproché du principe connu d'après lequel sont seuls *gentiles* ceux qui *capit non sunt deminuti* (Cicéron, Top. 6, 29).

¹ La situation de ces personnes libres mises dans la condition d'esclaves ressort de la manière la plus claire dans Gaius, 1, 135. Le droit de l'enfant d'une telle personne est en suspens tant que le père vit. Si le père est affranchi, l'enfant tombe sous sa puissance. S'il meurt dans son espèce de servitude, l'enfant reste, d'après l'opinion de Labéon, évidemment la seule logique, dans la condition du père, tandis qu'il serait, d'après les modernes, en pareil cas, *sui juris*. L'individu libre dans cette condition servile a donc des héritiers comme l'homme libre et il leur transmet son statut personnel (cf. Gaius, 1, 435) ; mais ce statut personnel lui-même est en suspens, et lui et ses descendants sont en droit privé (mais non pour l'exercice des droits de citoyen) des esclaves, jusqu'à ce que, lorsque la libération se produira pour lui ou les héritiers, leur statut personnel ne renaisse. Les nombreuses atténuations, apportées à cette servitude (Gaius, 1, 140. 141 ; *Collatio*, 2, 3) sont évidemment des innovations, datant peut-être seulement du temps de l'Empire.

² Ces condamnés sont les *servi poenæ*. Tous ces rapports de droit qui appartiennent immédiatement au droit civil et au droit criminel ne peuvent être que signalés par le droit public. — L'homme libre qui s'est laissé intentionnellement vendre comme esclave pour partager le prix, se voit, me fait remarquer Pernice, déjà refuser, dans le droit de la République (*Digeste*, 40, 12, 23, *pr.*), l'action pour sortir d'esclavage : on ne lui enlève pas, à proprement parler, sa liberté ; mais seulement on maintient sa servitude de fait (*Digeste*, 40, 12, 7, 2. *tit.* 13, 1, *pr.*)

³ Cicéron, *Pro Balbo*, 11, 28. Sur la relation entre la *communis patria Roma* et la patrie municipale, on comparera la partie du Droit municipal.

⁴ Cicéron, *Pro Balbo*, 12, 29 : *Civi Romano licet esse Gaditanum sine erilio site posiliminio sine rejectione hujus civitatis*. 11, 27 : *Jure nostro neque mutare civitatem quisquam invitus potest neque, si velit, modo adsciscatur ab ea ea civile, cujus esse se civitatis (mieux civil is) velit, ut si Gaditan sciverint de aliquo cive Romano, ut sit is civis Gactitanus, magna potestas sit nostro civi nec jcedere impediatur, quominus ex cive Romano avis Gaditanus possit esse*, et plus bas, 28 : *Multi stiperim e memoria cives Romani sua voluntate indemnati et incolumes suis rebus relictis alias se in civitates contulerunt*. 13, 31 : *O jura præclara... ne quis... in civitate maneat invitus*. On en rencontre des applications dans Cicéron, *Pro Balbo*, 12, 30 : *Vidi egomet nonnullos imperitas homines nostros cives Athenis in numero judicum atque Areopagitarum certa tribu, certo numero,*

1. Le cas le plus important de cette espèce est l'*exilium*, le départ. Selon la constitution de la ligue romano-latine, — que nous aurons plus loin à étudier par rapport au Latium, — le droit de cité et la qualité de membre d'un État sont réciproquement reconnus dans leur effet exclusif. Si par conséquent un citoyen romain devient membre de la cité de Préneste, son droit de cité romaine est perdu¹, tout comme nous verrons à l'inverse, dans la partie de la Clientèle, que le citoyen *optimo jure* de Préneste, qui entre dans la clientèle romaine, est rendu par là étranger à sa patrie et devient un client romain, ou, d'après la conception moderne, un plébéen romain. L'acquisition de la qualité de membre d'une cité n'est pas facultative, expliquerons-nous dans la partie de la Latinité ; elle se lie, avec une nécessité légale, au changement de domicile. Le même droit a été étendu, bien que sans réciprocité, par des traités, à d'autres cités fédérées, soit italiques², soit extra-italiques³. Dans la conception romaine, le Romain qui émigre à Athènes devient client d'Athènes et cesse par là d'être citoyen romain ; mais l'Athénien qui émigre à Rome n'est pas considéré comme plébéen Romain et par conséquent est, au point de vue romain, toujours Athénien. Dans tous ces cas, il n'y a besoin d'autorisation spéciale, ni du côté de la cité d'où l'on sort, ni de celui de la cité où l'on entre : le traité international suffit pour les deux. Le passage dans une cité avec laquelle il n'y a pas de traité pareil, ne supprime pas le droit de cité romaine, sauf quand, comme, en présence du fréquent usage de ce droit fait dans la procédure criminelle, cela devait sans doute avoir lieu, l'assemblée souveraine du peuple reconnaissait, par une faveur spéciale, ce passage comme légalement valable⁴ ou encore tenait pour régulièrement accomplie une sortie de la cité qui n'avait pas été déclarée⁵.

La conception de cette institution, aussi ancienne qu'importante, a été faussée, parce qu'on l'a expliquée par l'incompatibilité de l'ancien et du nouveau droit de cité, tandis qu'elle se rattache à celle du droit de cité romaine avec le fait d'appartenir à une commune étrangère. A l'époque de la constitution fondée sur la famille, qui a sans nul doute été une institution latine commune, l'acquisition du droit de cité par une émigration est absolument impossible ; on ne connaît d'acquisition individuelle du droit de cité que par l'entrée dans une des *gentes* existantes, le Prénestin qui émigre à Rome ou le Romain qui émigre à Préneste n'appartient à la nouvelle cité qu'en qualité de client. Assurément ce lien de

cum ignorarent, si illam civitatem essent adepti, hanc se perdidisse, nisi postliminio reciperassent. Peritus vero nostri moris ac juris nemo umquam, qui hanc civitatem retinere vellet, in aliam civitatem se dicavit, et Nepos, Att. 3 rapporte que les Athéniens lui auraient accordé le droit de cité *quo beneficio ille uti noluit, quod nonnulli ut interpretantur amicitii civitatem Romanam alia adscita*. Ce n'est pas là une glose, cela veut dire : parce que certains juriconsultes pensaient que le droit de cité Romaine était perdu par l'acquisition d'un autre droit de cité. Il indique par conséquent comme controversé ce que Cicéron affirme positivement.

¹ Cf. la partie de la Latinité. Des applications de ce droit à l'*exilium* se rencontrent pour Préneste (Polybe, 6, 14, 8 ; Tite-Live, 43, 2, 10) ; Tibur (Polybe, *loc. cit.*, Tite-Live, *loc. cit.*, et 3, 58, 10) ; Ardée (Tite-Live, 5, 43, 6 ; Denys, 13, 5) ; Lavinium (Tite-Live, 2, 2, 10 ; Denys, 8, 49) ; Lanuvium (Tite-Live, 3, 29, 6) ; pour ne pas parler de Suessa Pometia (Tite-Live, 1, 41, 7).

² On trouve mentionnées Neapolis (Polybe, *loc. cit.* ; Tite-Live, 29, 21, 1) et Nuceria, (Cicéron, *Pro Balbo*, 11, 28). Sur Tarquinii, cf. la note qui suit. On ne peut pas décider si la mention des Tusci dans Tite-Live, 3, 13, 8 doit être entendue dans ce sens ou est destinée à motiver la continuation de la procédure criminelle malgré l'*exilium*. L'exil *in Volscos* de Coriolan après sa condamnation (Tite-Live, 2, 35, 6) ne rentre certainement pas dans ceci.

³ On trouve mentionnées Gades (Cicéron, *Pro Balbo*, 12 ; 29) ; Massalia (Asconius, *In Milon*. éd. Orelli, p. 54 ; Tacite, Ann. 4, 43) ; Athènes (Cicéron, *Tusc.* 5, 37, 408) ; Délos (Appien, *B. c.* 1,37) ; Dyrrhachion (Cicéron, *Pro Sest.* 67, 140). Tarraco peut aussi avoir été autonome avant de devenir une colonie (Cicéron, *Pro Balbo*, 11, 28). Mais il est surprenant de rencontrer comme ville d'exil Smyrne qui n'est pas autonome (Cicéron, *loc. cit.*) ; le séjour y aura peut-être été simplement toléré.

⁴ Puisqu'il est dit relativement à un départ pour Tarquinii (Tite-Live, 26, 3, 12) : *Id ei justum exilium esse scivit plebs*, il faut que le droit d'exil n'ait pas été exclu dans le traité entre Rome et Tarquinii.

⁵ Tite-Live, 25, 4.

clientèle est plus tard devenu à Rome le droit de cité plébéen, et nous retrouverons par suite notre institution parmi les sources de ce droit ; c'est ce qui explique que, dans les traités récents, la réciprocité soit écartée. Mais cela ne change rien à la nature de l'institution. Jamais on ne se demande, pour l'*exilium*, si le citoyen qui en use devient ou non citoyen dans la nouvelle cité ; il suffit, pour la suppression du droit de cité romaine, qu'il entre sous la protectorat de la nouvelle cité qui lui est assuré par le traité international ; qu'il y acquière ou non le droit de cité, c'est là chose accidentelle et de pure faculté¹. Du côté romain, il n'y a d'exigé, pour l'*exilium*, que le changement de domicile (*solus vertere*) avec l'intention de perdre la qualité de membre de la cité (*exilii causa*). Quant à son fondement, ce droit doit être considéré comme un droit de libre circulation, c'est-à-dire comme un droit introduit dans l'intérêt du commerce, principalement afin d'écarter, dans l'intérieur du Latium, la séparation de la nationalité et du domicile. Mais, dans l'époque dont nous avons une connaissance précise², le droit de cité romaine n'était pas facilement échangé contre une autre nationalité pour une autre raison que pour mettre de côté les conséquences personnelles d'une condamnation imminente, conséquences qui disparaissaient par la perte du droit de cité, comme par la mort³, quoique au surplus le procès continuât son cours dans les deux cas⁴. Plus tard, on permit au citoyen d'échapper par l'*exilium*, même après le prononcé de la condamnation criminelle⁵ ou civile⁶, à ses conséquences déjà produites⁷. Mais lorsqu'il était fait usage de l'*exilium* dans

¹ L'exposition de Cicéron, *De domo*, 30, 78, et *Pro Cæcina*, 34, 106, peut à la vérité est comprise dans ce sens que le droit de cité romaine ne serait perdu que par l'acquisition du droit nouveau ; mais l'expression *recipere*, sans doute choisie intentionnellement, admet aussi une autre explication. D'après l'exposition de Tacite, *Ann.* 4, 43, l'acquisition du nouveau droit de cité vient au contraire après l'*exilium* ; et c'est, en droit, la seule conception possible. Les traités internationaux peuvent bien avoir accordé à l'exilé romain un protectorat, mais il est impossible qu'ils lui aient tous garanti sans autre forme la plénitude du droit de cité la concession de ce droit dépendait des institutions propres de chaque cité elle pouvait ne pas être demandée, et, quand elle était demandée, elle pouvait être refusée.

² L'*exilium* des Tarquins semble avoir été construit de plusieurs façons. Selon Pison (dans Aulu-Gelle, 15, 29), les Tarquini, en dehors du roi et de ses fils, se rendent volontairement en exil, et cette version est en accord avec la nature de l'institution ; seulement on ne peut pas facilement la concilier avec l'interdiction de l'eau et du feu. Dans le système ordinaire, (Tite-Live, 1, 59, 11 ; c. 60, 2 ; 2, 2 ; Denys, 4, 84, de même Varron, dans Nonius, éd. Mercier, p. 222 et Cicéron, *De re p.* 2, 25, 46), il faut admettre une accusation capitale avec prononciation de l'*exilium* accompagnée de l'*execratio* et de l'*aquæ et ignia interdictio* ; son extension à la *gens* reste alors, il est vrai, inexpliquée.

³ Polybe, 6, 14, exprime de la manière la plus nette cet ancien système la condamnation personnelle y peut être évitée par un *bannissement volontaire* tant que le jugement n'a pas encore été rendu. Les cas des Annales rapportés dans Cicéron, *De domo*, 32, 86, peuvent aussi être compris dans le sens d'un *exilium* précédant la condamnation.

⁴ Il n'y a pas de loi pénale ou d'accusation tendant à un *exilium* de possible, dit Cicéron (*In Cæc.* 34, 100) et montre tout l'ensemble des choses. Denys, 7, 64 (d'où Plutarque, *Cor.* 20). 11, 46, s'est trompé sur ce point.

⁵ Salluste, *Cat.* 51, 40. Ce qui se passe pour Milon (Asconius, p. 54) le confirme. Cicéron, *De domo*, 30, 78 (cf. c. 31, 82), accorde aussi le *jus exilii* à ceux *qui erant rerum capitalium condemnati* ; de même, par un anachronisme, Tite-Live, 3, 29, 6, et 3, 58, 10. 25, 2, 9.

⁶ L'*exilium* doit avoir éteint les procès civils en suspens au moment où il se produit, comme la mort et l'adrogation ; car il n'y a plus de sujet de droit pour la condamnation. Par suite, la *lex repetundarum* de 631-632 décide, ligne 29 : *[De judicio in eum qui mortuos e]rit aut in exilium abierit. Quorum nomen ex h. l. delatum erit, sei is prius mortuos erit aut in exilium abierit, quam ea res judicata erit, pr(æ)tor... rem... item quærito* ; il fallait cette disposition exceptionnelle pour rendre la condamnation possible. La matière faisant défaut pour une translation de l'action comme celle quia lieu lors de la mort ou de l'adrogation, celui qui *exilii causa solum vertit*, a nécessairement ses biens saisis, pour peu que des actions civiles aient été ou soient intentées contre lui (Cicéron, *Pro Quintio*, 49, 60, 28, 86). L'*exilium* a certainement été employé aussi souvent ou même plus souvent pour éviter les suites de procès civils que pour atténuer les effets d'une condamnation prononcée par les comices, et il remplit le même rôle en face des *quæstiones perpetuæ*, qui viennent des actions civiles, qu'en face des procès jugés par les comices.

⁷ La gravité de l'accusation ne paraît pas avoir eu d'influence ; il y avait là un droit du citoyen Romain encore plus qu'un droit des villes alliées. Si, d'après une version, Q. Pleminius en route pour l'exil fat arrêté à Naples (Tite-Live, 29, 21, 1) et si L. Hostilius, préteur en 62, fut rappelé de son exil (*arcessitus*) et poursuivi comme s'il n'était jamais parti (Asconius, *In Scaur.* éd. Orelli, p. 23), ce sont la sans doute des cas où le gouvernement Romain passa, en matière criminelle, par dessus les traités. Cf. Tite-Live, 3, 58, 10. — Sur la relation existant entre l'*exilium* et l'emprisonnement, cf. tome I, la partie du droit de coercition.

ce but, on interdisait toujours au condamné la communauté du toit et de l'abri, de l'eau et du feu sur la surface du territoire romain en vertu de cette sentence, il était *execratus* et les consuls, rendaient un édit contre lui¹. Cette interdiction du territoire empêchait le condamné de revenir dans son ancienne patrie. Le condamné pouvait ensuite séjourner dans les États alliés, ne faisant pas partie du territoire romain, dans l'un desquels il avait cherché asile et y acquérir le droit de cité, si les circonstances le voulaient.

2. Le passage d'un citoyen romain dans une cité fédérée peut aussi se produire en vertu de la résolution prise par l'autorité romaine de créer une nouvelle cité de ce genre ou d'en augmenter une déjà existante². On fait, en pareil cas, d'abord appel aux volontaires³ ; à défaut de déclarations suffisamment abondantes, le nombre de colons requis est tiré au sort parmi les citoyens, et les récalcitrants sont frappés d'une amende. Il intervient donc là une contrainte indirecte pour forcer à abdiquer le droit de cité.

3. Lorsque un esclave romain a acquis le droit de cité romaine par affranchissement, mais qu'avant l'esclavage il a appartenu à un autre État en qualité d'homme libre, il recouvre, par son retour dans sa patrie, pourvu que celle-ci soit en traité avec Rome, son droit de cité primitif, *jure postliminii*, et il perd ainsi son droit de cité romaine⁴.

¹ Tite-Live, 25, 4, 9. L'*interdictio* elle-même coïncidait sans doute avec l'*execratio* du droit sacré (Caton, *orig. l.* IV, éd. Jordan, p. 21). Cette loi fut naturellement jointe à la condamnation de l'*exul*, tant que l'*exilium* dut précéder la condamnation. Plus tard, lorsque l'*exilium* fut aussi permis aux condamnés, l'interdiction paraît avoir, dû être éventuellement jointe, pour le cas d'*exilium*, à la condamnation (Cicéron, *De domo*, 30, 78). Il ne faut pas comprendre autrement les procès devant le peuple intentés contre P. Popillius en 631 et Q. Metellus en 654 (Cicéron, *De domo*, 31, 82 ; Appien, *B. c.* 1, 31 ; la procédure fut ouverte contre eux en vertu de la loi en question et, lorsqu'ils se soumirent à l'exil, avant ou après la condamnation, la procédure ordinaire en pareil cas fut observée. — Sur l'expulsion de l'*exul* par édit consulaire, cf., au tome III, la partie du Consulat, in fine.

² Cicéron, *De domo*, 30, 78. *Pro Cæc.* 30, 98. Témoignages à ce sujet dans Tite-Live, 10 ; Denys, 7, 13. C'est à cela aussi qu'appartient le projet de loi démocratique de 629 (Val. Max. 9, 5, 1) de *provocatione ad populum eorum qui civitatem mutare noluissent* (*voluissent* est une mauvaise correction) ; il y avait là assurément une limitation sensible des pouvoirs du Sénat.

³ A Ardée, les magistrats qui procèdent à la déduction font eux-mêmes partie de ces volontaires, (Tite-Live, 4, 11, 7).

⁴ Cicéron, *Pro Balbo*, 12, 29 ; *De orat.*, 1, 40, 182. Voir, pour une discussion plus approfondie de cette situation compliquée, la partie des Alliés.

LES CLIENTS.

A l'ensemble des citoyens libres réunis dans une gens s'opposent les individus non libres qui se trouvent sous la puissance des membres de cette gens, la *familia*. En tant qu'ils sont regardés simplement comme des choses, ces individus n'intéressent pas le droit public. Mais sinon de tout temps, au moins dès une antiquité reculée, il existe, à côté de l'esclavage qui n'est que l'application à l'être humain de l'idée de propriété, un état intermédiaire entre l'esclavage et la liberté que nous appellerons demi-liberté ou clientèle et dont nous devons exposer ici le développement. La demi-liberté est une idée hybride à laquelle se lie une contradiction intime. L'homme ne peut être que libre ou esclave, la vigoureuse logique romaine le reconnaît elle-même en réunissant jusque aux temps les plus récents, sous l'expression technique *familia*¹, les individus appartenant à la maison qui ne sont pas libres et ceux qui ne le sont qu'à moitié ; ce qui fait que le mot *familia*¹ dans lequel l'élément politique décisif se trouve absorbé, désigne bien le point de départ de la clientèle, mais est mis de côté au cours de son évolution vers la demi-liberté, puis vers la liberté totale. Pratiquement, cette idée hybride a été le second berceau de l'État romain.

La demi-liberté est la condition dans laquelle se combinent, du côté négatif, le défaut du droit de cité, et, du côté positif, la participation à la communauté romaine. Le nom des demi-libres s'est modifié avec l'idée elle-même, et par suite la terminologie pourra plus facilement, être expliquée en même temps que le développement de cette idée. Il suffit ici de remarquer que, comme il vient d'être dit, les individus à demi-libres étaient, à l'origine, contenus avec les esclaves sous la notion collective de *familia* ; que plus tard la distinction des individus avant la liberté complète et de ceux ayant la demi-liberté fut traduite par les expressions corrélatives *patroni* et *clientes*, et que finalement la distinction entre les *patres* ou *patricii* et la *plebs* est sortie delà.

Comme sources de la demi-liberté, on peut relever la naissance, la *deditio*, l'*applicatio*, l'affranchissement par une loi et l'affranchissement par acte privé. Toutes ces sources ont pour trait commun que, si haut qu'elles remontent dans l'antiquité, elles se présentent pourtant comme des formations secondaires et évoquent, par conséquent, avec une nécessité impérieuse, l'idée d'un temps passé où la loi logique, selon laquelle l'homme est libre ou ne l'est pas, était encore une vérité pratique.

1. Lorsque la naissance ne produit ni le patriciat, ni l'esclavage, mais exclusivement la qualité de membre de la communauté Romaine, elle produit la demi-liberté. Celle-ci, surgit à titre originaire, chez l'enfant né hors mariage d'une mère patricienne, plus tard d'une mère romaine quelconque. Cet enfant n'a pas le droit de cité, il n'existe pas de droit de propriété sur lui, comma il en existe un sur l'enfant de la femme esclave, et il n'appartient à aucun autre cercle de droit qu'au cercle romain. Si donc il n'est pas exposé, — ce qui probablement

¹ L'étymologie du mot est incertaine. Probablement il se rattache à l'Osque *faamat* = *habitat* et correspond au mot maison, soit pour désigner ceux qui appartiennent à la maison, sens dans lequel il peut être rapproché de gens, soit pour désigner les gens de service, *oikétai*, acception prédominante dans le langage technique. L'idée de participation à la maison prévaut dans *famulus*, qui, à cause de cela, se dit de préférence des domestiques libres.

était le régime normal à l'époque la plus ancienne, — il ne peut être regardé que comme ayant la demi liberté.

La demi-liberté est produite, à titre dérivé, par la naissance en mariage depuis que, comme il dut arriver de très bonne heure, le mariage légitime et par suite la puissance paternelle ont été rendus accessibles aux personnes à demi-libres. Le père légalement reconnu ne pouvant transmettre à ses enfants un autre statut personnel que celui qu'il a, les enfants du père à demi-libre entrent aussi dans l'état de demi-liberté.

2. La *Deditio*, le traité conclu entre le représentant de la cité romaine et celui d'une cité souveraine vaincue¹, d'après les règles en vigueur pour ces conventions², traité par lequel la cité vaincue transfère à Rome ses droits de souveraineté, ses citoyens et ses Dieux³ et les livre à sa discrétion⁴, n'est pas, en lui-même, la source d'un état durable pour les déditices. Ou bien ils sont, en vertu de la *deditio*, mis par un acte de l'autorité romaine⁵ dans un état d'esclavage ou de demi-liberté ; ou bien leurs gentes sont admises dans le cercle des gentes romaines ; ou bien elles sont, dans leur ensemble, reconstituées en un État indépendant lié à Rome par un traité ; et ces conséquences juridiques peuvent également être appliquées toutes quatre, les unes à côté des autres, selon la condition des personnes. Il y a sans doute eu un temps où tout déditice devenait soit esclave, soit citoyen romain, soit citoyen d'un État lié à Rome par un traité, où la *deditio* n'apportait donc aucun changement à la répartition des personnes appartenant à la cité en citoyens libres et en serviteurs esclaves. Mais la notion intermédiaire de la liberté, garantie par l'État s'est peut-être d'abord appliquée à ces étrangers soumis, et, en tout cas, c'est surtout quant à eux qu'elle est arrivée à un rôle pratique et à une valeur politique⁶. Peut-être même pouvait-on leur assurer la protection des lois sans leur concéder le droit de cité, et leur faire remise de la servitude qu'ils avaient légalement encourue par l'effet de la capitulation, en exprimant cette décision dans un acte public, comme, dans le testament comitial, le peuple assure expressément la protection des lois à l'esclave du testateur. Le récit paradigmatique selon lequel, après la reddition d'Albe, le patriciat fut accordé à un certain nombre de familles, et le plébéiat au reste de la population, présente sans doute une vue exacte des choses, à

¹ La capitulation d'une cité de citoyens insurgée, comme par exemple celle de Capoue dans la guerre d'Hannibal, n'en est légalement pas une ; car, dans la conception romaine, une pareille cité n'est pas *in sua potestate*. Ce ne sont pas non plus les conséquences de la *deditio* qui interviennent alors ; le crime ne modifiant pas le statut personnel, ce sont les peines du droit criminel romain que l'on applique.

² Cf. tome I, la partie des actes conclus entre l'État romain et un État étranger. Il est, comme toutes ces conventions, conclu par demande et réponse ; on le rédige aussi par écrit (Val. Max. 6, 5, 1). La formule est donnée par Tite-Live, 1, 38. La *deditio* était souvent accompagnée de la constitution d'otages (Tite-Live, 22, 20, 11).

³ La théorie juridique qui fait dériver de l'État, les droits privés et religieux les plus essentiels intervient ici dans ses conséquences pratiques. Le droit de cité et la propriété foncière tout au moins étant donnés par l'État au particulier, il peut les lui retirer. Les dieux de la cité tirent également leur existence et leurs biens de l'État.

⁴ Polybe, 30, 4, 2. Sur la reddition *in fidem* qui n'est pas autre chose qu'une atténuation de la *deditio*, cf. la partie des sujets.

⁵ La mesure dans laquelle le magistrat pouvait agir seul on devait obtenir le concours du peuple n'a pas d'importance pour les conséquences juridiques de l'acte, que nous avons ici à étudier.

⁶ Tite-Live, 4, 23, 7 (cf. c. 30, 1), l'exprime relativement aux Albains. Les Cæninenses et les Antemnates sont, d'après la description de Denys, 2, 35, inscrits au nombre de 3.000 exactement. Il raconte la même chose pour l'immigration des Sabins de Tatiüs (2, 46) ; pour l'admission dans le peuple des Veiens captifs (2, 55) ; des Albains (3, 29. 31) ; des habitants de Politorium (3, 37). Ils conservent la liberté (2, 35) et reçoivent le droit de cité, c'est-à-dire, comme cela est dit expressément pour les Albains, le droit de cité plébéien tel qu'il existait alors ; ils conservent leurs biens immeubles et leur fortune mobilière (2, 35 ; 2, 55 ; 3, 29), tandis que les Romains disposent de l'*ager publicus* de la cité soumise (3, 29). Autant les cas particuliers sont peu certains, autant la procédure elle-même est sûrement rapportée conformément à la vérité historique.

condition seulement que l'on y remplace, conformément au point de vue ancien, le patriciat par la cité et le plébéiat par la liberté.

3. Nous avons vu l'institution de l'*exilium* fonctionner comme cause d'extinction du droit de cité qui a la famille pour base, lorsque un Romain émigre dans une ville alliée ; nous la retrouvons ici fonctionnant comme source de la demi-liberté romaine, lorsque le citoyen d'une ville alliée émigre à Rome l'acte prend alors le nom d'*applicatio*¹. Les trois éléments essentiels : l'exclusion de l'esclavage, l'exclusion du patriciat et l'exclusion de la dépendance d'une cité étrangère, se trouvent réunis. Cependant ce droit est resté limité aux villes latines, et probablement, parmi elles, à celles dont l'origine était la plus ancienne et la condition la meilleure.

La question de savoir si l'étranger, autorisé par les traités à se transporter à Rome, peut encore, après ce changement de domicile, invoquer les mêmes traités pour y vivre en qualité d'hôte, c'est-à-dire si l'*applicatio* est facultative, doit être résolue négativement pour l'*applicatio* comme pour l'exil car un hôte domicilié est un non-sens. L'émigrant appartient, endroit, à la cité romaine, nous le verrons de nouveau dans la partie consacrée à l'obligation de payer l'impôt. L'impôt romain ne frappe, en dehors des propriétaires fonciers qui ne sont pas Romains, que les membres de la communauté romaine, et il n'est pas possible que le Latin émigré ait été libre d'invoquer encore, à son profit, l'immunité des charges publiques accordée aux hôtes.

4. L'affranchissement contenu dans un testament, c'est-à-dire la déclaration faite, dans l'assemblée du peuple, par le propriétaire actuel, qu'un esclave donné devra devenir libre au moment de sa mort à lui propriétaire, est, comme tout le contenu du testament, transformé en loi par la ratification des comices. Mais, l'entrée dans le peuple ne pouvant résulter que de l'entrée dans une famille et celle-ci ne pouvant, dans ce cas, être prescrite pour une seule personne, même par les curies, l'intention du testateur ne tendant non plus qu'à donner à l'ex-esclave la protection des lois et la nationalité, l'affranchissement testamentaire a sans doute produit dès le principe ces résultats, et eux seulement.

5. L'affranchissement entre vifs prend des formes différentes selon qu'il se rapporte à des esclaves ou à, des personnes libres mises dans la situation d'esclaves.

a. L'affranchissement de l'esclave est en contradiction avec la logique des principes de droit romain. Le père de famille ne peut pas plus transformer ses esclaves en hommes libres qu'il ne peut, dans l'intérieur du Latium, transformer ses enfants en esclaves. Par conséquent, non seulement il n'y a pas de forme légale directement destinée à réaliser l'affranchissement par un acte de volonté privée ; mais les actes entre vifs utilisés, à cette fin par notre droit, soit emploi fictif de l'action destinée à faire mettre en liberté une personne injustement retenue comme esclave, soit l'inscription sur la liste des membres de l'État, sont rigoureusement la reconnaissance de l'impossibilité qui s'oppose en principe à l'affranchissement de l'esclave par son maître. Car, en les considérant dans la forme, ils ne donnent pas la liberté : ils protègent une liberté qu'on prétend déjà existante ; ils détruisent le droit du propriétaire par une déclaration faite devant le prêteur ou le censeur, qui est contraire à la vérité des choses, mais qui lie le propriétaire dont elle émane et ses ayants-cause. L'intervention du magistrat

¹ Cicéron, *De orat.*, 1, 39, 187. Cf. *Röm. Forsch.*, 1, 381 (résumé *Hist. rom.* 4, 412).

n'est aucunement une confirmation officielle de l'affranchissement : il ne fait là rien autre chose que ce qu'il fait ailleurs en vertu des mêmes fonctions, et il ne peut refuser un concours dont il n'a pas besoin de connaître et dont officiellement il ne connaît pas la véritable portée. Il n'y avait donc pas, à l'époque la plus ancienne, d'affranchissement entre vifs pleinement effectif : cet acte produisait seulement les effets qui résultèrent, dans le droit postérieur, de l'affranchissement sans forme¹. La légende juridique des Romains nie également l'existence d'un affranchissement efficace à l'époque royale, et elle en lie la fondation à l'établissement de la République².

b. L'affranchissement est naturellement inapplicable aux personnes libres. Bien que les enfants soient sous la propriété de leurs pères et les femmes sous celle de leurs maris, cette condition de droit privé ne les empêche pas d'avoir la liberté politique. Après que l'affranchissement eut été admis pour les esclaves, et dans la mesure où il l'était pour eux, il le fut également pour les personnes libres mises dans la situation d'esclaves, par exemple, pour le fils de famille vendu par son père. Mais, la puissance paternelle n'étant dans le système primitif que suspendue par la *causa Mancipii*, cet affranchissement, s'il détruit le pouvoir du maître, restitue en même temps le droit de propriété du père. Cependant le même procédé par lequel on est parvenu au changement de puissance paternelle, à l'adoption rendit aussi possible, probablement en même temps, certainement dès avant les Douze Tables, la libération du fils de la puissance paternelle, l'*émancipation*³. L'adoption est la combinaison de la triple vente destinée à éteindre la puissance paternelle et de la revendication feinte du père nouveau. L'émancipation est la combinaison de la même triple vente destinée à éteindre la puissance paternelle et de l'affranchissement, qui, le droit de retour établi au profit du père étant désormais écarté, produit ici les mêmes effets que pour les esclaves. Le droit de famille ; qui n'était que suspendu par la vente, est définitivement perdu pour le fils à sa sortie définitive de la puissance⁴. Il est *libertinus* et est, en effet, appelé de ce nom⁵. On considère comme l'auteur de l'affranchissement, pour lui aussi bien que pour l'esclave, celui contre lequel a été dirigée la revendication feinte qui est le dernier acte de l'émancipation⁶. —

¹ Cette notion de l'affranchissement est développée, *Röm. Forsch.* 1, 358-360 (résumé *Hist. Rom.* 4, 441. 412). L'expression *servus* a même été usitée jusqu'à une époque récente pour les affranchis, montrons-nous dans la partie consacrée à ces derniers.

² Tite-Live, 2, 5. Plutarque, *Popl.* 7. Par conséquent ; cet affranchissement n'est pas considéré comme le premier, mais comme le premier qui ait donné le droit de cité ; on se représentait les antérieurs de la même façon que les affranchissements sans forme du droit nouveau Denys, 4, 22 et Zonaras, 7, 9, font au contraire remonter l'affranchissement pleinement efficace au roi Servius, sans doute parce qu'ils se représentaient la *manumissio censu* comme née avec le cens, et ils ont par suite modifié dans ce sens la première légende (Denys, 5 ; 13).

³ *Emancipare* n'est, en soi, rien autre chose qu'un renforcement de *mancipare* ; il est fréquemment employé pour désigner l'aliénation des choses (Orelli, 4121 = *C. I. L.* VI, 2006 ; Aulu-Gelle, 45, 22, 3 ; Horace, *Epod.* 9, 12 ; Cicéron, *De senect.*, 11, 38) ; de même, quand il est appliqué aux personnes, il désigne aussi bien, selon la juste observation de Festus, *Ép.* p. 77, la sortie d'une puissance pour passer sous une autre, c'est-à-dire l'adoption (Cicéron, *De fin.* 1, 7, 24) et le passage de la *filia familias* sous la *manus* du mari (*C. I. L.* VI, 4537 a), que celle réalisée par le passage sous le *mancipium* destiné à éteindre la puissance paternelle. Ici le mot est pris dans le dernier sens qui est le sens technique chez les jurisconsultes récents.

⁴ Au sens strict, le droit de famille ne disparaît pas au moment de l'émancipation ; il disparaît dès la troisième mancipation, quoique, à la vérité l'état du fils reste, en un certain sens, en suspens tant qu'il est *in Mancipii causa*. Au reste, la même extinction du droit de famille par la *causa servilis* existe dans l'adoption ; mais elle n'y ressort pas aussi fortement que dans l'émancipation, parce que la naissance d'une nouvelle puissance paternelle, à laquelle sont liés en règle de nouveaux droits de famille, y cache le passage par la condition d'esclave.

⁵ Tite-Live, 41, 8, 40.

⁶ La préférence est bien donnée au père sur l'*extraneus manumissor* en matière de tutelle (Gaius, 4, 472 ; *Inst.*, 1, 49) et de succession prétorienne (*Inst.* 3, 9, 3) ; mais c'est toujours le *manumissor* qui reste le véritable *patronus*.

Au reste, c'est, en règle, le père émancipateur qui assume ce rôle et qui par suite change la qualité de père contre celle de *patronus*¹. — Mais naturellement le fils sorti de la famille par ce détour n'est pas mis sur le rang de l'esclave libéré. Les déchéances dont ce dernier est frappé par le droit public n'atteignent que le *libertinus* au sens étroit ; elles n'atteignent pas l'*emancipatus*.

Les jurisconsultes romains considèrent l'affranchissement comme ayant été l'origine directe de la plèbe². En particulier la définition donnée par le pontife Q. Scævola (consul en 659) de ceux qui ont héréditairement la gentilité passive, c'est-à-dire essentiellement des clients ou plébéiens, n'indique pour cette condition d'autre cause de droit que l'affranchissement³. Une des raisons qui ont pu contribuer à répandre cette idée est que l'affranchissement par émancipation ne comporte aucune tache et qu'on ne pouvait trouver, pour relier les nouveaux citoyens aux anciens, aucune expression plus honorable que l'idée de la transformation de patriciens en plébéiens. Quand le même nom de famille est porté par des familles patriciennes et des vieilles familles plébéiennes, comme cela se présente pour les *Claudii* et les *Veturii*, il se peut en réalité fort bien que les secondes aient perdu le patriciat par émancipation.

Nous avons ainsi justifié la notion de la demi liberté entendue comme une protection de la loi assurée à un membre de la communauté qui n'est pas citoyen. Il nous faut en outre montrer que cette protection légale était accordée dans la forme de la clientèle, que l'individu à demi-libre était sous la protection d'un citoyen déterminé et, par suite, en face de lui et de sa famille, dans un rapport durable et héréditaire de dépendance.

Cette dépendance se révèle d'abord dans la terminologie : les expressions *liber* et *cliens* s'y rapportent toutes deux.

Le mot *liberi* désigne primitivement, par opposition aux *servi*, les personnes qui ne sont pas en puissance dominicale, mais en puissance paternelle, peut-être les *déliés*, tandis que les premiers sont les *liés*⁴, par conséquent, pas opposition aux individus qui sont leurs maîtres, ceux qui sont bien libres au point de vue de la cité, mais qui, en droit privé, sont sous la propriété d'autrui⁵, qui sont en

¹ On sait comment cela se fait : le père peut, après la troisième vente, faire accomplir l'affranchissement par l'acheteur (*extraneus manumissor*) ; mais ordinairement il se fait revendre le fils par cet acheteur, et ensuite il fait lui-même la *manumissio* (*parens manumissor*).

² Denys, 2, 8. Cela se rattache à l'équivalence ou plutôt au rapprochement de *patricius* et d'*ingenuus* dans Cincius ; et, dans la combinaison donnée pour base aux institutions primitives, il n'y avait assurément guère place, à côté du patriciat, que pour une servitude plus ou moins mitigée ; la sortie de la plèbe de la servitude est par suite probablement une doctrine traditionnelle et non pas seulement l'avis d'un jurisconsulte isolé. Mais, en dehors de ces données schématiques très anciennes, les jurisconsultes romains ne considèrent jamais comme des idées synonymes celles de patricien et d'ingénu, ni encore moins celles de plébéien et d'affranchi.

³ Scævola, dans Cicéron, *Top.* 6, 29, définit les gentils en droit de succéder, en exigeant, outre l'identité de nom, trois autres conditions : *Qui ab ingenuis oriundi sunt, quorum majorum nemo servitutem servivit, qui capite non sunt deminuti*. La première des trois conditions exclut Me personnes qui ont un esclave affranchi pour père ou une esclave affranchie pour mère, (cf., tome VII, la partie des Affranchis) ; la seconde ceux qui ont parmi leurs ascendants plus reculés un ex-esclave ; la troisième les anciens gentils exclus de la *gens* par le passage sous la puissance maritale, par l'adrogation ou par l'émancipation. Cependant les femmes qui se marient et les enfants adrogés ne sont *capite deminuti* que relativement à leur gens d'origine et non relativement à celle où ils entrent.

⁴ *Servus* doit certainement être réuni à *serere* ; l'étymologie de *liber* (formes anciennes : *loeb* — *lub* — *leib*, osque : *lovf* —) est contestée ; mais le mot peut difficilement être séparé de *lûo*.

⁵ La justification de l'idée qui considère la puissance paternelle et maritale comme une propriété contient en elle la limitation légale de cette propriété. Dans le domaine du droit civil, la main est toujours la même, qu'elle saisisse un citoyen, un esclave ou une autre chose ; il n'y a plus de possibilité d'arriver à une construction juridique si l'on cherche des principes différents pour la puissance paternelle en maritale et pour la propriété, si l'on sépare en principe les *sui* du droit des personnes et les *sua* du droit des choses. Mais le statut personnel du droit public est indépendant dit droit de propriété privée ; et, en tant que le droit public donne la *potestas* ou à la

servitude par rapport à leurs pères¹. Ensuite l'expression fut étendue aux personnes en état de demi-liberté, comme le prouve la formule infiniment ancienne : *liber esto* de l'affranchissement testamentaire. L'idée qui est prise pour base est que l'individu à demi libre est dans la dépendance du citoyen auquel il est rattaché comme le fils dans celle du père, en même temps qu'ils ont tous deux droit à la protection de la loi. L'esclave libéré doit être tenu en dépendance comme un fils et non pas comme un esclave ; et son ancien maître doit lui servir de père. C'est pourquoi il est appelé *patronus*, d'un mot qui est avec *pater* dans le même rapport que *matrona* avec *mater*. La *matrona* est la femme qui est susceptible d'être mère. Le *patronus* est l'individu qui est susceptible d'être comme un père, à côté et au-dessus de ses protégés. Il est possible que les clients aient été, tant que la protection à laquelle ils avaient droit ne fut pas considérée comme un droit de cité, opposés, en qualité de *liberi*, aux *quirites* ou *cives*. Mais, lorsque cette protection de la loi fut elle-même considérée comme un droit de cité, leur *libertas* se confondit avec la *civitas*. En s'étendant, l'idée de *libertas* se dépouilla de son élément restrictif tiré de la dépendance paternelle ou patronale ; il ne resta que son opposition d'ordre relatif avec la *servitus* ; et par suite, dans le langage que nous connaissons, les personnes complètement libres, même au point de vue domestique, sont comptés parmi les *liberi* ; la *libertas* et la *civitas* se confondent comme principe².

L'état de dépendance des individus à demi libres ressort plus fortement dans le nom : *cliens*, c'est-à-dire celui qui écoute, de *cluere*, écouter³, et celui qui écoute non pas tout le peuple, mais un citoyen isolé. C'est l'expression qui en est arrivée à être employée quand on veut faire une opposition avec l'individu qui a la liberté complète, à être le nom technique du Romain qui n'est ni esclave, ni complètement libre, mais à moitié libre.

La désignation de l'ensemble des individus à moitié libres comme la *multitudo*, *plebes*⁴, d'où l'on a ensuite tiré *plebeius*, appartient à une phase postérieure du développement où l'idée de soumission à une personne déterminée perdait du terrain et où celle qui prenait le premier plan était l'idée de défaut du droit de cité, de distinction entre les citoyens et la masse des non citoyens.

Dans les conceptions juridiques des Romains, la clientèle rentre rationnellement et nécessairement dans la demi-liberté, ou plutôt c'est elle qui constitue la demi-liberté. La *clientela* est unanimement étendue par la tradition à tous les non patriciens libres et domiciliés, à tous les futurs plébéiens⁵. — La même conclusion résulte du lien de dépendance personnelle produit par chacune des

manus et les esclaves une ligne de démarcation profonde ; les personnes placées dans la condition d'esclaves (*in causa mancipii*), qui sont pour le moment en servitude, mais qui sont libres sous condition, occupent entre les deux catégories une place intermédiaire.

¹ La condition du fils de famille est considérée à Rome comme une servitude relative, ainsi que la montrent non seulement les choses, par exemple le droit de vente du père, etc., mais aussi les mots : les Douze Tables expriment l'extinction de la puissance paternelle par les mots : *Filius a patre liber esto* ; c'est donc que le fils de famille est a *patre servus*. C'est une des gaîtés de la formation du langage que *libertas* ait, à l'origine, beaucoup plus désigné la servitude que la liberté.

² Cicéron, *Pro Cæcina*, 33, 96 (de même, *De domo*, 29, 77).

³ On peut rapprocher *ob-ædiens* et *dicto audiens*.

⁴ Il est incontestablement établi que la racine première de *plebes* est la même qui se retrouve dans *plenus* et *πλήθος* ; sur la suite de la formation cf. Corssen, *Ausspr.* 1, 565 ; Curtius, *Griech. Etym.* p. 277.

⁵ Cicéron, *De re p.*, 2, 9, 16 ; Plutarque, *Rom.* 16 ; Festus, p. 283 ; Denys, 2, 9. Ampelius, 49. Tite-Live, bien qu'il distingue ordinairement, et avec raison les plébéiens des clients, reconnaît lui-même que la plèbe se compose proprement de clients : ainsi la tribu Claudia est formée des clients d'Appius et Manlius crie à la plèbe (6, 20, 6) : *Quot clientes circa singulos fuistis patronos, tot nunc adversus unum hostem eritis*. Cf. Røem. Forsch., 1, 356 = *Hist. rom.* 4, 410.

différentes sources de la clientèle et du rapport dans lequel la clientèle se trouve ainsi mise avec la gens.

Nous avons peu de renseignements sur la naissance hors mariage. Lorsque qu'un enfant naissait dans ces conditions, il tombait sous la protection du ou des patriciens qui avaient la mère en puissance ou en tutelle, par conséquent sous la protection des gentils. La preuve en est le nom de famille de la mère attribué par la loi aux enfants nés hors mariage.

En matière d'affranchissement, le droit de patronat du propriétaire antérieur et de ses héritiers, c'est-à-dire, à l'époque la plus ancienne, de ses agnats et de ses gentils, a subsisté de tout temps.

Pour l'*applicatio*, il est attesté expressément que le Latin immigrant doit *s'appliquer* à un citoyen choisi par lui qui sera son héritier, s'il meurt sans enfants. On peut joindre à cela le fait que, du temps de la République, le nouveau citoyen prenait le nom de famille du citoyen Romain qui avait principalement contribué à lui faire obtenir la cité¹ traduit de la langue de l'époque moderne dans celle de l'époque ancienne cela veut dire que le nouveau citoyen avait le droit de choisir son patron, et par conséquent la gens à laquelle il s'attachait.

Le droit de patronat trouvait aussi sa place au cas de *deditio*. Cela résulte de ce que, si cette *deditio* aboutit à la reconstitution comme cité alliée de la cité qui s'était rendue, le général qui a reçu la *deditio* et ses, héritiers ont sur la cité le patronat de droit des gens². Par analogie, lorsque la *deditio* conduit à un état de liberté garanti par la loi, les individus qui y sont compris, doivent également passer sous le patronat d'un patricien, qu'ils aient pour patron le magistrat entre les mains duquel ils se sont rendus, ou que, comme il n'est pas invraisemblable pour l'époque ancienne, la *distribution* des clients entre les patriciens, admise par la légende, doive être considérée comme une attribution des clients vaincus aux différentes *gentes*.

Toutes les causes légales de clientèle sont donc organisées de telle sorte que chacune conduit avec nécessité à mettre chaque client en face d'un patricien

¹ L'Africain Muttones, comme l'appelle Polybe, ou Omottenes, comme l'appelle le tableau de proxénie de Delphes (Dittenberger, *Syll.* 198, 88), prend, après que le droit de cité lui a été accordé, en 544, par un plébiscite à l'instigation du consul M. Valerius Laevinus, en qualité de citoyen romain, le prénom et le *gentilicium* du consul (Dittenberger, *Hermes*, 15, 158). Cicéron, *Verr.* 4, 17, 37. 13, 35 et 36. Le Gaditan Balbus qui reçut de Pompée le droit de cité, en vertu des pouvoirs donnés à Pompée par la *lex Gellia Cornelia* (Cicéron, *Pro Balbo*, 8, 19. 14, 32), prit le nom des Cornélii. Dans le système de la République, c'est, en règle, le peuple lui-même qui accorde le droit de cité, et, par conséquent, il n'est, au sens du droit, donné par personne individuellement ; on peut choisir le nom de celui qui a été le promoteur de la loi comme paraît avoir fait Balbus (Drumann, 2, 595) ; mais le gratifié était également libre de prendre le nom du Romain qui l'avait, en fait, aidé à obtenir la cité ou de celui avec lequel il était dans les rapports personnels les plus intimes. Au cas de concession médiate, le gratifié peut aussi, comme montrent les cas cités plus haut, procéder de la même manière et il n'est pas obligé de prendre le nom du magistrat qui lui a conféré le droit de cité quant à la forme. Ce ne fut que sous le principat que l'on vit un manque de loyalisme à ce que l'individu gratifié du droit de cité prit un autre *gentilicium* que celui de l'empereur. La défense de l'empereur Claude d'intenter de ce chef (nous connaissons, dans le fait, un *P. Cornelius Q[uirina] Macer a divo Claudio civitate viritim donatus*, C. I. L. II, 159), des poursuites de lèse majesté (Dion, 60, 17), explique comment cette attribution de nom devint constante à l'époque postérieure. Mais il n'y a jamais dû avoir dans ce sens d'obligation légale ; on n'a pas assez tenu compte de cette idée dans l'étude des *gentilia* anormaux d'affranchis impériaux qui se rencontrent encore postérieurement (cf. par exemple, *Eph. epigr.* V, p. 109).

² Cicéron, *De off.* 4, 11, 35. On trouve ce principe appliqué à C. Fabius, consul en 476, pour tout le Samnium et fréquemment par la suite. On a lié à ce patronat, qui, en lui-même, ne repose pas plus sur un contrat que toute autre variété de ce droit, l'*hospitium* conventionnel. Tandis que, dans le statut municipal césarien de Genetiva, le patronat et l'*hospitium* sont encore distingués en droit, tout *hospitium* est abusivement qualifié du nom de patronat sous le principat. Cf. *Rœm. Forsch.* 1, 358. 371 = *Hist. Rom.* 4, 411. 416 ; *Eph. ep.* 2, p. 146 ; *Handb.* 4, 187.

déterminé dans un rapport héréditaire part et d'autre. Par suite, dans l'ancien État patricien, tout individu libre appartenant à la cité, a pour patrons un ou plusieurs patriciens égaux en droit.

De là résulte la relation existant entre la clientèle et la *gens*. De même que le patricien est toujours et nécessairement *gentilis*, le client est, selon les institutions primitives, qui furent d'ailleurs plus tard défigurées par l'introduction de la pseudo-gentilité plébéienne, toujours et nécessairement en dehors du groupe des gentils¹. Mais il appartient à la gens elle-même aussi bien que le patricien ; car, dépendant du patron, il dépend aussi forcément de sa gens ; ce qui fait que les plébéiens ont forcément appartenu, dès le principe, aux curies. Comme le patricien, le client ne peut avoir d'autre patrie que Rome². Comme le droit de cité patricienne, le titre auquel le client appartient à l'État est durable et héréditaire. Comme les peuples de Rome et de Préneste, les deux cercles des Romains qui sont membres des gentes et de ceux qui en dépendent sont des cercles qui existent l'un en face de l'autre et qui s'excluent.

Avant de décrire l'ensemble de droits et de devoirs qui constituent la clientèle, il nous faut exposer la transformation de la clientèle en plébéiat. Les deux ont, comme il a déjà été dit, la même base et ne se distinguent que par une question de plus ou de moins de droits politiques, par une question de plus ou de moins dans la dépendance envers le patron. Il est d'autant moins permis de les séparer que l'on ne peut le plus souvent arriver, à retrouver leurs formes anciennes qu'en raisonnant du présent au, passé.

La condition des non patriciens est une capacité de droit qui est sortie de l'absence de droit. C'est une liberté reconnue par l'État, protégée par ses tribunaux, en règle avec le concours du patron, mais, au cas le plus extrême, même contre lui, un état légal, qui a dû être fixé à chaque époque, mais qui, à première vue, nous apparaît comme ondoyant, et que, quand bien même nous le connaîtrions plus exactement, nous ne pourrions définir que comme vacillant entre les deux points extrêmes, l'élément servile, la clientèle y perdant constamment du terrain et l'élément libre, le plébéiat en gagnant toujours jusqu'à ce que l'évolution se termine par la transformation de la demi liberté en liberté complète. De même que la cité a eu pour point de départ la distinction des hommes libres et des esclaves et que cette distinction a été obscurcie par l'intervention du terme intermédiaire de la demi-liberté, le plébéiat ramène, dans une certaine mesure, à la constitution la plus ancienne : tout homme libre sous la protection de la loi, est de nouveau, pourvu qu'il ne soit pas étranger, tenu pour citoyen³.

On ne peut fixer le moment où cette transformation s'est achevée, parce que la plèbe a acquis le droit de cité par fractions. L'acquisition du droit de famille et du droit du patrimoine, celle du droit de porter les armes, celles de la pleine capacité d'ester en justice, du droit de vote, du *conubium*, celle du droit aux

¹ D'après Cicéron (*Verr.*, 1, 45, 115), où le patricien hérite gente, le plébéien le fait scirpe. Dans Tite-Live, 10, 8, 9, un plébéien dit : *Semper ista audita sunt eadem, penes vos auspicia esse, vos solos gentem habere*. Mais les témoignages isolés sont moins clairs encore que celui qui résulte de tout l'ensemble du droit.

² La tradition qui nous a été transmise ne sait absolument rien d'une différence de nationalité entre le peuple formé par les gentes et les éléments existants en dehors de lui ; toutes les relations de droit desquelles vient la plèbe sont rapportées par les anciens au Latium. Non seulement les Albains et les autres peuples soumis sont aussi Latins que les Romains qui les soumettent ; mais les affranchis eux-mêmes sont seulement inscrits comme citoyens Romains par Servius Tullius (Denys, 4, 22) : ils sont donc regardés comme des Latins faits prisonniers à la guerre.

³ À la vérité, les *dediticii*, que nous aurons à étudier plus loin et qui sont libres bien que n'étant ni citoyens ni étrangers, se trouvent avec ce principe dans une contradiction qui ne peut être écartée.

magistratures et aux sacerdoce ont été les phases de cette évolution, et elles n'ont pas elles-mêmes eu lieu pour la plupart en vertu d'un acte isolé d'une année déterminée. Elles ont, ainsi que le montre clairement la dernière phase - qui nous est exactement connue, été enfin réalisées après des luttes qui ont duré des siècles. Pour certains points, elles ne l'ont jamais été. Pour d'autres, le but a même été dépassé, en ce sens que le patricien de l'époque moderne paraît, dans la forme, mis encore plus au-dessous qu'au-dessus du droit commun. Il n'est exact ni en droit, ni en raison, de lier l'avènement de l'égalité de droit à l'un de ces termes de l'évolution, bien que l'exposition historique, obligée de ne pas oublier la forêt pour les arbres, parle à bon droit de l'établissement de l'égalité entre les patriciens et les plébéiens et de la fin de la lutte des classes. La transformation de la liberté protégée par la loi en droit de cité inférieur se place assurément, ainsi qu'il est démontré dans la partie de l'État patricio-plébéien, au moment où l'ancienne assemblée patricienne des citoyens cesse d'être l'organe absolu de la volonté du peuple et où l'ensemble de la population patricio-plébéienne en droit de porter les armes, qui est militairement disposée en centuries, acquiert le pouvoir d'exprimer, à la majorité, cette volonté du peuple.

A partir de là, le mot *populus* n'exprime plus seulement l'idée des *gentiles* exerçant le pouvoir, mais celle des patriciens privilégiés et des plébéiens, appelés à partager les droits politiques, l'exerçant ensemble. Nous voyons constamment, en terminologie, les mots rester et leur sens changer : la distinction des anciens et des nouveaux citoyens est, autant que possible, ignorée ou tout au moins dissimulée. Pour le sénat, elle a, au sens strict, subsisté dans les *patres (et) conscripti* ; mais, quant à la compréhension courante, on l'a mise de côté par la suppression soigneuse de la conjonction : dans le langage ordinaire, cette formule ne désigne pas deux classes de personnes, mais le corps tout entier comme un seul tout. Le nom de *quiris* peut avoir été réservé aux anciens citoyens mais, précisément pour cela, il est disparu de la langue encore vivante. En général, tous les termes politiques et ceux du droit privé touchant à la politique ont passé de l'ancienne constitution dans la nouvelle : *comitia*, *magistratus*, *curia*, *tribus*, *caput*, *adrogatio* et même *gens* ont été étendus, dans le langage aussi bien que dans le fond, aux non patriciens, et par suite les institutions de l'ancienne cité, par exemple la réunion des patriciens, sont, dans la nouvelle constitution, dépourvues non seulement de sphère d'application, mais encore de nom.

La conception de nos vieux maîtres romains, — auxquels le plus grand péché de la critique moderne est de ne pas se rattacher immédiatement, dans lesquels-il-vaudrait mieux chercher le vrai ou ce qui s'en approche au lieu d'errer en se fiant à sa propre inspiration, la conception de nos vieux maîtres romains ne concorde pas complètement avec celle que nous venons d'exposer. Ils partent sans doute de l'idée en dehors de laquelle il n'y a pas de conception de l'histoire romaine de possible, de l'idée selon laquelle l'État se composait au début d'un certain nombre de gentes et chacune de ces gentes de chefs, qui étaient les patriciens, et de serviteurs, qui étaient les clients ou plébéiens. Mais ils ne regardent pas ces deux catégories de personnages comme étant les uns des citoyens et les autres des non citoyens. Ils les regardent comme des citoyens inégaux en droits. Ils admettent que le droit de vote et le droit de porter les armes auraient appartenu même aux citoyens de la seconde catégorie à partir du temps de Romulus¹ et que la lutte des citoyens opprimés contre les citoyens privilégiés,

¹ Cf. la partie des Institutions de l'état patricien.

dans laquelle ils voient avec raison le fond du développement de l'État, aurait eu pour objet : d'abord une organisation du service militaire et du vote conforme aux intérêts de la plèbe, dont la constitution de Servius est l'expression légendaire, puis, la communauté de *conubium* et le droit aux magistratures et aux sacerdoces de l'État. Les sources ne disent pas non plus que les clients aient jamais été esclaves ni que les patriciens aient été les seuls hommes libres à l'origine. Elles ne disent pas davantage que, lorsqu'une protection quelconque fut accordée aux clients par l'État, la mesure des droits qui leur furent d'abord concédés doit avoir été si faible qu'il est impossible d'appeler cela un droit de cité. Mais, dans des questions pareilles, il ne peut y avoir de témoignages, et nos prédécesseurs de Rome étaient réduits comme nous à des déductions. Il nous est donc permis, à nous qui avons à notre disposition un horizon plus large avec des connaissances infiniment plus faibles, de nous écarter ici d'eux¹, quoique leurs conceptions fondamentales puissent, à notre point de vue, être approfondies peut-être mais non pas être changées.

Si l'on se demande, non plus au point de vue formel du droit public, mais au point de vue historique, c'est-à-dire au point de vue matériel, quand et comment s'est accompli l'affranchissement des clients dans la cité romaine, il s'agit là essentiellement de la rupture du lien de dépendance personnelle existant entre un client déterminé et son maître. Or non seulement cette rupture n'a jamais été prononcée légalement, mais le principe que nous aurons à étudier à propos de la nobilitas, selon lequel l'occupation d'une magistrature curule fait sortir le plébéen de la clientèle, a encore été pratiquement invoqué dans un procès au milieu du VII^e siècle² ; le plébéen qui n'appartenait pas à la nobilitas était par conséquent, encore à cette époque, légalement soumis à la clientèle. Mais les formules du droit étaient là en retard de plusieurs siècles sur la réalité des faits. A la vérité, l'inégalité intime impliquée par la nature de la clientèle est d'une importance essentielle pour le maintien de fait du patronat. La clientèle, condition intermédiaire entre la servitude et la liberté, confinait aussi étroitement d'un côté à la première que de l'autre à la seconde, et, bien que le premier domaine se soit constamment rétréci et le second aussi constamment élargi, l'inégalité n'en subsistait pas moins. Mais le caractère héréditaire du rapport suffit à impliquer la possibilité d'en sortir : si la dépendance de l'affranchi en face de celui qui l'avait affranchi correspondait aux circonstances de fait normales, son domaine se rétrécissait nécessairement avec chaque nouveau degré ajouté d'un côté ou de l'autre par l'hérédité. Dans les grandes maisons patriciennes, la masse des gens soumis à la protection devait atteindre un chiffre qui suffisait à lui seul à supprimer les relations individuelles³. Il a déjà été remarqué que, pour les clients produits par la *deditio*, qui l'emportaient probablement déjà par le nombre, la clientèle fut, peut-être dès le principe en grande partie, seulement nominale, surtout à raison de la fortune qu'ils conservaient et du souvenir qu'ils

¹ Soltau (*Altræm. Volksvers.*, notamment p. 83) s'approprie l'opinion des anciens, selon laquelle les patriciens et les plébéens auraient, de toute antiquité, existé les uns à côté des autres comme citoyens libres et voté dans les curies ; il n'a, en le faisant, suffisamment pesé ni l'origine de la plèbe, ni la valeur des prétendus témoignages relatifs aux temps préhistoriques.

² Dans un procès d'*ambitus* intenté contre Marius qui n'appartenait pas à la nobilitas, C. Herennius se refusa à déposer contre lui parce que la maison des Herennii avait celle des Marli dans sa clientèle ; à quoi Marius répliqua que ce lien avait été rompu par l'édilité qu'il avait revêtue. Plutarque, *Mar.* 5, dit que cela n'est pas exact. C'est sur ce principe que repose en droit la *nobilitas*.

³ La manière dont les anciens se figuraient la situation est attestée par les histoires des 5.000 clients propres à porter les armes d'Ap. Claudius (Denys, 5, 40) et des Fabii (Festus, p. 344, v. *Scelerata*.)

gardaient de la condition qu'ils avaient occupée dans leur ancienne patrie¹. Et ce fut toujours plus vrai avec le temps. Les éléments patriciens incorporés dans la plèbe par émancipation perdaient leurs droits de succession fondés sur la gentilité mais le lien de clientèle ainsi créé par rapport au père naturel ne peut avoir différé que dans la forme du lien ordinaire existant entre le père et l'enfant. Nous ne savons dans quelle condition pouvaient être les clients des gentes qui furent expulsées, comme celle des Tarquin, ou qui s'éteignirent, ainsi que c'est établi pour plusieurs autres ; mais il n'est jamais question d'un remplacement du patronat, et les clients doivent être restés dans la condition de serviteurs sans maître. Enfin les transformations politiques exercèrent ici leur influence. L'admission des plébéiens au service militaire a probablement été moins sollicitée par eux que commandée par la nécessité des circonstances ; mais le plébéien qui se trouvait dans les rangs à côté du patricien et qui se procurait comme lui son équipement à ses frais, quand bien même il s'appelait encore son client, ne pouvait plus l'être en réalité. Le développement de la conscience politique et l'effort vers l'égalité de droit, qui en est la conséquence fatale, devaient, une fois suscités par l'égalité militaire, se rendre rapidement et énergiquement marres du terrain. Par suite, la multitude soumise en droit aux patriciens se divisait en individus dépendant en fait d'un maître et en individus indépendants de fait, en plébéiens qui étaient encore clients et en plébéiens qui ne l'étaient plus, ou, comme les annalistes l'expriment, exactement en se plaçant au point de vue du fond, en clients et en plébéiens².

Quoique la distinction des clients et des plébéiens résulte Séparation principalement de la mesure de fait dans laquelle ils jouissent du plébéien est de leur indépendance politique et économique et qu'elle échappe donc par la aux déterminations juridiques, les institutions politiques ont cependant établi des délimitations légales entre les plébéiens qui sont libres et ceux qui ne le sont pas. On peut faire rentrer dans cet ordre d'idées, bien qu'il lui soit donné une base théorique différente, le fait que la plèbe, en se réunissant par tribus rurales au lieu de s'assembler par curies, a de très bonne heure exclu de ses réunions les citoyens qui n'avaient pas de biens fonds. Nous devons ici étudier deux, institutions qui tendent au même but : l'ingénuité plébéienne et la gentilité plébéienne.

L'ingénuité, c'est-à-dire la naissance d'ascendants libres n'existe pas comme notion juridique distincte pour la cité patricienne ; car cette cité exclut quiconque descend d'un affranchi, que cet affranchi soit sorti par l'affranchissement de l'esclavage ou de la *causa mancipii*. Mais, lorsque le cercle des plébéiens comprit à la fois les affranchis qui n'avaient jamais été esclaves et qui étaient seulement sortis par un acte juridique formel de leur maison patricienne d'origine et les anciens esclaves et leur postérité, lorsque aussi la tache inhérente à l'esclavage s'effaça naturellement dans la dernière catégorie avec le nombre des

¹ Il ne faut pas omettre de remarquer que la *deditio* ne produit pas, en elle-même, une condition personnelle durable, mais est seulement la base juridique de l'établissement d'une telle condition. La clientèle effective résulte du partage des *dediti* entre les citoyens. S'il n'y a pas de partage et s'il n'est pas pris d'autre mesure relativement à ces *dediti*, leur clientèle par rapport à la maison du général auquel ils se sont rendus n'est qu'un pis aller juridique, destiné à maintenir la règle de l'universalité de la clientèle pour ceux qui appartiennent à la cité sans être patriciens.

² C'est ainsi que parlent Tite-Live (2, 35, 3 ; de même c. 56, 3. C. 64, E. 3, 14, 4. c. 16, 5) et très souvent Denys (6, 47. 63. 7, 18. 39. 9, 41. 10, 15. 27. 40. 43), mais du reste constamment dans un style figuré, car ce langage ne pourrait se défendre dans la rigueur du droit. Lorsque Denys, 6, 63, oppose aux plébéiens retirés sur le mont sacré, comme alliés des patriciens, *τοὺς πελάτας ἀπαντας καὶ τοῦ δημοτικοῦ τὸ περιόν*, il peut vouloir dire que outre les clients dépendants, une partie des plébéiens indépendants désapprouvait la sécession ; au reste, il importe peu que l'auteur grec ait ou non compris exactement les choses.

générations, il se fit une séparation entre les plébéiens de naissance honorable, les *ingenui*, et ceux dont l'origine avait une tache, les *libertini*¹. La ligne de démarcation n'a pas toujours été la même. D'après une tradition digne de foi, la dernière désignation se serait d'abord appliquée non pas seulement aux anciens esclaves, mais aussi à leurs descendants au premier degré² ; et cette version est confirmée par le fait que les descendants dont il s'agit restèrent, jusqu'à une époque récente, exclus de la magistrature³ et, par conséquent, du sénat et même de l'ordre équestre⁴. Il est probable que sinon la même désignation, au moins la même déchéance s'étendait aux enfants nés hors mariage et à leurs descendants au premier degré⁵. L'expression corrélatrice *ingenuus* doit donc avoir désigné, à l'origine, le citoyen né d'un père né libre et d'une mère libre⁶. Le droit de cité du père n'est pas requis, voit-on en matière d'éligibilité : le nouveau citoyen, s'il était de bonne naissance dans son ancienne patrie, reste tel dans la patrie romaine.

Plus tard, le cercle des *ingenui* a été tracé d'une manière plus large. Nous montrerons, dans la partie des Affranchis, qu'à la suite du plébiscite Téréntien de 565, les enfants d'affranchis furent mis, pour le droit de vote, sur le même rang que les ingénus ; par conséquent, ils furent désormais comptés parmi les *ingenui*. La même chose eut lieu, pour les individus nés hors mariage et leurs enfants, par une entorse à la loi : on a, en profitant de l'ancien prénom *Spurius*, transformé le *Surius filius* en un *Spurii filius*, et on lui a procuré par là le père qui lui manquait. C'est ainsi que s'est constituée l'idée d'*ingenuus*, au sens large récent, dans lequel tout citoyen romain né d'une mère libre est *ingenuus*⁷ et est opposé au *libertinus* de notre langage ordinaire, à l'esclave affranchi⁸.

Les conséquences tirées de l'idée d'ingénuité sont indiquées soit dans la partie de l'Éligibilité, soit dans celle des Affranchis ; sa principale importance politique tient à ce que l'ingénuité est une condition requise pour l'occupation des magistratures et pour le service militaire régulier. Mais, sous le dernier rapport, elle ne commence, montrerons-nous en son temps, à jouer un rôle que vers le milieu du

¹ En droit privé, l'expression s'emploie aussi pour l'individu né libre qui a été émancipé. En droit public, on ne considère comme affranchi que celui qui *servitutem servivit*, et c'est dans ce sens que le mot est employé ici.

² Suétone, *Claude*, 24.

³ V. tome II, la partie des causes d'inéligibilité absolue.

⁴ Plinie, *H. n.*, 33, 2 ; 32. Cf. la partie des Chevaliers.

⁵ Les enfants nés hors mariage, parmi lesquels il faut compter tous ceux qui ont été conçus dans un mariage nul pour disproportion de rang ou pour toute autre cause, n'ont été que plus tard compris parmi les *ingenui* ; en peut le voir clairement dans le système des noms. Puisque ils étaient considérés ainsi que l'on sait, comme n'ayant pas de père légal, *sine patre filii* (Gaius, 1, 64 ; Plutarque, *Q. R.* 163), et que les individus nés libres et les affranchis étaient séparés dans la liste des citoyens, ils étaient bien mis dans la première catégorie, mais avec la mention, toujours abrégée dans cette liste : *Sp(uruus) f(ilius)* ; il reviendrait au même qu'ils fussent, comme prétend Plutarque, loc. cit., mentionnés par la note : *S(ine) p(atre) f(ilius)* ; mais il n'y a probablement là qu'une conjecture défectueuse des jurisconsultes récents. Quoi qu'il en soit, cette mention les excluait du nombre des ingénus, tant que l'ingénuité réclama l'existence d'un père. Mais on la leur étendit en conservant l'ancienne abréviation et en la lisant *Sp(urii) f(ilius)*. *Spurius* n'a guère été employé comme prénom réel, en dehors de quelques vieilles familles patriciennes. La mention *Sp. f.*, que l'on rencontre fréquemment, même à l'époque récente, doit être là, comme je viens de dire, ainsi que l'attestent les anciens (Festus, p. 474, v. *Nothum*), et que le confirment quelques inscriptions qui l'écrivent en toutes lettres (C. I. L. V, 3884. 6148. IX, 2696. X, 3834. 5947). Mais, sans nul doute, elle désigne en règle, non pas le fils d'un père nommé *Spurius*, mais un fils procréé hors mariage (C. I. L. V, p. 1213. X, p. 4487).

⁶ Voir une discussion plus détaillée dans la partie des Affranchis. Il est aussi démontré là que les petits-fils d'affranchis ont toujours été classés parmi les *ingenui*.

⁷ Pour la terminologie juridique, il n'y a pas besoin de preuves. Ainsi Horace, quoique *libertino patre natus*, est *ingenuus* (*Sat.* 1, 6, 7), et Plaute, *Mil.* 784 = 3, 1, 189. 961 = 4, 1, 15 emploie déjà *ingenuus* et *libertinus* ou *e servo liber factus* comme deux termes opposés. D'ailleurs, l'emploi métaphorique du mot suffit pour impliquer l'existence antérieure de la délimitation plus étroite du sens attesté par Suétone.

⁸ Nous montrerons dans la partie des Affranchis, qu'en dehors du passage cité de Suétone (*Claude*, 24), *libertinus* ne désigne jamais le fils de l'affranchi.

Ve siècle, et par suite elle ne s'y présente que sous sa forme moderne. L'institution a pour origine l'éligibilité aux magistratures plébéiennes, pour laquelle elle fonctionne avec son ancienne délimitation et devient en réalité indispensable. Pour les élections patriciennes, la bonne naissance de l'élu était une conséquence du jeu même de la constitution ; les plébéiens ont sans doute pourvu de bonne heure à ce qu'elle ne fit pas non plus défaut aux chefs de la plèbe, et ils ont juridiquement exclu de la candidature au tribunat et à l'édilité ceux qui apparaissaient comme gardant la marque de la servitude. Il en fut de même à plus forte raison quand les plébéiens devinrent éligibles aux magistratures de l'État : leur intérêt, plus encore que celui de la noblesse d'origine, exigea la création chez eux d'un droit de naissance.

Il y a une parenté entre le développement de l'ingénuité plébéienne et le développement, seulement partiel il est vrai, qui se fit d'une gentilité plébéienne. Il a été établi que les droits de gentilité appartiennent aux patriciens et qu'au sens strict ils n'appartiennent qu'à eux, même à l'époque récente : la gentilité, n'est générale qu'en ce sens que les plébéiens appartiennent passivement, en qualité de clients, aux gentes patriciennes. C'est¹ dans les maisons patriciennes que, de tout temps, le système de la gentilité a continué de fonctionner principalement. Mais il y a aussi une gentilité plébéienne, en ce sens que les plébéiens se sont appuyés sur une parenté, qui est appelée fréquemment gens et, en langage technique, *stirps*, pour réclamer des droits de succession² et de tutelle³ et aussi probablement pour constituer, en matière religieuse, des *sacra gentilicia* sous l'autorité des pontifes ; car ces *sacra* ne restèrent aucunement restreints aux familles patriciennes. Tous les éléments nécessaires existaient. Du droit de succession aux biens du client, établi par préférence à son maître au profit de son fils⁴, la succession des agnats se développa forcément, pour les degrés suivants, dans le sein de la plèbe. Puis, quand une maison plébéienne se fut consolidée pratiquement, il y eut possibilité d'organiser juridiquement le lien de fait de parenté en lien de droit, soit pour les *sacra*, soit pour les droits de succession et de tutelle. Cela a dû se faire sur le désir des intéressés et sous l'autorité des pontifes. Peut-être exigeait-on, pour la reconnaissance d'une gens plébéienne, une décision des curies patricio-plébéiennes, qui n'étaient pas compétentes pour concéder la gentilité patricienne, mais qui peuvent assez facilement l'avoir été pour conférer la plébéienne. On aura sans doute alors tenu compte de la restriction des droits de gentilité patricienne existants qui résulte de la constitution d'une gens plébéienne. Mais la possibilité d'un conflit entre le droit de succession des pseudo-gentils et l'ancien droit de succession des gentils patriciens subsistait. Un procès de ce genre concernant la maison des Claudii, a

¹ La prononciation de l'infamie pour certains noms ne nous est rapportée que relativement à des gentes patriciennes. La disette de témoignages sur les usages gentilices des maisons plébéiennes parmi lesquelles les plus distingués n'étaient pas au dessous des patriciennes (*Popillii*, Cicéron, *De leg.* 2, 22, 5, — *Sarrani Atiliens*, Plin, 19, 1. 8 et ailleurs encore çà et là), rapprochée de l'abondance des mêmes témoignages sur ceux des maisons patriciennes beaucoup moins nombreuses doit s'expliquer par le faible développement de la gentilité dans le milieu plébéien. Le *gentile stemma* des Cassii est cité dans Suétone, *Nero*, 37.

² Les témoignages sur les prétentions successorales soulevées par les *Claudii Marcelli* et les *Minucii* (plébéiens), sont relatés au chapitre précédent.

³ La définition juridique des gentils en droit de succéder ne s'applique exactement qu'aux maisons patriciennes et aux maisons plébéiennes qui tirent leur origine d'une émancipation. La clause : *Quorum majorum nemo servitute servivit* exclut du moins absolument la postérité des affranchis. Cependant il n'est pas inconcevable que ces derniers eux-mêmes puissent prétendre à un droit de succession fondé sur la gentilité sinon comme *gentiles*, au moins comme *gentilium numero*.

⁴ La manière dont se pesaient en détail les droits réciproques du maître et des parents du client rentre dans le droit des successions. Selon les Douze Tables, le maître ne recueille rien, si l'affranchi laisse des enfants ou même s'il fait un testament, ce qui se sera lié avec le caractère législatif du testament. Ce dernier point fut modifié par le préteur, qui donna au patron la *bonorum possessio contra fabulas* (Gaius, 3, 49).

été tranché par les centumvirs au dernier siècle de la République, sans qu'il nous soit dit dans quel sens. En somme, il a existé dans la plèbe un certain nombre de gentes légalement reconnues, en même temps que d'autres plébéiens sont restés en dehors des liens de gentilité¹.

Il nous reste maintenant à exposer, principalement sous le rapport de la dépendance qu'elle implique, la notion juridique de la clientèle, comme aussi du plébéiat qui en est issu, à décrire l'ensemble de droits et de devoirs des membres protégés de la gens en face de leurs protecteurs en même temps que les infériorités de droit imposées aux clients et aux plébéiens. La nature même du sujet fait que nous ne trouverons qu'à leur déclin les diverses inégalités dont nous entreprenons l'étude. Notre tradition ne nous a conservé que les derniers débris de l'institution de la clientèle, et les plébéiens que nous connaissons sont des clients parvenus à l'égalité. Pourtant le plébéiat lui-même a gardé des traits de sa nature première, et son caractère particulier ne peut être élucidé que par ce rapprochement.

On doit se figurer le *cliens*, qui n'est ni esclave² ni complètement libre, comme étant à l'époque la plus ancienne avec son patron essentiellement dans le même rapport dans lequel sont restés l'affranchi et son ancien maître jusqu'aux temps les plus récents. La clientèle est sans doute, au premier rang, une relation morale de foi réciproque³, comme la tutelle et les liens personnels en général ; mais ce n'en est pas moins une idée juridique ; la comparaison faite par les jurisconsultes romains entre l'autonomie restreinte des alliés et la clientèle du droit privé⁴, leurs solutions selon lesquelles les droits et les devoirs résultant de la clientèle sont primés par ceux venant de la tutelle et priment ceux venant de la parenté et de l'alliance⁵ suffisent à le démontrer. Il nous faut étudier ici : le nom de famille des clients ; leur participation aux *sacra* de la *gens* ; leur capacité privée ; l'absence de *conubium* existant entre citoyens et clients ; la protection légale dont jouit le client et l'absence d'action civile entre lui et le patron ; l'aptitude du client à figurer dans les procès civils ; les relations économiques existant entre lui et le patron ; le droit de succession existant entre eux ; enfin la participation des non patriciens à l'usage des terres publiques ; en résumé, la condition civile du client. L'infériorité politique du client, ou plutôt du plébéien, en face du patricien et son effacement progressif, qui n'est autre chose que la continuation de l'évolution du droit privé, ont été exposées où il convenait ou le seront plus loin. Le point de départ donné à cette exposition, l'absence de capacité politique des plébéiens, soit pour consulter les Dieux, pour les *auspicia*⁶, soit pour exercer l'autorité de magistrat, l'*imperium*⁷ suffit à démontrer que l'évolution de la plèbe commence par le défaut du droit de cité et que par

¹ Oraison funèbre de Turia : *Neque enim familiæ gens ulla probari poterat.*

² La clientèle n'est pas l'esclavage : *Clientes nostros*, dit Proculus, *Digeste*, 49, 15, 171, 1, *intelligimus liberos esse*.

³ La *fides* joue ici, même dans la terminologie, exactement le même rôle que dans les rapports d'alliance analogues : *Quoia in fide is exit majoresve in majorum fide fuerint*, dit pour le client la loi *repetundarum*, ligne 10, au sujet de l'assistance en justice. *Rœm. Forsch.* 1, 355. 377. *Hist. Rom.* 4, 408. 419.

⁴ Ce point est traité dans la partie consacrée aux Alliés.

⁵ Aulu-Gelle, 5, 13. Le patronat passe-t-il avant l'hospitalité ou l'hospitalité avant le patronat, c'est à Rome un point controversé. La question de préférence se rapportait surtout à l'assistance en justice. Si un pupille et un client du même homme plaident l'un comme l'autre, il la doit au pupille ; si les deux plaideurs sont un client et un parent, il la doit au client. Cf. *Rœm. Forsch.* 1, 378 (*Hist. rom.* 4, 419).

⁶ V. tome I, la partie des Auspices.

⁷ V. tome III, la partie du Tribunat du peuple.

conséquent le patriciat était le droit de cité primitif. Cette opinion se confirmera dans chaque partie des développements qui vont suivre.

1. L'individu à moitié libre emprunte en principe à son maître son nom de famille, signe caractéristique de la *gens* à laquelle on appartient. Il en est ainsi sans réserves, comme nous l'avons déjà remarqué, pour l'enfant né hors mariage ; c'est également vrai pour l'individu sorti de l'esclavage par un affranchissement¹. Même dans l'affranchissement de l'homme libre qui avait été mis en état de servitude, dans l'émancipation, l'affranchi doit avoir suivi la *gens* de l'auteur de l'affranchissement, alors même que ce n'était pas celle à laquelle il appartenait précédemment² ; mais le changement de nom était ordinairement évité par l'intervention du père comme auteur de l'affranchissement. Enfin le nouveau citoyen qui avait jusqu'alors porté un nom en désaccord avec le système romain prenait le nom du Romain qui avait le plus contribué à lui faire obtenir la cité. — La question se pose différemment pour les personnes qui portaient déjà, au moment où elles entraient dans la plèbe, un nom conforme à la nomenclature romaine. Il y a, sans nul doute, changement de nom quand l'entrée dans la plèbe implique un changement de famille, ainsi au cas d'adoption d'un fils de famille latin par un citoyen romain. Mais il en a difficilement été ainsi aux cas d'*applicatio* et de *deditio* ; les Latins ont alors probablement conservé leurs noms de famille. Autrement les anciennes gentes patriciennes occuperaient, dans la nomenclature récente de Rome, une place plus large qu'elles ne font, et la grande quantité des noms de famille romains serait inexplicable. Ce doit être par suite de cela que les Marii d'Arpinum se trouvaient dans la clientèle des Herennii, sans doute aussi d'Arpinum. Au reste, on voit encore par là que le patronat de cette dernière espèce a toujours dû être moins rigoureux que celui de l'auteur d'un affranchissement sur son affranchi.

2. Appartenant à une *gens*, on participe par suite à ses réunions et à ses fêtes religieuses : en tant que la population libre était appelée à de telles cérémonies, les clients y figuraient à la suite de leurs maîtres, ce principe doit s'être appliqué tant aux *sacra* de la *gens* qu'à ceux du peuple réuni dans son ensemble ou distribué dans ses parties régulières ; on a la preuve que la fête des *Fornacalia*, qui se célébrait par curies, s'étendait aux patriciens et aux plébéiens³.

3. La capacité civile a sans doute été le premier élément de la condition juridique des individus à demi-libres, celui qui les a le premier distingués des esclaves. Certains désavantages légaux résultent du reste, même dans ce domaine, pour les clients, de leur infériorité politique et religieuse. Le plébéien n'a pas pu faire de testament avant qu'il n'eut le droit de voter dans les curies ou que le testament n'eut commencé à se faire par la mancipation, dont l'usage fut peut-être d'ailleurs amené là précisément par l'exclusion primitive des plébéiens du testament comitial. L'adrogation, pratiquement moins importante, lui fut en tout cas inaccessible tant qu'il ne figura pas sur le pied d'égalité dans les curies. Tant que la propriété foncière appartenait aux gentes, le plébéien s'en trouva exclu légalement dans la même mesure. Mais, en dehors de ces limitations indirectes,

¹ Cf. la partie des Affranchis.

² En voyant les généalogistes de Rome faire venir de Numa Pompilius les Pomponii et les Calpurnii, on pourrait penser qu'ils employaient, pour satisfaire les familles plébéiennes qui désiraient une origine patricienne, à côté de l'expédient tiré des maisons patriciennes éteintes, utilisé pour les Junii et les Marci, celui tiré de la supposition d'une sortie du patriciat par émancipation où un plébéien aurait procédé au dernier affranchissement et, par conséquent, aurait donné son nom de famille à l'affranchi. Mais il est très incertain, que les fictions modernes de cette espèce se soient astreintes à être d'accord, ne fut-ce qu'avec la légalité extérieure.

³ Ovide, *Fastes*, 2, 527 et ss.

la capacité civile du plébéen est, autant que nous voyons, de la même espèce et de la même vigueur¹ que celle du patricien : il a la plénitude du *commercium*, la puissance domestique, le *jus proprium civium Romanorum*¹, l'aptitude à la mancipation, au nexum, la capacité active et passive en matière de succession ab intestat, en un mot la communauté complète du droit national qu'a le Latin, communauté de droit profondément différente de celle qui fut plus tard accordée à l'étranger par le droit international postérieur. Il n'y a pas trace, dans cette sphère, de droits exclusivement patriciens.

4. Le droit matrimonial occupe une place à part. Il faut distinguer l'admission des plébéiens au mariage en général et leur admission au mariage avec les patriciens. La première rentre essentiellement dans la capacité : elle est la condition de la puissance paternelle et du droit de succession ab intestat et ne peut pas avoir jamais fait défaut aux personnes à demi-libres. C'est par là surtout qu'il est reconnu officiellement qu'elles appartiennent à la cité ; car le mariage ne peut être conclu que selon le droit d'un État déterminé, et il doit, comme le testament, pour être valable s'appuyer ou sur le droit national de Rome, ou sur celui de Préneste, ou sur celui d'Athènes. Le droit nous montre aussi deux formes de mariage également valables, le mariage des citoyens qui se forme par confarréation, sous l'aspect d'un mariage religieux, et le mariage consensuel des personnes à demi-libres. Le premier, qui ne se rencontre que chez les patriciens, a dû être légalement interdit aux plébéiens ; pour ne pas nous avoir été transmise expressément, cette solution n'en est pas moins sûre. L'introduction singulièrement précoce du mariage civil dans l'État romain, a sans nul doute été provoquée par le fait qu'il semblait également impossible de concevoir la capacité sans le droit au mariage et d'admettre les individus à moitié libres à la plaine communauté religieuse impliquée par la nature du mariage religieux et exprimée dans les *auspicia gentilia*².

Par conséquent, le mariage entre deux plébéiens ou entre un plébéen et une patricienne doit avoir été valable depuis qu'il y eut des hommes libres protégés par la loi à côté des citoyens. L'impossibilité du mariage entre le patricien et la plébéienne est au contraire encore reconnue par les Douze Tables ; c'est seulement la loi Canuleia, placée par la tradition des annalistes en 309 de Rome, qui a introduit le *conubium* entre les deux ordres, c'est-à-dire qui a reconnu le mariage consensuel conclu entre un patricien et une plébéienne comme faisant les enfants tomber sous la puissance du père et suivre sa condition³. — L'exclusion des affranchis du mariage avec les citoyens, générale jusqu'à Auguste et maintenue sous le Principat quant à l'ordre sénatorial, sera étudiée dans la partie des Affranchis.

5. Le statut personnel du plébéen est protégé par le préteur, la contestation de son affranchissement ou de l'affranchissement de l'un de ses ancêtres est soumise aux formes des actions en revendication de propriété. En présence du caractère rigoureusement héréditaire du droit de propriété qui portait sur les esclaves et de l'absence en cette matière de toute limitation de temps⁴, il n'y

¹ Gaius, 1, 55.

² Voir, tome I, dans la partie des Auspices, ce qui concerne les *auspicia privata*.

³ Cicéron, *De re p.* 2, 37, 63. Le récit amplifié des annalistes dans Tite-Live, 4, 1 et ss., (cf. Denys, 10, 60. 11, 23), n'ajoute aucun élément juridique nouveau. L'essentiel est suffisamment certain ; pour la séparation des Douze tables en dix bonnes et deux mauvaises et pour la date de la loi Canuleia, les moyens de contrôle nous font défaut.

⁴ La prescription était appliquée aux personnes libres en puissance, ainsi que le prouve l'acquisition de la manus par ce moyen, et il est possible qu'elle ait également protégé la femme mariée et le fils de famille contre

avait pas de plébéen dont la condition personnelle ne put être attaquée par cette voie ; et les dispositions exceptionnelles prises, dans cette espèce de revendications, à l'encontre du demandeur sont autant de sauvegardes de la liberté plébéenne. On peut y faire rentrer indirectement la publicité de l'acte d'affranchissement, résultant de son accomplissement devant le préteur, le censeur ou les comices, qui aura pour effet d'en faciliter la preuve. Il faut y comprendre directement les privilèges nombreux et importants accordés aux procès de liberté : l'admission générale de la représentation chez celui qui plaide pour la liberté¹ ; l'abaissement de l'amende à payer par lui s'il succombe² ; le règlement de la possession intérimaire dans le sens de la liberté³ ; l'exclusion de la force de chose jugée pour la sentence rendue contre la liberté ; enfin et par dessus tout, l'établissement d'un tribunal spécial⁴ auquel le préteur était tenu de renvoyer ces procès.

La tendance plébéenne caractéristique se manifeste avec une vigueur particulière dans la création de ces *judices decemviri*, ou, comme on les appela plus tard, de ces *decemviri litibus judicandis* ; car, en premier lieu, tandis que les jurés de la procédure civile étaient ailleurs en général pris dans le sénat, les décemvirs lui sont nécessairement étrangers, et, en second lieu, ils furent, lors de la reconstitution de la plèbe qui suivit la chute du décemvirat, garantis à la plèbe en même temps que ses magistrats et déclarés comme eux sacro-saints.

6. Le droit d'intenter une action en justice contre son patron fait défaut au client, tant pour les actions d'ordre purement patrimonial que pour celles nées de délits⁵ ; cette incompétence des tribunaux du peuple dans les contestations entre patrons et clients est un indice remarquable du défaut de liberté complète de ces derniers. A la question de savoir ce qui arrive soit lorsque le patron enlève ou détériore la propriété de son client, soit au cas inverse, on nous répond, pour le premier cas, que la procédure civile qui n'est pas possible est remplacée par une poursuite criminelle : l'injustice qui fonde contre son auteur une action du citoyen lésé, peut, lorsqu'elle est commise par un patron contre son client, sans défense en face de lui, fonder nue poursuite intentée au nom du peuple⁶. En outre, le client paraît avoir eu, en pareil cas, la faculté de réclamer la protection spéciale des tribuns⁷ ; si en principe le tribun n'intervient pas en présence des injustices privées et laisse à la victime le soin de faire valoir son droit devant les tribunaux, la protection des tribuns est en revanche logiquement assurée lorsque le droit d'agir fait défaut. Pour le cas inverse, il n'est pas question de peine

la *vindicatio in servitute*. Mais l'idée contradictoire selon laquelle on se prescrivait soi-même, n'a certainement pas été appliquée aux personnes libres *sui juris*.

¹ A la vérité, un représentant a toujours été exigé de l'homme libre qui n'est pas en puissance et il ne lui était pas permis d'être dans le procès à la fois objet du litige et partie, qu'en fait il fût ou ne fût pas en possession de la liberté.

² Le petit *sacramentum* de 50 as suffit toujours. Gaius, 4, 14.

³ Quintilien, *Inst.* 5, 3, 1. 11, 1, 78.

⁴ Voir, tome IV, la partie du Vigintisexvirat.

⁵ Denys, 2, 10. L'ancien droit ne connaissant pas d'accusations criminelles privées, on ne peut penser ici qu'à la procédure civile ; la procédure des *quaestiones*, pour laquelle des règles semblables sont en vigueur, a, comme on sait, pour origine la procédure privée plutôt que la procédure publique. Ce point est développé de plus près, Rœm. *Forsch.* 1, 377 (*Hist. rom.* 4, 418).

⁶ La règle : *Patronus si clienti fraudem fecerit [Diti patri] sacer esta* est citée à la fois comme une loi de Romulus (Denys, 2, 10) et comme une disposition des Douze Tables (Servius, *Ad Æn.* 6, 609). Tout ce que l'on entend par là, c'est qu'une accusation capitale peut être intentée de ce chef (cf. tome III, la partie du Grand Pontificat, sur les délits religieux). La détermination de ce que c'était que *fraudem facere* (cf. Aulu-Gelle, 20, 1, 40) était, évidemment avec intention, laissée à l'arbitraire de l'autorité qui jugeait.

⁷ Dion, 60, 28. Cf. tome III, la partie du Tribunat, sur la défense d'un acte de magistrat.

publique : le patron se sera alors fait justice à lui-même, et, par conséquent, il doit avoir eu, au moins dans cette mesure, le droit de juridiction sur ses clients¹.

7. Selon le droit des temps historiques, le citoyen non patricien peut, en dehors du cas qui vient d'être étudié, intenter une action et y défendre d'une manière indépendante. Le *patronus* et le *cliens* de la procédure sont le conseil et la partie, sans que la différence de rang exerce une influence : l'assistance du patron est facultative pour le client. Mais, l'assistance incombant au patron comme un devoir héréditaire et nettement formulé² et ne servant pas à compléter la connaissance du droit, mais à, fortifier une comparution en justice qui est valable par elle-même et qui n'a donc pas besoin d'être fortifiée ; il est naturel de se demander s'il n'en a pas été autrement à l'époque de l'établissement de cette institution incompréhensible dans la forme où elle existe, si la personnalité judiciaire n'était pas alors incomplète. Les expressions caractéristique : employées montrent en outre que l'assistance en justice n'était fournie à l'origine que par le protecteur à son protégé et, qu'elle était alors juridiquement requise, c'est-à-dire que le second pouvait bien poursuivre et être poursuivi, mais seulement avec le concours et par conséquent l'adhésion du premier. — Sous ce rapport comme sous celui du *commercium* l'individu à demi-libre paraît avoir été dans la même position que le Latin protégé par un traité ; car probablement ce dernier ne pouvait pas non plus, selon le droit le plus ancien, intenter une action sans l'assistance de son hôte³.

8. Il a sûrement existé aussi une obligation à l'obéissance du personnel, comme l'indique l'expression *cliens* ; mais elle n'a pas laissé son empreinte juridique dans notre tradition. Nous ne savons non plus rien de satisfaisant sur les relations patrimoniales qui existaient entre vifs entre le patron et le client. Du temps où le partage du sol entre les gentes et l'institution de la clientèle coexistaient, le gentil peut avoir partagé sa portion de terrain entre ses clients, et cela, puisqu'il ne peut y avoir de rapport contractuel sanctionné par une action entre le patron et le client, dans la forme d'une possession précaire (*precarium*), et en retour avoir reçu le revenu du sol, soit sous la forme de corvées fournies gratuitement par le précariste sur les champs restés entre ses mains, son directement, sous la forme d'une fraction des produits ; le patronat apparaît ainsi comme tenant sa place dans la répartition des terres⁴. — La propriété immobilière privée, d'abord des patriciens, mais aussi ensuite des clients, sera sortie d'un pareil mode de culture. La tradition ne nous a rien transmis sur ce régime. A l'époque qui nous est connue, les services qui pouvaient être ainsi fournis par les clients ont disparu comme les corvées dues à l'État, et ce sont les rapports contractuels qui dominent en économie rurale. Il est mentionné à plusieurs reprises que les clients sont obligés de soutenir le patron dans ses

¹ Pour soutenir que le patron aurait eu, d'une manière générale, à l'époque la plus ancienne, le droit de justice sur ses clients, on pourrait invoquer la juridiction criminelle qui lui est encore reconnue à l'époque récente sur ses affranchis (*Röm. Forsch.* 1, 309 = *Hist. rom.* 4, 415) ; cependant il n'y a pas d'autre indice que le droit de patronat s'étendit à la juridiction criminelle.

² Parmi les devoirs du patricien, on cite l'assistance de ses clients dans leurs procès civils (Denys, 2, 10), et l'obligation de les renseigner sur le droit qui se lie avec la première (Denys, *loc. cit.* ; Horace, *Ép.* 1, 104) ; notre droit ne connaît pas de devoir du client d'assister le patron.

³ Il est traité de cette condition légale de l'hôte dans le préambule de la partie des Latins.

⁴ Festus, *Ép.* p. 247 : *Patres senatores ideo appellati sunt, quia agrorum partes attribuerunt tenuioribus ac si liberis propriis*. C'est probablement là l'origine de l'institution du précaire. *Röm. Forsch.* 1, 366 (*Hist. rom.* 4, 414). — Sur les colonies de citoyens et leur patronat, qui est forcément intervenu comme une anomalie dans le partage des terres par familles, on comparera la partie de la Constitution municipale.

dépenses extraordinaires¹ ; on ne peut déterminer dans quelle mesure il y avait là un devoir d'affection ou un droit susceptible d'exécution forcée.

9. L'aptitude à laisser une succession et à en recueillir une est une partie intégrante de la capacité de droit. L'individu à demi-libre peut de toute antiquité recueillir, une succession, mais exclusivement ab intestat, en vertu du droit d'agnation qui a pour base la puissance paternelle. L'individu à demi-libre laisse une succession comme celui qui l'est complètement. Si elle n'est pas recueillie en vertu du droit d'agnation, le patron intervient. Et cette vocation héréditaire du patron ne s'est pas seulement maintenue, jusqu'aux temps les plus récents, en matière d'affranchissement ; elle est aussi reconnue en matière d'*applicatio*. Les Douze Tables, en appelant au dernier rang à toutes les hérédités les gentils, par conséquent, d'après la conception la plus ancienne, uniquement les patriciens, reconnaissent même que tous les plébéiens sont ou doivent être clients des différentes *gentes*. L'égalité entre les plébéiens et les patriciens en matière de succession a ensuite été réalisée soit par la substitution déjà indiquée du testament privé au testament comitial, soit aussi par le développement également déjà étudié de la pseudo-gentilité plébéienne.

10. Il va de soi que les plébéiens furent plus mal traités que les patriciens, relativement aux terres publiques, tant que les patriciens occupèrent le pouvoir. La disposition des terres publiques était une partie du gouvernement, et la forme aristocratique est la pire de toutes les formes politiques, parce qu'elle poursuit toujours, plus ou moins directement, l'enrichissement des membres de la classe dirigeante aux dépens de la masse. La tradition le reconnaît en regardant la situation inférieure faite aux plébéiens relativement aux terres publiques comme la cause immédiate de l'agitation politique qui aboutit à l'égénéralisation des plébéiens et des patriciens par rapport aux magistratures². Mais la gestion partielle des biens de l'État n'appartient pas plus à notre sujet que l'administration partielle de la justice. Il n'a probablement existé d'inégalité en forme que dans d'étroites limites, et, en tant qu'il a pu y en avoir une, elle se place à l'époque qui nous est inconnue. Cependant l'importance politique de la question justifie tout au moins l'essai de distinguer les divers rapports juridiques qui y interviennent.

a. La propriété du sol conquis n'est, à l'époque ancienne, probablement restée à l'État que dans une mesure limitée. Lorsque la *deditio* conduisait, comme ce devait être le cas le plus ordinaire, à l'établissement d'un rapport de clientèle, les terres qui y étaient comprises durent être attribuées à la *gens* dans la clientèle de laquelle entraient le *deditus* tant que la propriété foncière appartenait aux gentes, et ensuite, depuis la reconnaissance de la propriété individuelle, au *deditus* lui-même qui, en droit privé, n'était pas au-dessous du patricien. Lorsque l'*adsignatio* des terres conquises n'accompagnait pas la *deditio*³, elle avait

¹ Pour de grandes dépenses imprévues (paiement de rançon, Denys, 2, 10 ; Plutarque, *Rom.* 13, — condamnation à une amende, Denys, 2 10. 13, 5 ; Tite-Live, 5, 32. 38, 60, — établissement d'une fille, Denys, 2 ; 10 ; Plutarque, *loc. cit.*, — dépenses d'une magistrature, Denys, 2, 10), le patron peut demander une aide à ses clients. *Röm. Forsch.* 1, 269 (*Hist. rom.* 4, 416). Au contraire, en dehors de telles nécessités il était interdit au patron par les bons usages et il lui fut même plus tard interdit par la loi de mettre ses clients à contribution ou seulement d'en recevoir des présents, *Röm. Forsch.* 1, 367. 371 (*Hist. rom.* 4, 415. 418).

² Selon Tite-Live, (451, 5. c. 53, 6. 6, 5, 4. c. 37, 2. c. 39, 9. 10) et Denys (8, 74. 10, 32) les patriciens se trouvent par la force, par occupation (6, 37, 2 — *Nec agros occupandi modum... patribus umquam fore*) en possession exclusive des terres publiques, et elles leur sont arrachées par les lois Liciniennes (Tite-Live, 6, 35, 5). Mais cette conception, — ce n'est rien de plus, — ne résiste pas à un examen juridique l'occupation de l'*ager publicus* n'est pas un acte de violence et la fixation d'un maximum pour l'*ager occupatorius* atteint les riches et non les nobles. Des annalistes bien informés ne peuvent avoir dit rien de plus que ce qui est écrit ci-dessus.

³ Appien, *B.* c. 1, 7.

souvent lieu plus tard, tantôt à titre de vente, tantôt à titre de donation¹. Par conséquent, si la conquête transformait, en droit, tout le territoire conquis en propriétés du peuple romain, il a dû fréquemment ne rester dans la possession de l'État romain que les terres qui appartenaient déjà à la communauté conquise.

b. Quand le sol public était transformé en propriété privée par l'un des procédés indiqués précédemment, cela ne pouvait, à l'époque où la propriété foncière appartenait aux *gentes*, augmenter que la propriété immobilière patricienne. Il est même possible que, depuis l'établissement de la propriété immobilière individuelle, les patriciens aient encore été seuls admis à profiter de la vente et de la donation des terres publiques. Mais notre tradition, si tant est qu'il y en ait une, ne sait rien d'une pareille faveur faite aux patriciens. C'est au contraire, et probablement avec raison, dans le maintien de ces terres sous la propriété de l'État qu'elle voit une faveur pour eux². En qualité de terres publiques, elles étaient sous l'administration du gouvernement patricien. Au contraire, non seulement les plébéiens étaient admis, avec les patriciens, à participer aux ventes et aux donations, mais il était, autant que nous sachions, de règle, dans les donations de terres publiques, d'accorder à chaque gratifié la même quantité de terrain³.

c. Nous n'avons naturellement pas à nous occuper ici de la partie des terres publiques que l'État soustrait à l'usage privé ou afferme à loyer⁴.

d. L'usage par les particuliers des terres publiques non affectées à la culture, des prairies, des bois et en général de tout le terrain qui donne des fruits sans que culture en forme, est soumis, pour ses modalités, à la volonté du magistrat compétent ou même du peuple. Les droits de servitude existant, en vertu d'un acte public ou d'un usage équivalent, au profit d'un fonds de terre sur les terres ou les prairies de l'état⁵ bénéficient au propriétaire de ce fonds. Il se peut que ces droits de jouissance disparussent quand le propriétaire était plébéien, ou que les plébéiens fussent exclus de la répartition de ces avantages. Mais cette infériorité des plébéiens reste, en face de notre tradition, assurément hypothétique. Le droit de faire paître son bétail sur les pâtures publiques, qui a certainement joué un rôle économique important à l'époque ancienne, a pour condition nécessaire la réglementation officielle du titre auquel le propriétaire de bétail aura ce droit, du nombre maximum de têtes de bétail pour lequel il pourra en user, du montant de la redevance qu'il devra en retour. Or les patriciens ont certainement été tout au moins avantagés dans ces réglementations, tant qu'ils restèrent seuls citoyens, et même après que les plébéiens eurent commencé à voter dans les centuries. On peut rattacher à cela le récit qui nous est transmis sans date, selon lequel divers individus auraient été expulsés des terres

¹ Appien, *loc. cit.* Tite-Live, 4, 48, 3.

² Tite-Live, 1, 48, 2. Nous pouvons nous représenter le territoire primitif comme étant, en première ligne, la propriété privée des gentes patriciennes et les terres nouvelles comme constituant soit des terres publiques, soit des propriétés privées établies par assignation et principalement plébéiennes.

³ Voir, tome IV, la partie des Magistrats *agris dandis adsignandis*.

⁴ Appien, *loc. cit.*

⁵ Il a certainement existé, à l'époque ancienne, de telles servitudes pesant sur les terres publiques de Rome. Il y avait sur le territoire de Suessa des *agri culti, qui habent in monte Massico plagas silvarum determinatas* (Frontin, éd. Lachmann, p. 48) ; ces parcelles de bois sont regardées à l'époque récente comme étant, de même que les champs, en propriété privée et comme en constituant l'accessoire (le même, p. 16 : *De proprietate controversia est plerumque ut in Campania cultorum agrorum silvæ absunt in montibus ultra quartum aut quintum forte vicinum : propterea proprietates ad quos fundos pertineat disputatur*) ; mais elles ont évidemment été autrefois en la propriété de la cité et en la simple jouissance des riverains. Cf. Rudorff, *Grom. Inst.* 2, 393 et ss. Il a existé à Rome un régime analogue et la question des *Allrñende* a dû jouer son rôle dans les luttes des classes.

publiques, à cause de leur qualité de plébéiens¹. Mais rien n'autorise à admettre que les plébéiens aient été exclus de cet usage des terres publiques par une règle générale et législativement établie. L'exclusion et l'admission devaient plutôt dépendre de l'arbitraire des magistrats qui étaient pour le moment en exercice, d'abord, à notre époque ancienne, des rois, et ensuite des consuls.

e. Lorsque la terre publique destinée à l'agriculture restait en la, propriété de l'État, il était, d'après les coutumes romaines, permis à un particulier d'en occuper et d'en exploiter la partie qu'il voulait contre une quote-part du produit qu'il versait à titre de redevance à la caisse publique². En droit, c'était là un colonat partiaire, perpétuellement révocable au gré du bailleur. Autant il est certain que les patriciens ont encore été avantagés dans cette sphère³, autant il est impossible qu'ils y aient eu un privilège légal. Le but qu'on poursuivait là par dessus tout, c'était de faire retirer à l'État de ses immeubles un revenu plus élevé que celui fourni par le droit de pacage. C'était une mesure économique, s'adressant à ceux qui étaient disposés à employer leur travail et leur capital au défrichement des terres arables. Par conséquent, les plébéiens ont sûrement dû prendre part à ces occupations ; et l'on peut établir qu'ils ont exercé le droit d'occupation dès avant les lois Liciniennes⁴.

¹ Hemina (dans Nonius, p. 149, éd. Peter, fr. 17) : *Quicumque propter pebitatem agro publico ejecti sunt*. Lorsque Salluste (*Hist.*, fr. 1, 46, éd. Dietsch) cite l'*agro pellere* parmi les injustices des patriciens qui amenèrent la constitution du tribunat, cela peut être rapporté à ceci, mais il est encore, plus naturel de rapporter le teste de Salluste à la possession précaire des clients.

² Appien, *B. c.* 1, 7. Il parle, 1, 18, des maux résultant de ce *κήρυγμα τήν άνέμητον έξεργάζεσθαι τόν έθέλοντα προλέγον*. Ce n'est pas ici le lieu d'insister davantage sur les détails.

³ On peut rattacher à cela le fait que Tite-Live n'attribue l'occupation des terres qu'aux patriciens.

⁴ Le plébéien C. Licinius Stolo fut condamné, en 397, en vertu de sa propre loi, pour avoir dépassé le maximum fixé à l'occupation des terres (Tite-Live, 7, 16. 9 ; Val. Max. 8, 6, 8 ; Columelle, 1, 3, 11 ; Pline, 18, 3, 17 ; Plutarque, *Camill.* 39). La version du *De viris ill.*, c. 20 repose évidemment sur une confusion ; le maximum était également imposé aux patriciens et aux plébéiens.

LES INSTITUTIONS DE L'ÉTAT PATRICIEN.

Après avoir décrit les deux groupes des Gentils et des Clients, nous devons, dans cette partie, exposer la disposition du peuple qui en procédait, et réunir les renseignements qui peuvent être donnés sur l'organisation primitive de l'armée et de l'impôt. Toute fragmentaire que soit nécessairement notre connaissance de ces temps les plus anciens, il nous a cependant été conservé, comparativement à ce qui a lieu pour les autres États, des informations relativement suffisantes sur les commencements de l'État Romain, soit dans l'organisation des curies, qui a été mise de côté, mais qui n'a pas été détruite, soit dans les institutions municipales latines, dont l'origine nationale est la même et que les changements politiques n'ont guère touchées.

La disposition régulière du peuple, c'est-à-dire sa répartition en un nombre fixe de petits groupes de citoyens, est, selon la conception générale du droit italo-hellénique, le fondement nécessaire de toutes les charges et de tous les droits des citoyens. C'est toujours en s'appuyant sur elle que l'État intervient dans ce domaine.

La disposition politique la plus ancienne du peuple romain, celle qui fut primitivement la seule, était la division par curies. Elle est la base de toutes les institutions politiques de l'État patricien. Nous nous occuperons donc d'abord ici des curies ; puis nous étudierons, à la fin de cette partie, dans la mesure où elles demandent un examen propre, d'autres divisions qui remontent également à l'époque patricienne ; la division religieuse du peuple d'après les hauteurs de la ville et les circonscriptions agraires de la campagne et la division qui se rattache aux *sacella* des *Argei*.

La division du peuple en curies était générale chez la race latine. A peu d'exceptions près, les institutions municipales modernes n'en connaissent pas d'autre dans les villes de droit romain et de droit latin¹. Le mot *curia*, probablement formé de *quiris* et par conséquent désignant un groupe de citoyens², avec son dérivé *curialis*³, en grec *φρατρία*⁴, se rapporte, pour le sens, en première ligne aux personnes et ne fut que plus tard étendu au sol.

¹ Nous pouvons établir l'existence de la division par curies à Lanuvium (Orelli, 3140 = *C. I. L.*, XIV, 2420) ; dans les villes espagnoles de Malaca (*lex. Malac.* c. 52. 57) et d'Acinipo (*C. I. L.* II, 1346) ; dans la *colonia Julia Turris Libisonis* en Sardaigne (*C. I. L.* X, 7953) ; enfin dans une série de villes d'Afrique : Abbir Cellæ, — Althiburus, — Cillium, — Cincartani, — Gurza, — Hippo regius, — Lambæsis, — Mactar, — Mididi, — Mons, — Neapolis, — Simitthus, — Sufetula, — Thagaste, — Thamugadi, — Theveste, — Thubursicum, — Bure, — Turc... (*C. I. L.* X, p. 4100 ; *Eph. epigr.* 5, p. 121). Elle existe par conséquent aussi bien dans les municipes de citoyens sortis de villes de l'ancien Latium (Lanuvium) que dans les colonies Latines (Malaca), et probablement aussi dans les colonies de citoyens, car il paraît bien y en avoir parmi les lieux cités ci-dessus. La colonie Genetiva est, il est vrai, divisée en tribus de l'espèce des tribus serviennes (cf. *Eph. ep.* 2, p. 125).

² Du groupe de citoyens le mot a été transporté très tôt au local affecté à ce groupe, puis à toute maison de réunion. Son rattachement à l'allemand *Hus, Haus*, maison, proposé par Corssen, 1, 354 et approuvé par Jordan, *Hermes*, 8, 217, est philologiquement peu vraisemblable, parce qu'il n'y a pas de preuve certaine que l'*r* de ce mot vienne d'une *s*. Si, dans son acception de lieu, *curia* désigne toujours la maison où l'on se réunit et jamais la placé où l'on se réunit, cela s'explique par l'idée qu'il n'y avait pas, pour les curiates d'une curie déterminée, d'autres réunions que celles du peuple régulièrement distribué, tandis que chaque curie avait un édifice propre pour ses Dieux. L'étymologie traditionnelle, tirée de *curare*, donnée pour *curia* = salle de réunion (Varron, 5, 155, 6, 46. Festus, *Ép.* p. 49, etc.), mais rapportée aussi à *curia* = réunion (Pomponius, *Digeste*, 1, 2, 2, 2 ; Dion, *fr.* 5, 8) est aussi inadmissible quant à la langue que dépourvue de valeur quant au fond.

³ Festus, p. 47 : *Curiales ejusdem curiæ ut tribules et municipes. Curionius* vient au contraire de *curia*.

⁴ En présence du rapport de la *φρατρία* grecque avec la gentilité et de sa corrélation symétrique avec la *φυλή*, il n'y avait pas de désignation plus naturelle pour la curia Romaine. Elle peut remonter à Fabius et est exclusivement employée par la suite, mais Plaute, *Aul.* 2, 2, 2, rend aussi *δημότης* par *curialis* (Wilamowitz).

Les citoyens sont divisés entre les curies par *gentes*, si bien que chaque gentil appartient, à titre permanent, à une curie déterminée¹. Par suite, l'indication de la curie n'a jamais fait partie du nom ; car la curie résulte, avec nécessité, de la gens². Mais la disposition par *gentes* comme celle par maisons s'efface dans l'intérieur de la curie. Pour le recrutement comme pour le vote, le fils en puissance n'est pas au-dessous du père, mais à côté de lui. Cela tient au principe que la curie et le *populus* appartiennent au droit public et là maison et la gens au droit privé.

Une curie n'a pas de supériorité sur une autre, ni dans l'intérieur de la curie, un curiale sur un autre³. Le système s'est transformé en système aristocratique lorsque à côté des maîtres qui participaient activement au pouvoir vinrent les clients qui en étaient exclus ; mais, en lui-même et dans sa forme première, il a pour base l'égalité de tous les ayants-droit⁴. Sans doute, il s'est, dans le cours des temps, établi quelques différences de rang sinon entre les curies, au moins dans l'intérieur des curies. Dans la cité constituée par la combinaison des trente curies, que nous aurons à étudier plus loin, les curies doivent forcément avoir été rangées dans l'ordre des trois tribus ; mais il n'est pas besoin que cet ordre de tribus ait été un ordre de rang. Au contraire, dans l'intérieur des différentes curies, on distingue les *gentes moindres*, c'est-à-dire entrées plus récemment⁵. Cependant elles ne paraissent avoir été au-dessous des autres qu'en ce que leurs sénateurs votaient au sénat en second lieu. L'égalité essentielle entre tous les curiales est toujours restée le principe de ce système et le trait qui le distingue de la constitution patricio-plébéienne.

Chaque curie se composant d'un certain nombre de *gentes*, ce nombre, ainsi qu'il a déjà été démontré, ne peut être fixe⁶. Il doit, comme le nombre même des personnes appartenant à la curie, quoique avec des variations moins rapides, avoir été sujet à hausser et à baisser.

Les curies ont compris, de tout temps, tous ceux qui appartenaient à la cité, tant patriciens que plébéiens et clients ; cela résulte de ce que ces derniers appartiennent eux-mêmes aux *gentes* et que la curie n'est que l'expression totale d'une certaine quantité de *gentes* ; en particulier, la participation des non patriciens à la curie se révèle clairement dans leur situation, par rapport aux *sacra* du peuple. Mais ce n'est sans doute qu'à une époque postérieure que les plébéiens y sont arrivés à l'égalité des droits, notamment au droit de vote dans les comices, par curies. Quand est-ce arrivé ? Notre tradition ne nous le dit pas :

¹ Lælius Felix (dans Aulu-Gelle, 15, 27) indique expressément comme principe du vote dans les comices par curies les *genera hominum* par opposition aux *census et ætas* des comices par centuries et aux *regiones* et *loca* des comices par tribus. Les *genera* ne peuvent être ici que les, groupes de parents ; mais, ainsi qu'il a déjà été remarqué, l'expression *gentes* est évitée pour ne pas exclure les *stirpes* plébéiennes. Les *φυλαὶ γενικαὶ* semblables aux curies de Denys montrent la même chose. Mais l'ensemble des institutions assigne, plus clairement encore que ces témoignages, la gentilité pour fondement à la plus ancienne disposition du peuplé dans l'État fondé sur la parenté. Il n'y a pas besoin que l'on ait voté par *gentes*, mais le droit de gentilité est la condition de la participation aux comices. — Au contraire, il n'y a qu'une mauvaise fantaisie de scoliaste dans l'assertion de L. Ampelius, 48.

² Selon le témoignage de Probus (*de notis*, éd. Keil, p. 292), les curies avaient, comme les tribus, des *notationes proprias* ; elles peuvent avoir été employées pour les *tabellæ* des *foracalia*.

³ Tite-Live, 1, 43, 10. Denys, 4, 20.

⁴ Il est vrai que l'égalité dans l'intérieur de son cercle exclusif est aussi conforme à la nature de l'aristocratie complètement développée.

⁵ Puisque les trente curies sont rattachées à Romulus et que les *minores gentes* sont constamment regardées comme venues plus tard, elles ne peuvent pas avoir forme d'autres curies distinctes dont il n'y a aucune trace.

⁶ On ne trouve jamais une telle assertion chez les anciens. Ils sentaient, plus fortement que les modernes, qu'on ne pouvait pas plus fixer des nombres schématiques pour les *gentes* que pour les maisons on pour les citoyens. Les décuries de Denys (2, 7) ne sont pas des ventes.

lés plébéiens y sont au contraire regardés comme ayant, de tout temps, eu dans les curies les mêmes droits que les patriciens¹. Mais il n'y a pas là seulement une anticipation les plébéiens n'ont obtenu le droit de vote dans les comices par curies que plus tard que dans ceux par centuries, résulte-t-il avec certitude de la compétence des deux assemblées que nous, étudierons plus loin. La réserve des affaires des gentes aux curies peut uniquement s'expliquer par le fait que, lorsque les plébéiens arrivèrent au droit de vote politique, le droit de vote leur resta encore refusé dans les affaires de gentilité, restées essentiellement patriciennes, et fut laissé, dans ces matières, aux curies, qui étaient donc encore purement patriciennes. Le droit des plébéiens de voter dans les curies est probablement aussi plus récent que le testament par mancipation, car l'introduction de ce testament doit avoir eu pour cause que les plébéiens avaient été jusque-là exclus du testament comitial. Il n'y a pas de preuve que ce droit de vote remonte très haut dans le passé. Les tribuns du peuple ont été, jusqu'à la loi Publilia, élus par curies, et le sénat fut, depuis que la composition en eut passé aux censeurs, au milieu du Ve siècle, recruté *curiatim*². Mais cela prouve que les plébéiens appartenaient aux curies, cela ne prouve pas qu'ils eussent alors déjà le droit de voter dans les curies. Si les annales anciennes ne rapportent rien sur cette question et si les annales récentes regardent par suite le droit de vote comme ayant existé dès l'origine, cela peut facilement s'expliquer par le fait que l'admission des plébéiens dans les curies ne leur fit pratiquement guère acquérir autre chose que l'aptitude à l'adrogation et que, par conséquent, elle rentre essentiellement dans la sphère du droit privé. D'autre part, il résulte d'une série de faits authentiques qu'à l'époque historique les plébéiens et les patriciens figuraient avec des droits égaux dans les curies³. La décision des curies est regardée comme une décision du *populus*, que les patriciens ne constituent pas plus à eux seuls que les plébéiens à eux seuls ; l'élection des magistrats supérieurs par les centuries et leur confirmation par les curies sont même envisagées comme un double vote du peuple⁴. L'adrogation, qui se fait devant les curies, est un droit des plébéiens. Pour la réception de la promesse de fidélité, les trente curies sont représentées par trente citoyens quelconques. Dans l'énumération des conséquences juridiques qu'aurait la disparition du patriciat, on ne cite pas la disparition des comices par curies, qui sont indispensables dans la forme⁵. Tous ces faits impliquent que le droit de vote des plébéiens dans les curies, quoique plus récent que leur droit de vote dans les centuries, appartint cependant à une époque assez précoce ; le fait que la dignité de grand curion, jusqu'alors réservée en fait aux patriciens, fut attribuée, en 545, à un plébéien, fournit tout au moins un *terminus ante quem*⁶.

Le droit de vote dans les curies ne fut pas non plus accordé seulement à une partie des plébéiens ; il le fut à tous. L'idée qu'ils appartenaient aux *gentes* grandit d'une manière générale et en même temps que l'idée du droit de cité

¹ Le peuple législateur apparaît dans nos annales par opposition au sénat et aux patriciens, qu'on identifie avec ce dernier, aussi bien à l'époque des rois qu'à celle de la lutte des classes Tite-Live l'appelle le plus souvent *populus*, mais aussi *plebs* (1, 37) et Denys dit, par exemple, 2, 14 : *Au peuple [Romulus] accorde trois privilèges : choisir les magistrats, pour ratifier des lois, et décider au sujet de la guerre toutes les fois que le roi leur laissait la décision*. Lorsque les comices sont indiqués, ce sont les curies qui sont nommées, et ce doit aussi être aux comices par curies qu'ont pensé les annalistes lorsqu'ils ont omis de préciser.

² V. tome IV, dans la théorie de la censure, ce qui touche la formation de la liste du sénat.

³ L'opinion, aussi générale autrefois que dépourvue de fondement, selon laquelle les patriciens seuls auraient voté dans les curies des temps historiques, est réfutée en détail dans les *Röm. Forsch.* 1, 144 et ss.

⁴ Cicéron, *De re p.* 2, 1, 26.

⁵ Cicéron, *De domo*, 14, 38 ; Tite-Live, 8, 41.

⁶ V. tome III, la partie du Grand pontificat, sur la nomination des prêtres.

plébéien ; par conséquent, tout plébéien fut, comme tout patricien, à l'époque moderne, un *curialis* en droit de voter. Lorsque la participation de la personne à une curie précise n'allait pas de soi, comme pour le fils émancipé et pour les affranchis d'un patricien, on n'aura pas, manqué dans la constitution pseudo-gentilice de la plèbe d'attribuer cet homme à une curie déterminée. Mais, pour de nombreux plébéiens, leur dépendance d'une curie était tombée dans l'oubli. On a aussi, à l'époque récente, fréquemment négligé, pour les nouveaux citoyens, de les incorporer dans une *gens* appartenant à une curie ou de les faire entrer, avec un droit de gentilité propre, dans une curie. Celui qui ne savait à quelle curie il appartenait ne pouvait pas plus voter que sacrifier dans une curie ; mais le droit n'était pas altéré par là.

L'emploi du mot *caria* pour désigner topographiquement une portion du territoire résulte, déjà naturellement du rapport des curies avec les gentes ; car chaque gens doit avoir eu, à l'origine, son territoire fermé. Cette idée est confirmée par le fait que, soit d'après les indications des anciens¹, soit d'après les rares noms qui nous sont parvenus², diverses curies portent des dénominations locales. Selon Denys, une quantité égale de terres arables aurait même été accordée à toutes les curies ; mais il ne doit y avoir là qu'une accentuation de l'égalité première de tous les curiales. Postérieurement il n'est plus question de ce partage du sol. Les érudits : Romains eux-mêmes peuvent fort bien ne pas en avoir eu une connaissance directe ; ils peuvent en avoir supposé l'existence en partant de ce que, les curies constituant l'organisation politique générale avant Servius, on devait aussi admettre leur intervention pour le partage du sol.

Avant d'étudier le nombre et le rôle des curies, il convient de préciser la notion du terme intermédiaire qui se place entre le *populus* et la *curia*, de la *tribus*, la *φυλή* des Grecs³.

L'étymologie du mot *tribus* commun aux Romains et à la race italique des Ombriens, n'est pas éclaircie⁴. Mais il est établi empiriquement que ce mot, exclusivement employé dans une acception politique, désigne toujours le territoire délimité officiellement : dans le langage italique, les terres de la cité, le

¹ Varron, dans Denys, 2, 47. Plutarque, *Rom.* 20.

² Les noms suivants seuls sont avérés : *Faucia* (Tite-Live, 9, 38, 15), — *Foriensis* (Festus, p. 474, v. *Novæ curis*), — *Rapta* (*loc. cit.*), — *Titia* (Festus, p. 366), — *Velitia* (Festus, p. 114), — *Vellensis* (peut-être *Veliensis* : Festus, p. 174). — La *curia Acculeia* (Varron, 6, 23), la *Pinaria* (Festus, p. 238 ; cf. mes *Tribus*, p. 210), la *Tifata* (Festus, Ép. p. 49) sont très incertaines. — Les noms de curies qui se rencontrent en assez grand nombre dans les inscriptions africaines (C. I. L. VIII, p. 1101 ; *Eph. ep.* 5, p. 494. 498), sont, pour la plupart, empruntés à des Dieux ou à des empereurs. Pour Lambæsis, par exemple, nous connaissons la *Jovia* et la *Saturnia*, puis les *Julia felix*, *Augusta*, *Trajana*, *Sabina*, *Antoniniana*, *Aurelia* et en outre la *Papiria* qui tire son nom de la tribu de l'empire à laquelle appartient l'Afrique.

³ L'analogie extérieure existant entre les quatre *φυλαί* ioniennes et les dix athéniennes de Clisthènes d'une part, et les trois anciennes tribus et les tribus de Servius, de l'autre, a sans doute contribué à faire employer quai, pour traduire tribus, autant que nous voyons de tout temps, peut-être sur l'exemple de Fabius. Il ne faut pas chercher dans cette désignation autre chose qu'une équivalence de vocabulaire.

⁴ La conception du mot comme un composé de *tres* et *fu-*, triade, assemblage de trois races, proposée par Pott et approuvée par Corssen, 1, 163, est contraire aux habitudes de langage ombriennes et latines : le *trefo* ombrien n'a semble-t-il, rien d'un nombre, et la tribus romaine n'est pas la triade, mais le tiers, comme le comprenaient déjà les anciens (Varron, 5, 55 ; Columelle, 5, 1, 7 ; Dion, *fr.* 5, 8, etc.). Curtius, *Griech. Etym.* p. 227, rapproche les mots celtiques *treb.* = *vicus*, *trebu* = *turmæ*, *atreba* = *habitat*. Si on pouvait regarder la forme tri-unitaire comme la forme première de l'État italique et généraliser l'emploi des idées de la partie et du tout fait plus tard par les Romains, on pourrait tenir pour établi le rattachement du mot au nom de nombre. Mais le fondement étymologique incertain que nous avons ne peut suffire à lui seul à soutenir de telles combinaisons. Peut-être l'examen comparatif de phases nombreuses et compliquées du développement hellénique pourrait-il autoriser des conclusions pour le développement italique ; car il n'est pas niable que l'union tri-unitaire des Titien, des Ramnes et des Luceres a un autre caractère, et un caractère plus organique que, par exemple, la fusion de la villa palatino-esquiline et de la ville du Quirinal.

*territorium*¹, dans le langage romain, plutôt une fraction de ces terres, un district². La langue latine, telle que nous la connaissons, n'emploie plus le mot dans le premier sens, bien que *tribunal*, le siège de la justice, *tribunus*, le chef de la cité, et *tributus*, l'impôt de la cité, se rattachent probablement, à ce que, même en Latium, *tribus* désignait autrefois la cité³. L'intervention, à l'époque la plus reculée, de l'idée de partie dans ce mot qu'il excluait originellement, implique que, dans le plus ancien État Romain qui se présente à notre étude, plusieurs États autrefois indépendants s'étaient fondus pour constituer un tout. Ce que nous pouvons discerner de la nature de la tribu romaine correspond à cette idée. Elle ne peut pas avoir été une partie originaire de la cité, parce que ce rôle était déjà rempli par la *curia*. La distribution du peuple en unités plus petites est aussi ancienne que lui. Mais une double distribution, d'abord du tout en grandes fractions, puis de chaque grande fraction en fractions plus petites n'a pas l'aspect d'une institution primitive. Les institutions municipales dans lesquelles on rencontre si souvent l'organisation par curies, ne présentent jamais entre la cité et la curie de terme intermédiaire correspondant à la tribu.

La légende romaine, qui ne connaît pas d'époque antérieure aux rois, ne connaît pas non plus d'autre : cité que la cité unifiée, et elle ne connaît la tribu que comme une fraction de l'État. Mais deux de ces trois parties de l'État se sont antérieurement fait la guerre, chacune avec son roi propre, et apparaissent, par conséquent, non pas dans le cadre de l'évolution romaine, mais dans la période antérieure à l'histoire, comme des États indépendants, et il n'y a aucun renseignement ancien sur l'origine de la troisième.

Enfin et par dessus tout, les institutions les plus antiques de la cité conservent, dans les chiffres et dans les noms, des vestiges de sa nature tri-unitaire, montrent qu'elle est issue de trois cités autrefois égales et indépendantes, ayant chacune son organisation complète, qui ont peut-être, commencé par être dans un lien de confédération perpétuelle sans avoir de chef commun et qui sont ensuite devenues un tout unique par l'établissement d'un seul roi pour elles trois. Nous aurons plus bas à relever les vestiges de ces trois anciens États.

Le nombre, les noms, et l'ordre⁴ des trois tribus patriciennes sont connus. La première est celle des Titienses¹, signalée par ce fait qu'un sacerdoce spécial a

¹ L'usage fait du mot en Ombrien est décisif dans ce sens. Il ne s'y rencontre qu'à côté de *tota* = commune et comme parallèle avec lui, le même nom de lieu étant précédé par les deux substantifs (1 b, 16 : *Tuta Tarinate*, *trifu Tarinate* et ainsi fréquemment pour Tadinum ; III, 25 : *Tutape Ijuvina*, *trefiper Ijuvina* pour Iguvium). La *trifu* ne peut donc pas être une fraction de la tota, elle lui correspond, sans doute en visant la même idée sous un autre aspect. La *tribus Sapinia* en Ombrie, citée dans Tite-Live, 31, 2, 6. 33, 31, semble aussi être plutôt une cité qu'un de ses districts. — Les rituels des Étrusques enseignaient *quomodo tribus curiae centuriæ distribuuntur*, (Festus, p. 285, v. *Rituales*), et le poète étrusque Volnius, dans Varron, 555, déclarait étrusques les noms des trois tribus romaines eux-mêmes.

² Les deux constitutions par tribus que nous connaissons à Rome reposent toutes deux également sur la répartition du sol. Les divisions du peuple qui ne sont pas territoriales, comme les *classes* et les *centuriæ*, ne sont pas désignées par ce mot. Son usage politique pour désigner le territoire ressort même dans divers composés : ainsi en particulier, *attribuere* désigne la formation d'une circonscription annexe, *contribuere*, le versement d'une circonscription dans une autre ; dans *distribuere*, la signification politique a été effacée par la généralisation moderne. Le mot correspond donc essentiellement, dans son acception romaine, aux expressions : circonscription, district, quartier.

³ Il semble impossible de rapprocher *tribunal* de *tribus* au sens récent ; c'est également difficile pour *tribuere* dans le sens primitif d'imposer ; car ce sont les citoyens, et non pas les circonscriptions qui paient l'impôt. *Tribunus* peut ne s'être introduit qu'en même temps que la cité tri-unitaire et vouloir dire le chef d'une division ; mais il peut aussi bien être rapporté à la cité primitive et être compris dans le sens de général.

⁴ L'ordre : *Titienses*, *Ramnes*, *Luceres* est dans Varron, à trois reprises (5, 55. 89. 91) ; dans Cicéron, *De re p.* 2, 20, 38 ; Festus, p. 344 = 349, v. *Sex Vestæ sacerdotes*, et p. 355, v. *Turma* ; Properce, 5[4], 1, 31 ; Ovide, *Fastes*, 3, 331 ; Servius, *Ad Æn.* 5, 560 ; le scoliaste des *Verr. l.* 1, 5, 14, p. i59. — *Ramnes*, *Tities*, *Luceres*, dans Tite-Live, 1, 13, 8. c. 36, 2. 10, 6, 7 ; Plutarque, *Rom.* 20 ; *Vir. ill.* 2, 11 ; Lydus, *De mag.* 1, 9. — *Ramnes*, *Luceres*, *Tities* dans Varron, 5, 81. — *Tities*, *Luceres*, *Ramnes* dans Ampelius, 49.

été établi pour son culte admis dans les sacra du peuple². La seconde est celle des Ramnes ou Ramnenses³. La troisième est celle des Luceres⁴.

La tribu n'étant que l'expression collective d'un certain nombre de curies, cette division doit aussi s'appliquer à la fois au territoire et aux personnes. Et en effet la relation des tribus avec les gentes⁵ et avec la division du sol⁶ est également attestée. Mais, tandis que la curie a été étendue de la personne au territoire, la tribu l'a été du territoire à la personne ; car, ainsi qu'il a déjà été remarqué, le mot tribu a une signification première d'ordre topographique. Les noms des tribus ont également un cachet topographique. Relativement à leur étendue territoriale, il est établi que les tribus patriciennes ne se limitaient pas à la ville comme firent primitivement les tribus Serviennes ; elles comprenaient aussi ses terres. Il est également établi qu'elles ne s'étendirent pas, comme les tribus de la cité patricio-plébéienne, avec l'extension de la propriété quiritaire immobilière ; elles restèrent restreintes au territoire le plus ancien, sans doute à l'*ager Romanus*, au sens technique, sur lequel on comparera la partie consacrée au territoire de l'empire. Trois points demeurent douteux : d'abord la division de la ville telle qu'elle est entourée par l'enceinte de Servius, qui doit avoir été celle de la cité des trois tribus, entre ces tribus patriciennes⁷, qui paraissent elles-mêmes se subdiviser en deux moitiés personnelles et locales correspondant aux gentes majores et minores ; puis le rapport qui lie les trois tribus patriciennes à la ville palatino-esquiline, que le *sestimo* nous fait connaître, et à la ville du Quirinal, que d'autres indices ont fait supposer avec vraisemblance avoir été autrefois indépendante ; enfin la relation de ces tribus avec les quatre quartiers de la ville de Servius⁸. Les trois tribus patriciennes des gentes majores peuvent, par exemple, être identifiées à la ville palatino-esquiline du *sestimo* et aux trois premières tribus de Servius, de telle sorte que la Suburana correspondrait aux Titii, la Palatina aux Ramnes et l'Esquilina aux Luceres. Les *curiae veteres* situées à l'arc de Constantin, à la séparation du Palatin et de l'Esquilin, conviennent bien comme centre de la ville du *sestimo*. Les trois tribus patriciennes des *minores gentes* pourraient correspondre à la ville du Quirinal et

¹ *Titiienses* se trouve dans Varron une fois, dans Cicéron, trois fois dans Festus (*loc. cit.* et *Ép.* p. 366, v. *Titiienses*), dans Ovide, Servius, Ampelius, — *Titii* dans Varron, 5, 81 ; Properce, 5[4], 1, 31 (car *Titiienses* est faux), — *Titii* dans Lydus, *Titienses* dans Plutarque, dans le *De viri ill.* et dans le scoliaste des Verrines.

² Sur les *sodales Titii*, cf. *Handb.* 6, 416. Leur destination : conserver le culte distinct *sabin* (Tacite, *Ann.* 1, 54) et en particulier certains auspices propres (Varron, 5, 85), ce qu'il faut rapprocher des sacerdoces Romains institués à la suppression d'Albe et de Cænina pour leurs cultes distincts, implique que les Titiienses entraient dans un État déjà existant ; et, puisqu'ils sont mis à la tête des trois fractions du tout, ils doivent y titre entrés comme puissance directrice, sinon exactement comme conquérants. Leur rattachement au culte funéraire du roi Tatiùs (Tacite, *Hist.* 2, 95 ; Denys, 2, 52) est un produit de l'influence des conditions politiques du temps d'Auguste, pour lesquelles on cherchait une consécration dans cette vieille institution. S'il avait été fait à l'origine, la divinisation de Tatiùs nous serait rapportée comme la transformation de Romulus en dieu Quirinus.

³ *Ramnes* (génitif : *Ramnium*), est dans Varron quatre fois, dans Horace, *Ars poet.* 342, dans Festus deux fois, dans Properce, dans Ovide, dans Tite-Live deux fois, 1, 36, 2. 10, 6, 7 ; dans le *Pervig. Ven.* 73 ; dans le scol. des Verrines. — *Ramnenses* dans Varron, 5, 55 (à côté de *Ramnes*), dans Cicéron, dans Tite-Live une fois, 1, 13, 8, dans Plutarque, dans le *De viris ill.* — *Ramnetes* (cf. dans Virgile, 9, 324, l'accusatif *Rhamnetem*) dans Servius, Ampelius, Lydus.

⁴ *Luceres* prévaut absolument. *Lucerenses* se trouve chez Festus, p. 119, comme forme secondaire, et en outre chez Plutarque (où *Λουκερνήσις* est sans doute une faute de copiste) et Ampelius. L'assertion qu'ils se seraient précédemment appelés *Lucomedi* (Festus, *Ép.* p. 120) ne doit être qu'une mauvaise conjecture.

⁵ Lorsque Denys, 4, 14, probablement d'après Varron, représente la division du peuple par Tullius, cela peut exclusivement vouloir dire que, dans la première division, chaque *gens* était attribuée à une tribu déterminée, tandis que, dans la seconde, les gentils de la même *gens* pouvaient se trouver dans des tribus différentes.

⁶ Varron, 5, 55. Verrius Flaccus, dans Aulu-Gelle, 18, 7, 5, ce qui peut à aussi bon droit être rapporté aux tribus de Romulus, qu'à celles de Servius. La raison pour laquelle Denys, *loc. cit.*, les oppose comme *τονικαί* à celles de Servius est expliquée à propos de ces dernières.

⁷ Si Tite-Live, 1, 33, attribue le Palatin aux *veteres Latini*, le Capitole aux Sabins et le Cælius aux Albains, cela se fonde sur d'autres légendes et ne se lie pas aux trois noms de tribus.

⁸ Denys, *loc. cit.*

à la tribu Collina. Ces trois anciennes divisions relatives à la ville de Rome n'ont certainement pas été indépendantes l'une de l'autre. Mais on ne peut arriver à aucune certitude sur leur corrélation, et l'hypothèse que nous venons de proposer ne prétend qu'à faire mieux comprendre ce qui a été possible.

Sur la répartition du territoire, on ne peut pas seulement risquer une conjecture. Bien que ces tribus fussent sans doute topographiquement aussi immuables que celles de Servius, la tradition ne contient même pas un indice sur les limites des cités primitives.

Le nombre total des curies n'a, selon la tradition Romaine, jamais changé ; Romulus en crée trente¹ et les nouveaux citoyens y sont incorporés². Le nombre est resté le même jusqu'aux temps les plus récents³. Puisque ces trente curies sont celles de la cité tri-unitaire, chacune des cités primitives devait en avoir dix ; et la forme ancienne de la légende de la fondation de Rome peut en réalité avoir eu pour base l'organisation en dix curies et le synœcisme des trois cités ; car, encore dans nos annales, Romulus ne passe à la division en trente qu'après que les Sabins, conduits par le roi Titus Tatius, qui est pour la fable l'éponyme des Titienses comme Romulus est celui des Ramnes, sont entrés dans la cité de Romulus⁴. Les institutions municipales connaissent aussi, sans préjudice d'autres chiffres, la division en dix curies⁵.

La tribu n'a pas d'organisation corporative, depuis qu'elle est une fraction de la cité. La plus ancienne organisation militaire qui se rencontre dans la tradition ne connaît pas de chef distinct de la tribu elle ne connaît que trois chefs du *populus* ; lorsque à l'époque la plus reculée les trois cités se fondirent en un tout, le commandement militaire particulier de chacune dut être écarté en théorie et en pratique. Même en matière religieuse, la confrérie des Titii vient bien du culte distinct des Titienses, mais elle constitue aussi bien un culte de l'État romain que les sacerdoce institués plus tard pour les dieux d'Albe et de Cænina. Il n'y a pas de sacra séparés des Titiens.

¹ Le tableau se présente sous sa forme la plus pure dans Cicéron, *De re p.* 2, 8, 14 ; l'établissement des trois tribus et des trente curies y est fait par Romulus et Tatius, immédiatement après la conclusion de la paix, et les trois tribus tirent leur nom de Romulus, de Tatius et d'un Lucumo *qui Romuli socius in Sabino praelio occiderat*. Tite-Live, 1, 13, est dans le même sens. Denys, 2, 7, place l'établissement des trois tribus et des trente curies à la tête des institutions de Romulus, et ce doit être la raison pour laquelle il supprime les noms, car l'histoire de Tatius ne vient qu'ensuite. Notre tradition ne sait rien d'une cité composée de dix curies ; elle semble au contraire considérer le peuple comme n'ayant eu dans les premiers temps aucun système de groupement.

² Denys (2, 35) fait incorporer les nouveaux citoyens plébéiens *εις φυλάς και φράτρας* ; les autres écrivains ne le disent pas expressément ; mais ils doivent forcément avoir admis la même solution pour les nouveaux citoyens, patriciens ou plébéiens.

³ Augustin dans le sermon sur le psaume 121, c. 7 (éd. des Bénédictins, vol. 4, p. 1388) explique à ses auditeurs l'expression biblique tribus, et il en rapproche (comme il fait encore ailleurs, sur le psaume 15, vol. 4, p. 792) les *curiæ* qui leur sont familières ; en les prévenant qu'il ne s'agit pas de *curia* = *ordo*. Il n'est donc pas affirmé là que le nombre des *curiæ* romaines ait été augmenté ; mais les 35 tribus romaines sont rendues intelligibles à l'auditoire africain par leur désignation du nom de *curiæ*. Probablement en partant de ce texte, Paul identifie, dans son abrégé de Festus, p. 54, v. *Centumviralia* les tribus et les curies, et il fait ailleurs, p. 49, adjoindre 5 curies, aux 30, de Romulus, — aux deux endroits sans doute en ajoutant au texte de Festus. Le mauvais scoliaste des Verrines, 1, 5, 14, p. 159, ajoute à la mention des 30 curies de Romulus que : *Ad postremum XXX et V sunt factæ*. J'ai établi contre Ambrosch, dans mes *Rœm. Forsch.* 1, 141 et ss., qu'il n'y a aucun compte à tenir de ces assertions.

⁴ Si la troisième tribu manque ici et si les Luceres sont seulement dans la légende sans que l'on sache pourquoi ils y sont, cela a une bonne raison. La légende républicaine de la double royauté, c'est-à-dire du consulat, a effacé le souvenir de la cité tri-unitaire ; elle n'a pas pu écarter les Luceres, mais elle les a dépouillés de leur légende.

⁵ Dans le municipe africain d'Althiburus, on rencontre le *populus* (ou les curiales) *curiarum X* (C. I. L. VIII, 1927. 4828). Pour Lambæsis, on connaît les noms de neuf curies, auxquelles s'en ajoutait, sans nul doute, une dixième, tirant son nom d'Hadrien (C. I. L. VIII, p. 283) ; cependant on ne peut dire avec certitude s'il ne manque pas encore d'autres noms. — A Turriss, il y avait 23 curies.

La curie ne révèle pas non plus d'organisation corporative : en principe général, les institutions romaines de tous les temps ne laissent les fractions du peuple fonctionner qu'à ce seul titre et ne leur permettent pas d'exercer chacune une action politique indépendante. Les curiales composant une curie n'ont ni président ni réunions réglées¹, pas plus que n'en ont les tribus de Servius organisées sur le même modèle. Mais la curie isolée fonctionne comme association religieuse, principalement et peut-être exclusivement², il est vrai, dans ce sens que les cérémonies religieuses parallèles célébrées par toutes les curies constituent une cérémonie religieuse collective, accomplie par l'ensemble du peuple régulièrement disposé. Dans ce but, un édifice commun à toutes les curies, mais où un espace séparé était réservé à chacune, était élevé sur le versant du Palatin³, et il était nommé à chaque curie, que ce fût par le roi et plus tard par le grand pontife ou que ce fût par cooptation, un chef appelé *curio* ou *curionus*⁴, aussi *sacerdos curio sacris faciendis*⁵, et un sacrificateur auxiliaire (*flamen*)⁶ qui avaient à offrir, au foyer, de la curie⁷, à sa déesse (*Juno suris, curitis, quiritis*) des sacrifices, et des banquets (*curionia sacra*), selon un rituel déterminé⁸. Ils étaient tous sous la haute surveillance du grand curion (*curio maximus*), pris parmi les curions, à l'époque moderne, par une sorte d'élection⁹. Les frais des sacrifices étaient supportés par le trésor public¹⁰. Les prêtres devaient avoir dépassé la cinquantième année afin d'être libérés du service militaire actif et de n'être pas entravés par lui dans l'accomplissement de leurs fonctions religieuses. Ils étaient dispensés des autres charges publiques. En outre, dans diverses fêtes où les citoyens accomplissaient directement les cérémonies du culte, ils étaient disposés par curies, ce qui faisait que les curions prenaient également part à ces fêtes et que la direction en appartenait au grand curion¹¹.

La disposition du peuple par tribus et par curies est politiquement utilisée en matière administrative, pour la formation de l'armée et la perception de l'impôt,

¹ Il n'y a pas de place de réunion affectée à la curie isolée.

² Nous ne savons rien d'un culte distinct des curies isolées ; Denys, 2, 21, dit seulement : *Θεοὺς ἀποδεικνύς ἑκάστοις καὶ δαίμονας, οὓς ἐμελλος αἰεὶ σέβειν*.

³ La situation des *veteres curiae* est déterminée par Tacite, *Ann.* 12, 24 ; ses indications conduisent au versant du Palatin du côté de l'arc de Constantin (Jordan, *Top.* 1, 1, 165). Leur translation à une époque incertaine de là au *compitum Fabricium* (dont la situation est inconnue) ne fut pas complétée : un certain nombre de curies restèrent dans l'ancienne édifice en vertu de scrupules religieux (Festus, p. 174, v. *Novae curiae*).

⁴ Festus, *Ép.* p. 49, v. *Centurionus*.

⁵ C. I. L. VIII, 1114. Il s'appelle aussi *curio minor*, C. I. L. II, 1262. VI, 2169, par opposition au *curio maximus*. L'identité du *curio minor* et du *curio* tout court résulte de l'attribution spéciale des curionats aux chevaliers, et de préférence aux chevaliers de rang sénatorial (cf. la partie des Chevaliers) ; car on retrouve la même particularité pour le rang du *curio minor*, tandis que, s'il avait été analogue au *pontifex minor*, il n'eût pas été possible qu'il eût le rang sénatorial. L'emploi récent soit de ces personnes comme crieurs, soit seulement du mot *curio* pour désigner les crieurs (Martial, *Præf.* 1. 2 ; *Vita Gallieni*, 12) peut venir de ce que des fonctions analogues incombaient aux curions en vertu de leurs charges.

⁶ Varron, dans Denys, 2, 21 (cf. c. 64). A la vérité, l'âge tout au moins ne s'applique pas aux curions de l'époque impériale qui sont constamment des éphèbes. Festus, *Ép.* p. 64, nomme les flamines *curiales curarum sacerdotes*. Il faut se figurer le rapport comme étant le même que celui dans lequel sont le *magister* et le *flamen* des Arvales ; le rôle du flamine est d'ailleurs en général, au sens propre, un rôle secondaire. L'identification de ces flamines avec les *lictors curiatii* est incertaine. Voir, tome II, la partie des Faisceaux, sur les licteurs sacerdotaux.

⁷ Denys, 2, 23.

⁸ Festus, *Ép.* p. 64. Le même, *Ép.* p. 62. Denys, 2, 50 (cf. Festus, *Ép.* p. 49, v. *Curia*) sont en première ligne ces sacrifices à Junon (Varron, 6, 46). Sur la qualification de cette Junon, cf. Denys, 2, 50. Si, selon Denys, 2, 13, les *φρατρίαι* célèbrent la fête avec les prêtres et participent au banquet, le local choisi démontre que cette fête de Junon ne peut être considérée comme une fête collective des curiales.

⁹ V. tome II, dans la partie du grand pontificat, la théorie de la nomination des prêtres.

¹⁰ Festus, *Ép.* p. 49. Denys, 2, 23.

¹¹ Ces fêtes sont les *fornacalia* (au plus tard, le 17 février) et les *fordicidia*, le 15 avril (*Handb.* 6. 197 et ss.). Les premières sont annoncées par le grand curion et célébrées sur le Forum, par chaque citoyen dans sa curie (Ovide, *Fastes*, 2, 527 et ss. ; Varron, *De l. l.* 6, 43 ; Plutarque, *Q. R.* 89, où il emploie *φρατρία* et *φυλή* l'un pour l'autre).

en tant que les diverses fractions du peuple doivent contribuer proportionnellement à ces charges. Elle l'est aussi dans les votes du peuple, qui, pour exprimer sa volonté, est groupé selon cette disposition ou selon une disposition qui en procède. Enfin il est tenu compte de ce groupement, sous des rapports multiples, pour le recrutement des sacerdoces et la formation du Sénat. Mais il vaut mieux réserver aux parties, de la Compétence des comices patricio-plébéiens et de la Procédure suivie devant eux ce qui peut être dit sur les comices de notre époque et sur leurs pouvoirs ; car ces comices primitifs se sont maintenus, bien qu'à titre secondaire, dans les temps postérieurs, et la position qu'ils occupaient à l'époque patricienne ne peut être éclaircie qu'en ; partant de celle qui leur a été donnée plus tard. Nous avons par conséquent ici seulement à exposer les indications qui peuvent être réunies sur l'organisation militaire et l'organisation fiscale les plus anciennes dans leurs rapports avec les tribus et les curies et à étudier brièvement les relations des tribus et des curies avec le recrutement des sacerdoces et du Sénat.

Relativement à l'organisation militaire fondée sur les tribus et les curies, nous pouvons partir du principe que, dans la cité patricienne tout autant que dans la cité patricio-plébéienne postérieure, l'obligation au service incombait à tous les citoyens mâles et majeurs, mais seulement aux citoyens¹. Par conséquent, tant qu'il n'y eut que les patriciens de citoyens, il n'y eut également qu'eux de soldats, et les clients furent exclus de l'armée. Sans doute, notre tradition considère les plébéiens comme ayant été de tout temps aptes au service, et les institutions militaires elles-mêmes n'ont gardé aucun vestige certain de l'exclusion des clients. Cependant le fait connu qu'il y avait, dans la légion des temps historiques, à côté des 3.000 hommes complètement armés, 1.200 hommes non armés, peut se rattacher à ce qu'anciennement on aurait adjoint à l'armée du peuple, composée normalement de 3.000 hommes, 1.200 des non citoyens appartenant à la cité. Le droit de porter les armes n'a assurément pas été étendu aux clients d'un seul coup, sur le pied d'une égalité complète ; il peut y avoir eu une phase intermédiaire dans laquelle ils ont, quant au service militaire, joué le même rôle qui est donné, dans l'État patricio-plébéen, aux citoyens sans fortune. — Les exemptions ou exclusions des enfants et des vieillards, des individus physiquement impropres au service, des personnes infâmes, ont nécessairement existé de tout temps. On ne peut préciser la mesure dans laquelle les règles établies plus tard à ce sujet remontent à l'époque la plus ancienne. Le système des interprètes romains du droit public, selon lequel le service militaire, comme toutes les charges publiques, aurait été, à l'époque la plus ancienne, égal pour tous et n'aurait été proportionné à la fortune que par le roi Servius², est purement schématique et sans base matérielle. La distinction du service en service de cavalier et service de fantassin est, d'après les anciens eux-mêmes, antérieure à Servius Tullius, et cette dualité de service est précisément, pour l'époque la plus ancienne encore plus sûrement que pour la constitution de Servius Tullius, liée à la différence de fortune.

¹ C'est là aussi la conception de nos sources. D'après elles, le recrutement comme le cens a atteint de tout temps tous les citoyens, parmi lesquels elles comptent naturellement les plébéiens. Denys, 2,-35, le dit expressément dans son récit des premières conquêtes de Romulus : les *Cæninenses* et les *Antemnates*, au nombre de 3.000, furent incorporés dans les tribus et les curies.

² Tite-Live, 1, 43. Cela ne peut se rapporter aux corvées, qui ne sont pas réglées par le cens, mais seulement au service militaire étai tribut connexes qui est également imaginé comme ayant été jusqu'alors un impôt de capitation égal (Denys, 4, 9. 19. 43. 5, 20). Cela correspond à la conception du droit de vote.

La petite unité de l'infanterie est, dans l'armée romaine la plus ancienne, principalement la *centuria*, le corps de cent hommes¹ aussi appelé *manipulus*, *guidon* ; d'après les chiffres donnés pour le contingent de la tribu et pour l'armée totale, c'est le contingent de la curia². Le commandement de la *centuria* appartient au *centurio*³, ou *centurionus*⁴. Dans une autre division de l'infanterie, le contingent de la curie est regardé comme constituant dix *decuriæ*⁵ et l'on passe, de la *decuria*, qui est alors la petite unité, en la combinant avec les trois tribus, à la *turma* de trente hommes ; ce qui fait que l'infanterie se répartit ou en 30 centuries ou en 300 *turmæ*⁶. — Les deux divisions de l'infanterie se répètent pour la cavalerie et y ont, selon toute apparence, existé l'une à côté de l'autre, celle par centuries comme division de la tribu, fondée sur la cité de dix curies, et celle par *turmæ* comme division fondée sur la cité tri-unitaire et destinée à fusionner en matière militaire ses parties entre elles. — Quant au langage comme quant au fond, les deux systèmes se rattachent clairement à ce travail de fusion et laissent apercevoir l'ancienne cité simple dans le sein de la cité tri-unitaire.

Milites, qui, sans nul doute, dérive de *mille*⁷, indique comme étant la, grande unité primitive, le nombre mille ; ce fut ensuite le contingent de la tribu⁸, et, par suite, l'armée de la cité tri-unitaire, la *legio*, se compose de 3.000 hommes⁹. Les

¹ S'il fallait une preuve que la *centuria* était, dans la plus ancienne organisation militaire, ce que signifie son nom (Varron, 5, 88 ; Festus, *Ép.* p. 53, s. v.), on la trouverait dans l'emploi du mot comme mesure de superficie pour 100 *heredia* ou 200 *jugera*. *Centuria*, *decuria* sont formés de *centu-viria*, *decu-viria* (Corssen, *Ausspr.* 2, 683) ; le *vir* est, dans l'ancien langage, le guerrier (*viros voca*, *prælium ineant*, dans l'appel aux armes ; *vir virum legit* ; *viris equisque*).

² Si nettement que cela résulte du schéma, il n'est jamais dit expressément que *curia* et *centuria* soient dans le même rapport que la circonscription d'enrôlement et les hommes enrôlés. Cependant Denys, 2, 7, explique dans ce sens *curia* par *φράτρα καὶ λόχος*.

³ Denys, 2, 7, et également Paternus dans Lydus, *De mag.* 1, 9, identifient, à raison de la similitude de la *curia* et de la *centuria*, le *centurio* et le *curio* ; mais l'officier et le prêtre sont clairement séparés par la terminologie et par la disposition sur l'âge requis.

⁴ Festus, *Ép.* p. 49, v. *Centurionus*.

⁵ D'après Denys, 2, 7 (cf. c. 14) Romulus partage la *curia*, c'est-à-dire la *centuria* en dix *decuriæ* commandées chacune par un *decurio*. Cela doit être entendu au point de vue militaire ; car Denys, ou plutôt Varron, qui est son autorité, confond le peuple le plus ancien avec la levée la plus ancienne. Peut-être est-ce de la *decuria* qu'est sorti le *contubernium* de l'organisation militaire postérieure (*Handb.*, 5, 421). — On a voulu interpréter ce texte, dont on a gravement abusé, en ce sens que *δεκάς* désignerait la gens comme dixième partie de la curie, ou encore (ainsi que proposait Schwegler, 1, 614) comme ensemble de dix familles ; mais *δεκάς* ne signifie pas plus l'une des choses que Vautre, il veut dire *decem viri* ; en outre, il n'est jamais venu à l'esprit d'aucun ancien et il n'aurait dû venir à celui à aucun moderne de compter pour la curie un nombre fixe de *gentes*, ni pour la *gens* un nombre fixe de familles.

⁶ Festus, *Ép.* p. 54. Ce renseignement est seul dans cette forme. Mais précisément pour cela il a autant d'autorité que tel autre qui se trouve fréquemment reproduit dans nos sources compilées, et il s'accorde bien tant avec l'identification militaire irréfutable de la *curia* et de la *centuria* qu'avec les décuries de Denys. A la vérité, on est surpris, et la faute en est sans doute seulement à Paul, que la comparaison naturelle de la curie et de la centurie fasse défaut et soit, remplacée par celle de l'armée de 160 *turmæ*. Ces *turmæ* ne peuvent être que les *turmæ* de l'infanterie, résulte-t-il de la relation avec les centimes et du nombre 30 X 100 qui est précisément celui de la *legio*. Étymologiquement, *turma* n'est tout au moins dans aucun rapport clair avec le service à cheval. Matériellement, cette indication comble une lacune ; car, puisque les 3 centuries des cavaliers correspondent à leurs 10 *turmæ*, il doit y avoir aussi, pour l'infanterie, à côté de la division en 30 centuries une autre division en 100 *turmæ*. En outre, si la double division de la cavalerie avait pour but d'amalgamer les trois tribus, il faut nécessairement que ce système ait aussi été appliqué à l'infanterie. Sa disparition pour l'infanterie et son maintien pour la cavalerie sont une nouvelle conséquence de la différence que l'on retrouve partout entre la cavalerie qui est permanente et l'infanterie qui ne l'est pas.

⁷ Le mot est dérivé de mille, en combinaison soit avec *ire*, sens dans lequel on peut invoquer l'analogie d'*eques*, *pedes*, *ales*, soit avec le même suffixe que dans *οἰκέτης*, *ἐρέτης*, *φυλέτης*, *γυμνής* (Corssen, *Ausspr.* 2, 209, rapproché de 1, 383). L'idée de nombre est déterminante pour l'usage militaire du mot qui réclame un nombre précis.

⁸ Varron, 5, 89. De même Dion, *fr.* 5, 8. L'allégation de Plutarque, *Rom.* 9, est étrangère à la bonne tradition et résulte probablement d'une déduction facile.

⁹ Varron, *loc. cit.*, où ressort clairement la différence existant entre le chiffre déterminé des hommes enrôlés et la chiffre nécessairement indéterminé des citoyens. Au contraire, dans Denys (2, 2, 16, cf. 1, 87), Romulus fonde la cille avec en tout 3.000 hommes de pied et 300 cavaliers, qui, après la conquête de Cænina et

trois *tribuni militum*, qui commandent plus tard en commun la légion¹, ont donc, à l'origine, ainsi que l'indique leur ancienne dénomination grecque *χιλίαρχος*², commandé chacun mille hommes dans l'armée fédérale³, et par conséquent, le principe monarchique duquel procède la constitution Romaine se manifeste, même en matière militaire, dans la grande unité stratégique aussi bien que dans la petite.

Les cavaliers (*celeres*)⁴ ont, en leur qualité de troupe permanente, mieux conservé leurs traditions ; ils ont même transporté leur organisation, quant à son principe, dans la constitution patricio-plébéienne postérieure. Chez eux, la petite unité est la *decuria*, le groupe de dix hommes, qui est le contingent de la curie⁵ ; de même que la centurie est sous les ordres du *centurio*, la décurie est sous les ordres du *decurio* ou *decurionus*⁶. Les décuries peuvent, selon l'organisation en curies, avoir été réunies en centuries, de façon que la centurie unique représente la Cavalerie de la cité primitive et que, en passant à la cité tri-unitaire, on obtienne les trois *centuriæ equitum* les plus anciennes⁷, donnant le chiffre de 300 cavaliers⁸. Ces centuries de cavaliers des trois tribus se sont maintenues et ont conservé leurs noms disparus dans l'infanterie. Lors d'un doublement de la cité, que l'on peut rattacher avec quelque vraisemblance à la réunion de la cité du Quirinal à la cité palatino-esquiline, elles ont, tout en conservant leurs anciens noms, été portées au nombre de six, et elles ont passé, sous le titre de *sex*

d'Antemnæ montent à 6.000 (2, 35), et, à la mort de Romulus, il y a 46.000 hommes de pied et environ 1.000 cavaliers (2, 16). Plutarque, *Rom.* 13, donne les mêmes chiffres fondamentaux, mais il admet dès le principe plusieurs légions, et, après la réunion des Sabins, il fait monter la légion à 6.000 fantassins et 600 cavaliers ; Lydus, *De mag.* 1, 16, a greffé là-dessous de nouvelles erreurs. — Ces chiffres fondamentaux ont été maintenus en pratique jusqu'au temps de Marius, en ce sens que l'on a augmenté le contingent en multipliant les légions, mais que la légion a conservé dans son chiffre normal (sans doute fréquemment modifié en pratique) le système primitif. Polybe, 6, 20, 8. 9, indique encore, en faisant abstraction des *velites*, qui étaient évidemment au début à côté de la *legio*, le nombre 3.000 comme le chiffre normal des légionnaires complètement équipés.

¹ Varron, 5, 81 ; Denys, 2, 7 ; Plutarque, *Rom.* 20 ; Pomponius, *Digeste*, 1, 2, 2, 20.

² Cette dénomination, empruntée aux institutions Persico-Macédoniennes, déjà admise pour le tribun militaire romain du temps de Polybe, ne peut, puisqu'en fait il ne commande aucun corps de mille hommes, se fonder que sur le rattachement, certain pour son introducteur, — peut-être Fabius, — du *tribunus militum* à la cité primitive.

³ Cf. tome I, la partie de la Collégialité, et tome III, la partie du Tribunat consulaire. Peut-être le nom *tribunus* vient-il aussi de là.

⁴ *Celeres* était primitivement le nom technique des cavaliers ; la preuve en est dans le nom resté officiel des *tribuni celerum*. Cf. tome III, la partie de la Maîtrise de la cavalerie. Les savants Romains sont du même avis, en particulier Festus (ci-dessous, note suivante), Pline, 33, 2, 35, Denys, 2, 13. 61, Servius, *Ad Æn.* 11, 603. Ce paraît être seulement par une confusion que Tite-Live cite les unes à côté des autres les trois centuries de cavaliers de Romulus (1, 13, 8) et, comme constituant sa garde, les 900 *celeres* (1, 15, 7) et leur donne par là tout au moins l'air, d'être des corps différents, Il est suivi par Zonaras, 7, 3, 4 ; par Plutarque, *Rom.* 26. *Num.* 7, avec cette addition que Numa aurait dissous la garde, évidemment parce qu'on ne la retrouvait plus ensuite à titre distinct ; enfin, avec des erreurs graves, par Paternus ou plutôt par Lydus, *De mag.* 1, 9. Certainement la version primitive admettait que les cavaliers, comme troupe permanente, servaient en même temps de gardes du corps ; il faut aussi prendre en considération sur ce point l'emploi de la cavalerie romaine au service de fantassins signalé par Denys. — On rapporte encore deux autres anciennes dénominations des cavaliers : *flexuntæ* (Licinianus, éd. de Bonn, p. 4, cf. p. XXII : Pline, H. n. 33, 2, 35 ; auprès lesquels il faut corriger *flexuntæ* dans Varron, chez Servius, *Ad Æn.* 9, 603) et *trossuli* (Junius Bracchanus, dans Pline, *loc. cit.* ; Festus, *Ép.* p. 367 ; scolie de Perse, 1, 81) ; cependant les deux dénominations ne paraissent pas appartenir à la langue juridique.

⁵ Festus, *Ép.* p. 55 ; Servius, *Ad Æn.* 9, 308.

⁶ Festus, *Ép.* p. 49. Aussi *decuræ* = *decuriones* : Festus, *Ép.* p. 71. 75.

⁷ Tite-Live, 1, 13, 8 : *Eodem tempore* (sous Romulus, après l'annexion des Sabins) *et centuriæ tres equitum conscriptæ sunt : Ramnenses ab Romulo, ab T. Tatius Titienses appellati : Lucorum nominis et criginis causa incerta est.* c. 36, 2. c. 43, 9 et plusieurs autres textes.

⁸ Le chiffre 300 est fréquemment indiqué comme le chiffre primitif de la cavalerie (Festus, p. 118, note 3 ; Denys, 2, 2. 13. 16. Plutarque, *Rom.* 13 ; Servius, *Ad Æn.* 9, 368) et aussi des *ceteres* lorsqu'ils sont distingués, comme garde du roi, des centuries de chevaliers (Tite-Live, 1, 15, 8 ; Plutarque, *Num.* 7). Ce chiffre est aussi resté le chiffre normal pour la cavalerie de la légion, tant qu'il y en a eu une, et il apparaît encore comme tel dans Polybe.

centuriæ ou de *sex suffragia*, dans l'organisation postérieure du vote¹. Au contraire, on ne trouve pas, dans l'organisation militaire, plus de trace de la centurie de cavaliers que des mille fantassins correspondants. Les chefs de ces centuries, les *tribuni celerum*, qui étaient probablement également trois, ont disparu, comme officiers, avec la chute de la royauté et ils n'ont subsisté, comme le roi lui-même, qu'*ad sacra*². Il n'y a pas, dans l'organisation militaire de la République, de commandement en chef de la cavalerie. Mais le principe de la fusion des trois cités a été appliqué à la cavalerie comme nous l'avons, vu appliquer, à l'infanterie : les dix décuries des Titienses, des Ramnes et des Luceres sont réunies en dix détachements de cavalerie, *turmæ*, chacun de 30 hommes, et, de même que les trois *tribuni militum* commandent la légion tout entière, trois *decuriones* pris dans les trois races sont mis à la tête de chaque turma³. Tandis que la centurie, ici comme dans l'infanterie, constitue la forme première, qui s'est par suite toujours maintenue dans l'organisation stable de l'armée qui sert pour le vote, la *turma* tripartite postérieure, créée seulement par la cité tri-unitaire et de bonne heure écartée dans l'organisation militaire de l'infanterie, a été conservée dans la cavalerie permanente, et elle nous y garde devant les yeux, comme ferait un torrent saisi par la glace, la vivante image des trois cités en train de se pénétrer. Elle nous fournit en même temps une preuve nouvelle que le patricial moderne a commencé par être autrefois tout je peuple ; car, puisque les détachements de cavaliers les plus anciens de l'armée politique

¹ Le récit de l'élévation de la cavalerie de 3 centuries à 18, a pour point de départ que les trois centuries primitives de 100 hommes ou les 10 *turmæ* de 30 auraient été triplées à deux reprises par l'établissement de 10 nouvelles *turmæ* sans changement du chiffre des centuries. Il ne nous est, il est vrai, pas signalé d'autre phase intermédiaire que l'organisation de 10 nouvelles *turmæ* par Tullus après la chute d'Albe, dans Tite-Live, (1, 30, 3). Il en est de cela comme de l'élévation du sénat de 100 membres à 300 : la légende connaît, pour les centuries de chevaliers, les chiffres 300 et 900, mais ne sait pas trouver de chemin pour passer de l'un à l'autre. Comme sur le chiffre primitif de 300, on est d'accord sur le fait que le roi Tarquin trouva trois centuries tirant leur nom des tribus et composées de 300 cavaliers et qu'il les porta à 3 centuries doubles de 600 ou à 6 centuries simples de 300 hommes en ajoutant aux *priores* (Cicéron, *De re p.* 2, 20, 36) ou *primi* (Festus, p. 344 a 349, v. *Sex Vesta*) *Titienses, Ramnes, Luceres les posteriores* (Tite-Live, 1, 36, 7) ou *secundi* (Cicéron ; Festus, *loc. cit.*). Cicéron, *De re p.* 2, 20, 36. Tite-Live, 1, 36. Ensuite les six centuries antérieures à Servius, de 300 hommes chacune, furent transformées par lui en 18 centuries de 100 hommes, et il réserva les noms portés jusqu'alors à six d'entre elles ; ce que l'on peut encore exprimer en disant qu'il fonda 42 nouvelles centuries et conserva les 6 anciennes, comme le fait Tite-Live, 1, 43. L'organisation postérieure du scrutin qui appelle au vote les douze centuries innommées de chevaliers avant les *sex suffragia*, aura influé dans ce sens. Dans Cicéron, *De re p.* 2, 22, 39, il n'y a de conservé que les derniers mots du récit : ... *duodeviginti censu maximo*, d'après lesquels il a, comme cela ne pouvait pas ne pas, arriver, rattaché toutes les 18 centuries à Servius. Le témoignage de Festus, 11, 334, est rédigé un peu différemment : *Sex suffragia appellantur in equitum centuriis quæ sunt adjectæ* (Ms. : *adfectæ*) *ei numero centuriarum quas Priscus Tarquinius rex constituit*, en ce sens que Servius n'y décompose pas les six anciennes centuries, mais en trouve 12 et en ajoute 6. Probablement cette forme a été donnée au récit parce qu'il n'y avait d'attesté pour l'époque antérieure à Tarquin que le doublement de la cavalerie. Mais le tableau est par là gâté sous deux rapports : d'une part la vieille légende d'Attus Navius (cf. en dehors des textes cités, Festus, p. 169, v. *Nævia* ; Val. Max. 1, 4, 1 ; *De vir. ill.* 6, 7 ; Florus, 1, 5, 2) exige absolument qu'il s'ait trois centuries jusqu'à Tarquin et six après lui ; en second lieu, il est plus qu'incorrect que les anciens noms des tribus soient attribués par cette version aux centuries créées par Servius. — Au reste, la création récente du récit qui sert de base à tous nos témoignages résulte notamment de ce que la centurie ne peut pas avoir été, à cette époque reculée, autre chose que ce que dit son nom. L'ancienne légende n'a certainement rien su de l'élévation de la centurie de 100 hommes à 800 ; elle a admis seulement des centuries de 100 hommes et a développé des 3 centuries des 3 tribus de Romulus les 6 centuries de Tarquin, auxquelles la constitution de Servius en a ajouté 12 qui n'ont pas de rapport avec la division en tribus. Cela a été probablement modifié pour donner la même vieille noblesse aux 18 centuries équestres : on les a, en torturant les faits, rattachées toutes aux trois plus anciennes et on les a ainsi fait toutes remonter jusqu'aux temps antérieurs à Servius.

² Les renseignements qui nous sont restés sur les *tribuni celerum* sont rassemblés, au tome III, dans la théorie de la Maîtrise de la cavalerie. Il n'y a de sûr que leur nom et leur chiffre multiple ; leur identification avec les trois centurions des cavaliers cités par Antias est probable ; au contraire, le commandant en chef des cavaliers, que le même auteur cite à leurs côtés, est une invention ou tout au moins n'a pas été une institution stable.

³ Varron, 5, 91. De même, d'après Curiatius, Festus, p. 355. L'étymologie est incertaine ; il est difficile qu'il y ait une corrélation avec *turba*.

se composent encore, à l'époque historique, de patriciens¹ et qu'ils portent jusqu'aux temps les plus récents les anciens nones des tribus des trois races, il faut qui autrefois toute la cavalerie tout au moins et probablement par, suite toute l'armée aient été prises dans la future aristocratie.

Si nous n'avons que de faibles renseignements sur les institutions militaires de notre époque, tout ce que nous savons à vrai dire de son système fiscal ; c'est que, même dans la cité tri-unitaire, il n'était pas basé sur cette cité, mais sur l'ancienne cité simple. Selon la tradition, les tribus ont, à l'époque ancienne, perçu leurs quotes-parts de l'impôt² ; le témoignage bien avéré, d'après lequel le paiement des *soldati* ne fut mis à la charge du trésor public qu'en 318³, rend également vraisemblable qu'il était jusqu'alors fait par les tribus, précisément avec le produit de ces impôts perçus à cet effet. Ce qui sera expliqué plus loin sur les fonctions des chefs des tribus serviennes fait aussi penser que ces attributions leur sont passées des tribus patriciennes. Peut-être même est-ce de ces tribus que les mots *tribuere*, *tributus*, *tributum* ont été tirés, dans leur sens primitif. La confédération des trois cités primitives s'est donc peut-être à l'origine contentée de procéder au mélange des trois levées, avec ses diverses conséquences, tandis que la répartition de l'impôt, si le butin ne suffisait pas à payer la solde ou si un versement de fonds était nécessaire pour autre chose, restait à la charge des différentes tribus. Sans doute, celles-ci doivent alors avoir gardé une certaine organisation corporative ; il faut que la *tribunus* des Titiens, par exemple ; tout en n'exerçant le commandement qu'en commun avec ceux des deux autres cités, ait pour sa part perçu les impôts et payé la solde. L'amalgame des trois cités desquelles le peuple romain est sorti, s'est sûrement fait selon une progression dont il ne nous est pas donné de suivre les phases.

La magistrature procède, en laissant de côté les officiers, de la royauté et de sa représentation ; ni la tribu, ni la curie n'ont donc pu y trouver d'expression. — Il en est tout autrement des sacerdoce les plus anciens. On ne rencontre, il est vrai, chez eux, en dehors des prêtres des curies, jamais de représentants des fractions d'une cité ; mais on y voit ressortir avec une vigueur singulière le développement par lequel l'État unitaire est sorti de la confédération. Les collèges des pontifes⁴, des augures⁵, des vestales⁶ comptaient, à l'origine, trois membres ; or ce chiffre est en discordance avec le principe de la dualité qui prédomine à l'époque ancienne⁷ ; il doit, sans nul doute, se rattacher, comme celui des trois tribuns de la légion et celui des trois décurions de la *turma*, à ce que les trois cités pareillement organisées des Titiens, des Ramnes et des Luceres avaient chacune un pontife, un augure et une prêtresse de Vesta et que, lors de la fusion des trois cités, on a combiné leurs institutions. — Si plus tard ces trois collèges, les pontifes, les augures⁸, et les vestales, furent portés du

¹ La *centuria procum patricium* (Festus, p. 249 ; Cicéron, *Orat.* 46, 156) ne peut être rapporté qu'aux *sex suffragia* ; il n'y a pas ailleurs de place pour les patriciens dans les divisions de vote.

² Varron, 5, 481. Tite-Live, 1, 43, 13. Cette pseudo-étymologie est à la vérité proposée relativement au cens de Servius Tullius ; mais, si elle a, au moins pour le fond, une valeur, elle doit être rapportée aux tribus les plus anciennes. Denys, 4, 14, le dit expressément du roi Servius.

³ Tite-Live, 4, 59, 11. *Handb.* 5, 92 et ss.

⁴ V. tome III, les préliminaires de la partie du Grand Pontificat.

⁵ Cicéron, *De re p.* 2, 9, 16. Denys, 2, 22. Tite-Live, 10, 6, 7. Le nombre trois primitif est confirmé par la loi de César relative à Genetiva, c. 61.

⁶ Festus, p. 344. A la vérité, selon Denys (2, 67. 3, 67) et Plutarque (*Num.* 10), Numa crée quatre vestales et Tarquin l'Ancien en ajoute deux.

⁷ V. tome I, la partie de la Collégialité.

⁸ Cicéron (*De rep.* 2, 14, 26) attribue à Numa le port du collège de trois membres à cinq ; nous montrons ailleurs (v. tome III, les préliminaires de la partie du Grand Pontificat) qu'il faut compter Numa lui-même et que par conséquent le collège fut alors porté à six membres.

chiffre de trois membres à celui de six, cette transformation eut lieu certainement de la même manière et à la même date que les *minores gentes* furent ajoutées aux *maiores* et que l'on doubla les trois centuries équestres en maintenant leurs trois noms traditionnels¹. Pour les collèges des *Luperci* et des Saliens, le doublement s'exprime par le fait que les sacerdoces de la cité romaine comprennent désormais les deux collèges des *Salii Palatini* et des *Salii Collini* et ceux des *Luperci Quinctiales* du Palatin et des *Luperci Fabiani* du Quirinal. Nous avons déjà remarqué plusieurs fois que ce doublement², rattaché principalement au nom de Tarquin l'Ancien, correspond à la fusion de la cité du Quirinal dans celle du Palatin.

Sur le sénat de la cité romaine, nous renvoyons à la partie qui lui est relative. Quand bien même il aurait été dans le principe une réunion des chefs des *gentes* ou tout au moins des représentants des *gentes*, il n'y a certainement plus eu, dès une époque très reculée, un sénateur par famille, mais il y a eu cent sénateurs en tout dans la cité de dix décuries, et ce chiffre est resté, jusqu'à une époque récente, le chiffre normal dans les municipes organisés sur le modèle romano latin. Le nom de *decurio* donné aux membres du sénat municipal paraît aussi être en rapport avec ce système ; car la cité de dix curies suppose un nombre total schématique de mille premiers habitants, et par conséquent il y a un membre du conseil pour dix d'entre eux. A Rome, le sénat de trois cents membres des temps historiques est sorti de la fusion des sénats des trois cités confédérées.

Pour toutes ces institutions se pose une question : les parties ainsi unies se sont-elles immédiatement confondues ? Chacune des trois races a certainement nommé un des trois premiers pontifes de la cité unie. Mais la place laissée vacante par un Ramnes était-elle prise par un autre Ramnes, c'est là le point douteux. Probablement il n'y avait pas de prescription dans ce sens, ou du moins, s'il en a existé une, elle a été écartée dès l'époque la plus ancienne. Chez les cavaliers, la conservation des noms empêchait qu'un Titien ne pût servir ou voter parmi les Rampes, en même temps que l'organisation des *turmæ* pourvoyait à l'amalgame nécessaire. Au contraire, on peut conclure, pour les prêtres, du défaut de désignations analogues à l'absence de pareilles barrières juridiques. Il est également difficile que le roi ait été obligé constitutionnellement à prendre, pour le sénat, juste dix membres de chaque curie et cent de chaque tribu, quoique naturellement il ait dû se préoccuper d'assurer la représentation de toutes les parties du peuple dans le conseil.

A côté de la distribution générale du peuple et de son territoire par tribus ethniques et par curies, qui ne tient aucun compte de la distinction de la ville et de la campagne, qui peut fort bien être antérieure à la fondation de la ville, il y a la division de la ville en quartiers et de la campagne en circonscriptions rurales. A la différence de la division en tribus et en curies, celle-ci ne s'applique pas aux personnes ou du moins ne s'applique à elles que tant qu'elles habitent le quartier

¹ Tous les témoignages sont d'accord sur ce point. D'après Cicéron, *De re p.* 2, 20, 36, Tarquin eut l'intention de *Titensium et Ramnensium et Lucerum mutare nomina* ; il n'y a pas là, comme a cru Becker (1re éd. p. 241, note 494) une erreur ; la légende représente Tarquin comme projetant de donner de nouveaux noms aux trois nouvelles centuries et comme contraint de leur donner les anciens en y ajoutant une qualification distinctive.

² Si Festus (p. 169, v. *Navia*) et Denys (3, 71. c. 72 ; également Zonaras, 7, 8) ramènent le doublement des centuries de chevaliers au projet de doubler les trois tribus elles-mêmes, cela doit bien vouloir dire qu'il s'agissait d'un doublement général de l'État dont celui de la cavalerie n'aurait été qu'une partie. Mais ce n'est là qu'une opinion, ce n'est pas un témoignage.

ou qu'elles ont leur établissement dans la circonscription rurale les noms des circonscription urbaines et rurales sont tous d'origine locale¹. Les quartiers et les champs réunis faisaient l'État tout entier, et par suite ils appartenaient, comme les curies, aux *sacra publica*². On ne les a pas pris comme base pour la répartition générale du sol ou du peuple ; leur origine n'est certainement pas non plus dans des cités autrefois indépendantes³, mais plutôt dans un groupement des terres des citoyens fait dans un but religieux.

La division topographique de la ville dépend de son étendue⁴. L'éminence du Palatin a été la Rome la plus ancienne elle se subdivisait en trois districts appelés *montes* (*montes*) : le Palatium proprement dit, la Velia et le Cermatus, dont chacun célébrait sa fête annuelle distincte⁵. On y ajouta ensuite et le district de la Subura qui faisait primitivement partie de la campagne (*pagus Sucusanus*)⁶, et l'Esquilin, dont les trois hauteurs, le mont Oppius, le mont Cispius et le Fagutal constituaient, comme celles du Palatin des communautés religieuses. La ville ainsi agrandie⁷, qui est probablement la ville tri-unitaire des Titiens, des Ramnes et des Luceres, célébrait sa réunion en un tout par la fête des *Sept Monts* (*septimontium*) qui était fêtée le même jour, le 11 décembre, sur les six monts et dans le district rural de Subura et qui est déjà mentionnée dans le calendrier de Numa⁸. Dès la fin du Ve siècle, ce *septimontium* a été pris pour modèle dans les villes fondées par Rome⁹, et par conséquent a été regardé comme constituant la Rome primitive.

¹ En dehors des nombreux noms de districts urbains ou ruraux cités plus bas qui confirment cette règle, nous pouvons encore invoquer ici les pagi de la liste de Velleia et de celle des *Bæbiani* : dans le territoire de Bénévent, *Albanus*, — *Beneventanus*, — *Romanus* ; dans celui de Placentia, *Noviodunus*, — *Vercellensis*, — *Veronensis* ; dans celui de Velleia, *Albensis*, — *Bagiennus*, — *Statiellus*. Les noms gentiles comme le *pagus Domitius* et le *pagus Valerius* dans le territoire de Velleia, le *pagus Julius* dans celui de Placentia, sont isolés. Dans le Latium, nous connaissons dans le territoire de Fieules, le *pagus Ulmanus et Transulmanus Pelecianus* (Orelli, 111 = C. I. L. XIV, 4012 ; cf. *Hermes*, 17, 51). Trois pagi de Nola s'appellent *Agrifanue*, *Capriculanus*, *Lanita* (C. I. L. X, 1278-1280). L'unique pagus du vieux territoire Romain dont nous connaissons le nom, le *pagus Lemonius* porte un nom de forme gentile : mais, puisque, selon Varron, les noms locaux des curies sont pour la plupart tirés de *pagi*, il faut que les noms de *pagi* aient aussi pour la plupart été locaux.

² Festus (p. 254) : *Publica sacra quæ publico sumptu pro populo fiunt quæque pro montibus pagis curiis sacellis*.

³ Il n'y a pas de synœcisme dans les montes et les pagi, par cette simple raison qu'un district urbain pris à part ou un district rural pris à part ne peut pas être une unité politique. Jamais les Romains ne se sont figuré les trois *montes* du Palatin ou les *pagi* de Numa, comme des cités politiques.

⁴ Ce n'est pas ici le lieu d'étudier la plus ancienne histoire de la ville ; il suffira de rassembler brièvement les points qui ont une importance pour le droit public.

⁵ Festus, p. 348 (cf. p. 340. 341). Varron, 5, 41 : *Ubi nunc est Roma, [antea] Septimontium nominatum ab lot montibus quos postea urbs comprehendit*, c'est-à-dire qu'il est ainsi nommé d'autant de montagnes qu'on en compte dans la Rome de Servius. Varron étudie ensuite non pas ces anciennes éminences, mais les sept collines récentes, le Capitole, l'Aventin et celles contenues dans les quatre tribus locales ; il n'identifie donc pas, comme je l'avais antérieurement admis à tort (*Tribus*, p. 212 et ss.) les dernières avec les *montani*.

⁶ Varron, 5, 48 ; Festus, p. 309. 309. La dénomination *pagus Sucusanus* a sans doute été précisément conservée par la fête du 13 décembre ; s'il est considéré comme en dehors de la ville dans les explications étymologiques (tirées de *succurrere*), cela vient naturellement de l'expression *pagus*.

⁷ Varron, 6, 24. Plutarque, *Q. Rom.* 69. — Les *dii montenses* de l'inscription récente, C. I. L. VI, 377, ne se rapportent certainement pas à cette fête ; ils doivent plutôt être rapprochés des *Sul(eviæ) mont(enses)* de l'inscription C. I. L. III, 1601 et des du montes de Lactance, *De mort. persec.* 11.

⁸ C. I. L. I, p. 401, sous le nom des Agonalia.

⁹ La colonie latine d'Ariminum, fondée en 486, se divise en *septem vici* (*patronus vicorum VII* : Grut. 484, 9 ; *vicani vicorum VII* : Orelli, 3177 = C. I. L. XI, 377 ; Orelli, 80 = C. I. L. XI, 379 ; Grut. 467, 1 = C. I. L. XI, 418 ; Orelli, 3116 = C. I. L. XI, 419), parmi lesquels abus en connaissons cinq : *Aventin(us)* (Henzen, 7070 = C. I. L. XI, 421) ; *Cermatus* (Orelli, 3116 = C. I. L. XI, 4119) : *Dianensis* (Orelli, 80) *For[ensis] ?* (Tonini, Rimini, IV, p. XX = C. I. L. XI, 404) ; *Velab(er)* (Grut. 1021, 2 = C. I. L. XI, 417). La colonie d'Auguste Antioche de Pisidie doit nécessairement avoir été organisée d'une manière semblable. Nous ne connaissons pas le chiffre total de ses *vici* ; mais nous connaissons les noms de six d'entre eux : *ædilicius* (C. I. L. III, 290) ; *Cermatus* (C. I. L. III, 296) ; *patric[i]us* (inscription inédite) ; *salutarit* (*idem*) ; *Tuscus* (C. I. L. III, 291) ; *Velabrus* (C. I. L. III, 289). Les *septem vici* se rattachent sûrement au *septimontium*. Les noms de *Cermatus* et *Velaber* commune aux deux villes se rapportent au Palatin ; de même ceux de *Tuscus* et peut-être de *For[ensis]* ; l'*Agentinus* au

Mais les *montes* et *pagi* dont il est question à la fin de la période républicaine ne comprennent pas seulement les sept districts et indiqués ; ils comprennent toute la population de la capitale¹. Nous ne pouvons apercevoir qu'en partie par quelle voie cela s'est fait. Le Caelius peut avoir appartenu au *septimontium* comme partie de la Subura. Pour la circonscription de la ville du Quirinal, une organisation semblable au *septimontium* peut avoir disparu. L'Aventin² et sans doute aussi le Capitole³ ont anciennement été considérés comme des *pagi* ; la raison déterminante peut en avoir été que, comme nous montrerons dans la partie des Tribus serviennes, ils ne sont devenus que tardivement susceptibles de propriété privée, or, en envisageant la distinction de la ville et des champs au point de vue de la propriété, les quartiers dans lesquels il n'y avait pas de propriété de maison étaient en dehors de l'organisation religieuse urbaine proprement dite. La Subura peut même avoir été autrefois dans la même situation en face de la ville du Palatin et n'avoir été que lors de l'extension de celle-ci mise sur le même pied que les six districts urbains proprement dits⁴. En tout cas, les puni de l'Aventin et du Capitole sont compris parmi les *montani* et *pagani* du temps de Cicéron, et il peut en avoir été de même des *pagani* du faubourg du Janicule et de ceux d'autres localités situées immédiatement devant les murs.

L'organisation et la destination tant des *montes* de la ville que des cantons des faubourgs ou de l'intérieur qui leur sont assimilés ne peuvent pas avoir été essentiellement différentes, de celles des cantons ruraux. Quant au détail, on ne sait pour ainsi dire rien d'eux⁵. Ils ne peuvent avoir été dépourvus d'un centre religieux analogue aux *compita* postérieurs des Lares. Ils ont aussi été utilisés pour l'administration, au moins pour la distribution de l'eau entre les maisons des

mont du même nom, et peut-être aussi le *Dianensis* ; le *patricius* à l'Esquilin (Becker, *Top.* p. 531). Les sept collines postérieures, qui comprennent toute la ville, et les 14 régions d'Auguste, se rattachent aussi au *septimontium*.

¹ Cicéron, *De domo*, 28,174. Q. Cicéron, *De pet. cons.* 8, 30.

² C. I. L. XIV, 2405 = Henzen, 2105 : *Mag(istrei) paganor(um) Aventin(ensium)*, du commencement de l'époque d'Auguste. Le *collegium Mercurialium* (C. I. L. I, 805) appartient aussi à l'Aventin.

³ Il n'y a pas, il est vrai, de *pagus* de cité ; mais le *collegium Capito linorum* paraît être essentiellement de la même nature (Tite-Live, 5, 50 ; C. I. L. I, 805).

⁴ Le *pagus Sucusanus* aura conservé sa dénomination de district rural après avoir été incorporé à la ville et égalisé aux montés.

⁵ L'inscription votive de l'ancien sanctuaire de l'une des sept communautés qui composaient le *septimontium* ; de celle du mont Oppius, a été retrouvée récemment, non pas il est vrai à son ancien emplacement, mais certainement à peu de distance, sur le versant de cette colline, dans le voisinage des thermes de Titus. Elle appartient aux environs de l'époque de Cicéron et est ainsi conçue : *Mag(istrei) et flamin(es) montan(or)um montis Oppi de pecunia mont(anorum) montis Oppi sacellum claudend(um) et arbores serundas cœraverunt* (*Bull. della comm. arch. munic.* 1887, p. 156). Ce sanctuaire doit être le *sacellum Jovis fagutalis* (Varron, *De l. l.* 5, 152), qui est celui que Varron nomme en premier lieu parmi les différents bois sacrés de l'Esquilin comme existant encore de son temps (Varron, *De l. l.* 5, 49). Les *montani montis Oppi* apparaissent ici clairement comme constituant une communauté religieuse plus petite dans l'intérieur de la ville. L'existence à leur tête de *magistri* et de flamines est d'accord avec la constitution religieuse primitive telle que la montrent non seulement les institutions générales où le *pontifex* a, en qualité de magister, des flamines des différents dieux à ses côtés, mais aussi en particulier la constitution des Arvales (v. tome III, la partie du Consulat, sur l'organisation du culte), et celle des *sacra* des curies. La pluralité des *magistri* est surprenante dans une institution aussi ancienne (voir tome I, la partie de la Magistrature et des pouvoirs de magistrat, sur la définition du *magistratus*) ; et celle des flamines l'est encore plus ; car aucune divinité n'a plus d'un *flamen*, et le *mons Oppius* a difficilement eu plus d'un Dieu principal : le Palatin n'a non plus que le seul *flamen Palatuaris*. Cependant l'absence, également surprenante, du nom des auteurs de la *dedicatio* laisse place à la possibilité que ces prêtres aient, comme ceux des Arvales, changé tous les ans et que les travaux soient désignés comme ayant été faits successivement sous l'autorité de plusieurs d'entre eux. Le sanctuaire en plein air, le *sacellum* (Festus, p. 318), est, voyons-nous par là, un caractère que les montes partagent avec les *Argei*. On est porté à se demander si les *ædes* n'étaient pas, à l'époque la plus ancienne, réservées aux Dieux, de la cité tout entière et si les emplacements non couverts n'étaient pas les seuls que les districts religieux, les *gentes* ou les particuliers pussent consacrer à leur culte.

citoyens¹. Mais, depuis qu'Auguste eut organisé, en 747, les quatorze régions de la ville de Rome et dans chacune les districts des chapelles des Lares², les *montes* et *pagi* disparurent comme division de la ville, bien que la fête du *Septimontium* ait encore continué longtemps après à être célébrée.

La circonscription rurale, le *pagus*, — c'est-à-dire, d'après le sens des mots, l'espace clos, exactement comme *pagina*³, — est opposée à la ville⁴, peut-être originairement, avons-nous vu, à la propriété domestique urbaine, plus tard à l'espace entouré par les murs de la ville. Le *pagus* comprend à la fois les terres labourables et les prairies⁵, les propriétés privées et publiques⁶. Il a certainement un centre pour ses *sacra* : il est possible que la dénomination de *croisement*, *compitum*, ait été spéciale à ces cultes de voisins, à la campagne comme à la ville⁷. Mais la nature du *pagus* réclame avant tout des limites déterminées qui sont parcourues et purifiées lors de la fête rustique annuelle⁸. La division du territoire en *pagi* n'est pas seulement romaine⁹ ; elle est commune à toute l'Italie¹⁰ et, elle fut même transportée par les Romains dans des territoires étrangers à l'Italie¹¹.

Nous aurons à revenir, dans la partie des Tribus de Servius, sur le rapport du *pagus* avec le domaine familial. Ils ne se confondent pas. La division de la campagne comprend aussi les terres publiques ; le *pagus*, à la différence du domaine familial, est une partie intégrante de l'État ; enfin le nombre des *pagi* était sans doute beaucoup plus faible que celui des gentes patriciennes primitives. Parmi les rares noms d'anciens *pagi* romains qui nous sont connus, il y en a un qui, selon toute vraisemblance, est emprunté à une gens ; mais ce

¹ Festus, v. *Sifus*, p. 340, d'une *lex rivalicia* proposée par un Ser. Sulpicius (nous ne savons lequel) : *[Mon]tani paganive sifis aquam dividunto : donec eam inter se [diviserint,] s judicatio esta*. Les tuyaux de conduite qui amenaient l'eau du canal principal dans les divers districts devaient donc être construits par ces districts (naturellement sous le contrôle supérieur des censeurs) et à leurs frais. Le *conlegium aquæ* de la ville de Rome, dont se sont conservés les statuts en daté des derniers temps de la République ou du commencement d'Auguste (C. I. L. VI, 10298), est probablement une de ces communautés. C'est à elles que se rapporte Frontin, 94.

² Voir au tome IV, dans la partie de l'Édilité, la fin de la section de la surveillance des rues et des lieux publics.

³ Il n'y a aucun doute sur la relation de *pagus* et *pagina* avec *pangere* et *pax* (Corssen, *Ausspr.* 1, 393) ; les deux mots ne peuvent donc être rapportés qu'au tracé des lignes de séparation, nécessaire pour les champs comme pour les carrés du rouleau de papyrus (cf. Festus, *Ép.* p. 221). Il est impossible de les rattacher à l'idée de forteresse, parce que *pangere* ne veut pas dire *fortifier*. Les anciens (Festus, *Ép.*, p. 221 ; Servius, *Georg.* 2, 382) expliquent : *Pagi dicti a fontibus, quod eadem aqua uterentur ; aquæ enim lingua Dorica παγαι appellantur*, où ils identifient le mot avec le παγος grec dans le sens de κρησφύγετα, hauteurs fournissant un refuge (Denys, 4, 15).

⁴ Les glossaires grecs assimilent avec raison le *pagus* à la *τοναρχία* ou au *νομός* égyptien ; le rapprochement avec *δήμος* dans Festus, p. 71, n'est pas juste.

⁵ Les *sallus* de la table alimentaire de Veleia le prouvent.

⁶ Les *pagi* de Campanie le prouvent.

⁷ Cf. *Handb.* 6, 203 et ss. *Compitum* tire son nom de la rencontre des chemins et non de celle des hommes ; mais naturellement on place le lieu de réunion au croisement des chemins.

⁸ Siculus Flaccus, p. 164. Cf. C. I. L. IX, 1618. 5565 ; *Handb.* 6, 201.

⁹ Nous ne connaissons cependant que trois vieux *pagi* romains, en dehors de celui du Capitole, si toutefois c'en est un, et de celui de l'Aventin : le *pagus Montanus* devant la porte Esquilin (sénatus-consulte du temps de la République, C. I. L. VI, 3823) ; le *pagus Janicolensis* (inscription votive du temps de la République, d'un *magister* de ce *pagus*, trouvée au Trastevere, C. I. L. I, 801. 802 = VI, 2219. 2220), enfin le *pagus Lemonius* qui donna son nom à la tribu *Lemonia* et qui était situé *a porta Capena Latina*, nous ne savons à quelle distance. Les deux *pagi* de l'inscription obscure C. I. L. 1, 804 = VI, 2221 (trois *mag. de duobus pageis et vicei Sulpicei*) et les *septem pagi* qui auraient été enlevés par Romulus aux Étrusques et rendus à Porsenna (Denys, 21 55. 5, 31) sont dépourvus de noms.

¹⁰ La mention d'Ulpian, *Digeste*, 50, 45, 4, pr. demande pour la *forma censualis*, l'indication, pour chaque fond de terre, *in qua civitate et in quo pago sit*, nous est mise sous les yeux par les deux tables alimentaires de Veleia (C. I. L. XI, 1447) et des Ligures de Bénévent (C. I. L. IX, 1455).

¹¹ Cf. ma dissertation sur les *pagi* celtiques, *Hermes*, 16, 449. 19, 316. Assurément cette translation est très impropre et en réalité incorrecte : le *pagus* celtique des Tigorini n'est pareil ni dans son étendue, ni dans sa destination, au district rural italique (*op. cit.* 16, 480, note 3), mais il n'y a, dans la terminologie romaine, aucune autre expression pour désigner une circonscription rurale fermée.

pagus aura pris ce nom de famille de la même façon dont plus tard les tribus rustiques de la constitution de Servius en prirent de semblables. Quoique il y ait pu y avoir en même temps un pagus cornélien et un domaine familial cornélien comme il y avait une tribu Cornelia, il ne s'ensuit ni que la tribu soit identique au *pagus*, ni que le *pagus* le soit au domaine familial.

La destination du *pagus* est, en première ligne, une destination religieuse, tout comme celle du *mons* urbain ; la preuve en est, en dehors de ce qui a déjà été dit, dans la dénomination sacerdotale de son ou de ses chefs : *magister* ou *magistri*¹, dans la fête des *Paganalia*² et dans les jeux organisés, au moins quelquefois, par le pagus³. — En outre, la circonscription rurale est, comme la circonscription urbaine, employée dans un but administratif. Cela peut, à l'époque ancienne, avoir eu une importante étendue d'application⁴ : même à l'époque récente, on trouve les membres des *pagi* mentionnés pour la construction, des chemins⁵ ainsi que pour les transports et les fournitures⁶. La tradition établissant un lien entre la fondation de ces districts ruraux et celle de la propriété individuelle du sol⁷, cette institution, qui se distingue par sa généralité et son uniformité de la formation, plus influencée par les circonstances, des districts urbains, et dans laquelle se manifeste surtout la préoccupation du maintien des limites des champs, doit forcément avoir eu pour but principal de maintenir dans une perpétuelle évidence la propriété foncière d'abord des gentes, puis des individus, par la réunion et la mise en relations des hommes des champs⁸.

Le nombre des districts ruraux était probablement laissé indéterminé en théorie ; il devait différer dans chaque territoire, y monter ou y descendre, selon l'accroissement ou l'amoindrissement de sa surface⁹. Dans celui de Veleia, il y avait au moins quinze *pagi*¹⁰. Nous traiterons du nombre des plus anciens *pagi* romains et de leur rapport avec les tribus rustiques postérieures, en même temps que de ces dernières.

Le district rural et le district urbain sont, pour l'organisation, comparables à des collèges. L'ensemble de leurs membres est capable de prendre des résolutions à la majorité¹¹. Le chef du district déjà signalé, qui est surtout préposé aux sacra, mais qui est en général à la tête des affaires du district, est élu annuellement par

¹ Il n'y a pas besoin de textes. *Magister pagi*, Orelli, 1495. *Ministri pagi*, C. I. L. X, 994. Il ne faut pas confondre les *magistri* du *pagus* lui-même avec les curateurs des divers temples, portant le même nom et changeant chaque année, tels qu'ils se rencontrent surtout à Capoue (C. I. L. X, p. 367).

² *Handb.* 6, 499.

³ C. I. L. X, 3772.

⁴ Lorsque Denys, 2, 76, appelle le *magister pagi*, de Numa un *ἐπισκοπον και ἀρχοντα τῆς ἰδίας μοίρας*, auquel il aurait spécialement incombé de veiller sur l'agriculture par des avertissements et des peines ; et sur ce qu'il dit, 4, 15, des *pagi* de Servius, il exagère en ce que les *magistri* qui n'étaient pas des magistrats n'ont certainement pas prononcé de peines disciplinaires ni fait d'autres actes de magistrats ; mais ils ont sûrement exercé à ce point de vue une action auxiliaire.

⁵ Siculus Flaccus, p. 346. Cf. le même auteur, p. 348, 22.

⁶ Siculus Flaccus, p. 165.

⁷ C'est ce que fait Denys, 2, 76, qui représente Numa comme partageant toute la campagne en ce qu'on nomme des *pagi* pour favoriser l'agriculture (d'après lui, Plutarque, *Num.* 16).

⁸ Tous les indices sont contraires à l'idée que le pagus ait été autrefois une possession immobilière réunie dans une seule main.

⁹ C'est ce que montre l'histoire des *septem pagi*.

¹⁰ C'est le chiffre qu'en donne la table alimentaire, en faisant abstraction de quelques noms douteux, et il ne peut pas en manquer beaucoup. Il n'en est pas de même pour les autres territoires.

¹¹ *Pagi sententia* et *pagi decretum*, par analogie avec les collèges, se rencontrent fréquemment (C. I. L. IX, p. 788) ; *pagi scitus*, par analogie avec la cité, se trouve dans les *pagi* campaniens ; C. I. L. X, 3772. 3783, et C. I. L. V, 4148.

cette assemblée¹. Elle peut également prendre d'autres résolutions et, par exemple, se nommer des patrons pour se mettre sous leur protection². Le district est susceptible d'être propriétaire³ et de faire des actes du droit du patrimoine⁴. Le district rural a encore, comme tout collège, le pouvoir de répartir entre ses membres les dépenses et les charges et le droit d'infliger des peines disciplinaires⁵. Mais cette circonscription n'a de droits politiques d'aucune espèce.

En dehors des districts ruraux délimités, tels que les indiquent avec concordance les titres contenant le cadastre, il y a d'autres *pagi*, qui ont avec eux ce seul point de contact d'être aussi, pour un motif quelconque délimités dans l'intérieur du territoire d'une cité ; c'est un point qu'il suffira de noter⁶.

Vicus, les bâtiments, désigne, dans l'intérieur tant des districts urbains que des districts ruraux, un groupe de maisons délimité d'une manière quelconque ; dans les premiers, une rue, dans les seconds, un village, plus exactement un marché⁷. Il résulte de là que le district urbain se subdivise toujours en *vici*, tandis que le district rural a fréquemment un *vicus*⁸, mais peut aussi bien exister sans en contenir aucun ou en en contenant plusieurs⁹. Par conséquent, on peut faire abstraction du district urbain ; car le vicus en est lui-même un autre ; au contraire, à la campagne, le *pagus* s'est maintenu à côté du *vicus*, devant lequel on le met, lorsqu'on les nomme tous deux¹⁰. Le but et l'organisation du *vicus* sont les mêmes que ceux du *pagus*. Les gens de la même rue et du même village se réunissent ; en premier lieu, pour célébrer un culte commun, et les *magistri vici* sont chargés d'y pourvoir¹¹ ; à cela viennent s'ajouter les questions administratives qui sont encore plus soulevées par le fait d'habiter au même lieu que par la simple contiguïté des champs. Le vicus est privé d'organisation politique comme le *mons* et le *pagus* ; cependant le *vicus* n'a pas le caractère de partie de la cité inhérent à ces derniers, et le vicus rural se rapproche extérieurement d'une ville : il peut aussi par suite se rapprocher de l'organisation

¹ Festus, p. 374. Ils portent aussi, et cela dès la fin de la République, le nom d'édiles. Cf. tome IV, dans la partie de l'Édilité, la fin de la section consacrée à l'édilité de l'ancienne cité plébéienne.

² C'est attesté pour les *montes* et les *pagi* urbains (Cicéron, *De domo*, 28, 74) ; v. d'autres exemples, C. I. L. IX, p. 788. Le *conventus* de Capoue (Cicéron, *Pro Sest.* 4, 9) ne peut pas non plus être autre chose que la réunion des *pagani* campaniens (cf. *Hermes*, 7, 319).

³ Inscription de Bénévent, C. I. L. IX, 4618. Il n'est pas besoin de donner d'autres exemples.

⁴ C. I. L. VI, 3823 ; inscription de Corfinium (C. I. L. IX, 3173).

⁵ Résolution du *vicus Furfensis*, de 696, C. I. L. IX, 3513, où est appliquée la procédure romaine de *multa* avec *provocatio*. Les *multæ* et même la procédure devant les récupérateurs apparaissent de même dans les statuts du *conlegium aquæ*.

⁶ Parmi les *pagi* italiques qui ne peuvent pas avoir été ceux du cadastre, le plus remarquable est le *pagus Augustus felix suburbanus* de Pompéi ; mais on ne sait ce qu'il était, on ne sait si c'était l'emplacement assigné pour leur résidence aux anciens citoyens tolérés lors de la fondation de la colonie de Sulla, ou si c'était toute autre chose.

⁷ Festus, p. 371 définit le vicus en disant qu'*ibi nundinæ aguntur negotii gerendi causa*. Inscription de Numidie, C. I. L. VIII, 3280 : *Antonia L. f. Saturnina vicu et nundina V kal. et V idus sui cujusque mensis constituit*, et ce qui est ajouté là ; sénatus-consulte rapporté C. I. L. X, 1401. Les marchés permanents tenus, à l'époque ancienne, deux fois par mois, et, depuis l'introduction de la semaine de sept jours, l'un des jours de la semaine (C. I. L. III, 4121), existent dans tout l'empire.

⁸ Inscription de Furfo (C. I. L. IX, 3521).

⁹ Table alimentaire de Veleia, 1, 42 et ss. Il y a également dans le *pagus Albensis* de Veleia, trois *vici* de nommés : *Blondelia*, 1, 75 (cf. 4, 23) ; *Lubelius*, 6, 50 ; *Secenia*, 1, 61 (cf. 4, 23).

¹⁰ Cela se présente constamment dans la table alimentaire de Veleia, qui nomme le *pagus* régulièrement, et le *vicus* avec une rareté relative et toujours au second rang. C. I. L. V, 7923. C. I. L. VI, 3927 (cf. C. I. L. III, p. 507). Cf. Tacite, *Germ.* 12.

¹¹ La résolution du *vicus Furfensis* (C. I. L. IX, 3513), attribuée à son édile l'administration des biens du Dieu avec la même étendue avec laquelle les censeurs ont celle des biens des Dieux de Rome.

politique¹, arriver même à obtenir un statut municipal. Nous aurons, à ce point de vue, à revenir sur lui dans la partie de l'Organisation municipale.

La cité politique est probablement partout plus ancienne que la ville et l'État. la ceinture de murailles de la ville. Les traces de ce régime le plus ancien, dans lequel le territoire n'a pas de centre légal, et dans lequel le ou les centres de fait des établissements sont à considérer comme des *vicia* s'aperçoivent bien chez les Italiotes comme chez les Hellènes, les Celtes² et les Germains. Mais il n'en a été gardé aucun souvenir par la tradition romaine, pas même par la tradition qui se marque dans les institutions politiques ; elle commence *ab urbe condita*³ pour Rome comme pour ses voisins. Les Sabins⁴ et leurs parents de race, les Samnites⁵, les Marses, les Pœligni⁶, vivaient, d'après les chroniqueurs romains, dans des villages ouverts (*vicatim*) ; mais ces chroniqueurs ont voulu relever par là moins une différence de droit qu'une différence de fait ; car les mêmes traditions mettent, à côté de ces villages, des villes, par exemple Cures et Réate chez les Sabins, et elles ne considèrent aucunement ces villes comme plus récentes et comme nées par synœcisme. Elles se représentent sans doute la formation de l'armée et l'administration de la justice comme aussi bien liées à la ville sabine de Cures qu'à la capitale des Romains ; mais elles admettent que la seconde servait plus que la première de résidence fixe aux citoyens de la meilleure catégorie⁷. Le régime politique qui fonctionne sans ville centrale peut être laissé de côté dans l'étude de l'État romain.

Le territoire de la ville peut comprendre de nombreux villages, puisqu'il y en a déjà souvent plusieurs dans un seul district rural. Mais l'extension disproportionnée du territoire de la ville de Rome a donné une extension et une importance correspondantes à ses marchés et à ses bourgades. Sans doute, la colonie de citoyens et le municipe de citoyens ont été reconnus de bonne heure comme des organismes indépendants, et leurs champs avec les hameaux qui s'y trouvaient ont été distraits du territoire immédiatement urbain. Mais une portion considérable dit sol romain, même de celui qui avait été assigné, resta, jusqu'à la guerre sociale, sans organisation communale propre, et les établissements qui s'y formèrent, les *fora et conciliabula civium Romanorum*⁸ ont une bien plus

¹ Le rapprochement du caractère de la ville, par lequel le *vicus* se distingue du *pagus*, se manifeste dans de nombreuses formations hybrides, par exemple dans les *pagi* africains avec des décurions (C. I. L. VIII, p. 1100), il se manifeste surtout clairement dans le fait que les longues séries de noms de lieux munis de la juridiction, que contiennent la loi Rubria et d'autres documents, indiquent le *vicus* et non le *pagus*.

² Là il s'est maintenu légalement jusque dans la constitution des cités de l'époque romaine, bien qu'en fait la *civitas* celtique d'alors eut aussi bien un centre urbain que la cité urbaine latino-hellénique.

³ A la vérité, d'après un raisonnement logique, les Aborigènes habitent, avant la fondation de la ville, *ἐνι τοῖς ὄρεσιν ἄνευ τειχῶν κωμηδὸν καὶ σπόραδες* (Denys, 1, 9).

⁴ Caton, dans Denys, 2, 49, fait les Sabins sortir de la *κῶμη* Testruna près d'Amiternum, puis prendre la capitale des Aborigènes Cutilia (et C. I. L. IX, p. 437), d'où ils fondent beaucoup de *villes* non murées ; Plutarque, *Rom.* 16 ; Tite-Live, 2, 62, 4. — Les assertions, en apparence analogues, de Strabon (sur les Sabins, 5, 3, 1, p. 228 ; les Samnites, 5, 4, 11, p. 249 et leurs prédécesseurs, les Opiques, 5, 4, 12, p. 250 ; les Vestini, Marges, Pœligni, Marrucini, Frentani, 5, 4, 2, p. 241), ne peuvent être utilisées pour cette étude ; car on voit partout que Strabon ne s'occupe pas de la notion juridique de ville et que pour lui toute localité peu importante est une *κῶμη*.

⁵ Tite-Live, 9, 13. 7. Appien, *Samn.* 4, fait conquérir par les Romains 81 *κῶμαι* des Samnites et des Daunii.

⁶ Le passage mutilé de Festus, v. *Vicus*, p. 371 : *accipiuntur ex agris qui ibi villas non habent, ut Marsi aut Pœligni*, semble, si le texte est exact, faire une opposition entre les grands possesseurs vivant sur leurs domaines et les habitants des villages. Silius, 8, 506 et ss., parle aussi des nombreux *castella* des Marses et de leur point central Marruvium, et il est bien d'accord avec cela que les inscriptions se rencontrent, dans le pays des Marges, dispersées *vicatim* (C. I. L. IX, p. 349).

⁷ Par exemple, le fait que le sacerdoce requiert le domicile dans la capitale, comme ce fut plus tard le cas à Rome, ou au contraire ne le requiert pas, doit avoir exercé là une influence.

⁸ Ils sont mentionnés à l'occasion de levées de troupes (v. tome IV, la partie des Magistrats auxiliaires nommés pour le recrutement), de procès (voir tome III, la partie du Consulat, sur la juridiction criminelle exercée milieu), des publications (voir tome I, la partie des Édits).

grande importance que ceux des territoires municipaux. En particulier, les villages routiers (*viasii vicani*)¹, les établissements de ceux à qui on accordait, le long des grandes voies italiques, des terres publiques en jouissance perpétuelle, à condition de tenir ces routes en état, sont fréquemment devenus des localités considérables, et la plupart ont fini par recevoir des statuts municipaux.

Il y a encore eu une autre division du peuple qui date de toute antiquité et dont les notes des pontifes sur les *Argei* nous ont conservé le souvenir. Il nous faut réunir ici le peu que nous savons à ce sujet.

Parmi les *publica sacra* que l'on oppose aux *sacra privata pro singulis hominibus familiis gentibus*, les anciens juristes visent, à côté des *sacra* offerts pour le peuple dans son ensemble, *pro populo*, ceux offerts pour lui dans ses parties par les mots : *pro montibus pagis, curiis, sacellis*. Or il y a deux fêtes appartenant au culte le plus ancien, qui supposent une distribution du peuple différente de la division par montes pagi aussi bien que de la division par curies. Toutes deux se rattachent au nom des *Argei*². Le 16 et le 17 mars, les prêtres de la cité faisaient une procession à travers la ville et offraient des sacrifices dans tous les sanctuaires ainsi nommés qui s'y trouvaient dispersés³. Le 14 mai⁴, les magistrats⁵ et les prêtres se réunissaient au pont du Tibre, et les vestales jetaient de ce pont dans le fleuve un certain nombre d'hommes aux pieds et aux mains liés, qui furent plus tard remplacés par des mannequins d'osier : ce sacrifice est également appelé *Argei*⁶. A l'époque où cette dénomination s'est introduite, on prenait principalement pour cela des prisonniers grecs ; le sacrifice du pont et par suite les lieux consacrés au culte qui y étaient représentés, auront tiré de là leur nom vulgaire⁷. Dans les écrits des pontifes, les derniers sont

¹ Ils ne se présentent sous ce nom que dans la loi agraire de 643, ligne 11 ; mais on peut y comprendre avec certitude les fora désignés par des noms de routes.

² Tite-Live, 1, 21, 5. Le titre pontifical dont Varron nous a conservé l'abrégé *De l. l.* 5, 45-54, mentionne ces *Argeorum sacra* avec indication de l'emplacement de chacun et de l'ordre dans lequel la procession du mois de mars les visitait. La dénomination *Argei* se trouve, en dehors de Tite-Live, d'Ovide et d'Aulu-Gelle, aussi dans Varron, 5, 45 ; *Argea loca Romae appellata*, seulement dans Festus, *Ép.* p. 19.

³ Ovide, *Fastes*, 3, 791. Puisque la *flaminica Dialis* prend part à la procession (Aulu-Gelle, 10, 15, 30), cette procession devait être faite par tout le collège des pontifes avec les flamines qui en dépendent.

⁴ Cette date est donnée par Ovide, *Fastes*, 5, 621 ; Plutarque, *Q. R.* 32 ; Denys, 1, 38.

⁵ Denys, 1, 38, nomme les *στρατηγοί*.

⁶ Varron, 7, 44 ; Denys, 1, 38 ; Festus, *Ép.* p. 15, v. *Argeos* ; Ovide, *Fastes*, 5, 621 et ss. ; Plutarque, *Q. R.* 33.

⁷ Si Varron, (5, 45. 7, 44) et les anciens en général (car il n'y a pas à tenir compte des *arcæa* — d'*arcere* ! — dans Festus, p. 344) font dériver *Argeus* d'*Ἀργεῖοι*, cela n'est pas en soi plus probant que la fable qu'ils y lient. Mais cette étymologie doit être admise, parce que la formation — *eus* n'est pas latine et trahit le mot d'emprunt. Elle ne soulève pas historiquement de difficulté spéciale. *Ἀργεῖοι*, m'écrit Willamowitz, d'*Ἀργος*, le plateau, désigne dans Homère, comme Aristarque l'a déjà reconnu avec raison, les Péloponnésiens ; or, puisque l'expédition contre Troie est entreprise à cause de l'*Ἀργεῖη Ἑλένη* et que le roi d'Argos, c'est-à-dire du Péloponnèse (car la ville d'Argos appartient à Diomède) est le roi de l'armée. Homère peut, avec les poètes qui l'ont suivi, appeler cette armée les Argéens. Dans la Thébaidé, les Argéens, c'est-à-dire des hommes d'Argos, de Sikyone et d'Arcadie combattent les Grecs du Nord. Si la nom de tout le pays resta attaché à l'*Ἀργος κοῖλον*, la plaine de l'Inachos, et à sa ville qui s'appelait anciennement Larisse, c'est le résultat d'un processus historique que l'on ne peut pas complètement embrasser et qui dut être terminé peu après le commencement du calcul des Olympiades. Désormais sont seuls *Ἀργεῖοι* les membres de l'État d'Argos. Ce mot n'a jamais été un nom du peuple des Hellènes ; tout au plus a-t-il été employé dans ce sens, à l'imitation à Homère par des poètes, ainsi par Ennius dans le prologue de sa *Médée*. Si l'on réfléchit que l'on ne pouvait pas employer, pour ce ras, le nom d'États voisins bien connus et en rapports commerciaux plus ou moins fixes avec les Latins, qu'il fallait une désignation choisie *a potiori* et en quelque sorte générale des marins grecs exposés à subir des côtes latines ces raptus humains, le nom d'Argéens paraît très bien approprié. Le nom peut être sensiblement plus récent que la fête, dans le sacrifice humain de laquelle des oracles conçus en grec jouent d'ailleurs un rôle (Varron dans Lactance, *Inst.* 1, 23, 6 ; *Handb.* 6, 193) et il n'empêche pas que des esclaves ou des criminels n'aient pu être sacrifiés au début. Il est parfaitement concevable que ce soient des prisonniers de guerre grecs qui aient été à une certaine époque principalement pris pour cela ; le Latium était, en général, en rapports

appelés *sacella* ou *sacraria*¹, et, puisque ils figurent dans la procession comme des parties de la ville, puisque, dans le sacrifice du pont, qui était certainement destiné à assurer à la ville et aux citoyens la protection divine contre les périls venant du Tibre, chaque victime représentait évidemment une partie de la ville et leur ensemble la ville tout entière, les *publica sacra pro sacellis* doivent se rapporter à la répartition dont les cérémonies des *Argei* nous ont conservé le souvenir².

Cette division comprend le territoire de la ville à l'exclusion du Capitole et de l'Aventin, par conséquent le territoire des quatre tribus serviennes, les quartiers de la ville affectés à l'habitation et à la possession des citoyens. Cependant cette organisation n'a pas besoin pour cela de n'avoir commencé à exister qu'avec les quatre tribus urbaines de Servius ou après elles ; car les quatre tribus ne sont peut-être elles-mêmes que les trois tribus de Romulus augmentées du territoire de la ville du Quirinal. — Le nombre des parties est fixé à 27³. La cité romaine étant issue du mélange de trois cités, chaque cité de dix curies paraît avoir pour elle neuf de ces *sacella*. Si ce n'est pas par une méprise que le chiffre 30 est donné à côté du chiffre 27 pour le sacrifice du pont⁴, les cités primitives peuvent avoir été représentées comme telles, dans le sacrifice, à côté de leurs parties.

Tandis que les curies, qui sont proprement une division politique, n'ont de rôle religieux qu'en tant qu'à l'époque la plus ancienne tout acte public ou privé est en même temps un acte religieux, les deux autres répartitions les plus anciennes tirent leur origine d'un but religieux. La division en *montes* et en *pagi* célébrant des fêtes non pas communes, mais uniformes, a sans doute été imaginée comme

commerciaux pacifiques avec ses voisins d'Étrurie, tandis que la piraterie fonctionnait d'une manière permanente et devait principalement atteindre les marias grecs.

¹ Varron dit tantôt *sacellum* (5, 48), tantôt *sacrarium* (5, 45 ; 5, 48) et, lorsque la liste pontificale énumérant au nominatif ces lieux consacrés au culte n'y joint pas *mons* ou *collis*, elle emploie le neutre (5, 54 ; 5, 47, le *Ceriolenses* du Ms. ne doit peut-être pas être corrigé en *Ceriolensis*, mais, avec O. Muller, en *Ceriolense*). — Les *sacella, quæ post restitutam tribuniciam potestatem nemo attigit, quæ majores in urbe partim periculi perfugia esse voluerunt* (Cicéron, *De l. agr.* 2, 14, 35) peuvent être ceux des *Argei* ; je ne puis expliquer le rapport dans lequel ils sont mis avec les lois de 305. Au reste, le mot s'emploie pour d'autres lieux sacrés ; par exemple Cicéron, *De har. resp.* 35, 32, nomme le *Dianæ sacellum in Cæliculo* (?), où avaient lieu des *sacrificia gentilia*, Festus, *Ép.*, p. 147, un *sacellum Minucii*.

² J'ai déjà exprimé cette opinion en 1843 dans mon étude *de collegiis*, p. 14. Les audacieuses hypothèses de jeunesse présentées dans mes *Tribus*, pp. 15 et ss. 211 et ss., obtiendront peut-être leur pardon comme telles ; il serait impardonnable de les reproduire.

³ Varron les étudie dans le Ve livre de ses antiquités, qui traite *de vocabulis locorum*, et il les cite, 5, 45, par les mots : *Reliqua urbis loca* (c'est-à-dire à l'exclusion du Capitole et de l'Aventin) *olim disereta cum Argeorum sacraria in septem et viginti partes urbis* (le Ms. : *urbi*) *sunt disposita..... e quis prima scripta est regio Suburana, secundo Esquilina, tertia Collina, quarta Palatina*.

⁴ Varron, *loc. cit.*, donne ce chiffre écrit tout au long dans le manuscrit ; et dans le second texte, 7, 41 : *Argei fiunt e scirpeis simulacra hominum XXVII*, où il donne les mêmes chiffres, cette lecture est au moins aussi possible que *XXIII* (voir la note dans la 2e éd. de Spengel et *Handbuch*, 6, 191, note 3). La correction du chiffre du premier texte en *XXIII*, que j'ai moi-même adoptée jadis, est par là définitivement écartée. Sans doute les extraits faits par Varron de la liste des pontifes éveillent l'idée qu'elle aurait compté six, chapelles de cette espèce dans chacune des quatre tribus récentes. Mais rien ne force à admettre que, lors de rétablissement de ces quatre tribus, qui est certainement postérieur à celui des *sacra* des *Argei*, on ait attribué à chacune un nombre égal de *sacella* ; et l'énumération de Varron ne prétend pas à être complète dans les détails. Il porte son attention, en partant du Septimontium, sur les cinq *montes* qui restent après le Capitole et l'Aventin, comme l'a très bien remarqué Jordan, *Top.* 2, 238, et il tire du titre principalement les *montes* et les *colles*. Par exemple, il dit de la *Collina* : *Tertiæ regionis collis quinque ab deorum fanis appellati, e quis mobiles duo*, à savoir le Viminal et le Quirinal ; le dernier nom a attiré ceux des districts limitrophes : *Dictos enim colles plures apparet ex Argeorum sacrificiis*, parmi lesquels il cite le troisième, le quatrième, le cinquième et le sixième (*collis Quirinalis, Salutaris, Mucialis, Latiaris*). Cela n'exclut pas la possibilité qu'il y ait eu plus de six *sacella* dans cette région.

un culte de voisins célébré pour la ville et les champs ; les *sacella* appartiennent à la distribution religieuse de la ville¹.

¹ Denys, 1, 38. Je ne sais pourquoi Ovide (*Fastes*, 5, 681) parle de deux personnes. La proposition de Merkel (*Fastes*, p. CIV) d'écrire *quot corpora gentes* est inadmissible ; *quot corpora gentis*, c'est-à-dire *tot corpora*, *quot corpora sunt gentis Romanæ*, serait acceptable.

L'ÉTAT PATRICIO-PLÉBÉIEN.

Le passage de la clientèle au plébéiat, du peuple patricien au peuple patricio-plébéen, est, comme nous avons vu, au point de vue historique, un phénomène, de nature fugitive, puisque la protection légale des individus appartenant à la cité sans être citoyens et le droit de cité inégal se confondent en fait. Mais, au point de vue du droit public, il y a théoriquement une distinction profonde, liée à l'idée de souveraineté du peuple et d'expression de sa volonté souveraine donnée par l'assemblée des citoyens. Celui qui participe à cette assemblée, à titre si inégal que ce puisse être, est citoyen ; et, par suite, la cité patricienne est devenue patricio-plébéienne au moment où les clients ont été admis à voter dans les comices, ou plutôt dans des comices quelconques. Entre les deux formes de comices existant l'une à côté de l'autre d'une époque reculée, les curies et les centuries, les clients ont voté plus tôt dans les centuries que dans les curies ; mais, même dans les centuries, ils n'ont, comme nous montrerons plus loin, obtenu le droit de voter qu'après que le protectorat légal des clients avait déjà parcouru une longue série de périodes de développement, en particulier après que la propriété foncière individuelle s'était pleinement développée et était devenue accessible aux non patriciens. Il faut toujours partir, pour la description de la cité, patricio-plébéienne comme pour celle de la, cité patricienne, de l'existence d'un peuple primitif. Le peuple le plus ancien est celui de Romulus ; ici, il faut partir de ce peuple qui, pour parler la langue des Annales, fut placé dans les centuries par le roi Servius Tullius. A la question de savoir comment cela se fit, tout ce que l'on peut répondre, au point de vue du droit public, c'est que la source originaire du droit de cité, comme de la propriété immobilière, est une concession des pouvoirs compétents. Pour le temps de Romulus, c'est la volonté du roi considéré comme ayant librement le pouvoir constituant ; pour ce-lui de Servius, c'est la loi, c'est-à-dire l'accord des volontés du roi et des comices souverains¹.

En supposant le peuple patricio-plébéen déjà constitué, nous devons étudier ici les causes de droit qui font y entrer et en sortir. Sous les deux rapports, le régime patricio-plébéen se rattache soit aux règles du patriciat, soit à celles de la clientèle, mais principalement aux secondes c'est ainsi que le *populus* des temps historiques est défini par les jurisconsultes romains comme constitué par la plebs, avec adjonction des patriciens², dans lesquels ils voient la noblesse héréditaire avec d'autant plus de raison que le patriciat est alors fermé. La preuve que la cité nouvelle suit les règles de la clientèle plutôt que celle de l'ancien droit de cité résulte notamment de ce que l'acquisition du droit de cité nouveau qui ne vient pas de la naissance ne réclame pas, comme celle de l'ancien, une concession faite par l'État, a fréquemment lieu sans vote de réception spécial. La singulière indifférence de l'État romain des temps historiques à l'égard de son droit de cité, indifférence qui a provoqué les plus graves inconvénients notamment en matière d'affranchissements, ne peut s'expliquer que par une idée ; c'est par l'idée que le nouveau droit de cité n'était

¹ Naturellement il n'est ici question que de la conception qu'ont eue de ces rapports les jurisconsultes romains. La façon dont ont grandi le droit de cité primitif et la clientèle qui en est l'opposé, celle dont le droit de cité postérieur est sorti de tous deux sont en dehors du droit public de nos vieux maîtres, qui ignorent l'état primitif réel, aussi complètement qu'il serait souhaitable de le voir faire à leurs successeurs.

² Festus, p. 330, v. *Scitum populi*. *Plebs est [populus universus] præter patricios* ; de même p. 233, v. *Populi commune*.

primitivement qu'une liberté garantie par l'État et que longtemps après qu'il était devenu légalement un droit de cité, les vieux citoyens ne le considéraient pas comme complet.

Dans l'intérieur du peuple patricio-plébéien, le patriciat a subsisté. Les cercles juridiques des maîtres et des clients restèrent, en dépit du changement de principe apporté à leur situation, les mêmes pour le surplus, et ils continuèrent à s'exclure réciproquement. Le patricien et le plébéien sont tous deux citoyens. Mais le citoyen est l'un ou l'autre, et l'on ne peut pas plus appartenir en même temps aux deux cercles qu'à deux peuples différents. Le principe de l'incompatibilité du droit de cité est par conséquent appliqué entre les deux cercles. L'acquisition du patriciat anéantit le plébéiat, et réciproquement.

L'acquisition du droit de cité récent est donc l'acquisition ou du patriciat ou du plébéiat. Nous avons étudié l'acquisition du patriciat dans la partie qui le concerne, en y tenant même compte de l'époque patricio-plébéienne. Ici nous devons nous occuper, principalement à titre de récapitulation, des sources du plébéiat qui, comme nous venons de dire, se confondent en général avec celles de la clientèle. Ce sont : la naissance, l'adoption, l'affranchissement d'un esclave ; l'affranchissement d'un homme libre en état de servitude ou émancipation ; l'immigration ; la concession individuelle de cette qualité soit par un vote des curies, sous forme d'adrogation, soit par un vote des comices patricio-plébéiens ; le *postliminium* ; et enfin la *transitio* du patriciat dans la plèbe. Nous comprenons dans cette liste à la fois les cas où l'on passe du patriciat dans la plèbe : émancipation, adrogation et *transitio*, et ceux où il y a un changement de maison qui s'accomplit sans mutation de classe, comme dans l'adoption d'un enfant plébéien par un plébéien, et dans l'émancipation d'un plébéien. Naturellement l'acquisition du droit de cité faite par une personne procède toujours également au profit des descendants nés après elle¹.

Selon le principe de l'incompatibilité, l'acquisition du droit de cité romaine anéantit, avec toutes ses conséquences, le droit de cité qu'on avait jusqu'alors dans une cité liée à Rome par un traité. Le citoyen d'une cité latine perd donc en pareil cas, dans son ancienne patrie, en vertu de la logique du droit, non seulement les droits politiques, mais les pouvoirs domestiques² et les droits de parenté et de patronat³, ainsi, en particulier, ses droits de succession ab intestat. Cependant la législation s'est efforcée d'écarter, ou tout au moins d'adoucir les conséquences iniques de ce principe. Lorsque des femmes de Velia et de Naples étaient invitées, dans l'intérêt du culte romain, à changer leur statut personnel antérieur contre le statut personnel romain, la clause réservant les droits de succession ne devait pas faire défaut dans la loi. Lorsqu'un Latin passait dans la communauté romaine, la puissance domestique⁴ et les droits de patronat¹

¹ La concession du droit de cité s'applique toujours aux enfants nés après elle (Gaius, 1, 93) ; elle ne s'applique à ceux nés auparavant que s'ils y sont expressément compris, ce qui eut lieu pour la concession du droit de cité aux vétérans jusqu'au milieu du second siècle, mais non depuis (Eph. epigr. 4, p. 510). L'interprétation de l'empereur Caligula selon laquelle il n'aurait fallu entendre par les (*liberi*) *posterique* de l'ancienne formule que les descendants au 1er degré (Suétone, Gai. 38) est un contresens.

² Cela ne s'applique qu'aux Latins, car la puissance domestique est un droit propre aux Romains et aux Latins, et cet effet est écarté par une disposition générale pour le cas le plus important, l'acquisition de la cité Romaine *per honorem*. Dans les autres cas, même lorsque l'acquisition de la cité s'étend aux descendants, la puissance latine antérieure s'éteint, et elle ne peut renaître comme romaine que par un *privilegium*.

³ Selon Gaius, 3, 56, les *libertatini hominis bona* ne peuvent *manumissionis jure ad patronos pertinere*. Le *commercium* existant entre Latins et Romains permet bien l'institution testamentaire réciproque. Mais la loi de chaque ville sur les successions ab intestat n'y appelle que les citoyens de cette ville.

⁴ Gaius, 3, 95. Cela était prescrit à titre spécial dans chaque statut municipal particulier, montre le c. 22 de celui de Salpensa.

étaient aussi réservés, au moins à l'époque récente, et, du moins sous l'empire, ils conservaient leurs droits de succession ab intestat, bien que, pour la perception de l'impôt sur les successions, il soit longtemps resté des traces de l'idée qu'au sens strict, ils n'avaient pas de droits de succession ab intestat².

1. Relativement à la naissance, on en reste aux règles posées en matière de clientèle. Le plébéiat est acquis à l'enfant né en mariage, si le père appartenait à la plèbe au moment de la conception, à l'enfant né hors mariage, si la mère y appartenait au moment de la naissance³.

2. L'institution relativement récente de l'adoption a dû, dès le principe, s'appliquer sans distinction aux patriciens et aux plébéiens. Elle n'est une source du plébéiat que lorsque l'individu à adopter est patricien ou Latin ; car l'enfant latin peut arriver par cette voie à la cité romaine ; celui qui n'est pas Latin est exclu par l'emploi de la forme de la revendication.

3. Pour l'affranchissement de l'esclavage, par acte privé, dans lequel, en présence du changement de nature du testament, on peut désormais comprendre l'affranchissement testamentaire, on s'en tient aussi aux règles de la clientèle ; bien que la liberté garantie se soit transformée en droit de cité, le propriétaire conserve le droit de faire de chacun de ses esclaves un membre du peuple par un procédé qui ne dépend que de sa volonté⁴.

4. On peut également renvoyer aux explications fournies sur la clientèle pour l'affranchissement de l'homme libre en état de servitude ou émancipation. L'émancipation ne confère la qualité de plébéien qu'autant que l'affranchi avait auparavant le patriciat ou la latinité⁵. Dans l'ancien système, l'émancipation faisait du patricien un client ; dans le nouveau, elle en fait un plébéien.

5. Le droit de libre émigration latine faisait, à l'époque primitive, obtenir au Latin qui transportait son domicile à Rome, la liberté protégée par la loi ; cette liberté, se transforme maintenant en droit de cité. Nous insisterons de plus près, dans la partie de la Latinité, sur ce privilège des Latins, qui est aussi éminemment important au point de vue politique, et dont la suppression par la loi Licinia Muria, en 659, fut la première cause de la guerre sociale, comme sur les autres privilèges appartenant aux Latins en matière d'acquisition du droit de cité, et nous montrerons notamment que cette émigration ne faisait pas seulement acquérir un domicile protégé par l'État, mais le droit de cité plébéienne.

6. L'adrogation d'un plébéien par un patricien ou un plébéien n'est devenue possible que depuis que les plébéiens ont reçu le droit de voter dans les curies ;

¹ Loi municipale de Salpensa, c. 23. Ce chapitre doit aussi s'être trouvé dans toutes les lois municipales latines.

² Selon Plinie, *Panég.* 37, les *novi (cives), seu per Latium in civitatem seu beneficio principali venissent, nisi simul cognationis jura impetrassent*, n'étaient pas exclus de la succession ab intestat de leurs parents par le sang, comme l'aurait réclamé la stricte logique juridique, mais ils étaient exclus de la dispense des droits de succession accordés aux plus proches parents. Ce ne furent que Nerva et Trajan qui accordèrent cette dispense soit aux ascendants et descendants et en outre aux frères et sœurs, soit à tous ceux qui étaient arrivés à la cité *per honorem*.

³ Ulpie, 5, 8 ; Gaius, 1, 75 et ss. ; *Digeste*, 1, 5, 24. C'est au droit civil qu'il revient d'étudier les modifications spéciales de la règle générale.

⁴ Ce principe, dans sa brutalité et, pour ainsi dire, dans son ironie, montre le sans dans lequel le patriciat romain reconnaissait le plébéien comme un citoyen. Aux yeux des patriciens, il reste un client et l'épuration de cette classe n'est pas du tout dans leurs intérêts. Les exceptions au principe, l'exclusion du droit de cité de l'individu frappé pendant l'esclavage d'une peine criminelle ou d'une peine analogue, n'appartiennent qu'au droit impérial. Il sera traité, dans la partie des Affranchis, de leur infériorité relativement à divers droits civiques. On ne leur a jamais contesté le droit de cité qui, dans la conception Romaine, leur avait été accordé par le roi Servius Tullius ou par les premiers consuls.

⁵ Ce dernier cas se présente dans Tite-Live, 41, 8, 10.

ce qui se produisit probablement plus tard que l'acquisition par eux du droit de voter dans les centuriae. Mais il est vraisemblable que, même depuis, par suite de l'étroite relation existant entre l'adrogation et les *sacra* de l'enquête préalable des pontifes, tous les plébéiens ne furent pas, sans distinction, capables d'adroger et qu'on réclama pour l'adrogation une organisation pseudo-gentilice de la maison plébéienne. L'adrogation ne produit la qualité de plébéien que si l'adrogé était auparavant patricien¹ un Latin peut difficilement avoir été adrogé dans les comices romains².

7. La concession du droit de cité par une décision du peuple souverain patricio-plébéien est toujours, le patriciat ne pouvant plus être conféré, une concession de la qualité de plébéien. De même que le patriciat ne pouvait être accordé qu'à des gentes, la qualité de plébéien ne peut être conférée qu'individuellement. L'exemple déterminant a été, en cette matière, la concession individuelle de la protection légale par une loi, qui servait de principe à l'affranchissement testamentaire et qui pouvait tout au moins intervenir en matière de *deditio*. Peu importe d'ailleurs que les bénéficiaires soient dans l'acte désignés par leur nom³ ou par d'autres indications⁴.

Sous le rapport de la forme, la concession du droit de cité réclame, comme dans l'État composé de gentes, un acte de l'autorité -souveraine : l'approbation des comices par centuriae, des comices par tribus, ou encore du *concilium* de la plèbe⁵. Mais le peuple accorde aussi le droit de cité d'une manière médiate, en donnant, par un vote, à certains magistrats le pouvoir de le concéder dans certaines conditions. Naturellement la concession de droit de cité peut avoir lieu sous les modalités que l'on veut : ainsi l'éligibilité et même l'électorat peuvent être refusés aux bénéficiaires et leur être plus tard accordés à titre spécial. La concession du droit de cité sans aucune espèce de droits politiques est rationnellement concevable et s'est même peut-être produite en fait⁶. Mais ce n'est pas là une forme juridique usitée chez les Romains ; les cités gratifiées du *droit de cité sans droit de suffrage* reçoivent une constitution se rapprochant de la constitution municipale.

Il n'y a pas besoin de l'adhésion des bénéficiaires s'il s'agit de compléter le droit de cité de citoyens romains, par exemple par la concession du droit de suffrage, ou si le droit de cité est accordé après une *deditio* déjà opérée ; car les citoyens sont obligés sans autre forme par la résolution du peuple, et les *dediti*, même s'ils ont gardé une autonomie de fait, sont, en droit, à la disposition du peuple. Mais ailleurs le consentement du gratifié est nécessaire la cité reconnue comme indépendante par les Romains ; peut, lorsque l'entrée dans la communauté des

¹ C'est ce qui a lieu pour l'adoption de Clodius par un Fonteius.

² La solution dépend du point de savoir si le droit de suffrage du Latin dans les centuriae ou les tribus, qui sera étudié dans la partie de la Latinité, suffit pour fonder la *communio comitiarum* requise pour l'adrogation. Probablement il faut répondre par la négative ; car ce droit ne peut être étendu à l'assemblée des curies et c'est des curies qu'il s'agit ici.

³ *Singillatim* : Cicéron, *Pro Balbo*, 8, 19. *Viritim* : C. I. L. II, 159. III, 5232.

⁴ La concession du droit de cité à des communes n'est qu'une concession individuelle faite dans une formule abrégée ; la preuve la plus claire en est la formule de la loi Plautia Papiria dans Cicéron, *Pro Arch.* 4, 7. La première des clauses annexes est dirigée contre l'usage grec des droits de cité d'honneur ; la seconde doit avoir pour but de déterminer individuellement la concession faite : nominativement à titre universel. On doit avoir toujours procédé de même, quand on a donné la cité à une collectivité.

⁵ La cité complète a, par exemple, été accordée par un plébiscite, en 566, aux Formiens, aux Fundani et aux Arpinates, et c'était là la forme habituelle. Cicéron, *Pro Balbo*, 24, 55, cite une résolution de ce genre des tribus patricio-plébéiennes. Il va de soi que les centuriae étaient également compétentes à cette fin.

⁶ On ne peut trouver d'autre formule pour la situation des anciens campaniens après qu'ils eurent été admis au cens et au mariage.

citoyens romains est offerte à ses citoyens, la refuser. Il doit nécessairement en être de même pour le particulier isolé ; car l'administration publique de Rome ne peut adresser aucun ordre aux citoyens d'une ville fédérée, ni, d'une façon générale, aux non citoyens. Quand le gratifié appartenait à une cité liée à Rome par un traité, il fallait, relativement au consentement à donner par cette ville, d'abord consulter les dispositions du traité. Si le traité était muet, la théorie paraît avoir exigé ce consentement. Mais, en pratique, on s'en sera sans doute passé pour faire entrer le citoyen d'une ville alliée dans le peuple romain. Nous reviendrons sur ces questions dans les parties consacrées aux Demi-citoyens, aux Latins, aux Alliés et aux Sujets. Nous ne devons ici relever que quelques cas particulièrement intéressants de concession de la qualité de plébéen.

a. La concession du droit de cité à un esclave n'a sans doute jamais eu lieu par une loi ; on recourait là, aux formes privées d'affranchissement¹.

b. La concession individuelle du droit de cité à un non citoyen par une loi ne semble pas avoir été fréquente. La concession de ce genre la plus ancienne et d'ailleurs peu digne de foi, que rapportent nos annales est celle qui aurait été faite au dictateur de Tusculum, L. Mamilius, à raison de l'envoi accéléré de secours militaires fait par lui en l'an 294 de Rome². Il convient aussi de mentionner les concessions du droit de cité permanentes, mais toujours réalisées par des lois spéciales, faites aux femmes grecques qui venaient à Rome des cités fédérées de l'Italie méridionale pour le culte grec de Cérès³.

c. La concession ou le complément du droit de cité romaine accordé à des populations entières n'a jamais eu lieu, du temps de la République, que par un acte direct du peuple souverain. Le dictateur César lui-même n'a pas touché à cette règle⁴. Au contraire, la concession du droit de cité à des populations entières rentre dans les pouvoirs du prince⁵.

d. La concession médiate du droit de cité se présente d'abord lorsque les magistrats, chargés de la fondation d'une colonie de citoyens par une loi spéciale, reçoivent de la même loi la faculté d'inscrire comme citoyens parmi les colons un certain nombre de non citoyens. Cela se produit dès l'an 570⁶, et la loi Appuleia donna également, en 651, à C. Marius, le pouvoir d'accorder le droit de cité à trois personnes dans chacune des cités qu'il fonderait⁷.

e. Une autre forme de concession médiate de la cité, celle faite à des non citoyens par le général, à titre de récompense militaire, est mentionnée pour la première fois en 653, au sujet de la guerre des Cimbres de C. Marius⁸ et il en a depuis été fait un usage de plus en plus étendu dans les guerres importantes de la République⁹. On y tint de moins en moins de compte de la valeur militaire qui lui servait de fondement. Il en fut fait, sous l'Empire l'emploi le plus large, et le

¹ Voir, tome I, la partie des *Servi publici*. Cicéron, *Pro Balbo*, 9, 24.

² Tite-Live, 3, 29. La *gens* est, à Rome, plébéienne. Tite-Live, 27, 5, 7. Quand la concession du droit de cité est mentionnée autrement, comme dans Tite-Live, 26, 21, 11, la mention du vote du peuple est seulement omise.

³ Cicéron, *Pro Balbo*, 24, 55 (d'où Val. Max. 1, 1, 1).

⁴ La preuve en est la concession de la cité aux Transpadans par la loi Roscia (*Hermes*, 16, 33 et ss.) et aux Gaditans par une autre loi (Dion, 41, 24).

⁵ Cf., tome V, la partie du Pouvoir législatif du prince.

⁶ Lorsque les colonies de citoyens de Potentia et de Pisaurum furent fondées en 570, le poète Ennius acquit le droit de cité de cette façon (Cicéron, *Brut.* 20, 79).

⁷ Cicéron, *Pro Balbo*, 21, 48.

⁸ Plutarque, *Mar.* 28 ; Cicéron, *Pro Balbo*, 20, 21 ; Val. Max. 5, 2, 8.

⁹ Sisenna, *l. IIII* (par conséquent sous l'an 665), fr. 120, éd. Peter : *Milites, ut lex Calpurnia concesserat, virtutis ergo civitate donari*. — Sulla : Cicéron, *Pro Arch.* 10, 25. — Pompée : Cicéron, *Pro Balbo*, 8, 19. 14, 32 ; Justin, 43, 5, 11. — César : Cicéron, *Ad fam.* 13, 86. *Phil.* 1, 10, 24. 5, 4, 11.

don de la cité devint alors, pour une forte part, la base de l'organisation militaire. Mais cette libéralité n'avait pas jusqu'alors été comprise dans les pouvoirs ordinaires du général, et elle fut sous la République toujours autorisée par une loi spéciale¹. La mesure dans laquelle elle était faite pouvait donc être restreinte, et elle l'a probablement été souvent, bien que l'on ne rencontre pas de limitations légales dans les cas qui nous sont connus².

f. Peut-être la cité romaine a-t-elle pu, sous le principat, être encore concédée indirectement sous une autre forme, peut-être les communautés municipales romaines pouvaient-elles, en vertu de leurs statuts locaux, la concéder en même temps que leur droit de bourgeoisie municipale. Cependant les témoignages relatifs à cette extension contestable du pouvoir d'accorder la cité sont insuffisants et incertains³.

8. Le *postliminium* ne restitue pas seulement, comme il va de soi, la qualité de plébéen aussi bien que celle de patricien. Il a, selon toute apparence, été fait, pour les Latins, un large emploi du *postliminium* qui intervient en temps de paix, c'est-à-dire du droit de recouvrer, en revenant à Rome, la cité romaine, perdue par l'exercice d'un autre droit de cité dans un État allié. Ainsi qu'il sera développé dans la partie de la Latinité, le privilège accordé aux Latins auxquels, on donnait la cité était probablement formulé juridiquement de telle sorte que le droit de cité romaine ouvert au Latin était, s'il ne l'acceptait pas et s'il continuait à exercer son droit de cité local, considéré comme acquis et de nouveau perdu, ce, qui faisait que lui et ses descendants pouvaient, en tout temps, recouvrer la cité romaine en transportant leur domicile à Rome.

9. La renonciation du citoyen au droit de cité, dans quelque forme qu'elle ait lieu, n'anéantit pas plus ce droit qu'elle n'anéantirait la puissance paternelle⁴. Par une conséquence logique, le patricien ne peut renoncer à sa qualité de patricien pour la troquer contre celle de plébéen. Cependant on rencontre, parmi les plébéens, un bon nombre d'individus isolés ou de groupes de personnes pour lesquels soit leur rattachement direct à des *gentes* patriciennes réelles ou fictives⁵, soit les

¹ Cicéron, *Pro Balbo*, 8, 19 : *Lege quam C. Cellius Cn. Cornelius* (consuls de 682) *ex senatus sententia tulerunt... videmus satis esse sanctum, ut cives Romani sint ii, quos Cn. Pompeius de consilii sententia singillatim civitate donaverit*. Pompée ne reçut, par conséquent, ce pouvoir qu'après la fin de la guerre de Sertorius. Il dut être donné à Marius avant ou pendant la guerre, puisqu'il en fit usage *in ipsa acie*.

² Les concessions analogues du *conubium* faites à des citoyens Romains, quand ils quittent le service avec leur congé, peuvent remonter à un modèle du temps de la République ; c'est-à-dire que le général a pu avoir le droit d'accorder *ob virtutem* le libre *conubium* aux citoyens comme la cité aux non citoyens. Sur la forme de ces titres, on comparera la partie de la Procédure suivie devant les comices, in fine.

³ Tandis qu'Ulpien (*Digeste*, 50, 1, 1 *pr.*) ne cite comme sources du droit de cité que la naissance, l'adoption et l'affranchissement, Dioclétien (*Cod. Just.* 10 4, 7) indique en outre l'*adlectio*. Cela peut être rapporté aux *privilegia* impériaux de cette espèce ; mais on aurait pris pour eux une autre expression ; et l'on peut ajouter que Dion de Pruse, quand il mentionne ces privilèges relativement à son grand-père maternel, parle en même temps du droit de cité accordé à son père (Pasistrate de la Prusse) par la colonie de citoyens d'Apamée. Dion lui-même était citoyen romain ; tout au moins l'auteur du discours de Corinthe qui lui est attribué le dit (éd. Reiske, p. 113). Je ne connais pas d'autre témoignage d'une telle concession du droit de cité.

⁴ Constitution de 288. *C. Just.* 8, 46 [47], 6 : *Abdicatio, qua Græco mors ad alienandos liberos usurpatur et ἀνοκῆρυξις dicebatur, Romanis legibus non comprobatur*.

⁵ Cicéron, *Brut.* 16, 62, cite parmi les falsifications des annalistes *de fausses généalogies, des passages de plébéens dans le patriciat, quand des hommes de basse condition se glissaient, à la faveur d'une ressemblance de nom, dans une famille étrangère : comme si je me donnais pour un descendant de Manius Tullius, ce patricien qui fut consul avec Servius Sulpicius, dix ans après l'expulsion des rois*. C'est de cette espèce qu'est la généalogie des Octavii dans Suétone, *Auguste*, 2. Les Minucii, qui figurent dans les fastes du III^e siècle comme patriciens et qui postérieurement sont une des familles plébéiennes les plus considérées, rattachaient également leur qualité de plébéens à un L. Minucius qui serait passé dans la plèbe en 315 et qui aurait joué un rôle comme 11^e tribun du peuple (Tite-Live, 4, 16,3 ; cf., tome III, la partie des Tribuns, sur leur nombre). On enlève tout leur trait à ces récits, en particulier aux fictifs, en supposant que la *transitio* soit causée par une émancipation ou une adoption (qui en outre ferait de l'individu un *filius familias*) ou par une adrogation ; leur point de mire est d'affirmer la continuation directe de la maison, non interrompue par le changement de classe.

expressions employées par les sources au sujet de leur rapport avec le patriciat¹ ne se concilient guère avec la supposition d'un acte entraînant indirectement le passage du patriciat dans la plèbe : les indices existants paraissent impliquer un changement direct de rang soit d'une famille, soit de personnes isolées². En outre, dans le seul cas sur lequel nous soyons renseignés d'une manière précise³, dans celui de la sortie du patriciat du futur tribun P. Clodius en 694, il abjure la noblesse devant le peuple assemblé, comme cela avait lieu dans l'adrogation, et là-dessus la qualité de plébéien lui est accordée, par un plébiscite, semble-t-il⁴. Cette concession de la qualité de plébéien fut attaquée ; parce qu'il aurait fallu, comme condition première de validité, que le patriciat fût déjà perdu et que ni la plèbe ne pouvait enlever le patricien, ni Clodius ne pouvait, de sa propre autorité, y renoncer⁵. En présence de cela, il opéra l'année suivante son passage dans la plèbe à l'aide d'une adrogation et d'une loi curiate⁶. Il est probable que l'usage s'introduisit d'assez bonne heure, dans la cité patricio-plébéienne, de permettre soit à une gens, soit à un individu, de sortir de la noblesse tout en restant dans la cité, au moyen d'un plébiscite. Mais, la sortie ainsi opérée étant contraire au droit de gentilité romaine et ne se basant que sur une pratique relâchée, elle restait légalement critiquable, ce qui n'était pas le cas pour la sortie individuelle du patriciat amenée indirectement par l'adrogation ou l'émancipation.

La perte de la qualité de plébéien qui se produit lorsque le plébéien devient citoyen d'une autre cité ou y entre comme esclave, correspond essentiellement à la perte de la qualité de patricien survenue dans le même cas, et les règles en ont par conséquent déjà été exposées à propos de cette dernière. Il ne reste ici qu'à étudier les cas où une personne reçoit ou conserve la liberté et la protection de la loi dans la cité romaine, mais sans appartenir ni à cette cité ni à une autre, où elle se trouve donc dans la situation personnelle d'un non romain vivant dans l'État romain sans statut personnel reconnu. Les individus de cette espèce sont dépourvus non seulement de tout droit, mais aussi de tout devoir politique ils ne peuvent pas être recensés⁷, par conséquent ils ne sont soumis ni au recrutement ni à l'impôt. Ils ne forment pas de cité ayant une organisation quelconque reconnue par Rome. En droit privé, non seulement ils ne peuvent procéder aux actes qui sont proprement romains, comme la mancipation et le *nexum* ; mais,

¹ L'expression : *Transire ad plebem*, qui est, semble-t-il, technique, comprend bien le passage amené indirectement par un certain acte (Cicéron, *De prov. cons.* 17, 42 ; *Ad Att.* 2, 7, 2 ; *Ép.* 9, 1 ; Asconius, *in Scaur.* p. 25, etc.) Mais il reste néanmoins digne d'être remarqué que, lorsque il est question de ces événements, il n'est jamais fait mention d'un tel acte, et il est même en partie exclu. Dion, *fr.* 22 ; Zonaras, 7, 15. De même, Dion, 42, 29, etc.

² J'ai traité en détail de la sortie du patriciat et de l'entrée dans la plèbe, en opposition notamment avec les vues exposées à ce sujet par L. Lange, dans mes *Röm. Forsch.* 1, 124 et ss. 391 et ss.

³ Le changement de classe apparaît aussi clairement chez les Servilii Gemini : P. Servilius Geminus, consul en 502 506, et son fils aîné Gnæus, consul en 531, étaient patriciens. La condition de son fils cadet Gaius n'est pas connue ; mais les deux fils de ce dernier, Lucius, consul en 551, et Marcus, consul en 552, sont plébéiens ; par conséquent leur père ou eux ont passé dans la plèbe. Sur d'autres changements de classe semblables, cf. *Röm. Forsch.* 1, 124. Cependant il n'est pas remarqué là que ces cas s'expliquent plus simplement par une émancipation régulière que par une sortie irrégulière du patriciat.

⁴ Dion, 37, 57. Cicéron, *Ad Att.* 1, 48, 4, du 20 janvier 694. 1, 19, 5. L'intercession suppose une proposition de loi ; il ne peut par conséquent s'agir là que du plébiscite indiqué plus haut.

⁵ Voyez dans Dion, 37, 57, ce qu'invoque le consul Metellus, contre la candidature du nouveau plébéien au tribunat.

⁶ Dion, 38, 12. Suétone, *Cæsar*, 20. Cet acte était légalement inattaquable. Ce qu'invoque Cicéron contre lui aurait dû déterminer le collège des pontifes à refuser son concours, mais ne pouvait pas être invoqué contre la décision des curies.

⁷ Cela résulte déjà du défaut de droit de cité. C'est encore pour cela que, jusqu'à ce que le sénat admit, en 565, les Campaniens au cens romain, il fut incertain où ils seraient recensés (*incertum ubi censerentur*), on plus exactement il fut exclu qu'ils fussent recensés (Tite-Live, 38, 28, 4. c. 36, 5).

dans la rigueur du droit, ils ne peuvent ni contracter mariage, ni être appelés à une succession ou en laisser une¹, ni encore moins faire un testament² ; leur capacité est par conséquent restreinte aux actes permis par le droit international romain des transactions. — Une telle condition juridique est concevable pour les ambassadeurs et les otages d'États étrangers auxquels il n'a pas été accordé de traités complets, et nous y reviendrons dans la partie des relations de Rome avec l'étranger. Combinée avec le domicile fixe et la subordination de fait à Rome, elle ne se présente qu'à titre de peine. On la rencontre dans les cas suivants :

1. Lorsque la dédition n'est suivie d'aucun des actes régulateurs indiqués plus haut, que le *deditus* n'est donc ni dépouillé de sa, liberté, ni pourvu d'une condition juridique, mais que sa situation se perpétue en fait, les *dediti* et, aux générations suivantes, les *dediticii*³, sont régis par ces règles. Car, si, à l'époque ancienne, une telle, situation était considérée comme constituant une clientèle, la transformation des causes de clientèle en modes d'acquisition de la cité n'a pas été étendue à la *deditio* : les *dediti* n'acquièrent la qualité de plébéiens que par une loi expresse. Comme exemple de cette catégorie de gens qui fut toujours exceptionnelle, on peut citer les Bruttii après la guerre d'Hannibal : ils ne sont alors ni esclaves, ni Romains, ni alliés⁴.

2. La privation du droit de cité romaine à titre de peine a été plusieurs fois prononcée législativement contre des cités de citoyens, notamment, tant qu'il y en eut, contre des cités de citoyens sans droit de suffrage ; nous connaissons des lois de ce genre de 544, relativement à la cité de demi-citoyens de Capoue⁵, et de 673, relativement à un certain nombre de villes étrusques ayant la cité complète, en particulier à Arretium et à Volaterræ⁶. — La même chose ne s'est produite que difficilement pour des individus. Tant que l'État romain garda sa cohésion, le coupable qui ne renonçait pas à son droit de cité n'en fut pas dépouillé, mais fut puni comme citoyen. Ce n'est que dans les crises de la Révolution que le droit de cité a été enlevé par des lois à des citoyens isolés, ainsi, en 654, à Metellus Numidicus, en 696, à Cicéron.

3. Selon l'organisation criminelle de Sulla ou selon celle qui en est issue, l'*exilium*, c'est-à-dire la renonciation au droit de cité, et l'interdiction de l'eau et du feu, qui, d'après l'ancien droit criminel, suivait la perte du droit de cité, ont été transformés en une peine criminelle qui comprend, d'une part, l'expulsion non pas absolument des limites du pays ; mais d'un territoire nettement délimité, en général au moins de Rome et de l'Italie⁷ et, d'autre part, la perte du droit de cité⁸. Sous l'Empire, la peine fut transformée par aggravation en peine

¹ Les deux solutions sont commandées par la logique ; mais cela n'est pas dit expressément, et l'impraticabilité du système, qui est vraie partout, peut s'être fait particulièrement sentir ici.

² Gaius, 1, 25. 3, 95. Cela a été aussi contesté par quelques jurisconsultes, bien qu'en principe il n'y ait incontestablement pas de *testamentum juris gentium*.

³ Gaius, 1, 14 ; il faut supposer naturellement qu'ils n'ont pas depuis reçu une autre condition légale.

⁴ Cf., tome I, le début de la partie des Appariteurs.

⁵ Dans Tite-Live, 26, 34, le sénat décide, après avoir reçu pleins pouvoirs des comices, *Campanos.... extra quam qui eorum aut ipsi aut parentes eorum apud hostes essent liberos esse ita, ut nemo eorum civis Romanos aut Latini nominis esset*.

⁶ Cicéron, *De domo*, 30, 79. Le même, *Pro Cæcina*, 7, 18, etc.

⁷ Dans Cicéron, *Ad fam.* 8, 1, in fine, un banni de ce genre est à Ravenne ; dans Plinie, *Ép.* 4, 11, un exilé, auquel *aqua et igni interdictum est* et qui en qualité de pérégrin ne peut porter la toge, est en Sicile ; l'ancien bannissement de l'empire était donc alors mis de côté.

⁸ Dion, 57, 22. Gaius, 1, 128. Ulpien, 11, 12, cite ces *exules* comme exemple pour la *media capitis deminutio*, la perte de la cité avec conservation de la liberté. Ulpien, *Digeste*, 32, 1, 2. Marcien, *Digeste*, 48, 19, 17, 1. En fait la *deportatio* avait été, ainsi que le dit expressément Ulpien, *Digeste*, 48, 13, 3. *tit.* 19, 2, 1, mise à la place de l'*aquæ et ignis interdictio*. — Il n'est pas dit formellement que ces *exules* soient *deditiorum numero*, mais celui qui a des yeux pour voir le verra nécessairement, et je tiens toujours pour probable, en dépit des

de la déportation, c'est-à-dire en bannissement avec résidente forcée. L'énumération des différents crimes frappés de cette peine rentre dans le droit criminel¹. — La privation du droit de cité séparée d'une condamnation criminelle ne se présente, même sous le Principat, qu'à titre exceptionnel et isolé².

4. La loi *Ælia Sentia*, de l'an 4 de notre ère, refuse à ceux qui ont commis un crime étant esclaves et qui sont mis par leur affranchissement en position d'acquérir la cité romaine, l'acquisition de ce droit de cité et les assimile aux personnes des classes précédentes (*deditiorum numero*)³.

Le statut personnel ainsi établi réunit d'une manière étrange l'esprit de construction théorique et l'impraticabilité. Les Campaniens, exclus du droit de cité pour l'éternité en 544, furent admis, en 565, au cens romain et en même temps au mariage avec les Romaines⁴, et depuis, leur condition juridique ne peut être définie que comme un droit de cité sans droit de suffrage et sans aucune indépendance administrative. Les Romains d'Étrurie auxquels Sulla avait enlevé leur droit de cité le conservèrent également néanmoins⁵. Sous le Principat, il n'y a pas de véritables *dediticii*, et, quant aux individus considérés comme, *dediticii* à raison des crimes qu'ils avaient commis, on leur appliquait, au moins en matière successorale, non pas des règles propres, mais le droit romain ou latin⁶. Il aurait été plus correct en théorie et plus commode en pratique de ne pas violer par la création de cette classe de personnes le grand principe, posé par la reconnaissance du droit de cité plébéienne, selon lequel il n'y a pas de différence entre la liberté romaine et la cité romaine ; il aurait mieux valu ne pas créer une condition juridique presque aussi intolérable pour les maîtres que pour les sujets et commencer par où l'on fut obligé de finir, en donnant à ces personnes un droit de cité limite. Mais la colère fut plus puissante que le raisonnement juridique, et le refus du nom de citoyen romain un désir, aussi impérieux qu'absurde, de la foule ou des gouvernants. — L'idée de la *deditio*, comme un provisoire rendu permanent et lié à l'exercice précaire d'une indépendance fédérale, a été appliquée, dans une forme distincte de cette forme brutale, aux peuples sujets à propos desquels nous aurons à en traiter.

nombreuses contestations qui ont été soulevées, que les personnes *deditiorum numero*, citées dans le fragment de Berlin de *judiciis*, sont précisément soit les *exules*, soit les déportés.

¹ La *relegatio*, c'est-à-dire l'expulsion d'une partie limitée quelconque de l'empire romain, connue de l'ancien droit non pas comme une peine proprement dite ; mais comme une mesure administrative, n'a rien à faire avec la condition juridique de la personne.

² V. tome V, la partie du Pouvoir législatif du prince, avant-dernier alinéa, in fine.

³ Gaius, 1, 13, etc.

⁴ Tite-Live, 38, 36.

⁵ Cicéron, *De domo*, 30, 79. Il pense au procès de la femme d'Arretium dont il parle, *Pro Cæcina*, 33, 91.

⁶ Gaius, 3, 74.

LA COMMUNAUTÉ PLÉBÉIENNE.

Les individus appartenant à la cité romaine, qui étaient à l'origine privés du droit de cité donnèrent à leurs efforts pour écarter cette infériorité deux directions distinctes qui se contredisaient en principe l'une l'autre. La lutte des classes a pour but à la fois l'établissement de l'égalité des droits entre le plébéien isolé et le patricien, et la constitution de la plèbe en une communauté séparée.

La première tendance est la plus ancienne, c'est aussi la tendance naturelle, et elle est arrivée à ses fins. Les premières phases en remontent jusque par delà toute tradition. La plus précoce d'entre elles qui soit formulée par les annalistes est la réforme de Servius. Cette tendance n'a pas besoin d'une exposition spéciale, et elle n'en est même pas susceptible ; car elle n'a eu pratiquement pour objet que les différents droits : l'admission au droit de famille et au droit du patrimoine, la capacité de plaider en justice sans le concours du patron, le service de soldat et d'officier, le droit de voter dans les centuries et les curies, celui de siéger dans le conseil de la cité, la communauté du mariage, les magistratures et les sacerdoces, et enfin le service de cavalier dans les six centuries nommées. Au point de vue politique, le résultat total de ces différents actes est bien la réalisation de l'égalité entre le plébéien et le patricien. Mais, à vrai dire, c'est là une abstraction. En droit public rigoureux, pour une partie, les plébéiens n'ont pas obtenu l'égalité, et, pour une autre partie, ils ont acquis des privilèges qui mettent les patriciens dans un état d'infériorité. Nous laissons ici de côté ce développement.

Ce qu'il nous faut étudier, quant à son principe et à ses résultats, c'est la constitution en communauté séparée, en *plebs*, des membres de la cité qui étaient exclus de l'union des citoyens. A l'inverse de la première tendance, celle-ci semble contre nature et dépourvue de conclusion pratique. Elle ne commence non plus à se développer que relativement tard. Selon la formule des Annales, la plèbe se constitue la 168 année de la République, la 260e après la fondation de Rome, à la suite de la retraite des plébéiens de la ville. Il n'y a pas, dans notre tradition, de préhistoire de la plèbe. Certainement la plèbe n'est pas plus née comme corps distinct, en 260, sur le Mont sacré ou l'Aventin, que Pallas Athénè n'a jailli de la tête de Zeus. Mais nos anciens maîtres se sont eux-mêmes abstenus de faire des combinaisons de droit public sur sa genèse, et le mieux est pour nous de suivre leur exemple. Supprimée en 302 par l'établissement du gouvernement des décemvirs, la plèbe fut rétablie sur son ancienne base, dès 305¹. Sa constitution fut achevée par les institutions provoquées en 465-468 par le dictateur Q. Hortensius. Les trois grandes phases des années 260, 305 et 465-468 se rattachent toutes à l'idée de sortie de la cité (*secessio*). La première constitution de la plèbe, son rétablissement, son organisation définitive² sont trois compromis conclus par la cité avec des membres qui l'ont quittée. Le but des sécessionnistes, auquel ils renoncèrent à la suite de ces compromis, n'est

¹ Voir, tome III, le commencement de la partie du Tribunat.

² A mon avis, il n'y a pas à douter du fait des trois sécessions, bien que ce qui est raconté de la première remonte difficilement à des documents contemporains. L'existence de la plèbe avant la loi des Douze Tables est suffisamment certaine ; la constitution d'elle-même et de ses tribuns sur le Mont sacré, faiblement attestée par l'histoire et énergiquement localisée comme elle l'est, rentré, aussi bien que le gouvernement royal primitif, parmi ces événements qui ont été maintenus dans la mémoire des générations suivantes moins par des récits que par les institutions elles-mêmes.

précisé, dans notre tradition, pour aucune des trois sécessions¹ ; il ne peut pas avoir été essentiellement différent de celui poursuivi par les Italiens dans la guerre sociale. Il s'agit toujours d'une révolution et du moyen d'y parer. Ce que la cité légitime accorda aux séparatistes pour les déterminer à revenir dans la communauté, ce fut, tout comme dans la guerre sociale, le demi-accomplissement de leurs vœux. La constitution de la plèbe est l'organisation restreinte et enchâssée dans les institutions existantes, mais durable, de la communauté qu'aurait créée la révolution triomphante², l'établissement d'un État dans l'État, une institution qui, pour peu qu'elle s'étende, devient la ruine de l'État. Aucune nation n'a réalisé l'œuvre de la réforme constitutionnelle avec une constance aussi grandiose que la nation Romaine dans la lutte des plébéiens pour l'égalité ; mais aucune n'a non plus donné à l'œuvre de la Révolution, quelque choquante qu'elle fût en théorie et en pratique pour l'organisation, une expression aussi durable que n'a fait la nation Romaine dans les institutions plébéiennes.

Toute association existant dans l'intérieur de l'État a des assemblées et des chefs ; cependant les associés ne forment pas, au point de vue du droit public, une unité coordonnée à l'État. Mais ce ne sont pas les plébéiens qui prennent des résolutions, c'est la *plebs*, et c'est à la tête de la *plebs* et non pas des plébéiens que sont les tribuns et les édiles. La *plebs* n'a rien de commun avec le *collegium* ; elle est mise sur la même ligne que le *populos* : les Grecs anciens traduisent avec raison à la fois *populus* et *plebs* par δῆμος³, tandis que plus tard, afin de distinguer, on employa pour la *plebs* le mot synonyme πλήθος, par opposition à δῆμος réservé au *populus*⁴. De même que la *civitas* est le fait

¹ Les trois récits ne vont pas au delà de l'idée négative contenue dans le mot *secessio*. Denys seul, 6, 79. 90, dit que les sécessionnistes de 260 avaient le projet de se disperser dans le monde ; si cette conception paisible et débile est vraiment empruntée à d'anciennes annales, c'est que leurs auteurs n'auront pas voulu raconter le conflit dans sa violence. Selon le meilleur témoignage que nous ayons sur la seconde sécession, celle de 304-305, ses auteurs avaient l'intention de s'emparer de la ville par les armes (Diodore, 11, 24. 25). Quant à la troisième, celle de 465-408, qui est la seule sur laquelle nous puissions attendre un témoignage digne de foi dans le détail, nous n'avons pas de relation approfondie. Il n'est jamais question du projet de fonder une autre ville ; au reste, une pareille fondation ne pourrait être imaginée comme but de la sécession que dans le sens, par exemple, où l'on peut représenter la fondation de la ville Italia comme le but de la guerre sociale.

² C'est pour cela que les sécessions elles-mêmes ont lieu eu dehors du *nomerium*, sur le Mont sacré, au bord de l'Anio, sur l'Aventin et sur le Janicule, tandis que l'activité de la plèbe se meut dans l'intérieur de la ville.

³ La preuve en est la qualification δῆμαρχος qui se rencontre déjà dans un acte publié de l'an 561 de Rome et qui a été constamment maintenue. Cf. tome III, la partie du Tribunat, sur le titre des tribuns. Si cette dénomination avait été introduite en vue des chefs des diverses tribus, l'analogie du δῆμαρχος athénien aurait pu déterminer le choix de l'expression ; mais, la tribu s'appelant on aurait du plutôt dire φύλαρχος ; en outre il n'est pas douteux que δῆμαρχος est simplement la traduction de *tribunus plebi*. C'est surprenant en ce sens que, comme me le fait remarquer Wilamowitz, les chefs de l'État chez les Grecs portent bien fréquemment la qualification analogue de δαμιονργοί mais ne s'appellent δῆμαρχος nulle part ailleurs que dans la ville campanienne de Neapolis (C. I. L. X, p. 112). C'est par conséquent vraisemblablement des Grecs de Campanie que les Romains ont emprunté la dénomination grecque du tribun du peuple. Il est probable que cette expression ne fut introduite qu'après la loi Hortensia, lorsque *populus* et *plebs* étaient devenus politiquement des synonymes (v. la note qui suit) et que les tribuns de la *plebs* pouvaient aussi bien être appelés des chefs du peuple que les consuls.

⁴ Diodore emploie déjà δῆμος et πλήθος (par exemple : 12, 25). Dion Cassius fait une distinction technique que la terminologie romaine ne fait pas entre la plèbe de la république, à laquelle il oppose les patriciens, et celle de l'Empire, à laquelle s'opposent les sénateurs et les chevaliers ; lui aussi appelle la première πλήθος (par exemple fr. 63. 42, 29. 43. 45. 51. 53, 21. 55, 34. ss., 2. 20), et il désigne la seconde par le mot ὄμιλος (41, 7. 34, 25. 46, 35. 60, 7), que, dans le langage habituel du récit, il emploie pour la multitude et ne met que très rarement à la place de πλήθος (53, 21, rapproché de 38, 8. 39, 29). ὄμιλος a toujours un arrière sens défavorable. — Polybe ignore absolument la distinction : il ne connaît que le δῆμος (6, 14. 15. 17. 15, 19, 7. 18, 42. 21, 21, 2) qu'il appelle d'ailleurs aussi πλήθος (6, 17. 16, 15, 11) ; et, comme il écrit en homme politique et non en antiquaire, il a parfaitement raison de prendre au sérieux la formule : *lex sine id plebi scitum est*. Il serait à souhaiter qu'on suivît son exemple et qu'on ne se laissât pas masquer la vue de l'histoire moderne de la république par les ruines de l'ancien système.

d'appartenir au *populus*, le fait d'appartenir à la plèbe est, à l'époque ancienne, désigné par le mot *plebitas*¹ qui disparut plus tard avec la distinction.

L'idée est d'accord avec le mot. La *plebitas* est, ainsi que nous l'avons déjà vu, non pas de même valeur, mais de même nature que la cité. Le plébéen n'appartient pas à la plèbe, comme le charpentier au *collegium fabrum*, mais comme le citoyen à l'État. On n'appartient pas à la plèbe en vertu de son libre choix ou de ses opinions politiques, mais en vertu de la naissance ou de la loi. Sous ce rapport, la *plebi* est pareille au *populus*.

Mais les institutions ne correspondent pas au principe pour à communauté les points fondamentaux. La cité est établie à l'intérieur pour l'administration de la justice en temps de paix, à l'extérieur pour la guerre ; elle exige une armée et des impôts ; elle ne peut être imaginée sans un conseil communal ; elle est titulaire de droits de propriété et de créances. La plèbe ne possède aucun de ces pouvoirs. Ses chefs n'ont jamais tranché un procès civil ni exercé un commandement militaire, une armée plébéenne et des impôts plébéens iraient contre le sens ; il n'y a pas de sénat plébéen ; la propriété, les créances, que peut avoir tout collègue, sont refusés à la plèbe, il n'y a ni *res plebeia* ni *ærarium plebis*² ni *alter plebeius*. Tandis que la distinction entre les actes publics accomplis à l'intérieur (*domi*) et ceux accomplis au dehors (*militiæ*) est de l'essence de l'État romain et que l'on n'y peut concevoir l'un des deux cercles sans l'autre, toutes les institutions plébéennes ont leur limite à la première borne milliaire. Au delà, il n'y a plus ni patriciens ni plébéens, il n'y a que des citoyens romains. Tous les droits par lesquels seuls l'État est l'État, en théorie comme en pratique, manquent à la plèbe, et ils ne lui manquent pas comme lui manquait, par exemple, la communauté de mariage avant la loi Canuleia ou l'éligibilité avant la loi Licinia ; il n'y a jamais eu, il n'y a jamais pu avoir d'agitation tendant à l'acquisition par elle de ces droits. L'idée de révolution organisée est une idée qui s'anéantit elle-même. L'essai de considérer cette révolution comme terminée et celui de la terminer seraient, l'un et l'autre, le premier au point de vue théorique, le second au point de vue pratique, peut-être la création d'un État nouveau, mais certainement la fin de l'État romain. Cette institution est précisément un compromis auquel restèrent toujours, malgré toute la logique et l'énergie que l'on put déployer là dans l'organisation politique, sa faiblesse et son illogisme natifs. Rien ne le montre plus clairement que le résultat final. Le mouvement de la plèbe tendant à sa constitution en État séparé est, au point de vue de la forme, arrivé, par la loi Hortensia, plus complètement à son but que celui qui tendait à l'égalité politique des deux ordres. Mais pratiquement il a pour résultat deux principes relativement indifférents, ceux selon lesquels le nombre des magistrats supérieurs de l'État se trouve augmenté et le peuple peut valablement voter dans ses assemblées primitives, soit avec la noblesse, soit sans elle.

Si la plèbe n'est ni ne peut être un véritable État, les éléments qui sont communs à l'État et à toute société s'administrant elle-même, les chefs et l'assemblée délibérante de la communauté sont, pour la plèbe, aussi rapprochés qu'on peut sans détruire l'essence du *populus*, des magistrats et des comices de l'État quant à la forme, et, quant au fond, ils ont les pouvoirs des magistrats de l'État

¹ Il se trouve dans Caton, éd. Jordan, p. 49 : *Propter tenuitatem et plebitatem* et dans Cassius Hemina.

² D'où la *consecratio bonorum* et, pour les procès en paiement d'amendes, la *judicatio in sacrum* (v. tome I, la partie du Droit de coercition du magistrat) ; les deux institutions proviennent de la justice criminelle plébéenne.

et des comices de l'État. La nomination des *tribuni plebi* et des *ædiles plebi* sur le modèle des consuls et des questeurs, et l'attribution aux premiers du droit de prohibition qu'a le magistrat de l'État contre son collègue sont étudiées, en détail, dans la théorie des Magistratures. Il faut seulement rappeler ici, pour faciliter la conception d'ensemble des institutions plébéiennes, que le terrain sur lequel existaient les magistrats de la plèbe n'était pas le terrain juridique de la loi ; c'était celui du serment prêté par la plèbe, — considérée ici comme État, — pour elle-même et pour sa postérité, d'user du droit de se faire soi-même justice contre quiconque porterait atteinte soit à la compétence soit à la personne de ces magistrats¹. Assurément on a tenté de remplacer ce fondement, manifestement révolutionnaire, par une légitimation légale. On l'a tenté de deux façons, partie en appuyant l'inviolabilité tribunicienne sur une loi consulaire, rendue lors du rétablissement du tribunat, après la chute des décemvirs², partie en essayant de faire rentrer le rapport du peuple et de la plèbe parmi les conventions internationales et de transporter les privilèges de cette dernière sur le terrain légal du *fœdus*. Mais la seconde conception est peu topique, elle ne paraît pas autre chose qu'un essai malheureux fait par les jurisconsultes romains pour écarter en théorie cette pierre d'achoppement de leur route ; et, si, par le premier moyen, l'inviolabilité des tribuns reçoit un fondement juridique formel et peut dès lors se passer du fondement religieux, le caractère sacro-saint du tribunat n'en continua pas moins à être regardé, probablement par suite de sa portée essentielle d'opposition, comme étant non seulement son caractère originaire, mais son caractère décisif. La révolution organisée réclamait et conserva comme fondement la force révolutionnaire.

Il nous reste à étudier les pouvoirs de l'assemblée composée de l'ensemble des plébéiens à l'exclusion des patriciens³ et la force législative de ses résolutions. Là encore la plèbe se révèle, aussi bien dans la terminologie que dans les institutions, comme un État dans l'État, comme une copie du *populus* qui veut être le *populus* et qui ne l'est pas.

L'assemblée compétente pour émettre l'expression légitime de la volonté du peuple porte la dénomination de *comitia*. Le défaut de compétence semblable de l'assemblée des plébéiens trouve son expression dans la terminologie : l'assemblée des plébéiens est appelée *concilium*⁴ en grec *σύλλογος*⁵, c'est-à-dire

¹ V. tome III, la partie des Tribuns, sur leur manque de caractère légal.

² V. la même partie, sur la définition de leur *potestas sacrosancta*.

³ Æmilius Felix, dans Aulu-Gelle, 15, 27. *Tribuni plebis neque advocant patricios neque ad eos referre* (plutôt *ferre*) *ulla de re possunt*. Il est superflu de donner d'autres preuves de cette exclusion des patriciens des assemblées présidées par les tribuns et les édiles, qui s'est maintenue jusqu'aux temps les plus récents.

⁴ Cicéron distingue nettement le *concitium plebis* (ainsi seulement *De inv.* 2, 17, 52) ou *concilium* tout court (*Cum sen. gr. egit*, 5, 11 ; *De domo*, 30, 79 ; *Pro Sest.* 30, 65. c. 35, 73 ; *In Vat.* 2, 5. c. 6, 15. c. 7, 18 ; *De leg.* 2, 12, 31. 3 19. 42 ; Asconius, *In Cornel.* p. 58), l'assemblée des plébéiens, et les *comitia tributa* qui sont pour lui exclusivement (même *De leg.* 3, 19, 45) l'assemblée patricio-plébéienne, sauf qu'il appelle aussi l'assemblée électorale plébéienne : *comitia tribunicia* (*Ad Att.* 1, 1, 1). La liste des textes est empruntée au travail consciencieux de Berne, *De comitiorum tributorum et conciliorum plebis discrimine*, Wetzlar, 1875, p. 35. *Concilium* désigne également l'assemblée délibérante de la plèbe dans Tite-Live, 2, 56, 15. c. 57, 2. c. 60, 5. 3, 54, 15. c. 64, 5. 6, 35, 8, c. 38, 1. c. 39, 1. 7, 5, 5. 25, 3, 14 : c. 4, 4, etc. Il est employé par opposition de la manière la plus nette, 39, 15, 11 : *Cum aut..... comitiorum causa exercitus eductus esset, aut plebi concilium tribuni edixissent, aut aliquis ex magistratibus ad contionem vocasset*. Dans ce sens, les deux expressions sont employées en même temps dans la langue légale, par exemple dans la loi de Bantia (*C. I. L.* 1 ; 197, ligne 5) : *Mag(istratus) queiquomque comitia conciliumve habebit* ; de même Cicéron, *De leg.* 2, 12, 31, et *Cum sen. gr. eg.* 5, 11 ; Festus, Ép. p. 50, v. *Cum populo agere* ; Tertullien, *Apol.* 38. Lælius Felix a la même pensée dans Aulu-Gelle, 15, 27. À côté de cela, l'on rencontre, il est vrai, un emploi plus général du mot *concilium*. — *Concilium tributum* ne se dit pas, parce que toute assemblée régulièrement distribuée de la plèbe est distribuée par tribus et que par suite il n'y aurait pas de terme opposé.

⁵ Dion emploie tout au moins ce mot aussi bien pour les vraies assemblées délibérantes de la plèbe (36, 22. 39., 7. 34. 35-36) que pour la *contio* (36, 27. 37, 51. 39, 19) ; il l'emploie donc absolument comme *concilium*.

la **convocation**, d'une dénomination qui, non seulement quant à l'étymologie, mais aussi pratiquement, s'applique à n'importe quelle assemblée non comitiale de citoyens quelconques¹. Cette distinction a été maintenue longtemps après que la compétence du **concilium**, avait été assimilée à celle des comices. Ce sont seulement les écrivains du temps de l'Empire qui emploient **comitia** d'une manière générale, pour toutes les assemblées de citoyens où l'on vote². Le fait que la résolution des plébéiens ne lie pas le peuple est également exprimé par la terminologie : ce qui lie juridiquement se dit **lex** et l'acte de lier **jubere**, tandis que pour la plèbe on emploie les expressions indifférentes qui signifient résoudre et résolution, **scissere**, **scitum**³. Cependant, lorsque, selon les règles citées plus bas, la résolution de la plèbe oblige le peuple, elle reçoit, à côté de la dénomination de **plebi scitum**, encore celle de **lex**, et cette dénomination a fréquemment été employée pour les plébiscites obligatoires, à l'époque ancienne comme à la moderne⁴. **Jubere** a été, à aussi bon droit, appliqué à la plèbe, et la formule : **Velitis jubeatis, quirites, rogo** s'emploie pour le plébiscite comme pour la loi proprement dite.

Comme toutes les autres prescriptions fondamentales relatives aux comices, la nécessité de la distribution régulière du peuple s'applique au **concilium** ; mais en outre les sections dans lesquelles la plèbe est distribuée pour le vote sont celles du peuple patricio-plébéen, déduction faite des patriciens. Les plébéiens ne sont à la vérité jamais réunis par centuries ; car toutes les institutions militaires font défaut à leur communauté ; en particulier les tribuns de la plèbe, qu'ils aient ou non emprunté leur nom aux officiers de la légion⁵, n'ont pas de commandement

¹ L'usage général du mot qui se révèle dans **conciliabulum**, **concilia adimere**, etc. se rencontre aussi par rapport à des assemblées romaines. Ainsi il est question, dans la loi *Julia municipalis*, ligne 132, des élections des magistrats municipaux **comitiis conciliove**, en entendant par **concilium** toute assemblée qui n'est pas appelée **comitia**, mais qui, selon le statut local, a les pouvoirs électoraux des comices. Les assemblées des **pagani et montani** sont appelées par Cicéron (*De domo*, 28, 73) les **conventicula et quasi concilia** de la **plebs urbana**. Tite-Live emploie aussi quelquefois (1, 8 1. c. 26, 5. 2, 7 ; 7) **consilium** populi pour la simple **contio** (3, 11) ou pour la réunion du peuple pris comme arbitre entre des États étrangers. **Concilium** a, au sens strict, une portée négative : il se dit de toute assemblée de citoyens qui ne constitue pas des **comitia**, qui n'est pas une assemblée délibérante de la totalité du peuple ; son emploi à titre tout à fait isolé pour désigner les comices par tribus (Tite-Live, 1, 36, 6) ou même par centuries (Tite-Live, 6, 20, 11) est incorrect. Cf. *Rœm. Forsch.* 1, 110.

² **Comitia** désigne déjà une fois dans Cicéron (note 12), et assez fréquemment dans Tite-Live, le vote du peuple en général, sans tenir compte de la forme dans laquelle il est exprimé. Il peut ainsi être employé même pour le **concilium**, comme Tite-Live le fait à plusieurs reprises, par exemple pour des élections, 2, 60, 5 : **Plus dignitatis comitiis ipsis** (aux élections de tribuns) **detractum est patribus ex concilio submovendis quam virium aut plebi additum est aut demptum patribus**, et surtout, 3, 60, 8. **Quinque tribunis plebis creatis... concilium dimisit nec deinde comitiorum causa habuit** ; en outre pour des débats judiciaires, 3, 13, 9. **Verginio comitia habente college appellavit dimisere concilium**. Le **concilium** votant par tribus est même, à plusieurs reprises, nommé **comitia tribula** par Tite-Live (note 23), dans le récit de son introduction. C'est à tort que Berns, *loc. cit.* limite aux assemblées électorales cet emploi relâché et étranger à la langue technique de **comitia**.

³ Lælius Felix dans Aulu-Gelle, 15, 27. Festus, p. 330, v. **Scitum populi**. Décret des pontifes dans Cicéron, *Ad Att.* 4, 2, 3. Le même, *Pro Flacco*, 7, 15 ; *Pro Balbo*, 18, 42. Assurément **sciscere** a un sens général, et il est employé, même dans la langue technique, pour la décision des comices, **populus jure scivit**, se trouve dans l'exorde de la loi Quinctia, et **scitum populi**, est-il dit dans Festus, p. 330, **[est quod eum mag[ist]ra]tus patricius [rogavit populusque suis suf]fragis jussit**. Néanmoins l'exclusion primitive de l'expression **lex** pour la résolution de la plèbe se manifeste ici, et cette exclusion est d'autant plus remarquable que, comme il sera montré plus en détail à propos de la compétence des comices, **lex** s'emploie correctement et fréquemment pour les statuts d'une corporation. Mais la plèbe ne vent pas être une corporation, ni rendre une **lex** dans le sens où le fait le **collegium fabrum**.

⁴ Nous sommes privés de témoignages valables sur l'ancien usage technique ; mais les plébiscites anciens qui se rencontrent dans nos sources s'appellent régulièrement **leges**, sans doute parce qu'il s'agit toujours de plébiscites dont la force obligatoire était reconnue même par les patriciens. A l'époque récente, parmi les plébiscites qui nous ont été conservés, la **lex repetundarum** et la loi agraires appellent toujours elles-mêmes **lex**, et il y a, dans la première, ligne 74 : **Ex lege, quam L. Calpurnius L. f. tr. pl. rogavit**. Par suite, on dit aussi **lex tribunicia**, comme on dit **lex consularis**. Voir tome III, la partie du Tribunat, sur les pouvoirs des tribuns en matière législative.

⁵ Voir tome III, la partie du Tribunat, sur le nom des tribuns.

militaire¹, et l'emploi des simples formes militaires n'est pas lui-même compatible avec les bornes dans lesquelles ils sont enfermés². On ne pouvait donc trouver pour la plèbe une autre distribution que celle par curies. Les maîtres du droit public romain regardent aussi en effet l'élection par curies comme la forme primitive de nomination des tribuns³ ; seulement ils pensent là à l'assemblée patricio-plébéienne et non à, une assemblée des plébéiens distribuée par curies⁴. Mais c'est inconciliable avec la nature de la plèbe, et cette allégation n'est probablement elle-même qu'une conclusion tirée de deux faits bien établis, du fait que la plèbe n'a jamais pu se réunir par centuries, et de celui que sa constitution remonte à une époque où le *populus* ne se réunissait pas autrement que par centuries et par curies. Personne ne s'avisera aujourd'hui de vouloir déterminer de plus près la constitution d'une assemblée de plébéiens votant par curies, les patriciens exclus ; cependant, puisque l'on appartient à la curie exclusivement en vertu de sa geais et que, dans l'intérieur de la curie comme dans tout autre corps électoral romain, l'on vote par têtes, les familles nobles peuvent avoir possédé par leurs clients une influence décisive dans cette assemblée.

D'après une tradition, selon toute apparence digne de foi, le vote par curies fut remplacé, en 283, sur la proposition du tribun du peuple Volero Publilius, par le vote par circonscriptions territoriales, par tribus⁵. Il est évident, et il est signalé par les annalistes⁶ que les hommes qui dirigeaient la plèbe devaient tenir avant tout à séparer les membres de la cité qui étaient en fait indépendants des anciens citoyens et ceux qui en dépendaient en fait, à séparer les plébéiens des clients, afin d'avoir au moins solidement dans la main leur assemblée propre pour leurs résolutions et aussi pour leurs élections. Ce résultat ne pouvait être atteint plus simplement qu'en attribuant les votes aux propriétaires fonciers plébéiens par le transfert de la compétence aux circonscriptions territoriales. En face des curies, dans lesquelles chaque plébéien avait sa place, il y a la restriction du droit de vote analogue à celle qui réservait les centuries d'hommes armés exclusivement aux propriétaires fonciers la suite de la noblesse se trouva

¹ Voir la même partie, sur leur défaut de fonctions de magistrats.

² Les six centuries équestres nommées auraient aussi dû disparaître, en leur qualité de centuries patriciennes ; mais cela avait moins d'importance.

³ Cicéron, *Pro Cornelio*, dans Asconius, p. 76. Tite-Live représente l'élection par tribus comme introduite en 283 : il n'indique pas expressément le mode de scrutin antérieur. Selon Denys (6,89), les premiers tribuns sont élus dans les comices par curies, et l'élection des tribuns est transportée, en 282, des curies aux tribus (9, 41, 49), en face de quoi il n'y a pas à tenir compte de ce que les accusations tribuniciennes sont, avant cette date, portées tantôt devant les curies (9, 46) et tantôt devant les tribus patricio-plébéiennes (7, 59. 9, 27. 33). Cf. *Rœm. Forsch.* 1, 183.

⁴ Les assemblées dans lesquelles les tribuns du peuple sont élus avant 283 sont, aux yeux des anciens, les comices par curies patricio-plébéiens, et les patriciens y participent ; cela nous est attesté par Cicéron, qui (note 21) les appelle *comitia curiata* et fait allusion aux auspices, en outre par Tite-Live, d'après lequel (2, 56, 10. c. 60, 5) les patriciens figurent avec le droit de vote dans l'assemblée qui vote la loi Publilia ; enfin expressément par Dion, chez Zonaras, 7, 17, selon lequel la plèbe n'arriva que par la loi Publilia et avoir une assemblée séparée. Denys est aussi d'accord avec cette opinion, en ce qu'il considère la loi Publilia comme ayant soustrait les assemblées convoquées par les tribuns à l'*auctocitas patrum* (9, 41. 10, 4), et aux auspices (9, 41. 49. 10, 4), en face de quoi il n'y a pas non plus à tenir compte de ce qu'il cède ailleurs (9, 41. 44) à l'idée naturelle et probablement juste de la composition exclusivement plébéienne de ces assemblées. Cf. *Rœm. Forsch.*, loc. cit. La tradition est par conséquent aussi certaine que son inadmissibilité est évidente. Son explication est que la constitution postérieure ne tonnait pas de *concilium plebis curiatum* et que par suite, en l'absence de tradition pure, il ne restait aux archéologues, après avoir éliminé les centuries et les tribus, que les *comitia curiata*.

⁵ Tite-Live, 2, 56, 2. c. 58, 1. Cf. c. 60, 4 ; Denys, 9, 41. 49. 10, 4. Le fait que Diodore fait, sous la date de cette année, allusion non pas à la loi, mais à l'élection pour la première fois de quatre tribuns (cf. tome III, la partie du Tribunat, sur le nombre des tribuns), prouve que les annales les plus anciennes notaient déjà cette phase dans le développement de la *plebs*.

⁶ Tite-Live, surtout 2, 56, 3. c. 57, 4.

par là exclue des deux assemblées. De l'emploi fait alors pour la première fois de la tribu relativement au vote, il faut rapprocher le fait que, d'une part, ainsi que nous verrons, le nombre des districts fut probablement fixé à vingt lors de l'addition des tribus rustiques aux tribus urbaines, et que, d'autre part, il y avait 21 tribus avant l'an 365. Le nom de la 21^e tribu, ajoutée, selon toute apparence, à ce moment, de la tribu Clustumina, est celui du lieu clans lequel s'accomplit la constitution de la plèbe en 260 et duquel la sécession d'alors prit le nom de sécession Clustumina¹. Pour le *concilium* de la plèbe, dont la principale fonction fut, dès. le principe, l'élection de ses chefs, le nombre pair des unités électorales était incommode ; on l'aperçoit encore à ce que, dans les nombreuses augmentations qui portèrent depuis le chiffre des tribus de 21 à 35, on a toujours observé-le principe des chiffres impairs. La création de la 21^e tribu a donc probablement été une portion intégrante de la transformation de la plèbe opérée par la loi Publilia, transformation qui, au point de vue politique, mérite peut-être plus que la première constitution elle-même d'être regardée comme le début de l'institution. À partir de là, les magistrats de la plèbe, édiles et tribuns, ont été constamment élus par le *concilium* distribué par tribus.

Pour l'existence de la plèbe, la condition préalable était que son droit de se rassembler et de prendre des résolutions dans ses assemblées fut soustrait à l'arbitraire du peuple, que la puissance souveraine de l'État fût limitée sous ce rapport. Cela est en effet arrivé, et c'est dans ce droit de réunion et de décision de l'État séparé, qui ne pouvait être supprimé par aucun acte législatif du peuple, que la nature révolutionnaire de l'institution trouve son expression la plus profonde et en même temps la plus palpable. Ce droit a pour sauvegarde, à côté du droit d'intercession accordé aux tribuns contre les rogations soumises au peuple², avant tout la prétendue loi Icilia, punissant quiconque empêche d'une manière quelconque une réunion de la plèbe³.

Relativement à la validité des résolutions de la plèbe, il faut, comme pour les résolutions des comices, distinguer les trois domaines de l'élection des magistrats, des procès criminels et de la législation. Mais, tandis que l'activité des comices a commencé par la législation à laquelle se sont plus tard jointes les procédures criminelles et enfin les élections de magistrats ; celle de l'assemblée plébéienne s'est développée dans l'ordre inverse.

Sur le droit de la plèbe de se choisir, comme le peuple, des chefs propres, les tribuns et les édiles, et sur les fonctions de ces chefs dans l'État, le nécessaire a été dit dans la partie des Magistratures. Il suffit ici de rappeler que les tribuns ne peuvent être conçus sans l'égalité de collègues avec les magistrats supérieurs pour le droit de prohibition et sans le droit d'empêcher et d'anéantir légalement leurs actes par l'intercession ; pouvoirs qui sont des pouvoirs de la plèbe en ce sens que c'est d'elle que les tribuns reçoivent leur mandat.

En matière criminelle aussi, nous pouvons renvoyer soit aux développements donnés sur le tribunat et l'édilité, soit à la partie dans laquelle nous traiterons de la compétence des différentes assemblées des citoyens. Cette procédure a ici pour origine la justice qu'on se fait à soi-même, et le serment collectif qui est le fondement général de l'existence de la plèbe est formulé dans ce sens⁴. La justice criminelle de la plèbe, telle qu'elle fonctionne dans la constitution romaine

¹ Varron, 5, 81 : *In secessione Crustumina*.

² Cf. tome III, la partie du Tribunat, sur l'intercession contre les rogations.

³ Cf. la même partie sur le Droit du tribun d'agir avec la plèbe.

⁴ Cf. la même partie, sur le Défaut d'autorité légale des tribuns.

moderne, est la copie de la procédure légale de provocation. Il est dans la nature des choses qu'elle puisse être exercée aussi bien contre les patriciens que contre les plébéiens, qu'elle le soit même, en pratique, principalement contre les premiers¹. Le fait qu'elle n'intervient que lorsque la plèbe elle-même est lésée concorde en principe avec ce qui existe pour la procédure criminelle légale ; car celle-ci se borne pareillement en principe à réprimer les actes par lesquels un préjudice est causé à la cité elle-même. A la vérité, cette idée, susceptible d'une extension très diverse, a été conçue plus étroitement dans la procédure criminelle plébéienne que dans la procédure criminelle légale : le meurtre d'un citoyen tombe sous l'empire de la dernière ; la première ne s'étend probablement qu'aux actes positifs ou négatifs portant atteinte aux privilèges de la plèbe². Au surplus, la condamnation est ici prononcée par les tribuns comme dans la procédure légale elle l'est par les magistrats patriciens, et le *concilium plebis* est saisi de l'affaire par la provocation³. Les autres règles posées par la loi des Douze Tables et les lois postérieures relativement à la compétence pénale des magistrats plébéiens et du *concilium* plébéien seront étudiées à propos de la compétence des comices.

Quant aux lois, par lesquelles nous entendons, conformément à l'usage romain, toutes les résolutions du *concilium* qui ne sont ni des nominations ; de magistrats plébéiens ordinaires, ni des verdicts rendus sur une provocation adressée à la plèbe, la tradition qui nous est parvenue est incomplète et obscure. Selon la teneur de cette tradition, toutes les lois déjà nommées, le plébiscite constitutif de 260⁴, le plébiscite Icilien, le plébiscite Publilien, et de même la décision selon laquelle il n'est plus permis aux comices d'exercer leur pouvoir législatif au préjudice d'une personne isolées⁵, existent de droit, sans qu'il faille pour cela rien autre chose que la volonté de la majorité de l'assemblée de la plèbe et son serment, sans notamment qu'il faille une ratification spéciale de la cité légale ou de ses organes, en particulier sans la confirmation du sénat patricien (*patrum auctoritas*) qui est en principe inapplicable aux plébiscites⁶. Cette conception a pour base l'idée que ces lois ne concernent que les seuls plébéiens et que la plèbe a le droit de lier les plébéiens. Mais cela est faux logiquement et pratiquement. L'autonomie reconnue au *collegium*, qui n'empiète jamais sur les droits du peuple, ne peut pas être reconnue à la plèbe ; car la plèbe n'est pas un *collegium* ; elle est elle-même un État. Le caractère obligatoire pour le peuple des résolutions votées par la plèbe n'est qu'une autre expression de leur validité. Ni les nominations d'autorités destinées à annuler les actes des magistrats, ni les procédures pénales intentées contre les citoyens nobles comme contre ceux qui ne le sont pas, ni les lois qui rendent ces institutions plébéiennes permanentes et inviolables pour l'assemblée souveraine du peuple, ne concernent exclusivement

¹ Cf. la même partie sur la Justice criminelle des tribuns et ses limitations.

² Même dans le procès de Kæso Quinctius, le meurtre n'est pas le véritable chef d'accusation ; il n'intervient qu'à titre complémentaire (Tite-Live, 3, 11, 9. c. 13, 5).

³ Cf. tome III, la partie du Tribunal, sur la limitation de la justice des tribuns par la provocation.

⁴ La conception de cette loi comme un *foedus* est étrangère aux relations anciennes. Cf. tome III, la partie du Tribunal, sur le défaut d'autorité légale des tribuns.

⁵ Cicéron, *De domo*, 37, 43. Le même, *Pro Sest.* 30, 65.

⁶ La *patrum auctoritas* est le complément de la résolution des comices, et il est impossible de l'appliquer à un autre acte qu'à un acte du *populus*. L'hypothèse souvent présentée, selon laquelle le plébiscite serait, à l'époque ancienne, devenu une loi par l'*auctoritas patrum*, est aussi contradictoire que le serait l'admission d'un testament privé confirmé par la *patrum auctoritas*. Gaius (1, 3) dit aussi expressément que les patriciens appuyaient leur prétention de ne pas être liés, non pas par tel ou tel, mais par n'importe quel plébiscite, sur son existence *sine auctoritate* des patriciens. L'interprétation de Soltau (*Gültigkeit der Plebiscite*, p. 72) selon laquelle *auctoritas* désignerait ici non pas le droit de ratification, mais la participation au vote, se réfute d'elle-même.

les plébéiens : elles lient tout le peuple. Cependant, si indubitable que cela soit, la Révolution dont cette institution est l'organisation, a conçu l'autonomie plébéienne en ce sens qu'une résolution prise par la plèbe relativement à la plèbe a force de loi absolue¹.

Mais, quand bien même les plus anciens plébiscites jurés pourraient se grouper sous l'idée que la résolution de la plèbe est valable, si c'est la plèbe qu'elle concerne en première ligne, il faudrait tout au moins, pour le régime régulier de l'époque récente, une reconnaissance en forme légale de cette validité du plébiscite. Et même cela ne suffirait pas. Il y a une série d'anciens plébiscites dont la validité était reconnue, la loi Terentilia promulguée en 292, qui a été l'origine du décemvirat et de la loi des Douze Tables², la loi Canuleia sur les mariages patricio-plébéiens, la loi Licinia de 387 sur l'admission des plébéiens à la magistrature suprême, la loi Ogulnia de 454 sur leur admission aux sacerdoces, qu'il est impossible de faire rentrer sous l'idée de l'autonomie plébéienne, si élastique qu'on puisse l'imaginer. D'un autre côté, c'est un point établi que le *concilium* de la plèbe fut mis seulement par la loi Hortensia qui se place entre 465 et 468, sur le même pied que les comices quant au pouvoir de faire des lois. Si la loi Valeria Horatiade 305³ et la loi Publilia de 415⁴ qui attribuent la même force aux résolutions des tribus se rapportent aux résolutions du *concilium* de la plèbe et non, comme il est plus vraisemblable, à celles des tribus patricio-plébéiennes, il n'y a aucune espèce de clause limitative dans la rédaction de ces deux lois qui nous a été transmise. En tout cas, il est également incontestable que, d'une part, de nombreux plébiscites présentés avant la loi Hortensia et concernant directement l'ensemble du peuple ont été valables en la forme et que, d'autre part, les plébiscites ne l'étaient pas jusqu'alors en général.

Probablement une résolution du peuple semblable à la loi Hortensia a décidé, nous ne savons quand, mais dès avant la loi des Douze tables, qu'une rogation soumise à la plèbe avec l'assentiment du sénat obligerait les citoyens, si elle était admise par la plèbe, tout comme si elle avait été approuvée par les comices. Les récits des Annales sur ces anciens plébiscites obligatoires pour tout le peuple sont toujours rédigés dans le même sens : les tribuns ne peuvent présenter sans autre forme leur proposition aux comices ; ils s'efforcent, souvent pendant des années, d'écarter un obstacle constitutionnel obscurci dans notre tradition, tandis que, la rogation une fois faite, sa validité est hors de doute.

¹ Cette conception ne se manifeste pas seulement dans les expressions des patriciens atteints par la coercition ou la justice plébéienne qui disent que les institutions de la plèbe ne les lient pas (cf. tome III, la partie du Tribunat sur les droits de coercition et de justice des tribuns) ; elle se montre encore plus nettement dans les témoignages concordants cités note 43, selon lesquels avant la loi Hortensia les patriciens n'étaient pas liés par les plébiscites et, après cette loi, tous les citoyens (*omnes quirites*) le furent par eux.

² La proposition du tribun demandait, selon Tite-Live, 3, 9, 5, *ut quinque viri creentur legibus de imperio consulari scribendis* ; celui qui racontait ainsi les choses admettait forcément l'existence d'une forme légale dans laquelle cette proposition pouvait être accueillie ; Soltau (*Gültigkeit der Plebiscite*, p. 103) a méconnu cette considération, si claire qu'elle soit. Peu importent les modifications sous le bénéfice desquelles la proposition réussit.

³ Tite-Live, 3, 55, 3, sur l'an 305 (c. 67, 9). Denys, 11, 45. Les raisons qui recommandent de rapporter ce témoignage aux *comitia tributa* sont développées dans la partie qui suit assurément on peut objecter que, si le plébiscite avait déjà, comme on n'en peut douter, une validité conditionnelle avant le décemvirat, cette disposition dut disparaître avec l'anéantissement de la plèbe qui accompagna l'établissement du décemvirat, et que, par conséquent, le rétablissement de la plèbe dut aussi comprendre le rétablissement de ce droit. Mais la détermination de la validité conditionnelle des plébiscites semble précisément n'avoir pas passé dans les annales ; au contraire il est impossible qu'elles n'aient pas contenu une indication sur la genèse des *comitia tributa*. Au reste, il importe peu qu'un récit indubitablement défectueux soit corrigé d'une façon ou d'une autre.

⁴ Tite-Live, 8, 12, 14, sur l'an 415.

L'obstacle ne peut avoir été que dans l'assentiment du sénat¹. Tous les plébiscites valablement votés avant la loi Hortensia semblent, d'après la relation des Annales, l'avoir été sur l'assentiment du sénat². Si l'autorisation préalable du sénat était requise, à l'époque ancienne, pour les plébiscites, le jour se fait sur le renseignement, aussi digne de foi que singulier, selon lequel les édiles de la plèbe avaient, depuis 305, la surveillance des sénatus-consultes déposés au temple de Cérès³ ; ils ne peuvent pas avoir été, à cette époque, des archivistes sénatoriaux ; mais ils peuvent avoir été les gardiens des actes du sénat desquels dépendait la force obligatoire des plébiscites. En outre, Sulla a rétabli, en 666, un système ancien, mais depuis longtemps abandonné en décidant qu'aucune *rogatio* ne pourrait être soumise à la plèbe qu'avec l'assentiment du sénat⁴, et nous trouvons encore, dans un plébiscite de 683 rendu sous l'empire de la législation de Sulla, la note : de senatus sententia⁵. La règle selon laquelle la volonté autonome de la plèbe est valable si elle concerne principalement la plèbe, devient elle-même, avec cette supposition, jusqu'à un certain point compréhensible. Il n'y a pas là un criterium absolu de validité, mais une règle de conduite suivie par le sénat lorsque son assentiment lui est demandé. On comprend que le sénat ne devait pas se risquer à refuser son autorisation à des projets qui pouvaient facilement être ramenés sous l'empire de cette idée, et qu'il lui fallut également donner son consentement à quelques autres pour lesquels ce principe ne pouvait que faussement être invoqué ou même ne l'était pas.

A la place de la validité conditionnelle des plébiscites, la loi Hortensia, délibérée sans doute avec les centuries par le dictateur Q. Hortensius, mit, comme il a été dit, entre 465 et 468, leur validité sans conditions. Désormais toute résolution convenue entre le tribun du peuple et la plèbe eut la même force obligatoire que celles convenues entre un magistrat patricien et les centuries ou les tribus patricio-plébéiennes⁶. Cette innovation s'exprime dans la terminologie : la dénomination *lex*, qui était antérieurement appliquée à certaines résolutions particulières de la plèbe, l'est maintenant à toutes sans distinction, et, même dans les citations de lois isolées, il est souvent fait une mention expresse de l'égalité existant entre les décisions du peuple et celles de la plèbe⁷. Les règles

¹ Cela ne se trouve pas à la vérité dans nos annales, et cela ne peut s'y trouver, puisqu'elles font dater de 305 la pleine validité des plébiscites. Il est souvent et longuement question des résistances du sénat à l'encontre de ces lois ; ainsi Tite-Live dit de la loi Canuleia : *Ficti tandem patres ut de conubio ferretur convenere* (4, 6 ; cf. 3, 31. 6 ; 42, 9) et, dans Denys, le *probuleuma*, qui, d'après sa conception, n'est pas nécessaire pour les plébiscites, joue là un rôle important (10, 26. 30. 48. 50. 11, 54), Mais Tite-Live regarde la résistance comme de pur fait et l'on ne peut attacher de poids au *probuleuma* confus de l'auteur grec. Cf. *Rœm. Forsch.* 1, 208 et ss.

² Sur les plébiscites relatifs au triomphe exécutés contrairement à la volonté du sénat, cf. tome I, la partie du Commandement militaire, sur l'autorité compétente en matière de triomphe.

³ Cf. tome IV, la partie de l'édilité de l'ancienne cité plébéienne

⁴ Appien, B. c. 1, 59.

⁵ C. I. L. I, 114.

⁶ Æmilius Felix, chez Aulu-Gelle, 15, 27 ; Plinius, H. N. 18, 40, 37 ; Gaius, 1, 3 (d'où *Inst.* 1, 2, 4) ; Pomponius, *Digeste*, 1, 2, 8. Il n'est pas besoin d'insister sur l'absurdité de cette relation.

⁷ Les résolutions populaires, même les plébiscites s'appellent constamment *lex*, avons-nous déjà remarqué ; on trouve uniquement dans la loi de Bantia de 624-636, à côté de la formule plus fréquente : *Ex hanc lege*, à deux reprises (lignes 7 et 16) : *Ex hanc lege plebeve scito*. Cette formule se rencontre plus fréquemment lorsque d'autres lois sont citées. Ainsi le fragment d'Ateste, probablement un fragment de la loi Rubria, renvoie à la *lex selve illud pl. sc. est quod L. Roscius a. d. V eid. Mart. populum plebemve rogavit* ; ainsi il y a, dans la loi agraire, ligne 6 (cf. ligne 43) : *[Ex] lege plebeve scilo, quod C. Sempronius Ti. f. tr. pl. rog(avit)*, et dans la loi Rubria, 1, 29. 39 : *Ex lege Rubria seive id pl. ve sc. est*. Il est exprimé par là que le *plebi scitum* n'est pas une loi, mais seulement vaut loi. A titre d'opposition, *plebi scitum* est encore employé seul, comme dans le décret des pontifes, chez Cicéron, *Ad Att.* 4, 2, 3, dans la loi *Julia municipalis*, ligne 72 et ailleurs encore, dans le fragment cité d'Ateste. Mais, lorsque cela a un intérêt quelconque, le style de la chancellerie intercale, à côté de la mention d'une résolution de la plèbe, voire même de celle d'une résolution du *populus* (car la loi Roscia a

spéciales sur la compétence des différents comices ne furent pas atteintes par cette disposition générale ; les élections des magistrats ordinaires continuèrent à s'accomplir selon le système électoral établi pour chaque catégorie, et les règles de compétence relatives à la provocation restèrent également en vigueur, ainsi qu'il sera montré ailleurs plus en détail. — Nous avons déjà dit que Sulla remit en exercice, en 666, le système antérieur à la loi Hortensia. Mais la loi Pompeia rendit, en 683, leurs anciens pouvoirs législatifs aux tribuns et au *concilium plebis*, et il n'y eut plus ensuite de changement.

probablement été proposée par un préteur dans les comices par tribus) l'observation que les résolutions du peuple et celles de la plèbe ont la même validité.

LES DIVISIONS ADMINISTRATIVES DE L'ÉTAT PATRICIO-PLÉBÉIEN.

Les tribus que l'on rattache au nom du roi Servius Tullius¹, sont, en partant des quatre circonscriptions urbaines, progressivement arrivées à constituer les trente-cinq circonscriptions administratives de l'empire romain. Cette organisation en tribus, dont l'organisation, fiscale servienne aussi bien que l'organisation militaire servienne, habituellement appelée la constitution par centuries, ne sont que des corollaires, est considérée par les Romains comme ayant été appelée à la vie par la volonté unique du roi ; c'est-à-dire comme étant une mesure administrative et non pas une loi basée sur une rogation. Et ce n'est que logique ; car, dans la conception des anciens, elle ne donne pas le droit de cité aux plébéiens. Elle ne fait que modifier les droits et les devoirs des citoyens. Or, cela rentre dans les attributions du magistrat. Dans ce sens, l'organisation servienne de la cité n'est pas d'une nature différente de celle des transformations apportées à plusieurs reprises sans rogation par les censeurs aux droits des citoyens.

La tribu est chez les Romains, en principe, une circonscription territoriale. La tribu servienne a pour base la division du sol : la tribu personnelle y est dérivée de la tribu réelle et n'est qu'une formation secondaire². Il nous faut donc étudier d'abord les tribus foncières, les tribus réelles. Les tribus serviennes sont, à plusieurs reprises, expressément signalées comme telles par la tradition³. Mais leurs noms mêmes parlent encore plus nettement que ces témoignages. Les quatre tribus les plus anciennes et presque toutes celles créées dans les temps historiques portent des dénominations locales, et nous montrerons plus loin qu'en dépit de leur forme gentilicienne, les noms des plus anciennes tribus rustiques sont aussi des noms de lieux. — Par rapport au sol, la tribu est incommutable. En dehors des conséquences étudiées plus bas de l'introduction du principe territorial dans les tribus réelles, le fonds de terre inscrit dans une tribu romaine n'a jamais, autant que nous sachions, été plus tard transporté dans une autre ; et c'est autour de cette règle fixe que se meut toute l'administration romaine.

¹ De même que Romulus est le fondateur de la cité et Numa celui des institutions religieuses, Servius est le fondateur de la distribution de la cité (Tite-Live, 1, 42). Tacite, *Ann.*, 3, 26, l'appelle incorrectement *sanctorum legum, quis etiam reges obtemperarent*.

² Si simple et si certaine que soit la distinction de la tribu réelle et de la tribu personnelle, rien n'a produit plus de confusion que je ne dis pas la contestation, — personne ne l'a jamais tentée ni n'a pu la tenter, — mais l'oubli de cette distinction. En particulier la relation existant entre le citoyen propriétaire foncier et le citoyen qui ne l'est pas est absolument dominée par l'idée qu'un *tribulis* sans biens fonds était, pour les Romains, avant que cela n'eut été dénaturé par la tendance politique, ce que serait pour nous un propriétaire de maison qui n'aurait pas de biens fonds.

³ Lælius Félix attribue la différence des *comitia curiata* et des *comitia tributa* à ce que, dans les premiers, on votait *ex generibus hominum* et, dans les seconds, *ex regionibus et locis*. Denys, 4, 44, distingue également, certainement d'après Varron, les anciennes *τρεῖς φυλάς τὰς γενικὰς* et les *τέτταρας τὰς τοπικὰς* serviennes. Il résulte clairement de ces témoignages, auxquels il serait superflu d'en ajouter d'autres, (d'autant plus que toute la suite de nos explications n'est que le développement de ce principe) ; que la doctrine romaine distinguait les trois anciennes tribus et les trente-cinq nouvelles comme non locales et locales ; cela n'est pas en contradiction avec la preuve fournie plus haut que les premières aussi sont locales. Les jurisconsultes romains pensent ici à la tribu personnelle, et, tandis que celle-ci a, chez les tribus de Romulus, perdu toute relation avec le sol, que le Ramnes ne doit pas nécessairement être propriétaire et n'a pas de droit de domicile spécial dans la circonscription des Ramnes, la tribu personnelle servienne n'appartient qu'à celui qui, dans l'ancien système, est propriétaire dans la tribu réelle correspondante et qui, dans le nouveau, a son domicile politique dans un territoire lui appartenant. — Il faut remarquer aussi Pupinia employé, dans un sens purement local, pour le district primitivement affecté à cette tribu (Varron, *De re r.* 1, 9, 8 ; Cicéron, *De l. agr.* 2, 35, 96 ; Tite-Live, 26, 9, 12 ; Val. Max. 4, 4, 6. c. 8, 1.

La division qui est attribuée au roi Servius lui-même et qui constitue dans ce développement la phase primitive, se rapportait exclusivement à l'*urbs Roma*¹, selon des témoignages unanimes confirmés par tout l'ensemble des choses. Les tribus primitives sont au nombre de quatre, et ce sont des parties de la ville², c'est-à-dire qu'elles ont leur limite au pomerium, avec lequel elles sont d'ailleurs liées dans la légende par la construction du mur de Servius³, et elles ne l'ont jamais franchi ni dans les temps anciens, ni dans les temps nouveaux⁴. Elles s'appellent :

1. *Sucusana*, plus tard *Suburana*⁵,
2. *Palatina*,
3. *Esquilina*,
4. *Collina*.

Quand et comment cette division de la ville en quatre parties que les anciens regardent tous comme n'étant pas primitive, s'est-elle introduite ? la tradition ne nous le dit pas. On ne peut la lier qu'à la division la plus ancienne de la ville par *montes* ou à la division la plus ancienne du peuple et du territoire, à celle des tribus de Romulus. Or, on n'aperçoit aucun lieu entre elle et la première division, et au contraire l'identité de nom suffit pour recommander la seconde origine. ; La Rome de Servius est probablement une ville double composée de la ville Palatino-Esquiline des *majores gentes*, qui est formée par les trois cités primitives des Tities, des Ramnes et des Luceres, et de la ville Colline, à laquelle peuvent appartenir les *gentes* inférieures des divisions du même nom désignées comme *posteriores*. Cette division, qui à la vérité s'étend à la fois à la ville et à son territoire, doit avoir, d'une façon quelconque, servi de fondement à la division servienne de la ville.

L'ordre dans lequel nous avons nommé les tribus est un ordre fixe⁶ ; c'est en même temps ou tout au moins c'est devenu un ordre hiérarchique¹ : la dernière,

¹ Il s'agit ici de la tribu réelle ; la question de la mesure dans laquelle les tribus ont, comme tribus personnelles, embrassé l'ensemble du peuple est une question distincte qui est étudiée plus loin.

² Varron, 5, 56 : *Ab hoc* (c'est-à-dire parce que les trois anciennes tribus étaient aussi des parties de l'*ager Romanus* et que par suite le mot est approprié pour des districts locaux) *quattuor quoque partes urbis tribus dicte ab locis, Suburana Palatina Esquilina Collina*. Festus, p. 368. Plin., 18, 3, 13. Tite-Live, 1, 43, 13. Denys, 4, 14. À la vérité, il parle ensuite, 4, 22, de l'inscription des affranchis, comme s'il y avait déjà eu alors des tribus rustiques ; mais il mêle évidemment là les institutions de Servius et celles de son temps. L'auteur du *De viris ill.* 7, 7, en disant : *Populum in quattuor tribus distribuit*, prend la tribu au sens personnel.

³ Cela n'est dit expressément que dans Denys (4, 14) ; mais le lien nécessaire des deux systèmes est clair.

⁴ L'opinion opposée selon laquelle les quatre districts de la ville comprendraient aussi son territoire, a obtenu l'adhésion générale, surtout depuis que, dans ses recherches qui ont fait époque (*Italia trib. discr.* p. 67 ; cf. mes *Tribus*, p. 17. 215), C. L. Grotefend a attribué Ostie à la Palatina, et nul ne l'a défendue plus vivement que moi. Mais Festus, p. 213, v. *Pectuscum Palati* ne dit cela que pour ceux qui sont déjà convaincus de plus le domaine de la Palatina à l'époque à laquelle appartiennent les inscriptions conservées, que nous étudierons dans la partie des Affranchis, réfute cette allégation de la manière la plus nette ; Ostie est attribuée à la tribu Voturia. — Au reste, l'opinion selon laquelle les quatre districts urbains auraient autrefois compris Pagar a encore contre elle l'immutabilité des tribus romaines ; car, puisque les tribus rustiques comprennent l'*ager Romanus*, il faudrait que les tribus urbaines leur y eussent cédé la place.

⁵ La langue latine formée ne connaît que *Subura* et que *Suburanus*. La forme ancienne *Sucusa* c'est (de même que *G = C* dans *C.* et *Cn.*) maintenue dans l'abréviation *Suc.*, et aussi dans la tradition des philologues romains (Varron, De l. L. 5, 48 ; Festus, p. 302, v. *Suburanam*). Le changement phonétique est sans analogue dans notre latin.

⁶ Cicéron, *De l. agr.* 2, 29, 79, dit que la *Suburana* est la première. Varron et Festus sont d'accord avec lui et le sont aussi pour la suite dans les passages où ils décrivent l'établissement des tribus ; l'*ordo tribuum* devait par conséquent nécessairement être observé. Il n'y a pas à tenir compte de ce que Plin. s'en écarte un peu et Denys plus gravement, ni de l'ordre divergent suivi lorsque les quatre tribus sont nommées à d'autres occasions : dans l'énumération des chapelles des Argei, qui doit suivre l'ordre de la procession (Varron, 5, 46 : *Suburana Esquilina Collina Palatina*), à propos du droit de vote des affranchis (Tite-Live, 20 ; *Esquilina Palatina*

la tribu Collina, était, à l'époque de la République, la moins considérée². Par suite des remaniements faits plus tard dans les tribus urbaines, l'ordre hiérarchique a changé : sois le Principat, la tribu la plus distinguée est la Palatina ; ensuite vient la Collina ; l'Esquilina et la Suburana sont au-dessous de toutes deux³.

La tribu n'appartient qu'au fonds de terre qui est ou peut être l'objet d'une propriété quiritaire⁴. L'inscription de fonds de terre dans une tribu n'est pas la conséquence d'une augmentation du territoire, mais d'une extension de la propriété privée, que cette extension résulte d'une assignation de terres publiques à des citoyens romains⁵, — ce qui comprend notamment la fondation de colonies de citoyens⁶, — ou de l'admission de cités de demi-citoyens et de non citoyens à la plénitude de la cité⁷. Nous sommes même en état de démontrer, pour la plupart des tribus nouvelles établies dans les temps historiques, que la cause de leur établissement a été une extension de l'*ager privatus* romain⁸. Par conséquent, le Capitole et l'Aventin n'étaient pas compris dans les plus anciennes tribus ; car ils étaient, selon des preuves certaines, primitivement exclus de la propriété privée⁹. C'est précisément pour la même

Suburana Collina) et relativement aux *frumentationes* de l'Empire (C. I. L. VI, 10244 : *Palatina Suburana Esquilina Collina*, dans l'ordre numérique des bénéficiaires).

¹ *In secunda quasi tribu esse* ; métaphoriquement dans Columelle, 3, 2, 24.

² Cicéron, *Pro Mil.* 9, 25.

³ Cela est démontré dans la partie des Affranchis.

⁴ Cicéron, *Pro Flacco*, 32, 80, demande relativement aux fonds provinciaux qui sont déclarés au cens (voir, tome IV, la partie de la Censure, sur la déclaration des immeubles) : *Sintne ista prædia censui censendo, habeant jus civile, sint necne sint Mancipi, subsignari apud ærarium aut apud censorem possint ? in qua tribu denique ista prædia censuisti ?*

⁵ Tite-Live, 6, 5, 8, sur l'an 367 : *Tribus quattuor ex novis civibus* (relativement, en particulier, à la conquête de Veii, en 358, et à l'assignation de son territoire, en 361) *additæ : Stellatina Tromentina Sabatina Arniensis; eæque viginti quinque tribuum numerum explevere*.

⁶ Par suite, aucune colonie de citoyens n'appartient à une tribu fondée seulement longtemps après sa déduction. Parmi les colonies de citoyens fondées avant 543, il n'y en a que quatre dont la tribu soit connue. Ostia, fondée à l'époque la plus ancienne, appartient à la tribu Voturia, par conséquent à l'une des plus anciennes tribus rustiques. Terracine, fondée en 425, appartient à la tribu Oufentina, créée en 435 il y a par conséquent là quelques années entré la rogation et la formation du nouveau district ; organisé sans nul doute en considération de l'assignation de Terracine. Minturnæ, fondée en 458, est inscrite dans la tribu Teretina organisée quatre ans plus tôt. D'après cela, Antium, fondé en 416 ; ne peut pas avoir appartenu à la tribu Quirina, constituée en 513 ; et en réalité les preuves invoquées pour cette tribu, généralement attribué à Antium et que je lui ai attribuée moi-même, ne sont pas décisives. Les inscriptions avec cette tribu sans indication de patrie qui ont été trouvées là (C. I. L. X, 6666. 6671. 6744. 8295), ne peuvent, surtout dans cette ville d'étrangers, trancher la question. Deux inscriptions sont en contradiction : C. I. L. VI, 2725 et C. I. L. X, 6672 ; la première doit se rapporter à Antiochia, où l'on rencontre d'autres citoyens romains avec la tribu Quirina, et Antium doit appartenir, comme Ostia, à la tribu Voturia. La meilleure preuve de l'impossibilité qu'il y aurait à refuser, comme fait Kubitschek, p. 27, la tribu aux citoyens complets des colonies de citoyens, se trouve dans sa proposition de les attribuer, comme les Latins, à une tribu désignée par le sort. Si la Quirina était réellement prouvée pour Antium, il serait encore plus supportable d'admettre un changement postérieur de tribu, si incroyable qu'il soit, que d'admettre des immeubles de plein droit romain dépourvus de tribu.

⁷ Tite-Live, 8, 17, 11 sur 420 : *Census actus novique cives* (les Lanuviens et autres admis à la cité en 416) *censi : tribus propter eos additæ Mæcia et Captia*. Dans le fait, les Lanuviens semblent appartenir à la tribu Mæcia (Dessau, C. I. L. XIV, p. 191). Relativement aux cités de demi-citoyens Formiæ, Fundi, Arpinum, il est décidé, en 566, *ut in Æmilia tribu Formiani et Fundani, in Cornelia Arpinates ferrent, atque in his tribubus tum primum ex Valerio plebiscito censi sunt* (Tite-Live, 38, 36, 9). — Par conséquent, aucune cité arrivée de cette façon à la plénitude du droit de cité ne peut appartenir à une tribu organisée plus tard ; et je ne trouve aucun argument en sens contraire. Sur les Sabins, cf. note 17.

⁸ S'il y a souvent un long espace de temps entre l'effet et la cause, si, par exemple, à la suite du partage de l'*ager Pomptinus* (Tite-Live, 6, 21, 4), décidé par le peuple en 371, la *tribus Pomptina* ne fut organisée qu'en 396 (Tite-Live, 7, 16, 11) ; si, à la suite de l'admission des Sabins au droit de cité en 486 (Velleius, 2, 14), la Velina et la Quirina ne le furent qu'en 513 (Tite-Live, 19), cela s'explique par la prolongation pendant plusieurs années d'une opération compliquée. Pour le dernier délai qui est assurément d'une longueur surprenante, il faut d'ailleurs remarquer que la première date repose sur une allégation peu solide.

⁹ Varron, 5, 45. La loi *ne quis patricius in arce aut in Capitolio habitaret* incorporée dans la légende de M. Marius (Tite-Live 6, 20, 13 ; Plutarque, Q. R. 91), peut certainement être entendue dans ce sens qu'il n'y avait pas au début de propriété privée sur la montagne de la citadelle. L'Aventin est inhabité sous Numa (Plutarque, Num. 15), et il est décidé, en 297, par le plébiscite Icilien de l'assigner aux plébéiens (Denys, 10, 31. 32 ; ce que Tite-Live, 3, 3, rapporte inexactement comme une loi *de Aventino publicando* ; cf. 4, 48, 2). Il était donc

raison que la division en tribus s'est, dans le principe, restreinte à la ville. Les champs n'étaient pas, il est vrai, des terres publiques ; mais la propriété individuelle *ex jure quiritium*, ne s'est également étendue à eux que dans les temps les plus récents. Les terres de l'État sont restées, de tout temps, en dehors des tribus¹.

Sur l'extension des tribus de la ville à son territoire, et sur leur multiplication progressive, nous possédons des témoignages dignes de foi et complets pour l'an 365 : le nombre des tribus fut alors porté de 21 à 25. Au contraire, il y a des objections sérieuses contre une autre allégation des Annales selon laquelle le nombre des tribus aurait été porté, en 259, à 21². Cette allégation est en désaccord avec le témoignage des mêmes Annales qui place en 250 l'adjonction de la tribu Claudia³. Mais, avant tout, le nombre des tribus ne paraît pas avoir été porté du chiffre primitif 4 à 21, mais à 20, et, parmi les 17 tribus dont l'établissement se place entre la création primitive du système et l'an 365, il y en a une, la tribu Clustumina, qui semble plus récente que les 16 autres. Car, d'une part, sur ces 17 districts, 16 portent des dénominations si uniformes que, pour cette raison déjà, leur création doit avoir été simultanée et doit être séparée de celle de la tribu Clustumina qui porte un nom local, comme font constamment les tribus ajoutées à la liste depuis 365. D'autre part, ainsi qu'il a été démontré dans la partie de la Plèbe, des raisons sérieuses engagent à rattacher l'élévation du chiffre des tribus à 21 à la création de la tribu Clustumina et l'une et l'autre à la loi Publilia de 283 qui a substitué pour le vote des plébéiens les tribus aux curies.

jusqu'alors la propriété de l'état. Les mots de Denys expriment sans doute la distinction de la *justa possessio* des terres publiques et de la possession *vi aut clam* qui est aussi possible sur elles. — En considération de cela, Tite-Live et Pline, restreignent les tribus primitives aux parties *habitées* de la ville.

¹ Assurément on n'exclut pas des tribus exactement tous les fonds de terre appartenant à l'État, mais seulement ceux, dont la destination est de rester à l'État. Un fonds privé que l'État achète pour élargir une rue ou élever un temple doit, pour ce seul fait, être rayé de la liste dressée par les censeurs des fonds *censui censendo* mais il n'en est pas de même d'un fonds qui appartient à l'État et qui est destiné à être vendu à un particulier. Le terrain destiné à une *adsignatio* n'a sans doute été le plus souvent inscrit dans les tribus qu'après l'*adsignatio* ; mais, en droit, l'inscription dans les tribus pourrait aussi bien avoir lieu auparavant, et un fonds légué à l'État conservait certainement sa tribu, lorsque l'État l'acquerrait avec l'intention de l'aliéner.

² Dans Tite-Live, 2, 21, 7, sur l'an 259, les manuscrits portent tous *Roma tribus una et triginta factae* ; seulement le meilleur de tous, celui de Florence, et celui-là seul, omet *una* à la fin d'une ligne. L'Épitomé qui résume cela par les mots suivants : *Ap. Claudius ex] Sabinis Romam transfugit : ob hoc Claudia tribus adjecta est numerusque tribuum ampliatus est, ut essent XXI*, a refait le calcul et combiné, sans nul doute arbitrairement et contre la volonté de Tite-Live, ce renseignement avec la fondation de la tribu Claudia rapportée par Tite-Live, 2, 16, 5, sous la date de 250 ; peut-être aussi a-t-il été tenu compte du texte, 6, 5, 8, que l'Épitomé reproduit en disant : *Quattuor tribus adjectae sunt Stellatina Tromentina Sabatum Arniensis*. Dans ces conditions, il me semble faux de regarder la leçon de l'Épitomé purement et simplement comme celle de Tite-Live et de corriger *una et viginti*, je crois préférable ma proposition de regarder *una et triginta* comme une interpolation, très naturelle chez un scribe qui avait dans l'esprit, à cause de Tite-Live, 1, 43, les 4 tribus et, pour d'autres raisons, les 31. Cependant cette question critique n'a pas d'importance ; car, que Tite-Live ait ou non donné ici de chiffre, son indication ne peut être entendue que de l'élévation des tribus de 4 à 21, puisqu'il en fait fonder 4 sous Servius et 25 au lieu de 21 en 367. Ce chiffre de 21 tribus est en outre attesté par Denys pour l'an 263 au sujet du procès de Coriolan, 7, 61. Puisqu'à 10 voix contre 11, il n'y a pas égalité de suffrages, et que l'égalité de suffrages ne peut se produire entre 21 tribus, j'ai antérieurement supposé que Denys a ici réuni deux traditions dont l'une admettait, avec Tite-Live, 21 tribus pour cette année et l'autre n'en admettait que 20, ce qui d'ailleurs n'en laisse pas moins la faute assez lourde. Kubitschek, p. 17, a proposé de lire *διὰ τῆς ἰσῶψης* au lieu de *διὰ τὴν ἰσῶψην* ; mais, abstraction faite du hiatus qui en résulterait (Willamowitz), l'établissement par une loi spéciale de l'acquittement quand il y a 11 voix contre 10 est déraisonnable. Il ne reste autre chose à faire qu'à reconnaître là une erreur singulière des archéologues. On peut citer à titre de, pendant le rejet à une voix de majorité d'une loi sur laquelle votent 30 curies (5, 6). — Le tirage au sort de 10 tribus pour le *dilectus*, en 336 (Tite-Live, 4, 46, 1), concorde bien aussi avec le chiffre total 21.

³ Tite-Live, 2, 16, 5. Le récit apparaît en lui-même comme une tradition de famille digne de foi ; il en a été question au sujet de l'habitation au même lieu des gentils ; mais nous avons aussi montré là qu'il est dépourvu de date. L'époque n'importe ici qu'en ce sens que l'annaliste qui le range là ne peut pas avoir cru que les quatre tribus urbaines aient existé seules jusqu'en 259.

En laissant donc de côté la tribu Clustumina, les seize tribus rurales les plus anciennes après les quatre tribus urbaines restent les suivantes :

5. *Æmilia*,
6. [*Camilia*],
7. *Claudia*,
8. Cornelia,
9. *Fabia*,
10. [*Galeria*],
11. *Horatia*,
12. [*Lemonia*],
13. *Menenia*,
14. *Papiria*,
15. [*Pollia*],
16. [*Pupinia*],
17. *Romulia* ou *Romilia*,
18. *Sergia*,
19. [*Voltinia*],
20. *Voluria*, plus tard *Veluria*.

Nous avons déjà dit que, la tribu étant liée à la propriété foncière individuelle, l'extension de la tribu de la ville à la campagne n'est qu'une autre expression de l'extension de la propriété individuelle aux fonds de terre. Nous avons déjà montré (p. 21) que la propriété individuelle de la maison et du verger est plus ancienne que celle des terres arables proprement dites. Il y a nécessairement eu un temps où la maison de ville était régie par les règles qui concernent l'*heredium*, tandis que les terres étaient divisées en champs appartenant aux gentes. Le partage des terres des gentes¹ doit avoir coïncidé avec l'établissement des seize tribus rustiques les plus anciennes. Les érudits romains ont déjà séparé leur formation tant de la constitution primitive des tribus faite par Servius que de la création des tribus des temps historiques ; et, puisque ces tribus venaient s'ajouter aux tribus urbaines et que leur relation directe avec le sol se manifestait clairement dans les détails comme dans l'ensemble, il fallait nécessairement leur chercher un point d'appui dans l'ancienne division de la campagne. C'est pour cela que nos sources lient à l'établissement des quatre quartiers de la ville par le roi Servius l'introduction immédiate ou la conservation de la division de la campagne en un certain nombre de districts, sans que l'on ait pu arriver à une formule fixe pour leur nombre et leur désignation. Le nombre est laissé incertain ou fixé à 26 ou 31² ; comme dénomination, on indique tantôt *tribus*, tantôt, en critiquant cette expression, *regio* ou *pagus*³ : le dernier mot

¹ On peut y rapporter le *viritim* de Varron (note suivante).

² Denys, 4, 15. Tout cela vient certainement de Varron et correspond au fragment de son *l. 1 de vita populi Romani* (dans Nonius, p. 43) : *Et extra urbem in regionis XXVI agros viritim liberis attribuit.*

³ Vennonius identifie ces districts ruraux avec les *tribus rusticae* postérieures. Fabius les appelait aussi *φυλάς* ; cependant il reste possible que Fabius, qui écrivait en grec, ait ainsi appelé les *pagi* comme prédécesseurs des futures tribus rustiques. Varron blâme clairement l'identification des plus anciens districts agraires avec les tribus rustiques (car *ὅς καὶ αὐτάς καλεῖ φυλάς* implique un blâme), et il emploie pour eux l'expression

concorde du reste avec le fond des choses, en ce sens que c'est là la seule division agraire primitive connue à Rome qui s'applique même au sol qui n'est pas en propriété privée. Tout ce que l'on voit clairement, c'est que ces érudits considéraient bien la division de la ville et celle de ses terres comme contemporaines, mais qu'ils ne les considéraient pas comme de même nature et que par suite ils laissaient volontairement de côté l'expédient tout indiqué qui aurait consisté à placer l'établissement des seize tribus rustiques les plus anciennes à l'époque de Servius. Nous ne savons comment ils se sont représenté la transformation des *pagi* en tribus¹ ; la tradition se tait pour ainsi dire complètement ; sur la relation de la tribu rustique la plus ancienne avec le *pagus* et ses terres des *gentes*. Le *pargus* et la tribu rustique pouvaient peut-être concorder ; mais ils ne le faisaient pas nécessairement, et les deux divisions ne se correspondaient pas en principe ; la preuve en est à la fois dans la position occupée par toutes deux en droit religieux et dans le fait que les savants romains qui fixent le nombre des *pagi* à 26 ou 31, en font sortir, selon toute apparence, nos 16 tribus, qu'ils admettent donc qu'à l'origine la tribu rustique a régulièrement embrassé plusieurs *pagi*. Les noms fournissent un point de départ. Les seize tribus rustiques les plus anciennes se distinguent des quatre tribus urbaines primitives et des quinze tribus rustiques postérieures en ce qu'elles montrent toutes des formes de noms gentiles : dix de leurs noms sont empruntés à des gentes patriciennes bien connues, les six autres, enfermés ci-dessus entre crochets [], peuvent aisément être ramenés à des maisons patriciennes éteintes de bonne heure. C'est la confirmation d'une tradition conservée dans la maison des Claudii, selon laquelle la tribu Claudia serait postérieurement sortie de l'établissement primitif de cette *gens*. Les tribus ont donc tiré leurs noms de ceux de gentes, ce que du reste les Romains n'ont pas absolument méconnu² ; et il ne peut y avoir de doute que ce sont les champs des gentes correspondantes qui ont donné leur nom à ces tribus. Maintenant comment s'est faite cette attribution de noms ? on ne peut le deviner. Peut-être se fit-elle par l'intermédiaire des *pagi* ; il y a du moins un cas où le nom de la tribu est ramené à un *pagus* du même nom³. Mais il est également possible qu'il soit intervenu ici un acte politique, une distinction accordée à des *gentes* particulièrement considérées, et, les noms des *pagi* étant surtout locaux, c'est même plus vraisemblable ; quand les possessions des *gentes* furent partagées et que les tribus rustiques furent organisées, les circonscriptions dans lesquelles se trouvaient les champs gentiles des Æmilii et des Cornelii peuvent en avoir tiré leurs noms, sans préoccupation du nom du *pagus*⁴.

Relativement à l'époque de l'établissement des seize tribus rustiques, on ne peut rien déterminer de précis. Le nom de la Papiria, emprunté à l'une des *minores gentes* et la représentation parmi les seize tribus des Claudii, qui, d'après une

indéterminée *regio*, *μοῖρα*, également applicable à la tribu, au *pagus* et à toute division géographique. Il fallait bien qu'il le fit, puisqu'il suit les chiffres de Fabius, et qu'en partant des 26 districts agraires on ne pouvait pas passer à la tradition avérée sur l'élévation du chiffre des tribus rurales depuis le chiffre 17. Il évite sans doute *pagus* parce qu'il l'a employé immédiatement avant pour désigner la forteresse de la *regio*. Il compte un *pagus* par *regio* ; quoiqu'il ne le dise pas expressément, l'ensemble le montre.

¹ Fabius ne peut pas avoir pensé au partage des terres entre les trente curies ; car les curies ne peuvent être employées comme divisions agraires à côté des 4 tribus urbaines. Vennonius doit avoir eu dans l'esprit les 31 *tribus rusticæ* futures ; mais il est cependant impossible qu'il ait vraiment voulu antedater jusqu'à l'époque de Servius le chiffre total des tribus atteint en 543 ; ses 31 *pagi* primitifs doivent donc avoir été une sorte d'image annonçant le *populus V et XXX tribuum*.

² Outre la tribu Claudia, la tribu Papiria est, dans Festus, p. 233, dérivée, à côté d'une étymologie locale qui n'est plus reconnaissable, à *Papirio quodam*.

³ Peut-être l'*ager Pupinius* duquel vient la tribu du même nom, doit-il aussi être considéré comme un *pagus*.

⁴ Des qualifications comme celle des *prata Quinctia* (Pline, *H. n.* 28, 3, 20) suffisaient pour cela.

bonne tradition de famille, sont immigrés à Rome, prouvent que, comme il aurait d'ailleurs à peine besoin d'être prouvé, cet établissement est postérieure aux plus anciens synœcismes publics. L'absence de noms de familles albaines parmi ces tribus ne force pas à en placer l'établissement à une époque antérieure à la chute d'Albe ; il n'est pas davantage reporté nécessairement à l'époque de l'État patricien, par l'absence de noms de maisons plébéiennes ; car, même dans l'État patricio-plébéen, les patriciens gardèrent le pouvoir pendant des siècles. La date traditionnelle, 259 de Rome, n'est pas absolument impossible ; mais elle est au moins problématique.

A ces vingt tribus se sont, d'après une tradition certaine des annalistes, ajoutées, entre 283 (?) et 513, les quinze tribus qui suivent :

Établies en		
283 ?		21. <i>Clustumina</i> ¹ ,
365 ou 367 ²	■	22. <i>Stellatina</i> ³ , 23. <i>Tromentina</i> ⁴ ,
396	■	24. <i>Sabatina</i> ⁵ , 25. <i>Arnensis</i> , plus rarement <i>Arniensis</i> ⁶ , 26. <i>Pomptina</i> ⁷ , 27. <i>Poplilia</i> , aussi <i>Poblilia</i> ou <i>Publilia</i> ⁸ ,
422	■	28. <i>Mæcia</i> ⁹ , 29 ¹⁰ . <i>Scaptia</i> ¹¹ ,
436	■	30. <i>Oufentina</i> ¹² ,

¹ L'orthographe varie sur les inscriptions comme dans les manuscrits (Grotefend, p. 2 ; Kubitschek, p. 33). Dans l'abréviation, *Clu.* prévaut d'une façon décidée : *Clustumina* est donc, en tout cas, la forme ancienne. Dans l'écriture en toutes lettres, on trouve les deux formes, l'ancienne dans Cicéron et Festus, la nouvelle habituellement par la suite. Le changement phonétique est sans analogue, tout comme celui cité note 8. Celui de *Palilia* et *Parilia* (Corssen, *Ausspr.* 1, 223) n'est pas de la même espèce.

² 367 selon Tite-Live ; Diodore conduit à 365.

³ Tite-Live, 6, 5, 8. Festus, p. 343.

⁴ Tite-Live, loc. cit. Festus, Ép. p. 367 : *A Campo Tromento*. Il n'est pas autrement connu ; mais Kubitschek, p. 18, a rattaché avec raison à cela que le territoire de Veii appartient à la Tromentina.

⁵ Tite-Live, loc. cit. Festus, Ép. p. 342 : *A lacu Sabate*. Aujourd'hui Lago di Bracciano.

⁶ Tite-Live, loc. cit. Cluverius (*Ital. ant.* p. 550), avait déjà vu que cette tribu ne peut tirer son nom de l'Arno ; la proposition de Kiepert de rattacher ce nom au fleuve Arrone de l'Étrurie méridionale, dont nous ne connaissons pas le nom ancien, fournit peut-être la solution juste.

⁷ Tite-Live, 7, 15, 11. Festus, Ép. p. 232 : *A Pomptia urbe*.

⁸ Tite-Live, loc. cit. Festus, Ép. p. 233. Au lieu d'*ara*, on peut mettre tout autre mot que l'on voudra, sauf pourtant *curia* que j'avais proposé antérieurement (*Tributs*, p. 209), car les curies n'ont pas de nous gentilices. On peut avoir trouvé dans *Poplilius* le sens de bon présage d'augmentation du peuple. Pour la mère (plébéienne) qui donna son nom à la tribu, on ne peut penser qu'à l'un des deux censeurs (patriciens) qui organisèrent la tribu ; nous ne connaissons pas leurs noms.

⁹ Tite-Live, 8, 47, 19. Festus, Ép. p. 138 : *A quodam Castro*. Il y a une localité *ad Mæcium* près de Lanuvium (Tite-Live, 6, 2, 8).

¹⁰ L'accusation de Q. Flavius, où Val. Max. 8, 47, rapporte que la 15^e tribu détermina la majorité, doit par suite se placer entra 422 et 436 ; elle peut donc être rapportée, avec une grande vraisemblance, au procès de M. Flavius relaté, en 426, dans Tite-Live, 8, 22 ; on ne peut décider lequel des deux prénoms est faux.

¹¹ Tite-Live, loc. cit. Festus, Ép. p. 342 : *A nomine urbis Scaptiæ*. Les Σκαπτήνιοι figurent dans la liste des cités latines, dans Denys, 5, 61, et *Scaptia* parmi les villes latines disparues dans Plin., 3, 5, 68. Nous ne savons à quel endroit du Latium se trouvait la ville. Cf. *Hermes*, 17, 55.

¹² Tite-Live. 9, 20, 6. Festus, p. 494 : *Causa fuit nomen fluminis Oufens, quod est in agro Privernate mare inter* (Ms. : *intra*) *et Tarracinam*. Souvent on trouve *Offentina* ; l'*u* paraît avoir eu le son d'une consonne.

	31. <i>Falerna</i> ¹ ,
454	32. <i>Aniensis</i> ² , 33. <i>Teretina</i> ³ ,
513	34. <i>Velina</i> ⁴ , 35. <i>Quirina</i> ⁵ .

Les dénominations de ces nouvelles tribus sont toutes d'origine locale⁶. Elles sont tirées soit de cours d'eau ou de lacs⁷, soit encore de noms de lieux ruraux, ou de noms de villes disparues avant la création de la tribu ; qui sont par suite à mettre sur le même rang que les noms de lieux ruraux⁸, mais jamais de celui de quelque cité encore existante. Il n'y a à s'écarter de ces règles que la *Poplilia*, qui tire son nom, d'après les anciens, de la mère d'une personne, probablement de la mère d'un des censeurs qui la fondèrent, et la dernière créée de toutes, la *Quirina*, qui tire probablement le sien du Mars romain.

Le chiffre des 35 tribus a été maintenu sans modification jusqu'à l'époque récente de l'Empire⁹. Il n'y a jamais eu non plus de changement du nom d'aucune. — Il faut aussi remarquer la régularisation précoce des abréviations, qui sont aussi légitimes, et, dans l'écriture correcte, aussi nécessaires pour la tribu que pour le prénom. Cette régularisation est d'origine plus récente que les abréviations des prénoms¹⁰ ; mais elle présente cependant un caractère primitif dans différentes formes en désaccord avec les lois phonétiques qui nous sont connues¹¹ et dans l'emploi constant des trois premières lettres sans observation de la loi postérieure qui termine l'abréviation par la ou les consonnes initiales de la syllabe¹². On constate que, dans les listes des citoyens où les noms devaient

¹ Tite-Live, *loc. cit.* L'orthographe *Falerina* ne se fonde que sur l'inscription fautive, Orelli, 9393 = C. I. L. XIV, 129*.

² Tite-Live, 10, 9, 14.

³ Tite-Live, *loc. cit.* Festus, *Ép.* p. 363 ; *A flumine Terede*. C'est probablement l'affluent du Liris nommé *Τρήπο* dans Strabon, 5, 3, 9, p. 237, le *Sacco* actuel (*Rhein. Mus.* 12, 469).

⁴ Tite-Live, 19.

⁵ Tite-Live, 49. Festus, p. 254 : *Quirina tribus a Curesibus Sabinis appellationem videtur traxisse*. Il est possible que l'étymologie, certainement déjà courante alors, qui tire de la Cures Sabine le nom de Quirite, ait influé sur la dénomination donnée à cette tribu sans nul doute organisée pour les Sabins. Cependant Cures même appartient à la tribu Sergia, (*Bull. comm. di Roma*, 1886, p. 86, *Hermes*, 21, 581) et le nom de la tribu créée la dernière doit probablement exprimer la conclusion du *populos Romanus quirites*. On peut invoquer dans ce sens le fait que, dès le principe, le chiffre fut regardé comme définitivement fixé mais nous montrerons, dans la partie de l'Organisation militaire, que le chiffre des tribus ne fut probablement clos qu'en 534.

⁶ Cela est vrai des tribus *Mæcia* et *Captia* en dépit des formes gentiliciennes de leurs noms.

⁷ *Aniensis*, *Arnensis* (?), *Oufentina*, *Terelina*, — *Sabatina*, *Velina*.

⁸ C'est de localités qui ne sont pas des villes ou qui ne nous sont pas connues comme telles que les tribus *Falerna*, *Mæcia*, *Stellatina*, *Tromentina* tirent leurs noms, et de villes disparues que les tribus *Clustumina*, *Pomptina* et *Scaptia* tirent les leurs. Sur *Crustumium* et *Suessa*, il n'y a que des légendes de l'époque antérieure à l'histoire ; *Scaptia*, sur l'explication de laquelle nous ne savons rien, fait assurément partie des cités Latines, et il est surprenant de trouver ce lieu dans cette série.

⁹ Inscriptions honorifiques dédiées par les *quinque et triginta tribus* à L. Antonius (Cicéron, *Phil.* 6, 5, 12. 9, 6, 16) et à l'empereur Trajan (C. I. L. VI, 925 ; cf. 948), là au sujet des *frumentationes* ; par la *plebs urbana* (c'est-à-dire les bénéficiaires des distributions de blé) *quinque et triginta tribuum* à Germanicus et au jeune Drusus (C. I. L. VI, 969. 910). Tite-Live, 1, 43, 12 ; Denys 4, 15 ; Varron, 5, 56 ; Cicéron, *Verr. I.* 1, 5, 14. *De l. agr.*, 2, 7.8 ; Asconius, in *Cornel.* p. 71 ; Appien, *B. c.* 1, 49 ; Plutarque, *Ti. Græch.* 12, etc. Sur les 17 tribus des comices sacerdotaux, cf., tome III, la partie du Grand Pontificat sur la nomination des prêtres.

¹⁰ Car, pour la *Galeria*, on emploie le *g*, qui, dans la notation abrégée des prénoms, est remplacé par un *c*.

¹¹ Il en est ainsi plus ou moins pour la *Clustumina* (note 29), l'*Oufentina*, la *Suburana* (note 8) et la *Voturia*.

¹² Dans l'orthographe correcte, on trouve toujours *Pol.*, *Pom.*, *Pop.*, tandis que la règle moderne demanderait *Poll.*, *Pompt.*, *Popl.*

être inscrits les uns au-dessous des autres de la manière la plus uniforme possible, la tribu fut mentionnée presque aussitôt que le titulaire de la puissance.

La désignation par opposition des *tribus urbanæ* et des *tribus rusticæ* est si bien dans la nature du système qu'elle est probablement née dès la création des secondes¹. Sur l'ordre des tribus rustiques nous savons seulement que les quatre tribus urbaines passaient avant elles², et que la *Romulia* était la première des tribus rustiques³, la *Voltinia* probablement la seconde⁴ et l'*Arnensis* la dernière⁵ ; la *Pomptina*, la *Papiria*, la *Pupinia*, la *Poplilia* et la *Scaptia*, la *Stellatina*, la *Sabatina* étaient entre elles dans cet ordre⁶. Pour le reste, l'ordre n'est pas connu. Il n'était pas, comme on voit, déterminé par les dates ; on ne peut dire quel autre principe était suivi, ni même s'il y en avait un⁷. — On sait que sinon de toute antiquité⁸, au moins depuis une époque ancienne, les tribus rustiques étaient plus considérées que les urbaines⁹. Nous ne savons rien de l'existence d'une différence de rang entre les districts ruraux : ils ont, selon toute apparence, été égaux, non, seulement en droit, mais en considération, et il ne s'est jamais développé entre eux de différences hiérarchiques¹⁰, comme celles que nous avons trouvées attestées entre les tribus urbaines.

Pour la détermination topographique de la tribu, il faut distinguer la circonscription qui lui a été affectée lors de sa première fondation, appelée une fois pour les Claudiens la *vetus tribus*¹¹, et les districts qui y ont été plus tard annexés. Les dénominations, même celles de forme gentilicienne, étant, à l'exception de deux, d'origine locale, les circonscriptions primitives des tribus peuvent se reconnaître partout où les renseignements géographiques ne nous font pas défaut. Quant aux seize tribus rustiques les plus anciennes, les savants romains eux-mêmes ne connaissaient probablement déjà plus l'emplacement primitif de la plus grande partie¹². Elles étaient toutes voisines de home, ainsi qu'il est dans la nature des choses et qu'il nous est attesté, soit à titre général¹³,

¹ D'après Tite-Live, ce fut seulement Fabius Maximus qui, comme censeur de 450, donna ce nom aux tribus urbaines (9, 46, 14). Mais cette allégation semble peu croyable, si vrai qu'il soit qu'elles prirent alors le caractère qui leur resta désormais.

² Cicéron, *De leg. agrar.* 2, 29, 79, désapprouve que l'assignation des terres de Campanie doive commencer par les citoyens de la *Romilia*. Varron, qui cite, 5, 56, les cinq premières tribus dans leur ordre fixe, met les tribus urbaines en tête, de même l'inscription C. I. L. VI, 40244.

³ Varron et Cicéron, *loc. cit.*, ainsi que l'inscription qui vient d'être citée, note 54, lui donnent cette place.

⁴ L'inscription citée, note 54, lui donne cette place.

⁵ Cicéron, *De lege agr.* 2, 29, 79.

⁶ Cela résulte de ce que, dans les gloses de Festus, qui cite les noms des tribus probablement d'après le traité de *tribubus* de Varron, les tribus rustiques appartenant au *p* et à l'*s*, (sauf la *Pollia* et la *Sergia* qui manquent) sont nommées dans l'ordre indiqué, qui est évidemment emprunté à l'ouvrage mis à contribution.

⁷ Becker, (1^e éd. 1, 170) pense à un ordre chorographique. Mais il est très douteux que l'ordre chorographique ait pu s'appliquer aux 35 tribus ; dont l'unité territoriale avait probablement disparu longtemps avant qu'elles eussent atteint ce chiffre. Les conjectures de Kubitschek, p. 51, sur un ordre tiré de l'orientation sont également gratuites.

⁸ Les grands qui avaient à la fois une maison de ville et des propriétés rurales peuvent peut-être, à l'époque ancienne, avoir préféré voter avec les propriétaires de maisons placés dans les tribus urbaines plutôt qu'avec les petites gens des campagnes rejetés dans les tribus rustiques, jusqu'à ce que l'agrandissement croissant de la ville de Rome ne renversât la situation. La mesure de 459 trouva probablement déjà les tribus urbaines dans un état d'infériorité qu'elle ne fit qu'augmenter et consolider.

⁹ Plin, 18, 3, 13. Denys, 19, 18, les appelle τὰς τῶν ἀτίμων φυλάς. On trouve souvent un langage analogue.

¹⁰ Le passage de L. Cornelius Balbus dans la *Clustumina* par la voie indiquée note 76, n'est pas une preuve du contraire ; Balbus peut avoir appartenu auparavant à une tribu urbaine.

¹¹ Tite-Live, 2, 16, 5.

¹² On ne peut expliquer par un pur hasard que Festus cite seulement quatre des 16 tribus rustiques gentiliciennes et qu'il en cite onze des 15 nouvelles.

¹³ Festus, v. *Viatores*, p. 371.

soit à titre spécial¹ ; mais cela ne veut pas dire qu'elles fussent toutes enfermées dans les limites du territoire primitif de la ville². — Quant aux treize tribus de dénomination locale fondées dans les temps historiques, la localité dont elles tirent leurs noms est connue, et la plupart du temps elle peut être déterminée et se concilie avec l'extension du peuple romain, avant la fin du vie siècle, à une grande partie du Latium, de l'Étrurie, de la Campanie et à toute la Sabine, telle qu'elle est établie par d'autres sources.

Mais les circonscriptions primitives des tribus n'ont joué qu'un rôle superficiel dans la formation pratique de l'institution ; probablement aussitôt ou plus tôt que par l'établissement de nouveaux districts, et bien plus fréquemment, le territoire des tribus a été étendu par l'incorporation du district annexé dans une tribu déjà existante. Pour pouvoir suivre dans le détail ces opérations qui sont aussi attestées d'une manière générale dans nos sources³, pour embrasser dans une vue complète le développement des tribus romaines avant la guerre sociale, il nous faudrait connaître deux éléments : d'abord les assignations de terres publiques faites à des citoyens romains vivant en dehors de communes spéciales, puis les colonies et les municipes ayant la plénitude du droit de cité incorporés dans le cours des temps dans l'État romain. Les petites extensions de territoire de la première espèce, ne se révèlent jamais à nous ; ciron attribuait sans doute régulièrement aux nouveaux fonds de terre de droit romain ainsi établis la tribu des anciens fonds limitrophes de même qualité ; mais on en rencontre de spéciales d'une plus grande portée ; ainsi l'assignation, éminemment importante au point de vue politique, faite, en vertu de la loi agraire Flaminia, de 522 ou 526, de terres publiques dans tout le Picenum sans création de liens communaux : elle trouve son expression dans la tribu Velina qui domine sur ce territoire⁴. Relativement à la deuxième espèce de faits, nous, sommes assez complètement informés sur les colonies de citoyens fondées jusqu'à la guerre sociale, et nous le sommes même, jusqu'à un certain point, sur les communes arrivées avant ce moment à la plénitude du droit de cité ; dans tous ces cas, l'attribution de la tribu accompagne la fondation de la colonie ou du municipe, à moins que, comme dans le Picenum, une tribu n'eût déjà été préalablement attribuée au sol. Il sera à propos de donner ici un aperçu des colonies et des municipes qui étaient, avant la guerre sociale, arrivés au droit de propriété romaine du sol et dont la tribu est connue :

Année de la concession du droit de cité.			
Avant	244	<i>col. Ostia</i>	<i>Voturia.</i>
	416	<i>col. Antium</i>	
	425	<i>col. Tarracina</i>	
			<i>Oufentina.</i>

¹ La Romilia est ainsi nommée, selon Varron, 5, 56 (cf. Festus, p. 270), parce qu'elle était *sub Roma*, selon Festus, Ép. p. 271. *ex eo agro, quem Romulus ceperat a Veientibus* ; la Lemonia du *pagus* du même nom qui est *a porta Capena via Latina* (Festus, Ép. p. 115) ; la Pupinia de l'*ager Pupinius* souvent cité, situé entre Gabii et Rome (Festus, p. 233) ; la Claudia est au delà de l'Anio, non loin de Fidenæ.

² Cela n'était certainement pas pour la Claudia ; cela ne concorderait pas non plus avec la tradition de l'émigration.

³ Ainsi pour la Claudia (Suétone, *Tibère*, 1 ; Tite-Live, 2, 16) et l'Oufentina (Festus, p. 194).

⁴ Caton, dans Varron, *De re r.* 1, 2, 1 ; Polybe, 2, 21 ; Cicéron, *De invent.* 2, 17, 52. *Acad. pr.* 2, 5, 13, *De senect.* 4, 11. *Brut.* 14, 57 ; Val. Max. 5, 4, 5. Kubitschek, p. 26, l'a reconnu avec raison.

Après	431 ?	<i>mun. Tusculum</i>	<i>Papiria</i> ¹ .
	431 ?	<i>mun. Lanuvium</i>	<i>Mæcia</i> ? ²
	458	<i>col. Mintternæ</i>	<i>Teretina</i> .
	486	<i>mun. Cures</i>	<i>Sergia</i> .
	486	<i>mun. Amiternum</i>	
	486	<i>mun. Reate</i>	<i>Quirina</i> .
	486	<i>mun. Nursia</i>	
	560	<i>col. Puteoli</i>	<i>Falerna</i> .
	560	<i>col. Buxentium</i>	<i>Pomptina</i> .
	560	<i>col. Croto</i>	<i>Cornelia</i> .
	566	<i>mun. Fundi</i>	
	566	<i>mun. Formiæ</i>	<i>Emilia</i> .
	566	<i>mun. Arpinum</i>	<i>Cornelia</i> .
	570	<i>col. Potentia</i>	<i>Velina</i> .
	570	<i>col. Pisaurum</i>	<i>Camilia</i> .
	571	<i>col. Mutina</i>	
	571	<i>col. Parma</i>	<i>Pollia</i> .
	571	<i>col. Saturnin</i>	<i>Sabatina</i> .
	573	<i>col. Graviscaë</i>	<i>Stellatina</i> .
	577	<i>col. Luna</i>	<i>Galeria</i> .
	597	<i>col. Auximum</i>	<i>Velina</i> .
	632	<i>col. Tarentum</i>	<i>Claudia</i> .
	654	<i>col. Eporedia</i>	<i>Pollia</i> .
		<i>mura. Equiculi</i>	<i>Claudia</i> .
		<i>mun. Anagnia</i>	<i>Poblilia</i> .
		<i>mun. Aquinum</i>	<i>Oufentina</i> .
		<i>mun. Atina (Latii)</i>	
		<i>mun. Casinum</i>	<i>Teretina</i> .
		<i>mun. Fabrateria vetus</i>	<i>Tromentina</i> .
		<i>mun. Ferentinum</i>	<i>Poblilia</i> .
		<i>mun. Frusino</i>	<i>Oufentina</i> ?
		<i>mun. Privernum</i>	<i>Oufentina</i> .

¹ Tite-Live, 6, 26 (d'où Val. Max. 7, 3, est. 9 ; cf. Plutarque, *Cam.* 88 ; Denys, 14, 6 ; Dion, *fr.* 28, 2) sur l'an 313. Le même, c. 33, 6, (cf. c. 36, 2). Le même, 8, 14, 4, sur l'an 416. Ces textes sont, en général, rapportés au droit de cité complet, parce que, dans le dernier, la *civitas sine suffragio* est indiquée à côté ; et cette solution est confirmée par les indications selon lesquelles le premier édile curule plébéen de Rome fut un *Juventius* de Tusculum (Cicéron, *Pro Planc.* 24, 53) et le consul de 432, L. Fulvius Curvus, aurait été un Tusculan de naissance (Pline, *H. n.* 7, 43, 136). Mais ces récits sont : faiblement appuyés, et il sera démontré, dans la partie des cités de demi-citoyens, qu'il n'y a, pour cette terminologie, aucun fond à faire sur Tite-Live. On peut opposer en sens contraire, soit le vote rapporté par Tite-Live, 8, 37 ; sous la date de 431, sur la situation juridique du *populus Tusculanus*, d'après lequel cette cité ne peut pas avoir eu alors le droit de cité complet (ainsi que l'a déduit Valère Maxime lui-même, 9, 10, 1) soit avant tout le fait que Festus, dans la liste digne de foi, étudiée de plus près, réunit Tusculum aux villes qui reçurent d'abord le droit de cité partiel. D'ailleurs Tusculum a reçu, longtemps avant Atina, à une époque précoce, probablement avant toute autre cité de demi-citoyens, la plénitude du droit de cité (Cicéron, *Pro Flanc.* 8, 19 : *Muniipium antiquissimum*. *Pro Balbo*, 13, 31 : *Ex Latio multi, ut Tusculani, ut Lanuvini*. *De off.* 1, 11, 35).

² Le droit de cité accordé, d'après Tite-Live, 8, 14, 2, à cette ville en 116 paraît être considéré par lui comme un droit de cité complet ; mais il en est d'elle comme de Tusculum. On ne peut pas s'appuyer avec sécurité sur Tite-Live ; d'après Cicéron, *Pro Balbo*, *loc. cit.*, Lanuvium est difficilement arrivé à la cité complète avant Tusculum ; et, d'après Festus (p. 265), elle a d'abord été une cité de demi-citoyens. Peut-être la fondation de la tribu *Mæcia*, en 422, peut-elle être combinée avec la concession de la cité aux habitants de Lanuvium.

La transformation du droit de cité romaine, jusqu'alors politique simple, en un droit de cité de l'empire ayant pour condition le droit de cité municipale, transformation survenue après la guerre sociale, que nous étudierons dans la partie du Droit municipal, rétroagit sur la tribu réelle en ce sens que cette fut désormais, en dehors de l'espace limité par le *Pomerium*, liée une fois pour toutes au territoire politique. Les parties du domaine de Rome, qui, d'après l'ancien système, appartenaient une seule et même tribu rustique et qui, d'après le nouveaux, formaient des territoires propres, — ce qui fut de beaucoup le cas le plus fréquent, — conservèrent leur ancienne tribu ; lorsqu'au contraire un territoire fut composé de pièces de terre appartenant antérieurement à des tribus différentes, il faut bien que le principe de l'immutabilité de la tribu réelle cédât devant le nouveau et que la tribu fût changée. Le domaine primitif des seize anciennes tribus rustiques aura sans doute été particulièrement atteint par cette mesure ; les circonscriptions primitives de la tribu Claudia et de tribu Papiria étant désormais absorbées par les municipes limitrophes, elles auront aussi pris leurs tribus. Enfin, tout le sol italique, en tant qu'il était *in commercio* et qu'il n'avait pas encore reçu le droit de propriété romaine, fut, de la même façon dont cela avait déjà eu lieu à titre isolé, inscrit dans les tribus à la suite de la loi consulaire Julia de 664 et du plébiscite Plautien de 665. On créa d'abord pour cette cause dix nouvelles tribus, ou les nouveaux citoyens furent enfermés dans huit des anciennes tribus ; les sources ne sont pas d'accord¹. Mais, quelle qu'ait été cette organisation, elle ne s'est pas maintenue² ; dès l'an 666, la répartition des nouveaux citoyens dans les trente-cinq tribus fut prescrite par une rogation du tribun du peuple P. Sulpicius, et bien que cette résolution ait d'abord été cassée, elle fut admise par le sénat, en 667, pendant le siège de Rome par Cinna et Marius³, et elle fut mise à exécution, en 670, après la victoire du parti populaire⁴. Sulla lui-même s'inclina devant elle⁵ et n'en revint pas en général à l'inégalité du droit de suffrage⁶, quoique la limitation à la seule tribu Sergia des Marses, qui ont donné leur nom à la grande guerre, et des Paeligni, dont la capitale était destinée à devenir la nouvelle Rome, ait sans doute été son œuvre et une résurrection partielle de l'ancienne infériorité. En somme, la répartition du sol italique entre les trente-cinq tribus subsista, telle qu'elle avait été faite en 670 ; nous en avons deux preuves : la première est le silence des écrivains

¹ Appien, *B. c.* 1, 49, sous la date de 664. Cela se rapporte donc à la loi Julia. Sous la date de l'année suivante, 665, sous laquelle se place le plébiscite Plautien, il dit, 1, 53, après avoir fait allusion à cette concession du droit de cité au reste des Italiens, à l'exception des Lucaniens et des Samnites qui n'arrivèrent que plus tard au même droit. Cela ne peut vouloir dire qu'une chose : c'est qu'on forma, par la division par dix de l'ensemble des nouveaux citoyens, dix nouvelles tribus qui votaient après les 35 anciennes, et que les 35 tribus d'anciens citoyens formant de beaucoup la majorité sur un chiffré total de 45, souvent en n'avait même pas à prendre les voix des dix dernières. Celas accorde parfaitement avec le fragment de Sisenna (éd. Peter, 17) *I. III*, par conséquent de 664 : *L. Calpurnius Piso ex senati consulto duas novas tribus*. Velleius, 2, 20, dit au contraire, au sujet des mesures prises par Cinna en 667 : *Cum ita civitas Italiae data esset, ut in octo tribus contribuerentur novi cives, ne potentia eorum et multitudo veterum civium dignitatem frangeret plusque possent recepti in beneficium quam auctores beneficii*. Il est possible qu'il faille restreindre le récit d'Appien à la loi Julia et rapporter celui de Velleius à la loi Plautia. En lui-même, le premier est le plus vraisemblable ; car, selon la version de Velleius, les anciens citoyens auraient une position tout à fait sacrifiée dans les huit tribus de nouveaux citoyens.

² Selon Tite-Live 77. Appien, *B. c.* 1, 55.

³ Cicéron, *Phil.* 8, 2, 7. Tite-Live, 80, où la rédaction inexacte est imputable à l'*epitomator*.

⁴ Exuperantius, 4 : *Cinna... legem tulit, ut novi cives... eum veteribus nulla discretione suffragium ferrent*. Tite-Live, 84 : *Revis civibus senatus consulta suffragium daium est*, où la rédaction est encore défectueuse.

⁵ Tite-Live. 86.

⁶ Sulla enleva à la vérité la cité à un certain nombre de communes italiques et ce régime était encore en vigueur en 676 (Salluste, *Hist.* 1, 41, 12) ; mais il ne subsista que peu d'années. En ce sens, Sulla ne tint pas sa promesse ; mais il ne rétablit pas le droit de cité inégal. J'ai réfuté, dans l'*Hermes*, 22, 101, l'opinion de Beloch et de Kubitschek, selon laquelle les communes insurgées de la guerre italique seraient restées enfermées dans huit tribus.

postérieurs sur une agitation des Italiens analogue à celle d'auparavant, alors qu'il est souvent question de l'agitation des affranchis qui est de même nature et qui antérieurement était menée de concert avec celle-là. La seconde est dans le fait que les communes italiques restées exclues du droit de cité complet jusqu'en 664-665, sont ensuite dispersées dans toutes les tribus¹.

Le droit de propriété romain n'a pas en général été étendu au sol des provinces ; les cités de droit italique, qui font exception sous ce rapport, ont donc seules pu avoir la tribu réelle ; cependant, même chez elles, il n'en est guère question, et l'étude du droit italique trouvera mieux sa place dans une autre partie de cet ouvrage.

La tribu réelle a d'abord eu dans la ville un caractère topographique fermé. Il est douteux que ce caractère ait, ne fût-ce qu'à l'origine, jamais appartenu à la tribu rustique. Si, comme il n'est pas invraisemblable, on admet qu'elle s'est composée, dès le principe, de plusieurs *pagi*, ces *pagi* peuvent ne pas avoir été immédiatement voisins ; le pagus a nécessairement une limite fermée, la tribu peut ne pas en avoir. En tout cas, les tribus rustiques ont de bonne heure perdu cette enceinte géographique fermée. Il est difficile que l'on ait, durant le temps probablement fort long pendant lequel il n'y avait que 20 ou 21 tribus, inscrit toute propriété privée annexée à la frontière du pays dans la tribu topographiquement limitrophe, et que l'on ait par là comme c'eût été alors inévitable, abandonné le principe de l'égalité approximative de superficie des districts administratifs. Il était encore moins possible d'accorder la tribu à des territoires tout entiers, ainsi la Veturia à ceux d'Ostie et à Antium, la Papiria à celui de Tusculum ; en s'attachant aux limites des circonscriptions primitives. Plus tard, lorsque Gravisca et Bénévent, Spoletium et Venusia appartiennent à la même tribu, les tribus sont géographiquement en morceaux. Néanmoins, on a lors de la première inscription du sol dans une tribu, fréquemment tenu compte de la tribu déjà attribuée au voisinage ; par exemple, Firmum, ville latine qui n'a pas reçu le droit foncier romain avant la guerre sociale, a sûrement été mise, à cette époque, dans la tribu Velina uniquement parce que le Picenum de droit romain appartenait, depuis la loi Flaminia, à cette tribu.

La tribu personnelle est dérivée de la tribu réelle ; c'est l'ensemble des droits et des devoirs qui résultent pour le citoyen romain de sa tribu réelle. Cette tribu peut être soit la tribu à laquelle appartient sa propriété foncière, soit celle à laquelle appartient le territoire de sa cité ; dans le premier cas, la tribu est la brève expression de la propriété foncière ; dans le second, elle est celle du droit d'origine. Cependant cette dernière tribu, la tribu territoriale², qui n'est parvenue à une application générale que par la guerre sociale, sera plus commodément étudiée dans la partie du Droit municipal, en même temps que le droit d'origine ; nous allons ici expliquer, le principe de l'établissement foncier, en particulier déterminer avec quelles modifications et quelles restrictions la tribu a été transportée de la chose possédée au possesseur, et comment ensuite, sans se

¹ J'ai donné, dans *Hermes*, 22, 105, un aperçu sommaire de la répartition entre les diverses tribus des territoires italiques entrés à cette époque dans l'union des tribus ; il sera facile de multiplier les indications qu'il contient ; mais nous ne pouvons guère espérer arriver jamais à embrasser, avec quelque intégralité, l'opération dans ses détails.

² Ceci doit être entendu *a potiori*. Il sera montré en son lieu que, même à cette époque, de nombreux citoyens romains n'avaient exclusivement que la tribu personnelle ou parce que leur patrie n'avait pas le droit de propriété immobilière romain ; ou parce que la tribu territoriale leur était refusée à eux-mêmes en vertu de causes spéciales.

séparer complètement de la possession, elle a été étendue aux citoyens qui n'étaient pas des propriétaires fonciers.

Quoique les tribus fussent à l'origine limitées topographiquement au sol de la ville, il faut pourtant bien qu'elles aient, de tout temps, compris personnellement tous les citoyens qui participaient à l'usage privé de la terre. L'emploi de la tribu pour la perception de l'impôt et pour le recrutement, qui est certainement aussi ancien qu'elle, et qui est, certainement à bon droit, considéré par les anciens comme le but de l'institution des tribus, n'est possible qu'à cette condition¹. Même alors que l'exploitation du sol était organisée par gentes, les gentils qui avaient la plénitude des droits et les propriétaires de maisons de ville peuvent s'être confondus, bien que nous soyons hors d'état d'éclaircir la relation juridique existant entre la propriété des maisons la plus ancienne et la plus ancienne culture rurale, et que nous ne puissions pas même suffisamment expliquer l'assertion des anciens selon laquelle, d'après la constitution de Servius, la propriété des maisons n'aurait pas pu être déplacée arbitrairement². Ce serait peine perdue que de s'attarder sur un régime primitif pareil ; mais il ne peut pas plus être laissé de côté que ne peuvent l'être sur une carte les régions inexplorées. Nos recherches commencent au moment où la propriété privée s'étend au domaine de Rome et où par conséquent les tribus rustiques s'ajoutent aux tribus urbaines ; en ce sens, la tribu personnelle a pour source l'idée du domicile du citoyen propriétaire.

1. La tribu personnelle appartient, comme au propriétaire, et même de son vivant, à ses descendants agnatiques. La règle, seulement, théorique en droit civil, selon laquelle les enfants sont déjà regardés comme propriétaires du vivant de leur père, est vraie sans réserves en droit public.

2. Le transport de la tribu réelle au propriétaire n'a pas lieu lorsque ce propriétaire ne peut être considéré comme un citoyen romain actif, c'est-à-dire pour les femmes³ et pour les étrangers. L'étranger dont il s'agit sera toujours un citoyen d'une communauté latine, puisque l'acquisition de la propriété immobilière romaine est interdite aux autres pérégrins, et nous aurons à revenir sur ce rapport de droit dans la partie des Latins.

3. La tribu personnelle est nécessairement simple. Celui qui a des immeubles dans une tribu urbaine et dans une ou plusieurs tribus rustiques ne peut personnellement être compté que dans une tribu. Par suite, les enfants appartiennent aussi forcément à la tribu du père⁴. Le choix dépend probablement, en droit, du magistrat qui dresse les listes, par conséquent du censeur, mais sans doute, en fait, en général du propriétaire. Il est regardé comme allant de soi, sinon absolument de toute antiquité, au moins depuis une époque ancienne, que la préférence est donnée sur la tribu urbaine à la tribu rustique, qui est la plus considérée⁵.

4. Les censeurs peuvent intervenir arbitrairement dans l'attribution de la tribu personnelle, avons-nous démontré dans la théorie de la censure. On peut se

¹ Varron, 5, 181. Tite-Live, 1, 43, 13. Denys, 4, 14.

² Denys, 4, 14, certainement d'après Varron.

³ Probablement le port de la tribu n'a pas non plus été accordé aux enfants à l'époque ancienne ; le fait qu'on la rencontre chez eux fréquemment à l'époque impériale n'est pas une preuve du contraire.

⁴ La plainte de Scipion (dans Aulu-Gelle, 5, 19, 16) : *In alia tribu patrem, in alia filium suffragium ferre* prouverait, s'il en fallait une preuve, que la tribu du père était, de droit, celle du fils et que le premier ne pouvait par conséquent opter d'une façon pour lui et d'une autre pour ce fils.

⁵ Par exception, on trouve, du temps de Tibère, un Æmilius dans la Palatina. Cf. la partie du Droit municipal.

demander si des limitations légales ont été apportées à cet arbitraire ; mais l'application pratique ne peut pas en avoir été trop étendue, par cette simple raison qu'autrement il aurait supprimé tout ordre et toute règle. Il est difficile que les censeurs aient fait usage de cette faculté autrement qu'à titre de peine, au cas d'infamie ou de délit. Ils ont pu, pour ces raisons, réputer la tribu foncière d'un individu propriétaire non existante, et le traiter par conséquent comme s'il n'était pas propriétaire ; mais ils ne doivent pas avoir eu le droit de transporter un citoyen d'une tribu rustique dans une autre où il n'aurait pas d'immeubles car il n'y aurait pas là dedans de pénalité infamante.

5. La législation s'est, à plusieurs reprises et dès les temps anciens, occupée de la tribu personnelle indépendante de la propriété foncière. Cela s'est probablement d'abord produit relativement aux groupes séparés, existant clans l'intérieur du peuple, chez lesquels s'est plus tard développé le droit municipal, et l'étude en sera faite à ce sujet. Il suffit ici de remarquer que, si, d'après la loi de 566, tous les Arpinates votaient dans la tribu Cornelia, cette règle doit probablement être limitée aux propriétaires fonciers, et que l'Arpinate ayant ses terres ailleurs que dans le territoire de sa patrie ne perdait probablement ni son droit d'origine ni son droit de vote dans la tribu Cornelia.

6. Il y a une disposition de nature analogue qui nous est connue par la loi *Repetundarum* de 631-632¹, mais qui s'appliquait probablement dans quelques autres cas du même genre, Le non citoyen qui poursuit avec succès un citoyen coupable en vertu de cette loi, entre de droit dans la tribu du condamné. Un *privilegium* identique permettait à celui qui était déjà citoyen d'acquérir ainsi une tribu meilleure².

7. Au cas de concession individuelle du droit de cité, les règles générales suffisent ; cependant il se peut que la concession spéciale d'une tribu rustique ait souvent été jointe à cette faveur.

8. Ap. Claudius voulut séparer absolument la tribu personnelle de la propriété foncière, et son projet se réalisa en fait dans cette mesure que désormais l'exigence de la propriété foncière fut restreinte aux tribus rustiques. Nous l'avons vu dans la partie de la Censure. A partir de ce moment, par conséquent à partir du milieu du Ve siècle, les tribus comprennent, au point de vue personnel, la totalité des citoyens. Quant au fond, la nature primitive des tribus s'est encore maintenue, puisqu'il y avait au moment de cette innovation 27 tribus rustiques et qu'il y en eut plus tard 31, contre 4 tribus urbaines. La tradition ne nous apprend pas selon quelles règles les citoyens dépourvus de propriété foncière étaient classés dans les quatre tribus urbaines. Cependant la différence de considération, qui, nous l'avons remarqué, existait seulement entre les tribus urbaines, et les faits que nous aurons plus tard à relever au sujet des affranchis, donnent à croire que l'idée honorifique qui était le point de départ de la supériorité des propriétaires fonciers sur les autres citoyens, continuait à être appliquée là et que les censeurs, en vertu de leurs pouvoirs discrétionnaires, distinguaient ou rabaissaient, dans l'inscription sur les listes urbaines, certaines positions et certaines professions.

¹ Ligne 76 = 83. Cf. Cicéron, *Pro Balbo*, 23, 54.

² Cicéron, *Pro Balbo*, 25, 57 : *Objectum est etiam, quod in tribum Clustumina pervenerit, quod hic adsecutus est legis de ambitu præmio*. Balbus avait antérieurement reçu le droit de cité par concession d'un général.

9. On rapporte des censeurs de 575, M. Æmilius Lepidus et M. Fulvius Nobilior¹, que : *mutarunt suffragia regionatimque generibus hominum causisque et quæstibus tribus descripserunt*. Cela ne peut être compris que dans un sens, en ce sens qu'ils inscrivent dans les tribus rustiques, auxquelles fait allusion le mot *regionatim*, certains citoyens non propriétaires qui y étaient appropriés par leur naissance, par leur condition juridique ou par leur profession. En l'absence de tout autre renseignement, cette réforme ne peut se préciser de plus près et en ne peut arriver à la certitude qu'elle ait été durable. D'un autre côté, il est sans doute suffisamment certain que les propriétaires fonciers restèrent toujours dans les tribus rustiques. Mais on ne peut établir qu'ils en aient gardé la possession exclusive jusqu'à la guerre sociale, et il est fort possible que certaines catégories favorisées de citoyens sans biens fonds aient, depuis cette année, voté dans les tribus rustiques.

10. Le principe selon lequel, à l'époque qui suit Appius, tout citoyen romain a une tribu personnelle comporte des exceptions générales que nous étudierons dans les parties des Affranchis et du Demi-droit de cité. En dehors de ces exceptions, le droit de cité et la tribu personnelle se confondent, et ni d'après le droit pénal, ni par la volonté des censeurs, une personne ne peut perdre la tribu personnelle en gardant le droit de cité.

Il reste à évaluer les chiffres respectifs des fractions du peuple formées par les tribus personnelles. L'égalité numérique approximative étant de l'essence de la circonscription administrative, elle peut en particulier être admise pour le système primitif des tribus. Nous étudierons au sujet des centuries la mesure dans laquelle cette égalité influe sur la formation primitive de l'armée et sur l'organisation électorale issue de cette organisation militaire. Les chiffres prirent une importance politique, depuis que la tribu fonctionna elle-même comme unité électorale, ce qu'elle ne fut pas dès le début, mais ce qu'elle devint de bonne heure, d'abord pour la plèbe, puis bientôt pour le peuple. Depuis que, comme nous verrons dans une des parties qui suivent, la centurie de vote fut liée directement avec la tribu, la tribu devint même, pour tous les modes de votation, la condition directe du droit de vote du citoyen romain. Il ne nous est pas transmis de chiffres à ce sujet. Mais la superficie de la tribu réelle fournit certains indices, puisque la répartition de la propriété privée a, dans l'ancien domaine de Rome, difficilement été soumise à des diversités locales.

Les quatre tribus urbaines, dont les limites nous sont assez exactement connues par les documents sur la procession des Argées, montrent une égalité approximative et semblent propres à comprendre chacune, au point de vue personnel, à peu près le quart du peuple.

On ne peut arriver à savoir comment se régla, après l'établissement des tribus rurales, leur rapport avec les tribus urbaines. Il n'est pas inimaginable que les censeurs de l'époque ancienne, précisément en considération du droit de vote attaché à la tribu, aient assuré une certaine uniformité, puisqu'ils avaient dans la main le pouvoir d'inscrire à leur guise les nombreux citoyens qui étaient personnellement susceptibles d'appartenir à une tribu rustique comme à une tribu urbaine, soit dans l'une, soit dans l'autre. Après qu'à la suite des mesures prises par Appius et Fabius, toute la foule des citoyens non propriétaires eut été

¹ Tite-Live, 40, 51. Plutarque dit, en termes généraux, *Cato maj.* 16, que les censeurs ταῖς ἀπογραφαῖς τὰ γένη καὶ τὰς πολιτείας διέκρινον. Sur le sens de *genus*, cf. Tite-Live, 8, 20, 4. *Causa* désigne ici sans doute, comme dans Cicéron, *De leg.* 3, 18, 41, la condition juridique ; il serait difficile d'en trouver une définition plus précise.

attribuée aux tribus urbaines et qu'il ne resta dans ces tribus parmi les propriétaires que ceux probablement peu nombreux qui étaient propriétaires de maisons sans avoir de biens ruraux, l'égalité du droit de suffrage fut par là supprimée en principe. Le nombre des tribus des tribus urbaines dépassant forcément de beaucoup celui de ceux des tribus rustiques, la valeur du vote des premiers se trouva considérablement diminuée.

Chez les tribus rustiques, il est probable qu'une certaine proportionnalité non seulement exista dans le principe, mais encore fut maintenue, pourvu qu'il n'intervint pas de considérations politiques spéciales. Même comme simples divisions administratives du territoire, les seize districts primitifs ne peuvent pas aisément être imaginés comme trop inégaux ; et cela devint encore plus vrai, depuis que les plébéiens propriétaires dans chaque district formèrent une voix à eux tous dans le *concilium plebis*. Pareillement, pour la formation des tribus nouvelles, nous n'avons aucune raison de supposer une intention de mettre dans un état d'infériorité les citoyens qui y étaient inscrits : on ne voit pas pourquoi les citoyens romains de la Tromertina installés sur les terres de Veii auraient eu un droit de suffrage inférieur à celui des anciennes tribus gentilices. Mais, depuis que la superficie de la tribu ne s'étendit plus seulement par des assignations, qu'elle s'étendit aussi par la concession du droit de suffrage à des cités de non citoyens, le droit de suffrage de ces nouveaux citoyens, égal en la forme, a probablement été souvent, dans le fond, un droit ; de suffrage inférieur. C'est ainsi que les Tusculans ont été mis sur un pied d'infériorité, lorsque la tribu Papiria leur a été seule affectée ; que les Sabins d'Amiternum, Nursia et Reate l'ont été certainement, lorsque la nouvelle tribu Quirina a été créée pour eux. Au contraire, il y a un certain nombre d'anciennes tribus rustiques, les tribus Arnensis, Fabia, Horatia, Lemonia, Menenia, Papinia, Romulia, Voltinia, auxquelles on n'a, autant que nous sachions, attribué, jusqu'à la guerre sociale, aucun territoire de cité gratifié du droit de propriété romain. Il n'y a même, semble-t-il, parmi elles à avoir participé aux grandes assignations faites sans création de communes que la tribu Voltinia, qui joua probablement dans les assignations du Samnium le même rôle que la Velina dans celles du Picenum. Il n'est pas invraisemblable que ces districts, comptant relativement peu d'électeurs, aient été les places fortes de la noblesse à côté, d'autres districts plus nombreux qui n'étaient pas dominés de la même façon par les optimates.

Ce que l'on tenta après la guerre sociale, ce fut d'organiser la même infériorité sur une plus large échelle. Mais ces mesures n'eurent aucun effet durable à l'encontre de la masse des nouveaux citoyens. Nous ne pouvons suivre dans le détail les manipulations faites par les censeurs, et les lacunes de nos connaissances ne nous permettent pas d'arriver à un jugement assuré sur le rapport des voix. L'inscription de cités de nouveaux citoyens a eu lieu, comme nous l'avons déjà vu en étudiant les tribus réelles, dans toutes les tribus rustiques. Mais, à cette époque encore, certaines tribus paraissent être restées avantagées relativement aux autres par leur petit nombre de voix¹. C'est seulement sous l'Empire, lorsque les citoyens eurent perdu leur droit de vote effectif, que l'on cessa complètement de tenir compte du nombre de citoyens mis dans les sections formées par les tribus personnelles.

¹ Autant que nous voyons, les citoyens de la ville de Sora ont, du temps de Cicéron, constitué, essentiellement à eux seuls, la tribu Romulia, dans laquelle les Atestins se joignirent à eux après l'extension du droit de cité à la Gaule Cisalpine.

Si nous voulons décrire l'organisation des associations de personnes formées, selon les règles indiquées, en partant des tribus réelles et qui sont aussi quelquefois, quoique peu fréquemment ; désignées par leur nom ethnique¹, nous nous heurtons à une difficulté : à la suite du mélange du système des tribus et de celui des centuries, qui se produisit en 534 et que nous étudierons plus loin, ces associations de personnes appartiennent plus aux centuries qu'aux tribus. La tribu Claudia est, avant l'an 534, l'association personnelle de la totalité des propriétaires fonciers qu'elle contient, sans qu'il intervienne entre eux d'autre répartition ; depuis l'an 534, cette collectivité se divise en deux groupes de centuries qui se subdivisent à leur tour, suivant la fortune de chacun, en cinq centuries et qui, au sens exact, ne sont pas des tribus et n'en portent pas le nom. Cette transformation a, en particulier, essentiellement influé sur la direction de la tribu. Cependant il n'est pas possible de séparer les uns des autres les chefs des tribus et ceux de ces groupes de centuries ; car les seconds tirent leur origine des premiers et ils ont pris leur placé. Nous allons donc exposer ici, à côté de l'organisation des tribus, celle de ces groupes de centuries.

Il n'y a pas de trace de l'usage des tribus en matière religieuse. La procession des Argées a bien lien de l'une à l'autre des 27 chapelles, dans l'ordre des quatre quartiers de la ville, et, depuis que les tribus personnelles comprennent tous les citoyens, les cérémonies auxquelles chacun d'entre eux doit prendre part peuvent être désignées comme des fêtes de toutes les tribus². Mais, dans le premier cas, la fête est célébrée par la circonscription religieuse, dans le second elle l'est par le peuple ; ni dans l'un ni dans l'autre, elle ne l'est par les tribus. C'est là une différence organique entre cette division plus moderne et la division en curies qui pour le surplus a une destination semblable : les curies fonctionnent comme associations religieuses, mais non les tribus.

La tribu n'est pas non plus une corporation politique en ce sens que la centralisation énergique du peuple romain exclut la libre activité de ses parties et n'admet pas chez elles l'autonomie accordée aux collèges ; sans cela nous les verrions en faire usage, notamment en matière d'élections³. Selon toute apparence, les assemblées de tribus et les résolutions de tribus n'étaient permises que dans les cas mêmes où elles étaient réglées par la loi, notamment dans celui d'élections prescrites par la loi. On peut établir que des collèges de jurés ont été formés de membres élus en nombre égal par chaque tribu⁴ ; c'est également à l'élection que devaient être nommés leurs chefs, à l'étude desquels nous arrivons.

¹ *Voltinienses* : Cicéron, *Pro Planc.* 17, 43. *Fabiani Scaptienses* : Suétone, *Auguste*, 46. Les *Suburanenses* sont au premier rang les habitants de la rue de ce nom.

² Tite-Live, 7, 28, pour l'expiation d'un *prodigium Tribus.... supplicatum ire placuit*. Appien, *Lib.*, 133. *B. c.*, 2, 166.

³ Il sera traité des tribus de la *plebs urbana frumentaria* au sujet des affranchis ; cette plèbe certainement a eu des droits de corporation sous le Principat, et son *populus* a pris des résolutions. Mais la République ne connaît pas ces tribus, et il n'est cité de résolution d'aucune *tribus populi Romani* ni du temps de la République, ni de celui de l'Empire.

⁴ Cela a certainement eu lieu pour le tribunal d'exception dont la création fut provoquée, en 266, par la guerre sociale (v. tome III, la partie de la Préture, sur l'intervention de l'élection populaire dans la nomination des jurés), peut être aussi pour le tribunal de droit commun des centumvirs (v. tome III, la même partie, sur les centumvirs), et relativement aux nouveaux membres que Sulla fit choisir pour le sénat, lorsqu'il lui rendit les jugements, du moins les expressions d'Appien, *B. c.*, 1, 95, se rapportent mieux à cette forme de vote qu'aux comices ordinaires.

Le chef de la tribu est le *tribunus ærarius*¹. Assurément cette désignation n'a été imaginée qu'en vue de fonctions qui peuvent bien avoir été liées à la direction de la tribu, mais qui ne sont pas nécessairement impliquées par cette direction, et ces tribuns ne sont nulle part expressément rattachés aux tribus de Servius. Les chefs des groupes de centuries tribuaires modernes ne sont pas désignés par ce nom : ils sont appelés *curatores* des tribus², en grec *φύλαρχοι*³, ou encore *curatores* des *centuriæ*, on même, mais seulement à une époque récente et non, comme titre officiel, centurions⁴. Mais la dénomination tribunes implique la présidence d'une tribu ; et l'on ne peut rapprocher l'*ærarius* avec d'autres tribus qu'avec les tribus serviennes, pour les chefs desquelles, d'autre part, *curator* ne pouvant remonter à l'époque la plus reculée, il ne nous a pas été transmis de dénomination ancienne. En outre, la fonction de payer la solde qui n'est pas pavée par un magistrat, attestée pour le *tribunus ærarius*, même en dehors de son nom, par une tradition juridique certaine, convient si bien aux chefs des tribus serviennes qu'elle tient en quelque sorte lieu des témoignages directs qui font défaut pour attribuer cette présidence au *tribunus ærarius*. Selon toute apparence, le président de la tribu fut, tant qu'elle en eut un, le *tribunus ærarius*. Quand, en 531, les groupes de centuries tribuaires prirent la place des tribus, les centurions des diverses centuries prirent celle des anciens *tribunis*. Mais comme ils n'étaient pas rigoureusement à la tête de la tribu et que le paiement de la solde était aussi réglé autrement, ils se nommèrent plutôt *curatores* tantôt de la tribu, tantôt de la centurie ; les deux expressions étaient d'ailleurs impropres, puisqu'il n'y avait pas de nom technique pour la nouvelle demi-tribu, et, dans l'usage ordinaire, en particulier lorsqu'il ne s'agissait pas des affaires de la tribu, ils gardèrent leur dénomination traditionnelle⁵. Nous pouvons par conséquent réunir ce qui est dit, dans la période récente de la République et sous l'Empire, soit des curateurs de tribu ou de centurie, soit des *tribuni ærarii* de cette époque. A la vérité, l'on ne peut pas toujours dire avec certitude dans quelle mesure ces renseignements peuvent être transportés aux anciens *tribuni ærarii*, si vraisemblable qu'il soit du reste que les règles appliquées à leurs successeurs leur ont été empruntées pour les points essentiels.

¹ Caton, *L. 1 epist. quæst.* (dans Aulu-Gelle, 6, 10). Varron, *De l. L.* 5, 184. Festus, *Ép.* p. 2. Plinie, *H. n.* 34, 1, 1. La prétendue glose de Labb. p. 8 : *Ærarii tribuni ἀποδέκται* appartient au *Calepinus* de 1536. Lorsque cette dénomination se rencontre ailleurs, elle y désigne la troisième décurie de jurés de la loi Aurelia de 684 ; ils s'appellent tribuns cris chez le faiseur de mots nouveaux Plinie l'Ancien, *H. n.* 33, 1, 31. La preuve que cette loi ne créa pas les *tribuni ærarii* et les trouva déjà existants, serait, s'il en fallait une, dans leur mention chez Cicéron, *Pro Rab. ad pop.* 9, 27, parmi les personnes qui prirent part en 654 au soulèvement de Saturninus et qui sont mortes au moment où le discours est prononcé.

² Cette dénomination se trouve, dans Varron, 6, 86, dans la convocation des censeurs, on sont appelés, à côté des divers citoyens, encore en particulier (*privatosque*), les *curatores omnium tribuum* (cf. tome IV, la partie de la Censure, sur la confection des listes de citoyens), et dans les inscriptions de la *plebs urbana frumentaria quinque et triginta tribuum*, dont l'organisation correspond naturellement en général à celle du *populus Romanus quinque et triginta tribuum*, quoique son caractère corporatif ait entraîné certaines modifications. Deux dédications du temps de Vespasien sont faites l'une (*C. I. L.* VI, 190) par les huit *curatores trib(us) Suc(usanæ) junior(um)*, l'autre (*C. I. L.* VI, 200) par la *trib(us) Suc(usana) junior(um)* elle-même dans ses huit centuriales qui sont désignées par les noms de leurs chefs ; chacune de ces huit centuriales a donc un curator, et cela est d'accord avec l'inscription récemment découverte (*Bull. della comm. di Roma*, 1835, 161). Julien, *Or.* 3, p. 129, C, à propos du voyage de l'impératrice Eusébie à Rome en 356. Un *curator XVI* est nommé dans une inscription funéraire placée *permissæ tribulium* (*C. I. L.* VI, 10214). Le *corpus Julianum* de la Suburana, évidemment fondé seulement sous l'Empire, a aussi des curateurs ; un de ses membres est *bis hon(ore) in cur(atione) functus* (*C. I. L.* VI, 198).

³ Appien, *B. c.* 3, 23, sur l'acquittement du legs laissé par le dictateur César au peuple. Dans Denys, 4, 14, Servius organise les quatre tribus. Puisque cela se rapporte évidemment aux trois chefs des curies de Romulus, 2, 7, il a probablement aussi trouvé ici dans sa source le mot *tribunus*.

⁴ Julien, *loc. cit.*

⁵ Cicéron, *Ad Att.* 1, 16, 3.

La présidence de la tribu était annale, nous trouvons l'itération appliquée à cette *cura*¹, et l'annalité est d'ailleurs la règle générale pour toutes les fonctions ordinaires non militaires².

Sur le mode de nomination, il n'y a pas de renseignements³. Au début, ces tribuns civils peuvent, comme les tribuns militaires, avoir été nommés par le roi et par les consuls. Mais les diverses tribus, qui sont utilisées au vite siècle pour élire des jurés, doivent avoir de bonne heure également élu elles-mêmes leurs chefs. Puisqu'il y avait un vote semblable à émettre dans toutes les tribus, la forme suivie pour l'élection des chefs de tribus comme pour celles des jurés s'indique d'elle-même ; toutes les tribus auront été réunies dans ce but sous la présidence de l'un des magistrats supérieurs de la cité⁴, et on aura voté dans chaque section comme pour l'élection des magistrats inférieurs.

Quant au rang, l'on trouve, sous le Principat, comme curateurs des tribus, des ingénus et des affranchis⁵ ; mais il faut tenir compte de ce que les groupes, de centurions ne fonctionnaient plus alors que clans l'intérieur de la *plebs urbana frumentaria*, avec une situation profondément abaissée. Les *tribuni æarii* de la période moderne de la République appartiennent à la plèbe⁶ ; mais ils ont le cens équestre⁷, et, quoiqu'ils n'aient pas le cheval public, ils sont non seulement mis à côte des chevaliers⁸, mais encore, au sens large, compris parmi les chevaliers⁹.

¹ Dans C. I. L. VI, 199, la mention *II* est mise à deux des huit curateurs ; le *curator* C. I. L. VI, 10214 occupa, d'après son inscription funéraire, cette fonction 16 fois.

² [L'annalité des curateurs des tribus est désormais établie par un groupe d'inscriptions, formant, semble-t-il, un seul tout, qui a été récemment découvert à Rome, immédiatement au delà de la Porta Salara. Ces inscriptions dont un estampage m'a été communiqué par M. Barnabei et qui ont été imprimées dans Fiorelli, *Notizie degli Scavi*, 1881, p. 191, sont d'une bonne époque, probablement de celle d'Auguste, et paraissent appartenir à une sépulture commune des tribunes de la tribu Pollia. Ces cinq pierres qui contiennent l'indication de la tribu indiquent toutes cinq cette tribu, et trois d'entre elles appartiennent à de ses curateurs. Ces textes mettent hors de doute l'annalité des curateurs, ainsi que leur élection par les tribunes. La seconde fonction dont l'existence est impliquée dans la première inscription par la conjonction et ne la peut être que celle de *centurio*. La restitution troisième inscription reste incertaine ; s'il y avait un édifice tirant son nom de la tribu Pollia, il doit sans doute avoir été dans une certaine relation avec son lieu de sépulture.]

³ Cependant les honores que l'on rencontre chez les tribuns de la *plebs urbana* (C. I. L. VI, 193 ; C. I. L. IX, 5823) conduisent à l'idée d'élection ; un *perpetuus scriba et viator* de la Palatina s'appelle aussi *seniorum electus a tribulibus* (C. I. L. VI, 10215). [Le caractère électif des *curatores tribuum* est aujourd'hui attesté par les inscriptions rapportées à la note ci-dessus.]

⁴ Puisqu'il n'y avait que les magistrats supérieurs, c'est-à-dire, dans le cours ordinaire des choses, les consuls et les préteurs à présider les élections du peuple (v. tome II, le commencement de la partie de la Désignation), il devait en être de même pour les tribuns.

⁵ Des huit curateurs de la Suburana *juniorum*, C. I. L. VI, 199, l'un est *ingenuus*, un second *libertinus* ; le curateur d'une tribu qui n'est pas nommée, C. I. L. VI, 10214, est un ingénu, d'une tribu rustique.

⁶ César épura les jurys, en les composant exclusivement de sénateurs et de chevaliers (Dion, 43, 25).

⁷ Cicéron, *Phil.* 1, 8, 26 (cf. 5, 5, 6, 8, 9, 27.13, 2, 3), objecte à la loi proposée par Antoine, soi-disant selon les intentions de César, pour composer des ex-centurions la troisième catégorie de jurés, qu'ils n'ont pas été jusqu'alors exclus. Antoine projetait d'inscrire sur la liste tout ex-centurion : mais cela ne pourrait même pas se faire pour quiconque a fourni le service équestre. Évidemment *equus Romanus* est ici moins que *qui equo meruit* ; c'est-à-dire que l'auteur entend par là, comme dans les textes cités note 106, les juges de la décurie des chevaliers et de celle des tribuns. Les ex-centurions doivent être cherchés principalement, mais non pas exclusivement (car la loi Julia exclut les *tribuni æarii*, et les centurions qui reçurent de César le cheval de chevalier ne furent pas peu nombreux) dans la décurie des tribuns. Par conséquent, le cens équestre doit avoir été en rigueur pour eux, comme il résulte déjà proprement de ce que la désignation *equus Romanus* leur est étendue. L'*amplissimus census* de la loi de 699 (Asconius, C. Pison. p. 129), n'est par conséquent pas le cens de la première classe, mais le cens équestre, car cette loi ne diminue évidemment pas, mais au contraire augmente les conditions de la capacité d'être juré. On ne peut, il est vrai, deviner comment le choix *ex centuriis* se rapporte aux trois ordres ; mais pour les *tribuni æarii*, donc s'ils sont identiques aux *curatores tribus*, chacun est à la tête d'une centurie, la relation est facilement concevable.

⁸ Cicéron, *Cat.* 4, 7, 15, énumère, les uns après les autres, les *equites Romani*, les *tribuni æarii*, les *scribæ*, les *ingenui* ; de même *Pro Rab. ad pop.* 9, 27, les *equites Romani*, les *tribuni æarii ceterorumque ordinum omnium homines*.

⁹ Cicéron, *Pro Flacco*, 2, 4. L'explication est confirmée par le fait que 75 jurés avaient à voter dans ce procès. Ailleurs encore, Cicéron ne met pas seulement les *equites* et les

Nous ne savons quel nombre de chefs avait primitivement la tribu¹. Dans les groupes de centuries réunies par tribus de l'époque moderne, chaque centurie a à sa tête un curateur, et le nombre des curateurs est par conséquent égal à celui des centuries². Nous traiterons, au sujet des centuries ; du nombre de centuries compris dans chaque tribu. Si, comme il semble, il y avait, sinon pour le vote, au moins pour l'administration intérieure, cinq centuries par groupe de ce genre constituant une demi-tribu³, il y avait par an 350 tribuns. Cette supposition est d'accord avec le chiffre de 300, auquel se montait, comme il sera établi dans la partie des Chevaliers, le nombre des *tribuni ærarii* formant la troisième décurie de la loi Aurelia sur les jurés.

Les chefs des tribus avaient pour tâche générale d'assister, grâce à leur connaissance des personnes et des lieux, les magistrats de l'État dans leurs fonctions : l'obligation attestée pour les chefs de tribus urbaines de connaître le domicile de chaque membre de la tribu, en est l'expression. Il faut aussi probablement rapporter aux curateurs des tribus rustiques, — d'autant plus qu'il ne peut s'appliquer aux *magistri pagi* qui sont exclusivement religieux, — le récit selon lequel les chefs des districts ruraux primitifs auraient eu la même obligation⁴, quoiqu'il n'y ait pas d'autres témoignages sur leur emploi dans un tel but⁵. Les chefs de tribus ne peuvent rien avoir eu à faire avec la présidence des scrutins, tant que les tribus elles-mêmes ne furent pas des corps électoraux. Et, même après qu'elles le furent devenues, il n'y a pas de preuves que les *rogatores* ou, à l'époque moderne, les surveillants des urnes du scrutin aient été pris parmi les chefs des tribus, quelque vraisemblable qu'il soit qu'au mains en fait on ne les laissait pas à l'écart⁶. L'emploi des *tribuni ærarii* comme jurés, qui ne se lie qu'accidentellement à l'organisation des tribus, sera étudié plus commodément dans la partie consacrée aux pouvoirs judiciaires des chevaliers. Nous n'avons ici à nous occuper que du rôle qu'ils jouent dans les opérations du cens, dans le paiement de la solde et dans la répartition des largesses publiques.

tribuni sur la même ligne (*Pro Rab. ad pop.* 9, 27 ; *Pro Plancio*, 8, 21) ; il comprend même les derniers sous la première qualification, soit lorsqu'il parle de la translation des fonctions de jurés (*Pro Cluent.* 47, 130), soit lorsqu'il parle des jurés statuant en vertu de la loi Aurelia (*Pro Fonteio*, 16, 36 ; *Pro Cluent.* 43, 121 ; *Pro Flacco*, 38, 96 ; aussi sans doute *Pro Planc.* 17, 41). Les politesses d'avocat jouaient d'ailleurs leur rôle dans ce langage. — L'expression *ordo*, qui ne convient pas à un ensemble de magistrats annaux peut s'excuser pour les tribuns par l'idée qu'ils sont compris dans l'*ordo equester* (Cicéron, *Pro Flacco*, 2, 4 ; cf. *Pro Rab. ad pop.*, 27).

¹ Denys (4, 14) donne, il est vrai, aux quatre tribus serviennes autant de chefs qu'en a chaque classe, mais c'est probablement par anticipation.

² Les témoignages cités note 94 le prouvent. Ils sont peut-être aussi élus par les diverses centuries.

³ Cf., sur les témoignages épigraphiques qui se rapportent à cela, la partie de l'Organisation militaire. C'est en outre probablement pour cela que Denys (note 95) compte un phylarque par *συμμορία*, c'est-à-dire par classe. C'est encore sans doute à cela que tient la liaison fictive expliquée ailleurs (v. tome III, la partie du Tribunat, sur le nombre des Tribuns) et établie entre les *tribuni plebis* et les classes, relation fictive en vertu de laquelle les annalistes du VIIe siècle, — en premier lieu, autant que nous voyons, Pison, consul en 621, mais pas encore l'annaliste plus ancien mis à contribution par Diodore, — portèrent de 4 à 5 le chiffre des tribuns du peuple élus en 283 et inventèrent pour eux comme pour les dix tribuns postérieurs une élection d'après les cinq classes (qui ne furent connues sous ce nom qu'au VIe siècle). Les annalistes ont transporté à la plèbe ce qui existait de leur temps pour les *tribuni* des diverses tribus.

⁴ Denys, 4, 15. Cette relation appartient évidemment à la discussion de Varron sur les districts ruraux les plus anciens, dans laquelle il s'agit plutôt des *tribus* que des *pagi*.

⁵ La notice, probablement empruntée à Caton, donnée par Festus, *Ép.* p. 235 (cf. p. 234) doit bien être rapportée à cela. Mais un impôt fixé au profit d'une légion particulière est un non sens, et la notice aura sans doute, dans Festus lui-même, été conçue dans ces termes : *Primanus tribunus erat qui primam legionem tributim scribebat* (cf. Polybe, 6, 20).

⁶ Cf. la partie de la procédure suivie pour le vote.

1. L'assistance des curateurs des tribus au cens a déjà été citée¹. Nous ne pouvons dire à quoi ils étaient spécialement employés. Il est probable qu'ils intervenaient particulièrement lorsque la personne sujette au cens ne comparaisait pas personnellement, et qu'il ne se présentait pas pour elle de fondé de pouvoir spécial.

2. La solde était payée au soldat revenu de campagne par le *tribunus ærarius*, contre lequel le soldat avait, en cas de besoin, le droit de saisie². Il est probable que l'*æs equestre* était perçu de la même façon par les intéressés³. Les fonds nécessaires au paiement de la solde n'étaient, à l'époque ancienne, fournis au tribun sur le trésor qu'autant que l'argent du butin ou les recettes spécialement affectées à la cavalerie permettaient au trésor de faire face à ces dépenses. Ce ne fut que depuis l'an 348 que le paiement de la solde fut mis une fois pour toutes à la charge du trésor et que la somme nécessaire fut assignée par lui à chaque tribun⁴. Lorsque, à l'époque ancienne, les ressources étaient insuffisantes pour le paiement de la solde, le complément était probablement perçu, dans l'intérieur du district, par le tribun. Même postérieurement, il se peut que, lorsque il fallait percevoir le tribut des citoyens pour passer la solde, l'*Ærarium* fit faire cette perception par les tribuns, avec lesquels il faisait le compte de leurs recettes et de leurs déboursés. Mais, dès un temps assez précoce, probablement par suite de la prolongation des campagnes étendues au delà de la durée de l'été, ce paiement civil de la solde, fait après le retour de la guerre, fut remplacé par son paiement militaire, fait pendant le temps du service, et le premier n'a subsisté que dans la doctrine juridique comme exemple du droit de saisie privée⁵.

Les largesses, spécialement de blé et d'argent, faites au peuple ou à une de ses parties n'ayant pas d'organisation municipale distincte, soit par l'État, soit par la, libéralité privée, sont en principe distribuées par tribus. C'est notamment le cas des distributions de blé sur lesquelles nous aurons à revenir dans la partie des Affranchis. Mais les chefs des tribus ne sont jamais mis en relation avec les *frumentationes*, et, tout au moins sous le Principat, elles doivent avoir été exclusivement entre les mains de fonctionnaires impériaux. Au contraire, il n'est à la vérité attesté expressément que dans un cas, mais il a certainement toujours et généralement été tiré que les distributions d'argent, qui étaient aussi faites fréquemment par tribus⁶, l'étaient par le ministère des curateurs des tribus. Les curateurs ne faisaient du reste pas eux-mêmes le paiement, au moins dans les derniers temps de la République. Il était accompli, probablement sur leur mandat et sous leur responsabilité, par les *divisores tribuum* privés qui, bien que fonctionnant en pratique principalement comme agents électoraux pour

¹ Cf. tome III, la partie de la Censure, sur la confection des listes des citoyens.

² Caton (note 93). Varron (note 93). Gaius, 4, 27.

³ Cf. la partie de l'Organisation militaire. Au contraire, pour l'*æs hordiarium*, les cavaliers recevaient, si les indications que nous possédons sont exactes, une délégation directe sur les *viduæ*, et par suite les tribuns n'intervenaient pas là comme intermédiaires.

⁴ Les mots de Varron (note 93) : *Quibus attributa erat pecunia ut militi reddant*, l'expriment. Le butin va dans l'*Ærarium*, en premier lieu pour pourvoir au paiement de la solde. D'ailleurs la solde peut, souvent et de bonne heure, avoir été payée sur lui, sans ce détour, directement par le général.

⁵ Caton (note 93) indique déjà ce mode de paiement de la solde comme vieilli.

⁶ Comme exemple de libéralités faites au peuple ou à une fraction du peuple, par tribus, à l'époque de la République, on peut citer le présent fait par Milon à tous les citoyens *tributum* de 1000 as (Asconius, in *Mil.* p. 36) et le legs du dictateur César aux citoyens de la capitale (Appien, *B. c.* 2, 143, Auguste, *Mon. Ancyr.*, 3, 7 et ss.), auquel est similaire le legs d'Auguste d'un million de sesterces à chaque tribu ; cf. à ce sujet et sur les nombreuses libéralités analogues du temps du Principat, la partie des Affranchis. On doit encore rattacher à cela le projet de loi de 613, de réprimer la brigue (Cicéron, *Ad Att.*, 3, 16, 13). Chaque tribu aurait donc, en pareil cas, reçu chaque année 3000 sesterces à partager.

l'achat régulier des suffrages, ont tiré leur origine de l'exercice d'une fonction licite — la répartition des émoluments offerts aux citoyens¹.

Les rapports et les intérêts communs qui se manifestent là, dans une sphère subalterne, touchée par notre tradition seulement à titre accidentel, ne sont que les faibles débris des liens d'une toute autre portée qui, jusque sous l'Empire, relient les uns aux autres les membres des districts et auxquels il est aussi fait des allusions générales². Cela se révèle en particulier pour les préliminaires des votes. Les associations de districts y ont assurément joué un rôle, dès avant qu'elles eussent un vote séparé. Mais, depuis qu'elles en eurent un, depuis que se furent établis les *concilia plebis* où l'on vote par districts et les assemblées patricio-plébéiennes analogues, depuis que, même dans les comices par centuries, les tribules eurent été, selon le système nouveau, réunis pour le vote, l'influence de la tribu sur les votes s'est nécessairement encore accrue. De même que les liens existants entre les tribules avaient provoqué leur accord pour l'agitation politique, la communauté de vote fit naître à l'inverse un lien entre ceux entre qui, par suite de la séparation des lieux, il n'y en avait point. A l'époque moderne de la République, tout le mouvement électoral se concentre en réalité autour des tribus. Les tribules votent aux élections pour les membres de leur groupe³, et, en sens contraire, il y a des inimitiés de tribus, par suite desquelles les membres d'une tribu ne votent jamais pour ceux d'une autre⁴. L'influence électorale est une influence sur les tribus⁵. Les recommandations électorales sont faites dans les assemblées de tribus⁶, contenues dans des lettres adressées aux tribus⁷. Des repas électoraux sont offerts aux tribus⁸, on leur donne des places aux jeux⁹, et les voix s'achètent par tribus¹⁰.

La tribu personnelle n'a jamais été abolie ; mais elle est devenue, par sa combinaison avec le droit d'origine, une simple expression formelle de ce dernier

¹ On ne peut ni identifier les *divisores tribuum* avec les *curatores tribus*, ni considérer leurs fonctions comme absolument illicites. Cicéron, *Ad Att.* 1, 18, 4. Cela ne convient pas à des magistrats élus pour un an et implique une activité analogue à celle des courtiers. Or, puisqu'il y avait des distributions légales à faire aux tribales, elles ont dû être l'origine de la profession ; Cicéron, *Verr., act.* 1, 8, 22, où il raconte une convocation des *divisores omnium tribuum* (également *De Har. resp.* 26, 42) dans un but de corruption électorale, parle de l'un d'eux dans un sens qui montre que l'expression elle-même ne peut en rien porter atteinte à l'honneur. Si plus tard il parut nécessaire, en matière d'ambitus, de menacer d'une peine spéciale les *divisores* (Cicéron, *In Cornel.*, chez Asconius, p. 74), cela indique une industrie admissible en soi, mais en général exercée d'une manière abusive, Cf. encore *id. op.*, p. 75 ; Cicéron, *Verr.*, c. 3, 69, 161 ; *Pro Planc.* 19, 48.23. 55 ; *Ad Att.* 1, 16, 12 ; *De orat.*, 2, 63, 257 ; [Q. Cicéron], *Comm. pet.* 44, 57 ; Suétone, *Auguste*, 3.

² Les tribules se connaissent personnellement (Cicéron, *Ad Att.* 1, 18, 4 ; *Pro Sex. Roscio*, 16, 47), et ils sont entre eux dans une certaine intimité (Cicéron, *Ad fam.* 13, 23, 1 ; Varron, *De r. r.* 3, 2, 1). L'homme de petite condition est invité par son tribule de haut rang à sa table (Horace, *Épist.* 1, 13, 15), il en reçoit des présents (Suétone, *Auguste*, 40. Martial, 9, 49). Lucilius, dans ses satires, attaqua le peuple tout entier par tribus (Horace, *Sat.* 2, 1, 69 ; d'où Perse, 4, 415) et quelques-unes des pointes lancées contre les Tuscules de la Papiria, les Privernates de l'Oufentina nous ont été conservées (Lucilius, éd. Lachmann, 1094. 1095). En cas de violence, l'appel public à l'aide s'adressait d'abord aux membres du district, nous attestent encore, comme documents du temps de l'empire, le remarquable discours adressé à ses *boni contribules* par un personnage compromis dans la catastrophe de Séjan (*C. I. L.* VI, 10213) et la dernière mention que nous ayons de la tribu, l'appel aux membres de sa tribu d'un homme puni par le préfet de la ville (Ammien, 15, 7, 5).

³ Cicéron, *In Vat.* 45, 36 ; *Pro Planc.* 18, 45.

⁴ Tite-Live, 8, 37 (d'où Val. Max. 9, 10, 1), rapporte une loi dirigée contre les Tuscules, en 431, que la Pollia seule vota ; à partir de là, écrit-il, aucun tribule de la Pollia ne reçut les voix de la Papiria, où dominaient les Tuscules. La lutte pour la tête du cheval d'octobre entre les *Suburanenses* et les *Sacriavenses* (Festus, p. 178) est, sans doute, aussi proprement la lutte des deux tribus urbaines qui occupent le premier rang.

⁵ Cicéron, *Pro Planc.* 16-19. [Q. Cicéron], *Comm. pet.* 8, 32.

⁶ Cicéron, *Pro Mil.* 9, 25 : *Convocat tribus*. Le même, *Pro Planc.* 10, 24.

⁷ Suétone, *Cæsar*, 41.

⁸ [Q. Cicéron], *Comm. pet.* 11, 44. Cf. le statut municipal de Genetiva, c. 132.

⁹ Cicéron, *Pro Mur.* 34, 72. 35, 73.

¹⁰ Tite-Live, *Ép.* 69. Plutarque, *Mar.*, 28, etc. La preuve en est, en particulier, dans le rôle abusif des *divisores tribuum*.

; nous en étudierons, au sujet du système des noms, le maintien dans la nomenclature et la disparition. En tant qu'elle fonctionnait comme organisme politique, elle a, nous l'avons déjà dit, été remplacée, à l'époque récente, par le groupe de centuries dont il est traité dans la partie de la constitution des centuries.

L'administration de la cité patricienne a pour centre la curie ; celle de la cité patricio-plébéienne a pour centre la tribu. Les curies ont, il est vrai, un domaine plus large que les tribus, puisque les premières comprennent tous les citoyens et que les secondes ne comprennent, jusqu'au milieu du Ve siècle ; que les citoyens propriétaires. Pourtant c'est sur les tribus que reposent tant le système des corvées et des impôts que l'organisation militaire et le droit de vote qui en procède. Ces institutions sont exposées soit dans la partie de la Censure, soit dans les parties qui vont suivre.

LES DROITS ET LES DEVOIRS DES CITOYENS DE L'ÉTAT PATRICIO-PLÉBÉIEN.

L'exposition des droits et des devoirs des citoyens est plutôt l'objet du droit romain en général que celui du droit public. Spécialement dans cette partie consacrée au peuple, il ne peut en être question que par rapport à l'obligation à l'impôt, à l'obligation au service militaire et au droit de vote, et encore les deux premières obligations ne doivent-elles être étudiées ici que sous leur aspect politique tandis que leur étude administrative doit être réservée aux théories spéciales des Finances et de l'Armée. Les autres questions, qui pourraient être soulevées, celles du droit aux magistratures et aux sacerdoces, du droit civil et du droit criminel, sont traitées dans d'autres parties de notre travail ou doivent en être exclues. Le droit aux magistratures se confond avec la capacité d'être magistrat et est étudié à ce sujet. La législation de la république ne connaît pas de capacité générale d'occuper les sacerdoces¹ ; les règles postérieures, qui ont une importance politique, seront exposées dans les parties du Sénat et des Chevaliers les détails rentrent dans les. Antiquités religieuses. Il en est de même pour la procédure civile et la procédure criminelle : la justice rendue par le magistrat est étudiée dans la partie de la Magistrature, celle rendue par le peuple, dans la partie des Attributions de l'assemblée du peuple : tout le reste ne peut trouver place que dans les traités de droit et de procédure civils et criminels. Cependant, avant d'arriver à l'étude des impôts, de l'armée et du vote, ou, ce qui revient au même, de la distribution du peuple et des usages faits de cette distribution, nous devons traiter ici, au point de vue du droit public, deux points qui sont, régulièrement et à bon droit, étudiés dans les Antiquités privées : ce sont le nom du citoyen et le costume du citoyen, au sujet desquels il faut d'ailleurs aussi tenir compte des lignes de démarcation tracées entre les citoyens et les non citoyens de nationalité semblable ou différente.

Nous prendrons pour base constante de cette exposition : la définition moderne du citoyen comprenant à la fois les patriciens et les plébéiens ; mais nous relèverons, lorsque le sujet le demandera, les droits des anciens citoyens et leurs privilèges conservés comme droits distincts dans l'État patricio-plébéien. Les observations à faire sur le nom et le costume des affranchis trouveront mieux leur place dans la partie consacrée au droit de cité inférieur de ces personnages.

L'exercice illégitime des droits de citoyen romain n'a pas seulement, comme il va de soi, pour conséquence la nullité des actes accomplis en vertu du droit usurpé. Il était en outre, au moins dans les temps récents de la république et sous le principat, frappé de peines criminelles et même de la peine capitale².

¹ V. tome III, le commencement de la partie du Grand Pontificat.

² Cette poursuite devant le préteur et des jurés (Cicéron, *Pro Arch.* 2, 3 ; Suétone, *Claude*, 15) est citée pour la première fois dans le procès que les Sabelli provoquèrent de ce chef contre le père du consul du 624, M. Perpenna (Val. Max. 3, 4, 5, où, à la vérité, la condamnation est faussement rattachée à la *lex Papia*). C'est à elle que se rapportent probablement la loi *de peregrinis* du tribun du peuple de 628, M. Junius Pennus (Festus, p. 286, v. *Res publica* ; Cicéron, *De off.* 3, 11, 47 ; *Brutus*, 28, 168), et certainement celle de M. Papius, tribun du peuple en 689 (Cicéron, *loc. cit.* et *De l. agr.* 1, 4, 43 ; Dion, 37, 9), en vertu de laquelle, outre plusieurs autres (Cicéron, *Pro Balbo*, 23, 52 ; *Ad Ait.* 4, 16, 12) fut accusé Archias (*Schol. Bob.* p. 354). Les deux lois prescrivaient au reste, outre cette *questio*, l'expulsion des pérégrins de Rome (Cicéron, *loc. cit.* ; Dion, *loc. cit.*). Une accusation de ce genre est citée sous Claude (Suétone, *Claude*, 15), et la peine de mort y est prononcée de ce chef (*op. cit.* 25 ; cf. Arrien, *Diss. Epict.*, 3, 24, 42).

I. NOM ET INDICATION D'ORIGINE.

Le nom du citoyen¹, sa **marque distinctive** (*nomen*, de *noscere*) consista, en droit et de toute antiquité, au moins depuis qu'il y a des *gentes*², en trois parties : la dénomination individuelle, l'indication de la *gens* et celle de la filiation. Ces trois éléments se rencontrent nécessairement dans le nom de tout citoyen du sexe masculin, qu'il soit patricien ou plébéien ; il s'y ajoute une quatrième partie intégrante plus récente, qui n'est pas nécessaire du temps de la république, mais qui est surtout propre à la nobilitas et aux affranchis : le *cognomen*.

1. La dénomination individuelle, selon sa désignation récente étrangère à son rôle primitif, le *prænomen*³, qui, de par son principe, est nécessairement simple, est, par excellence, le signe distinctif du citoyen : il n'appartient, en droit, ni à l'esclave⁴ ni à la femme⁵, et il est donné aux citoyens du sexe masculin au moment où ils revêtent le costume viril⁶. Puisque, d'après, la nature des choses, la dénomination individuelle doit s'étendre à tout le temps où l'homme a le sentiment de son individualité, et que même, d'après une vieille coutume romaine, le nom était donné à l'enfant le neuvième jour après sa naissance⁷, le

¹ Le système des noms romains est exposé plus en détail dans mes *Rœm. Forsch.*, 1, 4-68 et, d'après elles, dans les *Privatalterth.* de Marquardt, 1, 7.

² Si, d'après la doctrine romaine, les noirs propres des citoyens se bornaient d'abord à la dénomination individuelle (traité de *prænomen*. 1 : *Varro simplicia in Italia fuisse nomina ait* ; Appien, *Præf.* 13), ce qui est appuyé par les exemples de Romulus, Remus et Faustulus, cette doctrine est logique ; car la gens appartient bien à son fondateur, mais le fondateur ne lui appartient pas et il n'a pas de père.

³ *Nomen* peut, à aussi bon droit, être rapporté au nom complet et à chacune de ses parties, et il est fréquemment employé pour désigner soit lui, soit l'une d'elles. Mais il a, dès un temps reculé, pris par excellence la signification non pas, comme on pourrait s'y attendre, de nom individuel, mais de nom de famille, ainsi que le prouvent les expressions *in nomen adoptare*, *de nomine exire* et avant tout la désignation, qui se trouve déjà dans Cicéron, du nom individuel comme *prænomen*. La cause en est dans le renversement étudié plus loin qui fut fait à Rome du rapport naturel existant entre le nom individuel et le nom de famille : le premier perdit par là la valeur d'un signe distinctif, et ce rôle passa au nom de famille.

⁴ La coutume de désigner les esclaves par le prénom de leur maître, *Quinti por*, *Oli por*, *Gai por*, etc., est suffisamment attestée par les auteurs (Festus, p. 256, v. *Quintipor* ; Pline, *H. n.* 33, 1, 26 ; Salluste, dans Priscien, 6, 48, éd. Putsch, p. 700 ; Quintilien, 1, 4, 26) et par les inscriptions non pas à la vérité d'esclaves, mais d'affranchis gardant leurs noms d'esclaves (*Handb.* 7, 19). Cependant il n'en est pas transmis d'explication sortable ; car l'idée que chaque Romain n'ait eu qu'un esclave, comme pense Pline, est aussi déraisonnable que l'explication de *Quintipor* dans le sens de cinquième enfant de la femme esclave rapportée par Festus. Il est probable que les esclaves n'ont pas officiellement eu le droit de porter de nom individuel ni d'en mettre un à leur tombeau, qu'ils n'ont pu être que les esclaves de Quintus, etc. Dans les relations courantes, on se sera naturellement servi de dénominations arbitraires, quand la dénomination officielle ne suffisait pas.

⁵ La preuve que l'indication de la *gens* et celle de la maison à laquelle elle appartient suffisent pour constituer le nom complet de la femme est notamment dans les anciennes inscriptions de Préneste dont la plupart sont conformes à la formule *Opia, L. f.* A côté de cela, les dénominations individuelles n'ont naturellement pas fait défaut (cf. note 9), et elles y sont fréquemment adjointes, même dans les textes ; mais elles sont principalement d'ordre énonciatif (*major*, *minor*, *secunda*, *tertia*). Même dans le langage habituel ; le *gentilicium* prévaut chez les femmes comme le prénom chez les hommes. Cf. *Rœm. Forsch.* 1, 32. La façon de parler selon laquelle les femmes auraient en un prénom sous la République et l'auraient perdu sous le Principat est aussi répandue que dépourvue de raison. Le nom individuel ne leur a jamais fait défaut ; mais il n'est en règle pas écrit dans l'usage de la République et il l'est dans celui de l'Empire. Quand on l'écrit, il a sa place, à l'époque de la République, avant le nom de famille, et sous l'Empire, après. Le premier ordre est l'ordre naturel, le second le contrecoup de celui suivi dans la nomenclature masculine.

⁶ *Traité de prænomen*. 3, évidemment d'après Varron : *Pueris non prius quam togam viritem sumerent... prænomen imponi maris fuisse Q. Scævola auctor est* (cf. *Rœm. Forsch.* 1, 31). En fait, on ne trouve pas seulement chez les enfants, au lieu du prénom, la désignation *pupus* à titre accidentel (*C. I. L.* IX, 2789. Orelli, 2719, etc.), mais le plus jeune fils d'Agrippa né après la mort de son père, en 742, s'appelle encore, en 747, *pupus Agrippa M. f.* (*C. I. L.* X, 924. II, 1528) et plus tard, mais encore avant l'adoption et la prise de la toge, *M. Agrippa* (*C. I. L.* X, 1240 ; Velleius, 2, 104). Ce qui est dit à ce sujet dans le *Handbuch*, 7, 11, demande à être rectifié sous plusieurs rapports.

⁷ Festus, *Ép.* p.120 : *Lustrici dies appellantur puellarum octavus, puerorum nonus, quia his lustrantur atque eis nomina imponuntur*. Macrobe, *Sat.* 1, 16, 36 ; Plutarque, *Q. R.* 102 ; Ulpien, 15, 2. 16, 1a, où la correction fautive, déjà critiquée par moi, *Rœm. Chronol.* p. 229, de l'exact *nonam* en *nominum* continue à se maintenir. *Handb.* 7, 83.

nouveau système doit certainement être venu d'une réglementation officielle moderne par laquelle l'ancien usage n'aura pas été écarté.

Une autre intervention de l'État dans l'attribution des noms aux citoyens se manifeste dans la limitation, aussi connue qu'étrange, apportée au droit de les choisir. Assurément l'usage de faire renaître les ancêtres dans leur postérité et, en particulier, le grand-père dans le petit-fils, apporte partout des restrictions au libre choix des noms, et, en présence du développement énergique du droit de gentilité à Rome, il est fort concevable que des traditions gentilices et même des résolutions gentilices aient empiété de bonne heure efficacement sur le droit du père de déterminer le nom individuel de son fils. Mais cela ne suffit aucunement à expliquer, d'une manière satisfaisante, le fait établi que, si haut que remontent nos tables des magistrats, en principe dignes de foi, par conséquent dès l'époque où les patriciens avaient encore seuls les magistratures, non seulement les différentes gentes emploient, tout au plus huit, prénoms masculins chacune, mais en outre, ce qui est encore plus surprenant, elles n'en emploient, à elles toutes, qu'une quantité qui fut d'abord un peu plus grande, mais qui, depuis le IV^e siècle, ne dépasse guère le chiffre de 15 ou 18¹. Par conséquent, sur un terrain où dans des conditions naturelles l'arbitraire individuel s'exerce sans obstacles, la réglementation politique dominait dans la Rome patricienne avec un despotisme sans exemple. La cause de ce régime des noms individuels est sans doute dans les rapports des patriciens et des plébéiens. Le prénom, qui est resté, même à l'époque récente, le signe distinctif du citoyen, doit avoir été, à l'époque la plus ancienne, où les patriciens étaient les citoyens par opposition aux personnes non libres, un droit réservé aux seuls patriciens ; le droit de porter un nom individuel doit y avoir fait défaut légalement aux personnes non libres, comme il fait encore postérieurement défaut aux esclaves. Lorsque plus tard les individus non libres se transformèrent en individus dont la liberté était garantie, et qu'ils acquirent par là le droit à une dénomination individuelle, il ne resta pour les distinguer des citoyens qu'un moyen ; ce fut de réserver un certain nombre de noms individuels aux patriciens, d'établir par conséquent pour eux des prénoms obligatoires. Cette supposition explique à la fois le régime des noms individuels romains et sa destruction précoce. Si les noms réservés caractérisaient les citoyens ayant la cité complète, et si le port en fut interdit aux plébéiens tant qu'ils ne l'eurent pas, précisément parce qu'ils ne l'avaient pas, la loi Licinia au plus tard dut forcément, en ouvrant aux plébéiens l'accès aux magistratures, étendre aux maisons consulaires de la plèbe, avec la même nécessité que le *jus imaginum*, l'usage des noms réservés, et cela dut se produire d'autant mieux que l'autorité compétente en cette matière, la censure, passa au même moment dans les mains des plébéiens². Il est même probable que l'emploi par les plébéiens des noms réservés aux citoyens complets a commencé longtemps avant la loi Licinia ; car tous les noms plébéiens qui nous ont été transmis ont déjà des prénoms patriciens. L'institution de l'émancipation peut avoir exercé ici une influence ; car les plébéiens sortis du patriciat par cette voie conservaient certainement leur nom individuel antérieur. Les citoyens des populations latines qui sont passées dans la plèbe romaine, doivent aussi, puisque la plupart des prénoms romains sont indubitablement des prénoms latins généraux, avoir continué à porter les noms personnels d'acception genre, quoique peut-être par abus, tout comme ils gardaient leurs noms de famille. L'essai que l'on fit pour limiter, dans l'intérêt des anciens citoyens, la liberté première de collation

¹ *Röm. Forsch.*, 1, 15 et ss.

² Cf. tome IV, la partie de la Censure, sur les conditions d'éligibilité.

des noms, ne dut jamais parvenir à un succès complet en ce qui concerne l'interdiction aux personnes non privilégiées des noms réservés ; il dépassa au contraire son but en entraînant la disparition des autres noms. Leur abandon se sera, en partant des hautes couches de la plèbe, peu à peu étendu à ses couches inférieures. La *nobilitas* plébéienne se sera la première mise sur le même pied que les patriciens pour les noms personnels les plébéiens ingénus seront venus ensuite¹ ; et finalement les affranchis auront fait de même. Nous apercevons encore les vestiges de cette dernière phase : à la fin de la République, on continue à rencontrer, dans la plus basse fraction de la plèbe, chez les affranchis, des prénoms différents des quinze prénoms officiels² ; sous l'Empire, on n'en rencontre plus de pareils, même chez eux. Les anciens noms réservés sont donc devenus le contraire de ce qu'ils avaient été : ils sont portés sans distinction par tous les citoyens. Le développement démocratique des derniers siècles de la République est là devant nos yeux comme dans un miroir, avec ses efforts victorieux pour dissimuler, sinon pour supprimer la distinction des nobles et des citoyens, puis celle des grands et des petits et pour lui enlever tout au moins son expression onomatologique.

Ce développement politique anéantit pratiquement la dénomination individuelle. Les quinze prénoms ne distinguaient plus les classes, et, en fait, ils distinguaient insuffisamment les personnes. Rien ne montre plus clairement combien les prénoms civils étaient devenus dépourvus de valeur et vulgaires à Rome, à la fin de la République, que la tentative faite du temps de César et d'Auguste par les restes du patriciat qui existaient encore pour les abandonner et pour les remplacer par le cognomen nobiliaire. L'impulsion fut donnée par les descendants du dictateur Sulla³ et suivie par les *Æmilii*, les *Julii*, les *Clodii*. Cette coutume ne sortit guère de l'ancienne noblesse héréditaire et périt avec elle⁴. On ne la rencontre plus après l'anéantissement de cette noblesse, à l'époque des Flaviens et dans les temps postérieurs. La façon dont l'État romain s'anéantissait lui-même, d'un côté, par l'inflexible développement des privilèges nobiliaires et de l'autre par la tendance des personnes non nobles non pas tant à supprimer ces privilèges qu'à se les approprier, se manifeste avec une effrayante clarté dans cette décadence du nom propre romain ; précisément parce qu'il avait eu l'empreinte d'un privilège nobiliaire, il finit par être rejeté par la noblesse comme trop vulgaire. — Il n'y a pas d'intérêt juridique à chercher comment le prénom

¹ L'inscription du territoire des Falerni appartenant sans doute au Ve siècle, *C. I. L. X*, 479, qui, sur quatre prénoms, en donne deux réguliers (C., S.) et deux autres (V., R.), tous en abrégé, pourrait remonter à une époque antérieure.

² Les exemples, assurément peu nombreux, mais certains, des derniers temps de la République pour des noms d'affranchis comme *Cratea* (= *Κρατῆας*) *Cæcili(us) M. I.* (*Rœm. Forsch.*, 1, 30), ne peuvent pas être réunis avec les inversions de noms aristocratiques que l'on rencontre à la même époque, comme *Rex Mar[cius]* dans l'inscription d'Eleusis, *C. I. L. III*, 547, et d'autres exemples plus nombreux dans Cicéron (*Handb.* 7, 9). Dans le second cas, le prénom, qui commence à être considéré comme vulgaire, est, pour cette raison, remplacé par le cognomen nobiliaire, mais il existe et ne fait pas défaut dans l'énonciation complète du nom : précisément dans l'inscription citée, le nom principal est rédigé régulièrement, et ce ne sont que ceux de la clause finale pour lesquels il y a une inversion. Au contraire les affranchis dont il s'agit n'ont évidemment pas en d'autre pronom. On ne peut, dans ce domaine, se contenter de faire une simple table.

³ *Rœm. Forsch.* 1, 34. Cf. *Handbuch*, 7, 9.23. Une inscription, découverte il y a peu de temps à Elateia (*Bull. de corr. hell.* 1886, p. 371), a fourni la preuve authentique que le fils du dictateur ne portait pas le prénom civil. Peut-être peut-on ajouter qu'à peu près vers le même temps où ces personnages rejetaient le prénom civil, le port du prénom de leur maître devenait obligatoire pour les affranchis, à la différence de ce qui avait existé sous la République.

⁴ Parmi les *gentes* qui ne sont pas patriciennes ou qui le sont devenues récemment, la seule qui participa à cette façon de se nommer est celle des Statilii, qui était en considération l'égal des anciennes maisons. Le système des noms montre, s'il est possible, encore plus nettement que l'histoire qu'il n'y a plus, depuis Vespasien, d'aristocratie au sens antérieur du mot.

s'étiola et périt sous le Principat ; le dernier empereur qui l'ait porté est Maxence ; après le troisième siècle, on ne le rencontre plus que par exception.

2. La qualité de membre d'une *gens* est, conformément à sa nature, exprimée par un adjectif qui dépend du nom individuel. Puisque nul ne peut appartenir à plusieurs gentes, la désignation par l'adjectif est aussi nécessairement simple que celle par le substantif. A la différence de cette dernière, l'indication de la famille se présente non seulement chez les hommes, mais chez, les femmes et les enfants. Conformément au système exposé plus haut, selon lequel la participation à la gentilité, qui a sa forme dans la clientèle, s'étend à tous ceux qui appartiennent à la cité sans être patriciens, l'idée de la *gens* s'étend à toute la plèbe et le *gentilicium* ne fait défaut à aucun citoyen. Il n'y a, pour la façon différente dont le patron et le client appartiennent à la *gens*, aucun signe distinctif dans le langage ; la distinction gentile du patricien et du plébéien reste sans expression reconnaissable, ou, si jamais elle en a eu une, la tendance à mettre extérieurement tous les citoyens sur le même rang et à effacer les privilèges de la noblesse l'a écartée de bonne heure de fond en comble.

Par suite de la dégradation précoce du nom individuel, le nom gentile a obtenu un rôle plus étendu qu'il ne lui revenait au sens propre. Parmi tous les documents écrits que nous possédons, il n'y en a peut-être qu'un qui emploie, ainsi que le font régulièrement les Grecs, le nom individuel tout seul comme désignation complète¹ ; aussi l'adjonction du nom gentile au nom personnel est constante ; et soit la dénomination de *prænomen* donnée à ce dernier, soit les abréviations obligatoires employées pour lui se rattachent certainement à cela. Le temps reculé auquel cela a eu lieu est prouvé notamment par la forme de l'alphabet latin qui sert de base à ces abréviations et dans laquelle le *g* et le *k* ont encore leur valeur primitive comme dans l'alphabet grec qui sert de type. La double dénomination ainsi constituée est restée depuis constante à Rome. Ce n'est qu'avec le déplacement du centre de gravité de l'empire de l'Occident latin à l'Orient grec que le *gentilicium* a perdu du terrain sans disparaître complètement et que la dualité de nom romaine a cédé la place qu'elle avait longtemps occupée.

3. A la désignation de la personne et de sa *gens* s'adjoint celle du titulaire actuel ou antérieur de la puissance, c'est-à-dire, pour les hommes et pour les femmes non mariées, le nom du père qui les a ou les a eus en puissance, pour les femmes mariées, le nom du mari ; pour les enfants qui ne sont pas nés en mariage légitime, la qualification *spurius* s'ajoute à titre complémentaire. Le titulaire de la puissance est, dans les temps anciens, constamment désigné par son seul nom personnel². Il n'est pas nécessaire que le titulaire de la puissance

¹ La fibule d'or de Préneste récemment découverte (*Berliner Wochenschrift für klass. Philologie*, 187), qui est sans doute la plus ancienne des inscriptions écrites en latin intelligible : *Manios med fhefhaked Numasioi* laisse de côté dans les deux cas le *gentilicium* et le remplace par le prénom écrit en toutes lettres. Il faut en rapprocher l'inscription qui ne nous est pas transmise d'une manière certaine, *C. I. L. I, 40 = VI, 1280 : Appios* (erreur de copiste pour *Apios*) *consol.* Le prénom distinct qui se maintient par exception dans cette maison, se présente convenablement, même sans nom de famille et écrit en toutes lettres, tout comme, dans les dérivés, il remplace le nom de famille. *Servius* se présente de même, quoique d'une façon moins décidée, comme prénom distinct des Sulpicii patriciens. Le nom unique de Romulus, etc., paraît devoir être expliqué autrement.

² Le père et le *manumissor* sont constamment désignés par leur seul prénom : l'identité de leur gentile et de celui du fils ou de l'affranchi peut au reste y avoir contribué. Le maître de l'esclave n'est également désigné que par là dans la forme probablement la plus ancienne du nom des esclaves (*Quinti por*) ; la forme technique de l'époque moderne de la République conserve cette désignation, en remplaçant *puer* par *servus*, mais elle y ajoute le nom personnel de l'esclave et le nom de famille du maître (inscription de 107 de Rome, *C. I. L. XII, 5388 : Philodamus Volusi, C. s.* ; *Handb.* 7, 20). Même pour les femmes, le nom du mari est fréquemment indiqué par un seul terme (par ex. dans les anciennes inscriptions de Préneste, *Orcevia Numeri, C. I. L. XIV,*

soit ou ait été Romain¹. Comme c'est aux relations des Romains avec des non Romains de même nationalité que, dans ce domaine aussi, les règles établies ont été d'abord appliquées, il ne résultait de là aucune discordance extérieure. Lorsque plus tard la cité fut accordée à des non Latins, on leur attribua fictivement un nom paternel de forme romaine, ce qui prouve la nécessité légale de cette troisième partie du nom de citoyen.

Le rapport de puissance est exprimé par le génitif, caractéristique de la propriété, et ce génitif est resté en usage pour les femmes mariées jusqu'à une période avancée de l'Empire². Mais le nom du père mis simplement au génitif ne se rencontre qu'à titre isolé sur les monuments de l'époque la plus ancienne³. On voit s'y adjoindre de très bonne heure et avec une nécessité légale le substantif qui le régit pour les hommes libres, *filius*⁴, pour les affranchis, *servus*, à l'époque la plus ancienne⁵, et postérieurement *liberius*. Evidemment la présence de ce substantif a été exigée pour tracer une ligne de démarcation apparente entre les deux catégories de personnes comprises sous le génitif de propriété, les fils de famille et les affranchis. La désignation symétrique des degrés de parenté plus éloignés n'était pas exigée, mais était permise, en tant que la langue fournissait pour elle des expressions, ce qui ne s'étendait pas au delà du petit-fils⁶. Les Romains ne sont par conséquent pas à même, comme le sont les Grecs et toutes les nations qui n'emploient pas ce mode de désignation, d'exprimer, dans les noms, des généalogies aussi étendues qu'ils veulent. L'expression leur fait défaut dès le troisième degré.

Le cercle de l'ingénuité tel qu'il était tracé à l'époque ancienne excluant les fils de l'affranchi et n'embrassant que ses petits-fils, la mention du père ou de l'auteur de l'affranchissement, faite dans le système des noms romains, doit, dans son application propre et rigoureuse, appartenir au développement de la plèbe et avoir été d'abord prescrite pour séparer les affranchis des plébéiens.

4. La théorie juridique du second nom individuel, du *cognomen* est soumise à des difficultés exceptionnelles, parce que, d'une part, il n'a été admis dans les dates officielles que dans la période postérieure à Sulla⁷ et, d'un autre côté, parce que les rédactions des fastes qui nous sont parvenues sont dominées par

2863 ; *Luscia M. uxor*, 3156 ; *Curtia Rosci*, 3145 ; *Saufia C. I. Tondi*, 3252). L'unité primitive du nom romain a laissé là ses traces.

¹ Cf. tome II, la partie des Causes d'inéligibilité absolue, sur l'inéligibilité des Affranchis et de leurs descendants.

² *Ræm. Forsch.* 1, 5. Ce mode de désignation se trouve encore dans des inscriptions de 368 (C. I. L. X, 1563) et 171 (C. I. L. X, 508) ; il est surtout fréquent pour les épouses des empereurs, par exemple encore pour celle de Commode. Peut-être la disparition de cette désignation est-elle liée à celle de la manus. Le génitif ne convient pas au mariage sans manus.

³ Le seul exemple peut-être qui en soit connu jusqu'à ce jour est la pierre très antique du territoire des Falerni déjà citée. Je ne vois pas pourquoi la *Cæcilia Metelli* de Cicéron, *De div.* 1, 46, 104, certainement différente de la *Cæcilia Q. f.* citée un peu plus haut (c. 44, 99) et qui ne nous est pas autrement connue, doit être la fille et non pas l'épouse d'un Metellus (*Handb.* 7, 37).

⁴ C'est là une addition postérieure, montrent la comparaison des systèmes des noms osques et grecs et la place du génitif régi mis, contrairement aux habitudes du langage technique, avant le mot qui le régit.

⁵ Cf. sur ce point, la partie des Affranchis.

⁶ La preuve qu'il n'y avait pas encore, au temps d'Auguste, de mot latin pour désigner l'arrière-petit-fils, c'est l'arc de Pavie (C. I. L. V, 6416) où le dictateur César n'est omis que pour cette raison dans la liste des ascendants des fils de Germanicus. Le roi Juba II est aussi appelé dans l'inscription contemporaine C. I. L. II, 3417, *pronepotis nepos* de l'ancien Masinissa, faute d'expression propre. Plus tard, on trouve, notamment dans les titres des Empereurs, *abnepos* (depuis Néron) pour le 4e degré, *adnepos* soit pour le 5e (depuis Commode), soit même, par la suite, pour le 6e (Antonin, fils de Sévère, *divi Trajani Parthici et divi Nerva adnepos*), formations nouvelles se rattachant à *abavus* et *atavus*.

⁷ Les points essentiels sont discutés dans mes *Ræm. Forsch.* 1, 45 et ss. Les recherches faites avec soin de K. Cichorius (*De fastis consularibus antiquis*, Leipzig, 1886) concordent avec les miennes, sur les points dont nous nous occupons ici.

le principe de l'universalité du *cognomen* et en attribuent arbitrairement un aux magistrats qui n'en ont pas. Le *cognomen*, s'adjoignant comme seconde désignation individuelle au prénom, est nécessairement dépourvu de sa simplicité et de sa fixité, à la possibilité soit de doublement, soit de changement est de son essence ; mais cependant il arriva de bonne heure, dans les hautes sphères, à une portée politique semblable à celle du prénom. Sous la République¹, le *cognomen* n'est, lui non plus, porté que par les hommes, et celui qui caractérise la haute classe est appelé postérieurement *cognomen equestre*². Au contraire, il n'est pas employé, comme le prénom, pour désigner l'individu : ainsi, en particulier deux frères ne peuvent porter le même prénom, tandis que le port du même *cognomen* par tous deux ne se heurte à aucun obstacle et se présente même fréquemment. L'usage en est principalement patricien. Il n'y a, dans les temps historiques, aucune *gens* patricienne qui ne se serve du *cognomen* héréditaire, sauf une exception qui confirme la règle, l'exception des Claudii chez lesquels le prénom à Appius, appartenant à eux seuls, rend le *cognomen* superflu. La substitution du *cognomen* héréditaire aux prénoms civils devenus vulgaires, par laquelle l'aristocratie, dépouillée du pouvoir politique, essaya de rafraîchir sa noblesse au temps de César et d'Auguste, appartient aussi, avons-nous vu surtout au patriciat. Il a par suite de grandes vraisemblances intimes pour que le *cognomen* légalement fixé, qui était, nous en avons la preuve, déjà adopté dans les hautes classes dès le Ve siècle³, et qui probablement remonte encore plus haut dans le passé, ait été introduit afin de tenir lieu des prénoms civils, qui avaient également servi, à l'origine, à distinguer les patriciens des non patriciens, et il a dû t'avoir une époque dans laquelle la noblesse héréditaire se distinguait du reste des citoyens par un *cognomen* plus ou moins héréditaire. Assurément nous ne pouvons le prouver directement ; mais nous, pouvons établir qu'un certain nombre de maisons appartenant à la noblesse plébéienne se sont abstenues pendant des générations de porter le *cognomen*⁴, et que, jusque sous l'Empire, les municipaux riches et considérés se présentent pour la plupart sans *cognomen*⁵. Le singulier maintien de l'exclusion du *cognomen* dans les dates officielles peut tenir à ce qu'il ne fallait pas exprimer par un signe extérieur la différence des consuls patriciens à *cognomen* et des consuls plébéiens sans *cognomen*. Le port du *cognomen* par les plébéiens, qui remonte assurément fort loin, pourrait être mis sur le compte de cette usurpation du patriciat, dont la pseudo gentilité plébéienne est l'expression. Ce n'est pas par hasard que trois maisons plébéiennes pseudo patriciennes anciennes et considérées, celles des Junii, des Marcii et des Mucii font remonter

¹ *Rœm. Forsch.* 1, 60.

² Tacite, *Hist.* 1, 13. Suétone, *Galba*, 14. Cf., la partie des Affranchis.

³ L'épithaphe de L. Scipio, consul en 456, contient déjà le *cognomen* dans l'*elogium* en prose. Les légendes tirées de *cognomina* (Poplicola, Ahala, Brutus, Scævola, etc.), sont en partie très anciennes. Les surnoms tirés de victoires, qui ne sont certainement pas les plus anciens, commencent au vu siècle (*Rœm. Forsch.* 2, 295), et leur transmission héréditaire fut réglée par un sénatus-consulte, en 511.

⁴ C'est le cas, parmi les plus anciennes maisons appartenant à la *nobilitas* plébéienne, des Dailii (*Rœm. Forsch.* 1, 58), des Mæni, des Genucii, dont le *cognomen* : *Augurinus* se présente à la vérité, dans les fastes, dès le IVe siècle, mais ne peut leur avoir appartenu. avant l'an 454 (*Rœm. Forsch.* 65 et ss.) ; parmi les récentes, des Antonii, des Didii, des Gabinii, des Hortensii, des Marii, des Perpennæ, des Pompeii, etc. — Notre tradition annalistique de l'époque ancienne ne donne pas le *cognomen* aux consuls et nomme si peu de plébéiens qu'il n'y a rien à conclure de la rareté d'un plébéien y portant un *cognomen*, comme C. Calvus — ou Claudius — Cicero, dans Tite-Live, 3, 31, 5 : la différence de classe, qui se manifeste plus tard nettement dans l'emploi du *cognomen*, ne se montre pas là.

⁵ *Rœm. Forsch.* 1, 55 et ss. L'abandon de son *cognomen* par C. Cassius, le meurtrier de César, peut très bien être un acte d'ostentation plébéienne.

leurs *cognomina* : *Brutus, Rex, Scævola* à l'époque où elles étaient patriciennes¹. Cela a tout à fait l'air de reconnaître que le droit au *cognomen* est un privilège des patriciens et de justifier son usage par des plébéiens en invoquant un patriciat fictif. A la vérité, on ne peut en rester là. Si la nobilitas n'est, comme nous verrons, qu'un pseudo patriciat, que l'extension des privilèges patriciens aux plébéiens arrivés à une magistrature patricienne, tous les plébéiens anoblis ont un droit parfaitement fondé au *cognomen*², quoique beaucoup d'entre eux n'en fassent pas usage. D'un autre côté, beaucoup des citoyens qui n'avaient pas le droit de porter un *cognomen* héréditaire, ont sans doute usurpé ce titre de noblesse ; en particulier, après la fusion des peuples italiques dans le peuple romain, la noblesse municipale, qui existait dans chacun d'eux et qui était sans nul doute arrivée sous bien des rapports à une terminologie analogue à celle de Rome, n'aura pas abandonné ses surnoms héréditaires³. Le *cognomen* héréditaire a donc suivi la même voie que le prénom. D'abord signe distinctif de la noblesse, il s'étend, dès la fin de la première dynastie, à tout le cercle des citoyens ingénus. Après que la dénomination individuelle primitivement perdue sa force, les *cognomina*, parfois multiples, et disposés en longue série, prirent le premier rôle dans le système des noms, et l'importance de ce rôle s'augmenta à mesure que le *gentilicium* devint plus impropre à sa fonction.

Le *signum* arbitrairement choisi, des temps récents de l'Empire, fondé, semble-t-il sur le groupement idéal selon lequel les hommes et les femmes se rassemblaient en association des *personnes d'accord* (*concordii*), des *bien nés* (*Eugenii*), des *étoilés* (*Asterii*), des *Dalmates* (*Dalmatii*), etc., a fini par se substituer fréquemment à l'ancien *cognomen* et a influé, pour une forte part, sur le système des noms du Moyen Âge⁴.

Il y avait, chez les Romains, des armes de famille, et il y en avait également chez les patriciens et les plébéiens ; c'est là à peu près tout ce que nous savons des armoiries romaines. Il n'est pas invraisemblable que les armes et le *cognomen* héréditaire allaient ensemble⁵.

Le système des noms que nous avons exposé n'aurait pas pu être observé s'il n'y avait eu des institutions pour mettre des bornes à la fantaisie individuelle, si multiple et si naturelle précisément en cette matière, et pour réprimer les contraventions commises contre lui. Les coutumes des différentes gentes et l'accord des gentils entre eux pouvaient d'autant moins y suffire qu'ils ne produisaient pas de lien juridique et que leur violation amenait tout au plus une déchéance religieuse. Mais l'État romain avait un organe pour protéger contre les infractions individuelles les lois établies sur les noms civils et les usages assimilés à la loi : les censeurs, qui dressaient les listes des citoyens, avaient le droit et le devoir de contrôler et de rectifier, le cas échéant, les différents noms ; et

¹ La médaille de *Sex. Pompeius Fostilius* (R. M. W., p. 551 = tr. fr. 2, p. 205) soulève aussi la question de savoir si le berger Faustulus n'a pas été intercalé dans une légende de famille plébéienne.

² On peut comprendre dans ce sens le fait que l'homme nouveau M. Porcius s'appela d'abord Priscus et reçut ensuite, à raison de sa sagesse, le surnom de Cato (Plutarque, *Caf. maj.* 4), qui passa à ses descendants.

³ Cicéron, issu d'une famille royale de sa patrie, nomme son grand-père, un contemporain des Gracques, M. Cicero (*De leg.* 3, 16, 36). On lui conseilla à lui-même, quand il fut candidat à sa première magistrature, de quitter ce surnom qui prêtait à la moquerie, mais il ne le fit pas (Plutarque, *Cicéron*, 1).

⁴ On trouvera, *Handb.* 7, 26, quelques indications ; mais elles ne rendent pas compte de la nature propre de cet usage. Des explications meilleures sont fournies par Rossi, *Roma sotterr.* 3, 37 et ss. 513, et *Comm. Mommsen.*, p. 705 et ss., combiné avec les textes réunis C. I. L. VI, 10251 et ss. Cependant il me semble douteux que les tombeaux *Eugeniorum*, etc., aient été réellement le point de départ de cette coutume et n'en aient pas été plutôt une simple conséquence. Les sodalités elles-mêmes, — car c'est là ce que sont ces associations, — rappellent l'époque de la fièvre académique italienne, les *selanti*, etc.

⁵ *Rœm. Forsch.* 1, 44. *Handb.* 7, 14.

certainement chaque citoyen n'avait pour nom légal que celui qui était inscrit sur ces listes. Il ne nous a pas été conservé d'exemple d'application de ce droit, sans doute parce que nous ne possédons de documents circonstanciés relatifs à cette question que pour une époque où, par suite de l'extension toujours croissante du nombre des citoyens et de l'indolence toujours plus grande de l'administration centrale, l'exercice rigoureux des droits du censeur était en décadence et le système des noms lui-même était enfreint de tous côtés. Après que le cens général eut été lui-même supprimé en fait par les réformes de Sulla, les censeurs municipaux n'ont probablement plus influé sur le système des noms que pour assurer la mise à part des affranchis que nous voyons maintenue en principe pendant le Principat.

On ne rencontre, de traces de l'intervention des pouvoirs publics, en dehors de mesures individuelles des temps modernes¹, que pour les dénominations directement politiques ; on ne pouvait pas plus se les attribuer soi-même que le titre d'*imperator*², et, bien qu'elles fussent considérées comme acquises par une acclamation de l'armée ou du peuple³, le sénat a aussi pris des résolutions sur la concession de titres de ce genre⁴, et la transmission héréditaire des surnoms tirés de victoires a été réglée dès l'an 514⁵.

Le système des noms latins ne se distingue pas, autant que nous voyons, en principe du système. Romain ; en particulier, il est comme lui régi par le principe de la dualité de noms. Il paraît même se rapprocher des usages romains quant à l'emploi exclusif des quinze prénoms⁶.

Au contraire, les pérégrins appartenant à l'Empire n'ont pas seulement, en vertu de leur nationalité différente, un système de noms distinct. Il leur est même défendu par la loi pénale de porter un nom de forme Romano-Latine⁷.

Le Romain n'indique pas, chez lui, dans son nom, que Rome est sa patrie, puisque cela va de soi. Quand, à l'étranger, la coutume prescrit l'indication de la patrie, comme par exemple dans la grande ville d'étrangers de Délos, les Romains eux-mêmes suivent cette coutume⁸. Les Romains expriment, dans leur nom, la circonscription de leur patrie à laquelle ils appartiennent en indiquant leur gens. La curie et la tribu, ethnique ne sont pas mentionnées dans le, nom parce qu'elles sont toutes deux révélées par la gens.

¹ Le sénat interdit, après le procès criminel de Libo Drusus en l'an 16, le port de ce dernier *cognomen* aux Scribonii (Tacite, *Ann.* 2, 32), et il invita, après le procès de Cn. Piso en l'an 20, son fils qui portait le même nom à quitter le prénom paternel (Tacite, *Ann.* 3, 17).

² V. tome I, la partie du Commandement militaire, sur le titre d'*Imperator*.

³ Tite-Live, 103. Plutarque, *Pompée*, 13. La suite du développement de Plutarque (cf. Drumann, 1, 335) et la formule *qui appellatus est*, constante dans les fastes, confirment qu'en fait ces dénominations ne venaient pas de l'initiative de celui qui était célébré.

⁴ Ainsi le sénat concéda à Sulla, pour les publications officielles en langue grecque, le surnom d'Ἐναφρόδιτος (Appien, *B. c.* 1, 97 ; *Hermes*, 20, 282), et cela, savons-nous désormais, à titre héréditaire.

⁵ En 511, le sénat décida que le surnom tiré d'une victoire ne passerait qu'au fils aîné (Dion, *fr.* 44 ; *Rœm. Forsch.*, 1, 52). Le sénatus-consulte dut être provoqué par les deux frères Cornelii Lentuli consuls en 517 et 518 qui s'appelaient tous deux Caudini. Cette règle est confirmée par la prise du surnom de Germanicus par le jeune fils de Nero Claudius Drusus, après que l'aîné fut passé par adoption dans la maison Julia (Suétone, *Claude*, 8). L'exemple de Cotta Messalinus, invoqué en sens contraire, par Marquardt (*Handb.* 7, 16), est étranger à la question ; alors même que le dernier surnom devrait encore être regardé, à cette époque, comme un surnom de victoire, parce que Cotta était sorti de la famille.

⁶ Tout au moins nous ne pouvons, avec le matériel insuffisant que nous possédons sur le système des noms latins, constater une différence tangible.

⁷ Suétone, *Claude*, 25. L'édit, par lequel il confirmait aux Anauni la cité usurpée par eux (C. I. L. V, 5050), finit par : *Nomina ea, quæ habuerant antea tanquam cives Romani, ita habere is permittam*.

⁸ Cinq inscriptions funéraires de Rheneia (C. I. Gr. 2322b n. 30. 31. 32. 33 ; Lebas, n. 1953), auxquelles s'ajoute l'inscription bilingue, *Eph. ep.* V, n. 186, donnent au défunt la qualification *Ῥωμαῖος*, remplacée dans le texte latin cité en dernier lieu par *Lanuinus*. Cf. *Hermes*, 21, 316.

Quoique la tribu personnelle de la période ancienne fut simplement transportée du sol à la personne, et qu'elle ne fut même, pour cette dernière, ni fixe ni générale, il n'y avait cependant pas, pour exprimer la possession complète du droit de cité romaine, d'autre expression brève et sans équivoques que l'indication de la circonscription électorale, employée à la fois pour les comices par tribus et pour les comices par centuries, embrassant en même temps les patriciens et les plébéiens, aussi cette mention a-t-elle été de bonne heure adjointe, pour les hommes, — la tribu n'a jamais été indiquée pour les femmes, — au nom personnel dans certains cas. C'était au moins ce qui se faisait, depuis les temps les plus reculés, dans les listes des citoyens : la preuve en est, soit dans le rang que cette indication occupe, dans le nom, avant le *cognomen*, soit dans les abréviations techniques employées en cette matière qui remontent à une phase linguistique disparue. Nous possédons des témoignages de son emploi à cette fonction dès le temps des Gracques¹. Mais l'indication de la tribu ne paraît être entrée dans l'usage général courant que lorsque, après la guerre sociale, la division en territoires politiques fut généralisée et liée d'une manière fixe aux circonscriptions électorales². A cette époque, la tribu prime les trois degrés du droit de cité romaine qui existent alors : la tribu rustique de la cité d'origine caractérise, le citoyen ayant le droit de cité complet ; la tribu urbaine indique l'ingénu du second rang, et enfin l'absence de tribu l'affranchi³. Par suite, la tribu est mentionnée, dans la bonne époque de l'Empire, avant tout chez les soldats ayant la plénitude des droits, mais aussi chez d'autres personnes. Au III^e siècle où ces distinctions politiques s'effacent de plus en plus, la tribu perd aussi du terrain⁴, et ce n'est plus qu'à titre isolé qu'elle apparaît encore à l'époque de Constantin⁵.

Nous ne pouvons dire si le territoire duquel on dépendait trouvait, à l'époque ancienne, son expression dans le nom, en tant qu'il impliquait l'existence d'une association des personnes dans l'intérieur du peuple romain, c'est-à-dire pour les cités de demi-citoyens qui étaient en dehors des tribus et pour les colonies de citoyens et les municipes de citoyens. La place qu'occupe sa mention dans la suite des noms, après le *cognomen*, n'est pas favorable à l'affirmative. Depuis que la division territoriale a été généralisée, nous trouvons les noms de lieu employés comme partie du nom, à la place indiquée, à l'ablatif, parfois avec *domo* auparavant⁶. Cependant cela ne constitue la règle que dans les listes de soldats ; c'est seulement de ces listes et seulement dans une faible mesure que

¹ La tribu doit être ajoutée au nom dans la liste des jurés d'après la loi *repetundarum* de 631-632 (lignes 14. 17. 18).

² En dehors de l'inscription d'une statue de bronze (C. I. L. I, n. 51) *C. Ovio Ouf. fecit*, dans laquelle il faut peut-être lire *Ov(i) f(i)lius* et non *Ouf(entina)*, le plus ancien témoignage daté avec quelque sûreté qu'il y ait pour cet emploi de la tribu est le denier frappé vers le temps de la guerre sociale portant : *L. Memmi Gal.* (*Monnaie Romaine*, tome 2, pp. 399, 427 de l'édition française).

³ Cf. la partie du Droit de cité inférieur des Affranchis.

⁴ Liste des légionnaires, *quorum nomina cum tribus* (sic) *et patriis inserta sunt*, de l'an 244 (C. I. L. VI, 793). — Inscription d'Ostie de Q. Fabius, *D. f. Pal.* Florus Veratius de l'an 251 (C. I. L. XIV, 352). — Dernier diplôme militaire avec la tribu, de P. Auneius *P. f. Probus Pætovione* de 254 (*Eph. ep.* IV, p. 613) ; celui de 298 (C. I. L. III, p. 900) ne nomme pas la tribu. — Inscription d'Arretium du consul de 261, L. Petronius, *L. f. Sab.* Taurus Volueianus (C. I. L. XI, 4836 = Orelli, 3100). — Inscription de Puteoli de L. Cæsonius *L. f. Quirina*. Quintus Rufinus Manlius Bassus (C. I. L. X, 1687), *pontifex major*, par conséquent non antérieure à Aurélien.

⁵ L'inscription de l'Hispellate L. Matrinius Aurelius *C. f. Lem.* Antoninus (Orelli, 2110) *pontifex Gentis Flaviae*, c'est-à-dire de la maison de Constantin, que j'ai étudiée dans les *Berichte der süchs. Ges. d. W.* 1850, p. 234 et ss., et celle de Thamugadi de *T. Flavius T. fil. Papiria* Mocimus (C. I. L. VIII, 2403), du temps de Constantin II ou de Julien, sont, à ma connaissance, les plus récentes qui contiennent la tribu parmi celles qui peuvent chronologiquement être classifiées.

⁶ Dans les listes, le nom de ville est toujours seul ; ailleurs il y a souvent *domo*. Le synonyme origine n'est pas employé dans le système des noms. La désignation par un adjectif, précédé ou non de *cuis*, est évitée à la bonne époque, parce que la patrie pérégrine est d'ordinaire indiquée de cette façon. *Hermes*, 19, 25.

l'usage d'ajouter au nom la mention du district d'origine paraît avoir passé chez les autres personnes¹. Il est remarquable sous ce rapport que les citoyens romains sortis d'une cité de non citoyens qui appartient à l'Empire n'en continuent pas moins à indiquer cette cité comme leur patrie².

II. LE COSTUME

Le costume dans lequel les hommes paraissent en public, — celui des femmes et des enfants n'a que peu d'importance, — exprime visiblement la qualité de citoyen et d'homme libre par opposition à celles de pérégrin et d'esclave. Il exprime aussi l'état de paix et l'état de guerre. Nous devons l'étudier ici à ces points de vue.

Le costume de guerre, avec l'équipement et les armés, ne peut être revêtu que sur l'ordre du magistrat, c'est-à-dire, par la cavalerie permanente, pour ses défilés dans l'intérieur de la ville³, par tout le peuple, pour le cens, qui est en même temps une revue des hommes et des armes⁴ ; et pour les sorties militaires faites en vue soit d'exercices, soit de combats. L'existence des exercices militaires à Rome, est, en l'absence de tradition directe, attestée soit par la langue, dans laquelle *exercitus*, au sens propre l'acte de repousser⁵, est transporté, d'une part, à l'armée, et d'autre part, à l'exercice en général, soit par la présence du grand champ de manœuvre, tenu pour cette raison jusque sous l'Empire non bâti, le *campus Martius* situé devant les portes. En dehors de ces occasions, le costume militaire et le port des armes sont interdits aux citoyens, au moins dans le territoire *domi*⁶. Il en est de même si l'armée est convoquée pour d'autres buts que les buts militaires, en particulier pour le vote⁷. Seuls les cavaliers, appartenant à un corps permanent, portent, d'une manière permanente, non pas l'uniforme, mais une bande rouge à leur vêtement de dessous⁸, qui rappelle le rouge costume militaire⁹.

Le costume et l'équipement militaires n'ont pas besoin d'être étudiés ici, puisque l'arbitraire, de celui qui les porte y a été exclu une fois pour toutes et que les transformations de l'uniforme qui se sont produites dans le cours des temps n'ont aucune importance politique.

Le costume des citoyens est régi par le principe de leur égalité et par la préoccupation de ne pas laisser exprimer les différences existant entre eux. Il n'y

¹ Chez les personnes de rang sénatorial ; la *domus* ne figure, à ma connaissance, jamais dans le nom ; ce qui s'accorde avec le fait que la *domus*, sans disparaître proprement pour le sénateur, perd pour lui sa force obligatoire.

² Ce point est traité plus en détail, *Hermes*, 19, 2 et ss. 62 et ss.

³ Cf. la partie des Chevaliers.

⁴ V. tome IV, la partie de la Censure, sur l'examen des armes des fantassins.

⁵ *Exercere* est expulser de force comme *coercere* est rassembler de force, et est formé d'*arcere*, comme *excerpere* de *carpere*, *iners* de *ars*.

⁶ Il n'y a pas, à ma connaissance, de témoignage direct selon lequel le port des armes ne serait pas permis au citoyen sans ordre supérieur. Mais l'exclusion pratique du port des armes du costume du magistrat suffit à le prouver (cf. tome II, la partie du Costume des magistrats, sur le costume du général), et les styles à écrire tenaient même, pour cette raison, lieu de poignards à l'occasion dans les assemblées de citoyens (Plutarque, *C. Gracch.*, 13). Il ne semble pas qu'il y ait eu, sous ce rapport, de différence juridique entre la ville et l'espace qui s'étend jusqu'à la première borne milliaire. Les chevaliers vont en uniforme au temple de Castor, et, sur le Champ-de-Mars, qui est compris dans le rayon de la première borne milliaire, le port des armes n'est pas plus permis aux particuliers que dans la ville. — Il est possible que le citoyen ait eu le droit de porter les armes dans le territoire *militiæ*.

⁷ Les armes sont là tenues prêtes, mais on ne les porte pas. Cf. la partie de la procédure des assemblées du peuple.

⁸ V. tome II, la partie du Costume des magistrats, sur le costume du général.

⁹ Cf. la partie des Chevaliers.

a point, sous ce rapport, de distinction entre les patriciens et les plébéiens¹, ni entre les ingénus et les affranchis², ni même, à l'origine, entre les sénateurs et le reste du peuple³. Les points spéciaux qui suivent méritent d'être relevés.

1. Le port d'une coiffure sur les cheveux coupés ras⁴ paraît n'avoir été permis d'abord qu'aux citoyens, tandis que les esclaves allaient tête nue. Cependant cette dernière coutume s'est de bonne heure généralisée, et le chapeau ne se rencontre par la suite qu'à titre exceptionnel, particulièrement comme signe de la liberté civile⁵.

2. Les magistrats seuls portent un vêtement de dessus de couleur. La toge rouge est l'insigne du roi, la toge bordée de rouge⁶ est celui des magistrats de la République⁷.

Le vêtement de dessus des citoyens est la toge toute blanche ; le citoyen arrivé à l'âge d'homme ne pouvait paraître en public dans un autre costume, et son vêtement de cérémonie lui-même ne se distinguait que par son éclatante blancheur⁸. Cependant cette prescription ne s'étendait pas aux enfants et aux femmes. La coutume imposait bien la toge aux petits garçons, mais pour eux elle permettait d'y mettre une bordure rouge⁹. Pour les femmes et les petites filles, toutes les coupes de vêtements et toutes les couleurs soit de la bordure, soit du vêtement tout entier étaient permises¹⁰.

3. Les chevaliers, nous l'avons déjà dit et nous avons déjà dit pourquoi, ont, probablement depuis les temps les plus reculés, le droit de porter une bande

¹ Le *calceus patricius* n'appartient pas au patricien, mais au sénateur patricien.

² La description du roi Prusias dans le costume des affranchis romains, chez Polybe, 30, 16, est caractéristique dans ce sens. Cf. la partie des Affranchis.

³ A l'époque de l'État patricien, la chaussure (note 58), peut avoir constitué une distinction de ce genre. Mais l'organisation municipale confirme que le sénateur de l'État patricio-plébéien n'a pas d'insigne de sa dualité et que le *latus clavus* est relativement récent. Le magistrat municipal porte la *prætexta* comme celui de Rome ; mais il n'y a pas d'insigne du *decurio* correspondant au *latus clavus* du sénateur moderne. Cf. tome II, la partie du Costume des magistrats, sur leurs chaussures, et la partie des *Ornamenta*, sur les honneurs extérieurs qui en résultent, ainsi que le volume du Sénat.

⁴ Ce n'est pas la forme de la coiffure, qui est le signe de la liberté du citoyen, ce sont la coiffure même (Tite-Live, 24, 16, 8) et les cheveux coupés (Tite-Live, 45, 44, 19 ; 34, 52, 12 ; Juvénal, 12, 81).

⁵ Il est expliqué justement dans le *Handb.* 7, 572, que la coiffure de la tête, puisqu'elle se rencontre fréquemment dans le rituel sacerdotal et que, dans les Saturnales, tout le monde porte un chapeau, appartient à l'ancien costume du citoyen libre et que c'est ainsi que le chapeau est devenu le symbole de la liberté. Assurément elle est aussi par voie de conséquence le symbole de l'affranchissement, et elle se trouve par là transformée en son contraire, ainsi qu'il sera expliqué dans la partie des Affranchis. L'emploi du chapeau dans les ventes d'esclaves afin d'exclure la garantie d'éviction, rapporté par Aulu-Gelle, 6[7], 4, 1, doit avoir également pour sens de les désigner dès le principe à l'acheteur comme étant libres.

⁶ Le port de vêtements de pourpre est, de la part des hommes, un abus. Dion, 49, 16. 57, 13, sur l'an 14. Suétone, *Gai.* 52. Hérodiens, 1, 14, 8.

⁷ V. tome II, la partie du Costume des magistrats, sur leur costume de paix.

⁸ C'est là, sans nul doute, le plus ancien rôle de la *toga candida*. Dans Plaute, elle figure exclusivement comme costume de cérémonie, par exemple de noce (*Rud.* 1, 5, 12, et *Cas.* 2, 8, 16.4, 1, 9 ; d'après une communication de Studemund). Le fait de la revêtir pour briguer les magistratures apparut d'abord comme un abus et fut législativement interdit (cf. tome II, la partie de la Candidature) ; mais à la vérité cela ne se maintint pas longtemps.

⁹ Sur la *prætexta* des petits garçons, cf. *Handb.* 7, 124 et ss. ; sur celle des filles, *Handb.* 7, 43.

¹⁰ Caton dans Servius, *Æn.* 3, 61. Denys, 8, 62. *Vit. Alex.* 40. *Vit. Aurel.* 36. Sous la République, la loi Oppia interdit, pendant peu de temps, les vêtements de couleur aux femmes (Tite-Live, 34, 1, 3 ; Val. Max. 9, 1, 3) ; la *vestis versicolor* n'est rien autre chose que la *vestis coloria* ou la *lana tinctoria*, le texte fondamental du Digeste, 34, 2, 32, 6. 7, le montre clairement, pourvu qu'on ne se laisse pas égarer par la tentative d'interpolation de la seconde main de la Florentine. Cf. Becker, *Gallus*, 3, 108 et ss. César ne défendit aux femmes que certaines espèces de pourpre (Suétone, *Cæsar*, 43 ; cf., au tome II, la partie du siège et des véhicules des magistrats, sur l'usage de la litière) ; Néron leur défendit de même la pourpre de Tyr et la pourpre améthyste (Suétone, *Nero*, 42). Dans la période byzantine, la défense générale intimée, au 424, de porter de la soie de pourpre s'est maintenue pendant un temps (C. Th. 10, 21, 3). Mais, en dehors de ces exceptions peu importantes, le port de vêtements de couleur de toute forme et de toute nuance était permis aux femmes romaines. Cf. mes observations sur l'édit de Dioclétien.

rouge à leur vêtement de dessous. Le port d'étoffes de couleur était, pour ce vêtement comme pour l'autre, interdit au reste des citoyens arrivés à l'âge d'hommes. Les crieurs publics seuls avaient, pour des raisons faciles à comprendre, le droit de se distinguer par le même signe que les chevaliers¹. Les sénateurs n'avaient pas, avons-nous dit, d'insigne propre dans l'ancien système ; c'était seulement lorsqu'ils avaient le cheval de guerre qu'ils portaient, en cette qualité, la bande rouge. L'introduction d'un insigne sénatorial analogue à celui des chevaliers, mais plus caractérisé, de la large bande de pourpre mise à leur tunique, est, à sa façon et à son époque, l'expression palpable du plein développement du gouvernement aristocratique venant anéantir l'égalité des citoyens.

Il est certain que les dispositions relatives au costume des citoyens étaient obligatoires et que la Romain qui portait la pourpre sans être magistrat ou qui se montrait en public habillé à la grecque était passible d'une peine ; mais il n'y a cependant, à notre connaissance, pour les infractions de ce genre ni action ni peine réglées. Elles rentraient dans le cercle de la coercition du magistrat ; les magistrats chargés de la surveillance de ce qui se passe en public, les consuls et les édiles, avaient en particulier à exercer leur droit d'amende et de saisie². Par apparition en public il faut entendre l'apparition dans un lieu public à titre plus ou moins officiel, d'autant plus que la toge, aussi imposante qu'incommode, ne peut, par sa nature, être employée que là et ne laisse même pas les mains libres. Les ouvriers et les artisans, les membres des classes inférieures en général ne pouvaient pas être soumis aux règles du costume obligatoire, et elles n'ont certainement été appliquées qu'avec des restrictions multiples. Niais, dans les limites où la coutume et l'arbitraire du magistrat impliqué par la coercition maintenaient la contrainte au costume, elle a, selon toute apparence, été rigoureusement observée pendant longtemps dans la ville de Rome, non seulement pour l'apparition en public des magistrats et des jurés, mais aussi au regard des particuliers, pour les assemblées du peuple de toute sorte, y compris les fêtes et les spectacles, et pour leur apparition en plein jour au Forum, ou l'assemblée du peuple était pour ainsi dire en permanence. Il en était sûrement de même dans les localités de citoyens, pourvu tout au moins qu'elles eussent une police, et, dans les provinces, pour les *conventus* des citoyens. Où il n'y avait pas d'autorités romaines, l'abandon du costume national ne pouvait pas être interdit au citoyen ; mais, jusqu'aux temps les plus récents de la République, le sentiment national hautement développé des Romains ressentit comme un affront l'apparition de l'un des leurs en costume grec, même parmi les Grecs³. Lorsque ensuite l'établissement du principat mit fin à l'administration de la cité par elle-même, la décadence de la conscience politique et nationale, qui est la, signature et la honte de cette époque, se révèle avant tout dans la disparition de la toge et la propagation du costume plus commode des basses

¹ Plinie, *H. n.* 33, 1, 27. Stylo vivait vers 660-680, et son père par conséquent à la fin du VI^e siècle et au commencement du VII^e. Si Plinie a voulu dire que tout le monde pouvait, à cette époque, porter la bande de pourpre, il s'est trompé ; au contraire cet insigne peut avoir été porté alors par exception par les hérauts, jusqu'à ce que l'intensité croissante de la distinction des rangs n'y mit fin.

² La possibilité de telles mesures de répression est attestée par Suétone, *Auguste*, 40, et Dion, 57, 43. Cf. tome IV, la partie de l'Édilité, sur les pouvoirs de surveillance des édiles, n° 8.

³ La rigueur avec laquelle cela s'entendait est établie par le reproche fait au banni P. Rutillus Rufus d'avoir changé de costume pour éviter la fureur de Mithridate. Des blâmes de ce genre furent encourus par Scipion l'aîné (Tite-Live, 29, 19, 42 ; Tacite, *Ann.* 2, 59) et par son frère Lucius (Cicéron, *Pro Rab. Post.* 40, 27 ; Val. Max. 3, 6, 2) ; par Sulla (Val. Max. 3, 6, 3 ; Cicéron, *Pro Rab. Post.* 10, 27) ; par le préteur Verrès (Cicéron, *In Verr.* 4, 25, 55. 5, 43, 31. c. 16, 40. c. 33, 86. c. 52, 437) ; par C. Rabirius Postumius (Cicéron, *Pro Rab. Post.* 9, 25) ; par le futur empereur Tibère à Rhodes (Suétone, *Tibère*, 43) ; par Germanicus (Tacite, *loc. cit.*). L'empereur Gaius se montra dans ce costume à Rome même (Suétone, *Gai.* 52).

classes¹ ; ce qui fait que l'on ne peut plus aucunement distinguer la condition juridique des hommes libres et qu'on ne peut plus qu'à peine distinguer celle des esclaves², quand ils paraissent en public³. Le gouvernement essaya de réagir. La toge resta le costume officiel des magistrats⁴, des sénateurs⁵ et des avocats⁶, et, quoiqu'elle ait été plus tard supplantée en grande partie par l'uniforme, elle s'est là maintenue dans l'usage, à titre isolé, jusqu'au VI^e siècle⁷. La toge fut également exigée jusqu'au III^e siècle de ceux qui paraissaient pour les fêtes publiques, au théâtre et au cirque⁸, de ceux qui étaient reçus par l'Empereur ou qui mangeaient à sa table⁹. Mais dans les sphères où le gouvernement ne pouvait pas donner d'ordres directs, la tendance des temps se montre, comme toujours, comme plus puissante que les gouvernants. Dès la fin du I^{er} siècle, la toge n'est plus que le costume dans lequel les clients attendent le lever de l'homme puissant qu'ils ont pour patron¹⁰ et l'habillement de fête suranné des petites villes¹¹ ; en dehors de cela, elle ne sert plus que pour quelques cérémonies traditionnelles, pour l'entrée des enfants parmi les hommes¹² et avant tout comme dernier vêtement des morts.

Si le citoyen romain est obligé de ne paraître en public que revêtu de la toge, il ne faut pas en conclure à l'inverse que la toge soit refusée à tous les non citoyens. Les premiers Latins sont, pour le costume, comme pour le nom, sur le

¹ Suétone, *Auguste*, 40 (d'où Lydus, *De mag.* 4, 12) ; c. 44 (Virgile, *Æn.* 4, 232). Le manteau de couleur sombre (d'où *pullatus*), la *pænula* portée par dessus la tunique, comme les gens du peuple travaillant en plein air la portaient anciennement par dessus leur chemise (*tunicatus popellus*, Horace, *Ép.* 4, 7, 65) pour se défendre contre le froid et la pluie, était à cette époque le costume ordinaire. Cf. Pline, *Ép.* 1, 47, 9 ; Aulu-Gelle, 43, 22 ; *Handb.* 7, 564.

² Dans les occasions de fête, l'esclave ne pouvait pas se présenter *albatus* comme les hommes libres, et pour cette raison, il reçoit, lorsqu'il est affranchi, une *vestis alba* (Tertullien, *De resurr.* 57, 4). Quand les mots de Justinien, *Cod.* 7, 6, 4, 5 sont traduits dans la traduction grecque, *Schol. Bas.* 48, 14, 4, et par Thalelæus, *eod. loc.*, il est fait allusion par là ou à cette *vestis alba* ou à la *lana alba* de Tite-Live. Cf. tome V, la partie du Pouvoir législatif de l'Empereur, sur la concession de l'ingénuité. — L'on a bien pensé à distinguer les esclaves au moins par un signe extérieur : Maison n'osa pas les mettre à même de se compter. Sénèque, *De Clem.* 1, 24. *Vit. Alex.* 27.

³ Appien, *B. c.* 2, 120. Juvénal, 3, 171. Même dans les théâtres des villes municipales, continue-t-il, les magistrats et les décurions s'assoient sur leurs places d'honneurs, vêtus seulement de chemises blanches (*tunicæ albæ*). D'après cela et d'après les *albati ministri* de Suétone, *Dom.* 12, en ne peut pas non plus regarder comme une toge le vêtement blanc de cérémonie des temps récents (*albati* : *Vita Gallieni*, 8, et ailleurs ; *Χευχιμονοῦντες* : Hérodien, 8, 7).

⁴ V. tome II, la partie du Costume des magistrats. Selon la prétendue lettre de Valérien (*Vita Claude*, 14 ; cf. tome I, la partie des Émoluments des magistrats), le magistrat reçoit une toge et un *latus clavus*, mais il doit les rendre à son retour ; l'auteur considère donc ces anciens insignes comme un costume de cérémonie que l'on ne prend que rarement.

⁵ *Vita Hadriani*, 22. Aulu-Gelle, 13, 22. Appien, *B. c.* 2, 120. Dion, *fr.* 39, 7. Lorsque Nonius Marcellus définit la *toga*, p. 406, c'est le sénateur qui écrit ; cf. *Hermes*, 13, 559. Une constitution de 382 (*C. Th.* 14, 10, 1) prescrit encore aux sénateurs le port de la toge au sénat et en justice.

⁶ Le sens moderne de *togatus* est connu ; il se fonde en premier lieu sur ce que les avocats sont les seuls particuliers qui se servent de la toge à l'époque récente. C'est à tort qu'Hirschfeld (*Wiener Studien*, 3, 115) a conclu d'Isidore, *Etym.* 19, 24, 14, que les *urbani* auraient été, à l'époque récente, appelés *togati* ; Isidore atteste expressément que cette façon de parler est ancienne, et, comme je l'ai remarqué, tome II, dans la partie du Costume des magistrats, sur leur costume de paix, le texte de la *Vita Hadriani*, c. 3, est corrompu.

⁷ V. tome V, la partie de la Préfecture de la ville, sur le commandement militaire du préfet.

⁸ Auguste ne tolérât pas la *pænula* dans la *media cavæ* tout au moins ; et le paysan de Calpurnius, dans la 7^e *églogue*, raconte de même, pour la grande chasse d'animaux féroces donnée par Néron, que les chevaliers et les tribuns prirent les meilleures places et qu'il lui fallut monter avec les autres *pullati* aux places supérieures à côté des femmes. La constitution d'Hadrien relative aux chevaliers doit aussi se rapporter en première ligne aux 14 *ondines*. Martial, 2, 29. 13, 98 et Juvénal, 11, 204, prouvent également la persistance de l'usage de la toge au théâtre et à l'amphithéâtre. *Vita Commodi*, 16.

⁹ *Vita Severi*, c. 1. *Vita Maximini jun.* 4. Suétone, Gai. 26.

¹⁰ Cette *opera togata* (Martial, 1, 46), l'usage obligatoire de la toge partout où le client comparait devant le patron, se rencontre souvent dans Martial (*loc. cit.* et 9, 100. 30, 96. 12, 18) et Juvénal (1, 96) ; elle rappelle clairement notre habit de visite.

¹¹ Martial, 4, 66. C'est l'habit de dimanche.

¹² Apulée, *Apol.* 88. Inscriptions dédiées par des esclaves à leur maître *ob honorera togæ virilis* (*C. I. L.* V. 2689. VI, 1504.) C'est l'habit de première communion.

même pied que les Romains¹. En outre, ainsi que nous démontrerons dans la partie des Alliés, il est probable que le droit de porter la toge a été étendu avec l'obligation au service militaire à tous les Italiotes qui doivent, comme les Latins, un contingent pour l'armée de terre, et, par suite, l'expression *togati* est devenue la désignation technique des personnes de cette condition. Cette condition fut supprimée par la guerre sociale. Mais nous trouvons encore, au début de l'Empire, au moins en Espagne, tout comme autrefois en Italie, le droit de porter la toge étendu, en dehors des Romains et des Latins, à d'autres cités latinisées seulement de fait². Probablement le droit de porter la toge était accordé en Occident soit par la coutume, soit par concession spéciale, à toute cité politique qui voulait et pouvait s'organiser sur le type italique, et au contraire le port de la toge était interdit non seulement aux esclaves et aux étrangers³, mais aux citoyens des villes de l'empire organisées selon le modèle grec, aux membres des communes de l'empire qui n'étaient pas organisées en villes⁴ et enfin aux citoyens qui appartenaient à l'empire, mais qui n'appartenaient à aucune cité (*deditiorum numero*) c'est-à-dire notamment aux personnes dépouillées du droit de cité à titre de peine⁵.

¹ La *fabula togata* se passe, comme on sait, en règle dans le Latium.

² Ce que dit Strabon, 3, 2, 45, p. 451, et 3, 4, 20, p. 167, sur les *πογάτοι* ou *ἐν τῇ τηβεννικῇ ἐσθήτῃ* ne peut être restreint sans violence aux villes de droit romain ou latin.

³ Les otages ne peuvent porter la toge ; mais, s'ils se sont comportés comme des citoyens romains, cela est considéré comme une concession du droit de cité (*Digeste*, 49, 14, 32).

⁴ Suétone, *Claude*, 15. Sénèque, *Lud.* 3, 3.

⁵ Plin., *Ép.* 4, 11, 3. Si un exilé de haut rang comme P. Rutilius Rufus porte la toge dans les derniers temps de la République (Cicéron, *Pro Rab. Post.* 10, 27), c'est qu'il se met au-dessus de la règle légale.

LES CORVÉES ET LES IMPÔTS DE L'ÉTAT PATRICIO-PLÉBÉIEN.

Les charges publiques pèsent sur la personne ou sur les biens, ou, pour parler plus exactement, tantôt l'État demande seulement la prestation et tantôt il demande qu'elle soit accomplie par celui-là même qui en est tenu. Les corvées et les impôts directs appartiennent à la première catégorie. L'exercice des magistratures, le service militaire et les autres actes qu'un citoyen doit accomplir dans l'intérêt public, la participation aux délibérations du conseil de la cité, l'exercice des fonctions de juré, et même, depuis qu'il y a des tuteurs et des curateurs nommés par le magistrat, l'acceptation de la tutelle et des autres administrations analogues de la fortune d'autrui rentrent dans la seconde.

Dans la terminologie, les charges publiques sont désignées par le mot *mœnus*, plus tard *munus*, et la large extension donnée par la langue à ce mot et à ses dérivés *munire*, *immunis*, *communis* révèle l'importance peu commune de ces prestations plus clairement que ne fait la tradition elle-même, qui, les services susceptibles de représentation étant à l'époque de la domination du peuple romain transportés sur les épaules d'autrui, est plus muette en cette matière qu'en toute autre partie du droit public. Le sens fondamental du mot est probablement : faire des fortifications ou des corvées¹ ; en partant de là, il a pris le sens concret de *travaux de fortifications*, c'est-à-dire de murailles de la ville (*mœnia*), et il a aussi été étendu, dans une acception large, à d'autres charges publiques. Cependant les services obligatoires, qui sont, dans la conception romaine, plutôt considérés pour les citoyens comme des droits que comme des charges, le service militaire (*milita*)² et les magistratures (*honores*) ne sont pas, dans les habitudes du langage, comptés parmi les *munera publica*. L'impôt est au contraire compris, la désignation de l'exemption d'impôt du nom d'*immunitas* en est la preuve. Dans le droit municipal, où la distinction des *munera publica* selon les deux divisions du *munus patrimonii* et du *munus personale*³ s'est au resté plus fortement développée que dans le droit public qui nous est connu, les impôts sont mis en dehors de la première catégorie ; mais la raison en est qu'en leur qualité de prestation faite à l'État ils appartiennent à un cercle juridique différent.

Parmi les charges personnelles, l'obligation au service militaire demande seule une étude qui doit être d'autant plus approfondie que le droit de vote se confond avec elle en un certain sens : cette étude sera faite dans la partie qui suit. Les magistratures et les fonctions de sénateur constituent en elles-mêmes des charges obligatoires pour les citoyens⁴ ; mais, dans le droit public des Romains

¹ Curtius, *Griech. Etym.*, 5e éd. p. 324 et Corssen, *Ausspr.*, 1, 372, réunissent le mot à *mærus*, *murus* et admettent comme sens fondamental, l'acte de lier, de consolider. Que cela soit exact ou non, l'idée dont sont dérivées les autres sens est toujours celle de la corvée, et le substantif pluriel désigne les murs de la ville comme élevés par les corvées des citoyens.

² *Militiæ munerisque publici [vocatio]* dans la loi *repetundarum*, ligne 79 ; *militum munerisque publici vacatio* dans la loi municipale de Genetiva, (c. 66) ; Denys, 4, 62.

³ Par exemple, la direction de la construction d'un chemin (*cura via publica munitio* : Hermogénien, *Digeste*, 50, 4, 1, 2) est un *munus personale*, la construction du chemin elle-même est un *munus patrimonii*. Les auteurs distinguent, à proprement parler, trois espèces de *munera* : ils admettent, à côté de ceux qui sont purement personnels et de ceux qui pèsent exclusivement sur le patrimoine, appelés aussi *intributiones*, une troisième espèce mixte de *munera*, qui se présentent parfois comme *munera mixta*, parfois comme subdivision des *munera patrimonii* : ce sont les *munera* qui pèsent directement sur les biens, mais qui ne peuvent être transportés à aucun individu habitant hors de la commune (Ulpien, *Digeste*, 50, 4, 6, 5, combiné avec 50, 4, 18, 21).

⁴ Cf., tome II, la partie de la Capacité d'être magistrat, sur la candidature.

qui nous est connu, elles sont, quant à la terminologie comme quant au fond, séparées des *munera*, et il n'y a pas pour elles d'exemption ; car elles ne sont regardées que comme des droits. Ce qui doit en être dit trouve d'ailleurs mieux sa place dans les parties de la Magistrature et du Sénat. Les autres charges personnelles ne rentrent pas dans le droit public, leur étude est du ressort du droit civil ou de la procédure. Elles sont réglées d'une manière différente selon leur nature et leur but, et l'on ne peut pas poser pour elles de principes généraux, même en ce qui concerne les immunités. Ainsi la limite d'âge à partir de laquelle existe l'obligation d'être juré a été fixée de façons très diverses ; et, pour la limite d'âge qui met fin à l'obligation, tandis que le principe est que l'âge de soixante ans accomplis rend ailleurs facultatifs tous les services rendus par le citoyen à l'État¹, l'exemption en matière de tutelle n'est acquise qu'à soixante-dix ans². Il n'y a à libérer de ces charges d'une manière générale que les fonctions de magistrat pendant qu'on les exerce³ ; celles de prêtre n'en exemptent pas⁴.

Les corvées et les impôts de Rome doivent être ici étudiés dans leur fondement de droit public. Nous pouvons d'autant moins entrer dans les détails que ce que nous savons à ce sujet de précis ne se rapporte pas aux citoyens, mais aux alliés et aux sujets, et trouvera ou a déjà trouvé sa place, en tant qu'il y a lieu d'y insister, dans les parties des Alliés, des Sujets, et du Principat.

Sur les corvées (*operæ*), il n'y a aucune tradition directe, attendu qu'elles ont été, beaucoup plus tôt que les impôts, supprimées au profit des citoyens et remplacées par les locations de services faites par les censeurs⁵. Le mot *mœnia*, dans sa double signification, nous enseigne seul que la muraille de Servius n'a pas été élevée par un travail salarié, mais par des corvées, et cette muraille elle-même nous donne une idée approximative de la lourdeur de la charge. À l'époque ancienne, on recourait à, ce procédé pour construire des routes et des rues, pour construire⁶ et réparer des édifices publics de toute sorte, et peut-être aussi pour cultiver au profit du roi des terres publiques⁷. Nous pouvons transporter au peuple Romain de l'époque royale et des premiers temps de la République 4^{es} grandes lignes juridiques de cette institution que nous trouvons conservée dans la législation municipale, notamment dans le statut donné à la

¹ Cf., tome IV, la partie de la Censure, sur les listes des recrues.

² Paul, *Digeste*, 36, 1, 76 [74] in fine. 50, 6, 3. Modestin, *Digeste*, 27, 1, 2, pr.

³ Ulpien, *Vat. fr.* 446. Il y a une foule d'autres témoignages.

⁴ La preuve que le sacerdoce ne dispense ni du paiement de l'impôt ni de l'obligation d'être juré est dans la remarquable décision de l'an 558, Tite-Live, 33, 42, 4, et dans une autre décision de Q. Ælius Tubero, préteur en 631, rendue, il est vrai, *contra Africanum avunculi sui testimonium : Vacationem augures quo minus iudiciis operam darent non habere* (Cicéron, *Brut.* 34, 447). Il est d'accord avec cette règle que, selon la loi *repetundarum* de 631-632, l'accusateur qui a triomphé reçoive, s'il veut devenir citoyen, seulement la *militiæ vocatio* et, s'il reste Latin, *militiæ muneris que populi in sua civitate [vocatio]* ; et en outre que les sacerdoxes ne figurent pas parmi les causes d'exclusion de la liste des jurés (cf. Ulpien, *Digeste*, 50, 5, 13 pr.). Il n'y a non plus que certains sacerdoxes privilégiés qui dispensent de la tutelle. Modestin, *Digeste*, 27, 1, 6, 14. La dispense est attestée, en dehors du *rex sacrorum* (cf. tome II, la partie des causes d'inéligibilité absolue, sur l'absence totale ou partielle du droit de cité, n° 4), pour les duumvirs *sacris faciundis* par Denys (4, 62) et par lui encore, 2, 24 pour les curions (cf. tome II, la partie des causes d'inéligibilité, sur le service militaire du temps des Gracques), par conséquent pour tous deux exclusivement par l'auteur grec qui est souvent trompeur. En outre, celui qui reçoit un sacerdoce, peut, selon Paul, *Digeste*, 4, 8, 32, 4, se démettre du rôle d'arbitre qu'il avait accepté.

⁵ Cf. tome I, la partie de la Justice administrative, sur les créances de l'État.

⁶ Le Capitole a été construit *publice coactis fabris operisque imperatis gratis* (Cicéron, *Verr.* 5, 14, 48 ; *fabi is undique ex Etruria accitis non pecunia solum.... publica.... sed operis etiam explebe* : Tite-Live, 1, 56, 1).

⁷ Cicéron, *De re p.* 5, 2, 3, parle des *agri arvi et arbusti et pascui lati atque uberes, qui essent regii colerenturque sine regum opera et labore*, afin qu'ils pussent se consacrer à l'administration de la justice. Cf. Denys, 3, 1.

colonie Genetiva par César, qui la montre encore dans sa forme véritablement primitive¹.

La répartition romaine (*tributus*), en vertu de laquelle le contribuable doit verser au trésor public la : somme qui lui incombe (*tributum*)², est au moins aussi ancienne que l'État patricio-plébéien³, et c'est là l'unique contribution générale des citoyens que connaissent les institutions romaines⁴. Elle porte, comme il a été expliqué plus haut⁵, soit sur les *tribules* qui sont en même temps astreints au service, soit sur les *æarii* qui n'y sont pas astreints à l'époque ancienne ; il est vraisemblable que les seconds étaient plus fortement taxés que les premiers ; mais les règles nous sont inconnues.

Conformément au principe de l'ancienne République, selon lequel l'État doit, comme le père de famille, pourvoir à ses besoins avec ses propres ressources, ce tribut n'est pas une institution permanente ; il n'est prescrit qu'en présence d'un déficit⁶ et même alors, au moins à l'égard des *tribules*⁷, on y voit un emprunt forcé, qui par conséquent est restitué, quand le trésor est à même de le faire⁸. Far suite, le tribut, qui fut fréquemment ordonné dans les premiers temps de la République et qui fut probablement pendant longtemps pour ainsi dire permanent, ne fut, de l'an de Rome 587⁹ jusque sous Dioclétien¹, perçu qu'une

¹ Cf. tome IV, la partie de l'Édilité de l'ancienne communauté plébéienne, sur la surveillance des travaux faits par corvées. La loi de Genetiva connaît encore des corvées d'hommes et d'attelages pour la *munitio* en général ; au contraire, le droit municipal de l'Empire ne connaît que des prestations faites pour des buts déterminés, parmi lesquelles en outre il est surtout question de celles relatives à la construction des chemins.

² Sur le sens fondamental, cf. Varron, 5, 55, Columelle, 5, 1, 7, Dion, fr., 5, 8, etc. Que l'on fasse venir l'emploi du mot en matière financière de l'idée de prestation à l'État ou de celle de division, *tributus* n'a aucun rapport intime avec *tribut*, au sens politique, avec lequel les anciens le réunissent (Varron, 5, 481 ; Tite-Live, 1, 43, 13), et il ne peut en avoir, puisqu'il s'applique primitivement aux *æarii* tout comme aux *tributus*. Le *tributus* (*lex repetundarum*, lignes 64. 66 ; Aulu-Gelle, 43, 21, 19 ; aussi dans Plaute et dans Caton), l'*actio tributoria* du droit récent, la procédure de répartition ou de règlement de dividende, telle qu'elle s'applique dans la procédure ouverte, *tribuendi causa*, contre le débiteur insolvable de *repetundæ* (*lex repetundarum*, ligne 65) et, en droit privé, dans la faillite commerciale d'un pécule est, au sens rigoureux, autre chose que le *tributus*, la somme d'argent que le particulier a par suite à recevoir (*lex repetundarum*, ligne 63 : [*de tribut*]o *servando*) ou, comme dans la répartition de l'impôt à fournir. La même idée apparaît aussi dans *attribuere*, déléguer le paiement et dans les *ultra tributa* (cf. tome IV, dans la partie de la Censure, la théorie des *Ultra tributa*), les recettes déléguées aux créanciers de l'État. En grec, le *tributum* est appelé *αἱ εἰσφοραὶ* ou *αἱ συντέλειαι* par opposition aux *τέλη*, aux *vectigalia* (cf. tome IV, dans la partie de la Censure, la théorie des *Vectigalia*) ; au contraire *φόρος* peut se dire du premier comme des seconds. Les deux sont nettement séparés par exemple dans Appien, *B. c.* 5, 130, et dans Dion, 49, 18.

³ Par un phénomène singulier, certains savants modernes lient l'introduction de cet impôt à celle du paiement de la solde par l'État (*Handb.* 5, 463, note 4 = tr. fr. 10, 205, note 4).

⁴ Il n'y a pas de *tributuni in capita* ; si Festus, dans son texte mutilé, p. 364 : *Tributorum collationem cum sit alia in capita illud ex censu, dicitur etiam quoddam temerarium* en a réellement mentionné un, il a pensé à celui antérieur à Servius que les Romains s'imaginaient de cette façon. Cf. Asconius, p. 103.

⁵ V. tome IV, la partie de la Censure, sur la réglementation des recettes et des dépenses de l'État.

⁶ Cicéron, *De off.* 2, 21, 74. Tite-Live, 5, 27, 15. 6, 32, 1. 7, 27, 4. 10, 46, 6. La même remarque est faite fréquemment. *Handb.* 5, 164 = tr. fr. 10, 209, Schwegler. Le scoliaste de Cicéron, *Divin. in Cæc.* 3, 8, p. 103, déraisonne.

⁷ V. tome IV, dans la partie de la Censure, la section de la confection des rôles, sur la déclaration des choses imposables.

⁸ Appien, 4, 34 (Cf. tome IV, *loc. cit.*). Ce qui est dit des contributions des pupilles et des femmes pour l'an 540 n'est intelligible qu'à cette condition. Festus (p. 78 de mon éd. du quat. XVI), texte qui, s'il s'agit de déterminer la notion du *Vectigal* (v. sur ce point, au tome IV, la partie de la Censure) ne peut exclusivement vouloir dire qu'une chose, à savoir que le paiement de la solde et de l'argent des chevaux aux soldats comme la restitution des frais d'impôts et de fourrages aux contribuables doivent être couverts par les ressources ordinaires de l'État Tite-Live, 39, 7, 5. La controverse sur le point de savoir s'il y a là l'accomplissement d'une obligation ou une faveur (*Handb.* 5, 164 = tr. fr. 10, 209) est sans objet, en ce sens qu'il n'y a pas d'obligation civile concevable de l'État envers un particulier. Mais la preuve évidente que l'obligation de l'État envers ceux qui avaient payé l'impôt était traitée en principe comme celle envers les fournisseurs et les autres créanciers de l'État est dans l'addition selon laquelle tous les reliquats de dettes ont été alors acquittés. Il est parfaitement d'accord avec cela et il est même de l'essence de l'emprunt forcé que ces créances soient dépourvues de terme et ne viennent par conséquent qu'après les créances à termes.

⁹ Cicéron, *De off.* (écrit en 710), 2, 22, 76. Val. Max., 4, 3, 8. Plinie, 33, 3, 56. Plutarque, *Paul.* 38.

seule fois, dans les crises de la guerre civile, en 711², quoique les rôles nécessaires pour sa perception aient existé pendant toute la période de la République et que l'on ait toujours tablé sur la possibilité d'y procéder³.

Les corvées comme les impôts portent sur la fortune. Cela a été démontré pour les impôts dans la partie de la Censure⁴. Mais les corvées elles-mêmes, bien que ce soient matériellement des prestations personnelles, sont légalement des *munera patrimonii* et sont, dans ce sens, sur le même rang que les impôts⁵. Les corvées et les impôts sont, de même que le service militaire, regardés comme des charges communes des citoyens qui sont proportionnées à la fortune, d'autant plus qu'elles ne servent pas moins essentiellement que le service militaire à la défense du pays. Les théoriciens du droit public romain expriment cela à leur façon en ramenant l'organisation des impôts comme elle de l'armée au roi Servius⁶ et en attribuant à ce roi, par opposition au service primitif dû selon leur système par tous les citoyens également sans distinction de fortune, l'établissement de la proportionnalité des charges à la fortune. Mais le principe n'est pas appliqué de la même façon à l'obligation au service militaire et à l'obligation de payer l'impôt. Le service militaire romain qui exige une certaine égalité moyenne de prestation, a des classes ayant un taux minimum. L'impôt romain ne connaît pas de classes : il réclame une quotité de chaque somme de

¹ L'impôt foncier introduit par Dioclétien, qui embrasse également tout l'Empire, a pour bases une unité fiscale qui est déterminée d'après la valeur productive du sol, et en outre un calcul soit des travailleurs libres (*coloni*) ou esclaves employés à la culture, soit des têtes de bétail (C. Th. 11, 20, 6, pr. ; C. Just. 11, 52, 1) ; les recettes se composent donc partie de l'impôt foncier proprement dit et partie de l'impôt de capitation. C'est ce que nous montrent, dans un accord parfait avec ces lois sagement entendues, les restas de cadastres qui nous sont parvenus (Thera : C. I. Att. 8656 rapproché de *Hermes*, 3, 436 ; Astypalæa, C. I. A. 805 ; Lesbos, *Bull. de corr. hell.* 4, 417 ; Tralles : *op. cit.* 4, 337). Il n'y a là rien autre chose que l'ancien cens dans sa forme primitive (cf. tome IV, la partie de la Censure, sur la détermination de la fortune imposable) étendu à l'empire. L'unité de 1000 as de valeur recensée, qui y était prise pour base, se retrouve ici tantôt sous le nom d'*unité*, de *caput*, tantôt sous les dénominations moins satisfaisantes, empruntées aux mesures de superficie, de *jugum* et de *centuria*, tantôt, semble-t-il, comme valeur recensée de 1000 (pièces d'or ?) sous le nom de *millena*. Evidemment cette évaluation et les noms sont indifférents, puisque cette unité ne fonctionne que comme le simple du capital imposable et qu'on ce sens les 1000 as de la République sont exactement sur le même rang que le *jugum* de Dioclétien. Le fait que les esclaves et le bétail étaient, selon l'ancien système, compris dans l'évaluation en argent et sont, dans le nouveau, imposés à titre spécial, est aussi principalement une différence de forme. La coïncidence qui existe entre les *res Mancipii* du cens le plus ancien et les choses soumises à l'impôt foncier organisés par Dioclétien peut être fortuite. Mais il est également possible que ce nouveau régime fiscal, qui incorporait, l'Italie dans le territoire soumis à l'impôt, se soit inspiré du plus ancien cens des citoyens.

² Cette perception est qualifiée du nom de *tributum* à la fois par Appien 4, 5, 5, 67. 130 et par Dion, 48, 16 et 49, 15, et, avec une mention expresse de sa non perception prolongée, par Plutarque ; elle est en outre caractérisée comme telle tant par l'opposition dans laquelle elle est mise avec la contribution des femmes qui n'est pas proprement comprise dans le *tributum*, que par l'ordonnance de restitution de 718 (Appien, 5, 130). On n'aperçoit pas comment le caractère de *tributum* a pu être contesté à cette contribution (*Handb.* 5, 178 = tr. fr. 10, 220).

³ Cicéron, *Pro Placco*, 32, 80. Le même, *De off.* 2, 21, 74. *Philipp.* 2 (écrit en 710), 37, 93.

⁴ V. tome IV, la partie de la Censure, sur la détermination de la fortune imposable.

⁵ Le droit municipal romain compte en général les corvées parmi les purs *munera patrimonii*, qui pèsent même sur les individus, ayant des biens, dans le lieu qui habitent au dehors. Cela se comprend de soi ; car un privilège accordé à l'étranger en matière d'*operæ* ordinaires serait quelque chose d'inconcevable. Mais la loi municipale de Genetiva, c. 98, le dit en termes exprès : *Qui in ea colonia intrave ejus coloniæ fines domicilium (= incola) prædiumve (le possesseur étranger) habebit neque ejus coloniæ colonus erit, is eidem munitioni uti colonus pareto*. Si, à tété de cela, la mesure des *operæ* est déterminée par cette formule que l'obligé devra fournir le travail de chaque homo putes jusqu'à concurrence de 5 jours par an et celui de chaque *jugum* jusqu'à concurrence de 3, c'est pour régler sa prestation selon le nombre de bras et d'attelages dont il dispose, et, si homo exclut difficilement ici les hommes libres, il comprend certainement les esclaves. Ailleurs nous ne savons pas grand'chose sur la répartition de la charge ; cependant on rencontre des dispositions analogues dans le système d'impôts provinciaux du principat et dans le système absolument semblable de Dioclétien, par exemple en Syrie, les limites d'âge fixées à 14 ou 12 ans et à 65 (Ulpien, *Digeste*, 50, 15, 3, pr.). Siculus Flaccus, p. 140, connaît, outre la notification des *operæ* aux riverains par le magister pagi, la répartition de parcelles de chemin à faire entre les riverains, ce qui revient à peu près au même. La construction de route en Gaule dont parle Cicéron, *Pro Fonteio*, 8, 17, fut accomplie d'une manière semblable. Cf. Cicéron, *Verr.* 4, 8, 17.

⁶ C'est à lui que Cicéron, *De rep.* 2, 22, 40, rapporte les expressions *adsiduus* et *proletarius*.

4000 as¹. L'organisation militaire et l'organisation fiscale connaissent toutes deux un minimum absolu ; mais celui de la première est de 11000 as, celui de la seconde de 1500. L'obligation au service ne pèse que sur un nombre relativement restreint de citoyens ; il n'y a en matière fiscale aucune limitation correspondant à celle du service militaire ordinaire. Il est donc nécessaire d'étudier séparément l'obligation à l'impôt et l'obligation au service.

L'assiette de l'impôt est établie et les listes sont dressées à l'époque de la République, en même temps que le tableau des individus soumis au service militaire, et les deux points ont été traités en même temps dans la partie de la Censure. C'est là qu'il faut chercher ce que la tradition nous a transmis sur les objets soumis au *tributum* et sur les procédés suivis pour leur inventaire et leur évaluation. Nous y avons déjà discuté les faibles et insuffisants témoignages que nous possédons soit relativement à la fixation de l'impôt sur le pied d'un as pour 1000 as de capital imposable par les consuls avec le concours du sénat², soit sur sa perception par les questeurs³, peut-être avec le concours des chefs des tribus⁴. Il reste ici seulement à déterminer l'étendue d'application de la communauté de l'impôt et des corvées, puis les exemptions des charges publiques, accordées à certaines classes ou à certaines personnes.

La communauté d'obligation à l'impôt ou aux corvées se comprend d'elle-même dans le sein de l'union des citoyens romains. Tout citoyen romain est, nous l'avons déjà remarqué, contribuable (*ærarius*) quant au fond, quoique, dans la terminologie primitive, on ne nomme ainsi que ceux qui ne sont rien autre chose, qui ne sont pas astreints au service militaire ordinaire. La seule question sous ce rapport est de savoir dans quelle mesure les demi-citoyens et les non citoyens sont soumis aux impôts et aux corvées, selon l'expression romaine, dans quelle mesure ils sont municipes⁵. Car, la notion des *munia* étant établie et la formation de ce mot aussi transparent qu'ambigu l'étant également, il ne peut avoir eu d'autre sens primitif que celui-là, duquel se déduisent facilement toutes ses autres acceptions. *Municipium* est disparu dans le sens abstrait de prestation obligatoire du non citoyen qui fut probablement son sens primitif ; il se rencontre exclusivement comme désignation complexe des localités dont les habitants sont ou du moins peuvent être *municipes* de la cité romaine⁶. L'idée a eu pour point de départ les relations de Rome et des Latins ; nous nous occuperons donc d'abord du *municeps latinus*, puis de la condition juridique sensiblement plus récente du demi-citoyen romain.

L'extension à des étrangers des corvées et les impôts de la cité romaine, la communauté d'impôts et de corvées établie avec eux, se produisait, dans l'ancien système, pour les citoyens des villes latines, mais pour eux seuls. Le

¹ Si la quotité de prestation était inégale, cette gradation pourrait se concevoir en matière fiscale ; mais, puisqu'elle ne l'est pas, quiconque réfléchit doit comprendre que les classes de fortunes romaines n'ont pas pu être établies dans un but fiscal.

² Cf. tome III, la partie du Consulat, sur les pouvoirs du consul relativement au trésor et aux biens de l'Etat.

³ Cf. tome IV, la partie de la Questure, sur le recouvrement des impôts par les questeurs.

⁴ Cf., dans la partie de la Questure, sur le mode de perception.

⁵ L'expression adéquate *ισοτέλεια* n'est pas employée, pour ce rapport de droit, par nos autorités. Les Grecs regardent plutôt la situation dans laquelle sont les Latins par rapport aux Romains comme un véritable droit de cité à cause de leur droit de vote. C'est assez concevable, mais c'est contraire à la conception romaine. On comparera, à ce sujet, la partie des Latins, sur leur droit de suffrage. — La conception du *municeps*, comme un donataire, qui a été récemment proposée (Handb. 4,26), est impossible. Celui qui est en droit de recevoir les présents d'hospitalité ne participe pas aux *munia* de la cité, desquels il faut partir quant à la langue comme quant au fond, et il n'est jamais appelé *municeps*.

⁶ On peut comparer *principium* qui désigne proprement, au sens abstrait, le commencement, mais aussi, dans l'usage politique, le district qui vote le premier.

citoyen d'une ville latine est, en face de Rome, *municeps*¹, et sa cité *municipium*². Le Latin qui émigre à Rome n'est pas compris là-dedans ; car, puisqu'il obtient par son immigration la qualité de membre de la communauté romaine et plus tard le droit de cité, il sort par là du cercle des municipes. Il ne reste donc que les Latins qui sans renoncer à leur droit de cité propre, acquièrent, conformément au *jus commercii*, des immeubles romains ; les corvées et les impôts étant des charges réelles portent, ainsi qu'il a déjà été démontré au sujet du cens, sur le propriétaire étranger. Le remarquable droit de vote accordé aux mêmes étrangers sera étudié dans la partie des Comices ; l'étranger parent par la race n'étant par suite jamais complètement traité comme tel, on peut d'autant moins s'étonner qu'il soit soumis à la communauté de l'impôt. Le fusionnement des anciennes cités latines dans la cité romaine, opéré à la suite de la guerre sociale supprima cette situation juridique, qui est désignée comme une antiquité au temps d'Auguste³. Elle ne s'accorde pas avec la notion de la cité, romaine modifiée par là, et elle n'est pas attribuée aux nouvelles cités de droit latin.

Au contraire tous les étrangers non latins sont exclus de l'union romaine en matière de corvées et d'impôts. Ils ne peuvent gagner le droit de cité en établissant leur domicile à Rome, et ils ne peuvent se mettre sur le même pied que les nationaux par des acquisitions d'immeubles. Ce n'est pas aussi surprenant que cela le semble à première vue. On n'impose pas des hôtes : et il est très douteux que le droit romain ait admis une acquisition quelconque du domicile, lorsqu'elle n'entraînait pas l'acquisition de la cité. Mais des hôtes peuvent être expulsés à tout moment, et cela s'est produit fréquemment même à l'époque récente de la République⁴. L'impôt peut par suite parfaitement avoir été remplacé en pratique par des contributions nominalement volontaires. Si l'obligation à l'impôt n'avait pas disparu de si bonne heure, la participation légale de l'étranger domicilié aux charges publiques se serait aussi bien développée

¹ C'est aux *municipes* latins que se rapporte très vraisemblablement le début de la glose de Festus conservée seulement dans l'Épitomé, p. 11-17. Ce qui suit : *Præterquam de suffragio ferendo aut magistratu capiendo* ne convient pas aux *municipes* latins, qui avaient le droit de suffrage, mais se rapporte, comme il est démontré, plus bas, aux cités de demi-citoyens. La preuve qu'il y a eu là un remaniement, résulte clairement de ce que l'*epitomator*, dans la forme présente qu'a chez lui le texte, y refuse le droit de cité aux Cumani et aux Acerrani, qu'il appelle correctement citoyens romains au mot *municeps*, p. 131. Mais Paul ne s'est pas contenté d'abrégé en faisant des coupures : il a interpolé : il a évidemment réuni le *municipium* de droit latin et le *municipium civium Romanorum* sans suffrage, probablement parce que le défaut du droit aux magistratures était signalé pour tous deux. Par suite, il a admis, dans la glose *Municeps*, dans la définition du *municipium civ. R* sans suffrage, les mots : *Qui ex aliis civitatibus Romam venissent* qui ne lui conviennent pas, et il a fusionné, dans la glose *Municipium*, la définition du *municipium Latinum* avec les caractères et les exemples des cités de demi-citoyens.

² *Municipium*, comme *colonia*, désigne la cité latine considérée du point de vue romain, et par suite les deux dénominations ne sont ni l'une ni l'autre prises comme titre officiel par les cités elles-mêmes à l'époque ancienne. Quant au sens juridique elles ne s'excluent pas. Au contraire, de même que toute ville de droit latin est un *municipium*, celle fondée par Rome est à la fois un *municipium* et une *colonia*. Mais, la dernière expression, qui soulignait le lien de parenté avec Rome, étant préférée dans la conception romains, l'autre dénomination fat, comme il arrive en pareil cas, restreinte, dans la langage courant de Rome, aux cités qui n'étaient pas des colonies ; cependant, dans le langage rigoureux, *municipia* doit avoir prévalu même pour les colonies latines ; car plus tard, lorsque après l'acquisition du droit de cité, ces dénominations furent conservées comme réminiscences historiques, les anciens *municipia* et *colonia* de droit latin se nomment sans exception *municipia*. — Pour les cités latines, *municipia* ne se rencontre pas fréquemment ; mais pourtant il se rencontre. La loi agraire de 643, ligne 31, parle de *municipia* et de *colonia* de droit romain et latin. Même sous l'Empire, la nom de *municipium* n'appartenait pas exclusivement aux cités de citoyens l'expression *municipium civium Romanorum*, constante dans le langage technique, tel que le révèlent par exemple les listes de Plinie, suffirait à le prouver et les *municipia Flavia* espagnols, dont le droit latin est établi par les tables de Salpensa et de Malaca et par plusieurs inscriptions relatant l'acquisition du droit de cité romaine par l'exercice d'une magistrature municipale (*per honorem*) (C. I. L. II, 1610. 1631. 2096), le démontrent plus clairement encore.

³ L'opposition faite dans Festus entre le présent et le passé le montre.

⁴ V. tome III, la partie du Consulat, sur les mesures de sûreté générale.

pour l'impôt d'état qu'elle l'a fait, dans le droit municipal, pour le *municeps* du temps d'Auguste¹ et ensuite pour l'*incola* ; il se peut même que cela soit arrivé. Notre tradition ne nous fait connaître aucune forme servant à étendre les charges publiques aux étrangers de race différente habitant sur le territoire romain. Mais, en présence de son caractère, nous ne pouvons pour cela aucunement affirmer qu'il n'y en ait pas eu. Les étrangers ont, dans le fait, été compris dans la répartition de l'impôt exceptionnel de 741².

La seconde espèce de *municipes* sont les habitants des localités sans droit de suffrage comme Cære et Capoue. Leur condition juridique diffère de celle des Latins étudiée plus haut, surtout en ce que ce sont des citoyens romains, et en ce que, tandis que, dans les premières cités, le citoyen pouvait être *municeps* romain en qualité de propriétaire d'immeuble romain, tout membre de la cité l'est, dans les secondes, en cette seule qualité. Mais, pour les caractères essentiels, les deux Conditions se correspondent. Il y a ici aussi une communauté de droit imparfaite, semblable à celle caractérisée par le droit de suffrage latin, et le citoyen est soumis aux *munera publica* envers l'État romain. Les Cérètes sont même purement et simplement inscrits parmi les contribuables romains ; les Campaniens romains sont soumis à une imposition séparée qui n'en est pas pour cela moins romaine. Nous traiterons en détail de cette situation dans la partie des cités de demi-citoyens. Il suffit ici de remarquer que ces localités sont aussi des *municipia*, et même des *municipia civium romanorum*³. Les cités de

¹ Un jurisconsulte du temps d'Auguste, C. Ælius Gallus, définit le *municeps* dans ce sens, par rapport aux cités modernes de citoyens romains : *Municeps est*, y a-t-il dans Festus, p. 142 (Ép. p. 131), *ut ait Ælius Gallus, qui in municipio liber natus est, item qui ex alio genere munus functus est, item qui in municipio ex servitute se liberavit a municepe*. Par conséquent, on nomme ici, à côté du citoyen, celui qui est obligé à *munus fungi*, ce qui comprend en tout cas le propriétaire foncier dépourvu du droit de cité municipal. Le jurisconsulte limitait-il à ce dernier la participation aux charges municipales ou envisageait-il aussi compte *municeps l'incola* du droit récent, le non citoyen qui est domicilié dans la cité, mais sans y être propriétaire ? Je ne sais. Dans les sources récentes du droit, *municipes* n'est pas employé dans ce sens : il désigne, parallèlement à *colonus*, le bourgeois de la cité, par opposition à l'*incola* et à l'étranger qui y est propriétaire. Mais Ulpien, *Digeste*, 50, 1, 4, 1 dit encore ce langage abusif (*nunc abusive dicimus*) et connaît toujours l'ancien : *Et proprie quidem appellantur recepti in civitatem, ut munera nobiscum facerent*.

² Appien, B. c. 4, 34. Les affranchis et les prêtres n'étant pas exemptés légalement, on ne peut conclure de ces mots à l'exemption légale des étrangers. Certainement il n'y avait sauré à se faire inscrire aux cens de cette époque, qui ne servaient pas à remplir l'*ærarium*, que les personnes pour lesquelles leur droit de vote avait quelque importance, et par conséquent les affranchis ne le faisaient pas en général, ni encore moins les non citoyens, alors même qu'ils auraient été en droit soumis au cens.

³ Dans les annales qui nous ont été conservées, *municipium* n'est pas très fréquemment employé pour désigner les cités de demi-citoyens, attendu qu'on a plus tard entendu par là la cité de citoyens complets. Cependant les Lanuvini transformés en demi-citoyens sont appelés, dans Tite-Live, *municipes cum populo romano* ; de même 23, 31, les *cives romani campani* restés fidèles, *municipes Campani* et plus tard *municipes Cumani*. En outre, 26, 3, 3, les *municipia* nommés après les *socii Latini nominis* ne peuvent être que les cités de demi citoyens. Aulu-Gelle, 16, 3, 7, appelle aussi les Cérètes *municipes sine suffragii jure*. Le mot est défini plus nettement que dans ces passages, terminologiquement peu dignes de confiance, par un contemporain de Cicéron, le jurisconsulte Ser. Sulpicius (dans Festus, v. *municipes*, p. 32, cf. l'*apparatus* dans Bruns, Fontes juris, p. 334) de la manière suivante : *At Servius (le Ms. : servilius) aiebat initio fuisse (municipes), qui ea condicione cives romani fuissent, ut semper rem publicam separatim a populo Romano haberent, Cumanes Acerranos Atellanos*. L'*Épitomé*, p. 431, (avec lequel l'article de l'original a été faussement interpolé dans les éditions ; voir l'appareil critique dans Bruns, loc. cit.), reproduit ce passage, mais à un autre endroit, de la manière suivante : *Item municipes erant, qui ex aliis civitatibus Romam venissent, quibus non licebat magistratum capere, sed tantum muneris partem, ut fuerunt. Cumani, Acerrani, Atellani, qui et cives Romani erant et in legione merebant, sed dignitates non capiebant* ; d'après quoi il y aura eu, dans la fin qui est perdue, quelque chose comme : *Qui et cives Romani erant et in legione merebant, sed quibus non licebat nec magistratum capere nec suffragium ferre*. Les mots : *Qui ex aliis civitatibus Romam venissent*, qui ne sont pas ici à leur place, ont été tirés par le moine de la définition du *municipe* latin donnée dans la glose étudiée plus haut, pour le surplus, les caractères et les exemples qui sont bien connus s'appliquent parfaitement à la cité de, demi-citoyens. Dans l'article *Municipium* qui ne nous est conservé que par l'*Épitomé* (éd. Muller, p. 129) la définition de la cité de demi-citoyens est reproduite avec la distinction de deux catégories qui, résulte-t-il moins des définitions défigurées par l'abréviateur que des exemples cités par lui et faciles à contrôler par l'histoire des villes nombreuses énumérées, sont les cités de demi-citoyens qui s'administrent elles-mêmes et celles qui ne le font pas. Les mots : *Municipium — cum romanis civibus*, mis en tête du passage relatif à la première catégorie,

demi-citoyens ont disparu plus rapidement encore que les cités latines, probablement dès le cours du VI^e siècle, et sont devenues pour la plupart des cités de citoyens complets. Nous verrons, dans la partie des Municipales, qu'elles conservèrent leur ancienne dénomination, désormais en désaccord avec le sens des mots.

L'exemption des impôts et des corvées (*muneris publici vacatio, immunitas*) existe au profit des enfants, des femmes et des pauvres et elle est au moins concevable comme accordée par un *privilegium*.

1. Les enfants en tutelle (*orbi*) et les personnes du sexe féminin qui ne sont pas en puissance paternelle ou maritale (*orbæ*) sont imposés comme ayant légalement une fortune indépendante¹ ; mais ils sont soumis à la charge spéciale et pénible, à cause de sa permanence de payer aux cavaliers leurs frais de monture et de fourrage et en revanche ils sont soustraits au *tributum*. Cela se transforma, dans le cours des temps, en un privilège ; ces catégories dès personnes apparurent plus tard, par la disparition de leur prestation particulière, comme soustraites aux contributions, et elles n'ont même fait de versements volontaires au trésor que rarement². Il n'y a d'autre exception, que l'impôt des triumvirs de 711, pour lequel les femmes finirent par être imposées après une vive résistance qui ne fait pas absolument dépourvue de succès³.

2. Celui dont la fortune est évaluée à 1500 as ou à moins est exempté de l'impôt pour défaut de ressources⁴. Celui qui selon cette distinction est imposable est

se rapportent, avons-nous vu au municipale de droit latin que l'*epitomator* confond avec la cité de demi-citoyens, et il a, par suite de cette confusion, mutilé la définition de cette catégorie. Mais ce qui en reste : *Præterquam de suffragio ferendo aut magistratu capiendo, sicut fuerunt Fundani Formiani Cumani Accrari Lanuvini Tusculani, qui post aliquos annos cives Romani effecti sunt*, s'applique aussi bien la cité de demi-citoyens pour les caractères que pour les exemples, parmi lesquels Cumæ et Acerræ reparaissent dans Servius parmi les cités des demi-citoyens, et, quant aux autres, Formia et Fundi tout au moins ont certainement été des cités de demi-citoyens. Pour la seconde catégorie : *Alio modo cum id genus hominum definitur, quorum civitas universa in civitatem Romanam venit, ut Aricini Cærites Anagnini*, la définition de l'*epitomator* est corrompue. Mais Cære et Anagnia étaient notoirement des cités de demi-citoyens, et des cités de demi-citoyens sans administration ni magistrats propres. Les cités de demi-citoyens indiquées en premier lieu doivent donc forcément être celles qui avaient une administration propre, et c'est aussi ce qui est établi par exemple pour Cumæ par d'autres témoignages. Enfin, pour la troisième espèce de *municipia civium romanorum* : *Tertio cum id genus hominum definitur qui ad civitatem romanam ita venerunt, ut municipia tissent sua cujusque civitatis et coloniæ, ut Tiburtes Prænestini Pisani Urvinates Nolani Bononienses Placentini Nepesini Suirini Locrenses*, la définition est encore plus mauvaise que pour la seconde. Mais les exemples, pour la plupart relatifs à de vieilles villes latines ou à des colonies latines qui arrivèrent au droit de cité grâce à la guerre des Marse, montrent que, comme au reste cela se comprend de soi-même, il s'agit ici du *municipium civium romanorum* moderne avec le droit de cité complet, et qu'il devait y avoir dans l'original quelque chose comme : *Qui ita venerunt ad civitatem Romanam ut municipes essent suæ quique (on cujusque) civitatis*. Et cette leçon est confirmée par la reproduction de cette définition traditionnelle qui se retrouve dans Ulpien, *Digeste*, 50, 1, 1, 1. Celui qui connaît l'histoire des différentes villes d'Italie trouvera les indications conservées dans Festus pures et dignes de foi et reconnaîtra facilement pour ce qu'il est le dégât fait par l'abréviateur du moyen âge. Nous avons, dans ces deux gloses, un des restes les plus précieux qu'il y ait d'ouvrages de droit public du temps d'Auguste : la définition énergique des deux anciennes espèces de *municipia*, les cités latines et les cités de citoyens, et des trois subdivisions de la deuxième espèce de municipes : les cités de demi-citoyens qui ont une administration propre, les cités de demi-citoyens qui n'en ont pas, et les cités de citoyens complets.

¹ V. tome IV, la partie de la Censure, sur l'obligation de se faire inscrire au cens.

² En dehors des présents votifs (Tite-Live, 5, 25, 8 ; Festus, v. *Pilentis*, p. 245 ; Val. Max. 5, 6, 8 ; Zonaras, 7, 21. — Tite-Live, 32, 1, 18. — Tite-Live, 27, 37, 9) on ne trouve que deux cas où les femmes aient fourni de l'argent dans un but civique : pour le paiement de la rançon due aux Gaulois, qui, leur fut ensuite rendue (Tite-Live, 5, 50. 6, 4 ; Festus, Ép. p. 152, v. *Matronis* ; Val. Max., loc. cit.) et, pendant la guerre d'Hannibal, en 540, où les fonds des pupilles et des femmes non mariées furent versés à l'*Ærarium* sous réserve de restitution (Tite-Live, 21, 18 rapproché de Val. Max., loc. cit., Appien, 4, 33). Les derniers versements ne doivent probablement pas être considérés comme des *mutua*, avec Tite-Live, mais, selon l'exposition d'Appien, comme le paiement d'un *tributum* ; dans le *tributum* aussi les fonds sont restitués.

³ Appien, 4, 5. c. 32. 33 où Hortensia de mande.

⁴ Ce minimum établi en matière, d'impôt confondu souvent et notamment par moi dans des ouvrages antérieurs, avec le minimum requis pour le service militaire) est attesté par Cicéron, *De re p.*, 2, 22, 40, et par Aulu-Gelle, 16, 19, 10.

appelé un homme assis (*adsiduus*)¹ ou riche (*locuples*)², celui qui ne l'est pas un *proletarius*, un *citoyen à enfants* qui a des enfants ou peut en avoir³, ou un *capite census*, un citoyen qui n'a que sa personne d'inscrite au cens⁴. La profondeur de la distinction se révèle notamment à ce qu'en procédure civile, d'après le droit des Douze Tables comme d'après celui du temps de César, le vindex du citoyen imposable doit également, être un citoyen imposable et celui du non imposable peut être un citoyen quelconque⁵. Toutes ces expressions sont dans l'harmonie la plus parfaite avec l'opposition de la soumission à l'impôt et de l'absence de fortune, et l'étymologie traditionnelle qui tire *adsiduus* ou plutôt *assiduus ab asse dando* est aussi fautive quant à la langue qu'elle est juste quant au fond. Au contraire l'opposition faite entre l'*adsiduus* ou *locuples*⁶ et le *proletarius* ne peut pas être rapportée à la propriété foncière, parce que, d'une part, la langue ne le permet pas, et parce que, d'autre part, l'impôt romain, s'il porte bien en première ligne sur la propriété immobilière, s'étend, au moins depuis qu'il y a des *ærarii*, aux citoyens qui ne sont pas des propriétaires fonciers. — Si, pour l'unique *tributum* levé à l'époque moderne, on fixa au contraire comme limite au dessous de laquelle il ne serait pas perçu le cens équestre de 400.000 sesterces⁷, ce fut évidemment parce qu'il était dans l'intérêt des triumvirs de ne pas indisposer contre le nouveau régime les petites gens dont en, outre la contribution directe aurait eu peu d'importance.

¹ L'orthographe : *Adsiduus* est établie tant par des inscriptions du temps de la République (C. I. L. VI, 9499) que par l'étymologie évidente du mot tiré d'*adsidere*, comme *residuus* de *residere*. Les anciens grammairiens étaient en désaccord sur l'étymologie, et par suite l'orthographe variait dans les manuscrits (Charisius, éd. Keil 1, p. 15 ; d'où Isidore, *Orig.* 10, 27). Dans le langage courant, *adsiduus* désigne l'habitant assis dans le lieu ; ainsi par exemple le propriétaire vivant sur son bien est appelé *adsiduus dominus* (Cicéron, *De sen.* 16, 56 ; cf. *Pro Roscio Amer.* 7, 18), et il est pris comme synonyme de *frequens* (Varron, *De l. Lat.* 7, 99 ; cf. Charisius, *loc. cit.*, et Festus, *Ép.* p. 9). Les anciennes étymologies remontent pour partie exactement à *sedere* (Paul. *Ép.* p. 2 ; Charisius, *loc. cit.*) ; mais celle qui prévaut est celle, produisant une assonance, déjà donnée par Aelius (Stilo) et tirée *ab ære dando* ou *ab esse dando* (Cicéron, *Top.* 2, 10 ; *De re p.* 2, 22, 40 ; Quintilien, *Inst.* 5, 10, 55 ; Aulu-Gelle, 16, 10, 15 ; Festus, *Ép.* p. 9 ; Charisius et Isidore, *loc. cit.*) que l'on rapporte tantôt au *tributum* (Charisius), tantôt à l'acquisition des armes à ses propres frais (Festus), tantôt à la fortune en général (Festus : *Multorum assium*). La pseudo-étymologie *a muneris par familias copia faciendi assiduitate* (Aulu-Gelle, *loc. cit.*) est absolument déraisonnable.

² Ce mot se trouvait aussi dans les Douze Tables (Gaius, *Digeste*, 50, 16, 234, 1). Les juristes emploient *adsiduus* et *locuples* comme exemple d'identité de deux expressions techniques (Cicéron, *Top.* 2, 10 ; de même, *De re p.* 2, 22, 60 ; Varron, *De vita p. R.* chez Nonius, p. 67 ; Festus, *Ép.* p. 9 ; Aulu-Gelle, 16, 10, 25). Dans la langue courante, ce mot correspond à *pecuniosus* (Cicéron, *De re p.* 2, 9, 16 ; Varron, dans Nonius, *loc. cit.*). Sur l'étymologie de ce composé formé par analogie de *mansues* = *manusuetus*, il n'y a jamais eu de doute ; Cicéron, *loc. cit.*, le rattache aux *locorum possessiones*, et Ovide, *Fastes*, 5, 280 ; Quintilien, *Inst.* 5, 19, 55 ; Aulu-Gelle, 10, 5, 2 ; Festus, *Ép.* p. 119 proposent des étymologies semblables ; selon Plinius, 18, 3, 11, *locupletes dicebant loci, id est agri, plenos*. Cependant les habitudes de langage ne reportent pas à la propriété foncière, et l'origine du mot ne se concilie pas avec elle ; car *locus* n'est pas le champ, mais l'espace de terrain et n'est jamais employé pour les immeubles productifs, et l'idée d'abondance s'applique mal à la possession de la terre. Peut-être l'abondance d'argent est-elle l'idée fondamentale ; puisque *loculus* désigne la poche où se met l'argent, *locus* peut avoir anciennement désigné la pièce où se met l'argent l'*ærarium* du particulier.

³ Le *proletarius civil* (cette forme adjectivale est dans les Douze Tables) ou *proletaneus* (Festus, *Ép.* p. 226) c'est, comme dit Cicéron, *De re p.* 2, 22, 40, le citoyen qui peut avoir des enfants. La même définition est donnée par Festus, *Ép.* p. 226 (corrompu) ; par Aulu-Gelle, 16, 10, 13 ; par Nonius, p. 67, et est aussi impliquée par Tite-Live, 2, 9, 8.

⁴ Cicéron, *De re p.* 2, 22, 40, donne clairement à entendre que *proletarius* et *capite census* se confondent, et Festus (*Ép.* p. 226 : *Proletarium capite censum*) le dit expressément. Le sens des deux expressions (complètement méconnu dans Aulu-Gelle, 16, 10, 13) conduit à la même solution ; car tout citoyen peut être appelé *faiseur d'enfants* même s'il n'a aucune fortune, et, au point de vue juridique, quiconque a une fortune inférieure au minimum légal, est une *personne sans fortune*. Si, par conséquent, les deux expressions ont réellement été différenciées relativement au service militaire pour nommer *proletarii* les citoyens ayant un cens de 315 à 1500 as enrôlés en cas de nécessité et *capite censi* ceux qui ont moins de 375 as et ne sont jamais appelés au service, ainsi que l'assure l'autorité d'Aulu-Gelle, c'est là une singularité de la langue militaire indépendante des habitudes du langage ordinaire.

⁵ Aulu-Gelle, 16, 10, 5. Loi Rubria, c. 21. Loi municipale de Genetiva, c. 61.

⁶ Le lien établi entre *locuples* et la propriété foncière ne l'a été évidemment que par une étymologie forcée, et il est plus que problématique en lui-même.

⁷ Appien, *B.* c. 6, 34.

3. Le droit public romain semble avoir repoussé en principe les exemptions personnelles des charges patrimoniales : où la *militiæ munerisque publici vacatio* est accordée comme récompense légale au Latin, l'immunité se borne pour le Roman au service militaire. Les prêtres essayèrent bien de se soustraire à l'impôt ; mais ils furent obligés de payer, en 558, ce qu'ils n'avaient pas versé pendant la guerre d'Hannibal et ils furent compris dans le tribut de 711. Assurément il n'y avait pas, à l'époque moderne, besoin d'un bien grand effort pour maintenir cette égalité devant la loi en face d'un impôt qui n'était pour ainsi dire jamais perçu.

LE SERVICE MILITAIRE ET LE DROIT DE VOTE QUI EN RÉSULTE DANS L'ÉTAT PATRICIO-PLÉBÉIEN.

Le service militaire est un droit et un devoir pour le citoyen. L'arrivée au droit de cité des hommes libres en clientèle, la transformation du peuple patricien en un peuple patricio-plébéien se place au moment où ces clients arrivèrent au droit de servir et- au droit de vote qui en est inséparable. La fusion de l'Italie dans Rome ou de Rome dans l'Italie est la dernière conséquence de la fédération militaire romano-latine. Le service militaire des sujets sous le Principat a conduit à la fusion des provinces dans Rome et au développement complet de l'idée de l'empire. Nous décrirons ici le service militaire du peuple patricio-plébéien, en y comprenant le droit de vote dont il est la condition, et qui, dans la forme présente de la tradition, est plus mis au premier rang que le service militaire lui-même. Cependant ce n'est que du dernier point de vue que l'on peut acquérir une conception des choses conforme à leur mode de génération.

Jamais un non citoyen n'a servi dans une division de l'armée romaine. Le Latin établi sur le sol romain, qui contribuait aux charges publiques et votait dans les comices, n'était pas lui-même, autant que nous sachions, admis à servir dans les armées romaines¹. Il faut remarquer à ce sujet que le Latin propriétaire pouvait être contraint sur ses immeubles à l'accomplissement de ses corvées, au paiement de ses impôts, et qu'au contraire on n'aurait pu, par les voies de droit ordinaire, forcer l'étranger à exécuter son obligation de se présenter sous les drapeaux. Le Latin accomplissait indirectement son obligation de servir, par les renforts que sa cité fournissait aux Romains ; au contraire il était soumis à, l'impôt, selon l'emplacement de ses biens, tant dans sa cité que dans la cité romaine. Les troupes auxiliaires des Alliés et des Sujets appartiennent bien en fait à l'armée romaine ; mais les hommes qui les composent n'ont jamais été, même sous le Principat, regardés en théorie comme des soldats romains.

En revanche, l'obligation au service pèse en principe sur tous les citoyens. Quoique, à l'époque ancienne, le service militaire ordinaire ait seul en pratique une importance effective, le citoyen qui n'y est pas soumis n'est aucunement dispensé de son obligation parce que ses services ne sont pas en général utilisés. Seulement il y a des causes spéciales d'exemption légale du service. Nous devons d'abord réunir ici ces dispenses, dont au reste une partie remonte jusqu'à l'époque de l'État patricien.

La dispense du service (*vacatio militiæ*) dépend, dans le système romain, principalement de la volonté des magistrats qui procèdent aux levées. En particulier dans le cas d'infirmités physiques comme pour toutes les excises tenant à la position de la personne², il dépend absolument de l'arbitraire du magistrat de ne pas incorporer ou de congédier, en vertu d'une cause suffisante (*ex causa*), les individus sujets au service qui sont dans ces cas (*causarii*)³. En droit, il n'y a à s'occuper que des motifs d'exemption fixés par la loi. Lorsqu'il en existe un, il protège contre le *dilectus* ordinaire ; mais pour l'appel fait par voie

¹ Cf. la partie des Latins.

² Tite-Live, 42, 84, 42, montre, par exemple, qu'on avait des ménagements pour les pères de famille.

³ Cf. *Handbuch*, 5, 384.

de *tumultus* et de *conjuratio*¹, c'est-à-dire au cas de guerres ouvertes en Italie ou en Gaule en deçà des Alpes², les *vacationes* peuvent être suspendues³, à moins que le contraire ne soit dit expressément dans la loi qui établit l'exemption et que cette loi elle-même n'ait été rendue irrévocable par un serment⁴. — Les causes suivantes d'exemption nous sont connues :

1. L'âge de quarante-six ans accomplis libère du service de campagne⁵, et celui de soixante ans accomplis de tout service quelconque⁶.

2. L'accomplissement d'un certain nombre d'années de service, en général de dix dans la cavalerie et de seize dans l'infanterie, dans des conditions exceptionnelles, de vingt, dispense du service pour l'avenir⁷.

3. Celui qui est employé pour le compte de l'état à un service dont l'accomplissement est plus indispensable à l'intérêt public que ne sont ses services militaires, est par suite exempté du service militaire. A l'origine, ce droit était certainement en même temps un devoir ; cependant on ne peut dans notre tradition tout au plus en relever que des traces⁸. Sont ainsi exempts :

a. Les prêtres de la cité, naturellement à vie, puisque les sacerdoces sont viagers⁹. Il est surprenant que cette exemption se transmette à leur descendance agnatique¹⁰.

b. Les magistrats¹¹ et leurs employés¹², pendant la durée de leurs fonctions. L'exemption du service militaire ne paraît pas avoir été étendue aux sénateurs¹,

¹ L'*evocatio*, qui fonctionne à côté de deux modes de formation de l'armée par le magistrat, du *dilectus* et du *tumultus* (cf. sur sa définition, *Eph. epigr.* 5, 142), c'est-à-dire la levée des individus propres au service faite par le premier citoyen venu au cas de force majeure, est en dehors de notre sujet, puisqu'elle a pour base le service volontaire.

² Cette restriction de la *vocatio* est citée pour les *seniores* (Appien, *B. c.*, 2, 150) ; les prêtres (Plutarque, *Cam.* 41 ; *Marcell.* 3) ; les appariteurs des magistrats (note 15) ; les colonies maritimes déduites après l'an 425 (Tite-Live, 27, 36) ; les privilégiés cités dans Cicéron, *Phil.* 5, 49, 53.

³ Cicéron, *Phil.* 5, 12, 31 ; Tite-Live, 7, 9, 67 3, 20, 3 ; Tite-Live, 4, 26, 12, a le même sens ou est une erreur.

⁴ Sont désignées comme sacro-saintes les vacations des colonies maritimes et des prêtres ; cependant le serment peut bien avoir été fréquemment ajouté ailleurs. Naturellement, à côté du serment qui rend l'acte irrévocable, tout dépend de la formule. Les vacations des colonies maritimes paraissent avoir été toutes garanties par serment ; mais il n'y eut que celles d'Ostie et d'Antium qui furent trouvées suffisantes pour protéger même contre l'appel fait au cas de *tumultus*.

⁵ V. tome II, la partie de la Capacité d'être magistrat, sur l'accomplissement du service militaire. Appien, *B. c.* 2, 150.

⁶ V. tome III, la partie de la Censure, sur les listes de recrutement.

⁷ Cette règle est donnée, pour son temps, par Polybe, 6, 19 (cf. sur la lecture, le tome II, dans la théorie de la capacité d'être magistrat, au début de la partie de l'Accomplissement du service militaire) ; Auguste fixa aussi le temps de service du légionnaire d'abord à 16 ans (Dion, 54, 25), puis à 20 (Dion, 55, 23) qui en sont devenus plus tard 25. C'est à cela que se rapporte la formule annexée à celle de la *vocatio* : *Æra stipendiaque ei omnia merita sunt* (*Lex repetundarum*, ligne 77 = 84) statut municipal de Genetiva (c. 66). La loi *Julia municipalis* assimile aussi à celui qui a accompli le nombre légal d'années de service, celui à qui *vocatio rei militas is legibus plebeive scilis exve fœdere erit, quo circa eum inveitum vitrera non oporteat*. V. les détails, *Handbuch*, 5, 381. 433. 542.

⁸ Lorsque, pour faire abstraction du *rex sacrorum* (v. tome III, la partie de la Royauté, sur le roi des sacrifices), des difficultés sont faites aux trois grands flamines et même au grand pontife relativement à l'occupation des magistratures et en particulier à l'absence de l'Italie (v. tome II, dans la théorie de la capacité d'être magistrat, les détails donnés dans la section du défaut ou de la défectuosité du droit de cité), cela petit se rattacher à la question de savoir s'ils ont le droit de quitter l'Italie.

⁹ Cicéron, *Acad. pr.* 2, 38, 121. Statut municipal de Genetiva, c. 66. Plutarque, *Cam.* 41. Denys, 4, 62, sur les devoirs *sacris faciendis*.

¹⁰ Statut municipal de Genetiva, *loc. cit.* ; *liberi* ne peut, d'après les habitudes établies du langage juridique, être pris au sens étroit. La même extension se rencontre pour les privilèges personnels, et elle y est concevable. Le droit ne peut que difficilement avoir à l'origine appartenu aux prêtres avec cette étendue ; cette addition aura été faite postérieurement lorsque le but véritable de la dispense était oublié et qu'elle faisait reflet d'un *privilegium* personnel. An fond, cela importait peu, puisque l'enrôlement forcé sortit de très bonne heure de l'usage pour les personnes appartenant à la noblesse.

¹¹ Cette exemption ne nous est pas transmise par la tradition ; mais elle résulte de celle des appariteurs.

¹² Statut municipal de Genetiva, c. 62.

soit que leur participation aux délibérations du sénat semble moins importante que leur participation à la guerre, soit que les sénateurs fussent en réalité, à l'époque ancienne, des Anciens et fussent déjà exempts de ce chef.

c. Les citoyens établis dans les colonies maritimes à titre de garnison permanente². Si ce service de place dispense du service de campagne, il entraîne une obligation au domicile qu'on ne peut à la vérité préciser plus nettement³.

d. Les fournisseurs de l'armée en vertu d'une concession spéciale⁴, naturellement seulement pendant le temps de leur contrat.

4. Il existe aussi des privilèges personnels de ce genre, qui s'étendent en partie aux descendants⁵.

L'organisation militaire, patricio-plébéienne se révèle déjà comme relativement récente en face de l'organisation militaire patricienne, par le fait que la légende historico-juridique la rattache à l'avant-dernier roi. En outre une portion notable de la propriété immobilière romaine devait déjà se trouver entre les mains des plébéiens au moment de son introduction, puisque le but de la réforme ne peut avoir été que d'étendre l'obligation au service aux plébéiens propriétaires qui en étaient jusqu'alors exempts⁶. Assurément cette propriété n'était pas la propriété immobilière individuelle du droit moderne, également ouverte au patricien et au plébéien. Car cette dernière propriété n'est probablement née que du partage des terres duquel sont sorties les seize plus anciennes tribus rustiques. Or la constitution des tribus serviennes et la constitution des centuries serviennes sont, dans notre tradition, constamment considérées comme inséparables, et la propriété individuelle du sol ne s'étendait probablement pas encore, du temps des quatre tribus, aux terres labourables. Mais il peut facilement y avoir eu, dès cette époque, un droit individuel sur les terres labourables accessible même aux plébéiens⁷.

Le système des centuries de Servius est resté en vigueur, autant que nous voyons, sans transformations essentielles, — non pas à la vérité comme organisation militaire, mais comme organisation électorale en procédant, — jusqu'au commencement de la guerre d'Hannibal, et il a encore été remis en activité par Sulla. Le plus ancien des annalistes romains peut avoir voté d'après lui au Champ de Mars. Il existait un tableau schématique des divisions établies

¹ Le contraire ne résulte pas de Tite-Live, 22, 49, 17 ; et il n'y a pas à s'arrêter aux mots de Denys, 6, 9, selon lesquels *ὁ τε χρόνος ὁ τῆς ἡλικίας καὶ ὁ νόμος* libère les sénateurs du service militaire.

² Nous avons connaissance de deux contestations survenues entre le sénat et ces colons en 547 (Tite-Live, 27, 38) et 563 (Tite-Live, 36, 3) sur les points de savoir si la *vocatio* s'applique lorsque la guerre se fait en Italie, — ce qui fut tranché par l'affirmative seulement pour les deux colonies les plus anciennes, Ostie et Antium, — et si elle se rapporte aussi au service de la flotte, — ce qui fut tranché par la négative.

³ Les colons d'Ostie et d'Antium furent invités, en 547, à ne pas s'éloigner pendant plus d'un mois de leur résidence (Tite-Live, 27, 38, 5). Cf. la partie du droit municipal.

⁴ Tite-Live, 23, 49, 2, sur l'an 539.

⁵ Dans la loi *repetundarum* de 631-632 (lignes 77 = 84) le droit de cité est promis au non citoyen qui poursuit un citoyen avec succès pour *repetundæ* et à ses enfants et petits-enfants. Tite-Live, 39, 19 ; 4, sur l'an 568. Cicéron, *De d. n.* 2, 2, 6. Le même, *Phil.* 5, 19, 53.

⁶ De ce qu'à côté de six divisions de cavaliers qui étaient, en droit, patriciennes, il y en avait douze qui, probablement dès le principe, étaient, en fait, plébéiennes, on ne peut pas conclure que la propriété foncière des deux classes fut dans le même rapport du temps de l'établissement de ce système ; car le service équestre a difficilement dépendu de la fortune à l'origine. On pourrait plutôt déterminer approximativement par là les chiffres respectifs des individus aptes au service.

⁷ La propriété individuelle du sol, gai n'est pas urbain a été précédé par un droit personnel sur ce sol, qui ne peut se déterminer avec certitude, mais qui doit s'être lié d'une façon quelconque à la possession de fait et qui peut parfaitement avoir embrassé à la fois l'exercice du droit de la gens par le patricien et la possession légalement précaire du plébéien.

par le roi Servius lors du premier cens, qui est cité sous des dénominations diverses et qui doit encore avoir été utilisé par les savants du temps d'Auguste¹. Ce tableau ne peut pas avoir été emprunté aux annales et faisait plutôt partie de ces instructions rédigées pour guider les magistrats dans l'exercice de leurs fonctions², qui ont plus ou moins influé sur la rédaction des annales. Il porte le nom du 6e roi parce qu'à l'époque où il fut rédigé, ce roi était considéré comme le fondateur de l'armée civique patricio-plébéienne de la République³. Il ne peut avoir été regardé par des autorités compétentes comme un travail écrit de la main même du roi ; il doit avoir été composé peu de temps avant la transformation de cette organisation, vers le début du VIe siècle⁴, et avoir servi de base aux renseignements relativement détaillés et concordants qui se trouvent dans nos annales.

Sur l'emploi fait pour le vote du système des centuries serviennes, nous ferons un renvoi d'ensemble à la théorie de la compétence de l'Assemblée du peuple. Cet emploi des centuries est inséparable de leur emploi militaire ; car il a pour base une idée qui a, de tout temps, dominé la constitution romaine : l'idée que le peuple a la même capacité en matière civile et en matière militaire. Des actes tels que l'inauguration du flamme de Mars, la promesse de fidélité renouvelée avant le cens, la déclaration de guerre pour cause de violation d'un traité d'alliance, n'ont jamais pu avoir lieu qu'avec le concours de l'armée des citoyens de l'époque, et les non patriciens eurent donc nécessairement acquis le droit de participer aux comices à partir du moment où l'obligation au service militaire leur a été étendue. Mais il n'est aucunement forcé que cette participation ait été complète dès le principe, et la réduction du rôle des curies aux simples *privilegia* de droit privé petit encore bien moins s'être faite dès le moment où les plébéiens furent admis dans les centuries. La situation que nous dépeint notre tradition la plus ancienne des curies sans pouvoirs et des centuries toutes-puissantes, a probablement, comme tous les autres résultats de la lutte des classes que nous connaissons dans leur devenir, été atteinte par des étapes successives.

C'est principalement au point de vue militaire que nous devons exposer ici le système des centuries de Servius ; ce que nous devons y étudier en première ligne c'est le droit et le devoir de servir⁵. Mais, à la vérité, la forme de la tradition, dans laquelle la connaissance de l'organisation militaire la plus ancienne nous est surtout conservée par l'organisation électorale des temps historiques, aura pour conséquence forcée de nous obliger non seulement à nous

¹ Cicéron, *Orat.* 46, 156 cite (pour la forme du génitif) les mots *centuria fabrum* et *procurum* des *censoriae tabulae*. Selon Tite-Live, 19 60, 4, les premiers consuls furent élus *ex commentariis Servii Tullii*. Festus, p. 246, cite, d'après Varron, *Rerum humanarum l. VI*, les mots *pro censu classis juniorum* comme de Servius Tullius *in discriptione centuriarum*, et immédiatement après, p. 249, comme de la *discriptio classium quam fecit Ser. Tullius*, les mots *procurum patricium*, c'est-à-dire précisément ceux que cite Cicéron. Une pièce de ce genre était, en réalité, aussi bien un programme du cens qu'un règlement de l'élection des consuls et qu'aussi une *discriptio centuriarum* ; elle ne peut pas s'être désignée elle-même du nom de *discriptio classium*, puisque *classis* n'était pas employé dans cette acception à l'époque ancienne. Le grand fragment des *tabulae censoriae* conservé par Varron, 6, 86-88, doit aussi avoir appartenu à ce document.

² V. au tome I, le début de la partie de la Magistrature et des pouvoirs des magistrats.

³ La relation d'après laquelle le dernier roi fit de nouveau le cens selon l'ancienne forme (Denys, 4, 43) et les consuls rétablirent celui de Servius (le même, 5, 20), est probablement une réponse à la question de savoir pourquoi la constitution à de Servius n'était entrée en vigueur que depuis la République.

⁴ L'as de 1/10 de denier, sur lequel ce document est probablement calculé, a été introduit en 485. D'un autre côté, les centuries *procurum patricium*, qui y sont citées, ont probablement été ouvertes aux plébéiens en 534, et cela fit sans doute disparaître cette dénomination.

⁵ La constitution de l'*exercitus centuriatus* ne peut être omise ni dans la partie de la Censure, ni dans celle-ci. Les répétitions ont été limitées la plus possible ; mais je n'ai pas voulu les éviter toutes ; car, en se bornant, dans ces questions difficiles, à de simples renvois, on n'arriverait pas suffisamment à tenir compte de la différence de points de vue.

préoccuper partout du droit de vote, mais aussi à comprendre dans l'exposition présente les modifications modernes qui ne concernent rigoureusement et exclusivement que le droit de vote.

Le service militaire n'est pas le service des armes. Les citoyens qui, avons-nous dit, sont tous soumis au service, se distinguent en citoyens astreints au service des armes proprement dit, et en citoyens desquels on n'exige qu'un service auxiliaire : selon le langage des sources, on distingue les 188 centuries de citoyens armés (*armati*) et les 5 centuries de citoyens sans armes (*inermes*), en tout 193 centuries dont la réunion constitue l'armée (*exercitus*).

L'aptitude au service des armes, qui, on le conçoit, est en général considéré purement et simplement comme service militaire, comporte deux éléments : elle implique, d'une part, une certaine fortune et, d'autre part, une honorabilité intacte.

Comme condition de fortune du service ordinaire, on exigea d'abord une mesure minimum de propriété immobilière, c'est-à-dire la tribu, sauf que, la tribu résultant purement et simplement de la propriété immobilière, il n'y a pas pour elle de minimum. Cette règle primitive ne nous a pas été transmise elle est même en contradiction avec une tradition que nous aurons à étudier plus loin et d'après laquelle le roi Servius lui-même aurait attaché le service à la fortune et l'aurait gradué selon des chiffres fixés en argent. Mais ces chiffres attribués à Servius remontent au plus tôt à l'époque de la première guerre punique ; car ils sont calculés sur le taux de l'as d'1/10 de denier qui fut introduit à cette époque ; il y a donc eu des chiffres plus anciens qui ont disparu, et ces chiffres étaient probablement fixés en surface de terres et non pas en argent. En premier lieu, notre institution remonte probablement à une époque où le cuivre pesé lui-même n'était pas encore reconnu comme mesure générale de la valeur. — En second lieu, le fait que les centuries de la première classe étaient plus tard sensiblement égales en nombre à celles des quatre catégories inférieures réunies ne peut pas se ramener exclusivement à ce que les centuries des classes inférieures comprenaient certainement un plus grand nombre de têtes que celles de la classe supérieure. Ce rapport de chiffres surprenant exige tout au moins que les individus aptes au service de la première catégorie soient, au point de vue absolu, supérieurs en nombre à ceux de la catégorie qui suit immédiatement et cela ne peut se concevoir qu'à condition que la gradation se rapporte à la propriété immobilière, et que, par exemple, les fractions de $\frac{3}{4}$, — produites certainement en grande partie par le morcellement, — fussent moins nombreuses que les unités entières. — En troisième lieu, la tribu qui n'est primitivement, avons-nous vu, rien autre chose que l'expression de la propriété immobilière, doit nécessairement être dans un rapport avec la composition de l'armée. La séparation dans les listes des censeurs des individus soumis au service et à l'impôt en *tribules* et *ærarii*, c'est-à-dire d'après le sens primitif des mots, en citoyens *propriétaires fonciers* et en citoyens *soumis à l'impôt*, ne peut pas venir de l'impôt puisque les premiers y sont soumis comme les seconds ; elle ne peut venir que du service. L'administration se meut, à l'époque ancienne, autour de la tribu réelle : la tribu personnelle n'y est que la tribu résultant de la propriété foncière ; or, puisque tout dans cette administration se rapporte au service militaire, que le paiement de la solde et la perception de l'impôt ne sont que des corollaires du service, il est impossible de séparer ce service de la tribu. — Enfin il est attesté directement que la réforme d'Appius, qui n'est autre chose que l'affranchissement de la tribu personnelle de la tribu du sol, fit entrer les

personnes qui n'avaient pas de propriété immobilière dans les centuries de vote ; elles en étaient donc antérieurement exclues.

Les chiffres récents des classes ne pouvant être qu'une expression nouvelle des chiffres anciens accommodée au changement des circonstances¹, on peut avec quelque certitude déterminer ceux-ci à l'aide de ceux-là. Cela est aussi vrai pour la relation des classes entre elles que pour les chiffres absolus de chacune. Si la classe la plus élevée indique, comme il n'y a pas à en douter, la mesure de terrain nécessaire pour impliquer le service complet, l'unité de lot agraire, la propriété du citoyen, les quatre classes inférieures peuvent être considérées comme correspondant aux trois quarts, à la moitié, au quart et à une moindre fraction de cette unité. Le propriétaire d'un emplacement inférieur en superficie au chiffre le plus bas ne devait pas être compté au cens comme propriétaire. Le mode de réduction peut aussi se déterminer. La plus petite parcelle de terre qui se rencontre chez les Romains est l'*heredium* de 2 *jugera* ; on peut y reconnaître la petite fraction et par conséquent évaluer le lot complet à environ 20 *jugera*². Le *jugerum* est donc exprimé dans les chiffres qui nous ont été transmis par 2200 sesterces (= 485 fr.) ; et ce taux correspond à la valeur moyenne attribuée au sol dans les évaluations postérieures³.

Les censures de 442 et 450 ont mis à la place des immeubles la fortune : les citoyens qui n'avaient pas de terres acquirent par là tous une place dans les tribus ; et, pourvu qu'ils eussent le chiffre de fortune requis, le droit de servir et aussi le droit de voter dans les centuries politiques. Mais les chiffres ne peuvent avoir été fixés à cette époque que selon le système de l'as lourd, ou, ce qui est la même chose, du sesterce d'1/4 de denier ; ils ne nous ont pas été transmis et doivent donc être déduits des chiffres postérieurs par un calcul. Or ce calcul fixe la fortune minimum requise pour le service complet à 40000 as lourds ou sesterces et les fractions à 30000, 20000, 10000, 4400 as lourds ou sesterces. Mais la distinction des propriétaires fonciers et des citoyens qui ne l'étaient pas subsistait encore au milieu de ces évaluations ; car non, seulement les individus astreints au service appartenant aux tribus rustiques qui, au moins en général, excluaient les autres, étaient tous propriétaires fonciers ; mais en outre ce n'était pas la fortune en général, c'était la propriété foncière qui déterminait les classes⁴, et, par conséquent, celui qui ; d'après cette propriété, appartenait à la cinquième classe, ne pouvait pas être mis, à raison du reste de sa fortune, dans une classe plus élevée.

Peu avant le début de la première guerre punique, vers l'an 486 de la ville, s'introduisit à Rome le système monétaire qui y resta depuis en vigueur, le système basé sur le sesterce d'argent de 2 as légers et demi et sur le denier de

¹ Lorsque l'argent remplaça la superficie comme mesure des classes, ceux qui avaient été jusqu'alors *classici* ne doivent pas avoir cessé de l'être pour cela. Il serait encore plus déraisonnable d'admettre que, lors du passage de l'as d'un ¼ de denier à l'as d'un 1/10, on ait conservé nominalement les anciens chiffres, et qu'on ait ainsi, par une simple manipulation de chiffres, fait entrer parmi les *classici*, des classes tout entières qui étaient jusqu'alors *infra classem*.

² Lors de l'installation des Claudii, il est donné 2 *jugera* à chacun et 25 à leur chef (Plutarque, *Popl.* 21). Ce sont bien encore là, semble-t-il, les chiffres de la dernière et de la première classe. On ne peut s'attendre à une concordance absolue entre des chiffres ainsi obtenus par réduction.

³ Columelle, 3, 3, 8, évalue l'arpent de terrain propre à la culture à 1000 sesterces, Varron, *De re r.* 3, 2, le produit moyen de l'arpent labouré à 150 sesterces, ce qui, en calculant avec Columelle le rendement des biens ruraux à 6%, donne pour valeur du capital 2500 sesterces. Cf. *Hermes*, 19, 398.

⁴ Les censeurs de 585 exclurent de certaines restrictions les *libertini*, qui *prædium prædiave rustica pluris HS. XXX milium haberent* (Tite-Live, 45, 1, 5, 2). C'est la limite du cens de la 2^e classe.

10 as légers. Le cens s'y conforma soit aussitôt, soit par la suite¹. Les chiffres du cens qui nous ont été transmis sont calculés en as d'1/10 de denier². Ils se trouvent donnés soit dans une relation de la constitution de Servius, qui a passé, en termes concordants dans Tite-Live et Denys de la même source ou de sources analogues, et qui a peut-être servi de base commune à toutes les annales en remontant jusqu'à Fabius³, soit dans les témoignages isolés qu'on trouvera réunis ici :

1re classe, au moins	100.000 as, Annales ; Polybe (note 33), 120.000 as, Pline et Festus ⁴ , [125.000 ? as, Aulu-Gelle ⁵ ,]
2e classe, au moins	75.000 as, Annales,
3e classe, au moins	50.000 as, Annales,
4e classe, au moins	25.000 as, Annales,
5e classe, au moins	11.000 as, Annales (note 34), 4.000 as, Polybe ⁶ .

Les deux divergences relatives aux chiffres minimum de la 1re et de la 5e classe doivent être ramenées à ce que, d'une part, le service militaire ordinaire fut étendu, et cela des avant le temps de Polybe, aux citoyens dont le cens était de moins de 11.000 as et de plus de 4.000, et à ce que d'autre part, postérieurement à Polybe, on fit remise aux, citoyens dont la fortune était de plus de 100.000 as et de moins de 120.000, de l'équipement coûteux de la 1er classe ; ce qui aura ensuite exercé une influence symétrique sur la composition des centuries de vote. Les deux changements ont pour caractère commun de restreindre les différences résultant de la gradation du service d'après la fortune, et elles préparent la suppression totale du recrutement fait d'après le cens qui fut opérée par Marius.

¹ Il a encore été souvent compté postérieurement par as libraux, et il est possible, il est même vraisemblable que les censeurs aient encore procédé ainsi pendant longtemps, que par suite les chiffres qui nous ont été transmis appartiennent à une époque postérieure.

² La cuirasse caractéristique de la 1re classe était portée, d'après Polybe, 6, 23, 15, par *οἱ ὑπὲρ τὰς μυριάς τιώμενοι δραχμὰς*. Denys, 4, 16, 17, met également constamment la miné ou 100 drachmes la où Tite-Live parle de 1000 as. De plus, lorsqu'il est fait allusion pour l'an 585 au chiffre de 30000 sesterces comme a la limite d'une classe (note I) ; cela ne peut s'entendre que de lias léger ; car, si le cens de la 1re classe était de 100000 as lourds ou sesterces, le chiffre de 30000 sesterces se placerait entre la 3e et la 4e classe. Abstraction faite de ces témoignages de grand poids, il est, peut-on dire, impossible que, dans un État comme l'État Romain, le service complet ait en pour condition un cens de 100000 as lourds = 22000 fr., l'époque ancienne une propriété immobilière d'environ 50 arpents. C'est encore plus vrai, s'il est possible, des chiffres donnés pour l'équipement de la cavalerie, qui sont transmis en même temps et qui se rapportent sans nul doute au même as. Assurément la limite tracée par la loi Voconia de 585 pour les successions dévolues aux femmes, de *centum milia æris* (Gaius, 2, 274) ou 25000 deniers (Dion, 56, 10 ; *centum milia sestertium* : *schol.* de Cicéron, *Verr.* 2, 1, 11, éd. Orelli, p. 188), a été probablement fixée comme étant celle du cens de la 1re classe, puisque, comme il résulte d'Aulu-Gelle, 6[7], 13 (cf. aussi Festus, *Ép.* p. 113, v. *Infra classem*) Caton discuta à ce propos les expressions opposées *classis* et *infra classem*. Mais Caton peut n'avoir invoqué cette opposition qu'à titre de comparaison ; ensuite il est parfaitement possible que, comme je l'ai supposé, *R. M. W.* p. 302 = tr. fr. 2, p. 32 ; la loi elle, même ait visé le cens de la 1re classe, et que l'interprétation, pour en restreindre l'application le plus possible, ait entendu l'équivoque *centum milia æris* de l'as lourd.

³ Tite-Live, 1, 43. Denys, 4, 16. 17. L'unique divergence dans les chiffres, l'indication pour la cinquième classe de 12 mines ½ = 12500 as dans Denys a certainement pour source une égalisation, tandis que le chiffre de Tite-Live s'explique parfaitement par la considération des petits lots de 2 *jugera*.

⁴ Pline, *H. n.* 33, 3, 43. Festus, *Ép.* p. 113.

⁵ Aulu-Gelle, 6[7], 13. Festus ayant probablement tiré sa glose de la même source, il y a une erreur de chiffre chez lui ou chez Aulu-Gelle ; Pline donne à croire que c'est Aulu-Gelle qui se trompe.

⁶ Polybe, 6, 19, 2.

Quant à l'absence d'indignité, qui est requise à côté de la condition relative aux biens, il suffit, en principe, de rappeler les développements fournis sur la censure. Les citoyens auxquels les magistrats chargés du cens refusaient la pleine possession de l'honneur civique perdaient par là, à l'époque ancienne, l'aptitude au service militaire et le droit de suffrage lié avec elle, ou plutôt les deux droits étaient en suspens jusqu'à ce que d'autres censeurs ne vinssent effacer cette tache. Car l'exclusion de la tribu doit avoir été, à l'origine, ce qu'implique son nom, et la perte du droit de suffrage est signalée comme en étant la conséquence¹. En réalité, l'acte n'a de sens qu'autant que l'exclusion de l'armée en résulte. On ne doit pas imposer au citoyen honorable de servir aux côtés de l'indigne. L'arbitraire extrême de la juridiction sur les mœurs attribuée aux censeurs a pour source le point d'honneur délicat produit par l'esprit de corps.

Mais cela changea, lorsqu'à la suite de l'admission au service et au vote des citoyens sans immeubles les districts urbains qui leur étaient affectés commencèrent à être regardés non pas précisément comme les tribus des gens sans honneur, mais pourtant comme des tribus moins honorables. Désormais les personnes exclues, pour indignité, des tribus rustiques furent, au moins en général² ; placées dans les tribus urbaines, et restèrent donc dans l'armée pour la guerre et pour le vote. Désormais des citoyens marqués de la *nota* du censeur ont fréquemment servi³, et cette note a difficilement entraîné des déchéances légalement formulées⁴, si fréquemment qu'il ait pu arriver en fait que l'individu noté fût, en considération de la note, — révélée au magistrat qui fait la levée par les listes mêmes d'enrôlement —, omis dans cette levée, ou encore qu'il fût, une fois levé, puni par un service plus dur⁵. Il est également difficile que le droit de vote de ces individus ait subi d'autre restriction que le changement de tribu.

Nous avons déterminé les limites dans lesquelles le peuple est soumis au service militaire ordinaire. Pour l'organisation même de l'armée populaire, l'infanterie et la cavalerie sont séparées. La première comprend deux parties : armée active (*juniore*) et réserve (*seniores*), selon l'âge des individus astreints au service. L'armée active et la réserve se composent toutes deux de citoyens ayant un cens complet qui fournissent le service complet, et de citoyens astreints au service ordinaire, mais non au service complet, qui fournissent un service moindre d'après quatre degrés différents. Toutes les parties de l'armée, les cavaliers comme les fantassins, l'armée active comme la réserve, étaient militairement formées en compagnies (*centuriæ*, *ordines*) composées d'un nombre

¹ Cf. tome III, la partie de la Censure, sur la tribu personnelle primitive.

² Peut-être l'inscription parmi les demi-citoyens sans suffrage subsista-t-elle encore comme peine plus forte à côté de celle-là.

³ Par exemple, Tite-Live, 24, 18. 27, 11. L'*æerarius* de ce temps était soumis au service, résulte-t-il de la mesure prise par le censeur de 550, M. Livius, de déclarer *æerarii* les tribunes de toutes les trente-cinq tribus sauf une (Tite-Live, 29, 37) ; cependant cette mesure est encore plus que singulière. D'abord il y avait quatre de ces tribus qui étaient déjà dans cette catégorie. Ensuite les comices par tribus étaient impossibles s'il manquait seulement une tribu, et ceux par centuries l'étaient aussi, puisque la centurie est dans ce temps-là une *pars tribus*. C'était là une tentative dictée par un aveugle ressentiment, dont la réalisation aurait constitutionnellement anéanti l'État et que le censeur ne fit que parce qu'il savait d'avance qu'il n'aurait pas l'assentiment nécessaire de son collègue et que tout se bornerait donc à l'essai frivole d'un acte impossible. L'accusation de majesté était fondée là ou jamais ; mais le sénat la fit échouer partie en considération d'Hannibal, partie pour d'autres raisons moins honorables.

⁴ On ne peut que difficilement s'appuyer sur le renseignement peu digne de foi du *De viris ill.*, 50, pour conclure à la disparition de la solde.

⁵ On pouvait employer ces hommes au service d'outre-mer plutôt qu'à celui d'Italie, ou les retenir plus longtemps sous les drapeaux ; on ne pouvait les exclure des légions ; car le citoyen ne peut servir que dans la légion. Il peut y avoir eu, en fait, des légions de discipline, comme celles de Cannes et de Sicile ; mais il ne peut pas y en avoir eu, en droit.

fixe d'hommes et commandées par un capitaine¹. Tout le système est bien applicable au vote, mais il a été imaginé au point de vue militaire et il est, jusque dans le détail, organisé au point de vue militaire. C'est donc dans leur ordre militaire que les différentes parties de l'armée doivent ici être étudiées.

L'organisation servienne de la cavalerie² est dominée par le caractère permanent qu'à la différence de l'infanterie ce corps a eu dès le principe. Il se compose de six centuriae nommées et de douze centuriae innommées³.

Les premières, les *sex suffragia*⁴, portent les noms empruntés au peuple patricien de *Titienses*, *Ramnes*, *Luceres priores* et *posteriores*⁵, et sont certainement les centuriae *procum patricium* citées comme appartenant au système électoral de Servius. Elles ont donc d'abord été composées exclusivement de patriciens et n'ont, semble-t-il, été ouvertes aux plébéiens que lors de la réforme de la constitution de Servius faite en 531⁶.

¹ Lælius Felix (dans Aulu-Gelle, 15, 27) indique comme principes politiques de répartition servant de base à la constitution servienne, le census et l'ætas par opposition aux comices par curies et aux regiones et loci des comices par tribus. Cicéron, *De leg.* 3, 3, 7, dit de même et c. 19, 44. Le même, *Pro Flacco*, 7, 15, *De rep.* 4, 2. Par les *partes populi* du premier et du troisième texte, qui se retrouvent dans la désignation des comices par centuriae, *De leg.*, 3, 4, 11, il ne peut être fait allusion à des parties déterminées, que ce soient les tribus, les classes ou les centuriae ; car elles dérivent toutes là par ces *partes*. Il ne reste par conséquent autre chose à faire qu'à voir là comme au *Pro Arch.* 5, 11 (voir tome III, la partie de la Censure, sur la durée des règles établies par les censeurs, à la 1^{re} note), dans les *parties du peuple* une périphrase pour le peuple tout entier. En outre, les deux premiers textes (dont l'un fait aussi une allusion expresse aux comices par tribus) distinguent de nouveau les trois éléments de disposition de l'armée servienne : en premier lieu, les degrés de fortune, en second lieu, les limites tenant à l'âge, en troisième lieu la centuriation. Le dernier est exprimé ou par *ordines equitum peditumque*, ou par *ordines* tout court, ou par la désignation des *ordines* d'infanterie et de l'*equitatus* ; on se rappellera à ce sujet qu'*ordo* au sens militaire ne désigne que la centurie d'infanterie et que par conséquent l'extension du mot à la centurie de cavaliers est d'ordre zeugmatique. — La même chose peut se trouver dans les mots de Plutarque, *Cato maj.*, 16, selon lesquels les censeurs *τὰ γένη καὶ τὰς ἡλικίας* — propose Willamowitz au lieu de *πολιτείας* qui n'a pas de sens — *διέκρινον*, quoique *γένη*, s'il est la traduction d'*ordines*, vienne d'une confusion.

² L'analogie, qui se manifeste si fréquemment avec les institutions attiques, est ici particulièrement surprenante. A Athènes aussi, la cavalerie est permanente et défile publiquement chaque année ; la aussi les autorités examinant l'homme et le cheval ; là aussi il y a, à côté de la *κατάστασις*, de l'*æes equestre* Romain et de l'argent de fourrage, une solde du cavalier d'une drachme par jour. Böckh, *Staatshaushaltung*, 3, 354 et ss. = tr. fr. 4, 409 et ss. ; Gilbert, *Staatsalterth.* 1, 305. On nous approuvera de laisser constamment de côté, dans cette exposition, les institutions parallèles grecques et spécialement les attiques. Le péril d'attribuer à l'analogie une influence injustifiée n'est pas mince, et ce n'est que par un examen indépendant que la comparaison peut être faite comme elle le mérite. Mais il reste vivement à souhaiter que cette étude soit essayée par une main expérimentée et soit en particulier consacrée à la séparation de ce qui est le fond commun romano-hellénique et de ce qui, dans les institutions romaines, est un emprunt à l'Attique. En présence des rapports existant entre les Douze Tables et les lois de Solon, l'organisation de la cavalerie pourrait parfaitement venir de ces dernières.

³ La tradition sur l'origine des 18 centuriae de chevaliers de l'armée servienne a été exposée au sujet de la cavalerie antérieure à Servius. Les récits que nous possédons à ce sujet diffèrent aussi bien relativement à la part des rois Tarquin et Servius dans l'augmentation de la cavalerie que sur ses phases, et les deux combinaisons divergentes qui se trouvent dans les sources contiennent également des impossibilités. La combinaison selon laquelle les six anciennes centuriae auraient contenu chacune 300 hommes et Servius en aurait fait 18 centuriae de 100 hommes en laissant les anciens noms à six d'entre elles est aussi mal imaginée que la combinaison opposée selon laquelle Servius aurait trouvé douze centuriae innommées et y aurait adjoint les six centuriae nommées. Mais il n'y a pas à s'arrêter ni en histoire, ni en droit public, à ces récits. Les anciens eux-mêmes n'avaient pas de relation de ces événements. Il ressort avec une clarté frappante de l'institution elle-même que les six centuriae à noms patriciens sont empruntées à la constitution patricienne et que les douze centuriae innommées sont nées dans la cité patricio-plébéienne ; peu importe comment la pseudo-histoire s'est figurée les choses.

⁴ Cette désignation se trouve dans Cicéron, *De rep.* 2, 22, 39 et dans Festus, p. 331 s. v. Le chiffre a-t-il disparu avant *suffragia* dans Cicéron, *Phil.* 2, 33, 82, comme le pensait Niebuhr, ou bien pouvaient-ils aussi être appelés *suffragia* tout court c'est un point incertain. Dans Tite-Live, 1, 36, 8. c. 43, 9, elles s'appellent *sex centuriæ*.

⁵ Les *Ramnes*, nommés à côté des *centuriæ seniorum*, dans Horace, *Ars poet.* 342, y représentent encore les centuriae des chevaliers.

⁶ L'absence des six centuriae de chevaliers parmi les institutions qui, selon Cicéron (*De domo*, 44, 131 et Tite-Live, 15, 11, 91, seraient supprimées par la disparition du patriciat, alors qu'elles avaient plus d'importance que toutes les institutions nommées par eux, prouve irréfutablement qu'elles n'étaient plus, à l'époque moderne,

A ces premières centuries s'ajoutent douze autres centuries qui n'ont pas de nom individuel, mais qui, par opposition aux *sestertiiarii*, s'appellent par excellence *centuriæ equitum*¹. Elles sont, selon toute vraisemblance ; une portion intégrante de l'organisation militaire patricio-plébéienne avec laquelle elles auront été appelées à l'existence ; elles ont sans doute été, dès le principe, également ouvertes aux patriciens et aux plébéiens, mais en fait elles ont peut-être été, de tout temps, exclusivement plébéiennes².

Le chiffre total de 18 centuries s'est maintenu, du temps de la Royauté jusqu'à celui de l'Empire, sans aucune modification³. Les changements faits dans l'organisation électorale n'ont modifié en rien ni le nombre ni, autant que nous voyons, l'organisation des chevaliers.

Il n'y avait pas, dans le système primitif, de condition de capacité spéciale pour servir dans la cavalerie. Le caractère permanent du service suffit à exclure l'existence d'un cens propre des cavaliers correspondant aux autres chiffres du cens ; car le but de ces chiffres gradués, qui est de constater pour le magistrat qui fait la levée la capacité prescrite pour chaque classe, disparaît ici où le cens et la levée se confondent. La limitation théorique du choix des cavaliers à une certaine fraction des citoyens impliquerait aussi chez le magistrat qui fait le cens une restriction de pouvoirs peu conciliable avec la liberté d'action ordinaire qu'a le magistrat pour cet acte. Surtout ce serait inconciliable avec ce qui nous est rapporté des équivalents pécuniaires accordés pour le service à cheval. Puisque, selon les institutions romaines, l'armement et l'entretien du citoyen au service le, concernent en première ligne, le cavalier a aussi à se procurer son cheval, ou dans la mesure où c'est exigé, ses deux chevaux⁴, avec l'équipement qui convient⁵ ; c'est à lui de se les procurer⁶, et c'est encore à lui de pourvoir à leur nourriture. Mais il lui est fourni dans ce but une indemnité plus élevée, même

exclusivement patriciennes. Salluste, en étendant (*Hist.* 1, 9, éd. Dietsch) les luttes des plébéiens et des patriciens jusqu'à la guerre d'Hannibal, implique la suppression d'un privilège patricien vers l'an 536. Or, d'une part, entre les privilèges dont les patriciens furent plus tard privés, il n'y en a qu'un dont la perte ne soit pas datée : c'est la possession séparée des six centuries nommées de chevaliers. Et, d'autre part, nous établirons plus loin que la réforme de l'organisation servienne des centuries doit être placée entre 593 et 535. On pourrait par conséquent, comme le suggèrent d'autres raisons encore, la placer dans le voisinage de la dernière date, c'est-à-dire sous la censure de C. Flaminius en 534. — Dans les *Röm. Forsch.* 4, 134 et ss., j'ai fait à tort remonter à Servius lui-même l'ouverture des six centuries aux plébéiens.

¹ *Duodecim centuriæ equitum*, Tite-Live, 43, 15, 14 ; *equitum centuriæ cum sex suffragiis*, Cicéron, *De rep.* 2, 22, 39 ; naturellement les 18 centuries sont aussi appelées centuries *equitum* (Cicéron, *Pro Mur.* 25, 54. 35, 73. *Phil.* 7, 6, 16).

² Aucun vestige n'indique qu'elles aient jamais été réservées légalement aux plébéiens. Et la date de cette institution suffit pour condamner une telle opinion. Un patricien L. (Pinarius) Natta dans les (dix-huit) centuries de chevaliers, dans Cicéron, *Pro Murena*, 35, 73.

³ Postérieurement les dix-huit centuries de chevaliers sont citées en l'an 263, dans Denys, 7, 59 ; en l'an 294, dans le même, 10, 47 ; pour le commencement du VII^e siècle dans Cicéron, *De rep.* 2, 22 ; les 12 centuries en l'an 585, dans Tite-Live, 43, 16, 44.

⁴ Festus, p. 221, et, éd. de Bonn, p. 4. D'après les deux textes, le cheval auxiliaire ne paraît pas avoir été exigé de tous les cavaliers, et une indemnité spéciale semble avoir été payée pour lui. Si la restitution proposée par les éditeurs est exacte, cette obligation plus étendue pèse sur les trois centuries patriciennes du premier système.

⁵ Il n'y avait de nécessaire que la garniture de tête du cheval qui, à part la garniture d'argent des bossettes, ne devait occasionner que des frais modérés. Les selles sont inconnues à l'époque ancienne et elles ne pénétrèrent dans la pompa que sous Néron (Dion, 63, 13). Il n'y avait pas, dans la cavalerie, d'armes défensives ni pour le cheval, ni, sauf le bouclier, pour l'homme (Polybe, 6, 24, 3). Au contraire un esclave devait être nécessaire pour tenir le cheval et constituer un surcroît de dépense à mettre en ligne de compte.

⁶ Ce n'est qu'à cette condition que peuvent se comprendre les frais d'équipement. L'*equus publicus*, en dépit de son nom, n'est pas la propriété de l'état, mais de celui qui le monte, la preuve en est dans l'invitation à le vendre adressée au cavalier renvoyé du service (Tite-Live, 29, 37, 40 ; d'où Val. Max. 2, 9, 61. Cela ne peut s'entendre que d'une vente faite par lui pour son propre compte et non pour celui de l'état. Si, comme il est vraisemblable, le cavalier subit un préjudice pécuniaire au cas où le cheval lui est enlevé à titre de peine, ce préjudice ne peut consister que dans l'obligation à la restitution totale ou partielle de l'*æus equestre* ; la simple restitution du prix de vente à l'*ærarium* ne suffirait pas pour le constituer.

relativement, qu'au citoyen qui sert dans l'infanterie. Il reçoit, aux frais de l'État¹, à son entrée au service, pour l'acquisition de son cheval un argent de cheval (*æs equestre*) de 10.000 as ou 1000 deniers (875 fr.) et pour le nourrir un argent de fourrage annuel (*æs hordiarium*) de 2.000 as ou 200 deniers (475 fr.)². Le cavalier paraît avoir supporté la perte du cheval³ et la solde des cavaliers plus tard introduite avoir été déduite, non pas immédiatement après sa création, mais bientôt après, de l'argent du fourrage⁴. Nous n'avons pas de réponse pour une série d'autres questions qui se posent ici. Nous ne savons si l'*æs equestre* devait être restitué en tout ou partie dans certaines circonstances, par exemple lorsque le cheval était retiré au cavalier par sa faute, ou lorsque, même sans sa faute, le service du cavalier finissait avant le temps ordinaire ; nous ne savons pas davantage si l'*æs equestre* et l'*æs hordiarium*, dont la connaissance ne paraît s'être transmise à nous que par une tradition juridique⁵, ont encore effectivement été payés à, l'époque récente. Mais on ne peut révoquer en doute que ces chiffres étaient évalués largement⁶ et que le cheval public n'a pas pu, dans ces circonstances, être pour celui qui le recevait une charge plus lourde que celle supportée par le fantassin. Le fait que l'acceptation n'en était pas plus facultative que ne l'est celle du service en général⁷ ne peut aucunement être invoqué en sens contraire. On voit nettement ressortir la volonté de faire passer du soldat à l'État l'augmentation de charges produites par le service à cheval et de rendre ainsi le service à cheval accessible même aux citoyens sans ressources, de manière à ce que les choix puissent être exclusivement déterminés par le mérite. Enfin, s'il y avait eu dès le principe un cens équestre, il aurait sans nul doute été intercalé dans le schéma de Servius et nous aurait été transmis avec lui or c'est si peu le cas qu'il nous est seulement parlé en termes généraux du choix des chevaliers parmi les citoyens les plus riches et les plus

¹ Ce n'est pas exactement par le trésor que ces fonds sont payés aux bénéficiaires. Si, en parlant d'un paiement de l'*æs equestre ex publico*, Tite-Live veut parler d'un paiement par le trésor et non pas simplement d'une charge supportée par le peuple, son allégation doit peut-être être liée avec l'assertion de Plutarque selon laquelle Camille a la première soumis les orphelins à l'impôt, dans sa censure de 317 (*Cam.* 2). En tout cas ; Gaius montre que, même pour l'*æs equestre*, le bénéficiaire était renvoyé à des intermédiaires : on au contribuable, ou, comme pour la solde, au percepteur de l'impôt. L'observation de Cicéron, *De re p.* 2, 20, 36, faite sans transition à propos de l'organisation de la cavalerie par Tarquin ne peut non plus être comprise que dans ce sens que l'*æs equestre* pesait sur les contribuables *orbi* et l'*æs hordiarium* sur les contribuables *viduæ*. — Au reste, d'après les mots de Festus (p. 78 de mon éd. du quat. XVI, cf. p. 85), ces prestations des *orbi* et des *viduæ* paraissent avoir été considérées, de même que le *tributum*, comme de simples avances que le trésor public remboursait quand les *vectigalia* le permettaient.

² Tite-Live, 1, 43, 9. Festus, *Ép.* p. 84. Le même, *Ép.* p. 402. Gaius, 4, 21. Les chiffres étant, dans Tite-Live, en corrélation avec ceux du cens servien dont l'as est certainement celui d'un 1/10 de denier, il faut nécessairement admettre la même chose pour eux.

³ Les frais d'équipement devaient par conséquent suffire à tout le temps de service du cavalier ; il ne faut pas oublier à ce sujet que chaque revue des censeurs s'étendait à l'état convenable du cheval. Cinq chevaux qu'il avait perdus à la guerre furent remplacés par l'État au grand-père de Caton l'ancien (Plutarque, *Cat. maj.* 1) ; mais il peut avoir servi *equo privato*, ou encore ce peut avoir été là une faveur individuelle.

⁴ Tite-Live, 7, 41, 8, sur l'an 412. Il ne peut s'agir là que de l'*æs hordiarium*. D'après la texture du texte, cette disposition doit avoir été prise à ce moment.

⁵ Comme exemplification de la *pignoris capio* du droit privé. Ces indications pourraient n'être venues que de là dans nos annales.

⁶ Varron semble, dans le texte du *De l. l.* 8, 71, avoir employé *assarium*, qui ne se rencontre que là, comme ailleurs *æris gravis*, c'est-à-dire pour l'as libral équivalent au sesterce. Le prix d'achat du cheval propre au service aurait donc alors été de 250 deniers (= 220 fr.) ; c'est peu, mais ce n'est pas impossible. En Attique, le cheval de labour ordinaire vaut, à l'époque de la guerre du Péloponnèse, environ 3 mines (= 300 fr. ; Bœckh, *Staatshaushalt.* 1, 103 = tr. fr. 1, 126). Dans les fournitures de chevaux on compte, à l'époque moderne de l'empire, comme équivalent du cheval, 23 (*C. Théod.* 11, 17, 1 de l'an 307), 20 (*loc. cit.*, *const.* 2, de 401) ou 18 (*op. cit.*, 14, 4, 29, de la même année) *solidi* (= 375 à 290 fr.). Les frais de l'esclave peuvent avoir été compris dans l'argent de fourrage.

⁷ Tite-Live, 39, 19, 4.

considérés¹. Ce doit là sans doute être l'expression exacte de la situation de fait. Quoique le citoyen qui n'était pas apte au service complet de fantassin pût, en droit, recevoir le cheval public, il est certain que lion seulement ce cheval fut de tout temps donné en général à des citoyens complets, mais que les jeunes gens distingués par leur naissance et leurs biens ont été pris de préférence pour ce service plus considéré. Niais, comme il sera expliqué dans la partie des Chevaliers, le cens équestre légal n'a été établi, que, lorsque, vers le milieu du I^{er} siècle, on introduisit, à côté des cavaliers *equo publico* les cavaliers *equo privato* et qu'en même temps on organisa l'enrôlement par le général pour le service à cheval et la fixation par le censeur des conditions d'aptitudes rendue nécessaire par là, — toutes institutions d'ordre purement militaire qui ne touchèrent pas les centurions politiques des *equites equo publico*. Toute l'influence que cela eut sur elles fut que, depuis qu'il y eut un cens équestre, il fut, soit par une disposition de la loi, soit simplement en fait, étendu aux détenteurs du cheval public² ; et, par suite, les centurions de chevaliers, quoiqu'elles ne fassent pas partie de la *classis*, au sens ancien, de la phalange³, et qu'elles ne puissent pas être désignées, dans les habitudes du langage nouveau, comme des centurions de la première classe⁴, peuvent, au moins pour l'application du principe timocratique, être réunies à la première classe.

La centurie de cavaliers, qui est passée, quant au nom comme quant au fond, de l'ancienne constitution patricienne de la cité dans la constitution patricio-plébéienne, est toujours restée ce que veut dire son nom : une troupe de gent hommes commandée par un centurion⁵. Le maintien invariable du chiffre de 1.800 soldats pourvus du cheval public depuis le temps des rois jusqu'au v^e siècle est pleinement attesté⁶, et est confirmé par les efforts — infructueux, résulte-t-il de ce témoignage, — faits par Caton l'Ancien pour élever leur nombre à 2.200⁷. La centurie politique de cavaliers différerait donc sous un double rapport de la centurie de fantassins que nous étudions plus loin. D'abord cette dernière compte, verrons-nous, normalement 120 hommes. Ensuite le droit de vote dans les centurions équestres se restreint aux détenteurs du cheval public et exclut, à l'époque où il y a des conditions de capacité à ce sujet, ceux qui sont seulement

¹ Cicéron, *De re p.* 2, 22, 39. Denys, 4, 18. Tite-Live, 1, 43. Dans toutes ces indications, il faut remarquer qu'on évite d'indiquer un cens déterminé et qu'on fait ressortir la bonne extraction. — Tite-Live conçoit, il est vrai, le cens de chevaliers comme établi par Servius. Non seulement il parle, 3, 21, 1, d'un patricien qui a servi *pedibus propter paupertatem* ; mais il le regarde aussi, 5, 7, 5, sur l'an 351, comme déjà établi lors de l'introduction du service *equo privato*.

² Dès le temps de la guerre d'Hannibal, des chevaliers montés sur un cheval public furent, à titre de peine, obligés à servir sur un cheval privé (Tite-Live, 27, 11) : ils avaient donc le cens équestre.

³ A la vérité, ce langage a disparu de si bonne heure que l'exclusion des *equites* de la *classis* ne peut pas être établie par des documents ; mais il suffit qu'ils soient plus tard mis à côté des cinq classes.

⁴ La preuve la plus nette, en est dans la relation de Cicéron (*De re p.* 2, 22, 39) sur l'organisation servienne des centurions. Mais Denys, dans son texte fondamental, 4, 18, dit aussi seulement que Servius coordonna les cavaliers des 18 centurions équestres aux 80 centurions de la 1^{re} classe, tandis qu'il met, 7, 59. 10, 17, les 18 centurions de chevaliers et les 80 centurions de fantassins expressément dans la *πρώτη συμμοία* ou la *πρώτη τάξις*. Tite-Live ne dit rien autre chose. Ce n'est que par une légère inexactitude que, selon lui, 43, 40, 44, huit des 12 centurions équestres *multæque alia prima classis* condamnent le censeur Claudius. On ne peut pas même appeler une inexactitude le fait que, dans la description de l'élection de Dolabella, il nomme, dans l'énumération des différentes sections du vote, seulement la *prima classis* et non les 12 centurions équestres qui votent avec elle.

⁵ Denys, 4, 18.

⁶ Cicéron (en admettant le changement indispensable de MACCC en MDCCC) et Tite-Live fixent l'un et l'autre le chiffre des cavaliers sous Tarquin à 4800, et, chez le premier, le jeune Scipion appelle cela un *mos qui osque adhuc est retentus*. Les 18 centurions sont probablement compris dans ce chiffre.

⁷ Nous avons deux fragments de la harangue *qua suasit in senatu ut plura æra equestria fierent* (éd. Jord. p. 66) : *Nunc ego arbitror oportere institui quin* (Mss. : *restitui qui* ou *quo*) *minus duobus milibus ducentis sit ærum equestrium*, et *De æribus de duobus milibus ducentis* (Charisius, *milibus acc.* Priscien : *milibus actum*).

capables de le recevoir¹ ; ce qui explique que le nombre de voix de la centurie de cavaliers soit, même à la fin de la République, beaucoup plus faible que celui de la centurie de fantassins². La première différence vient probablement de ce que l'ancien système décimal fut maintenu pour la cavalerie permanente et abandonné pour l'infanterie ; la proposition de Caton peut avoir tendu précisément à porter aussi la centurie de cavaliers à 120 hommes et par conséquent, le chiffre total à 2.160. La seconde différence, de beaucoup plus importante, résulte nécessairement de ce que la centurie de cavaliers comprend des hommes en service effectif et celle de fantassins simplement des, hommes aptes à une certaine catégorie de services.

On ne sait rien de plus sur l'organisation des centuries de cavaliers de Servius. Rien n'indique une relation quelconque entre le choix des cavaliers et les tribus serviennes³ pas plus qu'aucune autre réglementation de ce choix. Au point de vue militaire, l'unité proprement dite est, pour la cavalerie, dès le temps antérieur à Servius, la *turma* de 30 hommes, avec la *decuria* de 10 hommes qui en est le tiers⁴. Le commandement est exercé, comme dans la cavalerie de la cité patricienne, pour chaque *decuria* par le *decurio*, ou plutôt pour chaque *turma* par les trois décurions coordonnés entre eux⁵. De même que les six centuries de l'État patricien constituaient militairement vingt *turmæ*, on forma quarante autres *turmæ* des douze Centuries qui leur furent ajoutées dans l'État patricio-plébien⁶. Cela fut fait probablement par le censeur ; car, pour la constitution d'une troupe permanente, il ne suffisait pas de choisir les hommes, il fallait aussi régler leurs places dans les rangs ; on peut supposer que le cavalier entrant n'était pas nommé à titre abstrait, mais remplaçait toujours un prédécesseur sortant. Les décurions doivent aussi avoir été nommés pour chaque *turma* par les censeurs⁷ ; la cavalerie resta, comme l'infanterie, divisée en centuries pour le vote, ce qui peut avoir tenu à cette nécessité d'une similitude approximative des unités électorales qui est indispensable pour le vote. Dans quel rapport étaient le centurion de la centurie politique avec les chefs de la cavalerie, les trois décurions de la *turma*, et en général la *turma* militaire de cent hommes avec la centurie politique de cavaliers ? Ce sont là des questions sans réponses. Autant que nous pouvons le discerner ; l'organisation militaire des *turmæ* n'a exercé aucune influence sur les centuries politiques.

De même que la limite d'âge n'est pas appliquée à la cavalerie et qu'il est laissé à la discrétion des censeurs d'inviter le cavalier devenu moins apte au service à,

¹ Ce point sera développé plus en détail dans la partie des chevaliers.

² Il y a dans le *commentariolum petitionis* attribué à Q. Cicéron, 8, 33 : *Jam equitum centuriæ multo facilius mihi diligentia posse teneri videntur primum cognoscito equites, pauci enim sunt, deinde appetito : multo enim facilius illa adolescentulorum ad amicitiam ætas adjungitur*. Cf. Cicéron, *Ad fam.* 11, 16 : *Quoniam equitum centurias tenes, in quibus regnas* (D. Brutus, alors cos. des.), *mitte ad Lupum nostrum, ut is nobis* (pour la candidature de L. Ælius Lamia à la préture) *eas centurias conficiat*.

³ C'est seulement au cens que les cavaliers sont appelés dans l'ordre des tribus. Cf. tome IV, la partie de la censure, sur la révision des chevaux et des cavaliers.

⁴ Le *decurio* est forcément compris dans la *decuria*, en vertu non seulement du sens primitif du mot : 10e homme, mais aussi de la fixation des 18 centuries à 1.800 têtes dans Tite-Live et Cicéron, si la décurie du système moderne composée de 11 hommes avait été prise pour base, le chiffre total aurait été de 1.980.

⁵ Polybe, 6, 25, 1. Caton dans le discours aux cavaliers au camp de Numance (éd. Jordan, p. 39).

⁶ On peut soulever la question de savoir si, de même que l'on a probablement formé 20 *turmæ* des 20 décuries respectives des trois cités primitives, en composant chaque *turma* de trois décuries appartenant chacune à l'une des trois cités, la *turma* postérieure n'aurait pas été composée d'une décurie de cavaliers patriciens et de deux décuries de cavaliers non patriciens. Mais, en tout cas, il aurait, ici fallu de bonne heure abandonner l'ancien procédé d'amalgame.

⁷ Cela n'exclut pas la faculté pour le général de changer les chefs au moment de la mobilisation des troupes.

se défaire de son cheval¹ ; il n'y a pas, dans cette arme, de seconde partie du contingent. La cause n'en est sans doute pas surtout à chercher dans le fait que les hommes âgés peuvent être mieux utilisés comme fantassins que comme cavaliers. La considération déterminante aura été dans la faible utilité de la cavalerie pour la défense de la ville, à laquelle la seconde portion du contingent est principalement destinée, et, par dessus tout, dans les frais, disproportionnés avec son utilité et très sensibles pour l'administration économe des temps anciens, occasionnés par le service équestre.

Les hommes qui n'étaient pas employés dans la cavalerie étaient d'abord divisés, selon leur âge, en un second ban. La séparation entre les deux était, comme il est expliqué en un autre lieu², fournie par l'âge de 6 ans accomplis. Au reste, les deux bans sont organisés avec une similitude parfaite, tant en ce qui concerne leurs classes qu'en ce qui concerne le nombre de leurs divisions. Selon toute apparence, le second ban, qui ne figure pour ainsi dire jamais à titre militaire dans notre tradition³ et qui, à l'époque historique, n'a sûrement fonctionné qu'à titre politique, n'a pas été constitué d'une manière indépendante, mais a eu pour source le classement de celui qui sortait, à raison de son âge, d'une centurie du premier ban dans la centurie correspondante du second. Il suffira donc d'exposer l'organisation du premier ban, et celle du second sera donnée par là même. Les centuries du second ban devaient forcément être notablement inférieures en nombre de membres à celles du premier, et par suite les voix des citoyens âgés avaient plus de poids que celles des jeunes. C'est là assurément une conséquence nécessaire du système, mais il est difficile que tel ait été le but immédiat poursuivi par son organisateur ; car l'organisation des centuries procède constamment de considérations militaires, et leur emploi politique n'est que d'ordre secondaire.

L'infanterie se compose de citoyens astreints au service complet et de citoyens obligés à un service moindre qui comporte quatre degrés. Le peuple astreint au service complet constitue la *classis*, le citoyen qui y est astreint est le *classicus*, tandis que les autres citoyens inférieurs sont désignés comme *infra classem*. L'étymologie du mot *classis*, qui ne vient certainement pas du grec, n'a point encore été découverte⁴ ; mais, d'après l'emploi qui en est fait pour les guerres de terre et de mer, il doit désigner la ligne de bataille, par opposition aux troupes ou aux navires qui prennent part au combat en dehors des rangs. *Classis* est employé dans ce sens, relativement à l'organisation servienne, par Caton l'Ancien⁵. Lorsque les centuries serviennes perdirent leur caractère militaire et

¹ Auguste, en rendant la condition des chevaliers viagère, les libéra, à partir de l'âge de 35 ans, du service personnel (Suétone, *Auguste*, 38). Cela peut se rattacher à l'usage antérieur. Cette limite d'âge, se rencontre aussi pour le service de la flotte (Tite-Live, 29, 11, 9).

² Cf. au tome II, la partie de la capacité d'être magistrat, sur l'accomplissement du service.

³ Cf. au tome IV, la partie de la censure, sur les *tabulae juniorum*.

⁴ Denys, 4,18 et Quintilien, *Inst.* 1, 6, 33, certainement tous deux d'après Varron, ramènent déjà le mot au latin *calare*. Mais la prétendue forme ancienne *calasis* est difficilement autre chose qu'une donnée schématique : *κλάσις* est un des pseudodorismes qui ne sont déjà pas rares chez les philologues de l'époque de Varron ; de *κλέω* il ne peut venir, que *κλήσις* (Willamowitz). Le sens de *convocation* correspond si bien à son emploi politique moderne qu'on n'a pu s'en dégager ni à l'époque ancienne, ni à l'époque moderne, tout clair qu'il soit que ce sens ne s'applique convenablement ni à la flotte, ni à la phalange, ni par conséquent en général l'emploi ancien de l'expression. Corssen lui-même (*Ausspr.* 1, 496 ; cf. Curtius, *Griech. Etym.* 5e éd. p. 139), qui proteste avec raison contre l'étymologie tirée du grec, a laissé de côté le sens primitif.

⁵ Relativement à la guerre maritime, *classis* a conservé son sens primitif. Relativement à la guerre terrestre, — le mot ne se présente généralement que dans son acception militaire, — *classis* se rencontre dans le sens d'armée, chez les grammairiens (Festus, *Ép.*, p. 56 ; de même dans la loi attribuée à Numa, *op. cit.* p. 189, v. *Opima spolia* et p. 225 ; Fabius Pictor, dans Aulu-Gelle, 10, 15, 4, rapproché de 1, 11, 3) et à titre isolé dans les poètes (Virgile, *Æn.* 7, 716). Le sens fondamental ne ressort dans toute sa vigueur, relativement à l'infanterie servienne, que dans Caton. Mais *classis* paraît être employé de même dans les mots *pro* (c'est-à-

que la *classis*, au sens propre, n'eût plus de rapport avec elles, le mot prit, comme il le fait déjà dans un titre législatif de 613 et constamment dans Cicéron¹, une corrélation exclusivement politique et une signification nouvelle : on entend par là désormais les séries de sections de l'infanterie venant voter les unes après les autres ; ce qui fait que les centuries obligées au service complet, qui formaient antérieurement seules la *classis*, forment désormais la *prima classis*, et que, par corrélation, les quatre groupes existant au dessous de la phalange se présentent désormais comme la 2e, la 3e, la 4e et la 5e classes.

Puisque, dans l'infanterie, à la différence de ce qui a lieu dans la cavalerie, le soldat doit s'équiper exclusivement à ses frais, l'opposition du service complet et du service inférieur, la distinction du *classicus* et de l'*infra classem* se montre en première ligne dans l'équipement exigé du soldat². Pour le service complet, cet équipement comprend, comme armes défensives, un casque, une cuirasse, un bouclier et des jambières, et, comme armes offensives, une épée et une pique, le tout en métal. Au contraire, la cuirasse disparaît dans la première des quatre autres classes et le bouclier de cuivre y est remplacé par un bouclier de bois. La seconde est en outre dispensée des jambières. Chez les soldats de la troisième et de la quatrième, les armes défensives disparaissent complètement, et comme armes offensives, ils ont ceux de la troisième la pique et le javelot, ceux de la quatrième la fronde³. Cette organisation est visiblement fondée sur la distinction de la phalange fermée et équipée et des troupes légères non équipées combattant hors du rang⁴. Mais cette distinction ne coïncide pas avec celle du soldat de la *classis* et de celui qui n'en est pas. Les deux groupes supérieurs de la seconde catégorie correspondent plutôt aux derniers rangs, qui ne sont pas complètement équipés, d'une phalange en ordre de bataille.

Cette réglementation a plus tard été obscurcie, parce que la décomposition de la *legio* ancienne en plusieurs légions et la disposition de l'infanterie de ligne en manipules, équipés et instruits pour combattre isolément, rendirent nécessaire, en premier lieu, de rendre l'équipement plus uniforme, en second lieu, de tenir compte, pour la disposition des hommes dans les rangs, de l'instruction militaire de chacun et, par conséquent, de son temps de service. Par suite, au temps de Polybe, tous les légionnaires équipés portent la cuirasse, et tous ceux qui ne le sont pas (*velites*) le javelot, et l'on tient, soit pour la distinction des premiers et des seconds, soit pour la mise en rang des premiers, principalement compte du temps de service. Mais alors encore les pauvres gens sont de préférence placés parmi les *velites*⁵, et la cuirasse des citoyens de la première classe est meilleure

dire d'après l'explication, *in censu classis juniorum* (Festus, p. 246) qui ont été conservés de l'ancien document sur la constitution servienne. Les *classici testes qui signandis testamentis adhibebantur* (Festus, Ép. p. 56 ; cf. Aulu-Gelle, 19, 8, 15) pourraient être compris dans le sens de Caton. — Il est encore fort possible que *classis* ait pu se dire aussi de la cavalerie (scolies sur l'*Æn.* 6, 1 ; cf. celles sur 2, 30, 602. 6, 1. 7, 716), quoique Virgile ait difficilement employé le mot dans ce sens. — Sur la problématique *quintana classis*, Varron, 5, 82, Tite-Live, 8, 8, 8.

¹ Il emploie déjà *quintæ classis* par métaphore (*Acad. pr.* 2, 23, 73).

² Les pièces de l'équipement étaient impérativement requises (Tite-Live, 1, 43, 2 ; Denys, 4, 46.47) et étaient présentées au cens (cf. tome IV, la partie de la censure, sur la revue des armes des fantassins). La fourniture par le soldat lui-même des armées et du costume ne se sera pas longtemps maintenue en vigueur ; mais, jusque sous l'Empire, on lui en déduisit le montant sur sa solde (Polybe, 6, 39, 45 ; Tacite, Ann. 4, 17 ; *Handb.* 5, 94 = tr. fr. 40 ; 417).

³ Tite-Live, 1, 43 ; Denys, 4, 16. 47. Ce dernier est en désaccord avec Tite-Live, en ce qu'il ajoute, pour la 3e classe, le bouclier, et, pour la 4e, le javelot. Ce n'est pas ici le lieu d'étudier ces institutions au point de vue militaire ; cf. *Handb.* 5, 326.

⁴ Denys, 4, 48.

⁵ Polybe, 6, 31, 7.

et plus chère que celle des autres légionnaires¹. C'est seulement dans la légion de Marius qu'a disparu toute trace de l'ancienne gradation du service selon la fortune.

Les fantassins sont, comme les cavaliers, groupés en centuriones, c'est-à-dire réunis en divisions ayant un chiffre militaire normal et soumises à un commandement militaire. La centurie compte ici, nous l'avons déjà dit, 120, hommes². Elle a un centurion qui n'y est pas compté³ ; elle a aussi son enseigne militaire⁴. Peut-être non seulement les cavaliers, mais les citoyens en général ont-ils été, dans le cens primitif, disposés de façon à ce que les hommes pussent être conduits devant l'ennemi selon l'ordre du cens et avec les chefs nommés : les anciens semblent l'avoir admis⁵. En particulier, tant que le cens et le recrutement incombèrent encore aux mêmes magistrats, le premier peut avoir déjà constitué par lui-même une formation provisoire de l'armée, et les exercices faits au Champ de Mars supposent déjà une certaine permanence de l'armée totale du peuple. Mais le cens ne s'est certainement jamais restreint à la détermination d'un certain nombre de divisions d'infanterie organisées pour le service ; la centuriation se continuait, même après que le nombre normal était atteint, jusqu'à ce que tous les citoyens, en condition de servir, qui n'étaient pas pris pour la cavalerie, eussent été répartis dans les centuriones de l'infanterie. Par conséquent, il y avait, dans chaque centurie de l'infanterie, à côté du chiffre normal fixe, un chiffre effectif variable⁶. C'est seulement parce que ce chiffre variable ne se présentait pas pour les centuriones de cavaliers que la distinction des troupes levées et des hommes tenus prêts pour un certain service, en vue des levées, sépara de tout temps la cavalerie et l'infanterie. Après l'introduction de la disposition de l'infanterie en centuriones de *Triarii*, de *Principes* et de *Hastati*, la centurie qui résultait du cens perdit sa destination militaire directe, puisque cette disposition nouvelle dépendait d'autres éléments dont le cens ne tenait pas compte, tandis que la cavalerie ne subit pas de telles transformations et que ses *turmæ* continuèrent à être formées dès avant le moment de la levée. La centuriation des censeurs a dû primitivement assigner à chaque homme, même

¹ Polybe, 6, 23, 14. Cf. *Handb.* 5, 336.

² Nous ne pouvons il est vrai, établir ces chiffres normaux que pour les centuriones du système récent qui rattache la centuriation aux tribus, et encore là seulement pour les centuriones de la *plebs urbana* de l'Empire. Dans la grande inscription de la *Suburana juniorum* de l'an 70 (C. I. L. VI, 200), les noms des centuriales des huit centuriones sont énumérés de telle sorte que la première centurie, y compris les noms manquants détruits à la fin, mais qui peuvent être supputés d'après l'espace qu'ils occupaient, doit avoir compté à peu près 120 têtes et les autres un peu moins. D'après une autre inscription de l'an 251 (C. I. L. VI, 3104, p. 844), la Palatins *a juniorum homines num(ero) DCCCCLXVIII*, soit 8 X 120, en déduisant les centuriones.

³ Festus, p. 177, v. *Ni quis scivit*. Denys, 4, 17. 7, 58. A l'époque récente, dans laquelle la centurie est une partie de la tribu, la centurie se confond avec le *curator tribus*, en ce sens que chacun de ces derniers est à la tête d'une centurie et que la tribu a autant de curateurs que de centuriones. La dénomination officielle est, à cette époque, *curator*. L'expression *centurio* qui est exacte au fond, n'est employée que par l'empereur Julien. Il a déjà été remarqué que les chefs des tribus, les *tribuni (æarii)* et les *centuriones*, les chefs des centuriones, sont confondus dans les titulaires de cette fonction ; comme nous verrons, elle appartient en réalité au groupe tribuaire de centuriones et par conséquent, au sens propre, à notre sujet actuel.

⁴ Denys, 7, 59. Domaszewski (*Die Fahnen im röm. Heer*, p. 21) a tort de nier l'existence d'enseignes de centuriones.

⁵ Tout au moins Denys, 2, 14, conçoit de cette façon, peut-être d'après Varron, l'organisation primitive de l'armée. Il faut alors admettre que l'on prenait en considération, dans le cens primitif, à côté de la détermination de l'âge et de l'examen des armes (v. tome IV, la partie de la censure, sur la revue des armes des fantassins) l'examen de l'aptitude physique ; cela n'existe plus postérieurement (tome IV, loc. cit.) ; mais cela peut parfaitement avoir existé. Car la plus ancienne méthode de combat n'avait que de faibles exigences à l'égard de celui qui servait à pied dans la phalange ou à côté d'elle, et les institutions établies pour l'exclusion des criminels ne s'accordent pas avec les conditions primitives de l'État ; ce qu'il y avait d'indispensable, peut parfaitement avoir été compris dans le cens primitif.

⁶ Les chiffres de la *plebs urbana* rapportés, note 87, ne peuvent être entendus qu'ainsi. Au point de vue effectif, le nombre des tribus est de beaucoup plus élevé.

au point de vue militaire, le rang qu'il aurait dans la phalange, ou la place qu'il occuperait ailleurs, au cas de formation d'une armée de campagne. Mais la centuriation militaire s'est de bonne heure séparée de celle accomplie lors du cens.

Le nombre des centuries de fantassins du premier ban monte à 85, qui se répartissent, comme il suit, selon les degrés du service ordinaire¹ :

[Image.jpg](#)

En présence d'un tableau, on ne peut, en comparant entre eux les différents groupes quant à leurs chiffres attribuer aux fondateurs du système l'intention d'appeler en même temps tous les citoyens obligés au service ordinaire et de ne traduire la différence des charges qu'exclusivement par la diversité de l'équipement. Il est plus que vraisemblable que les riches avaient relativement plus d'hommes à fournir et étaient par suite aussi plus fréquemment appelés que les pauvres. Le nombre de têtes moyen des centuries de la cinquième classe aura donc été plus grand, peut-être considérablement plus grand que celui des centuries de la première ; par suite, le service aura été moins lourd et le droit de vote plus faible dans celles-là². Seulement il ne faut pas aller trop loin dans cette voie. Les citoyens qui n'étaient pas considérablement au dessous du chiffre intégral minimum ne peuvent pas avoir été beaucoup moins souvent appelés que ceux obligés au service complet, et, s'il est attribué à ces derniers un nombre de centuries quadruple de celui des moins obligés du premier degré, la raison ne doit pas en avoir été seulement dans une diminution de la charge moyenne imposée aux plus pauvres, elle doit avoir été aussi dans le nombre absolu plus considérable des gens propres au service complet.

Les règles légales placent le citoyen astreint au service ordinaire dans le premier ou le second ban et, dans l'un ou l'autre, dans l'une des cinq classes. Chacune de ces dix divisions se subdivisant en un certain nombre de centuries, le citoyen devait en outre être placé dans une de ces centuries, être *centurialis* d'une centurie déterminée ; car une telle détermination préalable était nécessaire soit pour l'usage militaire primitif de l'*exercitus*³, soit, de tous les temps, pour son usage politique. Les magistrats chargés du cens procédaient à la répartition, des citoyens dans les centuries, naturellement pour la durée de la période du cens, et probablement avec une liberté encore plus grande que celle que nous les avons vus avoir pour l'inscription des citoyens dans les tribus. Comme principe directeur, on indique, pour l'époque ancienne de la République, la répartition proportionnelle des tribales de chaque tribu dans toutes les centuries et par conséquent la composition de chaque centurie d'un nombre égal de tribales de toutes les tribus⁴. Puisque les fractions du peuple formées d'après les tribus

¹ Tite-Live, 1, 43 ; Denys, 4, 16. 17. 7, 59, sans divergences. Les 80 centuries de la première classe aussi dans Denys, 4, 20. 10, 17.

² Denys le dit aussi, 4, 19. 21.

³ D'après Denys, 4, 19, le nombre d'hommes nécessaire est, lors de la levée, réparti entre les 193 centuries, et il est requis de chacune τὸ ἐπιβάλλον ἐκάστω λόχῳ πλήθος ; mais l'expression tout au moins est mauvaise ; car ce n'est pas à la centurie qu'on s'adresse, ce sont les *centuriales* (ou, ce qui revient au même, les tribules) qui ont à se présenter tous au *dilectus*, et il n'est ni possible de prouver, ni même vraisemblable que l'on y ait pris un nombre égal d'hommes dans chaque centurie politique, ni même qu'il ait été tenu compte, pour le *dilectus*, des centuries politiques, en dehors du temps où le *census* lui-même était un *dilectus* préalable.

⁴ Denys, 4, 14. Lorsque Tite-Live, 1, 43, 13, nie, pour les tribus serviennes, que *ex ad centuriarum distributionem numerumque quiequam pertinuerunt*, cela se rapporte seulement au rattachement fixe postérieur des diverses centuries aux diverses tribus ; cela n'exclut pas la composition proportionnelle des premières par les secondes. Une autre indication dans ce sens est donnée par le fait que, dans les levées peu étendues, on n'appelait point parfois toutes les tribus au *dilectus* (Tite-Live, 4, 46, 4). En général, on rapprochait sans doute le nombre des hommes sujets au service tel qu'il résultait des listes et celui des

personnelles doivent, avons-nous vu, être à peu près équivalentes, à l'époque ancienne, soit quant au nombre de têtes, soit quant au rapport des biens, une telle composition tant de l'armée unitaire des citoyens que même de la légion postérieure était, à tout prendre, réalisable ; elle était même d'accord avec le principe de l'ancienne constitution d'écarter, militairement et politiquement, autant que possible, les distinctions locales. Mais cette égalité ne pouvait, en mettant les choses au mieux, être qu'approximative. Le nombre des hommes fournis par les diverses tribus pour les diverses catégories ne pouvait tout au plus être qu'à peu près égal. Même du temps où le nombre des centuries à former s'accordait avec celui des districts des hommes, comme c'était le cas au début lorsque les 4 tribus et ensuite les 20 avaient à fournir les 40 centuries du premier ban des hommes sujets au service complet, le nombre de têtes des tribales de la Suburana ne pouvait pas être identique à celui de la Romulia. Et, lorsque il fallut, par exemple, former les mêmes 40 centuries avec 21 tribus, on ne put prendre dans chaque tribu qu'environ un 20^e de chaque centurie. — Même pour les centuries, le chiffre normal peut bien se déterminer régulièrement pour chacune. Mais le chiffre effectif, qui importe seul militairement et politiquement à l'époque historique, ne peut être égalisé qu'approximativement, quand bien même on s'en préoccuperait exclusivement dans la composition de chaque centurie et il n'interviendrait aucune considération de personne, licite ou illicite. Or l'arbitraire a encore moins été absent de la répartition des tribules dans les centuries que de celle des citoyens dans les tribus ; c'est là un point qui, en présence de la moindre précision du principe de répartition et en face de la liberté d'action des magistrats chargés du cens, ne peut souffrir aucun doute.

L'arbitraire inévitable laissé aux censeurs pour la répartition des citoyens dans les centuries put être supporté, tant que les citoyens à répartir dans les 85, ou les 170 centuries furent tous des propriétaires fonciers. Mais il prit un tout autre caractère lorsque, depuis l'an 442, les citoyens sans propriétés eux-mêmes pénétrèrent dans les tribus et de là dans les centuries, pourvu qu'ils eussent la fortune requise, Que ces citoyens fussent placés dans toutes les tribus ou seulement dans les tribus urbaines, cela ne changeait juridiquement rien sous ce rapport. Les *classici* de la Suburana appartenaient aussi bien aux 80 centuries de la *classis* que ceux de la Romulia, et les uns et les autres devaient même, en suivant le principe admis jusqu'alors, être répartis le plus également possible entre toutes les centuries. Il est probable que cette conséquence du nouveau système, qui ne pouvait ni rester inaperçue ni être longtemps supportée, fut d'abord écartée par l'arbitraire du censeur. De même que le censeur Fabius avait eu le droit de parquer tous les citoyens non propriétaires dans quatre tribus, de même et à plus forte raison on pouvait, pour le partage des tribules entre les centuries, enfermer ceux de ces quatre tribus dans un certain nombre de centuries ; le partage entre toutes les tribus était un précepte d'administration ; ce n'était pas une loi, et on peut y avoir souvent dérogé dès une époque précoce.

Mais l'emploi de cet expédient dépendait de la bonne volonté de chaque collègue de censeurs. Un remède meilleur fut fourni par une réforme de principe des relations des centuries et des tribus¹, opérée difficilement par une loi, plus

hommes nécessaires, et, ensuite, si par exemple le premier était le double du second, on prenait la moitié des hommes de chaque tribu, de manière que l'inégalité du chiffre des individus sujets au service dans chaque tribu se reproduisit dans l'armée. — J'essaie ici d'écarter, sans entrer dans le détail de la faute, ce que j'avais dit de défectueux sur ces points, dans un livre de jeunesse, sous le charme du démon des nombres.

¹ Les deux seuls textes qui fassent une allusion précise à une réforme essentielle et durable du système de vote de Servius, sont Tite-Live, 1, 43, 12, qui, après avoir expliqué la constitution servienne, continue en disant

probablement de nouveau par une mesure des censeurs, qui se place certainement entre 513 et 536¹, probablement en 531², et qui est restée la règle des temps postérieurs. Il est vrai qu'un siècle plus tard, après la catastrophe de Sulpicius, l'auteur de la loi admettant les Italiotes et les Affranchis à l'égalité de suffrage, lorsque Sulla révisa, en 666, la constitution dans un sens aristocratique, il rétablit l'ancienne organisation servienne du vote. Mais elle fut de nouveau écartée lors du mouvement de Cinna, et, dans sa seconde réorganisation de l'Etat, Sulla ne l'a pas rétablie, ou, s'il l'a fait, cette disposition n'a eu qu'un empire, éphémère.

La transformation du système des centuries est une réforme politique de l'institution, — elle avait, perdu son importance militaire directe avant l'introduction du nouveau système — ; ce n'est pas une révolution. Les traits fondamentaux sur lesquels repose l'organisation servienne : la séparation des corps qui votent selon l'âge, puis selon la fortune, et la centuriation des dix masses ainsi obtenues sont aussi ceux de l'organisation nouvelle, et ils sont rattachés par les anciens ; à la fois au roi précurseur de la République et à la constitution des temps les plus récents de celle-ci³.

L'unité de vote est après comme avant la centurie. Cela résulte déjà de ce que les comices restent toujours *centuriata*, mais aussi de nombreux témoignages concrets⁴. Chaque citoyen en droit de porter les armes appartient aussi toujours au premier ou au second ban. Cela nous est attesté⁵, et les réunions complexes

: *Nec mirari oportet hunc ordinem, qui nunc est post expletas quinque et triginta tribus duplicato eorum numerum centuriis juniorum seniorumque* (tous les bons Mss. intercalent ici *se*) *ad institutam ab Ser. Tullio summam non convenire*, et Appien, *B.* c. 1, 59. Les expressions de Denys, 4, 41, prouvent bien que les comices par centuries auxquels assistait l'auteur ne suivaient pas la système de Servius et que la prédominance des riches qu'il souligne si fortement ne s'y observait aucunement ; mais il ne décrit, dans ses parfaits, que l'état de son temps ; évidemment sans en connaître l'origine ; l'organisation du vote lui semble même plutôt une application embrouillée de l'ancien régime qu'une nouveauté.

¹ Pour la fixation de la date, nous n'avons de base précise que dans le texte de Tite-Live, cité ci-dessus, mais cette base est double : Tite-Live, qui cite proleptiquement les institutions de son temps à propos des serviennes, ne peut pas les avoir omises à leur place ; or ses annales, complètes jusqu'en Pan 462 et recommençant en 536, supposent, pour la première fois, la réforme accomplie en 539 (Tite-Live, 24, 7, 13). Elle doit donc se placer entre 462 et 536. En outre, puisque elle consista d'après lui dans l'amalgame des 35 tribus d'une part et du premier et de second ban de l'autre, elle ne peut pas se placer avant l'an 513, où la 34e et la 35e tribus furent constituées. Cela concorde bien avec les *nombreuses générations* de Denys, sur lesquelles il n'y aurait d'ailleurs aucun fond à faire cela concorde en outre avec le fait que l'ancien système fut rétabli par Sulla et était connu jusque dans le détail, avec ses classes calculées au pied de l'as d'1/10 de denier introduit en 486.

² La réforme a été accomplie sinon par une censure, tout au moins forcément pendant une censure. Or, dans la période donnée, les *lustra* tombent en 513, 520, 524, 529, 534. Le fait que les tribus furent portées à 35 en 513 semble plaider pour 513. Mais en réalité, il n'y a pas de lien intime entre les chiffres des tribus et la réforme, et elle aurait aussi bien pu se réaliser en présence de tout autre chiffre de tribus. Les mots de Tite-Live : *Post expletas V et XXX tribus* eux-mêmes n'excluent pas, il est vrai, absolument la contemporanéité de l'augmentation du nombre des tribus et de la réforme des centuries ; mais ils s'accordent mieux avec l'idée que la réforme des centuries eut lieu postérieurement. Au contraire il est favorable à la date de 534 que Salluste place la fin des divisions des patriciens et des plébéiens vers 536, et : que cela soit rapporté avec vraisemblance à l'admission des plébéiens dans les *sex suffragia*, qui a dû être une partie de la nouvelle organisation des centuries.

³ Les mots essentiels *census*, *aetas*, *ordo* sont certainement une formule traditionnelle. C'est pourquoi Scipion dans Cicéron présente encore l'organisation électorale de son temps comme celle de Servius.

⁴ Cicéron, *De orat.* 2, 64, 260 (pour l'an 578). Le même, *Pro Flacco*, 7, 15. *Pro Sulla*, 32, 91. *Brutus*, 67, 237. *De imp. Pompeii*, 1, 2 ; *In toga cand.* chez Asconius, p. 85 ; *Cum sen. gr. eg.* 11, 27. Asconius, *In or. in toga cand.* p. 93. Tite-Live, 28, 18, 9, 27, 21, 5. 29, 22, 5. 34, 6, 3. c. 7, 1. 37, 47, 7. 43, 16, 16. [Q. Cicéron], *Comm. pet.* 5, 18. 8, 38. Val. Max. 4, 4, 3, et beaucoup d'autres textes. La tribu n'est indiquée comme unité de vote pour les comices par centuries par aucun auteur compétent ; Tite-Live, Ép. 49 et Orose, 6, 7, 1. Mais les élections des centuries peuvent parfaitement être attribuées au peuple des *V et XXX tribuum* dans son ensemble (Cicéron, *Phil.* 7, 6, 16 rapproché de 6, 5, 12).

⁵ Cicéron, *Verr.* 5, 15, 38. Par conséquent chacune des centuries qui votait avait l'un ou l'autre qualificatif. Horace, *Ars poet.* 341.

de centuries dont nous allons avoir à parler s'appellent, pour l'une moitié, *juniorum*, pour l'autre, *seniorum*.

Les cinq degrés de fortune, selon lesquels l'organisation antérieure échelonnait le service et le droit de vote ainsi que l'ordre des votes, restent aussi déterminants pour les deux points après la réforme¹. La dénomination *classis* réservée anciennement à la première classe est, comme nous avons déjà vu, étendue, sinon par le nouveau système, au moins pendant qu'il est en vigueur, aux cinq classes de l'infanterie qui votent l'une après l'autre². Par une conséquence forcée, chaque classe se compose d'un certain nombre de centuries.

Les chiffres des classes restent les mêmes ; tout au moins cela nous est attesté pour la première classe³ et, jusqu'à un certain point pour la seconde. La réduction du chiffre minimum de la 5e classe de 11.000 as à 4.000 a-t-elle eu lieu en même temps que cette réforme ou en dehors d'elle, c'est un point qu'il faut laisser incertain⁴.

Sous tous ces rapports, le nouveau système ne s'écartait pas de l'ancien. Au contraire, c'était une nouveauté, c'était même en elle-même la seule innovation apportée alors à la disposition du peuple que la combinaison de sa division en trente-cinq tribus avec la division donnée par les trois termes du groupement de Servius, l'âge, la fortune et la centurie, que la combinaison exprimée par Cicéron dans son invitation aux censeurs *Populi partes*, c'est-à-dire le peuple tout entier considéré dans tous ses éléments, *in tribus describunto ex in pecunias ævitates ordines partiunto equitum peditumque*.

D'abord chacun des deux bans était divisé entre, les trente-cinq tribus ; ainsi, par exemple, tous les citoyens qui, d'après l'organisation des tribus, appartenaient à la Romulia et, d'après celle des centuries, aux *juniores*, étaient mis dans un groupe tribuaire de centuries ; ce qui formait 70 groupes de cette espèce⁵. Ce ne sont là ni des tribus, ni des demi-tribus ; la tribu reste ce qu'elle est : elle n'est touchée par cette institution ni dans sa relation avec le sol, ni dans sa relation avec les personnes. Cette institution appartient à l'organisation des centuries et ce n'est que sous l'Empire que la dénomination : *tribus (illa) juniorum* ou *seniorum* est entrée dans l'usage pour ces 70 groupes de centuries⁶.

¹ Pseudo-Salluste, *De re p. ord.* 2, 8. Loi agraire de 643, ligne 38. Salluste, *Jug.* 86. A cela s'ajoutent les mentions générales citées, note 43, et aussi l'emploi métaphorique de *quinte classis* dans Cicéron déjà signalé. — Les classes sont citées comme une antiquité par Arnobe, *Adv. nat.* 2, 67 ; Servius, *ad Æn.* 7, 716 ; Symmaque, *Pro patre*, 6 ; Ausone, *Grat. act.* 3, 12 et 9, 41.

² Il est fait allusion au vote successif des classes dans le procès du censeur C. Claudius de 583 (Tite-Live, 43, 16, 14 ; Val. Max. 6, 5, 3, d'après Tite-Live ; *De viris ill.* 57), et, pour l'élection consulaire complémentaire de 710, par Cicéron, *Phil.* 2, 33, 82.

³ L'élévation de 100.000 as à 120.000 est postérieure au temps de Polybe, elle est donc étrangère à la réforme.

⁴ Polybe indique seulement cette limite comme celle du service dans les légions. Mais il est impossible qu'on ait, à cette époque, soumis au service des légions les citoyens dont le cens était de plus de 4.000 as et de moins de 11.000 sans leur accorder en même temps le droit de vote lié au service ordinaire.

⁵ Tite-Live exprime que les tribus de son temps *ad centuriarum distributionem numerumque pertinebant* en le niant pour les quatre tribus serviennes. La relation respective des centuries et des tribus dans la constitution réformée ne peut pas être exprimée plus précisément que ne fait Tite-Live par les mots : *Duplicata (tribuum) numero centuriis juniorum seniorumque*. Cela ne signifie pas qu'il fut formé 70 tribus, mais qu'en doublant le chiffre des tribus, on créa 10 groupes de centuries, soit de *seniores*, soit de *juniores*.

⁶ À l'époque républicaine, tribus a toujours son sens primitif, même dans les *curatores* tribus de la formule des censeurs. On ne trouve pas et il n'y a peut-être pas eu ; à l'époque républicaine, d'expression technique pour désigner les groupes de centuries formés dans les tribus. Autrement Tite-Live aurait employé cette expression au lieu de *centuriis juniorum seniorumque*, qui, d'après le sens des mots, s'applique également aux centuries isolées. Cela a sa raison d'être. Nous verrons plus loin que les centuries appartenant à la même tribu et au même ban ne possédaient pas elles-mêmes un nombre fixe de voix et ne pouvaient donc pas être considérées comme un ensemble formé par un certain nombre de centuries de vote. Leur réunion tient exclusivement à

Il fallait en outre mettre ces groupes tribulaires de centuries en relation avec la centurie de vote et avec la classe, qui continuait après comme avant à fonctionner comme ensemble de centuries. A ce sujet, il faut distinguer entre la première classe et les autres.

Pour la première classe, il ne peut y avoir de doute. Les centuries votant les premières et par conséquent appartenant à cette classe, qui sont fréquemment citées, portent toutes le nom de l'une des 35 tribus avec l'addition de la désignation du ban¹. Chacun des deux bans de la première classe a donc un nombre de centuries égal à celui des tribus, et la classe tout entière 70 centuries et 70 voix. La centurie de la première classe est donc, comme le dit Cicéron, une fraction d'une tribu unique². Ce principe est encore confirmé par le fait que, d'après le témoignage exprès de Tite-Live, les chiffres des centuries de Servius et les chiffres postérieurs sont différents³, et avant tout par celui que Cicéron, dans sa description de l'organisation servienne⁴, qui ne peut être rapportée qu'à l'organisation réformée⁵, compte soixante-dix centuries pour la première classe¹.

leur organisation intérieure, notamment en vue des libéralités publiques ; et, de même que ces libéralités ne se sont développées que sous l'Empire et principalement par rapport à la *plebs urbana frumentaria*, lest aussi d'abord dans cette dernière que l'on rencontre la dénomination correspondante pour la, première fois, dans les inscriptions de la tribus *Suburana juniorum* du temps de Vespasien (C. I. L. VI, 199. 200) ; plus tard cette dénomination devient constante, le plus souvent, avec corpus avant l'indication du ban. Cf. aussi Appien, B. c. 1, 59.

¹ Tite-Live, 24, 7, 12. c. 9, 3. 26, 22, la *prærogativa Veturia juniorum* est expressément désignée plus loin comme une *centuria*. 27, 6, 3, la *prærogativa Galeria juniorum* est opposée aux *jure vocatæ*. Lorsque César, dans Lucain (5, 394), *decantat tribus et vana versat in urna* en vue du tirage de la *prærogativa*, il s'agit des mêmes noms.

² Cicéron, *Pro Planc.* 20, 49, discute l'importance de la *centuria prærogativa* et continue ensuite : *Ædilem tu Plancium factum miraris, cujus in honore non unius tribus pars, sed comitia tota comitiis fuerint prærogativa ?* Il ne le dit pas de toutes les centuries, et pour de bonnes raisons.

³ Tite-Live, 1, 43, 12. Les chiffres du nouveau système qui ne concordent pas *ad institutam ab Ser. Tullio summam* ne peuvent être que les chiffres des centuries des diverses classes ; Tite-Live ne parle pas du chiffre total.

⁴ Cicéron, *De re p.* 2, 22, 39 : *Reliquum populum distribuit in quinque classes senioresque a junioribus divisit..... quæ discriptio si esset ignota vobis, explicaretur a me. Nunc rationem videtis esse talent* (c'est-à-dire, puisqu'elle vous est connue, vous comprenez le système établi par elle), *ut equitum centuriæ* (la 1re main : *certamine*) *cum sex* (la 1re main : *et* au lieu de *sex*) *suffragiis et prima classis, addita centuria quæ..... fabris tignariis est data, LXXX* (LXXX : addition de la seconde main) *VIII centurias habeat : quibus ex centum quattuor centuriis (habeat q. ex c. q. centuriis : addition de la seconde main) — tot enim reliquæ sunt — octo solæ si accesserunt, confecta est vis populi universa*. Il est évident que la seconde main seule est décisive. Les *sex suffragia* n'auraient pu être trouvés par aucune correction conjecturale, et les autres divergences par lesquelles la première main se sépare de la seconde se ramènent toutes aisément à des fautes de copistes, tant la confusion de *CERTAMINE* et *CENTVRLÆ* que le saut de *LXXXVIII CENTVRIAS* à *III CENTVRIIS*. — Les négligences de langage invoquées surtout par Ritschl (*Opusc.* 3, 641) ne peuvent être contestées ; *equitum centuriæ* comme l'un des sujets de *centurias habeat* et la retour sans transition à l'exposition historique avec, le conjonctif *excluderetur* sont des inélégances ; mais, à mon sens, elles n'autorisent pas de doutes sur la sincérité essentielle de la tradition.

⁵ Le Scipion de Cicéron, après être arrivé à la constitution servienne, déclare superflu de l'analyser devant ses auditeurs auxquels elle est familière, et il se contente de relever brièvement la majorité qui y est donnée essentiellement par la première classe et par suite la tendance politique qui agit là ; or, il ne peut parler ainsi que des comices centuriates de son temps ; car ils devaient être exactement connus à tout citoyen qui s'acquittait de ses devoirs, tandis que les différences existant outre la constitution servienne et la constitution réformée, si cela avait été d'elles qu'il s'était agi, auraient, tout aussi bien et même plus que la plupart des points qu'il traite, exigé une analyse. A la vérité, Cicéron, qui ne pouvait pas ignorer ces différences, les a regardées comme assez peu importantes pour se permettre, là où il s'occupe de déterminer la tendance de la constitution, de traiter le système de son temps comme s'il était celui de Servius toujours en vigueur. Il ne fait là que faire plus complètement ce qu'il fait assez souvent en désignant les trois principes de l'organisation des centuries : *census, ætas, ordines* comme une antique coutume, et, puisque il parle en homme politique et non en archéologue, il le fait avec raison. Il importe peu, pour la prépondérance des riches, qu'ils aient 99 centuries contre 94 ou 89 contre 104 ; il n'y a qu'une question de convenances a ne pas permettre que la première classe puisse statuer seule. En outre, cette conception de son exposé est commandée par des raisons tirées à la fois du langage et du fond des choses. Quant au langage le passage, du discours au présent (*rationem videtis esse ut.... habeas*) du parfait (auparavant *populum distribuit :.... curavitque.... ne plurimum valeant plurimi*, ensuite *reliquaque.... multitudo.... neque excluderetur suffragiis*, où le subjonctif dépend évidemment de *curavit*) s'explique très bien si, dans le récit, le résultat politique, encore obtenu dans le temps présent, est

Relativement aux quatre classes qui suivent, nos documents sont en désaccord, selon qu'ils concernent le nombre des centuries qui comptent pour le vote ou l'organisation des groupes de centuries.

Les quatre classes allant de la seconde à la cinquième avaient ensemble 100 voix ; cela résulte de l'exposition de Cicéron², et c'est en outre confirmé de divers côtés. Or le nombre total des centuries d'infanterie n'a pas été plus touché par la réforme que celui des centuries de cavaliers : il est resté, sans modifications, de 85 par ban et de 170 en tout. Les chiffres des centuries appartenant jusqu'alors aux quatre dernières classes : 20+20+20+30=90 ont donc au contraire forcément été changés ; et cela correspond, comme pour la première classe, au témoignage de Tite-Live. Nous ne savons ni ne pouvons deviner comment les 100 voix ont été divisées entre les quatre classes ; tout ce qui nous est attesté, c'est que, tandis que, d'après la constitution servienne primitive, la classes et les chevaliers, s'ils étaient d'accord, formaient à eux seuls la majorité, d'après la constitution réformée, la seconde classe tout au moins devait prendre part au vote, mais d'ailleurs décidait aussi de la majorité, en votant dans le même sens³.

Les groupes de centuries ont, dans la capitale, par connexité avec les distributions de grains et d'argent qui y étaient en usage, survécu à la République et subsisté jusqu'au quatrième siècle de notre ère. Nous le verrons en détail dans la partie des Affranchis. Ici leur organisation corporative seule nous importe, en tant qu'elle remonte aux groupes de centuries de la République. Nous savons peu de choses de ceux des tribus rustiques, qui étaient peu représentées dans la plèbe de la capitale⁴. Au contraire, nous trouvons nommés, pour la Suburana comme pour la Palatins, les *seniores* et les *juniores*, qui sont plus tard réunis sous la désignation collective de *corpora*⁵ ; à côté, il apparaît, dans la Suburana, un *corpus Julianum*⁶, dans la Palatina et l'Esquilina, un *corpus Augustale*⁷ ; on rencontre aussi dans la Suburana des *corpora foederata*⁸, sans doute les *seniores* ; les *juniores* et les *Juliani* réunis. Les

intercalé parmi les mesures prises par le roi ; mais il ne s'explique qu'à cette condition. Pour le but que poursuivait Cicéron, il avait le droit et le pouvoir d'identifier l'ancien et le nouveau systèmes de centuries, et il devait conformer ses indications détaillées au second, puisqu'il ne traitait pas le sujet en archéologue.

¹ Le compte 70 + 18 + 1 + 104 = 193 est juste.

² Il sera démontré plus bas que, sur les 104 voix appartenant aux divisions qui votaient ensuite, il y en avait 4 qui revenaient aux centuries auxiliaires.

³ En dehors de l'exposition de Cicéron, c'est établi par la relation de l'élection de Dolabella. Elle s'accomplit évidemment sans opposition, et le dernier moment où elle peut donner lieu à contestation est celui du vote de la seconde classe. Par conséquent, la condamnation de Claudius par deux classes dans le *De viris ill.* est une faute, dont les meilleurs témoignages sont exempts. Il résulte de là que, comme au reste il se comprend de soi, la seconde classe avait au moins 9 voix.

⁴ Nous connaissons seulement (à moins que la... *ia seniarum* de l'inscription *Bull. Com.* 1886, p. 279, n'appartienne à une tribu rustique) la *tribus Claudia patrum et liberum clientium* (C. I. L. IX, 5823. XIV, 374 ; dédication à Hadrien des tribules *trib. Claudia[e]*.... C. I. L. VI, 980) et un tribule *trib. Offentinæ* rentrant dans le même ordre d'idées (C. I. L. VI, 10221). Si, dans le second cas, l'indication de la moitié manque et si, dans le premier, les patres et les *liberi*, évidemment les *seniores* et les *juniores*, sont réunis, cela s'explique parfaitement par le petit nombre de ces tribules.

⁵ *Trib. Suc. cor. sen.* plus haut ; *trib. Suc. junior.* C. I. L. VI, 199. 200, toutes deux du temps de Vespasien. — *Tribules tribus Palatinæ corporis seniorum clientium*, C. I. L. VI, 40215 ; *tribus Palatinæ Corp. juniorum tribus juvenal. hon[orat. ?] client* : C. I. L. VI, 1404, p. 844, de 254 ; *tribulis tribus Palatinæ corp. juniores*, C. I. L. VI, 10218.

⁶ Une pierre est érigée, en l'honneur de Vespasien, par la *trib. Suc. corp. Juliani*, par un homme, *cui populos ejus corporis immunitatem sex centuriarum decrevit* (C. I. L. VI, 198), ce qui doit être expliqué par l'analogie de l'*immunis Romæ regionibus XIII* (C. I. L. VI, 9104).

⁷ *Viator trib. Palat. corpore August.* C. I. L. VI, 10216 ; *tribu Esq. corpore Aug.* C. I. L. VI, 10217 ; *Esquilina Aug.* C. I. L. VI, 10097.

⁸ *Trib. Suc. corp. foeder.* C. I. L. VI, 196. 197, du temps de Vespasien.

*juniore*s de la Suburana¹, probablement aussi ceux de la Palatina² se divisent en huit centuriae, qui se répartissent, dans la première, en un groupe de trois et un groupe de cinq. Le *corpus Julianum* de la Suburana se compose de six centuriae. Il saute aux yeux que les groupes de centuriae désignés comme ceux de Jules ou d'Auguste ne se sont adjoints que du temps de l'Empire. Si donc, comme il semble, le *corpus Julianum* de la Suburana se composait de trois centuriae de *juniore*s et trois centuriae de *seniore*s, les trois centuriae sur huit de la tribu, qui apparaissent comme séparées des cinq autres, peuvent lui être attribuées et les cinq autres titre considérées comme présentant la forme républicaine du groupe. On est donc ainsi conduit au chiffre de cinq centuriae pour chacun des 70 groupes tribulaires de centuriae.

Nous arrivons encore par une autre voie au résultat que chacun de ces groupes, doit avoir eu autant de sections qu'il y a de classes. Puisque chaque groupé de centuriae comprend les citoyens appartenant à une tribu, en tant qu'ils sont soit *seniores*, soit *juniore*s, et puisqu'en outre on vote par classe, les citoyens appartenant, par exemple, à la *Romulia* et aux *seniores*, qui rentraient dans la 2e classe, doivent avoir voté ensemble ; et il en est de même des autres sections. Il faut donc que les citoyens des quatre dernières classes aient été divisés en $4 \times 70 = 280$ sections. Les sections sont appelées des centuriae sur les inscriptions du temps de l'Empire ; et leur origine exigerait cette dénomination avec une nécessité rigoureuse, alors même que nous ne l'aurions pas attestée par des titres. Leurs chefs, dont il a déjà été question à propos des tribus, ne portent pas le nom de centurions, c'est un fait qui se reproduit pour tous les collèges divisés par centuriae, et ce qui l'explique, c'est qu'on trouvait scabreux, sous le Principat, d'employer sans nécessité cette désignation militaire ; mais néanmoins il est suffisamment certain que ce sont les centurions de Servius.

La différence ainsi établie entre le nombre des centuriae elles-mêmes et le nombre de leurs voix ne peut être écartée. Les groupes de centuriae ont beau avoir été remaniés sous l'Empire, et le nombre des centuriae qui y sont contenues avoir été augmenté par des fondations nouvelles ; il faut l'inexpérience enfantine avec laquelle la philologie qui nous est antérieure se comportait en face des institutions impériales et des monuments épigraphiques pour contester que le caractère de réunion de centuriae de ces groupes soit attesté par les inscriptions. D'un autre côté, il est impossible que chacune de ces 350 centuriae ait eu une voix propre, et il est impossible que le droit de vote ait été égal entre elles. Le nombre des petits propriétaires fonciers ne peut pas, à cette époque, où l'absorption de la propriété rurale devient déjà très sensible, avoir été assez supérieur à celui des propriétaires de fortunes complètes pour qu'on ait pu leur accorder un nombre de voix quadruple de celui des derniers. Les citoyens possédant plus de 10.000 deniers doivent avoir sensiblement dépassé en nombre ceux en possédant moins de 10.000 et plus de 7.500 ; et ce n'est pas de la démocratie, c'est de la niaiserie de donner une supériorité de vote absolue à celui qui possède moins en face de celui qui possède plus. Une réduction s'impose nécessairement, et l'assertion de Cicéron selon laquelle les citoyens des quatre dernières classes avaient à eux tous cent voix, correspond bien à cette idée. Les 280 centuriae de vote ont donc été réunies entre elles pour être ramenées à 100 voix collectives. On peut supposer que, par exemple,

¹ C. I. L. VI, 199, avec la liste des noms de huit centuriae, cinq sur le derrière, trois sur la paroi latérale du côté droit de cette grande base. La première centurie de la *trib. Suc. Cor. sen.*, Varron, 6, 86.

² C. I. L. VI, 4104.

sur les 70 centuries de vote de la 2e classe, il y en avait 60 qui étaient rassemblées 3 par 3 et 10 qui l'étaient 2 par 2, de façon à tirer 25 voix de leur vote. On explique aussi pourquoi les voix de la première classe étaient désignées par le nom de la tribu en y ajoutant la mention du ban. Il n'y avait que dans cette classe que chaque section de vote eût une voix propre. Étant donné que nous avons la preuve, que soit le nom de la tribu¹, soit celui du ban étaient appelés, pour la *renuntiatio* du vote de chaque centurie électorale de l'infanterie, il faut que, par exemple, la première de la seconde classe ait été appelée *Romulia et Voltinia juniorum classis secundæ*, une désignation simple telle que *Romulia juniorum* était impossible pour elle, et par suite cette désignation simple pouvait être employée, sans autre addition, pour la première classe².

L'organisation de ces groupes tribulaires de centuries rendait impossible la fondation de nouvelles tribus ; cette fondation aurait conduit ou à un dérangement essentiel du rapport de voix existant entre les classes, ou à une modification du chiffre de 170 centuries d'infanterie maintenu par l'obstination romaine. Si, ce qui n'est pas démontré, les Romains ont réellement pensé, après la guerre sociale, à porter le nombre des tribus à 45³, ce plan a été aussi vite mis à l'écart que le fut le rétablissement de la constitution servienne primitive accompli par Sulla. Quant à l'essentiel, on a voté à Rome selon le système réformé, tant que l'on y a voté par Centuries, et les institutions de l'Empire, dans lesquelles subsistèrent les centuries, sont issues du système réformé.

On ne peut déterminer si la transformation du système des centuries a réagi sur le mode de recrutement, ni alors dans quelle mesure elle l'aurait fait. Ce que nous savons sur la procédure qui y était suivie est aussi bien applicable au système ancien qu'au nouveau⁴.

La tendance et la portée de la réforme résultent de la réforme même. Si les tribus sont composées des hommes aptes à être armés et levés et les centuries des hommes déjà levés ou mis en ordre pour l'être, et si par conséquent les deux comprennent, à tout prendre, les mêmes individus, mais seulement dans une disposition différente, ce qui n'était jusqu'alors vrai que pour le peuple pris en général le fut rendu par la constitution réformée pour la tribu prise individuellement. Auparavant les tribulaires astreints au service de campagne de la *Romulia*, par exemple, pouvaient et même rigoureusement devaient être distribués dans toutes les centuries du premier ban ; mais leur attribution à telle ou telle centurie dépendait, en dernière analyse, de l'arbitraire du censeur ; désormais le censeur fut obligé de les rassembler dans le groupe de centuries de la tribu *Romulia* du premier ban, de former de ceux qui appartenaient à la première classe la *centuria Romulia juniorum*, et de combiner ceux de la classe suivante en centuries de vote avec les sections correspondantes d'autres tribus d'après des règles fixes. C'est la continuation du rejet dans les tribus urbaines des citoyens non propriétaires, ou peut-être plus exactement des citoyens inférieurs quelconques, organisé par Fabius. La centuriation étant désormais

¹ On peut conclure cela, mais rien de plus, des mots de Cicéron, *De l. agr.* 2, 2, 4.

² Ce doit être là principalement la confusion dont les comices du système réformé semblent entachés à Denys, 4, 41.

³ Puisque, si le témoignage d'Appien est exact, les 10 nouvelles tribus votaient après les 35 anciennes, l'organisation restait extérieurement ce qu'elle était, et elle ne subissait une sorte de doublement qu'en ce sens que, si les anciens citoyens ne formaient pas à eux seuls une majorité, on appelait au vote 5 nouvelles classes.

⁴ D'après Polybe, 6, 20, les tribus étaient pour la levée appelées par le sort, puis les hommes étaient pris quatre par quatre et incorporés dans les quatre légions. Cette procédure fait complètement abstraction de la centurie des censeurs et est également applicable, que cette centurie soit composée de tribulaires de toutes les tribus ou appartienne à une seule tribu.

enfermée dans la tribu, les centuries des quatre tribus urbaines sont bien livrées aux tribunes urbains ; mais en revanche celles des tribus rustiques leur sont fermées, et il est assuré à ces dernières, dans les comices par centuries, une majorité analogue à celle qu'avaient les trente et une tribus rustiques sur les quatre tribus urbaines dans les comices par tribus.

La réforme est une réforme démocratique, le meilleur témoin en est Sulla qui l'abrogea¹, et cela se révèle aussi dans tous les détails : dans la limitation essentielle apportée à l'influence du censeur sur la composition des comices par centuries ; dans l'abaissement du nombre des voix de la première classe de 80 à 70 et dans l'élévation de celui des autres classes de 90 à 100, ce qui enleva à la première classe la possibilité de décider seule du vote ; avec les centuries de chevaliers qui lui appartenaient en fait ; dans l'abaissement du cens minimum de 4.100 deniers à 100, qui lui appartient aussi probablement ; dans la substitution des cinq classes à l'ancienne distinction de la *classis* et des quatre catégories *infra classem* ; dans le transport, que nous étudierons plus loin, de droit de voter en premier lieu des centuries équestres à une centurie de la première classe désignée par le sort. La suppression du dernier privilège patricien, l'enlèvement à la vieille noblesse de la possession exclusive des six centuries équestres nommées et l'ouverture à tous les citoyens des dix-huit centuries équestres qui se placent probablement à la même époque, appartiennent encore à la même tendance politique. Mais la réforme était démocratique dans le sens où l'était la loi agraire de C. Flaminius qui partagea par têtes entre les citoyens le territoire de la Gaule et du Picenum ; elle était dirigée à la fois contre la noblesse en possession du pouvoir et contre les citoyens non propriétaires dont elle limitait l'influence politique à la façon de Fabius Maximus. Aussi l'exclusion des affranchis des tribus urbaines, qui, d'après les témoignages que nous possédons, a eu lieu vers le même temps, est-elle rapportée avec raison aux mêmes censeurs qui appelèrent à l'existence le système électoral réformé². Les indices chronologiques plaident, avons-nous vu, pour que ces censeurs soient ceux de 534, C. Flaminius et L. Æmilius Papus ; et cette attribution a aussi pour elle les vraisemblances de fond. Aucun des hommes d'état de l'époque où la réforme a été accomplie ne peut, par ses tendances, par son audace, par la haine qu'il inspire à ses ennemis³, plus prétendre à être considéré comme l'auteur de cette réforme que le hardi champion du parti populaire qui occupait alors la censure, trois ans avant de trouver la mort, en face d'Hannibal, dans la bataille du lac Trasimène.

Telle est la constitution servienne du service des armes. Elle a pour assise d'abord le citoyen propriétaire, plus tard le citoyen aisé, dont l'honneur est intact. Le reste des citoyens est dispensé ou exclu, comme on voudra, du service des armes ; mais il ne l'est pas du service, et il est organisé militairement de telle sorte que tout citoyen, même le moindre et le plus pauvre, trouve sa place dans les centuries serviennes. Toute armée a besoin, pour d'autres services que la guerre proprement dite, d'un certain nombre d'hommes qui, bien qu'ils ne portent pas les armes, sont soumis à une organisation militaire, c'est-à-dire d'après l'expression romaine, à une centuriation. Aux 188 centuries d'hommes

¹ Denys (4, 41) le dit aussi.

² Cf. la partie des Affranchis. A la vérité, on ne peut pas affirmer que le témoignage de Tite-Live, *Ép.* 20, doive forcément être rapporté à la censure de 534.

³ Pour le conservateur Polybe (2, 21), il est ἡ ἀρχηγός τῆς ἐνὶ τῷ χεῖρον τοῦ δήμου διαστροφῆς.

armés s'adjoignent les cinq¹ centuriae suivantes d'hommes non armés qui appartiennent, comme les premières, à l'armée régulière, et auxquelles est accordé, comme aux premières, un rôle politique, c'est-à-dire le droit de vote. Ce sont les

1. *Centuria fabrum tignariorum*²,
 2. *Centuria fabrum ærariorum*³,
 3. *Centuria liticinium en tubicinum*,
 4. *Centuria cornicinum*⁴,
 5. *Centuria adconsorum velatorum*.
- | plus tard *æneatorum*.

Non seulement il n'est, relativement à ces centuriae, jamais fait allusion à aucune autre condition de capacité que la qualité de citoyen ; à aucune considération d'âge⁵, de fortune ou d'honorabilité. Mais la présence dans la seule de ces centuriae où nous connaissons une série de personnes, dans la cinquième, de nombreux affranchis⁶ prouve directement que les conditions de capacité étudiées plus haut comme servant de base à l'organisation de centuriae disparaissent ici. Cela se manifeste encore dans la dénomination donnée à la cinquième centurie ; cette dénomination conviendrait également à toutes les cinq, et, si elle n'est devenue le titre officiel que de la cinquième, c'est parce que les quatre premières tirent leur nom de leur destination spéciale, tandis que les hommes de la cinquième classe, qui, d'après le témoignage digne de foi de nos sources, étaient destinés à servir à la place des soldats disparus pour une cause quelconque, avec leurs chevaux et leurs armes, ne pouvaient être indiqués comme ayant une fonction effective et ne pouvaient être qualifiés que par l'expression générale. Car *velatus* désigne, selon l'explication qui nous a été transmise et qui est certainement exacte, l'homme qui n'est pas habillé en militaire⁷, et *adconsus*⁸, comme son synonyme *adscriptivus*¹, le contraire des

¹ Pour l'organisation servienne, Denys énumère plusieurs fois cinq centuriae d'hommes non armés et indique à plusieurs reprises (4, 18. 19. 20. 7, 59. 10, 17) le chiffre 193 comme le chiffre total. Tite-Live en nomme six (si on suit les manuscrits) et passe le chiffre total sans silence. Cicéron, dans son exposition de la constitution réformée, ne nomme expressément qu'une des centuriae d'hommes non armés ; pour le chiffre total, il est d'accord avec Denys, et il ne peut être douteux que sur les loi centuriae, qu'il donne partie aux quatre classes d'hommes armés allant de la 2e à la 5e, partie aux non armés à l'exclusion des charpentiers, il y en a 100 pour la première catégorie et 4 pour la seconde. On rencontre ici une très ancienne confusion de la tradition, sur la cause de laquelle nous reviendrons plus bas. Le chiffre total donné dans Cicéron et Denys est le vrai ; mais une 6e centurie a été ajoutée à tort, et par suite la réunion des chiffres partiels donnerait le total 194. Les traces de ces six centuriae se trouvent dans Cicéron ; mais elles ne sont pas assez claires pour que l'on soit choqué du chiffre total. Tite-Live cite les six centuriae ; mais, à cause de cela, il omet de faire l'addition. Denys a refait le calcul, et, pour mettre les chiffres d'accord, il a effacé la *centuria adconsorum velatorum*, qui est authentique.

² Cicéron, *De re p.* 2, 22, 30. Le même, *Orat.* 46, 456. Tite-Live, 1, 43, 3. Denys, 4, 17. 7, 59.

³ Tite-Live, *loc. cit.* Denys, *loc. cit.*

⁴ Cicéron, *De re p.* 2, 20, 40. Tite-Live, 1, 43, 7, où *in his* ne peut vouloir dire qu'une chose, c'est que ces trois centuriae votent en même temps que les 3e centuriae de la 5e classe qui les précèdent : en admettant qu'on doive les compter dans les 30, on fausserait le chiffre total, et l'on détruirait l'égalité de nombre des centuriae de *seniores* et de *juniores*. Denys, 4, 17. 7, 5.

⁵ Ce n'est que par l'une de ses nombreuses fautes que Denys (4, 17) divise d'après l'âge les deux *centuriæ fabrum* et les deux centuriae de musiciens.

⁶ Les *accensi* des magistrats qui paraissent avoir en pour origine la *centuria accensorum velatorum*, sont aussi habituellement des affranchis. V. tome I, la partie de Appariteurs, sur les *Accensi*.

⁷ Festus, *Ép.* p. 369, également, p. 14, v. *Adscripticii*. L'opposé de *velatus* doit être proprement *sagatus*.

⁸ Festus, *Ép.* p. 18, p. 369. Varron distingue *adscriptivus* et *accensus* (*De l. l.* 7, 56, en expliquant le texte de Plaute, *Mænæchm.* 1, 3, 1) ; au contraire, les *accensi* sont pour lui les auxiliaires pris parmi ces hommes pour les sous-officiers de l'armée, d'après *De vit. p. R. III* dans Nonius, p. 520 (de même Végèce, 2, 1). Ces hommes semblent donc, comme au reste il est vraisemblable, avoir été partagés entre les diverses centuriae ; et puisque en pareil cas les sous-officiers prenaient naturellement parmi eux leurs aides personnels, ou, plutôt leurs serviteurs, Varron indique probablement exactement le sens moderne du mot, quoique à l'origine *adscriptivus* et *accensus* signifient sans nul doute la même chose. — Il peut être exact que les *accensi* aient aussi été appelés *ferentarii*, si ces derniers, comme le dit Caton (dans Festus, *Ép.* p. 369, v. *Velati* ; et Varron, *De l. l.* 7, 58), *tela ac potiones militibus pugnantibus subministrabant*, mais non d'après l'explication qui y voit

Cavaliers et des fantassins inscrits au cens sur le registre des individus propres au service. Les deux négations, celle de l'uniforme et celle du cens, s'appliquent également aux ouvriers et aux musiciens, et la qualification *adcensi velati* doit avoir été mentalement ajoutée à la leur.

Les centuriae d'hommes non armés étaient, comme les centuriae d'infanterie soumises à l'exigence du chiffre normal et au commandement d'un centurion ; cela résulte à la fois de la nature des choses et de leur nom². Mais, pas plus qu'elles, elles ne peuvent s'être fermées au chiffre normal ; elles doivent avoir compris toutes les personnes appartenant à la catégorie dont il s'agissait, sans qu'il y ait eu de différence pour le droit de vote entre les citoyens compris dans le chiffre normal et ceux qui se trouvaient en dehors de lui. Cela est de faible importance pour les quatre premières classes ; car les centuriae d'ouvriers ne comprenaient que ceux exerçant ces professions, et les centuriae de musiciens ne comprenaient même pas les musiciens ordinaires³. Au contraire tous les citoyens exclus des classes par leur manque de fortune ou d'honorabilité⁴ étaient placés dans la cinquième centurie. Cette conséquence est tirée par les Romains eux-mêmes ; mais aussi, on le conçoit, ils considèrent le droit de vote dans la dernière centurie et l'absence de droit de vote comme s'équivalant. Car, si le droit de vote est refusé aux *æerarii* pour l'époque ancienne, cela ne veut dire qu'une chose, c'est qu'ils appartiennent à la dernière centurie, comme, dans le nouveau système, les citoyens des quatre tribus urbaines, dont le cens reste au dessous du minimum de la 5e classe. D'un autre côté, le suffrage universel est indiqué comme principe précisément pour les comices par centuriae⁵ ; et la dernière centurie est représentée comme comprenant la grande masse des citoyens⁶, à ce point qu'elle est évaluée comme ayant un plus grand nombre de têtes que les centuriae de la première classe⁷ ou même que tout le reste des centuriae⁸. Les deux façons de parler se comprennent et peuvent se justifier⁹. Mais on ne peut pas en dire autant de la conception, évidemment très ancienne, de cette centurie des pauvres comme différente de celle des *adcensi velati*¹⁰ et

des hommes armés à la légère (Festus, loc. cit. et p. 85. 93, v. *ferentarii*, p. 11, v. *adscripticii*, Varron dans Nonius, p. 520 ; Végèce, 3, 14).

¹ Festus, *Ép.*, p. 14, p. 18, v. *Accensi*, et Varron, *De l. L.* 7, 56, aussi Varron, dans Nonius, p. 57, v. *Legionem*. Une mauvaise étymologie dans Varron, *De l. L.* 6, 89 et chez Nonius, p. 58, v. *Accensi*.

² Cela résulte aussi de Festus, p. 177, v. *Ni quis scivit*.

³ La trompette et le clairon n'ont rien de commun avec les musiciens de profession ; les joueurs de flûte seuls figurent dans les collèges de Numa.

⁴ Les *cives sine suffragio* proprement dits, c'est-à-dire les citoyens auxquels les conditions du droit de vote ne font pas défaut, mais qui ont reçu de la loi le droit de cité avec exclusion du droit de suffrage, n'existent pas encore du temps de Servius. Cette centurie ne leur a pas été étendue.

⁵ Cicéron, *De re p.* 2, 22, 40. Tite-Live, 1, 43. Ce droit de suffrage aussi général qu'inégal substitué au droit de suffrage égal et général du temps des rois est une des idées favorites du gouvernement aristocratique et est caractéristique de sa façon de traiter le principe de l'égalité politique des citoyens.

⁶ Tite-Live, 4, 43, 8. Denys, 4, 18. 7, 59.

⁷ Cicéron, *De re p.* 2, 22, 40.

⁸ Denys, 4, 18. 7, 59.

⁹ Il faut que cette centurie, envisagée au point de vue de son actif, ait été assez forte pour pouvoir céder des hommes à chacune des 188 centuriae armées. En ce sens, on peut comprendre que, d'après Varron, 5, 82, le *magister equitum* ait pouvoir sur les *equites* et *accensos*, et que Tite-Live, (8, 8, 8 rapproché de c. 10, 2) parle des *tria vexilla* de force égale des *veterani*, *rorarii* et *accensi*, dont il appelle le dernier *minimæ fiduciæ manum*. Je maintiens par conséquent en principe ma proposition (*Tribus*, p. 1,20) de restitution de la glose à moitié détruite de Festus, p. 257. Les *accensi* peuvent, d'après le sens primitif de *classis*, parfaitement être conçus comme en étant une, et cette *classis* comme votant avec la cinquième classe moderne, avoir ensuite été appelée *quintana*.

¹⁰ Dans Tite-Live, il y a, à côté de la *centuria* des *accensi velati*, l'*una centuria* des citoyens au dessous du cens de la 5e classe, et Denys, 4, 18, in fine, conçoit de même, en excluant la *centuria adensorum*, son *λόχος τῶν ἀνόρων*, auquel se rattache la désignation, aujourd'hui courante et étrangère aux sources, de *centuria capite censorum*. Cicéron nommant dans un texte, il est vrai mutilé (*De re p.*, 2, 20, 40), les *proletarii* à côté des *accensi velati* et des *liticinus*, *cornicines*, il paraît avoir également connu la dernière centurie et l'avoir attribuée

comme votant non pas avec la cinquième classe, mais après elle¹ : cette conception renverserait les chiffres totaux avérés de 393 centuriae et de 5 classes, si la prétendue cinquième centurie était autre chose qu'une fiction produite probablement par une fausse entente du rapport entre la cinquième centurie du droit public théorique et la *centuria ad censuram velatorum* que l'on voyait fonctionner en pratique.

Il y a une autre tradition qui nous est également transmise et qui n'est pas moins fictive, ni moins impossible en soi c'est celle de la réunion dans une centurie spéciale de tous ceux qui n'auraient pas voté dans l'une des autres centuriae on laisse incertain le point de savoir s'il s'agit là seulement des citoyens qui ont omis de voter ou même de ceux qui n'ont le droit de suffrage dans aucune centurie déterminée², et l'on peut encore bien moins déterminer si cette centurie impossible tient la place de l'autre centurie également impossible des pauvres ou a sa place propre à côté d'elle. — Le fait que la dernière classe ne doit pas être souvent arrivée en pratique à exprimer son vote, rend les allégations de ce genre un peu moins inconcevables.

Si nous passons de ces théories décolorées, mais caractéristiques, à la réalité, le témoignage de Cicéron sur la constitution réformée et le maintien postérieur des centuriae d'hommes non armés établissent également qu'elles n'ont pas été touchées parla réforme et ont subsisté aussi longtemps que l'organisation des centuriae elles-mêmes.

Les deux centuriae des charpentiers et des forgerons peuvent peut-être être identifiées avec les deux collèges correspondants qui sont mentionnés parmi les neuf collèges de Numa, par conséquent parmi ceux qui ont existé à Rome de toute antiquité³. Il ne semble y avoir, aucun obstacle à considérer ces deux collèges comme des unités de vote. Le *collegium fabrum* qui fut excepté lors de la suppression des collèges de la ville de Rome par César et Auguste, et qui subsistait encore sous l'Empire⁴, peut avoir été formé par la fusion de ces deux collèges ou de ces deux centuriae.

aux *proletarii*. Mais c'est, s'il est possible, encore plus étrange que les systèmes de Tite-Live et de Denys ; car les *proletarii* sont, comme Cicéron le dit précisément là, des citoyens dont le cens est inférieur à 1500 as, et les citoyens sujets à l'impôt qui ont plus de 1.500 as et moins de 11.000 as (ou de 4.000) se trouvent ainsi rester complètement dehors du classement. Il a été montré plus haut que les idées d'*adsiduus* et de *proletarius* sont étrangères à l'organisation militaire de Servius et appartiennent à son organisation fiscale qui n'est aucunement de même nature. — Il est dit encore plus inexactement dans le grammairien Charisius, éd. Keil, p. 75 : *Cum a Ser. Tulio populus in quinque classes esset divisus, ut tributum prout possideret quis inferret, diliores qui asses dabant assidui dicti sunt*.

¹ Denys, 4, 18. 7, 59, ne fait pas seulement la dernière centurie voter après la cinquième classe et non avec elle, par conséquent intervenir seulement si jusque-là les votes se balancent, ce qui, dit-il lui-même (4, 20. 7, 59) est presque un miracle et pour ainsi dire impossible ; il n'hésite pas à parler expressément de sixième classe. Même dans Tite-Live, la dernière centurie vote après la cinquième classe et les trois centuriae qui en dépendent ; lui aussi admet donc six appels ; mais il se garde bien pour eux comme pour les centuriae, de faire l'addition.

² Festus, p. 217. La définition elle-même conduit à l'idée de négligence de voter ; mais le but indiqué concorde mieux avec la conception générale, et cette dernière seule rend dans quelque mesure compréhensible cette combinaison bizarre.

³ Plutarque, *Numa*, 17, nomme les τέκτονες et les χαλκεῖς, Plin., *H. n.* 34, 1, 1, nomme les *fabri ærarii* comme troisième collège de Numa.

⁴ Asconius, in *Cornel*, p. 75. Son existence n'est pas, à ma connaissance, attestée par les inscriptions. Le *collegium fabrum tignariorum Romanensium* de Capena (Orelli, 4086 = *C. I. L.* XI, 3936) se compose, d'après ce que dit Festus, p. 61, s. v. *Corinthiensis*, sur la signification de cette forme d'adjectif, vraisemblablement de charpentiers travaillant à la manière de la capitale et non pas de charpentiers de la capitale. Il faut aussi entendre dans ce sens le *pistor Romaniensis ex reg. XIII* (*C. I. L.* XIV, 2213), quoiqu'il soit urbain et qu'il y ait des boulangers viennois partout excepté à Vienne.

Les *liticines*¹, ou, comme on les appelle plus tard, les *lubicines*², en Grec *σαλπισται*³, précèdent en rang⁴ les *cornicines*, en grec *βυκανισται*⁵. Les comices par curies étaient, verrons-nous, à l'époque la plus ancienne, annoncés avec la *tuba*, et elle s'est toujours maintenue comme signal du combat au sens militaire proprement dit. Nous ne pouvons au contraire établir qu'elle fut employée pour les comices par centuries de la ville. Le signal par lequel le magistrat, ou mieux le général, appelait la *classis*, le *classicum* était donné au son de la trompette⁶, et c'est toujours lui qui est mentionné pour ces comices⁷. Cependant les sonneries de trompette faites pour les comices par centuries ne sont pas faites, à l'époque récente, par des hommes dont ce serait le service ; mais, cela constitue, comme tous les services du même genre, l'objet d'un marché fait par les censeurs avec un entrepreneur⁸. — Sous l'Empire nous trouvons ces deux centuries réunies pour composer un *collegium liticinum cornicinum* ou plus ordinairement *æneatorum*⁹, dont les membres touchaient à cette époque des émoluments analogues à ceux des membres des groupes de centuries¹⁰.

Nous avons déjà dit l'essentiel sur la destination des *accensi velati*. Étant adjoints à l'armée comme hommes d'excédant destinés à combler les vides qui pourraient se produire, ils n'avaient pas, jusqu'à ce qu'ils fussent employés, de compétence déterminée ; ils intervenaient et étaient employés, selon que le leur prescrivait leur sentiment du devoir ou l'ordre de leurs supérieurs immédiats. Leur affectation directe aux décurions de la cavalerie et aux centurions de l'infanterie donne à croire que les atterrai auront aussi, dans les centuries politiques, où non pas à la vérité les décurions, mais les centurions participaient anciennement à la direction du vote, rempli près de ces derniers des fonctions auxiliaires. En outre, nous avons, dans la partie des Appariteurs, déjà émis l'hypothèse que les magistrats ayant des licteurs avaient anciennement le droit de prendre dans cette centurie chacun un remplaçant pour leur licteur. Plus tard cela disparut, ou, ce qui est encore possible, on mit en pratique le principe que cette centurie comprend tous les citoyens qui ne sont dans aucune autre, et on permit au magistrat de se constituer pour *accensus* tout citoyen de cette espèce.

¹ La corporation ne porte l'ancienne dénomination *liticines* que dans Cicéron (*De re p.* 2, 20, 40) et sur la remarquable inscription de la capitale (manquant dans le C. I. L.) Orelli 4106 (gravée dans Bartoli, *Pictura ant. crypt. Romanarum*, Rome, 1738, p. 195 ; aussi dans Spon, *Misc.* 69) *M. Julius Victor ex collegio liticinum cornicinum*, avec la représentation des deux instruments. J'ai fait chercher le relief indiscutablement authentique au palais Corsini ; mais il est perdu. Peut-être faut-il aussi restituer la mention du *collegium liticinum* dans Asconius (*In Cornel.*, p. 75) ; *collegium lictorum*, comme on écrit d'ordinaire, est en contradiction avec les usages de la langue (cf. tome II, la partie des Licteurs) et *collegium pistorum*, proposé par Hirschfeld, *Gall. Studien, Mener Sitzungsberichte*, 107, 1, p. 256, est impossible, parce que les droits de corporation n'ont été accordés que plus tard aux *urbici pittores*.

² Il sera montré, dans la partie de la Marche des comices, que *lituus* et *tuba* sont identiques.

³ Denys (4, 17). Les gloses de Philoxène traduisant *liticen* par *ιεροσαλινκτης*, *tubicen* par *σαλινκτης*.

⁴ En dehors de l'ordre des mots dans Cicéron et sur l'inscription de la note 152, cela résulte du rang hiérarchique postérieur des deux catégories dans la légion (*Eph. ep.* 4, 530 ; Domaszewski, *die Fahnen im röm. Heer*, p. 8).

⁵ Denys, *loc. cit.* Polybe emploie souvent *βυκάνη* pour *cornu*. Les gloses de Philoxène traduisent *cornicen* par *καμπυλοσαλινκτης* et *classarii* par *σαλπισται*.

⁶ Varron, 5, 91. La restitution des mots corrompue n'est pas certaine ; mais il est certain que l'éditeur a commis une correction fautive en introduisant ici le *lituus*. Végèce, 2, 22.

⁷ Cf. tome I, la partie du droit d'agir avec le peuple, sur les *contiones*, et ci-dessous la partie de la marche des comices.

⁸ Varron, *De l. l.* 6, 91.

⁹ Festus, *Ép.* p. 20. Les *æneatores* employés au camp ont aussi la *tuba*, Cauer, *Eph. epigr.* 4, 374, l'a conclu avec raison de Suétone, *Cæsar*, 32 ; ceux de la ville doivent être conçus comme des *cornicines*.

¹⁰ Un enfant de quatre ans est appelé *trib. Offentinæ contegio æniatorum frumento publico* (C. I. L. VI, 10221) ; un autre dit dans son inscription funéraire : *Reliqui tri[bu]m ingenuam, frumentum [publ]icum et æneatorum [collegium ?]*. Il y a aussi des *collegia æneatorum* municipaux (C. I. L. V, 5173. 5415). — Les *libicines* religieux recevaient aussi des émoluments semblables (C. I. L. VI, 2584 : un vétéran *frumento publico collegio libicinum*).

Les titulaires des places nominales de cette centurie subsistèrent comme corporation¹, jusqu'au troisième siècle de notre ère². La qualité de membre de cette corporation était alors un honneur envié³ ; on y trouve, à côté de riches affranchis⁴, des personnages considérés de l'ordre équestre⁵. Puisqu'ils sont alors, comme d'autres corporations employées à des services publics, exemptés de l'acceptation des fonctions de tuteurs⁶, ils doivent également avoir été employés aux affaires publiques. Si la conjecture faite sur leur emploi à titre auxiliaire en matière de scrutin est exacte, cet emploi pourrait avoir été pour eux l'origine de situations analogues à celles des appariteurs les plus hauts placés des magistrats, auxquels les *accensi velati* correspondent en effet comme condition sociale⁷.

L'ordre de classement des centuries observé pour le vote, ordre de vote sera, dans la mesure où il n'a pas déjà été expliqué jusqu'à présent des centuries : sent, plus commodément exposé ici que dans la théorie générale de la tenue des comices. Ainsi qu'on le conçoit, l'arbitraire du législateur et l'influence des tendances politiques se manifestent là plus que dans toute autre partie de la constitution des centuries. Il est inutile de répéter que les gradations de l'infanterie ont, dès le principe, déterminé l'ordre des votes et que la notion moderne de la *classis*, envisagée comme la partie de l'infanterie populaire appelée à voter simultanément, s'est précisément développée en partant de là. Le premier ban et la réserve sont toujours venus au vote en même temps. Par conséquent, dans l'ancien système, toute la *classis* avec ses 80 sections du premier et du second ban votait en même temps⁸ avant les quatre catégories *infra classem*, et, dans le système réformé, la première classe dans ses 70 sections votait avant la seconde, la troisième, la quatrième et la cinquième. Le grand nombre des sections les plus faibles en chiffre de membres, devait extraordinairement accélérer le vote. — Il nous reste à déterminer la place de vote soit des centuries équestres, soit des centuries d'hommes non armés et à étudier le droit de voter en premier lieu introduit par la constitution réformée.

Les usages militaires, qui dominent toute l'institution, peuvent, jusqu'à un certain point, avoir été la cause que, de même que la cavalerie ouvrait le combat, d'après l'ancienne tactique, les 18 centuries de cavaliers aient aussi voté

¹ *M'. Poblicius Nicanor ung(uentarius) de sacra via* s'intitule *maximus accensus velatius* (C. I. L. VI, 4974). *T. Velatius accensorum velatorum I. Ganymedes*, Orelli, 2461 ; d'autres *T. Velatii*, évidemment également affranchis du collège, C. I. L. VI, 4970.

² Les *accensi velati* sont nommés en relation avec la constitution des centuries par Cicéron, la centurie des *accensi* par Tite-Live où on ne peut l'écarter par voie de correction. Denys la passe sous silence. Ulpien, *Vat. fr.* 338. Elle paraît figurer, C. I. L. VI, 1973, comme *decuria accens(orum) velato(rum)*. Il faut sans doute aussi lui rapporter l'inscription de Rome C. I. L. VI, 9219.

³ Inscription de Ficulea, C. I. L. XIV, 4010. Cela ne peut être rapporté à l'immunité publique de la tutelle accordée aux *accensi velati*, mais, ainsi que je l'ai déjà remarqué dans une étude du reste défectueuse pour le surplus, *Ann.* 1849, p. 212, tout comme l'immunité que l'on rencontre dans les groupes de centuries (C. I. L. VI, 498 et ailleurs) à l'immunité corporative de la taxe d'entrée et des cotisations. Mais la construction de chemin que fait Cérinthe par reconnaissance pour son admission, et son admission sans charges, dans le collège (cf. tome, IV sur les charges correspondantes des questeurs, la fin des préliminaires de la partie de la questure), ne peut pas facilement avoir été à la charge du collège, et le chemin rentre certainement parmi ceux qui doivent être construits aux frais de l'état ; sa reconnaissance s'adressa donc nécessairement à l'empereur qui ta fait arriver à cette situation avantageuse. L'inscription a été traitée d'une manière défectueuse par son dernier éditeur.

⁴ C. I. L. VI, 1969-1932, 4974. XIV, 2193. 2812. Ce sont des négociants en soieries et en parfums, évidemment toujours des gens de grosse fortune.

⁵ Chevaliers romains — C. I. L. VI, 1607. X, 3865. XI, 1230 = *Mur.* 1067, 4. XI, 1848 = Orelli, 2182.

⁶ Ulpien, *Vat. fr.*, 138.

⁷ Les *accensi velati* sont en même temps souvent pourvus d'une place élevée d'appariteurs : C. I. L. III, 6079.4I, 1859. X, 6094.

⁸ Sur Tite-Live, 10, 13, 11, comparez la partie de la Marche des Comices.

primitivement avant celles de la première classe¹. Elles constituaient par conséquent en fait ce que, dans le langage moderne, on aurait appelé la première classe, et, si elles ne s'appellent pas ainsi, c'est uniquement parce que *classis* désignait alors la phalange, dont les cavaliers ne faisaient pas partie. Les dix-huit centuriae votaient-elles simultanément ou non, nous n'avons pas à ce sujet de témoignages. Si le droit de voter en premier lieu des cavaliers doit être rattaché à ce qu'ils ouvraient le combat, la question est par là même tranchée dans le premier sens. Mais des considérations politiques peuvent, dès les temps les plus anciens, avoir exercé leur influence sur l'ordre de vote, et nous allons immédiatement montrer qu'il est probable que, si au début les 18 centuriae de cavaliers votaient avant l'infanterie, les six centuriae patriciennes votaient parmi elles avant les douze centuriae plébéiennes.

Les centuriae de chevaliers perdirent le premier rang vraisemblablement après 458², certainement avant 539³, donc probablement par la même réforme qui, semble-t-il, en 584, organisa les centuriae par tribus. Il est démontré que depuis les douze centuriae plébéiennes de chevaliers émirent leurs votes en même temps que les 70 centuriae de la première classe⁴. Mais les six centuriae patriciennes paraissent avoir voté à part entre la première et la seconde classe⁵.

¹ Tite-Live, 4, 43, 8. D'autres assertions du même auteur ne concordent pas complètement avec ce témoignage certain. 30, 22, 1, sur l'an 458 ne peut se concilier avec lui qu'en entendant par les *primo vocatae centuriae* celles de la première classe, qui cependant ne sont, à cette époque, proprement appelées qu'au second rang. On peut expliquer par une omission de la *renuntiatio* des voix de la première classe que la majorité ne soit pas proclamée après leur vote et que l'élection soit ajournée. A la vérité, c'est en discordance avec le fait que, dans Tite-Live 10, 15, 7, les *primo vocatae omnes centuriae* sont toutes proclamées et que pourtant le scrutin n'est pas terminé. Dans 5, 48, 1, il faut peut-être restituer *prærogativæ*, ou Tite-Live a écrit *creat* ; mais, puisque immédiatement après il parle du vote des *jure vocatae tribus*, il pense aux comices par tribus, quoiqu'ils ne puissent procéder à un tel vote et qu'il n'y ait pas chez eux de droit de voter en premier lieu. Par suite d'une négligence pareille, il a pu faire une *tribus prærogativa* des *centuriae prærogativæ* nommées dans sa source. Dans le texte de Festus, p. 249, le principal a disparu, dans la lacune qui semble importante. Il discute le point de savoir si le droit de voter en premier lieu et la *renuntiatio* qui suit ont pour objet de faire connaître les noms des candidats ou de faciliter l'examen de leur honorabilité. Il n'y avait peut-être rien sur la nature des centuriae qui votaient les premières ; pourtant le pluriel confirme la relation de Tite-Live. — Si Denys, en contradiction avec Tite-Live et Festus, fait les chevaliers voter avec la première classe (4, 18, 1, 59, 10, 17), ce n'est pas par erreur ; il le fait, parce qu'il lui aurait fallu avoir sept classes s'il avait fait les chevaliers voter avant la première. — Quand, du temps de la constitution réformée, qui ne connaît qu'une *prærogativa*, on rencontre le pluriel comme dans Cicéron, *Verr. act.* 1, 9, 26, c'est que l'on réunit plusieurs votes différents.

² A la vérité, cela ne s'appuie que sur l'indication de Tite-Live, 10, 22, 1, et on ne peut avoir en cette indication une véritable confiance.

³ C'est en cette année que l'on trouve, pour la première fois, dans Tite-Live, 24, 7, 12, la *centuria prærogativa* de l'organisation électorale moderne.

⁴ C'est ce que prouve rigoureusement la relation du procès, de C. Claudius de 583 ; car ce n'est que pour cette raison que l'on peut mettre à côté des *duodecim centuriae equitum* les *multæ aliae primæ classis*. On ne trouve d'ailleurs nulle part une trace d'un vote séparé des douze centuriae.

⁵ Le premier argument dans ce sens, et c'est peut-être le plus décisif de tous, est la version rapportée plus haut, selon laquelle les douze centuriae innommées sont les anciennes et les six aux vieux noms patriciens ont été ajoutées ensuite, tout comme également celle de Tite-Live dans laquelle les 18 sont organisées par Servius, mais les douze sont nommées d'abord et les six ensuite. Cela est évidemment si contraire à la nature de l'institution que cela ne peut avoir été imaginé qu'en vertu d'une infériorité juridique des secondes à l'époque moderne. — En second lieu, Cicéron, *De re p.* 2, 22, 39, dans son exposition sommaire de la constitution de la majorité dans les comices, a probablement employé pour les chevaliers la tournure spéciale : *Equitum centuriae cum sex suffragiis*, parce que les deux formaient bien un même tout, mais ne votaient pas ensemble, et que les secondes votaient après les premières. — Si en outre, dans le procès de 583, huit centuriae équestres sur les douze et beaucoup d'autres de la première classe prononcent la condamnation, cette façon de s'exprimer indique, dans son sens naturel (écarté à tort par moi, *Rœm. Forsch.* 1, 136), qu'il n'y avait à voter avec la première classe que ces douze centuriae ; si toutes les centuriae de chevaliers l'avaient fait, les *sex suffragia*, qui en principe y sont comprises, n'auraient pas pu être laissées en dehors du calcul, et, quand bien même elles auraient voté toutes les six pour l'acquiescement, il aurait fallu en nommer dix-huit. — Enfin les mots *ita ut adsolet suffragia*, placés entre la *renuntiatio* du veto de la première classe et l'appel au scrutin de la seconde, dans la relation concise et précisant nettement toutes les périodes du vote propres à intercession, des élections consulaires de 710, ne peuvent guère vouloir indiquer autre chose qu'une telle période, et ils ne semblent pouvoir être expliqués d'une manière satisfaisante que de la façon indiquée. La question de savoir s'il faut

S'il en est ainsi, le droit de vote séparé des patriciens doit être une institution primitive et avoir été seulement, de même que quelques autres, transformé d'un avantage en une infériorité. Car le vote des douze centuries plébéiennes avant les six centuries patriciennes ne peut pas avoir été introduit seulement lors de la réforme de 534. On put conserver alors une infériorité déjà existante des dernières il aurait été impossible d'en introduire une nouvelle, surtout si les six centuries nommées ont cessé à ce moment d'être patriciennes. La réforme doit avoir retiré aux chevaliers leur droit de voter les premiers, et auparavant les dix-huit centuries de chevaliers devaient voter avant la première classe, mais d'abord les douze centuries plébéiennes, puis les six centuries patriciennes. On est naturellement porté à supposer que primitivement l'ordre devait être inverse.

Les cinq centuries d'hommes non armés ne formaient pas une série de vote spéciale ; nous avons déjà montré que la sixième centurie indiquée comme en formant une est une invention. Les cinq centuries étaient adjointes aux cinq séries de vote ; sur la place de chacune, les documents sont pour partie en désaccord. Les charpentiers votaient, selon Cicéron et Tite-Live, avec la première classe, selon Denys, avec la seconde. Les forgerons sont placés par Cicéron et Denys dans la seconde, par Tite-Live, dans la première¹. Les deux centuries de musiciens sont attribuées par Tite-Live à la cinquième, par Denys à la quatrième². *Les accensi velati* votaient avec la dernière classe, ainsi que nous le dit Tite-Live qui est seul à les nommer³, et comme il va de soi.

Il n'y avait pas, dans l'organisation primitive des centuries, de droit de voter en premier lieu distinct de l'ordre des catégories⁴. C'est seulement depuis leur réforme qu'on appelle la première au vote une centurie tirée au sort, — nous ne savons pas nettement si c'est sur les 62 centuries rustiques de la première classe ou seulement sur les 31 de son premier ban⁵, — puis⁶ ensuite les autres dans l'ordre (*jure*), c'est-à-dire en commun⁷. La cause de cette mesure fut la suppression du droit de voter les premiers qu'avaient jusqu'alors eu, en fait, les chevaliers. Si l'on avait fait voter en même, temps, sans autre forme, les 83 centuries appelées au vote en premier lieu, les voix se seraient très

intercaler *sex* avant *suffragia* ou si *suffragia* se disait pour *sex suffragia* dans la langue électorale, doit être laissée incertaine.

¹ Cicéron (*De re p.*, 2, 22, 39) attribua expressément les charpentiers à la première, et par son silence les forgerons à la seconde. Tite-Live, 1, 43, 3 ; Denys, 4, 17. 7, 59.

² Tite-Live, 1, 43, 7. Denys, 4, 14. 7, 59.

³ Tite-Live, *loc. cit.*

⁴ La désignation des centuries équestres comme *prærogativæ* appartient bien à cette organisation, mais elle est parallèle à l'expression *infra classem* ; la prédominance de la *classis* s'exprime dans toutes deux. Les centuries équestres de l'ancien système sont *jure vocatæ* tout comme celles d'infanterie.

⁵ Il se comprend de soi que les centuries appartenant en droit à la première série d'appel concouraient seules au tirage au sort pour la première place. Les trois *centuriæ prærogativæ* qui nous sont connues par leur nom appartiennent toutes aux centuries de la première classe et du premier ban des tribus rustiques. Nous ne savons si celles du second ban manquent par hasard ou si elles ne prenaient pas part au tirage au sort. Les huit centuries des tribus urbaines, les centuries de chevaliers et collé de charpentiers étaient certainement exclues. Les *urbanarum tribuum prærogativæ* d'Ausone sont absurdes et sont moitié le produit de reminiscences littéraires, moitié un emprunt aux tribus des *frumentationes* de la capitale qui existaient encore alors, les *prærogativæ tribus, quæ primæ suffragium ferunt ante jure vocatas*, relatives aux élections consulaires chez un scoliaste récent des Verrines, *Act.* 1, 9, 26, p. 439, et le *genus populi prærogativum* ou la *prærogativa classis* par opposition au *genus jure vocatum*, chez un autre, sont également absurdes.

⁶ La *sortitio prærogativæ* comme phase spéciale du vote des centuries est mentionnée de la manière la plus précise dans Cicéron, *Phil.*, 2, 33, 82 ; en outre, dans le même, *Ad Q. fr.* 2, 14, 4 ; dans Tite-Live, 24, 79 12. 27, 6, 3. Pour l'influence de cette centurie sur le résultat du scrutin, cf. la partie de la Marche des Comices.

⁷ Les *jure vocatæ centuriæ*, dans Tite-Live, 27, 8, 3, par opposition à la *prærogativa*, sont les autres centuries votant dans l'ordre ordinaire ; cette expression, qu'emploient par reminiscence Ausone et les scoliastes des Verrines, peut s'appliquer à toutes les centuries à l'exception de celle désignée par le sort ; mais elle est naturellement employée de préférence pour celles qui ont avec elle participé au tirage.

fréquemment éparpillées dans les élections, et il n'y en aurait pas eu facilement une seule de définitive au premier tour de scrutin.

Le parti démocratique proprement dit désapprouvait naturellement le privilège accordé aux citoyens dont le cens était le plus élevé de voter avant ceux des classes inférieures. Le second des Gracques eut l'idée de faire tirer au sort tous les votes ; de telle sorte que les centuries qui auraient tiré le premier numéro auraient voté ensemble, de quelque classe qu'elles fissent partie. Il ne fut pas donné suite à cette proposition, et, tant que l'on vota par centuries, l'ordre des classes fut maintenu.

L'organisation servienne du service militaire et du droit de vote qui en résulte a donc pour base l'*exercitus*¹, c'est-à-dire l'armée régulière des citoyens, de 193 centuries², composées des 18 centuries de chevaliers, des 83 centuries du premier ban, des centuries en nombre égal du second et des cinq centuries d'hommes non armés³. A cette armée appartiennent tous les citoyens romains pubères, du sexe masculin⁴, et, aux 188 centuries d'hommes armés appartiennent jusqu'à l'an 442, tous les citoyens portés sur les listes du cens pour une propriété foncière de deux jugera au moins, et depuis, tous ceux portés sur ces listes pour une fortune de 11000 as et plus tard de 4000. Comme institution politique, selon l'expression romaine, comme *exercitus urbanus*⁵ ou *quinquennalis*⁶, parce que dans ce rôle, elle appartient à la compétence *domi* et est constituée à nouveau à chaque lustre, l'armée des citoyens n'est, d'après une tradition de la plus haute antiquité, arrivée à l'existence qu'avec la fondation della République, la première élection de consuls et la plus ancienne loi centuriate, la loi Valeria sur l'introduction de la *provocatio* au peuple des condamnés⁷. Elle a subsisté, immuable dans ses fondements, aussi longtemps que le peuple lui-même, et elle n'a pas péri de mort violente, mais par ce dépérissement qui est le terme fatal assigné à l'homme et à toutes les créations humaines.

Militairement, la constitution servienne a réglé le service militaire des citoyens, tant qu'il y a eu une armée de citoyens, on peut même dire tant qu'il y a eu un État de citoyens. Les anciennes distinctions de classes s'étaient presque nivelées parmi les troupes du temps de Polybe. La distinction des 3.000 légionnaires complètement équipés et des 1.200 équipés à la légère était sans doute issue de la distinction des trois premières classes et des deux dernières et, du temps de Polybe, la fortune entraînait encore au moins en ligne de compte pour la partage. La

¹ Varron, 6, 88, des *commentarii consulares*. Tite-Live, 39, 15, 11, Aulu-Gelle, 15, 21, 4, et beaucoup d'autres textes. — *Exercitum imperare* se trouve dit ici pour les comités, mais est également employé de l'ordre de marche donné à l'armée de guerre (Festus, *Ép.* 103, v. *justi dies* ; Macrobie, *Sat.* 1, 16, 15 ; Servius, *Ad Æn.* 8, 4). L'armée de campagne a sans doute été à l'origine désignée par le nom de *legio* avant que ce mot ne prît le sens de corps à armée ; l'*exercitus* c'est l'armée des citoyens réunie pour faire l'exercice sur le champ de manœuvres et de laquelle à l'époque la plus ancienne les *seniores* ne devaient pas être absents.

² Ce chiffre est donné par Cicéron et Denys.

³ Il faut compter dans ces centuries les Latins qui émigrent à Rome et les nouveaux citoyens en général, jusqu'à ce qu'ils ne soient inscrits dans les tribus.

⁴ Le droit public romain ne connaît pas de forme d'exclusion individuelle du droit de suffrage dans les 193 centuries avec conservation du droit de cité. L'exclusion du droit de vote militaire avec maintien de l'obligation au service militaire se présente à vrai dire à titre général chez les demi citoyens, l'exclusion des affranchis doit être conçue au contraire comme une inscription dans la dernière centurie.

⁵ Varron, *De l. l.* 6, 93. Dans un sens différent, Tite-Live, 22, 11, 8.

⁶ Varron, 6, 93. Cf. tome IV, la partie de la censure, sur les formalités de la lustration.

⁷ Cf. tome III, la partie du Consulat sur le mode d'élection des consuls. Au reste, à côté de cette version, il y a celle de l'élection du roi Servius par les centuries. V. tome I, la première section de la théorie du droit de nomination du magistrat.

différence de l'équipement n'avait pas non plus complètement disparu. La considération de la fortune donnait encore au magistrat qui faisait la levée une certaine ligne directrice, quoique les limites des classes ne fussent plus observées et que le temps de service devint de plus en plus le premier principe de disposition des hommes. Mais le choix fait parmi les centuriales pour le service militaire pouvait être arbitraire, les légions de l'armée de guerre avec leurs centuries d'*hastati*, de *principes* et de *triarii* pouvaient ne rappeler encore qu'à peine la phalange de l'armée électorale et ses centuries, ces légions n'en étaient pas moins contenues dans cette phalange, et ; pendant toute la durée de la République, la distinction des 188 centuries d'hommes armés et des 5 centuriales d'hommes non armés, c'est-à-dire la distinction des citoyens obligés au service des armes et de ceux qui ne sont employés militairement qu'à titre accessoire, resta, même militairement, en pleine vigueur. Toutes les règles nouvelles concernant non pas la disposition, mais la composition de la population astreinte au service des armes, la substitution de la fortune à la propriété immobilière comme condition de capacité, la réduction du cens minimum de 11.000 as à 4.000, ont aussi bien régi les levées que le vote. Une réglementation spéciale n'était nécessaire sous ce rapport que pour exclure du service les citoyens qui n'étaient pas en pleine possession des droits honorifiques, en particulier les affranchis ; car sans cela, bien qu'enfermés pour le vote dans huit groupes de centuries urbaines, ils en seraient aussi bien passés parmi les individus soumis au service que les membres des autres groupes. Il sera montré, dans la partie des Affranchis, qu'une mesure de ce genre a été prise vers l'époque de la réforme des tribus et des centuries.

Mais la dernière phase de l'organisation militaire de la République a pour caractère essentiel, que les anciennes conditions de capacité requises pour le service y ont disparu et que le recrutement ordinaire des troupes a pris la forme dans laquelle, jusqu'alors, les citoyens incapables étaient, à titre extraordinaire, appelés au service. Ce n'est pas aux cinq centuries d'hommes non armés prises parmi ces derniers pour l'armée du peuple ordinaire que s'est rattaché le recrutement de l'époque moderne ; c'est à l'appel au service, devenant en fait de plus en plus constant, des citoyens peu considérés et peu fortunés, incapables de servir dans l'armée du peuple, mais néanmoins soumis à l'obligation générale de servir. L'exposition détaillée de ce système ne peut trouver sa place que dans la théorie des Antiquités militaires. Il suffira ici d'en indiquer, pour finir, les grandes lignes juridiques.

Certainement depuis le cinquième siècle, probablement de tout temps, les Romains ont, lorsque les circonstances le réclamaient, appelé sous les armes, à côté des hommes reconnus pour avoir la capacité de servir, ceux qui n'avaient pas cette capacité ; ils ne les ont pas seulement mis sous les armes dans la forme prévue par la constitution de Servius, comme remplaçants répartis entre les diverses sections, mais en corps d'armée distincts et irréguliers¹. Surtout depuis la création de la flotte, ce recrutement a assez probablement eu lieu d'une façon aussi permanente que celui des individus véritablement astreints au service². A la suite de cela, la règle s'est établie que ceux qui se trouvent entre

¹ Pour la bataille de l'Allia, en 364 : Diodore, 14, 314 ; également Tite-Live, 5, 38, les *legiones* et les *subsidiarii*, et Denys, 13, 12. — Sous la date de 425 : Tite-Live, 8, 20, 4. — Probablement en 473 : Cassius, *Hemina*, fr. 21, éd. Peter, confirmé par Augustin, *De civ. Dei*, 3, 17 = Orose, 4, 1, 3 ; aussi sans doute Ennius. — En 537 Tite-Live, 22, 13, 8. Cf. la partie des Affranchis. Les plus anciens de ces témoignages sont peu dignes de foi. Cependant les cas particuliers importent peu pour la conception juridique.

² Polybe, 6, 49, 2. Caton, dans Festus, p. 234.

le minimum requis pour servir (11.000 as et plus tard 4.000) et celui requis pour être contribuable (1.500 as), et qui par conséquent sont au moins encore *adsidui*, auraient, s'ils étaient appelés à ce service, à fournir leur équipement¹, tandis que ceux qui ne sont pas contribuables, les *proletarii* ou *capite censi*² recevraient, en pareil cas, des armes fournies par l'État³. Il est aussi rapporté, et ce n'est tout au moins pas impossible, que, parmi les derniers, ceux qui avaient une fortune de moins de 375 as, auraient été absolument exclus du service et appelés *capite censi* au sens étroit⁴.

Cette levée, extraordinaire au moins en théorie, sert de base à la formation de l'armée qui fut mise par C. Marius à la place de l'ancienne⁵. Jusqu'au milieu du septième siècle, le service militaire des citoyens et l'organisation des centuries tiennent, avons-nous vu, l'un à l'autre ; il n'y a à pouvoir être pris pour le service que les citoyens inscrits dans une centurie de cavaliers ou dans l'une des cinq classes de l'infanterie. Au temps de Marius, probablement par une conséquence immédiate des levées en masse faites pour la guerre des Cimbres, on abandonna ce principe. Désormais le magistrat qui procède au recrutement enrôle le citoyen, sans s'occuper de la condition de capacité relative aux biens ; au reste, l'incapacité des affranchis est en revanche maintenue. En même temps disparut la distinction des légionnaires complètement armés et armés à la légère, à laquelle il n'est plus fait allusion depuis la guerre de Jugurtha⁶. La seule différence faite pour le service entre les légionnaires est celle basée sur l'ancienneté. Quoique l'obligation de servir et le droit de faire des levées n'aient pas été supprimés en principe, que même on ait, pendant les guerres civiles, recouru, dans une large mesure, aux enrôlements forcés dans les légions, ce sont, en général, dans le temps postérieur à Marius, des volontaires appartenant aux couches inférieures de la population qui ont été incorporés dans les légions. Le dictateur César a, probablement en partant d'anciennes dispositions semblables, ouvert aux membres des classes supérieures le droit de revêtir les magistratures municipales avant trente ans, à condition de servir dans les légions, pendant six ans dans l'infanterie ou trois ans dans la cavalerie⁷. Mais, en dehors du service d'officier issu du service équestre, dont il sera question dans la partie des chevaliers, les hommes des classes élevées ne satisfaisaient sans doute dès cette époque qu'exceptionnellement au service militaire. Sous le gouvernement impérial, le service obligatoire pour tous les citoyens fut, comme il sera montré dans la même partie, réglementé par l'obligation imposée à ceux qui avaient le cheval équestre de servir comme officiers et à ceux qui ne l'avaient pas de servir dans les légions⁸. En allant même au fond des choses, l'exclusion des non citoyens du service régulier est alors éludée par la concession du droit de cité toujours faite sur une plus large échelle à ceux qui entraient dans les légions⁹ ; la distinction juridique des citoyens romains et des habitants de l'empire qui n'étaient pas admis à la cité a même été anéantie par là. Quant à

¹ Festus, *Ép.* p. 8.

² Il est traité du sens des deux expressions dans la partie de l'obligation à l'impôt.

³ Ennius, dans Aulu-Gelle, 16, 10, 1 ; Aulu-Gelle, 16, 10, 10 et ss.

⁴ Les deux points sont exclusivement attestés par Aulu-Gelle, *loc. cit.*, et ne sont pas autrement appuyés.

⁵ Salluste, *Jug.* 86. De même, Val. Max. 2, 3, 1. Florus, 1, 36 [3, 1], 13. Aulu-Gelle, 16, 14, 14. Plutarque, *Mar.* 9.

⁶ Salluste, *Jug.* 46, 7 rapproché de 105, 2. *Handb.* 6, 434.

⁷ Cf. tome II, la partie de la capacité d'être magistrat, sur l'accomplissement du service militaire.

⁸ C'est encore toujours un privilège *μή εἰς στρατείαν καταλέγεσθαι ἄκοντας* (Modestie, *Digeste*, 27, 1, 6, 8).

⁹ Cela se rattache aux concessions du droit de cité faites par le général étudiées dans le chapitre de l'État patricio-plébéien, 7, e, et aux concessions en masse de cette espèce faites dans les dernières crises de la République (*Hermes*, 19, 11 et ss.).

l'infériorité des affranchis en matière de service militaire, qui est, sous l'Empire, plutôt aggravée en théorie, mais également tournée en fait, au moins pour le service de la flotte de l'époque moderne, on consultera à son sujet la partie des affranchis.

LA COMPÉTENCE DE L'ASSEMBLÉE DU PEUPLE.

Si résolument que le droit public [historifié](#) des Romains prenne pour point de départ l'antériorité du roi au peuple, n'est pas cependant le *rex* c'est le *populus* qui constitue pour lui l'État. Tout ce qui appartient à l'État ou qui concerne l'État est *publicum*, et la royauté, comme plus tard la magistrature, n'est que l'agent de l'action de l'État. La condition privée du roi, qui est en même temps l'un des citoyens, et, à plus forte raison, celle du magistrat de la République subsistent à côté de leurs pouvoirs publics. Telle est la conception fondamentale qui s'est maintenue pendant les trois grandes périodes de la Royauté, de la République et du Principat : la souveraineté idéale du peuple est toujours restée, pour le droit public romain, une idée primordiale et impérissable.

La différence de principe de la Royauté, de la République, et du Principat tient aux rapports du peuple et de la magistrature et à la représentation de l'État par l'un ou l'autre. Le point a été traité en détail dans la théorie de la Magistrature¹ ; il suffira ici de récapituler les grandes lignes.

Sous la Royauté, la volonté souveraine de la cité trouve son expression dans l'accord des volontés du roi et du peuple. La magistrature, dont le titulaire actuel tient son *imperium* de son prédécesseur, a son fondement en elle-même, elle figure, avec des droits égaux aux siens, en face du peuple, incapable d'exercer l'*imperium*². La preuve patente de la persistance avec laquelle la pure doctrine romaine repousse l'idée du mandat du peuple comme origine de l'*imperium*, est à la fois dans deux faits : dans l'entrée en fonctions sans le concours du peuple, même sous la République, de l'interroi emprunté à l'époque royale et du dictateur en qui revit en un certain sens la royauté ; puis dans les efforts de l'historiographie démocratique récente pour faire remonter les élections des magistrats à l'époque royale³.

Sous la République, on maintient le principe selon lequel la volonté publique trouve son expression dans l'accord du magistrat et du peuple. Mais le magistrat reçoit désormais ses pouvoirs du peuple⁴, et la notion de la magistrature se développe dans ce sens qu'on est magistrat lorsqu'on a reçu directement son mandat du peuple et seulement alors⁵. L'égalité de droit existant entre la magistrature et le peuple est donc rompue : le peuple est le maître et la magistrature est à son service. La vigueur avec laquelle cette idée était sentie et la netteté avec laquelle on rattachait le changement de principe au passage de la Royauté à la République se montrent, plus clairement que dans tout le reste, dans la dénomination de serviteur du peuple, *Poplicola*, attribuée au premier

¹ V. tome I, la partie des Attributions du magistrat.

² V. tome I, la partie de la Magistrature et des Pouvoirs des magistrats, sur l'*imperium* et la *potestas*.

³ C'est à ces efforts que se rattachent les élections des rois dans les comices par curies (v. tome III, la partie de la Royauté) et les élections des questeurs de l'époque royale inventées seulement par Junius Gracchanus (v. tome IV, la partie de la questure, sur son origine). Le fait qu'aux élections consulaires pour 607 l'objection des électeurs au magistrat président du vote, qui restait fidèle à la législation électorale, (Appien, *Lib.* 112), est parfaitement historique et montre l'importance politique de cette souveraineté du peuple placée dans le droit primitif par les archéologues démocratiques.

⁴ V. tome I, la partie de la Magistrature et des pouvoirs des magistrats, sur la définition de la magistrature. Denys, 8, 49, cite, à côté de la loi Valeria sur la provocation, une seconde loi.

⁵ Chez les auxiliaires des magistrats, c'est exclusivement en vertu de cette raison que la même situation, par exemple celle du tribun militaire ou du *præfectus* commis à l'administration de la justice, est considérée comme étant une magistrature quand elle est conférée par le peuple et comme ne l'étant pas au cas contraire.

consul¹ et dans le récit corrélatif selon lequel il faisait incliner le symbole de l'imperium, ses faisceaux, devant le peuple², nomme le préteur le fait devant le consul. L'accroissement apporté en principe à la souveraineté du peuple ne supprime pas le concours de la magistrature à l'expression de la volonté publique ; mais il lui apporte des restrictions qui sont, d'une manière assez caractéristique, liées, avec l'institution de la *provocatio*, à l'établissement même de la République, et qui enlèvent aussi bientôt à l'élection vies magistrats, sinon en Totalité, au moins essentiellement, son caractère bilatéral, tandis que l'idée première s'est mieux conservée en matière législative.

Lorsque ensuite la République céda la place au Principat, le rapport de la magistrature et du peuple se déplaça, si l'on considère la réalité des choses, pour mettre à la place de l'équilibre primitif des deux pouvoirs et de la prédominance postérieure du peuple la prédominance de la magistrature et pour faire considérer la volonté du magistrat suprême comme l'expression légitime de la volonté du peuple. Le rôle politique de ce dernier fut par là terminé.

C'est ce rôle politique, tel qu'il s'est constitué sous la Royauté et la République, c'est la compétence du peuple, soit patricien, soit patricio-plébéien que nous devons ici décrire d'une façon générale ; les formalités de convocation et de scrutin trouveront leur place dans-la partie suivante :

L'ensemble des citoyens est dépourvu de la capacité naturelle qui appartient à chacun d'entre eux. En vertu d'un principe de droit, ou, pour employer la terminologie juridique des Romains, en vertu d'un fiction, on considère comme un acte de l'État soit l'acte accompli par le magistrat dans les limites de sa compétence, soit, lorsque on est en dehors de cette compétence, l'accord conclu dans des formes déterminées entre lui et les citoyens. Les citoyens rassemblés dans les formes légales qui accomplissent, en commun avec le magistrat, un acte concernant l'État, sont appelés, dans la langue technique, *comitia*³, les *rassemblements*. C'est par un écho de l'époque de la guerre des classes que cette expression éminemment politique est bien employée pour les assemblées symétriques des colonies et des municipales⁴, mais ne l'est pas, dans le langage rigoureux, pour celles des plébéiens⁵.

La capacité de vouloir et d'agir de l'assemblée des citoyens est subordonnée à, trois conditions : le caractère bilatéral de l'acte, exprimé par une interrogation et une réponse ; le concours personnel des citoyens en droit de voter, et l'accomplissement de l'acte dans la forme de disposition du peuple prescrite par la constitution.

1. Une résolution du peuple ne peut, dans la conception romaine, être un acte unilatéral. La magistrature peut, à elle toute seule, représenter l'État ; les

¹ La formation du mot non pas de *publicus*, mais, comme le prouve la brièveté de l'o ; directement de *populus* (Corssen, Ausspr. 1, 669), est transparente, comme celle d'*agricola*, et elle est aussi ancienne. Il n'est pas douteux à mes yeux, pour d'autres raisons encore (*Rœm. Chronol.* p. 207), que les autres noms de consuls placés à la première année de la République soient une fiction moderne, et que le note de P. Valerius Poplicola placé primitivement en tête de la liste ait tout entier reçu cette place exactement pour la même raison pour laquelle, jusqu'à l'époque moderne, les *Valerii* furent mis au commencement des listes.

² V. tome II, la partie des Faisceaux, sur les faisceaux comme insigne de la puissance la plus élevée.

³ On trouve aussi *comitiatus* (Cicéron, *De leg.* 2, 12, si. 3, 4, 1) en outre *comitiæ* dans les gloses de Dosithée (éd. Estienne, p. 280), et dans une inscription du temps de Tibère, *C. I. L. VI*, 10213. Ce mot transparent a naturellement déjà été compris correctement par les étymologistes anciens ; ils prennent pour point de départ son acceptation topographique (Varron, 5, 155).

⁴ *Loi Julia municipalis*, lignes 98, 132. *C. I. L. XIV*, 375. 2410.

⁵ Il a été remarqué, que, dans le langage non technique, *comitia* désigne toute assemblée du peuple où l'on vote, que, par suite le *concilium plebis* est aussi appelé *comitia tributa*.

citoyens ne le peuvent qu'en agissant avec le magistrat¹ ; ou, peut-on dire encore, l'État ne peut vouloir et agir que par l'intermédiaire du magistrat qui est tantôt compétent à lui seul et tantôt compétent avec le concours du peuple. La décision du peuple implique donc, comme le recoupait le récit schématique de l'origine de la cité romaine fait par le droit public, l'existence de la magistrature². Par conséquent, toute résolution populaire se compose, comme tout traité valable, d'une question adressée par le magistrat aux citoyens assemblés³ et de la réponse de ceux-ci. Le magistrat dit : *Vos rogo quirites*, et, lorsqu'il peut être répondu à la question par un simple oui, cette adhésion est exprimée par les mots : *Uti rogas*⁴. Par suite, tes résolutions populaires, dans lesquelles la réponse consiste dans un oui ou un non, et dans lesquelles la question ressort donc plus que la réponse, sont désignées précisément par le mot : *question, rogatio*⁵. La participation du magistrat à cet acte est donc l'intervention au contrat de l'un des deux contractants. En principe, le magistrat n'est pas obligé à poser la question, et il peut, jusqu'à ce qu'il n'y ait été répondu, la modifier à sa guise ou la retirer. A la vérité, le concours des magistrats se transforma de plus en plus, dans le cours des temps, surtout pour les procès et les élections, en une présidence du scrutin ; mais l'action du magistrat n'a jamais perdu complètement son caractère primitif. Le peuple est donc, comme le citoyen isolé, dépourvu d'initiative les citoyens ne peuvent que répondre, ils ne peuvent pas de leur côté poser au magistrat la question de savoir s'il est d'accord avec eux pour telle ou telle chose. Par conséquent, cette procédure à laquelle, parmi les institutions aujourd'hui existantes, ce serait le vote suisse de tout le peuple sur les résolutions prises par ses représentants qui serait le plus comparable, n'est pas de nature à aller pratiquement au delà d'une simple réponse par oui ou non, ou de la nomination de personnes déterminées. Demander aux citoyens non pas s'ils veulent ou ne veulent pas, mais ce qu'ils veulent, était bien une chose possible en droit, mais ce n'était praticable que dans des cas exceptionnels⁶.

2. Un acte bilatéral exige, d'après la notion romaine, la comparution personnelle de deuil ou plusieurs parties. Cette règle s'applique aux comices, la forme de

¹ Le changement de magistrats lui-même n'implique pas d'acte unilatéral du peuple, même à l'époque où il n'y avait pas d'autre magistrat que le roi ; quand le roi meurt, le conseil de la cité composé de rois, dont les pouvoirs sont en suspens, rentre en activité. Cf. tome II, la partie de l'Inter-règne, sur la nomination de l'interroi.

² Romulus est antérieur au *populus Romanus*, et ce n'est pas le peuple qui crée le roi, mais le roi qui crée le peuple. Cf. tome III, la partie de la Royauté, sur la nomination du roi.

³ Festus, p. 282. Cicéron, *De leg.* 3, 3, 9. Il n'y a pas besoin d'autres témoignages pour une habitude de langage dont l'antiquité et la diffusion sont avant tout attestées par les expressions du droit public qui en sont dérivées : *Abrogare, adrogare, conrogare, derogare, exrogare, inrogare, obrogare, perrogare, prærogativus, prorogare, subrogare*. — *Rogare* se dit aussi du magistrat qui préside une élection. Mais, après que le droit de proposition du magistrat eut disparu, l'idée de question perdit du terrain dans ce domaine ; une élection West jamais appelée *rogatio*. Si, dans les inscriptions pariétales de Pompéi, *rogare* est souvent employé pour désigner l'électeur, cela tient, comme l'emploi général correspondant de *facere* et *dicere*, au changement survenu en matière d'initiative. Tant que le magistrat désigne la personnalité à élire, c'est lui qui *rogat facit dicit* ; depuis que les électeurs le font, ces expressions peuvent aussi être employées pour eux.

⁴ Cf. la partie qui suit.

⁵ Ælius Gallus dit, avec raison, dans Festus, p. 266 : *Il y a entre la loi et la rogation cette différence : la rogation est une espèce de loi ; la loi n'est pas toujours une rogation. La rogation ne peut pas ne pas être une loi, si toutefois elle a été portée dans des comices régulièrement tenus ; la lex est une idée beaucoup plus large ; elle peut, mais ne doit pas nécessairement avoir pour source une interrogation adressée au peuple. Mais ce que le grammairien a conclu de la définition raisonnable du jurisconsulte n'a ni sens ni raison.*

⁶ Lors du jugement rendu en 544 contre les citoyens romains de Capua, le peuple fut interrogé par les mots : *De iis rebus quid fieri velitis vos rogo Quirites* (Tite-Live, 26, 33, 13). La réponse : *Quod senatus juratus maxima pars censeat qui adsient id volumus jubemusque* était évidemment accotée d'avance. Il était matériellement impossible d'arriver directement à une décision par cette voie, même dans un cas de ce genre où tous les citoyens étaient d'accord quant au fond. Toute résolution qui va au delà d'une réponse par oui ou non, est, dans le système romain, réservée au sénat ; le peuple règne, mais il ne gouverne pas.

l'interrogation orale suffit pour l'établir. Mais l'idée de la représentation est admise en ce sens que même les absents et ceux qui ne sont pas encore nés sont liés par l'acte des citoyens qui ont comparu au jour et au lieu fixés. Nous réservons, pour la partie qui suivra, l'exposition précise de cette règle.

3. On considère comme étant une résolution du peuple la résolution de la majorité de ses parties constitutionnellement disposées et se décidant chacune individuellement ; ce n'est pas le *populus* qui décide ; c'est la curie, la centurie, la tribu. Il faut qu'aucune de ces parties constitutionnellement disposées ne fasse défaut pour qu'un acte soit réputé un acte du peuple. Ce principe s'exprime, dans le langage, à la fois par la désignation du tout au moyen de ses parties, qui n'est pas rare dans le langage formel¹, et par le pluriel *comitia*. La volonté de fait du peuple, le *consensus*², quelque clairement qu'il puisse être exprimé dans l'assemblée du peuple qui prépare les *comitia* (*conventio*, *contio*)³, ou au théâtre, ou ailleurs, n'existe pas pour le droit public.

Nous traiterons, dans la théorie du Sénat, de la restriction qui est encore apportée à la capacité d'agir du peuple, ou mieux à celle du magistrat qui agit avec lui, par l'antique principe selon lequel toute résolution du peuple est soumise à la ratification du conseil de la cité tel qu'il était, constitué à l'époque la plus ancienne⁴.

La capacité du peuple se borne, dans le système le plus ancien, à fournir son assistance et à s'obliger. Son pouvoir de décision a donc pour origine la faculté, qui ne peut être déniée à celui qu'il s'agit d'obliger, de se refuser à contracter cette obligation. Dans ces limites, les comices sont aussi anciens que Rome, et leur existence peut être établie dès le temps des Rois⁵. Le pouvoir de provoquer et de recevoir l'expression de la volonté du peuple appartient exclusivement au roi : c'est lui, et lui seul⁶ qui *comitiat*. C'est aussi depuis les temps les plus reculés que la disposition du peuple, qui est la condition de l'expression de sa volonté, peut être indifféremment la disposition civile par curies ou la disposition militaire par centuries ; seulement cette diversité se manifestait probablement plus, à l'époque la plus ancienne, dans la différence du costume civil et du costume militaire, et dans la différence du mode de convocation : convocation civile par le héraut ou convocation militaire au son de la trompette, que dans la

¹ Ainsi, sur une inscription, *populus curiarum X*, et souvent *quinque et triginta tribus*.

² Les *comitia populi* et le *consensus populi* sont le vote du peuple et l'opinion publique ; cf. par exemple, Tite-Live, 6, 22, 7 ; 4, 51, 3 (cf. Weissenborn, sur ce texte), où *plebs* se rapporte au vote des tribus, tandis que, comme il convient, c'est le *populus* qui est nommé pour l'opinion publique. C'est pourquoi *consensus* est employé à la fois lorsqu'on veut exprimer, à côté de la décision en forme, l'approbation générale : — ainsi, dans le décret de Pise, Orelli, 642 = C. I. L. XI, 1420, l'intention manifestée sans fondement juridique *per consensum omnium ordinum* est ensuite confirmée par le conseil communal, et le *consensus populi* est souvent opposé au *decretum decurionum* dans les inscriptions du temps de l'Empire, — et lorsque l'opinion prend la place d'une résolution constitutionnelle du peuple : — ainsi, dans le célèbre *consensus universorum* de l'inscription commémorative d'Auguste, qui a été si riche en conséquences pour la constitution de l'empire impérial. Cf. tome II, la fin de la partie des fonctions de magistrat remplies par un citoyen en cas de force majeure, et, tome V, la partie de l'Imperium ou puissance proconsulaire du prince. V. pour d'autres détails, mon commentaire sur le *Mon. Ancyran*. 2e éd. p. 147.

³ Cf. tome I, la partie du droit d'agir avec le peuple, sur la *contio*.

⁴ Lorsque plus tard, selon l'usage et même en partie selon la loi, toute proposition à faire au peuple est d'abord discutée dans le sénat, il y a là en première ligne une restriction de l'initiative du magistrat, qui du reste n'était pas moins limitée que la compétence du peuple par la *patrum auctoritas*.

⁵ *Q(uando) r(ex) c(omitia) vit f(as)* y a-t-il dans le calendrier de Numa, le 24 mars et le 24 mai (cf. tome III, le commencement de la partie de la royauté) ; et tout jour qui n'est pas affecté aux jugements ou aux fêtes y est désigné comme *c(omitia) tis*.

⁶ L'interroi est aussi roi, seulement pour cinq jours il est vrai. Il n'est pas sûr que le droit du représentant s'étende jusque-là. Cf. tome I la partie du droit d'agir avec le peuple, sur les magistrats qui ont le *jus agendi* et, tome II, la partie de la représentation du magistrat absent de Rome, sur la compétence du représentant.

différence des divisions elles-mêmes. Si, comme nous l'avons expliqué plus haut, le peuple patricien se compose de trente curies et l'armée civique patricienne de trois et plus tard six centuries de cavaliers et de trente centuries de fantassins, l'assemblée du peuple et la levée du peuple se rapprochent de très près. Et c'est encore plus le cas, si, comme il est vraisemblable, l'infanterie de la levée du peuple comprend non seulement les citoyens mis en premier lieu dans les centuries, mais, aussi bien que dans le système de Servius, tous les citoyens soumis, à la centuriation. Les deux formes ont, de tout temps, existé l'une à côté de l'autre : la preuve irréfutable en est dans les applications qui en sont faites pour les comices non délibérants et que nous allons étudier immédiatement. Pour les comices délibérants qui ont également existé de tout temps, nous montrerons plus loin qu'il est probable qu'on recourait, suivant les circonstances, à une forme ou à l'autre.

Les citoyens sont réunis, comme assistants, soit pour certains actes d'inauguration, soit pour la clôture du cens. En matière d'inauguration, le concours du peuple est requis pour l'inauguration du roi et des trois grands flamines : la présidence de l'acte appartient au roi, même pour sa propre inauguration. Les citoyens se réunissent tantôt par curies, tantôt par centuries. Le dernier procédé est employé pour la consécration du prêtre de Mars¹, et le premier probablement pour les autres.

La grande purification (*lustrum*) du peuple, qui termine le cens et qui donne seule force de loi à toutes ses dispositions, est accomplie, d'une manière analogue, par le magistrat qui y a présidé, c'est-à-dire, à l'origine, par le roi, avec l'assistance des citoyens distribués dans leurs nouvelles centuries².

Dans ces actes, le rôle des citoyens qui y prennent part est réduit à la plus faible mesure : ils regardent ou ils sont purifiés ils ne sont même pas invités à servir de témoins³. Cependant il y a là une représentation de la collectivité. La *contio* réunie sur une convocation spéciale est quelque chose de plus qu'une application de la règle générale, selon laquelle tout acte public doit se faire *coram populo* ; ces *comitia* sont, à leur tour, quelque chose de plus que la *contio* ; car l'acte ne doit pas seulement être accompli devant tous les citoyens qui veulent bien y assister ; il faut en outre que chaque partie du peuple y soit représentée.

¹ Labéon (cité par Lælius Felix, *ad Q. Mucium l.* 1. dans Aulu-Gelle, 15, 27) : *Calata comitia esse, qua pro collegio pontificum habentur aut regis aut flaminum* (probablement des trois grands flamines de Jupiter, de Mars et de Quirinus) *inaugurandorum causa : eorum autem alia esse curiata, alia centuriata : curiata per lictorem curiatum calari, centuriata per cornicinem*. En se reportant à Servius, *ad Æn.* 6, 859, on doit rapporter l'Inauguration devant les centuries au *flamen Martialis* qui est certainement consacré sur le champ qui tire son nom de la même divinité.

² Cf. tome IV, la partie de la Censure, sur la forme de la *lustratio*.

³ Le peuple peut aussi être témoin, même pour un particulier, ainsi que le prouve le *testamentum* le plus ancien. Il est par suite naturel et j'ai moi-même essayé antérieurement de considérer le *testamentum in procinctu* comme un testament comitial fait devant l'*exercitus centuriatis*, mais c'est inconciliable avec la tradition. Ce testament est, comme on sait, fait par le soldat prêt à combattre, entre la première et la seconde auspication du général (Sabidius, dans les scolies sur l'*Énéide*, 30, 231. Cicéron, *De div.* 2, 8, 9), oralement, devant les camarades qui sont près de lui. Il est parallèle au testament *calati comitiis* et lui est opposé (Gaius, 2. 201 ; Lælius Felix, dans Aulu-Gelle, 15, 27 ; Ulpien, 20, 2) ; mais le caractère de comices n'est attribué nulle part à l'armée ainsi rassemblée, et elle ne peut pas l'avoir eu à une époque qui ne connaît pas d'idées juridiques dénaturées. La validité de ce testament doit plutôt être ramenée à ce que le plus ancien testament est une résolution des comices et à ce que, tandis que, pour lui, il fallait une déclaration faite par le testateur de son vivant, devant le peuple, on aura, peut-être d'abord par une décision spéciale, puis par une autorisation générale, considérée comme suffisante, pour le citoyen mort les armes à la main, une déclaration avant la bataille faite et attestée dans la forme indiquée.

L'évolution postérieure n'a touché à ces comices dépourvus d'importance politique qu'en mettant à la place du roi, pour l'inauguration, le grand pontife¹ et pour la lustration, d'abord le consul, puis le censeur², en remaniant les centuriae pour y introduire les plébéiens, et, en soumettant l'armée du peuple à une nouvelle organisation des centuriae. Les actes eux mêmes sont, dans la mesure du possible, restés ce qu'ils étaient.

Le point de départ de l'intervention des comices dans la politique est l'obligation prise par les citoyens dans les comices, partie d'obéir aux magistrats, partie de reconnaître des règles nouvelles. Il nous faut, avant d'étudier l'activité même des comices, déterminer d'abord la portée de l'engagement qui lui sert de base, de la *lex*³.

Le mot *lex* ou fréquemment, en considération des diverses clauses qui y sont réunies, *leges*, désigne l'engagement⁴ d'un sujet de droit envers un autre, et cela toujours en ce sens qu'une partie formule les conditions de l'engagement et à l'initiative, tandis que l'autre se soumet à ces conditions. L'idée s'étend à tout le domaine du droit, sauf à modifier son application dans chaque milieu. En droit privé, la *lex* est le contrat proposé par une des parties, accepté par l'autre⁵, ou, dans son application aux associations, la règle fixée par l'un de ces groupes à ses membres (*lex collegii*). Dans les relations des hommes avec les Dieux, les *leges* sont les modalités du signe demandé au Dieu, telles que les déterminent les augures pour le cas particulier, les *tees* auxquelles la divinité se soumet pour sa réponse⁶. En droit international, les *leges* sont les conditions des traités de paix ou d'alliance conclus entre États différents. Dans le droit public duquel nous nous occupons ici, la *lex* est, en première ligne, tout comme en droit privé, l'engagement proposé au peuple par son chef, en vertu duquel *populus lege tenetur*⁷, ainsi que nous allons avoir dans un instant à l'expliquer plus en détail.

¹ Labéon, dans Aulu-Gelle, 15, 27. V. tome III, sur l'inauguration et les *comitia calata*, les théories de la Royauté et du Grand Pontificat. Pour leur faire prendre des résolutions, le grand pontife ne peut convoquer que les *curiae* ; mais, quand il ne s'agit que de les faire assister à un acte, on ne peut lui refuser le droit de convoquer les centuriae.

² Cf. tome II, la partie de l'entrée en fonctions, sur la *lex curiata*, et, tome IV, la partie de la censure, sur l'entrée en fonctions des censeurs. Il se manifeste ici encore plus clairement que dans la convocation des centuriae par le grand pontife, que cette assemblée convoquée pour assister à un acte n'est pas soumise aux règles des comices ; car le censeur n'a pas le droit *cum populo agendi*. Par suite aussi, la lustration n'est pas comptée parmi les réunions des comices, quoiqu'elle ne se distingue sous aucun rapport de ceux qui ne prennent pas de résolution et que, tant qu'elle est un acte du roi, elle ne puisse être conçue autrement.

³ Parmi les érudits modernes, le seul qui ait compris cette idée est Rubino (*Rom. Untersuch.* 1, 853 et ss. 352 et ss.), et son opinion n'a pas trouvé d'écho.

⁴ On ne peut pas douter raisonnablement que *lex* doive être rapproché de *legare* = donner mandat (cf. tome IV, la partie des Légats, sur leur dénomination), et de *con-lega* = commandataire ; et le sens fondamental se trouve établi empiriquement par là. Mon collègue J. Schmidt me communique la notice suivante sur l'étymologie du mot : Le latin *lex* se rattache à l'ancien nordique *lög*, neutre pluriel, lois (le singulier *lag* signifie mettre en ordre, mettre à sa place), en anglais *law*. Ils sont dans la même liaison avec notre *legen*, gothique *lagjan* que *gesetz* avec *setzen*, *θεσμός* *θέμις* avec *τίθημι*. V. les textes dans Curtius, *Griech. Etym.* 5e éd. p. 364 ; ajouter le gothique *bellagines*, Jordan. c. 11, interprété par J. Grimm, *Gesch. d. deutschen sprache*, p. 453, en *bilageineis* de *bi-lagjan*. La racine n'est, en dehors, conservée en grec et en latin qu'au sens concret, *lecius*, *λέχος*. Le *g* de l'osque *ligud* est le seul cas de *g* osque remplaçant le *gh* primitif ; cependant cela ne paraît pas, en face de la concordance indéniable de *lex* et de *lög*, devoir être un point essentiel, étant donné le petit nombre de mots osques qui ont le *gh* primitif au son médial. Peut-être le mot est-il seulement passé du latin dans l'osque comme *aidilis* : *αἰθω*, sanscrit *idh*, où le *d* plaide pour un emprunt au latin, voir Ascoli, *Zeitschrift für vergleichende Sprachforschung*, XVII, 256.

⁵ Cette habitude de langage se manifeste aussi bien dans les relations de droit privé entre le peuple et les citoyens, les *leges censoriae* (cf. tome IV, la partie de la Censure) que dans la *lex commisseria*, les *leges locationes*, etc. du droit privé proprement dit.

⁶ Cf. au sujet de cette *legum dictio*, le tome I, à la partie des Auspices, sur la distinction des *Auguria impetrativa* et *oblative*.

⁷ *Lege populos tenetur* est, comme on sait, l'expression technique pour désigner une loi valable (Tite-Live, 9, 36, S, et les textes cités sur la question de la validité des plébiscites), et *lege populus non tenetur* celle qui

La relation inégale de deux parties, qui se présente dans toute *lex*, n'implique pas absolument la subordination d'une partie à l'autre : la preuve en est la *legum dictio* augurale. Mais elle implique l'inégalité nécessairement inhérente aux rapports de celui qui fait une proposition et de celui qui l'accepte. C'est en partant de cette situation prépondérante appartenant à l'un des contractants que l'engagement conclu entre le citoyen et l'État en arrive à constituer une loi. *Lex* et *jus*¹ sont dans le même rapport que la règle et le droit. Dans le premier mot, l'on envisage surtout l'origine de l'engagement et ses clauses ; dans le second, son existence et sa portée d'ensemble. Au fond, les deux se correspondent essentiellement : *jubere*, faire du droit, c'est exercer, l'activité qui donne naissance à la *lex*². La somme des engagements en face de l'État qui ont été transmis au citoyen ou qu'il a pris lui-même, constitue la *lex publica* ; tout acte accompli conformément aux règles en vigueur est accompli *lege* ; celui qui intente une action civile, comme le licteur qui exécute un jugement du magistrat, *lege agit*, et la *lex publica* donne les règles en matière de condamnation, d'associations, de confections de testaments, de droit des sépultures, en général pour tous les rapports réglés par l'État³.

Cette réglementation qui ne peut émaner que de la magistrature est une *lex data* ou une *lex rogata*, selon qu'elle n'est pas ou qu'elle est établie d'accord avec ceux qu'elle oblige⁴. Le cercle des *leges datae* comprend les institutions primitives de l'État ou, selon l'expression romaine, la législation de Romulus⁵ et les dispositions de pouvoirs constituants prises plus tard sur le même modèle, en particulier celles prises par Auguste avant l'établissement du Principat⁶, mais ce cercle comprend aussi les instructions générales rédigées par les administrateurs de la justice pour les particuliers qui demandent justice⁷ et par les autorités

exprime sa nullité (Cicéron, *De domo*, 16, 47 ; *Phil.*, 5, 4, 10. 12, 5, 42). Cette façon de parler n'est pas usitée dans le droit privé, parce qu'en général les deux parties y sont tenues, et non pas seulement l'acceptant comme dans la *lex rogata*.

¹ Relativement à l'étymologie, Schmidt me fait remarquer ce qui suit : *jus*, védique, *yōs*, ce qui est saint, bon, seulement dans la formule *çām yōs* ou *çām ca yōçca*, vieux bactrien *yaos*, pur, *yaosdadhaiti*, il purifie, épure (c'est-à-dire *yaos* + τίθησι). Benfey, sur *jubeo* (*Abh. d. Götting. Ges. XVI*) veut lier ce dernier au latin *jubeo*. Les sons s'accordent, mais les significations sont difficiles à réunir. Il n'est pas prouvé que les mots aryens aient jamais signifié convenance, droit, comme l'admet Benfey. En sanscrit, il y a un verbe *yāu-ti*, *yuv-āti* ; il lie, attache, participe *yulā* — lié, uni (racine *yu*) ; mais pour *yōs*, le sens de *liaison* ou de quelque chose de semblable ne peut précisément être établi. Le *b* de *jubeo*, *jubeo* ne doit pas être rapproché d'*habere*, mais il vient d'un *dh* primitif, ainsi que le prouvent le parfait et le participe, *jubeo* : *jussi*, *jussus* = *ruber* (sanscrit *rudhirā*, ἐρυθρός) : *russus*.

² La relation des deux mots ressort clairement dans la formule courante. *Populus legem jubet* (Cicéron, *De leg.* 3, 16, 35 ; Tite-Live, 4, 5, 2. 6, 40, 7. 9, 34, 7. 10, 8, 12), c'est-à-dire *legem jus facit* ; la règle particulière est incorporée dans le droit. *Jubere* est aussi propre au *populus* qu'*imperare* au magistrat. Ce mot n'a le sens de commander que dans une acception dérivée. Les vestiges de l'ancien langage qui réserve au *populus* *jabere*, faire du droit, tandis que *sciscere*, résoudre, se dit du *populus* comme de la *plebs* sont relevés par Lælius Felix, dans Aulu-Gelle, 15, 27, et Festus, p. 330.

³ Caton, éd. Jordan, p. 21 : *Duo exules lege publica [condemnati] et execrati*. Selon Gaius, *Digeste*, 47, 22, 4, les Douze Tables permettent aux citoyens de s'associer, *dum ne quid ex publica lege corrumpant*. Gaius, 2, 104, dans la formule de confection du testament : *Secundum legem publicam*. Dans les inscriptions funéraires, la *lex publica* est souvent invoquée pour les droits de servitude existant au profit du tombeau. (C. I. L. VI, 9404. 10235). La *lex publica* est la règle de la cité romaine, comme le *jus publicum* est son droit, le *magistratus publicus*, son chef et la *res publica*, sa fortune.

⁴ C'est là tout ce qui importe pour la distinction. Les lois de Romulus sont aussi bien des *leges datae* (v. tome III, la partie de la Royauté, sur la compétence du roi) que la loi municipale de Genetiva (note 42), parce que ni le peuple de Rome n'a voté sur les premières, ni les citoyens de Genetiva n'ont voté sur les secondes. La compétence en vertu de laquelle a lieu la *datio* est indifférente. On ne trouve pas de cas où un statut local ait été soumis aux comices Romains. Si c'est arrivé, cette *lex* a été à la fois *rogata* par rapport à Rome et *data* par rapport au lieu qu'elle concernait.

⁵ Cf. tome III, la partie de la Royauté, sur la compétence du roi.

⁶ Cf. tome IV, la partie des Pouvoirs constituants extraordinaires, sur le pouvoir législatif, et le début du tome V.

⁷ En ce sens, l'édit prétorien, qui n'est pas rendu pour un cas particulier, mais qui règle la procédure à titre général, est appelé *lex annua* (v. tome I, la théorie du droit d'agir avec le peuple, sur les édits).

préposées au cens pour les citoyens qui y sont soumis¹ ; il comprend également toutes les instructions adressées par le magistrat dans la sphère de sa compétence à ses auxiliaires et à ses délégués², notamment les règles générales posées par le pouvoir central pour les sphères inférieures de l'administration de la justice, ainsi les statuts de villes ou de pays donnés par le préteur romain ou le gouverneur et plus tard par l'empereur³. Dans tous ces cas, le citoyen n'est pas seulement lié sans avoir été interrogé ; celui qui doit obéir ne peut, dans la conception romaine, pas même s'entendre demander s'il veut obéir.

En face de la *lex data* du magistrat, il y a la *lex rogata* du magistrat, l'engagement résultant de l'interrogation (*rogare*) du peuple par le magistrat, par conséquent de la proposition (*ferre*) de celui-ci⁴. Et ce n'est que de lui, que nous devons nous occuper ici. Si, comme le montre la *lex data*, l'obligation qui résulte d'un ordre obligatoire rentre elle-même dans l'idée de la *lex*, on entend cependant par excellence par *lex* la *lex rogata*, celle produite par l'accord du magistrat et du peuple⁵. En la forme, la question posée au peuple par le magistrat tend toujours à savoir s'il veut (*velle*) et s'il tient pour légal (*jubere*)⁶ ; elle implique par conséquent la possibilité de ne pas vouloir, le droit de rejet, la liberté de décision. Mais l'obligation qui se produit en cas de réponse affirmative peut intervenir ou pour renforcer une obligation déjà existante, ou pour étendre les obligations des citoyens au delà des bornes antérieures.

A la première catégorie appartient l'acte général par lequel les citoyens s'obligent à l'obéissance envers le magistrat et qui est étudié dans la théorie de la Magistrature⁷. Selon le plus ancien système, il se produit dans deux cas : en premier lieu, lors de tout changement de magistrat, en second lieu, au commencement du cens. Le roi seul peut y présider ; néanmoins le peuple s'oblige envers le magistrat supérieur non seulement à lui obéir, mais à obéir à ses auxiliaires et ses serviteurs. Quant à la forme, c'est la même chose que pour les comices qui assistent aux actes. En général, le peuple fait sa promesse de fidélité dans les curies ; mais, pour le cens, qui est proprement une révision de l'armée du peuple, il la fait en ordre militaire. Le rôle du citoyen est ici plus actif que dans le cas d'assistance ; puisqu'on demande à chaque citoyen s'il est disposé à accorder au magistrat l'obéissance qu'il lui doit, il faut imaginer comme étant au moins possible qu'il refuse d'assumer cette obligation. Cependant, puisque cet acte ne fait que renforcer une obligation préexistante, ainsi que le

¹ C'est la *lex censui censendo* ou *censoris* (v. tome IV, la partie de la Censure, sur la *formula census*).

² Telle est la *lex* donnée par le roi Tullus aux *duoviri perduellionis* (v. tome IV, le début de la partie des *Duoviri perduellionis*).

³ Cela comprend les instructions données par le préteur urbain à ses représentants de Capoue (v. tome IV, la partie des *præfecti Capuam Cumas*, sur leur compétence) ; tous les statuts municipaux (*lex Julia municipalis*, ligne 159 ; lois municipales de César pour Genetiva, c. 133, et de Domitien pour Salpensa, c. 26) ; de même, toutes les constitutions provinciales, par exemple les *leges* relatives à la Sicile (Cicéron, *Verr.* 2, 37, 90. c. 50, 125), à la Macédoine (Tite-Live, 45, 31, 1. c. 32, 7), à la Crète (Tite-Live, *Ép.* 100) etc.

⁴ Il n'y a pas besoin de preuve pour l'emploi en droit public de *legem ferre* ; à peine faut-il rappeler *perferre* = *perrogare*. En droit privé et religieux, *ferre* est en règle remplacé par *dicere*.

⁵ La *lex* est ainsi conçue dans la définition traditionnelle du droit civil : *Lex est quod populus jubet alque constituit* (Gaius, 1, 3). Quand Capiton, dans Aulu-Gelle, 40, 20, définit la *lex* : *Generale jussum populi aut plebis rogante magistratu*, non seulement il laisse de côté les *leges* qui ne viennent pas de magistrats et la *lex data* du magistrat, mais il rétrécit encore la définition en y ajoutant le caractère de règle générale, pour opposer la *lex* au *privilegium*. Ælius Gallus fait au contraire ressortir que *lex* est plus large que *rogatio*. Mais le langage indiqué par Capiton prévaut de plus en plus, et il n'est plus, qu'exceptionnellement question, sous l'Empire, de la *lex data* du magistrat.

⁶ La formule de la rogation : *Velitis jubeatis, uti... vos quirites rogo*, telle que l'attestent Aulu-Gelle, 5, 49, 9 et Tite-Live, 4, 46, 4, pour les comices par curies, s'emploie, comme on sait, pour toutes les assemblées on l'on vote (Cicéron, *De domo*, 17, 44. 30, 80. à *Pison*. 29 ; 72. Tite-Live, 21, 17, 4. 22, 10, 2. 26, 33, 14. 30, 43, 2. 31, 6, 1. 36, 1, 5. 38, 54, 3. 44, 23, 4, etc.), et nous n'en connaissons pas d'autre. *Legem jubere* est fréquent.

⁷ V. tome II, la partie de l'Entrée en fonctions, sur la *lex curiata*.

prouve avec une clarté spéciale sa répétition lors du cens, ce n'est juridiquement rien autre chose qu'une solennité, ce n'est pas proprement un accord de volontés. Le magistrat, ayant seulement le droit et non le devoir d'interroger les citoyens et n'en étant pas moins magistrat en l'absence de la promesse de fidélité, il le reste également quand l'acte n'a pas lieu ou ne se fait pas convenablement.

Ce que nous avons dit des comices où le peuple ne joue qu'un rôle d'assistant est également vrai de ceux où il fait la promesse de fidélité : ils ont subsisté sans modification dans la mesure où les institutions qui y interviennent n'ont pas été elles-mêmes transformées : le roi a été remplacé par le consul¹ ; les curies et les centuries qui font la promesse de fidélité sont devenues celles de l'époque moderne ; mais l'acte est, dans son essence, resté le même.

C'est l'acte par lequel le peuple assume une nouvelle obligation qui a été la source de sa souveraineté. C'est de lui que vient le principe que les institutions existantes ne peuvent être modifiées sans que le peuple ait été interrogé et p ait consenti. On ne peut à la vérité invoquer en faveur de son caractère primitif le fait que nos sources font remonter les comices de la République jusqu'au temps de Numa² cette exposition proleptique, qui remonte certainement beaucoup trop en arrière, n'est pas une preuve ; c'est une combinaison faite sous l'empire de tendances politiques. Mais ce droit restreint des comices n'a pas seulement en sa faveur les vraisemblances intimes ; il nous est attesté clairement par les antiques institutions de l'adrogation et du testament ; les curies ont certainement procédé à l'accomplissement de ces deux actes, dans l'État patricien, tout aussi bien qu'elles le font dans l'État patricio-plébéen. Et, parmi les droits qui appartiennent plus tard aux centuries patricio-plébéennes, il y en a encore une portion essentielle qui doivent avoir déjà été exercés par les curies ou les centuries patriciennes et être passés d'elles aux secondes, quoique l'on ne puisse naturellement rien trouver à ce sujet dans notre tradition qui ignore en principe le peuple patricien. Dès le début, les comices sont les titulaires de cette puissance souveraine qui reste au repos tant que fonctionnent les institutions existantes, mais qui entre en mouvement lorsqu'il faut les écarter ou les changer. Par exemple, en présence d'une déclaration de guerre qui contient en elle la rupture d'un traité, le peuple ne doit, dans l'ancienne conception, avoir été tenu à : aucune obéissance envers le roi agissant seul ; car le roi n'était pas compétent pour faire une guerre en violation du droit établi ; il lui fallait, pour pouvoir la faire, l'assentiment des comices. Il doit y avoir eu là, de toute antiquité, un vote proprement dit exigeant la formation d'une majorité.

La *lex* génératrice d'une obligation nouvelle, des temps historiques, opposée à celle qui n'est pas *rogata*, et à la *lex rogata* qui ne fait que renforcer une obligation existante, comme, aussi aux élections et aux jugements du peuple provoqués par une rogation, se présente à nous comme énergiquement caractérisée par deux particularités de forme : elle est nécessairement écrite ; elle porte un nom individuel. Son caractère écrit ne peut remonter à son origine : il n'est jamais question pour l'adrogation et le testament d'une rédaction écrite de la décision des curies. La rédaction par écrit requise pour les lois du peuple

¹ La convocation des centuries pour la promesse de fidélité au censeur n'appartient pas à ce censeur, mais au consul. Cf. tome II, la partie de l'Entrée en fonctions, sur la *lex curiata*.

² L'élection des rois est expressément attribuée aux curies par Cicéron (v. tome I, la partie de la nomination des magistrats, sur la nomination de successeurs) et par Denys (2, 60). Le dernier parle aussi de résolutions des curies sur l'expulsion des Tarquins, 4, 84, et sur la restitution de leurs biens, 5, 6. Les lois royales sont, d'après Pomponius (*Digeste*, 1, 2, 2, 2), sanctionnées par les curies.

patricio-plébéen peut être rapprochée de l'usage établi par la coutume de rédiger sous forme de *cautio* le contrat formé verbalement, et par dessus tout du caractère écrit probablement imposé à la même époque et de la même façon aux conventions internationales¹ : elle nous montre, avec une clarté frappante, combien ces institutions romaines qui sont pour nous les plus anciennes sont, même dans leurs fondements, déjà loin des véritables conditions primitives. — Quant à la dénomination des lois, celles qui remontent à l'époque de l'État patricien ne sont pas désignées par le nom du *rogator* : elles sont, désignées comme des *leges curiatæ* ou *centuriatæ*, selon l'assemblée employée pour leur confection². Mais cette sorte de dénomination est étrangère aux lois écrites de l'État patricio-plébéen. Pour elles s'est développée, par suite de leur caractère écrit, la forme de l'en-tête, *index* ou *præscriptio*³. Cet en-tête indique dans un ordre fixe, le nom du ou des *rogatores* ; leur magistrature, par laquelle l'année de la loi se trouve déterminée ; le lieu et le jour du mois où cette loi a été faite enfin le nom de la curie, centurie ou tribu pour laquelle la *recitatio* a été faite en premier lieu et celui du citoyen qui y a voté le premier. Cet usage a amené à son tour celui de nommer ces actes, dans le langage officiel, par les noms de famille des *rogatores* ou par celui du premier d'entre eux⁴ ; on ne désigne au contraire jamais par de telles dénominations, dans le langage correct, la *lex* sortie de la volonté unilatérale d'un seul⁵.

Si, après avoir développé l'idée de la *lex rogata*, nous passons à la question plus large de savoir pour quels actes le magistrat a besoin de s'entendre avec le peuple, et quelle est par conséquent l'étendue de la compétence de celui-ci, il

¹ V. tome I, la partie des Actes conclus entre l'État et un État étranger.

² *Lex curiata* est fréquent ; *lex centuriata* se rencontre pour l'acte formel analogue dans Cicéron, *De l. agr.* 2, 11, 26, mais, à ma connaissance, jamais pour la loi votée dans les centuries ; *lex tributa* ne se rencontre ni ne peut se rencontrer, car le peuple patricien ne connaît pas de résolution des tribus.

³ *Index* et *præscriptio*, Cicéron, *De l. agr.* 2, 9, 22 ; *præscriptio* pour le sénatus-consulte, Cicéron, *Ad fam.* 5, 2, 4 (selon les manuscrits). Cicéron emploie *index legis*, dans un autre sens, dans celui de court sommaire, *Phil.* 1, 9, 20 ; il y en a du reste un pareil d'inscrit sur les tables mêmes de la loi ; par exemple, il y a sur la huitième table de la loi de Sulla élevant le nombre des questeurs à vingt : *VIII de XX q.* (*C. I. L.* I, p. 109).

⁴ Par exemple, la loi sur les mariages d'Auguste de l'an 9 de notre ère est rarement appelée, chez les juristes, *lex Papia Poppæa* (Gaius, 1, 145 ; Ulpien, 16, 2), et est au contraire appelée en règle les *Papia*. Cependant les lois consulaires ne semblent avoir leurs noms ainsi abrégés que si elles se présentent très fréquemment chez les juristes ; dans le langage ordinaire, les consuls sont en général nommés tous deux ; ainsi, dans Cicéron, la *lex Cæcilia et Didia* de 655, la *lex Licinia et Mucia* de 658, la *lex Terentia et Cassia* de 680 (une fois, *Verr.* 3, 75, 173, *lex Terentia* avec allusion à c. 10, 463), la *lex Gellia et Cornelia* de 681, la *lex Junia et Licinia* ou *Licinia et Junia* (Cicéron emploie la première formule trois fois, la seconde deux) de 691, la *lex Ælia Sentia* de l'an 4 après le Christ. L'ordre des noms n'est pas, semble-t-il, d'une fixité absolue ; la conjonction, qui était supprimée ici comme pour les noms de consuls à l'époque ancienne (Cicéron, *Pro Sest.* 64, 135 rapproché de *Pro Balbo*, 8, 19), est déjà toujours, présente dans Cicéron. — Au contraire les plébiscites n'ont en général qu'un nom. Les exceptions sont très rares : la *lex Fufia Caninia* des jurisconsultes doit appartenir à un couple de consuls qui n'est pas autrement connu ; il n'y a que dans la résolution relative à Astypalæa (*C. I. Gr.* 2485), qu'il semble y avoir un plébiscite à deux noms ; on n'a pas expliqué comment la *lex Julia agraria* se trouve placée dans les *Gromatici*, avec un nom de cinq mots : *Lex Mamilia Roscia Peducaea Alliena Fabia*. Selon toute apparence, cette unité de nom a pour base unique, une abréviation, qui est ici d'autant plus caractérisée qu'habituellement la rogation était faite par tous les tribuns ou la pluralité d'entre eux. Le promoteur de la loi et les *adscriptores* sont sans doute distingués (Cicéron, *De l. agr.* 1, 9, 22) ; mais la dénomination du plébiscite d'après le nom de son *rogator* a difficilement une autre cause que la raison purement extérieure. — Au reste, comme, dans la langue, on réunit souvent incorrectement au singulier plusieurs lois (ainsi *lex Ælia et Fufia*, voir tome I, la partie des Auspices, sur l'obnuntiation des magistrats ; de même, chez les juristes, *lex Julia et Poppæa*), il y a parfois doute sur le point de savoir si on est en face d'une loi à deux noms ou de deux lois à un seul.

⁵ Si, d'après Cicéron, l'édit provincial du préteur de Sicile n'est qu'abusivement appelé *lex Rupilia* (*Verr.*, I. 2, 13, 32), il ne peut s'agir là de la, désignation *lex*, qu'il emploie lui-même à plusieurs reprises pour ce statut, mais de la désignation d'une *lex data* par le nom de son auteur ; je n'en connais pas d'autre exemple, sauf la *lex Pompeia* de Bithynie que Plinius appelle ainsi (*Ad Traj.* 79. 80. 112. 144), évidemment sous l'influence de l'usage de la province, tandis que Gaius, 1, 193, parle correctement de *lex Bithynorum*. — La désignation par le titre du magistrat est commune à la *lex data* et à la *lex rogata* on dit aussi bien *lex consularis* et *lex tribunicia* que *lex censoria*.

faut à ce sujet faire une observation.. Déjà dans l'État patricien, l'assemblée civile des curies et l'assemblée militaire des centuries existent l'une à côté de l'autre ; puis, dans le cours du développement, l'assemblée patricio-plébéienne des centuries est venue se mettre auprès de l'assemblée patricienne des curies, qui, elle aussi, a plus tard admis les plébéiens dans son sein ; et ensuite encore se sont ajoutées à ces deux assemblées celle des tribus patricio-plébéiennes et celle des tribus exclusivement plébéiennes. Or, nous avons bien déjà étudié individuellement toutes ces formes d'assemblées et pouvons les supposer connues. Mais, en étudiant la compétence générale du peuple, il nous faut également décrire la compétence spéciale de chacune de ces quatre assemblées, en tant qu'elle peut être déterminée.

Dans l'État patricien, la compétence des curies peut être regardée comme constituant la compétence normale en face de celle des centuries. Il faut à vrai dire attribuer peu de poids à ce que, dans nos annales, les assemblées délibérantes du temps des rois sont constamment celles des curies et à ce que, d'après elles, qui ne font jamais allusion à l'usage des centuries pour l'inauguration et la promesse de fidélité, les centuries ne seraient arrivées à jouer un rôle politique qu'avec la fondation de la République, en qualité de centuries serviennes. Mais on peut invoquer le fait que la promesse de fidélité faite au nouveau magistrat lui est toujours faite dans les curies, et que le *comitium*, le vieux siège de l'assemblée du peuple n'a pu servir que pour les curies, puisque les centuries se sont certainement toujours réunies hors de la ville¹. En outre les statuts de villes latines de l'époque récente ne savent rien des centuries, ils ne connaissent que l'organisation en curies, et, quoique la constitution d'une cité dépendante lie puisse avoir un caractère militaire, ce fait est favorable à l'idée que l'organisation en curies était, au sens propre, l'organisation légitime. Enfin les droits restés aux curies dans les temps historiques aussi bien que les pouvoirs de leurs chefs, portent le caractère de ruines d'une compétence plus étendue à l'origine ; et autant il est certain que les pouvoirs de magistrat du grand pontife sont un débris de l'ancienne puissance royale, autant il l'est que le pouvoir des comices présidés par lui est un débris d'un pouvoir comitial autrefois plus complet.

Comme pouvoir législatif proprement dit, on peut probablement attribuer à l'assemblée la plus ancienne des centuries, qui n'est que le peuple se tenant prêt à commencer la guerre, le pouvoir de déclarer la guerre car ce pouvoir appartient postérieurement en principe aux centuries, et le peuple qui décide la guerre ne peut être imaginé que disposé en centuries. Cependant nous ne voulons pas dire que la ligne de démarcation existant entre les deux sortes d'assemblée ait eu une rigueur absolue. Il était dans la nature des choses que l'adrogation fut soumise aux curies et la déclaration de guerre aux centuries. Mais dans les deux cas, c'était le même *populus* qui votait, et cela suffit à exclure l'idée formelle de compétence.

Dans l'État patricio-plébéen, il est tracé une ligne de démarcation profonde entre l'assemblée des curies d'une part et le reste des assemblées des citoyens de l'autre. Cette démarcation doit se rattacher, avons-nous vu, à ce que l'assemblée patricienne des curies a existé durant un longtemps à côté des centuries patricio-plébéiennes, et à ce que la limite des compétences a dû se figer avant que les

¹ Peut-être est-il permis d'ajouter que, dans les centuries serviennes, les *liticines* ou *tubicines*, qui viennent probablement des curies, passent avant les *cornicines* qui appartiennent sûrement à l'*exercitus centuriatus*.

plébéiens n'eussent obtenu le droit de voter dans les curies¹. Probablement elle n'a pas toujours été la même ; elle a dû se déplacer dans le cours des temps en faveur des centuries et au préjudice des curies. Mais il serait oiseux de construire à ce sujet des hypothèses. Nous ne pouvons que décrire la compétence des curies en matière de *leges rogatae*, telle qu'elle était figée à l'époque historique.

Les curies, telles que nous les connaissons, n'ont conservé exclusivement qu'un droit : celui de délier, à titre isolé, des règles de la gentilité ; tout le reste de la législation, qu'il empiète ou non sur la gentilité, leur est étranger. La limite est tracée de telle sorte que, lorsque les curies sont compétentes, les centuries ne le sont pas, et réciproquement. Les comices par curies délibérants, dont la présidence appartient constamment au grand pontife et qui sont par suite appelés *calata* comme les comices convoqués pour assister à une inauguration², ont par conséquent seuls le droit d'accorder les privilèges personnels qui suivent.

1. La constitution en une association gentilitaire de citoyens vivant en dehors des liens de gentilité a probablement été soumise à l'autorisation des curies. Cependant, comme elles ne pouvaient, depuis que les familles plébéiennes en faisaient partie, conférer plus de droits qu'elles n'en avaient elles-mêmes, on ne pouvait faire naître ainsi qu'une *stirps* plébéienne et non une *gens* patricienne. La concession du droit de cité, qui devait autrefois se confondre avec celle du droit de gentilité, exige désormais une décision du peuple patricio-plébéen prise sous la présidence d'un magistrat.

2. Le changement de famille, l'*adrogatio* du citoyen *sui juris* du sexe masculin, et la *detestatio sacrorum* qui s'y lie exigent, après une enquête pontificale préalable, un débat devant les curies et le consentement de la majorité d'entre elles. Pour cet acte des comices, qui se maintient au moins en théorie jusqu'aux temps les plus récents³, le pouvoir législatif du peuple le plus ancien est resté constamment en vigueur dans la forme⁴. Il y a là une véritable rupture des institutions légales, et par conséquent une preuve de la souveraineté qui appartenait déjà en principe au peuple le plus ancien. Le droit de famille patricien ou plébéen existant est anéanti par l'adrogation, et celui du père nouveau, qu'il soit patricien ou plébéen, est acquis à l'adrogé.

3. Le mariage hors de la gens paraît avoir également exigé une loi, qui cependant était le plus souvent rendue dans la forme du testament.

4. Le soin de restituer des droits de gentilité à un homme sorti du groupe des citoyens et rentré parmi eux peut être renvoyé aux curies par une résolution de l'assemblée politique du peuple. C'est probablement là le point de départ des concessions individuelles du patriciat qui se rencontrent depuis César.

5. Le testament primitif est fait devant les curies, et il y a, dès les temps les plus anciens, deux jours dans l'année, probablement le 24 mars et le 24 mai, qui sont fixés comme jours réguliers pour ces comices par curies⁵. En théorie, cette forme

¹ Même après que cela fut arrivé, les plébéiens peuvent avoir eu pour le vote un rang moins avantageux dans les curies disposées par *gentes* que dans les centuries où dominait la propriété foncière moyenne.

² V. tome III, la partie du Grand Pontificat, sur les actes législatifs du grand pontife.

³ L'empereur Dioclétien (*Cod. Just.* 8,47 [48], 2, 1) regarde encore l'adrogation comme existant légalement.

⁴ Le grand pontife interroge le peuple : *Velitis jubeatis, uti L. Valerius L. Titio.... filius siet.... hæc ita uti dixi, ita vos quirites rogo*, (Aulu-Gelle, 5, 19). Cicéron, *De domo*, 29, 77 : *Si id XXX curiæ jussissent*. Gaius, 1, 99 : *Dicitur adrogatio quia.... populus rogatur an id fieri jubeat*.

⁵ Gaius, 2, 301 : *Testamentorum.... genera initio duo fuerunt : nam aut calatis comitiis testamentum faciebant, quæ comitia bis in anno testamentis faciendis destinata erant, aut in procinctu* ; Ulpien, 20, 2 ; *Inst.* 2, 10, 1 ; Labéon, dans Aulu-Gelle, 15, 27. Le 24 mars et le 24 mai sont les deux seuls jours qui soient

de tester s'est maintenue jusqu'à l'époque historique, en pratique, elle a de bonne heure disparu¹, et c'est sans doute uniquement pour cela qu'il n'est pas question pour le testament, comme pour l'adrogation qui subsistait pratiquement, de l'enquête préalable des pontifes. L'acte est à la fois une prise à témoin² et une loi provoquée par un citoyen afin de modifier le droit existant pour un cas isolé. Pas plus que la femme ne peut être adrogée, elle ne peut, dans le droit le plus ancien, faire de testament ; car elle n'a pas le droit d'entrer dans l'assemblée des citoyens et de prendre ses concitoyens à témoins³. L'exclusion des héritiers *légitimes* ; la continuation fictive d'une personne en réalité disparue par un ou plusieurs individus arbitrairement choisis par elle-même ; l'admission dans le legs testamentaire d'un droit de propriété ou de créance, qui, contrairement à tous les principes ordinaires du droit, n'a été fondé par aucun acte du nouveau propriétaire ou créancier⁴ ; les règles absolument différentes des règles ordinaires appliquées, dans le testament, au terme et à la condition⁵ ; la faculté de concéder à un esclave primitivement une liberté garantie par l'État et même, dans la conception postérieure, le droit de cité, ce sont là autant de traits caractéristiques du *privilegium*. Si le testament n'est plus un tel acte à l'époque historique et si pourtant il garde tous les mêmes effets, c'est précisément parce qu'il y a eu là une loi qui s'est transformée en acte privé ; et la voie par laquelle on est arrivé à la transformation est probablement celle que montre l'adrogation : le droit de confirmation du peuple se sera, dans le cours des temps, réduit au rôle de formalité. D'un autre côté, la liberté de tester est inconciliable en principe avec l'essence de l'État basé sur la gentilité et son droit religieux liait la *gens* ; il apparaît donc encore à ce point de vue comme croyable que l'ordre légal des successions a d'abord été entamé par des *privilegia* particuliers et a ainsi été progressivement dépouillé de son caractère obligatoire. Il est probable que l'établissement de la liberté de tester et la liaison des *sacra* à l'hérédité, qui était étrangère à l'ancien droit, sont allés ensemble : à partir du

désignés, dans le calendrier de Numa, par la mention : *Quando rex comitiavit fas*, comme étant nécessairement comitiaux ; c'est donc probablement à eux que Gaius faisait allusion (v. ma *Chronol.* p. 241 et ss.).

¹ Gaius, 2, 103, indique cette forme comme disparue ; elle n'a probablement jamais été supprimée ; elle a été supplantée par le testament fait dans la forme de la mancipation, qui fut d'abord introduit pour le cas de force majeure (Gaius, 3, 102), mais qui fut ensuite admis à titre général. La haute antiquité de ce dernier ressort en quelque mesure de ce que, lors de son introduction, la restriction de la mancipation aux choses *mancipi* était encore inconnue. La validité du testament par mancipation est appuyée avec raison sur la règle des Douze Tables : *Uti legassit, ita jus esto* ; mais on ne sait s'il fut introduit ou reconnu par cette loi, et la seconde idée est peut-être la plus vraisemblable.

² La dénomination du *testamentum* prouve bien que, déjà dans cette forme la plus ancienne, les citoyens présents étaient pris à témoins des dernières volontés de la personne, et il ne pouvait en être autrement avant l'invention de l'écriture. La formule : *Ita do ita lego ita testor itaque vos, quirites, testimonium mihi perhibetote*, est, ce discours s'adressant mieux au peuple qu'au petit nombre de témoins de la mancipation, elle-même certainement passée du testament comitial au testament privé. Le droit de confirmation des curies est ici aussi peu exclu par leur rôle de témoins que dans la *sacrarum detestatio*. Lorsque Labéon (dans Aulugelle, 15, 27, v. tome III, la partie du grand Pontificat sur les actes législatifs du grand pontife et des curies) fait confectionner le testament *calatis comitiis in populi contione*, on ne peut pas, comme je l'ai cru antérieurement, voir dans le mot *contio* la négation du pouvoir délibérant. L'observation attentive des habitudes de langage (cf. la partie du Fonctionnement des comices) prouve au contraire que la *contio* est une portion intégrante des *comitia*, et que le rôle délibérant impliqué par le dernier mot n'est pas exclu par le premier.

³ Gaius, 1, 115 a. Cicéron, *Top.* 1, 18. En tant que le droit de tester était accordé aux femmes, ce pour quoi il fallait au début une loi spéciale et un *privilegium* général fut plus tard tout au moins accordé aux vestales (cf. tome III la partie du grand Pontificat, au sujet de la juridiction du pontife sur les prêtres), cela peut s'être rapporté à tous les actes pour lesquels les quirites étaient appelés comme témoins, qu'ils eussent lieu dans les comices ou en matière privée. — La concession du droit de faire un testament privé faite aux femmes sorties de leur *gens* n'a rien de commun avec ce régime qui appartient à une époque où il n'y avait pas de testament privé.

⁴ Le modèle fut évidemment la translation de propriété émanant de l'État, l'adsignation, et la constitution de créance opérée, dans le droit du patrimoine de l'État, par le *tributus* et la cession d'action du droit public.

⁵ V. tome I, la partie de la Justice administrative.

moment où l'héritier testamentaire fut aussi bien astreint aux *sacra* que l'héritier gentilice, la liberté de tester put paraître admissible aux pontifes.

En dehors de la compétence réservée aux curies, que nous ne connaissons que limitée au cercle restreint des dispenses du droit de famille, le titulaire primitif de la souveraineté est, dans l'État patricio-plébéen, l'assemblée des hommes obligés au service militaire, les comices des centuries patricio-plébéiennes ; pendant un certain temps, il n'y a eu à pouvoir exprimer la volonté du peuple que cette assemblée. Mais, sous la République, il en surgit, de bonne heure, deux autres à côté d'elle : le *concilium* de la plèbe présidé par les magistrats plébéiens, et les comices des tribus patricio-plébéiennes présidés par les magistrats patriciens.

Le *concilium* de la plèbe est la plus ancienne des deux nouvelles assemblées ; il se réunissait probablement au début par curies. Le nombre primitif des quatre tribus serviennes suffit à prouver qu'elles ne furent pas directement constituées dans un but électoral ; car, bien qu'un nombre pair ne soit pas un obstacle à la formation d'une majorité, puisqu'au cas d'égalité de suffrages et d'absence de majorité, la proposition est rejetée par là même¹, on comprend que tout système de vote exige une disposition des unités électorales dans laquelle il n'y ait pas trop fréquemment égalité de voix. En outre les plus anciens organisateurs de l'État n'ont, afin d'assurer l'unité du peuple, certainement pas voulu permettre aux citoyens qui se trouvaient en rapports de voisinage, de jouer ensemble un rôle politique et, pour cette raison, au lieu de prendre la circonscription administrative comme unité de vote, ils ont, autant que possible, recruté chaque centurie dans toutes les circonscriptions. L'influence personnelle, qui en général est une influence locale, fut également limitée efficacement par la séparation en matière de vote des citoyens habitant ensemble. Mais ce sont peut-être précisément ces considérations qui, comme nous avons vu, conduisirent, en 283, à faire de la circonscription administrative une unité de vote pour la plèbe. Nous avons montré là comment l'assemblée des plébéiens n'eut pendant longtemps qu'à titre exceptionnel et en vertu d'une permission spéciale du sénat, le droit d'exprimer la volonté du peuple. Dans ces limites, elle paraît avoir exercé ce droit dès avant les Douze Tables ; mais le plébiscite n'a reçu force de loi sans réserve que par la loi Hortensia, entre 465 et 468.

Même pour le peuple, la tribu a plus tard été prise pour comices par unité de vote. Les assemblées des tribus, qui ont été convoquées à bien des reprises pour des élections, des procès, ou des lois par les consuls, les préteurs, les édiles curules, sont, différentes du *concilium plebis* et sont patricio-plébéiennes, c'est une conséquence certaine de ce que les magistrats dont il s'agit n'ont le droit d'agir que *cum populo*, et que par conséquent le peuple réuni par eux ne peut pas plus être la plebs que l'assemblée avec laquelle agissent les tribuns ne peut être le *populus*. En outre, il n'est pas possible de refuser le droit de vote aux patriciens dans les comices où un patricien peut être élu, par exemple dans les comices des questeurs. Enfin toute la tradition est dans ce sens ; car toutes les assemblées délibérantes de citoyens, qui sont caractérisées, en particulier par la présidence d'un magistrat patricien, comme n'étant pas restreintes à la plèbe, se conforment pour les critères technologiques comme pour les autres, aux particularités qui caractérisent les *comitia* par opposition au *concilium*². — Nous

¹ Cf. la partie suivante, au sujet de la détermination de la majorité.

² J'ai réuni, dans les *Rœm. Forsch.*, 1, 150 et ss., les preuves de la différence des comices par tribus patricio-plébéiens et du *concilium plebis* ; il ne sera pas besoin de les reproduire ici en détail. Parmi les documents

rencontrons cette seconde catégorie de comices patricio-plébéiens, en premier lieu indirectement dans les Douze Tables, car, leur *comitiatus maximus* étant certainement celui des centuries¹, on ne peut trouver, pour l'opposition nécessitée par là, d'autres comices que ceux des tribus². Ces comices peuvent par conséquent s'être introduits peu de temps auparavant, peut-être en même temps que l'assemblée plébéienne des tribus, en 283. D'après les Douze Tables, ils doivent avoir statué sur des procès de peu d'importance. Bientôt après les comices par tribus furent utilisés pour l'extension de l'élection populaire aux questeurs, qui se produisit, semble-t-il, en 307³. Les édiles curules ont été élus de la même façon, depuis qu'ils ont été mis en 387 à côté des édiles plébéiens⁴. Ces élections se font sous la présidence d'un consul ; mais les magistrats qui sont élus sous la présidence d'un préteur⁵, et en général les magistrats inférieurs sont aussi élus dans, les comices par tribus⁶. La loi de 415, qui semble s'être également occupée des décisions des comices par tribus, peut avoir réglé leur tenue par le préteur créé peu de temps auparavant⁷. Nous trouvons les cas les

relatifs à cette catégorie de résolutions populaires, le plus instructif est la loi de 745 de Rome conservée par Frontin, *De aquæduct.* 129. Ainsi donc, c'est le *populus* qui vote, et non la plebs ; il vote au Forum, et par conséquent pas au champ de Mars ; il vote *pro tribu* et par conséquent pas par centuries. Cf. Cicéron, *Phil.* 1, 10, 26.

¹ Cicéron ne considère pas seulement les *comitia centuriata* comme ceux *quæ maxime majores comitia justa dici haberique voluerunt* (*Cum sen. gr. egit*, 11, 27) ; il admet, dans sa constitution, *De leg.* 3, 4, 1, la loi : *De capite civis Romani nisi per maximum comitiatum ollosque, quos censores in partibus populi locassint, ne ferunto* ; dans le commentaire, il désigne, c. 19, 44, cette *lex* qui *de capite civis rogari nisi maximo comitiatu vetat*, comme empruntée aux Douze Tables, et il l'entend sans équivoque des comices par centuries ; car il déclare nuls les *tributa capitis comitia*.

² Les Douze Tables supposent incontestablement, pour les procès non capitaux, un jugement du peuple d'ordre inférieur, c'est-à-dire précisément la situation que nous trouvons plus tard : la juridiction criminelle, en tant qu'elle ne revient pas à la plèbe, partagée entre les centuries et les tribus et les affaires capitales réservées aux premières. On ne voit pas de quel autre *comitiatus non maximus* il pourrait s'agir. Le *concilium plebis* n'est pas un *comitiatus*, sans compter que, du temps du décemvirat, la plèbe était mise de côté et qu'il ne pouvait guère dire dans les intentions des décemvirs de la laisser survivre. Les comices par curies sont étrangers à la sphère de la justice.

³ Cf. tome IV, la partie de la Questure, sur l'élection des questeurs. Il est certain que les questeurs, depuis qu'ils sont élus, le sont de cette façon. L'année n'est signalée que par Tacite. — Il y a probablement deux autres témoignages, inadmissibles dans la forme où ils se présentent, qui se rapportent aux commencements des comices par tribus patricio-plébéiens. En 585, les consuls L. Valerius et M. Horatius auraient fait rogation d'une loi *ut quod tributum plebes jusisset populum teneret*, selon Tite-Live, avec lequel Denys, est d'accord. Le plébiscite n'ayant reçu force de loi que bien plus tard ; je maintiens toujours comme vraisemblable ma supposition que le *concilium plebis* a été nommé ici à la place des *comitia tributa*. On a objecté (Soltau, *Die Gültigkeit der Plebiscite*, p. 8, 110 et ss.) qu'alors ce serait précisément le mot décisif qu'on aurait changé en mettant plebs pour *populus*. Mais c'est oublier que les comices par tribus du *populus* et le *concilium plebis* ont peut-être été appelés à la vie en même temps et sont étroitement parents, que les annalistes les mêlent entre eux sous des rapports multiples, et que par conséquent cette confusion a pour elle toutes les vraisemblances. Je ne peux attribuer qu'encore moins de poids aux autres objections. À la vérité, on ne peut rien atteindre de plus que la vraisemblance dans un problème qui ne peut être résolu sans une correction des sources (dans laquelle rentre l'interprétation ou la supposition de sous-entendus) ; et par bonheur les choses sont ici telles que, de quelque façon qu'on apprécie le contenu de cette loi Valeria Horatia, l'évolution des droits des tribus et du *concilium* n'en est pas essentiellement altérée. Mais, dans une question qui n'est aucunement fondamentale, on ne devrait pas oublier qu'il convient d'être bref quand on n'a rien de certain à apporter. Également en 305, les auspices auraient été accordés, selon une autre version, aux tribuns du peuple (Zonaras, 7, 19). Il ne s'agit pas ici des *auspicia oblativa*, auxquels Boitait (*Gültigkeit der Plebiscite*, p. 65) voudrait rapporter le texte, mais de la prise d'*auspicia impetrativa* ; d'est un point qui tombe sous le sens. Seulement, ces auspices n'ayant jamais appartenu aux tribuns du peuple et les auspices étant au contraire naturellement pris pour les *comitia tributa*, il paraît y avoir encore ici une seconde confusion semblable à la première. — Une ancienne tradition semble donc avoir fait remonter l'origine des comices par tribus au temps du décemvirat et peut-être l'avoir liée à l'organisation de l'élection des questeurs pour laquelle ils sont employés depuis les temps les plus reculés.

⁴ Cf. tome III, la partie du Consulat, sur les comices.

⁵ Cf. tome III, la partie du Consulat, sur les comices.

⁶ V. tome III, eod. loco. Messala, dans Aulu-Gelle, 13, 15, 4.

⁷ Nous ne savons rien à ce sujet, si ce n'est qu'en 415 le dictateur Q. Publilius Philo, le même qui, en 417, fut le premier plébéien à occuper la préture (cf. tome III, la partie de la Préture, sur son caractère patricio-plébéien) fit la *rogatio* de la loi *ut plebiscita omnes Quirites tenerent*. Puisque cette règle ne fut, comme on sait, admise législativement qu'un demi-siècle plus tard, par la loi Hortensia, il peut y, avoir ici une confusion analogue à celle relative à la prétendue loi de 305.

plus importants réservés d'une manière analogue, en matière de lois et de poursuites, soit par des prescriptions formelles, soit au moins pratiquement, aux comices par centuries. Les comices par centuries, étant les principaux, sont appelés *comitiatus maximus*¹, et les nôtres, comme les inférieurs, *comitia leviora*². Il est probable que ce ne sont pas des considérations politiques proprement dites qui ont exercé l'influence décisive sur leur organisation et leur application pratique, mais simplement la préoccupation de simplifier et d'accélérer la procédure.

La souveraineté du peuple a pour organes les comices des centuries et des tribus et le *concilium* de la plèbe. Les sources nous renseignent bien plus abondamment sur cette compétence générale du peuple, à laquelle nous passons maintenant, que sur celle des trois formes distinctes d'assemblées ; car, dans nombre de cas, l'intervention du peuple est établie et la forme dans laquelle elle a eu lieu n'est pas connue, ou même, sous bien des rapports, est indifférente. La question de la compétence générale du peuple est aussi, théoriquement et historiquement, d'une bien plus grande importance que celle des limites de la compétence des diverses assemblées, qui ne la fait d'ailleurs que trop souvent oublier. Car, à tout prendre, les centuries, les comices par tribus et le *concilium* ont des fonctions concurrentes ; et il n'est même pas rare qu'ils soient appelés électivement à agir les uns à côté des autres³. La forme des comices a aussi beaucoup moins servi de règle pour l'expression du vote qu'on ne l'admet fréquemment. Essayons donc, en rassemblant le mieux possible nos matériaux épars sur une large surface, de déterminer ce que pouvait et ce que ne pouvait pas le peuple romain et de montrer comment sa compétence s'est, au moins quant à la forme, constamment étendue sous la République pour être ensuite anéantie sous le Principat.

Quant à son objet, il est de l'essence de la loi romaine, — intimement différente de la loi grecque sous ce rapport, — qu'elle concerne nécessairement les affaires du peuple ou de ses membres, que la résolution du peuple intervienne donc pour régler son droit propre ; les affaires étrangères au peuple ne peuvent être portées devant lui⁴. Au surplus, la compétence du peuple ne peut se déterminer

¹ Messala rapproche de même (Aulu-Gelle, 13, 15, 4) les *maiores magistratus* des comices par centuries et les mineurs des comices par tribus. Lorsque les annalistes spécifient pour des lois qu'elles ont été votées par les centuries, comme ils le font par exemple pour les Douze Tables (Tite-Live, 3, 34, 6), c'est pour les rehausser. La considération que de ce temps tous les citoyens votaient au moins théoriquement dans les comices par centuries, tandis que les comices par tribus ne comprenaient que les propriétaires fonciers, ne peut que difficilement avoir influé là-dessus.

² Cicéron, *Pro Plancio*, 3, 7, relativement aux comices électoraux des édiles curules.

³ En 544, le sénat décide l'élection d'un dictateur en ces termes : *Ut consul... populum rogaret..., si consul noluisse, praetor populum rogaret, si ne is quidem vellet, tum tribuni ad plebem ferrent* (Tite-Live, 27, 5, 16) ; de même en 703 : *Si quid de ea ve ad populum plebemve lato opus esset, uti... consules praetores tribunique plebis quitus earum videretur ad populum plebemve ferrent* (Cicéron, *Ad fam.* 8, 8, 5) ; il y a aussi, dans les notes de Probus, 3, 24 : *Si quid mee (?) de ea re ad populum plebem ne lato opus est consules praetores tribuni plebis..... quitus eorum (quod ejus ou quod eis dans les Mss.) videbitur ad populum plebemve ferant*. Il est souvent arrivé que des magistrats patriciens et plébéiens se soient trouvés en concurrence avec des projets de lois semblables ou ayant le même objet (Tite-Live, 4, 39, 3 ; Cicéron, *Ad Att.* 1, 16, 2. 4, 1, 7 ; *Cum sen. gr. egit*, 8, 21. 9, 22 ; *In Pison.* 15, 35).

⁴ Le seul cas dans lequel nos annales fassent une allusion à une résolution prise par le peuple autrement que sur sa propre chose est la sentence arbitrale rendue entre les Ardeates et les Aricini en 308 (Tite-Live, 3, 71. 72) ; mais cet événement, tel qu'il est raconté, ne peut pas être proprement appelé une exception ; car l'assemblée est désignée par le nom de *concilium populi*, le nom légitime de *comitia* lui est donc refusé avec intention, quoique la résolution y soit prise par tribus et que les patriciens soient certainement supposés y avoir participé. — L'opposition de la constitution politique hellénique et de celle de Rome ressort ici avec vigueur. Le sénat romain a rendu une quantité innombrable de fois de telles sentences arbitrales ; notre jugement arbitral populaire, dépeint avec un humour féroce, n'a probablement été inventé que pour, montrer combien il est absurde et périlleux de soumettre de pareilles questions aux citoyens.

que négativement ; la consultation de l'assemblée du peuple est nécessaire pour tous les actes publics qui ne rentrent pas dans la compétence des magistrats. Lorsque le magistrat exerce ses pouvoirs, les comices ne sont pas consultés, et, à l'inverse, lorsque le magistrat consulte les comices, c'est qu'il n'est pas compétent. L'assemblée du peuple ne peut intervenir dans la conduite de la guerre et des procès parce que le magistrat a pour y procéder son *imperium* ; quoique, selon la notion qui a prévalu sous la République, l'*imperium* soit regardé comme un plein pouvoir donné par le peuple au magistrat, on n'en a jamais tiré la conséquence que le fondé de pouvoirs eût seulement la faculté de prendre l'avis du mandant pour les affaires qui lui étaient confiées. La compétence des comices et celle de la magistrature se complètent donc l'une l'autre. La perte par le magistrat supérieur du droit de nommer son successeur a été en même temps l'extension des pouvoirs des comices aux élections. L'acquisition par les magistrats supérieurs du droit de proroger les pouvoirs du général après avoir pris l'assentiment du sénat a été une limitation du droit des comices de proroger l'*imperium*. Nous rencontrerons entre les deux territoires des frontières incertaines, en matière de peines capitales infligées pour crimes de droit des gens, en matière de traité de paix. Mais, dans ses grands traits, la règle a été maintenue en vigueur à toutes les époques.

Le droit public romain divise, selon leur objet, en laissant de côté les résolutions des curies, les résolutions du peuple patricio-plébéien, et aussi celles de la plèbe, en trois grandes catégories qui sont nettement séparées par la terminologie : il les divise en lois, en élections, et en jugements¹. En logique, on peut objecter à cette division que les deux dernières catégories ont bien un contenu concret, mais que la première n'a au contraire le sien déterminé que négativement, par le principe que toute résolution du peuple qui n'appartient ni à la, secondé ni à la troisième catégorie est une *lex*². Mais c'est précisément pour cela qu'elle a une valeur historique. Le pouvoir législatif a appartenu, de tous les temps, aux comices, quoique le cercle de ses applications ait été plus ou moins large selon les époques ; l'élection des magistrats et la justice criminelle étaient en dehors de la compétence primitive du peuple et s'y sont ajoutées comme des droits acquis. L'histoire conventionnelle fait remonter les trois ordres d'attributions à l'époque royale ; mais, cependant, même d'après elle, les élections et surtout les jugements n'arrivent vraiment à la vie que sous la République. En réalité, l'activité des comices, est, d'après le développement que nous avons exposé, primitivement restreinte à la fixation des règles légales, et le premier rôle doit précéder les élections et les jugements déjà par cette raison que les unes et les autres requièrent l'existence d'une loi qui les organise. L'État romain ne peut être conçu sans le pouvoir réglementaire des comices. Si le magistrat est le mandataire du peuple et doit être accepté ou même choisi par lui, si le criminel condamné a le droit de demander sa grâce au peuple, ce n'est pas par une conséquence de la souveraineté du peuple, c'est par une conséquence de

¹ Relativement aux *suffragia*, Cicéron, *De leg.* 3, 3, 10, distingue : *Creatio magistratuum, judicia populi, jussa vetita*, et, dans le commentaire sur ce point, c. 44, 33 : *In magistratu mandando ac* (les Mss. : *an*) *de reo judicando [sciscendo]que* (Mss. : *judicando qui*) *in lege aut rogatione* ; les connaissances nécessaires pour les comices consistent également, *De div.* 2 35, 74, *vel in judiciis populi vel injure legum vel in mandis magistratibus*. Les trois mêmes pouvoirs du peuple servent de fondement à l'exposition de Polybe, 6, 14. En pratique, on ne distingue plus tard, lorsque les jugements du peuple eurent disparu, que les *comitia legum* et les *comitia magistratuum* (Cicéron, *Pro Sest.* 51, 109 ; de même Tite-Live, 4, 17, 9. 6, 41, 10 ; Dion, 38, 13). La division tripartite en élections, actes législatifs et droit de paix et de guerre, que présente plusieurs fois Denys (2, 14. 4, 20. 6, 66) est embrouillée ; le troisième terme rentre plutôt dans les actes législatifs, et les jugements du peuple y manquent, non seulement sous Romulus, mais postérieurement.

² Ainsi la déclaration de guerre est appelée *lex de bello indicendo* (Tite-Live, 4, 60, 9, rapproché de c. 58, 16).

l'établissement de la République. Nous étudierons donc d'abord les comices législatifs, puis nous adjoindrons à cette étude les détails que nous devons donner ici sur les élections et les jugements :

Les droits réservés, appartenant au peuple de la République, exercés par une loi, soit directement, soit par l'établissement d'une magistrature compétente pour un cas isolé (*extra ordinem*), échappent à une exposition rigoureusement méthodique ; car la souveraineté du peuple prise dans son ensemble ne comporte pas d'analyse. Il faut se contenter de réunir certains de ces droits par groupes, exclusivement à titre d'exemples¹.

1. CONCESSION ET RETRAIT DU DROIT DE CITÉ.

Le nécessaire a déjà été dit sur la concession par les comices du droit de cité patricien à l'époque la plus ancienne, puis de la qualité de plébéien dans l'État patricio-plébéien. Nous avons également expliqué aux mêmes lieux qu'en dehors des modes d'acquisition établis par la loi, la concession du droit de cité à des communes ou à des individus resta, même pratiquement, entre les mains des comices jusqu'à la fin de la République et ne fut, dans cette période, incorporée que dans une faible mesure dans la compétence des magistrats. C'est seulement sous le Principat que l'extension de la compétence du prince à cette concession anéantit le droit du peuple.

Nous avons également déjà expliqué que le retrait du droit de cité Romaine ne peut non plus être prononcé que par les comices. Il convient de noter que l'incompétence de la magistrature et du sénat est expressément reconnue pour cet acte important².

La loi des Douze Tables décidait en outre que le peuple ne pourrait prononcer le retrait du droit de cité que dans l'assemblée des centuries, et que par conséquent les comices par tribus ne seraient pas compétents pour cet acte³. La question de savoir si l'égalité établie par la loi Hortensia entre les plébiscites et les résolutions du peuple s'appliquait à cette catégorie de résolutions a été controversée ; cependant la compétence de la plèbe en cette matière est plus conforme aux principes, et la plèbe a statué pratiquement dans plusieurs cas de ce genre⁴.

2. CONCESSION ET RETRAIT DU DROIT DE SUFFRAGE.

¹ On arrivera toujours à plus de résultats en groupant les lois qui nous sont connues d'après leur objet qu'en continuant, sur la compétence respective des tribus et des centuries, des études qui rappellent sous bien des rapports le travail de moulins condamnés à moudre à vide.

² Dans Tite-Live, 28, 33, 10, un sénateur déclare : *Per senatum agi de Campanis, qui cives Romani* (sans suffrage) *sunt, injussu, populi video non posse*, et, en s'appuyant sur un précédent, un plébiscite rendu en 435 relativement aux Satricani qui étaient également arrivés à la cité, on fait concéder au sénat par un plébiscite le pouvoir de statuer sur les Campaniens, et ensuite le droit de cité est enlevé à ces derniers par un sénatus-consulte.

³ La disposition des Douze Tables : *De capite cives Romani nisi per maximum comitiatum ne ferunto* s'étend au *judicium populi*, mais elle se rapporte en première ligne aux comices législatifs : Cicéron le dit expressément (*Pro Sestio*, 34, 73), et la loi rendue contre lui appartenait à cette dernière catégorie.

⁴ Cicéron, en attaquant, pour cette raison, le plébiscite rendu contre lui, est jugé dans sa propre cause non seulement on ne voit aucun motif rationnel pour exclure l'application de la loi Hortensia, mais la pratique moderne admet absolument le plébiscite. Les résolutions relatives aux Satricani et aux Campani citées ci-dessus, note 81, sont des plébiscites, et elles sont d'autant plus probantes pour la solution de la question de droit qu'il n'y avait là en jeu aucun intérêt de parti, mais simplement les principes constitutionnels. — La concession du droit de cité, qui a été fréquemment opérée par plébiscite, et aussi parfois dans les comices par tribus (cf. tome III, la partie du Consulat, sur le rôle des consuls en matière législative) rentre difficilement dans la notion de *de capite cives R. ferri* ; on n'aura entendu par là, comme en matière de *privilegia*, que les déchéances.

La concession du droit du suffrage à des citoyens qui ne l'avaient pas jusqu'alors et le retrait du droit du suffrage avec maintien du droit de cité, rentrent aussi parmi les droits réservés qui n'appartiennent qu'au peuple¹. Par suite, les censeurs, si librement qu'ils procèdent dans le règlement du vote, ne sont pas considérés à l'époque moderne comme ayant le droit d'exclure de la liste électorale un citoyen légalement en droit de voter², quoique cela ait eu lieu constamment à l'époque ancienne moins dominée par l'idée de la souveraineté du peuple, et que cela put s'y justifier en principe par l'observation que l'acte du censeur ne supprime pas juridiquement le droit de suffrage et en suspend seulement l'exercice.

3. RÉGLEMENT DES MAGISTRATURES ET DES SACERDOCES.

L'organisation d'une magistrature³, et pareillement d'un poste d'officier ou d'un sacerdoce⁴, exige une loi dont l'objet est de régler la compétence de cette autorité, et aussi en général son titre et ses insignes. Pour les fonctions ordinaires, la compétence, le titre et les insignes passent à l'individu nommé, à la suite de sa simple nomination, en vertu de la loi qui les a constituées. Une extension de pouvoirs réclame naturellement un nouvel acte législatif, ainsi par exemple la loi Atilia ajouta à la compétence du préteur⁵ urbain le droit de nomination des tuteurs. L'inébranlable observation du principe que la puissance du magistrat ne peut naître que d'un mandat exprès des comices a assuré la durée de la constitution républicaine. En sens inverse, la destruction de la République s'exprime dans le fait que l'imperium n'est plus attribué au prince par les comices⁶ ; elle s'y manifeste d'autant plus clairement que le nouveau maître s'abstient de recourir à cette nomination uniquement parce qu'elle implique en principe la reconnaissance de la souveraineté des comices. Du reste il subsiste, à côté de cela, dans la concession de la puissance tribunicienne, qui continue à être faite par les comices⁶, un reste de l'ancien régime correspondant en droit public à ce qui survivait encore en fait de l'ancienne constitution.

Par opposition à la royauté à vie, la situation de chef délégué par le peuple a théoriquement et pratiquement pour base l'annalité du pouvoir⁷. L'unique exception réelle que nous connaissions à ce principe dans l'imperium urbain, celle relative aux pouvoirs de magistrat concédés le jour du triomphe au magistrat qui triomphe après l'expiration du terme de ses pouvoirs urbains, ne se produit jamais qu'avec la permission du peuple concédée par une résolution spéciale⁸. Constitutionnellement, la concession à vie des pouvoirs de magistrat, telle qu'elle sert de base au principat, n'est pas moins possible que celle faite

¹ Quelques tribuns voulaient s'opposer à la proposition de l'un de leurs collègues d'accorder le droit de suffrage à diverses cités de la Gaule méridionale ayant le droit de cité, parce que le sénat n'avait pas été préalablement consulté ; mais ils y renoncèrent, *edocti populi esse, non senatus jus suffragium quibus velit impertire* (Tite-Live, 38, 36, 8). Par conséquent certains hommes du parti populaire semblent être allés jusqu'à critiquer l'initiative du sénat pour les lois relatives aux pouvoirs réservés du peuple.

² À la proposition du censeur de 585, Ti. Sempronius Gracchus, tendant à exclure les affranchis du droit de suffrage, son collègue objecte qu'il y aurait là un empiètement de compétence, et il triomphe (Tite-Live, 45, 15).

³ La procédure suivie pour l'institution des *duoviri navales* (v. tome IV, la partie des Officiers magistrats, n° 2) peut servir d'exemple. Cf. tome IV, la partie des Magistrats auxiliaires extraordinaires.

⁴ Ainsi les épones en 558 (Tite-Live, 33, 42, 1). Il en est de même de la multiplication du nombre des places (cf. tome III, la partie du Grand Pontificat, sur la composition du collège).

⁵ V. tome V, la théorie de l'imperium ou puissance proconsulaire du prince, sur l'acquisition de l'imperium.

⁶ V. tome V, la partie de la Puissance tribunicienne de l'Empereur, sur la subsistance des comices impériaux.

⁷ V. tome II, le début de la partie de la Prolongation des pouvoirs du magistrat.

⁸ V. tome I, la partie du Commandement militaire, sur le triomphe célébré après l'expiration du temps des Pouvoirs et sur l'imperium militaire du triomphateur.

pour le jour du triomphe ; en pratique, la souveraineté du peuple a pour base l'annalité de la magistrature, et elles ont péri toutes deux en même temps.

Cette limitation de temps ne s'applique pas à l'autorité exercée hors de la ville : le général n'a par suite besoin d'aucun nouveau pouvoir pour continuer simplement sa magistrature. Mais la prolongation des pouvoirs du général avec fixation d'un nouveau terme extinctif est considérée avec raison comme la concession d'une nouvelle magistrature, et même d'une magistrature extraordinaire, et par conséquent on l'évite à l'époque ancienne ; mais elle a plus tard été, depuis 427, admise en vertu d'une loi spéciale, d'où elle a pris le nom de *prorogatio*. Par la suite, ce fut là une des compétences qui passèrent, en fait, le plus tôt du peuple au sénat¹.

La loi qui constitue une fonction détermine à quelles personnes cette fonction peut être conférée. La fondation de la magistrature et la désignation de la personne qui l'occupera peuvent être rassemblées dans la même loi pour les magistratures extraordinaires, et on l'a fait sans scrupules pour celles dépourvues d'importance politique². Mais, d'après le principe constitutionnel selon lesquelles questions de personnes doivent être écartées des comices législatifs, la république ancienne a, pour les postes importants, tenu rigoureusement séparées la création de la magistrature et son attribution. Au contraire les deux ont été en règle réunies pour les pouvoirs constituants extraordinaires³, et il en a été de même pour le principat⁴. Ailleurs la loi, ou bien prescrit des élections, ou bien transporte il un magistrat supérieur la nomination à la fonction, comme c'est la règle pour les postes d'officiers et comme cela s'est aussi produit pour les représentants du préteur envoyés dans les communautés italiques de citoyens⁵. D'autres modes de nomination peuvent encore être prescrits ainsi, par exemple, l'attribution de certains sacerdoces a été renvoyée au vote de la plus petite moitié du peuple. Au contraire, la combinaison des pouvoirs de magistrat avec une nomination qui n'émane pas des comices, combinaison qui est caractéristique de l'époque royale⁶, rentre parmi les actes qui sont bien rationnellement possibles, mais qui sont inconstitutionnels. Avec des créations comme la puissance proprétorienne des légats choisis uniquement par le général, la dictature de César et le principat reviennent aux institutions de la royauté, et ces créations marquent la fin de la République.

Le peuple n'a pas le droit d'intervenir dans les pouvoirs dans qu'il a donnés aux magistrats. La compétence des comices trouve sa limite dans celle des magistrats, ou du moins elle doit l'y trouver ; car cette limite elle-même n'est qu'une maxime constitutionnelle. Le peuple peut annuler le marché conclu par le censeur⁷ et casser un jugement en remettant dans son premier état un individu judiciairement dépouillé du droit de cité⁸. Il le peut en particulier lorsque le magistrat, sur la compétence duquel il empiète ainsi, souhaite ou même propose une telle cassation. Mais le maintien de la constitution repose essentiellement sur

¹ V. ce qui est dit sur tous ces points, tome II, au sujet de la Prolongation des pouvoirs de magistrat.

² Ainsi pour les *duoviri aedi dedicandæ*, pour les magistrats chargés d'adsignations (v. tome IV, les parties qui leur sont relatives). Cf. tome IV, la partie des Magistrats auxiliaires extraordinaires, sur le particulier général en chef.

³ Cf. tome IV, la théorie des Pouvoirs constituants extraordinaires sur leur création par une loi spéciale.

⁴ V. tome V, la partie de la Puissance tribunicienne du prince, sur la collation de cette puissance tribunicienne.

⁵ V. tome IV, la partie des *Præfecti Capuam Cumas*, au début.

⁶ V. tome I, la théorie du droit de nomination du Magistrat, sur les nominations de successeurs.

⁷ V. tome IV, la partie de la Censure, section des *Ultrō tributa*, sur la défense au censeur de faire des libéralités.

⁸ Cicéron, *Pro Sulla*, 22, 63.

le non-exercice de ce pouvoir théorique. L'esprit public politique des Romains a sérieusement et utilement maintenu la magistrature en possession de sa compétence en face des comices, et en particulier il n'a pas permis au peuple de se mêler des questions de personnes relatives à l'attribution du commandement en chef des troupes. Il rentre dans cette idée que la dictature, qui viole en fait le principe de la collégialité, ne soit pas conférée par le peuple ; il faut encore y rattacher la disposition selon laquelle les officiers supérieurs appelés en commun au commandement ont à régler entre eux, avec le concours du sénat, il est vrai, le partage de ce commandement et par conséquent l'attribution du commandement effectif, mais selon laquelle il n'est accordé aux comités aucune intervention dans ce domaine, si voisins qu'ils en fussent mis par l'égalité de droit des collègues. A vrai dire, il y a eu des dérogations à ce principe. Entre les postes prétoriens de généraux déterminés par le tirage au sort légal, il ne pouvait, après le tirage au sort, être fait de changement que par l'assemblée du peuple seule autorisée à délier des lois¹. Lorsqu'un consul et un proconsul prétendaient au même commandement, l'un en vertu de sa puissance de magistrat et l'autre en vertu de sa prorogation, la décision entre eux a parfois été remise au peuple². Mais les deux actes qui auraient le plus profondément et le plus directement violé ce principe auraient été l'attribution individuelle faite par l'assemblée du peuple, en violation de la collégialité³, du commandement ordinaire à l'un ou à l'autre des magistrats compétents, et l'établissement d'un commandement extraordinaire par une loi spéciale ; or, en dehors du commandement donné en Espagne pendant la guerre d'Hannibal et peu après elle, cela, n'a pas eu lieu avant le temps de la Révolution⁴. Lorsque le peuple envoyait un magistrat urbain de son choix en Afrique pour inviter le roi Jugurtha à venir à Rome avec un sauf-conduit ou qu'il conférait directement à un officier à sa convenance le commandement contre Mithridate, c'en était fini de cette règle comme de la République elle-même.

4. RÈGLEMENT DES DROITS ET DES DEVOIRS DES CITOYENS.

Les magistrats n'ont exclusivement qu'à assurer l'exercice des droits et des devoirs des citoyens : en dehors de cercles isolés des fonctions du censeur, des limites étroites sont légalement tracées à leur arbitraire en face des citoyens. S'ils interviennent néanmoins par des règlements généraux, les mesures qu'il leur a plu de prendre ainsi ne lient ni eux-mêmes, ni à plus forte raison leurs successeurs. La réglementation des droits et des devoirs des citoyens est véritablement l'objet propre des accords conclus entre le magistrat et le peuple, c'est-à-dire des lois. Cette classe de lois, qui est simple en théorie, mais qui embrasse en pratique presque tout le droit public, dont les lois sont du reste pour une grande partie en même temps des règlements de la compétence des magistrats, comprend d'abord les lois qui règlent les droits politiques proprement dits, par exemple celles sur le droit des citoyens d'en appeler au peuple des décisions pénales du magistrat ; celles sur le droit aux magistratures, comme les *leges annales* ; celles sur le droit de suffrage ; celles sur le service militaire, comme par exemple la permission d'entrer au service avant dix-sept ans, au cas de danger militaire sérieux, de telle sorte que ce temps compte dans le calcul du service. Une autre catégorie de lois règle les relations et les mœurs des citoyens,

¹ V. tome III, la partie de la Préture, sur la *sortitio* avant Sulla.

² V. tome II, la partie de la Prolongation des pouvoirs du magistrat, sur la compétence du magistrat prorogé.

³ V. tome I. la théorie de la Collégialité, sur l'intervention du peuple dans la répartition des provinces.

⁴ Cf. tome IV, la partie des Magistratures extraordinaires, sur la nomination d'un particulier comme général.

ainsi les lois sur le mariage, sur la limitation des affranchissements, sur le droit d'association, les lois somptuaires. Au point de vue de droit du patrimoine, ce cercle comprend les lois sur les prestations à faire par les citoyens à l'État, par exemple la loi de 397 sur l'impôt mis sur les affranchissements, ou à l'inverse sur les prestations faites par, l'État aux citoyens, comme celles sur les prêts faits par l'État¹ et sur les distributions de grains ; en outre celles sur les créances nées de délits au profit de l'État, comme celles relatives aux spéculations sur les grains et d'innombrables autres lois génératrices d'amendes ; celles faisant naître pour la même raison des droits au profit de particuliers, comme les lois sur le vol et sur les dommages matériels ; ensuite encore les lois relatives au droit de succession, la loi Voconia sur le droit de succession des femmes et la, loi Falcidia sur la réduction des legs ; les lois sur la propriété, comme la disposition des Douze Tables sur l'usucapion ; les lois sans nombre relatives aux droits de créance, sur les prêts, sur le cautionnement, sur le taux de l'intérêt, sur les promesses de donation et sur d'autres choses encore.

5. RÈGLEMENT DE L'ORGANISATION ET DE LA COMPÉTENCE DE L'ASSEMBLÉE DU PEUPLE ELLE-MÊME.

Par suite de sa souveraineté, l'assemblée du peuple ne peut, sera-t-il démontré plus loin, mettre à sa liberté une barrière absolument obligatoire. Mais cependant elle peut lier son action future à des conditions réglées, en ce sens que, tant que ces règles n'auront pas été abrogées, la loi qui violera l'une d'elles sera annulable ou même nulle². Toute la constitution des élections et des jugements populaires a pour base de telles lois réglant pour l'avenir dans un sens donné les pouvoirs du peuple ; et il en est de même de toutes celles qui règlent les comices en général ou les uns par rapport aux autres, par exemple qui attribuent aux comices par tribus et au *concilium plebs* le pouvoir d'exprimer la volonté du peuple, comme encore de toutes les lois étudiées dans la partie qui suit, sur la convocation et le Cours des assemblées du peuple, par exemple sur la réglementation des auspices et du *trinum nundinum*. Il suffit de rappeler en bloc ces conditions de forme ; mais c'est ici le lieu d'examiner les conditions légales auxquelles est subordonnée, quant au fond, la validité de la résolution populaire.

a. Comme en général dans toutes les dispositions réglementaires romaines³, il y a en particulier dans les lois une clause permanente déclarant non contenu dans la loi tout ce qui pourrait violer les droits des Dieux⁴. Cette catégorie comprend

¹ Cf. sur ce dernier point, les détails donnés tome IV, au sujet des Magistrats commis à la frappe des monnaies ou à des prêts faits par l'État.

² On a bien essayé d'attaquer ce principe en s'appuyant sur ce que la loi nouvelle l'emporte sur l'ancienne. Après que la loi Licinienne out réservé aux plébéiens une des places de consul, il arriva que le magistrat président du vote le proclama, lorsqu'il avait porté sur deux patriciens : *Jussum populi et suffragia esse* (Tite-Live, 7,17, 12). V. des cas semblables, tome II, au commencement de la partie de la Capacité d'être magistrat, sur les dispenses, et tome IV, à la partie de la Censure, sur la durée maximum des fonctions de censeur. Mais la règle n'a pas été contestée à l'époque républicaine ; elle est au contraire renversée par la théorie de la souveraineté du peuple d'Ulpien (tome II, *eod. loc.*)

³ Dans le sénatus-consulte sur les Bacchanales, leur destruction est ordonnée, *extra quam sei quid ibei sacri est*, ou, comme l'exprime Tite-Live, 39, 18, 7 : *Ut omnia Bacchanalia... diruerent, extra quam si qua ibi vetusta ara aut signum consecratum esset*.

⁴ La formule est dans Probus, *De litt. sing.* 8, 14 : *Si quid sacrisancti est* (ce qu'il ne faut pas confondre avec le *sacrosanctum*), *quod non jure sit rogatum, ejus hac lege nihil rogatur*. Dans Cicéron, *Pro Cæc.* 83, 95, et de même *De domo*, 40, 106, elle est conçue en ces termes : *Si quid jus non esset rogari, ejus ea lege nihilum rogatum*, et elle se trouve, d'après lui, *in omnibus legibus*. Dans le second texte, le *jus non esse* est expressément rapporté à la *res sacra*, tandis que le premier est général, et, bien que la clause eût peut-être une plus large étendue dans cette rédaction, l'exception du *sacrum sanctum* est cependant son objet essentiel, tout comme si on lui donnait la formule indiquée par Probus. Dans la loi municipale de Tudor (C. I. L. I, 1409), cette formule semble remplacée par la formule qu'il n'y aura de valable que ce qui ne sera pas contraire aux

toutes les violations de dispositions sacro-saintes¹ ; mais elle comprend également la violation de tout droit quelconque appartenant aux Dieux, ce qui se rapporte probablement en première ligne à l'inviolabilité des *res sacræ*². La loi elle-même dépouille de leur force les mesures qui tomberaient sous le coup de cette disposition ; par conséquent, il n'y a pas besoin de les annuler, il suffit de constater les faits. Mais, alors même que la clause se trouvait à manquer, on doit avoir regardé comme inexistantes les dispositions légales contraires au droit religieux.

b. Dès l'époque de la constitution de la plèbe et ensuite dans les Douze Tables, il a été interdit de mésuser du pouvoir législatif au préjudice personnel de citoyens isolés³. On a critiqué, en partant de cette disposition, la loi Scribonia de 605 sur le manquement à la foi des traités commis par le gouverneur de Lusitanie⁴, la loi Clodia de 696 sur le bannissement de Cicéron, la loi Pompeia de 702 sur le meurtre de P. Clodius et plusieurs autres encore⁵.

c. La réunion dans un seul et même vote de dispositions qui n'étaient pas liées quant au fond ; la *lex satura* n'a pas toujours été prohibée⁶ ; mais elle l'était du temps des Gracques⁷. Cette prohibition a été renforcée par une loi des consuls Q. Cæcilius et T. Didius rendue en 656⁸.

d. La proposition qui a été repoussée une fois ne peut pas être reprise par le même magistrat pendant son année de magistrature⁹.

lois de Rome. — La formule *ejus* (*sic* dans la loi agraire, ligne 34, dans la loi *Antonia*, 2, 30, C. I. L. II, 804, et dans la loi *Quinctia* chez Frontin, *De aq.* 129 ; *eum* = *eorum* dans la *lex Julia municipalis*, ligne 52 ; *ex* dans la loi agraire, ligne 13, dans la loi *Rubria*, C. I. L. I, 205, 2, 24, et dans la loi *Julia municipalis*, ligne 76) *hace lege nihilum rogato* (*sic*, avec l'ancienne forme de l'impératif passif, dans la loi *repetundarum*, ligne 78, et dans la loi *Quinctia* ; *rogatum* dans Cicéron, *Pro Cæc.* 33, 95 ; *rogatur* dans la loi *Antonia*, 2, 30 et dans Probus) se trouve dans les lois, le plus souvent écrite seulement par ses initiales, partout où il est fait une exception.

¹ L'argumentation faite dans Cicéron, *Pro Balbo*, 14, 32 et ss., le prouve.

² C'est à cela qu'appartient la dédication de la maison de Cicéron faite par Clodius en vertu d'un mandat du peuple (*De domo*, 40, 406). On objectait que la loi sur son retour avait, comme fonte autre, réservé les droits des Dieux, et que par suite il n'était pas restitué dans ses droits antérieurs.

³ Cicéron, *De leg.* 3, 4, 11 et 19 ; 44 ; *De domo*, 17, 43 ; *Pro Sestio*, 30, 65. Il y a des exceptions ; mais elles ne sont pas fréquentes. Les proscriptions de Sulla, par la mention desquelles il est sans doute fait allusion à la loi contre les gens de Volaterra et consorts, sont elles-mêmes citées par Cicéron (*De domo*, 17, 43 rapproché de 30, 79) comme en constituant une. L. Aurelius Cotta, consul en 802, ne se contenta pas de ce que le sénat annulât les années de service doses cavaliers insoumis ; il provoqua un plébiscite dans ce sens (Frontin, *Strat.* 4, 1, 22). D'autres exceptions apparentes n'en sont pas en réalité. Le *judicium* n'est pas une *lex*. L'interdiction de l'eau et du feu qui suit l'*exilium* du condamné est un *privilegium* défavorable ; mais il atteint un ex citoyen. L'abrogation de la magistrature, qui ne peut être conçue que comme un *privilegium*, n'est pas attestée par des témoignages suffisants (cf. tome II, la partie des formes de la sortie de charge, sur l'abrogation).

⁴ Cicéron, *Brutus*, 23, 89.

⁵ Cf. outre les textes cités, Cicéron, *Cum sen. gr. egit*, 4, 8. *De domo*, 10, 26. 20, Si. 22, 57. 58.

⁶ Les lois Liciniennes disparates de 386 furent réunies dans un même vote (Tite-Live, 6, 39, 2).

⁷ Cicéron, *De leg.* 3, 4, 1 ; c. 19, 43. D'après la loi *repetundarum* de 631-632, ligne 72, la participation à l'assemblée du peuple libère dans certains cas le citoyen d'autres devoirs publics, mais *non sei quid in saturam feretur*. Diomedes, 3, p. 486 : *A legs satura quæ uno rogatu multa simul comprehendat* (de même dans la glose de Philoxène : *Satura lex πολλὰ περιέχων*) en invoquant une ligne de Lucilius, l. I : *Per saturam ædilem factum qui legibus solvat*, dans laquelle on ne peut à la vérité comprendre comment cela a pu se produire pour l'élection d'un édile, à moins qu'il n'y ait là quelque métaphore. Festus, p. 314 : *Satura... lex multis* (Ms. : *tis*) *alis legibus conferta : nuque in sanctione lequm adscribitur : neve per saturam abrogato aut derogato*. Il semble avoir été fait application de cette règle aux triumvirs de Gracchus nommés pour la distribution des terres ; l'imperium qui leur avait été donné *per saturam* paraît leur avoir été retiré comme n'existant pas légalement (cf. tome IV, la partie des magistrats *agris dandis adsignandis et coloniae adsignandæ*, sur la durée de leurs pouvoirs).

⁸ Cicéron, *De domo*, 20, attaque la loi Clodia rendue contre lui, parce qu'elle manque d'unité. Clodius objecte que la *curatio* est donnée au même individu ; Cicéron n'admet pas la réponse. Cicéron reproche aussi à Clodius, dans le texte corrompu du *De domo*, 19, 50 : *Pluribus de rebus uno sortitu* (c'est-à-dire des tribus pour la *renuntiatio*) *rettulisti* (on s'attendrait à *tulisti*), et il faut, d'après ce qui suit, que cette critique ait aussi été dirigée contre les lois *Livia* rendues en 663.

⁹ *Semel consulunto* (note 114) ne semble pas pouvoir être compris autrement. La disposition peut plus précisément avoir tenu, par exemple, à ce que le même magistrat ne peut pas faire la même proposition une

Nous étudierons à la fin de cette partie la question grave de savoir quelles suites a la violation de ces règles et d'autres règles appartenant à la même catégorie, la question de la mesure dans laquelle la loi rendue *per saturam*, ou en violation des auspices, ou en violation du délai de promulgation, est soit nulle, soit annulable.

6. EXEMPTION D'UNE PERSONNE D'UNE OBLIGATION LÉGALE.

Aucun obstacle de droit ne s'oppose au *privilegium* rendu au profit d'un citoyen isolé ; seulement la libération d'une règle générale obligeant les citoyens ne peut émaner que de l'autorité qui a le droit d'obliger les citoyens par de telles règles. Ce principe est attesté, plus clairement que par les exemples isolés, innombrables et relatifs aux choses les plus futiles¹, par, le blâme adressé, en 887, par le tribun du peuple C. Cornelius à la conduite allusive du sénat : C. Cornelius blâme le sénat d'avoir d'abord revendiqué pour lui, dans les cas urgents, la dispense des lois légalement réservée aux comices, puis de l'avoir ensuite en fait complètement attirée à lui, enfin de n'avoir plus exécuté ou même d'avoir totalement écarté la clause usitée dans ces sénatus-consultes pour réserver la ratification du peuple². Mais ce débat conduisit finalement à reconnaître législativement au sénat, sous certaines précautions, le droit de dispenser des lois³.

7. INTRODUCTION D'UN PROCÈS DE HAUTE TRAHISON.

Quand les magistrats supérieurs eurent perdu la juridiction pénale dans l'administration urbaine, elle y fut exercée, pour les crimes capitaux de droit commun, par les questeurs. Mais, pour les accusations de haute trahison, non seulement les autorités judiciaires furent toujours nommées à chaque fois, mais elles ne le furent probablement jamais que sur une autorisation expresse des comices⁴. L'introduction de procès capitaux de haute trahison fait donc partie des droits réservés du peuple. Cependant cela n'a gardé d'importance pratique que tant que la même compétence fit défaut aux tribuns ou du moins ne leur fut pas reconnue complètement. Depuis qu'ils purent susciter une procédure de *perduellio* sans pouvoir spécial du peuple, il fut sans importance pratique que ce droit n'appartint à aucun des magistrats patriciens ordinaires.

8. PSEUDO PROVOCATION DU VERDICT DES FÉTIAUX.

seconde fois. La déclaration de guerre contre Philippe fat, à vrai dire, contrairement à cette règle, présentée deux fois à l'assemblée (Tite-Live, 31, 50, 9), mais la prohibition légale peut être postérieure. On trouve encore une prescription analogue en matière d'accusation.

¹ On peut citer, par exemple, les plébiscites rendus au commencement du VI^e siècle, pour permettre aux sénateurs aveugles de se servir de voitures (cf. tome II, la partie des voitures et des sièges des magistrats, sur la droit d'aller en voiture à l'époque de la République) pour permettre à un magistrat, empêché de prêter serment par des devoirs religieux, de se substituer son frère (Tite-Live, 31, 50, 9 de 554) ; la concession à une vestale du droit de prendre des témoins comme les hommes (Aulu-Gelle, 7, 7, 2) ; la restitution de son honorabilité légale à une prostituée (Tite-Live, 39, 19, 5, sur l'an 566).

² Asconius, *In Cornel.*, p. 51.

³ Selon Dion, 36, 39 [22], les comices sont obligées de confirmer la décision prise par le sénat (en présence d'au moins 200 de ses membres, d'après Asconius), ce qui mettrait, à vrai dire, ces comices sur le même rang que ceux des trente licteurs.

⁴ V. tome IV, la partie des *Duoviri perduellionis*.

Lorsqu'un citoyen a été reconnu coupable de violation du droit des gens par le consul assisté des fétiaux¹, ce verdict entraîne l'extradition du coupable à la cité offensée, et par conséquent la perte pour lui de la liberté et du droit de cité. Ce verdict n'est pas soumis à la provocation, et, le consul ayant agi dans les limites de sa compétence, les comices ne pouvaient pas intervenir par une loi. Il ne semble pas non plus que le magistrat qui avait statué pût être forcé de soumettre l'affaire au peuple. Mais, dans la conception romaine, le magistrat qui n'est pas lié par le droit de provocation peut, s'il le veut, remettre à la discrétion du peuple la grâce qu'il ne veut ou ne peut accorder au citoyen reconnu coupable ; le magistrat qui a statué a donc ici la faculté de, soumettre la décision au peuple, pour qu'il la rejette ou la confirme².

9. ALIÉNATION À TITRE GRATUIT DES TERRES DE L'ÉTAT OU EN GÉNÉRAL DES BIENS DE L'ÉTAT.

Aucun magistrat ordinaire de la République n'est compétent pour l'aliénation à titre gratuit des terres publiques, qu'elle soit faite dans un but religieux ou au profit d'un particulier. La *dedicatio* et l'*adsignatio* sont toujours accomplies, à chaque fois, ou en vertu d'un pouvoir spécial donné aux magistrats ordinaires, ou par des magistrats extraordinaires créés à cet effet avec une compétence spéciale. Cela est expliqué dans la partie de la magistrature³. Quant aux autres libéralités faites aux dieux ou aux hommes qui ne consistent pas en une aliénation du sol public, il faut également consulter le peuple sur elles, s'il s'agit de l'établissement de charges durables, comme les fêtes annuelles ou les jeux annuels⁴, ou d'un vœu grave, comme est le *ver sacrum*⁵. Cela peut aussi avoir lieu pour les dons moins importants ; mais alors les magistrats agissent, en général, avec le simple concours du sénat ou même seuls, surtout si les frais peuvent être couverts par le butin qu'ils ont fait⁶.

10. FRAPPE DE MONNAIES.

Le droit de battre monnaie ne semblant pas avoir été compris, jusqu'à la seconde moitié du septième siècle, dans la compétence des magistrats ordinaires urbains, il fallait probablement aussi pour son exercice un mandat spécial du peuple⁷.

¹ V. tome III, la partie du Consulat, sur la juridiction criminelle du consul en matière de délits de droit des gens.

² Il est établi, tome III, *loc. cit.*, qu'il n'était pas toujours forme de provocation en pareil cas ; quand il y en avait une, c'était que le magistrat qui avait statué la provoquait et la souhaitait. Dans Diodore, 14, 113, l'accusé Fabius est condamné par le sénat, mais son père, un des tribuns consulaires alors en fonctions, provoque au peuple, et celui-ci casse la sentence du sénat, ce que l'auteur du récit blâme amèrement. D'après le récit de Tite-Live, 5,36, et de Plutarque, Cam. 18, c'est le sénat qui soumet l'affaire au peuple. Comme, en la forme, ce n'est pas le sénat, mais ce sont les magistrats supérieurs qui rendent la sentence, les deux versions aboutissent à ce que ces magistrats auraient pu et peut-être dit accomplir l'extradition, mais ont volontairement soumis la question au peuple. — Le consul de 618, P. Furius Philus décide, avec son *consilium*, l'extradition de Mancinus, et la soumet ensuite au peuple, devant lequel Mancinus lui-même défend le jugement (Cicéron, *De re p.* 3, 18, 28 ; *De off.* 3, 30, 109) ; ici, encore Philus a, selon toute apparence, consulté lui-même les comices pour dégager sa responsabilité. C'est là par conséquent une consultation facultative des comices analogue à celle que les annalistes admettent pour la provocation de l'époque royale.

³ V. tome IV, les sections des *duoviri ædi dedicandæ* et des magistrats chargés d'adsignations et de déductions de colonies.

⁴ Tite-Live, 21, 23, 7, sur l'an 548. Macrobe, 1, 11, 5. Cicéron, *Phil.* 2, 43, 110. Puisque la plupart des jeux annuels ont eu pour origine la répétition du vœu, leur permanence peut, en fait, reposer en grande partie sur l'usage, mais, en droit, elle exige certainement une loi.

⁵ Dans Tite-Live, 22, 18, les pontifes décident *populum consulendum de vere sacro injussu populi voveri non posse*. 33, 44, 2.

⁶ V. tome I, la théorie des attributions du magistrat sur les actes conclus entre le peuple et une divinité.

⁷ V. tome IV, ce qui concerne les magistrats chargés de la frappe des monnaies et des prêts publics.

Cependant il doit souvent n'être intervenu à ce sujet qu'un simple sénatus-consulte.

11. INTERVENTION DANS LES RELATIONS AVEC L'ÉTRANGER.

Nous traiterons plus en détail, au commencement de la partie des Latins, des rapports de la cité romaine avec l'étranger. Il suffit ici de rappeler que, dans l'idée Romaine, il ne peut naître de lien de droit international qu'en vertu d'un traité international et que ce droit n'a pas plus d'étendue que ce traité. Nous avons antérieurement décrit le droit du magistrat de conclure un tel traité, un *foedus*¹. A l'époque ancienne, c'était le magistrat seul qui était compétent pour la conclusion des traités internationaux ; la preuve en est dans les formules des anciens traités de soumission², et le silence absolu de notre tradition sur la participation du peuple à de telles conventions jusqu'au temps de la guerre des Samnites³ vaut une véritable négation. Les premiers débats de ce genre que nos annales mentionnent comme portés devant le peuple correspondent à ceux qui se rencontrent en matière de pseudo-provocation pour les délits capitaux religieux : lorsque, en 401 et 436, les magistrats eurent des scrupules à user de leur droit de conclure une alliance, ils soumirent la question au peuple⁴. Mais, quoique le magistrat puisse consulter le peuple avant de conclure un traité (international ou encore lui réserver la décision finale en concluant ce traité, il oblige néanmoins toujours le peuple par sa seule parole. En 513 encore, la première paix avec Carthage ne fut pas seulement conclue, du côté romain, sous réserve de la ratification du peuple ; lorsque le peuple, faisant usage de nette réserve, cassa le traité, les jurisconsultes romains déclarèrent qu'il n'aurait pas été en droit de le faire en l'absence de cette clause⁵. En fait, cette réserve de la ratification devint permanente, et la confirmation des traités d'alliance passa par là au peuple.

La conclusion des conventions internationales ne rentre donc pas dans les droits primitifs du peuple. Il en est autrement de leur dissolution. L'assemblée du peuple n'intervenait pas, il est vrai, dans les relations de Rome et des cités avec lesquelles il n'y avait pas de traité ; car ces relations, qu'elles fussent en fait amicales ou hostiles, n'étaient pas des rapports juridiques. Mais, lorsqu'une cité fédérée n'accomplissait pas les obligations résultant de son alliance et que la procédure de réclamation analogue à celle du droit civil n'amenait aucun résultat, lorsque la cité qui avait violé le traité ne rendait pas, sur l'invitation qui lui en était faite (*res repetere*), les biens pris à des citoyens romains par ses membres ou ne réparait pas le préjudice causé, il fallait sans doute que l'État Romain en vint à une guerre légitime et forcée ; cependant ce n'en était pas moins une rupture de

¹ V. tome I, la théorie des actes conclus entre l'État et un État étranger.

² Tite-Live, 1, 24, 38.

³ Cela est exposé en détail par Rubino, *Untersuchungen*, 1, 264 et ss., il invoque aussi avec raison dans ce sens la théorie romaine (que nous aurons à développer de plus près dans la partie des Alliés), selon laquelle la convention internationale conclue par la loi de Rome est résolue par sa mort. Avant tout, le récit du traité de Caudium de 434 n'a absolument aucun sens, si on ne part pas de l'idée qu'il liait le peuple en droit ; il n'y aurait à cela rien de changé quand bien même la *deditio*, comme Aulu-Gelle la dit seul et probablement à tort, 17, 21, 36, aurait eu lieu *populi jussu*. Des façons de parler générales, comme le langage de Denys sur les droits du peuple au temps de Romulus, et les expressions analogues de Tite-Live. 1, 49, 1, ou les phrases intercalées par lui dans le récit de l'affaire des Fourches Caudines (9, 9, 5, 4 et c. 9, 4) n'ont aucun poids contre cet argument.

⁴ Tite-Live, 7, 20, 3, sur l'an 404. 9, 20, 2. L'exactitude matérielle de ces récits importe peu.

⁵ Polybe, 4, 62. Lorsqu'ensuite les Carthaginois, invoquant cet exemple, refusèrent de reconnaître un traité conclu par Hasdrubal (Pol. 3, 21, 2 = Tite-Live, 21, 18, 10), les Romains répliquèrent (Pol. 3, 29, 3 = Tite-Live, 21, 19, 3) que l'argument ne portait pas.

l'état de choses légalement établi et juré : dans le cas où l'on agirait sans droit, on donnerait lieu au châtement divin appelé dans l'exécration. Le droit public romain considère donc le droit de déclarer la guerre comme ayant, dès le principe, appartenu au peuple¹ ; et c'est avec raison ; car, sans violation du *foedus*, il peut bien y avoir un état de guerre, mais non une déclaration de guerre². Quand bien même l'autre partie avait de son côté, expressément déclaré la guerre ou même l'avait commencée en fait, il n'en fallait pas moins une résolution des comices romains, mais naturellement on n'était pas obligé de l'attendre pour repousser matériellement l'attaque. Les comices qui étaient consultés ont probablement été de tout temps les comices par centuries³ ; il était peut-être licite, mais il n'était pas dans l'usage de soumettre la déclaration de guerre aux comices par tribus ou au *concilium plebis*⁴. Un récit, médiocrement avéré, nous fait savoir que le peuple réclamait également ce droit en présence de trêves d'armes conclues pour une série d'années et se rapprochant en fait d'une paix⁵, dans lesquelles l'état de paix avait également une convention pour base.

La conception juridique postérieure est différente : dans les deux derniers siècles de la République, c'est au contraire par une conséquence du principe de la souveraineté du peuple que tous les actes internationaux, aussi bien la déclaration de guerre, sur quelque raison de droit qu'elle repose⁶, que les traités de paix et d'alliance, ont besoin, pour être pleinement valables, de la ratification du peuple⁷. Dans des circonstances particulières d'une importance à part,

¹ Mais aucun écrivain ancien ne dit ni ne peut dire que les droits des comices aient eu pour origine la déclaration de guerre. La déclaration de guerre des comices est exactement aussi ancienne que l'adrogation des comices. La *lex* comitiale n'a pas pour fondement des considérations d'utilité pratique, mais un principe.

² C'est pourquoi, dans le schéma des annalistes, très purement conservé chez Tite-Live, 1, 32 (moins bien dans Cincius, chez Aulu-Gelle, 16, 4, 1), la déclaration de guerre est rapportée au prototype des cités fédérées, aux *prisci Latini*, et rattachée à l'alliance conclue avec eux sous Tullus. Après que le *publicus nuntius populi Romani iuste legatus* a pris les Dieux à témoins *populum (ilium) injustum esse neque jus persolvere*, le roi déclare la guerre, *quod populus Romanus quiritium bellum cum Priscis Latinis jussit esse senatusque populi Romani quiritium censuit ennsensit conscivit ut bellum cum Priscis Latinis fieret*. Dans le récit des annales, on ne trouve, pour cette loi fondant la plus ancienne déclaration de guerre contre des alliés infidèles au traité, d'autre exemple de l'époque ancienne que les déclarations de guerre de 371 et 372 aux gens de Lanuvium (Tite-Live, 6, 21, 5) et à ceux de Préneste (Tite-Live, 6, 22, 4) ; lorsque d'autres lois sont citées, il s'agit d'Etrusques ou d'autres étrangers non susceptibles d'être liés par un *foedus* proprement dit (Denys, 8, 91. 9, 69. 11, 3 ; Tite-Live, 4, 30, 15. c. 58, 8. 7, 6, 7. c. 12, 1. c. 19, 10. c. 32, 1. 8, 22, 8. a 25 ; 2. c. 29, 6. 10, 12. 3. c. 45, 7). Ce n'est peut-être pas un pur hasard. Les anciens rédacteurs expérimentés des annales peuvent n'avoir fait allusion sous ce rapport à l'action des comices, que lorsqu'elle ne se comprenait pas d'elle-même. Parmi les lois extérieurement avérées autorisant la guerre, la plus ancienne concerne la première guerre avec Carthage (Polybe, 1, 11).

³ Nous trouvons cités expressément, probablement parce que la réunion des centuries pour les lois était, à l'époque récente, inusitée, les comices par centuries tenus pour les déclarations de guerre aux Véiens en 327 (Tite-Live, 4, 30, 15), à Philippe de Macédoine en 554 (Tite-Live, 31, 6, 3. c. 7, 1) et à Persée en 583 (Tite-Live, 42, 30, 10).

⁴ Il n'y a pas d'exemple certain d'une déclaration de guerre prononcée par une loi tribu ou par un plébiscite, tandis que, dans les autres matières, ce sont là, à l'époque récente, de beaucoup les formes les plus habituelles de rogation. La déclaration de guerre proposée en 587 par le préteur M'. Juventius Thalna peut avoir été proposée aux centuries, puisque le droit de les réunir ne peut être dénié au préteur (v. tome III, la partie du Consulat, sur les comices). L'assertion de Tite-Live, 6, 21, 5, selon laquelle, en 371, *omnes tribus bellum* (contre les gens de Lanuvium) *jusserunt*, sans que le magistrat qui fait la proposition soit désigné, peut facilement être une erreur.

⁵ Tite-Live, 4, 30, 45. Le récit a l'air d'un exemple factice de droit public, et les mots *et dies exierat* de l'addition d'un ignorant ; car il n'y a qu'une trêve qui n'est pas expirée qui puisse être comparée à une alliance.

⁶ Depuis que l'idée du droit international s'est étendue en dehors du domaine du *foedus*, ce qui se montre en particulier dans la disparition de ces trêves tenant lieu de *foedus* et dans l'emploi des fétiaux à l'égard de toutes les nations, la distinction de la déclaration de guerre rompant un traité et de la déclaration de guerre tout court est, à proprement parler, sans objet ; car une déclaration de guerre ne peut guère ne produire, à l'époque récente, qu'en violant un ancien traité international.

⁷ Polybe, 6, 14, formule le principe de la manière la plus énergique. Lorsqu'en 556, les Achéens demandèrent la *societas* avec les Romains à leur représentant, *quia injussu populi non poterat rata esse, in id tempus quo Romam mitti legati possent*, dilata est (Tite-Live, 32, 23, 2). Salluste, *Jug.* 39. Tite-Live, par anticipation pour

l'assemblée du peuple a institué des commissions spéciales pour prendre, d'accord avec le général, les mesures nécessitées par la fin de la guerre¹ ; en principe, le traité de paix ou ses préliminaires sont soumis au peuple, et, s'il les confirme, le règlement des choses est remis, pour le surplus², au général, assisté de la commission sénatoriale qui lui est adjointe³. Il reste cependant une trace de la différence qui existait à l'époque ancienne entre la déclaration de guerre et les traités internationaux : c'est que, dans le premier cas, les centuries continuent à être convoquées, tandis que le traité international est, comme toutes les autres lois, ordinairement voté dans la forme d'un plébiscite⁴. — On ne peut attribuer d'importance politique pratique à cette extension de la compétence des comices. La déclaration de guerre présentée aux comices suppose l'état de guerre plutôt qu'elle ne l'a pour suite⁵. En outre il n'y a que pour les guerres offensives qu'elle soit autre chose qu'une déclaration ; or l'État romain a fait peu de guerres où il ait été l'agresseur, et, quand il l'a été, il l'a nié sans aucune exception. Par conséquent la déclaration de guerre en forme ne joue aucun rôle essentiel sous la République récente ni sous le Principat. — Le droit de confirmer les traités internationaux ne peut pas avoir eu beaucoup plus d'importance, si fréquemment qu'il en ait été fait usage⁶. L'importance politique n'était pas là dans le vote, mais dans la proposition ; et, à moins que des magistrats isolés qui avaient le droit d'agir avec le peuple n'en abusassent dans des buts particuliers, le sénat savait bien se rendre maître de cette proposition. Notre droit populaire est ainsi devenu le levier régulier de, sa politique extérieure. Le sénat avait par là le pouvoir ou d'imprimer au rapport d'alliance par une loi jurée le caractère d'irrévocabilité formelle de ces lois, ou au contraire d'attribuer les mêmes droits par une simple loi ; ou même par un sénatus-consulte, de façon à ce qu'en ce dernier cas les libertés promises pussent à un moment quelconque être retirées, sans violation du droit, par les comices ou même par le sénat.

Le pouvoir législatif, qui est le plus ancien des pouvoirs de l'assemblée du peuple, est aussi celui qu'elle a conservé le plus longtemps. Le prince en prit à la

le traité de Caudium ; en outre, *Ép.* 64. Cf. le même, 37, 19, 2. Cicéron, *Pro Balbo*, 14, 35. Par conséquent, on blâme sévèrement le magistrat qui commence la guerre sans une loi préalable : ainsi Cn. Manlius Volso partant contre les Galates (Tite-Live, 38, 45. 46), ainsi César soumettant la Gaule (Dion, 38, 35. 41 ; cf. César, *Bell. Gall.* 1, 35). — Nous reviendrons, au sujet du sénat, sur sa participation. En fait, c'est à lui qu'appartient le gouvernement des relations extérieures sous la République. En droit, le concours du sénat n'est pas nécessaire, en dehors de l'ancien concours des pères requis pour la déclaration de guerre comme pour toute autre loi ; mais, sous la République récente, il en fut de cela comme de la concession des *privilegia*. Le sénat retira aussi en fait ces lois spéciales des mains du peuple. La façon dont Cicéron, *loc. cit.*, déclare nul le traité conclu par les Gaditans seulement avec le sénat, et cependant le traite comme absolument valable, est tout à fait caractéristique.

¹ V. tome IV, la partie des Magistrats nommés pour la conclusion de la paix.

² La paix de 553 avec Carthage a été conclue de cette façon.

³ V. tome IV, la partie des Légats du sénat, sur les ambassades de dix membres envoyées pour régler la paix.

⁴ Tite-Live, 29, 12, 16. 30, 43, 2. 33, 25, 6.

⁵ Dans le seul cas de rejet d'une telle proposition qui nous soit connu, lorsque, peu après la défaite de Carthage, l'expédition de Macédoine fut proposée au peuple fatigué de combats, le sénat lit pourtant prévaloir sa volonté en seconde délibération (Tite-Live, 31, 5 et ss.). Tant que les plébéiens furent en lutte avec les patriciens et que le sénat ne domina pas rassemblée du peuple, ces résolutions purent naturellement servir d'armes à cette dernière.

⁶ La confirmation de traités internationaux par une loi est citée pour le célèbre traité d'alliance avec les Mamertins de 490 (Polybe, 1, 41) ; pour la paix avec Hiéron de 491 (Polybe, 1, 17) ; pour celle avec Philippe de 549 (29, 12, 15) ; celle avec Carthage de 553 (Tite-Live, 30, 10, 14. c. 43, 2. c. 41, 13) ; pour le traité avec le roi de Numidie Vermina eu 554 (Tite-Live, 31, 11, 17) ; le second avec Philippe en 558 (Polybe, 13, 42, 3 ; Tite-Live, 33, 25, 6) ; une alliance avec Masinissa (Val. Max. 7, 2, 6) ; la paix avec Antiochus, en 564 (Polybe, 21, 10, 8. c. 11, 5) ; l'alliance avec Rhodes en 565 (Tite-Live, 37, 55, 3) ; un traité avec Viriathus (Appien, *Hisp.* 69). Nous reviendrons, dans la partie des Alliés, sur d'autres lois qui nous sont, en partie, arrivées dans leur contexte, en particulier sur celles relatives à Astypalæa et à Termessos.

vérité immédiatement dans sa main la portion qui concerne les relations avec l'étranger, guerre, paix et traités ; et, si le sénat ne prit, sous le Principat, qu'une maigre part à ces actes¹, il n'y a pas une trace que les comices y aient concouru à cette époque². — Au contraire, l'Empereur n'a pas revendiqué pour lui le reste du pouvoir législatif. L'initiative des lois doit avoir été enlevée par Auguste aux tribuns du peuple³. Mais, à part cela, la législation se meut sous Auguste et même encore sous Tibère dans les anciennes formes traditionnelles : elle a même survécu au transport des élections des comices au sénat opéré en l'an 14 ; nous connaissons encore des lois de l'an 19, de l'an 23 et de l'an 24 de notre ère⁴. Mais, dans les dernières années de Tibère, ou au plus tard peu de temps après sa mort, le sénat prend, dans l'exercice du pouvoir législatif qui d'ailleurs, conformément au caractère du temps, se bornait à. des dispositions de droit privé, la place du peuple⁵. Cependant le pouvoir législatif ne paraît pas avoir été enlevé au peuple par une disposition formelle, comme le pouvoir électoral ; car les empereurs Claude⁶, Vespasien⁷ et Nerva⁸, se sont encore servi de l'ancienne forme. La résolution à, la fois législative et électorale qui donne au prince la puissance tribunicienne et qui règle dans une série de clauses le reste de sa compétence, a même, tant qu'elle a été rendue, toujours été présentée aux comices sur l'ordre du sénat.

Nous avons déjà traité des élections des magistrats au sujet des magistratures. Ces élections ne regardent pas les comices à l'origine. Du temps des rois, la différence entre la magistrature suprême et les autres fonctions publiques est que ces dernières ont toutes pour origine exclusive une nomination émanant du magistrat, tandis que le roi ; est nommé par un magistrat antérieur qui s'évanouit après cette nomination ; ce qui fait que la nomination du roi, une fois accomplie, ne peut être révoquée et ne peut voir finir son effet que par la mort de l'élu, tandis que toutes les autres nominations de magistrats comme d'officiers et de soldats sont révocables. La distinction postérieure de la magistrature, fonction publique confiée par l'élection populaire, et des autres fonctions, exercées en vertu d'une nomination du magistrat, concorde avec la distinction la plus ancienne en ce que l'élection par le peuple se limitait à l'origine à la magistrature lit plus, élevée, et en ce que, même lorsqu'il n'en fut plus ainsi, la nomination, même du magistrat le plus inférieur, faite par les comices fut irrévocable.

De même que, pour la plus ancienne espèce de résolutions populaires, pour les lois, il fallait l'accord du magistrat qui interrogeait et du peuple qui votait, le magistrat a probablement, dans les élections primitives, désigné les personnes à

¹ V. tome V, sur le pouvoir de l'Empereur et le rôle du sénat, le début de la partie des affaires étrangères.

² La cérémonie des Dieux était faite à l'occasion. Cf. tome V, *eod. loc.*

³ V. tome III, la partie du Tribunat sur le pouvoir législatif des tribuns. [L'initiative des lois n'a tout au moins pas été enlevée aux tribuns lors de la reconstitution de l'État opérée par Auguste ; car ils l'ont encore exercée en 746 (Macrobe, *Sat.* 1, 12, 35). Il n'y en a pas de mention postérieure.]

⁴ La *lex Junia Petronia* (*Digeste*, 40, 1, 24, rapproché de 48, 8, 11, 2) appartient à l'an 19 ; la loi citée par Tacite, *Ann.* 4, 16, à l'an 23 ; la loi *Visellia*, que nous étudierons dans la partie des Chevaliers, à l'an 24. La *lex Junia Vellea* (si son nom transmis avec une rédaction indécise doit être restitué de la sorte ; *Inst.* 2, 13, 2 et ailleurs) se place dans ce temps ; mais l'année n'est pas déterminée.

⁵ La dénomination des sénatus-consultes du nom du consul qui en fait la *relatio*, tout comme les lois étaient désignées sous la République, est caractéristique dans ce sens. Les noms sont ici toujours simples.

⁶ Tacite, *Ann.* 11, 13 ; Gaius, 1, 167. 171 ; Ulpian, 11, 8.

⁷ Domitien, proposa, sous son règne, aux comices, en qualité de préteur urbain, l'abrogation d'une magistrature : sur l'abrogation, cf. tome II, la partie de l'extinction de la magistrature.

⁸ Callistrate, *Digeste*, 37, 21, 3, 1.

élire, et le peuple répondit en les admettant ou en les repoussant¹. Mais le peuple est ici devenu de bonne heure autonome. On ne demande plus au peuple s'il choisit celui-ci ou celui-là, mais qui il choisit, et le mandataire du peuple est mis à son poste par la libre initiative des électeurs. Le mode d'élection est en général réglé spécialement dans la loi constitutive nécessaire pour les magistratures ordinaires comme pour les magistratures extraordinaires². Si cela n'avait pas eu lieu, l'une ou l'autre des trois formes de comices généralement autorisées pouvait être employée. Les trois formes se distinguaient plus fortement pour les élections que pour les lois et les jugements : les magistrats patricio-plébéiens ont toujours été nommés par le *populus*, et les plus élevés par les centuries, les inférieurs par les tribus, les magistrats plébéiens par le peuple plébéien à l'exclusion des patriciens.

Le pouvoir électoral du peuple n'a pas longtemps survécu à la chute de la République. Conformément à des instructions écrites laissées par Auguste, Tibère transporta, immédiatement après la mort de son père, en l'an 14, les élections des magistrats ordinaires au sénat³. Bien que cette constatation formelle de la chute des institutions républicaines doive avoir provoqué une certaine agitation, elle n'eut aucunement les suites devant lesquelles Auguste reculait en laissant le soin de cette réforme à son successeur⁴. Lorsque l'empereur Gaius essaya de rétablir le pouvoir du peuple⁵, la chose se révéla comme si inexécutable qu'il revint dès l'année suivante au système de Tibère⁶. Le peu que nous savons du rôle du sénat, sous l'Empire, comme corps électoral des magistrats de la constitution républicaine ; sera réuni dans la partie qui lui est relative. Nous ne nous occupons ici que des débris des anciens droits électoraux du peuple. Même à l'époque où les élections sont faites par le sénat, les citoyens en général sont convoqués pour les élections de magistrats patriciens, et les plébéiens pour celles de magistrats plébéiens⁷ ; il semble qu'il y a également alors un acte formel d'élection⁸, dans lequel l'appel des corps électoraux doit être remplacé

¹ Cf. tome II, le commencement de la partie de la capacité d'être magistrat.

² Le mode de nomination des décevirs de la loi Servilia, organisé sur le modèle de l'élection du grand pontife ; est caractéristique dans ce sens. Cf. tome IV, la partie des magistrats chargés d'adsignations de terre et de déductions de colonies, sur leur mode d'élection.

³ Velleius, 2, 124. Tacite, *Ann.* 1, 15. L'ensemble des idées montre, chez les deux auteurs, que les *comitia* dont il s'agit sont, comme il arrive souvent, uniquement les comices électoraux.

⁴ L'allusion au mécontentement des basses classes, auquel la disparition des gratifications faites aux électeurs (de la *largitio* de Tacite) avait probablement plus de part que l'esprit d'opposition, doit être rapprochée des *improbæ comitiæ in Aventino, ubi [Se]janus cos. factus est*, qui, d'après une inscription (C. I. L. VI, 10213), jouèrent dans la conjuration de Séjan un rôle qu'il ne faut pas absolument avec les relations des écrivains. Séjan étant consul lors de sa catastrophe, il faut qu'il se soit, dans l'acte électoral dont il s'agit, fait confirmer par le peuple le consulat qu'il occupait en vertu de l'organisation établie par Tibère, en se présentant comme un restaurateur de la constitution, ou encore qu'il s'en soit fait conférer un second pour l'année suivante conformément à l'ancienne méthode. Il est vraisemblable que c'est précisément à cela que se rapporte le passage célèbre de Juvénal, 10, 7, 4. Si, dit le poète, Séjan avait réussi à écarter Tibère, *populus..... hac ipsa Sejanum diceret hora Augustum*. Mais c'en est fini du *populus*.

⁵ Suétone, *Gaius*, 16 ; Dion, 59, 9, sur l'an 33.

⁶ La suppression eut lieu dès l'an 39, parce qu'il se révéla comme pratiquement impossible de rétablir l'ancien ordre de choses, en particulier de ressusciter la brigade des magistratures ; il n'y avait pas plus de gens à poser leurs candidatures qu'il n'y avait de places à pourvoir (Dion, 59, 20 cf. tome II, la partie de l'ordre légal des magistratures, sur la disparition du degré de l'édilité et du tribunat au VIIe siècle).

⁷ Dion, 53, 20, sur l'an 32.

⁸ Il ne manquait rien à la *libere civitatis simulatio* (Pline, *Panég.* 68) : les drapeaux flottaient sur le Janicule, quand les centuries étaient appelées (Dion, 37, 28) ; les citoyens apparaissaient à l'endroit du vote, les magistrats et les candidats étaient sur l'estrade ; le résultat du vote était rapporté au président, et il le faisait *renuntiare* par le *præco* (Pline, *loc. cit.* ; Suétone, *Dom.* 10). Nous ne savons pas pendant combien de temps cette procédure s'est maintenue. Des formules comme celle de Sidoine, *Carm.* 3, 19, dans la poésie en l'honneur de l'empereur et consul de 468 Avitus : *Te curia plausu, te punctis scripsere tribus*, peuvent être des réminiscences littéraires. Niais, d'un autre côté, la suppression de ces comices apparents ne résulte aucunement des phrases de sujets soumis, familières aux loyalistes récents, selon lesquelles le gouvernement

par une acclamation des citoyens présents¹. En substance, on fait devant le peuple la *renuntiatio* des magistrats que le sénat a élus à sa place.

En outre, la compétence du sénat paraît s'être restreinte aux magistratures ordinaires annales ; pour la seule magistrature extraordinaire au sens de la République qui existât alors, pour le principat lui-même, la concession : de la puissance tribunicienne semble avoir été réalisée par des comices qui avaient peut-être la prétention de représenter un vote populaire émis à la façon de la République².

Même dans les municipes, le droit de vote effectif ne doit pas avoir longtemps survécu au droit de vote général du peuple. A la vérité, le droit des citoyens d'élire les autorités locales est, dans la forme, encore reconnu de la manière la plus précise sous les Flaviens, par les constitutions municipales³, et cela peut avoir encore continué dans la suite. Les élections municipales ne furent pas immédiatement atteintes par la réforme de Tibère ; de même que l'autonomie administrative était accordée au municipe et était refusée à la capitale, de même que, sauf des exceptions en voie de disparaître, il n'était pas toléré d'associations dans cette dernière, certainement aussi dans notre matière le principe de l'administration du peuple par lui-même a été traité avec plus de ménagements hors de la capitale que pour les élections au Champ de Mars, dont le passé gigantesque rendait encore le cadre puissant et périlleux. Mais le silence relativement à de telles élections, des monuments municipaux de cette époque, si bavards sur tout le reste, est, pour qui tonnait ces monuments, un témoignage certain que les comices municipaux ne fonctionnent déjà plus en fait dans le courant du premier siècle du Principat ; les rares témoignages de leur existence, en date du temps d'Hadrien et d'Antonin le Pieux, ne font que confirmer la règle⁴. Mais avant tout les programmes électoraux de Pompéi, qui ne font jamais allusion à une section de vote⁵, conduisent, avec une nécessité impérieuse, à l'admission d'un droit électoral exercé sous la forme d'acclamation et qui serait inconcevable sans un droit de proposition préalable, en fait décisif. Le conseil

impérial aurait heureusement délivré le peuple du mal des comices (Mamertinus, *Grat. act.* 19 ; Ammien, 14, 6, 6 ; Symmaque, *Or. pro patre*, 7 ; Ausone, *Grat. act.* 3, 13. c. 9, 44).

¹ Il n'y a pas au moins de témoignages précis sur le maintien de la réception des votes. Il ne faut pas prendre trop à la lettre des tournures comme celle de Pline, *loc. cit.* On avait eu l'occasion de faire la connaissance de l'esprit d'opposition, dans le vote secret ; et on aura, lors de la réforme des comices, pris soin de lui fermer la bouche.

² Les comices impériaux (cf. tome V, la partie de la puissance tribunicienne du prince, sur la concession de cette puissance) sont bien du reste aussi des comices électoraux ; mais ce sont en première ligne des comices législatifs.

³ Le statut municipal donné par Domitien à la ville latine de Malaca attribue ces élections, selon l'ancien principe républicain, aux curies ; et il n'y a pas de raison pour ne pas étendre cette décision aux cités de citoyens.

⁴ Les rares mentions des comices municipaux sur les inscriptions de l'Empire (*C. I. L.* XIV, 375, d'Ostie, du temps d'Hadrien ; *C. I. L.* XIV, 2110, de Bovillæ, de 457 ; *C. I. L.* I, 7053, de Catina) ont l'air d'indiquer que l'élection par les comices aurait été, dans les municipes, une exception, peut-être, çà et là, une innovation d'archaïsants.

⁵ Il est évident que les Salinienses, Campanienses, Forenses, qui se rencontrent çà et là sur les affiches électorales de Pompéi, ne sont pas des sections électorales, comme le pense Willems (*Les élections municipales*, p. 86) ; on pourrait aussi bien chercher des circonscriptions électorales dans les vici. Une élection réelle par le peuple, dans la forme domestiquée que révèlent ces affiches, et sans intervention des circonscriptions électorales, est un non-sens. Si l'élection préalable, ou plutôt, en théorie, la proposition appartenait à l'*ordo*, et si la concurrence et l'*ambitus* jouaient dans l'intérieur de cet *ordo* le même rôle qu'ils jouaient dans les élections de Rome au temps de Pline, la marche des choses devient compréhensible pour qui se rappelle les allures d'importance municipales et les habitudes de compliments qui étaient là érigées en système. Il n'est pas plus surprenant de voir les petites gens se montrer polis envers les candidats par le ministère des *dealbatores* que de voir élever des statues et des groupes de statues au membre du conseil honnête et généreux. L'inscription du temps de Vespasien, *C. I. L.* IV, 768 prouve bien que le *facere* n'appartenait pas à l'*ordo* ; mais non que le *facere* fût autre chose que le droit d'acclamer.

communal pourrait donc, même hors de Rome, avoir exercé ; dès le premier siècle de l'ère chrétienne, tin droit d'élection préalable, qui était probablement moins nettement déterminé, mais qui ne différait pas pour le fond de celui du sénat de Rome¹.

Le tribunal du peuple, *judicium populi*², est, pour les Romains, la véritable expression de la souveraineté populaire ; et c'est à bon droit. Il peut bien être concilié avec la notion primitive de la décision des comices considérée comme un accord du peuple et du magistrat, la condamnation étant prononcée en première instance par le magistrat, en seconde instance par le peuple, et tout jugement valable étant par conséquent approuvé à la fois par les deux. Mais cependant la procédure est constamment et avec raison envisagée plutôt comme un examen de la sentence du magistrat opéré par une autorité supérieure³ et comme un exercice fait par le peuple de son droit de grâce, même à l'encontre de la volonté du magistrat. Par conséquent, le droit de provocation de la République est, dans son principe, inconciliable avec la puissance royale ; et c'est le sentiment de nos sources. Car il est d'une nature différente de celle de la provocation facultative que l'on admet soit pour l'époque royale, soit pour la dictature, qui n'est que le rétablissement temporaire de la puissance royale, soit pour les autorités constituantes extraordinaires investies des pouvoirs royaux⁴. Les divers magistrats dont il s'agit là sont simplement autorisés à admettre la provocation au peuple du condamné : l'obligation du magistrat supérieur de donner suite à la provocation est caractérisée comme l'un des affaiblissements apportés sous la République à la magistrature supérieure, par son rattachement à la première loi votée après la fondation de cette République⁵. Historiquement il est certain que le droit de provocation est supposé et reconnu dans toute son étendue par les Douze Tables⁶. Les extensions qu'il reçut plus tard sont étudiées en leur lieu.

¹ Il est rien moins que démontré que le schéma, qui est formulé dans le statut municipal de Malaca, ait été mis en pratique sans autre forme. En même temps que le statut municipal, était, accordé conformément au modèle théorique, les élections communales pouvaient parfaitement, dans la pratique, être subordonnées à l'initiative de l'*ordo*, ou encore, dans les provinces, à la confirmation du gouverneur, sans que ces dispositions dépendant du gré de l'empereur fassent insérées dans la lettre de concession. Les institutions établies pour les villes de provinces ne peuvent pas non plus être transportées sans autre forme aux villes d'Italie. On pouvait laisser aux premières, soumises à l'autorité d'un gouverneur, un droit retiré aux communes italiennes, qui s'administraient elles-mêmes sans surveillance d'aucun supérieur direct.

² *Judicium populi* désigne, en langage technique, le tribunal dans lequel statue le *populus* (C. I. L. I., 1409. 1502 ; Tite-Live, 3, 56, 5. 5, 11, 12. 1, 28, 9. 10, 46, 16. 29, 22, 9. c. 37, 4 ; cf. 4, 7, 5 8, 37, 8) ou encore la plèbe (Cicéron, chez Asconius, *In Scaur.* p.20). *Judicium publicum* veut au contraire dire, en langage technique, un procès directement privé soulevé pour le compte de l'État et renvoyé à un tribunal spécial, en particulier la procédure des questions (V. tome I, la partie de la Juridiction administrative, sur le recouvrement des mulla, et tome III, la partie de la Préture sur la présidence des *quaestiones*).

³ Cela se révèle notamment dans le renvoi de la première instance devant les questeurs plutôt que devant les magistrats supérieurs.

⁴ V. tome III, la partie de la Royauté, sur la compétence du roi, et celle de la Dictature, sur la soustraction du dictateur à la provocation, tome IV, celle des autorités constituantes extraordinaires, sur leur droit illimité de justice criminelle.

⁵ Cicéron, *De re p.* 2, 31, 54 (de même Val. Max. 4, 1, 1). Il critique, *eod. op.* 1, 49, 62, comme ayant été la suite de l'établissement de la République, les provocations *omnium rerum*. Tite-Live, 2, 8, 2 ; Pomponius, *Digeste*, 1, 2, 2, 16, fait la provocation intervenir contre l'*in caput civis Romani animadvertere*, Denys, 5, 19 contre la sentence tendant à ἀποκτείνειν ἢ μαστιγοῦν ἢ ζημιοῦν εἰς χρήματα.

⁶ Cicéron, *De re p.* 2, 24, 54. La clause correspondante était par conséquent adjointe aux diverses dispositions pénales. Il faut en outre signaler ici la réserve des procès capitaux aux comices par centuries, sur laquelle nous reviendrons, mais non la prétendue loi Valeria de 305 (Tite-Live, 3, 55). Cette dernière n'est pas, comme le veut Tite-Live, un rétablissement du droit de provocation, qui n'avait été rien moins qu'écarté par les Douze Tables, mais une répétition de la loi qui avait supprimé pour toujours la puissance royale, dirigée contre la résurrection de la puissance royale contenue dans le décemvirat (v. tome IV, la partie des Autorités constituantes extraordinaires, sur le décemvirat *leg. scr.* et sur les tentatives de suppression légale de ces magistratures).

Le droit de provocation est limité sous quatre rapports différents : il n'existe qu'au profit des citoyens ; il n'existe que dans la ville ; il n'existe que contre la coercition du magistrat et contre sa justice criminelle ; enfin il n'existe que contre les peines déterminées comme l'autorisant. Bien que toutes ces restrictions aient déjà été étudiées dans d'autres ordres de développements, il convient de les réunir ici brièvement.

1. La provocation est considérée comme l'appel d'un citoyen à ses, concitoyens ; elle exige donc, comme l'adrogation, la participation aux comices et n'est pas ouverte aux femmes romaines¹. Cependant cela ne s'applique qu'à la provocation de la magistrature supérieure ; les actions Miliciennes en paiement d'amendes établies par des lois spéciales peuvent être intentées même contre des femmes².

2. La provocation ne peut être formée que contre le magistrat qui exerce ses fonctions à Rome ou en deçà de la première borne milliaire³. Le magistrat qui exerce ses fonctions en dehors de ce territoire (*militiæ*) est, dans l'ancien système, absolument soustrait à la provocation. Dans le système introduit, probablement entre 631 et 646, par la loi Porcia, la provocation peut encore être formée contre lui, parce que la sentence qui y donnerait lieu, si elle était rendue dans le cercle de la compétence *domi*, est inadmissible ou nulle dans celui de la compétence *militiæ*. Le général peut seulement envoyer le coupable à Rome pour que son procès lui soit fait par les autorités romaines selon les règles en vigueur dans la capitale⁴. Ainsi donc, même à cette époque, la procédure de provocation est restreinte aux magistrats en fonctions dorai, mais le droit de provocation produit son effet même dans le cercle de la compétence *militiæ*.

3. La provocation n'est admissible que contre la juridiction criminelle et la coercition du magistrat⁵. Sont par conséquent exclus les délits religieux⁶, bien que leurs conséquences, par exemple pour le cas d'offense à des ambassadeurs étrangers, soient les mêmes que celles des crimes. Sont encore exclues toutes les sentences qui appartiennent à la justice administrative exercée entre le peuple et un citoyen, ou à la justice civile exercée entre citoyens, quoique le plus ancien droit civil connaisse des délits privés capitaux, par exemple celui du voleur pris sur le fait. Enfin sont encore exclus par là les jugements des *quæstiones* issues de la procédure civile, les *judicia publica*, quoiqu'ils aient peu à peu absorbé dans leur compétence les crimes qui donnaient lieu aux *judicia populi*⁷.

4. La provocation exige enfin l'existence d'une peine ou d'un acte de coercition qui y donne lieu. Elle n'est pas applicable contre l'emprisonnement, contre la saisie ni contre les amendes inférieures au maximum de 3020 as⁸. Elle a été étendue aux châtiments corporels, probablement par la loi Valeria de 454, dans

¹ V. tome III, la partie du Consulat, sur la juridiction criminelle du consul dans les matières soustraites à la provocation.

² V. tome IV, la partie de l'Éditilé sur la procédure d'amende édicilienne.

³ V. tome I, la théorie de l'*imperium domi* et de l'*imperium militiæ*, sur l'*imperium domi*.

⁴ V. tome III, la partie du Consulat, sur la juridiction criminelle du consul dans le cercle de la compétence *militiæ*.

⁵ V. tome I, les théories du droit de justice criminelle et du droit de coercition du Magistrat.

⁶ V. tome III, la partie du Consulat, relativement à la juridiction criminelle du consul sur les délits de droit des gens et les autres délits religieux.

⁷ V. tome III, la partie de la Préturé, sur la présidence des *quæstiones* et, tome IV, la partie des magistrats présidents de jury.

⁸ Voir, sur les trois points, ce qui est dit, tome I, dans la partie du Droit de coercition, sur les moyens de contrainte.

cette forme que le magistrat ne doit pas prononcer de pareille condamnation et que, s'il le fait, cet acte est puni comme une violation du droit de provocation¹. Par conséquent, le *judicium populi* est, depuis qu'il existé, applicable aux peines capitales. Le principe qu'une condamnation à mort ne peut être exécutée contre un citoyen romain qu'après que le peuple a été consulté, fut, après, avoir été soumis à des atteintes multiples pendant la réaction dirigée contre le mouvement des Gracques, encore renforcé par la loi de C. Gracchus de 631². La justice du peuple a été en outre, nous ne savons depuis quand, mais depuis une époque reculée, étendue aux amendes excédant le maximum que nous avons indiqué³. Les deux catégories de moyens de répression, la *pœna* et la *multa*, sont séparées dans le langage exact⁴, et il n'est pas permis par la loi de les cumuler⁵.

La procédure qui se déroule devant le tribunal du peuple est un second degré de procédure⁶, ou plutôt, dans la conception primitive, une instance en grâce au profit du citoyen condamné. Toute sentence prononcée dans les limites indiquées, par voie de justice ou de coercition, amène, si le condamné fait usage de son droit, la réunion du tribunal du peuple. La sentence de première instance a pour base, la *question*, la *quæstio*, de laquelle les plus anciens titulaires de la justice criminelle ordinaire tirent leur nom⁷. La *quæstio* est, à l'origine, la procédure criminelle du magistrat, comme la *juris dictio* est la procédure civile du magistrat, parce que le magistrat a, dans la première, à rechercher les faits, comme il a, dans la seconde, à préciser les règles selon lesquelles agira le juge appelé à rechercher les faits⁸. L'instruction n'est soumise en elle-même à aucune règle de forme⁹ ; il est laissé à la discrétion du magistrat de se procurer, comme il veut et comme il peut, les renseignements dont il a besoin, par conséquent de recevoir des dénonciations, d'ouvrir des informations, de procéder à des auditions de témoins¹⁰ de même, s'il le veut, de s'adjoindre un *consilium*¹¹. Lorsque le magistrat s'estime suffisamment informé, il rend, pour peu que le cas ne soit pas sujet à provocation, une sentence définitive. Si l'affaire est sujette à provocation, il passe, quand il s'est résolu à demander compte à un citoyen de l'accusation dont il s'agit, de la *quæstio* à l'*anquisitio*¹², c'est-à-dire de

¹ Voir, tome I, la même partie.

² Cicéron, *Pro Rab. ad pop.* 4, 12. Le même, *Verr.* 5, 63, 163. *In Cat.* 1, 11, 28. 4, 5, 10.

³ Polybe, 6, 14, 6.

⁴ La distinction ressort clairement dans Cicéron, *De leg.* 3, 3, 6 et *De domo*, 17, 45.

⁵ Cicéron, *De domo*, 17, 45.

⁶ Tite-Live, 26, 3, donne notamment le tableau le plus clair de la marche des choses.

⁷ V. tome IV, la partie de la Questure, sur la juridiction criminelle des questeurs.

⁸ V. tome III, la partie de la Préture, sur la présidence des *quæstiones*.

⁹ Cicéron, *De leg.* 3, 3, 6. Il est désormais superflu de fournir d'autres preuves que le *judicium populi* n'intervient jamais qu'à la suite d'un *judicium magistratus* qui le précède ; au reste, ces preuves sont contenues dans les développements qui suivent. Même l'argument qu'on a souvent invoqué en sens contraire, tiré de ce que, selon Cicéron, *Pro Rab. ad pop.* 4, 12, les *duoviri perduellionis* condamnent *indicta causa* est plutôt une preuve dans notre sens ; car ce langage tourmenté, inspiré par l'esprit de chicane ; reconnaît lui-même qu'il y a un premier *judicium*, nie seulement qu'on puisse s'y défendre. La considération comme fine accusation de l'acte du magistrat qui défend sa sentence devant le peuple est fondée en fait, et elle ne se présente que dans les expositions matérielles des faits ; on ne trouve rien de pareil dans les formules. Si les débats sont considérés comme un combat (*certatio* : Cicéron, *De leg.* 3, 3, 6 ; Tite-Live, 1, 26, 6. 25, 3, 14. c. 4, 8) entre le magistrat et l'accusé, qui est tranché par le peuple, cela a également pour raison que la première sentence est défendue comme juste et attaquée comme injuste devant ce dernier.

¹⁰ L'ancienne formule (Tite-Live, 1, 26, 6) : *Duumviri perduellionem judicent*, ne contient naturellement pas ce que l'avocat veut y mettre, à savoir que les magistrats doivent juger *indicta causa*, mais plutôt tout le contraire.

¹¹ Cf. tome III, la partie du Consulat, sur la juridiction criminelle des consuls sous la République, in fine.

¹² La valeur technique du mot est notamment révélée par la désignation dans Varron, 6, 90, du schéma du *judicium populi* comme le *commentarium vetus anquisitionis M. Sergi M'. f. quæstoris qui capitis accusavit Rocum*.

l'instruction simple à l'instruction en forme¹ : il accuse le prévenu, régulièrement assigné, d'un crime déterminé devant le peuple assemblé, et il indique la peine qu'il a en vue². Il cite en outre le peuple et l'accusé pour le surlendemain³ ou pour un jour plus éloigné⁴. A ce jour, et à deux autres, qui doivent également être fixés d'avance en observant l'intervalle d'un jour (*diem prodicere*)⁵, le débat a lieu, à trois reprises, devant le peuple assemblé, le magistrat développant les preuves et la parole étant donnée à l'accusé et aux témoins. Il est dans la nature des choses que le magistrat, après en être arrivé à l'*anquisitio*, prenne en fait le rôle d'accusateur, et qu'il défende devant l'assistance la peine à laquelle il a conclu. Nous ne savons si des précautions légales étaient prises pour assurer d'une manière suffisante l'audition de l'accusé ; de ses témoins, et de ses défenseurs ; pourtant il est très vraisemblable que les dispositions de ce genre de la *quæstio* moderne intentée devant les jurés ont eu leur modèle dans les règles ou tout au moins dans la pratique de l'ancienne *anquisitio*. Après le troisième débat public, le magistrat prononce le jugement. Si c'est un acquittement, le procès est fini par là. Si c'est une condamnation, pour laquelle il n'est pas lié par la première peine qu'il a indiquée, pour laquelle il peut aller au dessus ou au dessous de cette peine⁶, et si le condamné fait provocation au peuple, un nouveau terme est fixé pour le vote⁷, et l'on doit même observer alors, comme pour toutes les assemblées délibérantes du peuple, un intervalle de vingt-quatre jours⁸ à partir de la convocation, à moins que l'accusé ne renonce lui-même au bénéfice de ce délai⁹. L'ajournement du vote à un autre jour, admissible en matière de lois et d'élections, est ici exclu ; si, pour une raison, quelconque, la condamnation de l'accusé n'a pas lieu au jour dit, le procès est terminé¹⁰ ; et la reprise de l'accusation par le même magistrat est

¹ *Quærere* et *anquirere* sont dans le même rapport que *testari* et *antestari*, *halare* et *anhelare* : la préposition (*ἀνά*) est exclusivement renforçante, comme dans *κρίνειν* et *ἀνακρίνειν*. L'étymologie indiquée par les anciens de *amb* = *circum* (Festus, Ép., p. 22) est inadmissible ; l'*anquisitio* n'est pas une enquête faite à la ronde.

² L'*anquisitio* comprend la désignation du crime (Tite-Live, 6, 20, 12), naturellement avec l'indication que la défense est possible, et celle de la peine (*capite anquirere* : Tite-Live, 8, 33, 17. 26, 3, 6, ou *capitis* : Tite-Live, 2, 52, 5. 26, 3, 7 ; *pecunia anquirere*, 26, 3, 5. 7) La différence de l'*anquirere* et de la condamnation en première instance se montre surtout clairement dans Tite-Live, 2, 52, 5.

³ Cicéron (*De domo*, 17, 45) : *Intermissa die*. C'est de là que vient la *comperendinatio* de la procédure des *quæstiones*, procédure qui, sous bien des rapports, a été constituée à l'imitation du *judicium populi*.

⁴ Pour le *diem dicere* (*rei capitales* : Tite-Live, 25, 4, 8), il n'est pas besoin de citer de preuves. La présence de l'accusé ne semble pas avoir été exigée pour cette première discussion publique de l'affaire.

⁵ C'est pourquoi Cicéron, *De domo*, 17, 45, relève surtout, comme une des sages dispositions établies par l'ancien droit en matière criminelle, *ne improdicta die quis accusetur*.

⁶ Tite-Live donne un exemple de diminution, 2, 52, 5 ; un exemple d'augmentation, 26, 3, 7 : *Cum bis pecunia anquisisset, tertio capitis se anquirere diceret*, en présence de quoi l'accusé fait en vain, appel à l'intercession tribunitienne.

⁷ Cicéron, *De domo*, 17, 45. Appien, *B. c.* 1, 74, raconte que deux individus ainsi accusés se donnèrent la mort : *le jour où ils devaient être jugés étant arrivé, et la sommation de comparaître ayant été proclamée (car, après quatre sommations réitérées à des heures dont les intervalles étaient réglés, on pouvait user de mainmise)*, c'est inexactement ; car l'accusé n'est pas condamné quatre fois, mais, comme le dit Cicéron au troisième terme par le magistrat et au quatrième par le peuple. D'après la loi osque de la table de Bantia, qui copie sans doute ici les institutions romaines, l'assemblée qui statue ne peut avoir lieu qu'après qu'il a été parlé quatre fois au peuple, en comprenant la citation dans le calcul des quatre fois. On trouve appliquée pratiquement dans le procès de P. Scipion le premier terme du *diem dicere*, Tite-Live, 38, 50, 5 ; — le second du premier débat contradictoire, c. 50, 10, finissant par *prodicta dies est* ; le troisième c. 51, 6, finissant avec *die longiore predicta*, c. 52, 1 ; — le quatrième c. 52, 3, où le procès finit par suite de la formation d'une intercession. L'action que Clodius intenta comme édile curule en 598 contre Milon (Drumann, 2, 323) fut discutée à deux reprises, le 2 et le 6 février (Cicéron, *Ad Q. fr.* 2, 3), et le nouveau terme fut fixé pour le 17 février le débat final devait avoir lieu le 17 mai (*Ad Q. fr.* 2, 5).

⁸ La loi de Bantia réclame un intervalle de trente jours.

⁹ Dans Tite-Live, 43, 16, 11, le tribun demande un tel terme au préteur et, il en reçoit un rapproché. Cicéron, *De har. resp.* 4, 7.

¹⁰ Cicéron, *De domo*, 17, 45. *Ut..... si qua res illum diem* (celui de la *quarta accusatio*) *aut auspiciis aut excusatione sustulit, tota causa iudiciumque sublatum sit*. Dans la loi de Bantia, il y a pour cela : *Neip mais pomtis cum preivatud actud = neue amplius quinquies cum privato agito*, de nouveau en comprenant dans le

désapprouvée¹. Cette quatrième délibération amène donc toujours la décision du procès. Pendant que les trois premières se passent seulement publiquement, *in contione*², on réunit toujours soit les tribus, avec ou sans les patriciens, soit les centuries pour la quatrième. La question de savoir laquelle des trois sortes d'assemblées est compétente dépend de la nature de la première sentence, selon qu'elle prononce la peine de mort ou une amende. La plèbe peut avoir, pendant un certain temps, revendiqué le même droit ; ou, si l'on préfère, le même pouvoir de vie et de mort qui appartient au peuple ; depuis que les choses se sont régularisées, au moins depuis la loi des Douze Tables, les procès capitaux sont réservés aux centuries³, qui sont réunies dans ce but ou par les questeurs patriciens, ou par les *duoviri perduellionis*, ou par les tribuns de la plèbe. La loi Hortensia, qui éleva le plébiscite au même rang que les résolutions du peuple et qui dérogea pour le surplus aux privilèges réservés par les Douze Tables aux centuries, n'a, selon toute apparence, pas plus été appliquée à la procédure judiciaire, qui était probablement réglée par une loi spéciale, qu'aux institutions électorales. Au contraire le procès en prononciation d'une *multa* ne peut pas être porté devant les centuries⁴ : la provocation contre la sentence des édiles curules⁵ ou du grand pontife⁶ va alors aux tribus patricio-plébéiennes, et celle contre la sentence des tribuns ou des édiles plébéiens⁷ au *concilium plebis*⁸. — Le point de savoir s'il y avait encore, à ce dernier terme, pour lequel l'accusé était toujours cité spécialement⁹, une accusation et une défense, est un point douteux¹⁰.

Le peuple statue dans sa souveraineté de par la nature de cette institution, non seulement il doit absoudre le citoyen condamné à tort, mais il peut gracier le citoyen condamné à bon droit. En face de la manière misérable dont se passent

calcul le terme de la citation ; ensuite vient une exception qui n'est pas sûrement expliquée : *Pruter pam medicatinom didest*. On trouve des applications de cette règle dans le procès de P. Claudius Pulcher, consul en 595 (*Schol. Bob.* p. 337 ; cf. *Val. Max.* 8, 1,4) et de G. Rabirius en 691 (*Dion.* 37, 28). — Cependant cela ne peut être rapporté qu'au cas où une délibération déjà commencée est interrompue. Si l'accusé se fait excuser à raison d'un empêchement et que cette excuse soit admise (*Tite-Live*, 38, 52), rien ne s'oppose sans doute à la fixation d'un nouveau terme.

¹ Le scoliaste, *loc. cit.*, continue en disant : *Postea tribuni pl. intercesserunt, ne iidem homines in eodem magistratu perduellionis bis eundem accusarent : ilague action mutata iisdem accusantibus multa inrogata populus eum damnavit aeris gravis CXX milibus*. Cf. Polybe, 1, 52.

² Un terme pareil est appelé *contio* dans Cicéron, *In Vatin.*, 17, 40 et dans *Tite-Live*, 3, 40, 5. 38, 51, 6. 12. c. 52, 4.

³ Cicéron, *De leg.* 3, 4, 11. c. 19, 44. Le même, *Pro Sestio*, 30, 65. c. 34, 13. Chez le même auteur, *De re p.* 2, 36, 61, un décevir accepte caution d'un citoyen soupçonné de meurtre. Plaute, *Pseud.* 1232. Cette disposition embrasse, comme il va de soi et comme plusieurs des textes le confirment expressément, le cas de provocation faite dans un procès capital. Mais elle ne concerne pas seulement le *judicium populi* ; ce qu'elle concerne en première ligne, ce sont les comices législatifs. Il est surprenant que Polybe, 6, 14, fasse rentrer dans la procédure capitale l'*exilium*, ce peut n'être qu'une erreur.

⁴ Les *multæ* tribunitiennes sont de la compétence de la plèbe (*Tite-Live*, 4, 41, 11. 5, 12, 1. 25, 3, 4. 43, S, 9). Une procédure tribunitienne de *multa* soumise aux centuries est en elle-même peu probable, et on n'en trouve aucun exemple.

⁵ V. tome IV, la partie des Édiles curules, sur les poursuites de *multæ* des édiles.

⁶ V. tome III, la partie du Grand Pontificat, relativement à la juridiction des pontifes sur les prêtres appartenant à leur collège.

⁷ V. tome IV, la partie de Milité, section I, sur la juridiction pénale propre des édiles, et section II, sur les procès de *multæ* des édiles.

⁸ Plaute, *Capt.*, 414.

⁹ Le fragment d'une *anquisitio* conservé dans Varron, 6, 90. 91, concerne le dernier terme d'un procès capital porté par un questeur devant les centuries. D'après lui comme d'après le contrat se rapportant au même sujet conclu avec le soumissionnaire des sonneries de trompette (*op. cit.* 6, 92), le *cornicen* doit, avant le commencement des comices, faire, après le signal général, encore une sonnerie spéciale *ante privati* (le nom suit) *scelerosi januam* ou *ostium*.

¹⁰ *Tite-Live*, 25, 2, fait la vote avoir lieu, dans un procès de *multa*, *testibus datis*. Mais, comme les comices par centuries ne sont pas, verrons-nous dans la partie qui suit, précédés d'une délibération, il est douteux, au moins pour la procédure capitale, qu'il y eut encore une procédure contradictoire au dernier terme.

les faits devant le prétendu tribunal du peuple de la fin de la République, où la décision dépend de toute autre chose que de l'appréciation légale du fait, il ne faudrait pas oublier une excuse : théoriquement, c'est un recours en grâce qui est formé là devant le peuple dans une affaire légalement vidée. Le récit paradigmatique du procès des Horaces est à bon droit conçu de telle sorte que, d'une part, la gravité du crime et la certitude de la preuve et, d'autre part, le droit moral du criminel patriote à sa grâce y sont également élevés au point le plus extrême. Le citoyen romain qui absout un coupable ne fait pas autre chose que ne fait, dans un état monarchique, le roi en usant du droit de grâce. Dans cette République, ce n'est pas seulement le sénat qui est une assemblée de rois ; chaque citoyen est aussi roi pour sa part.

C'est le droit de justice qui a été le plus tôt retiré au peuple. Décadence de Les débuts de la limitation légale du droit de provocation se montrent dans les tribunaux spéciaux établis par des lois, dont l'existence peut être démontrée depuis la fin du sixième siècle. On peut opposer à ces lois, par lesquelles soit un magistrat en fonction¹ soit des magistrats choisis spécialement à cette fin² étaient appelés à statuer sans consulter le peuple sur un cas qui légalement aurait dû lui être soumis, d'abord qu'elles constituent d'odieux *privilegia*³, ensuite que ce sont des lois spéciales dérogeant à la défense générale d'établir une magistrature soustraite à la provocation. Cependant leur validité n'a point été contestée de ce chef. Il ne pouvait pas manquer d'arriver que, dans ces *quæstiones* soustraites à la provocation, les *quæsitores* ne prissent, soit en vertu de la loi, soit spontanément, des conseillers, auxquels fut peut-être déjà reconnu dans des cas isolés un droit de vote liant le quæstor. Ainsi se développèrent les premiers éléments d'une procédure criminelle suivie devant un magistrat qui la dirige et des jurés. Cette procédure se rencontra avec le renforcement de la procédure civile, caractérisé dans la partie de la Préture, en vertu duquel le procès civil intenté dans certains cas, dans l'intérêt de l'État, sous la direction d'un magistrat devenait un *judicium publicum*. La nouvelle forme de procédure, qui est devenue pour la première fois permanente en 605 dans la cour de justice instituée pour la procédure *repetendarum*, prit la place, partie des *judicia publica*, partie des *judicia populi* et remplaça dans ces derniers la provocation par le jury. En fait, Sulla a mis fin à la procédure de provocation. L'ancien procès de meurtre des questeurs est remplacé par la *quæstio inter sicarios*, les procès politique des tribuns par la *quæstio majestatis*⁴. Et cela n'a pas été changé depuis. L'idée des Césariens, cherchant après la mort de César un refuge dans l'ultra démocratie, de rétablir la provocation au profit des individus condamnés par des jurés pour crimes politiques (*vis* et *majestas*), n'a pas eu de suite pratiques⁵. — Il n'y a pas eu ou il n'y a eu que d'une manière éphémère⁶ de suppression en forme des anciennes institutions, mais, dans les temps postérieurs à Sulla, le *judicium populi* est en fait une procédure exceptionnelle, qu'il se produise dans la forme d'un procès devant les *duoviri perduellionis*, comme cela dut avoir lieu d'abord pour l'affaire de Rabirius⁷, ou qu'il se présente

¹ V. tome III, la partie du Consulat, sur la juridiction criminelle du consul au cas de suspension de la provocation.

² V. tome IV, la partie des Magistrats auxiliaires extraordinaires, sur les magistrats auxiliaires employés dans la procédure.

³ Asconius, *In Milon*. p. 37. Aulu-Gelle, 10, 20, 3.

⁴ V. tome III, la partie du Tribunal, sur la suppression des procès criminels des tribuns par Sulla.

⁵ Cicéron, *Phil.*, 1, 9.

⁶ V. tome III, *loc. cit.*

⁷ V. tome IV, la partie des *Duoviri perduellionis*.

dans celle d'un procès tribunicien on Milicien en paiement d'une *multa*, formes dont la première fut employée contre Rabirius¹ et la seconde par Clodius contre Milon. Avec le Principat ces ruines elles-mêmes ont disparu². Lorsque la juridiction criminelle illimitée de l'Empereur d'une part³, des consuls et du sénat de l'autre⁴ fut alors reconnue, les théoriciens loyalistes du droit public purent, de même qu'ils apercevaient le maintien de la souveraineté du peuple dans le transport du pouvoir législatif et électoral au sénat, voir dans la justice du sénat la régénération du *judicium populi*⁵ et écrire ainsi son épitaphe ironique e l'ancien ordre de choses.

Après avoir exposé quelle est la compétence du peuple, il nous reste à répondre à une question : comment s'accomplit l'abrogation de la loi ? en particulier dans quelle mesure la loi est-elle irrévocable ?

En général, elle ne l'est pas. La souveraineté du peuple n'existerait plus si elle était, d'un côté quelconque, arrêtée par une limite juridique, si elle pouvait être liée, fut-ce par elle-même. Le peuple romain s'est plus abstenu, que n'ont fait la plupart des autres, d'intervenir arbitrairement dans la sphère juridique du citoyen isolé. Mais néanmoins il a toujours fermement maintenu le principe sur lequel repose en réalité toute constitution politique et en particulier toute législation pénale, le principe que l'État prend envers ses citoyens les dispositions qui lui plaisent⁶. Les maîtres du droit public romain n'ont jamais admis la conception fausse selon laquelle l'État et le citoyen seraient dans un rapport juridique conclu de part et d'autre comme deux citoyens entre eux. Aucune résolution du peuple ne peut donc limiter pour lui le droit de la révoquer plus tard. Le peuple n'est pas plus lié que ne l'est le testateur par l'expression de sa dernière volonté : et cela alors même que ; comme il n'était pas rare, il aurait établi une disposition pour toujours et en aurait défendu l'abrogation⁷. Les Douze Tables assuraient au peuple en termes exprès le droit de changer toute loi antérieure par une loi nouvelle⁸ ; et, par une disposition surabondante, chaque loi déclarait d'ordinaire abrogées toutes les dispositions contraires des lois antérieures ainsi que les prescriptions pénales qui en dépendaient⁹.

¹ V. tome III, la partie du Tribunat, sur les droits de coercition et de justice des tribuns.

² Tibère, dans Dion, 56, 40, glorifie Auguste d'avoir laissé au peuple les élections, mais de lui avoir retiré la justice ; en réalité, ce n'est pas fondé.

³ Cf. tome V, la partie de la juridiction criminelle du prince, sur l'étendue de cette juridiction.

⁴ V. tome III, la partie du Consulat, sur la juridiction criminelle des consuls sous l'Empire.

⁵ Il se peut que Tacite dise pour ce motif (*Ann.* 3, 72) : *Id solum Germanico..... præstiterimus, quod in curia potius quam in fore, apud senatum quam apud iudices de morte ejus anquiritur.*

⁶ Si les lois qui retirèrent le droit de cité aux Campaniens et aux Arrétins n'eurent pas d'application durable, cela ne tient pas à ce que ce droit aurait été un droit primordial qu'aucune décision des comices n'aurait pu atteindre, mais à l'impossibilité pratique de la condition d'un homme libre n'appartenant à aucune cité. En droit, rien n'empêchait de transformer le citoyen même en esclave. La diatribe d'avocat de Cicéron, *Pro Cæc.* 33, est un discours pour la couronne.

⁷ Cicéron, *Ad Att.* 3, 23, 2 ; *Ad Att.* 3, 13, 8 ; *Cum sen. gr. egit*, 4, 8. Un exemple est fourni par la table de Todi, qui appartient probablement à une rogation municipale (*C. I. L.* I, 409). Dans une autre *sanctio*, on défend plus raisonnablement non pas l'abrogation elle-même, mais l'abrogation *per satumam*. — Lorsqu'une loi exprime le contraire de cette clause d'abrogation, comme celle concernant le retour de Cicéron (Cicéron, *Ad Att.* 3, 23, 3 ; rapprochez tome I, la théorie des droits d'intercession et de prohibition, sur l'annulation résultant du droit des collègues d'agir en commun), cela aboutit, comme l'explique clairement Cicéron, loc. cit., à ce qu'elle maintienne en même temps ce qu'elle supprime et par conséquent s'abroge elle-même, et l'on comprend l'addition de Cicéron : *In lege nulla esse ejusmodi caput.*

⁸ Tite-Live, 7, 17, 12. 9, 33, 9. c. 34, 6 (cf. au tome III, la partie de la Censure, sur sa durée maximum) ; Cicéron, *Pro Balbo*, 14, 33.

⁹ Ce *caput tralaticium de impunitate, si quid contra alias leges ejus legis ergo factum sit*, ou cette *sanctio*, comme l'appelle Cicéron (*Ad Att.* 3, 23, 2), se trouve, également désigné comme *sanctio*, dans la loi sur

Lorsque les représentants, du peuple ont, selon les règles indiquées ailleurs¹ confirmé la loi, par un serment, la modification de la loi par l'accord des parties reste d'abord toujours possible, en tant que cette loi rentre sous la notion du contrat². En outre, si une loi de ce genre n'est pas observée par l'une des parties, l'autre partie cesse d'être liée par elle. Même en dehors de ces cas, la possibilité légale d'abroger une telle loi ne peut pas plus être contestée au peuple romain que celle de faire une guerre injuste ou plus largement de mésuser de son droit. Mais, pour une cité comme la cité romaine, qui est l'État du droit par excellence, qui est constamment sous l'empire de l'idée qu'elle a bien le pouvoir de commettre une injustice, mais qu'elle n'en commet jamais, la loi sacro-sainte est en pratique irrévocable.

Ces lois immuables comprennent : tous les traités internationaux conclus pour durer perpétuellement, les *foedera*³ ; en outre, parmi les institutions intérieures, par exemple l'exemption du service militaire ordinaire accordée aux colons d'Ostia et d'Antium et l'obligation imposée aux citoyens de ne pas rétablir la royauté, même sous la forme, qui sans cela serait légalement admissible, d'une proposition au peuple⁴, obligation qui fut reproduite en termes analogues après la suppression de pouvoirs constituants extraordinaires, du décemvirat et de la dictature de César⁵. À côté de ces résolutions du peuple fortifiées par le serment des magistrats se placent, avec des droits matériellement égaux, les résolutions de la plèbe qui s'appuient sur le serment collectif des plébéiens. La preuve qu'il ne naît pas non plus, dans ce cas, de lien formel proprement dit se manifeste notamment dans ce qu'en face de la violation d'un tel engagement, spécialement en face du rétablissement de la royauté ou d'actes équivalents, il en est appelé, au cas le plus extrême, au droit de chaque particulier de se faire justice à lui-même, c'est-à-dire à la Révolution⁶.

Nous avons encore à voir quelles suites se produisent si une résolution du peuple, que ce soit une loi, une élection ou une sentence judiciaire, se heurte, dans une forme ou l'autre, à une règle générale établie, soit que des vices de forme aient été commis, par exemple par le défaut de prise des auspices, par l'inobservation du délai de promulgation ou par la continuation de l'acte après la formation d'une intercession, soit qu'on ait violé des dispositions de fonds, par exemple en établissant une magistrature soustraite à la provocation ou en réunissant dans la même loi des matières différentes. C'est sur l'observation de toutes ces règles que repose l'idée du *jure rogare* et du *jure sciscere*⁷ des *comitia justa*⁸. Le pouvoir nomophylactique, reconnu primitivement au sénat, et que nous étudierons à son sujet, servait, à l'époque la plus ancienne, à constater

l'*imperium* de Vespasien dans les termes suivants : *Si quis hujusce legis ergo adversus leges rogatione plebisve scita s(enatus)ve consulta fecit fecerit, sive quod eum ex lege rogatione plebisve scito s(enatus)ve c(onsulio) facere oportebit non fecerit hujus legis ergo, id ei ne fraudi esto neve quid ob eam rem populo dare debeto, neve cui de ea re actio judicatio esto, nece quis de ea re apud [s]e agi sinito* ; un peu différemment dans la loi municipale de Todi (C. I. L. I, 1409) : *[Si quis ad versus alias rogationes] hujus rogationis ergo fecerit quodve ex earum [aliqua facere eum oporteret, hujus rogationis ergo n]on fecerit, id ei fraudi multæ pœnæ ne esto*.

¹ V. tome I, la théorie de la Représentation juridique de l'État.

² V. la même théorie, sur les Actes conclus entre l'État et un État étranger.

³ V. le tome I, *loc. cit.*

⁴ V. tome III, la partie de la Royauté, sur la défense de la rétablir.

⁵ V. tome IV, la partie des Pouvoirs constituants extraordinaires, sur les tentatives de les supprimer légalement.

⁶ V. tome III et IV, les passages précités.

⁷ On met constamment *jure* avant *rogare* et *sciscere* dans les exordes des lois, montrent la formule conservée chez Probus, *De litt. sing.* 3, 1 et les exemples cités note 107. Il y a également *jure agere* dans Cicéron, *De domo*, 16, 42. Des formules analogues se rencontrent fréquemment.

⁸ Cicéron, *Cum sen. gr. eg.* 41, 27.

l'observation de ces règles, et par conséquent la validité de la loi, ou à constater le contraire ; mais il a de bonne heure cessé d'être exercé en pratique, et il ne s'applique aucunement en théorie à la forme législative qui devint postérieurement de beaucoup la plus usitée et la plus dangereuse, au plébiscite. L'absence à l'époque historique d'une voie de droit régulière pour faire trancher la question de validité d'une loi quand elle était contestée, conduisit à un dilemme mauvais en théorie et pernicieux en pratique. On ne pouvait pas imposer aux magistrats et aux particuliers de reconnaître comme une loi tout acte qui se donnait pour tel, et on ne pouvait pas davantage laisser à l'arbitraire de chaque individu d'examiner les vices que pouvait avoir une loi et de la traiter comme obligatoire ou non selon sa fantaisie personnelle. En pratique, il fallait choisir entre la suppression des effets de la résolution prise illégalement et la déclaration de sa nullité. Le premier procédé était illogique ; car l'abrogation d'une loi nulle est superflue, et, à proprement parler, impossible, et cette façon de traiter la loi nulle ne se distingue pas de celle de traiter une loi qu'on désapprouve. Le second procédé est logique ; mais il appartient à ces conséquences logiques qui, appliquées pratiquement, anéantissent la constitution de l'État.

La première procédure a été observée, en laissant de côté l'époque de l'agonie de la République, à l'égard des vices de forme qui se rattachent à l'auspication (*vitia*). On leur applique la règle inadmissible en logique, indispensable en pratique, selon laquelle la loi défectueuse est une loi¹. La décision des Dieux, ou du moins de leurs interprètes autorisés, les membres du collège des augures, est ici décisive² elle fait anéantir, dans la mesure du possible, tous les actes affectés du vice³. Par conséquent, les magistrats ainsi élus sont obligés à se retirer⁴, et ils ne peuvent ni présider les élections destinées à les remplacer⁵ ni y être élus⁶. Les exemples de ces dépositions fondées sur un vice sont nombreux pour les magistratures patriciennes⁷ ; au contraire, ils manquent pour ainsi dire complètement pour les plébéiennes⁸, et, particulièrement en ce qui concerne les tribuns du peuple, on ne voit pas par qui, en présence d'une abdication de tout le

¹ Varron, *De l. l.* 6, 30 : *Magistratus vitio creatus nihilo setius magistratus*. Par suite, les *magistratus vitio creati* ne cessent, comme ceux *rite creati*, d'être magistrats que par l'abdication ; par une conséquence logique, de pareilles magistratures sont comptées à leur titulaire (Tite-Live, 27, 22, 1) et rapportées dans les fastes.

² V. tome I, la partie des auspices, sur la constatation du *vitium*.

³ C'est *comitiatus et concilia*..... *habita rescindere*, dans Cicéron, *De leg.* 2, 12, 31 (v. tome I, la même partie, sur la *nuntiatio* des augures).

⁴ *Vitio facti abdicarunt* est la formule employée dans ce sens par les fastes Capitolins (années 523. 592), et elle se retrouve fréquemment ailleurs.

⁵ Par suite, si les magistrats dont la nomination est vicieuse ont seuls qualité pour présider les nouveaux comices, il se produit régulièrement un *interregnum* (Tite-Live, 4, 7. 5, 17), et il n'arrive jamais qu'un magistrat ainsi nommé préside les comices avant son abdication ; le *vitium* existant à son égard se transmettrait visiblement à celui qui serait nommé par lui (Tite-Live, 8, 17). Cf. tome I, la partie des Auspices, sur les *auspicia patrum*.

⁶ Dion, 54, 24.

⁷ Ainsi en particulier pour des dictateurs : Tite-Live, 6, 38, en 380 ; 8, 15, en 417 ; 8, 17, en 420 ; 8, 23, en 427 ; 9, 7, en 438 ; 22, 23, en 537 ; aussi pour des tribuns militaires *consulari potestate* : Tite-Live, 4, 7, en 310 ; 5, 17, en 357. On tenta, en 531, d'obtenir, par les mêmes motifs, l'abdication d'un consul, de C. Flaminius, et on réussit à obtenir, en 539, celle de M. Marcellus (Tite-Live, 23, 31 ; Plutarque, Marc. 12), — c'était la première fois que deux consuls plébéiens devaient exercer leurs fonctions en même temps, — puis ensuite celle de deux consuls de 592, le collège des augures ayant officiellement informé le sénat d'un vice commis dans leur élection (voir tome I, la partie des auspices, sur la constatation du vice). Des exemples sont donnés pour les censeurs par Tite-Live 6, 23, 5 et les Fastes Capitolins de 523 ; Dion, 54, 24, en donne un pour les édiles curules. Je ne relève ici que les cas où l'abdication est expressément rattachée à un *vitium* ; mais c'est probablement avec raison que Rubino, p. 88, admet que, dans toutes les hypothèses où est provoquée une abdication extraordinaire, le motif, ou du moins le prétexte a été dans un *vitium* défini d'une façon plus ou moins positive.

⁸ Les tribuns du peuple, en 462, (Tite-Live, 10, 47), les édiles du peuple, en 552, (Tite-Live, 30, 39) abdiquèrent leur magistrature comme étant *vitio creati*.

collège, les élections nouvelles auraient pu être dirigées¹ ; si bien que l'admissibilité même de cette procédure apparaît comme douteuse pour la plèbe, médiocrement imbue de sentiments religieux. Si les magistrats refusaient d'obéir à la consultation des augures, ils ne pouvaient pas y être forcés : l'élection était valable en elle-même, et ni le sénat ni les comices n'étaient en droit de la casser. C'est ainsi que le consul de 531, C. Flaminius est en fait resté en fonctions jusqu'à la fin de la campagne en dépit du décret des augures et de l'invitation du sénat². Mais en présence d'une telle violation des auspices, une action capitale pouvait être intentée contre le magistrat, après qu'il avait déposé sa magistrature³.

Les vices des auspices survenus dans la confection d'une loi ont difficilement pu être soumis au même régime. L'impossibilité de laisser exister la loi elle-même et d'effacer ses conséquences a dû se faire sentir là encore plus fortement. Il n'y a pas de témoignages relatifs à de tels incidents survenus dans les temps anciens.

On a certainement procédé de la même façon dans quelques autres cas. La défense des *privilegia* établis au préjudice d'une personne n'a par exemple jamais pu avoir d'autre effet pratique que de faire écarter une proposition de loi de cette espèce par l'intercession tribunicienne ou autrement, et, si elle avait cependant été votée, d'en faire provoquer l'abrogation ; ceux qui attaquaient pour ce motif la loi relative à Cicéron ne prétendaient rien de plus⁴. On a évidemment traité de la même façon la disposition plus importante selon laquelle il n'est pas permis au peuple d'établir une magistrature soustraite à la provocation. Les adversaires d'un projet contraire s'appuyaient sur ce principe constitutionnel, et ils réclamaient, lorsqu'il avait été violé, la suppression de la mesure qui le violait ; ils ne la regardaient pas comme nulle.

Mais on ne peut pas toujours rester dans cette voie paisible. Le principe de logique que la loi nulle n'est pas obligatoire pouvait être écarté pour partie. Mais il était également inévitable et dangereux. Toutes les lois qui réglaient la compétence des comices et par suite toute l'organisation de l'État étaient dépouillées de leur force si chaque loi postérieure contraire à leurs dispositions était regardée comme y dérogeant, et en particulier si on appliquait le principe que les élections sont aussi bien des résolutions du peuple que les lois et par conséquent ne sont pas subordonnées à ces dernières⁵. Quand, lors des élections

¹ Une institution analogue à l'*interregnum* faisant défaut pour le tribunat, les tribuns dont la nomination était vicieuse ne pouvaient être remplacés par d'autres que si le vice avait été signalé avant leur entrée en fonctions. Car, si les tribuns en exercice se retiraient sans nommer de successeurs ils ne manquaient pas seulement à vue des lois fondamentales de la plèbe, ils anéantissaient le tribunat ; et, s'ils présidaient eux-mêmes à l'élection de leurs successeurs, il n'y avait avec leur retraite rien de gagné. On accueillera, par conséquent, le témoignage sur l'an 462 avec d'autant plus de défiance qu'il ne se reproduit pas un seul cas de ce genre dans la tradition sûrement historique.

² Plutarque, *Marc.* 4 ; Zonaras, 8, 20 ; Tite-Live, 21, 63, 7.

³ C'est à cela que se rapporte le *capital esto* de Cicéron (v. tome I, la partie des Auspices, sur la constatation du vice) ; cf. aussi *De n. d.* 2, 3, 7 et *De div.* 2, 32, 71.

⁴ Le langage de Caton (dans Plutarque, *Cato min.* 40. *Cic.* 34) est digne d'être remarqué si Clodius n'avait pas été plébéen, toutes ses rogations seraient nulles ; mais, comme son adoption a été accomplie dans les formes légales, elles sont, y compris celle relative à Cicéron, inattaquables en droit.

⁵ Par conséquent, la compétence du magistrat ordinaire ne peut jamais être élargie par l'élection, la compétence du magistrat constituant ne peut par exemple pas être ainsi attribuées au consul (cf. tome IV, la partie des magistrats constituants extraordinaires). Mais l'acte peut être valable d'une façon modifiée en s'écartant des règles établies, une magistrature plus ou moins extraordinaire être créée par une résolution populaire, par emprunt à une magistrature ordinaire existante. Ainsi le titre de consuls bien pu être refusé aux tribuns militaires mis à la place des consuls, mais la *consularis potestas* n'a pu leur être contestée (cf. tome III, le début de la partie du tribunat consulaire). Les rigoristes qui refusaient le titre de dictateur au dictateur élu par les comices en 531 le reconnaissaient pourtant *pro dictatore* (v. tome III, la partie de la Dictature, sur l'autorité qui fait la nomination).

des consuls de 607, les électeurs persistent à voter pour Scipion, incapable à raison de l'âge, le sénat recourut à l'expédient d'abroger la *lex annulus* et de la remettre en vigueur pour l'année suivante¹ ; c'est évidemment parce qu'en présence d'un candidat élu en contradiction rit 367 patente avec la loi, la question de savoir s'il était consul ou non n'aurait pu être évitée. Les violations flagrantes du droit formel ont probablement été moins fréquentes dans la république romaine, qui fut de tous les temps conduite par les mains d'un ; petit nombre, que dans les lieux où ont gouverné l'anarchie démocratique ou la démagogie monarchique. Mais lorsqu'on en est venu à des illégalités proprement dites, le pouvoir nomophylactique sans base légale formelle, mais décisif en pratique du sénat patricio-plébéien, qui est en un certain sens la continuation de l'ancienne *patrum auctoritas*, a statué en dernier ressort sur la validité des lois. Des sénatus-consultes ont reconnu comme nuls et écarté pour inobservation du délai de promulgation, ou pour réunion de dispositions de nature différente, ou pour violation des auspices, et plus souvent pour plusieurs de ces vices à : la fois, les plébiscites Appuléiens en 654², les Titiens en 655³, les Liviens en 663⁴, le Manilien en 688⁵, et postérieurement encore d'autres lois⁶. Assurément tous ces exemples appartiennent à la période de la Révolution : la marié sauvage de légiférer y est réprimée par une procédure de cassation qui n'est pas moins misérable. Les élections populaires n'ont jamais été traitées de cette façon, et les lois elles-mêmes n'ont certainement pas été traitées avec une telle brutalité à la bonne époque. Mais le procédé lui-même, qui est nettement distingué en droit public théorique de l'abrogation d'une loi à la suite d'un sénatus-consulte qui en propose une autre⁷, appartient parfaitement à la république encore vivante, et il est inattaquable en la forme et au fond : le sénat était, par sa situation dans l'État, appelé non pas exclusivement mais par préférence, à constater la nullité d'un acte qui se présentait comme une résolution du peuple.

¹ Appien, *Lib.* 112 (de même, prétend-on, pour les élections pour 620 : Appien, *Hisp.* 84). Dans l'incident analogue de 466, où l'élection de Q. Fabius avait pour obstacle le défaut de l'intervalle de dix ans, les tribuns s'offrirent à proposer une loi d'exception pour le candidat ; ce qu'il refusa ; l'élection eut lieu néanmoins et fut tenue pour valable. En la forme, elle ne l'était probablement pas. Il est concevable que le *privilegium* personnel soit ici blâmé — *regi leges, non regere*, dit Fabius contre lui — et qu'en 607 on lui préfère l'abrogation de la loi : le vice de forme était ainsi masqué, mais quand, en présence de l'organisation de la machine législative romaine, on faisait intervenir des *privilegia* dans l'organisation électorale, on pouvait tout aussi bien l'abroger elle-même.

² Dans Cicéron, *De leg.* 2, 6, 14, Marcus demande : *Tu Titias et Appuleias leges nullas esse putas ?* et il continue, après avoir reçu la réponse : *Ego vero ne Livias quidem*, en disant : *Et recte, quæ præsertim uno versiculo senatus puncto temporis sublata sine*. La nullité était motivée sur l'inobservation d'un signe divin (Appien, *B. c.* 1 ; 30 ; *De viris ill.* 73, 1).

³ Cicéron, *De leg.* 2, 6, 14 (note ci-dessus). Il dit, *De leg.* 2, 12, 34, que la résolution du sénat avait pour base un *decretum* du collège des augures. Le signe *ex avibus* rapporté par Obsequens 46, doit avoir figuré là dedans.

⁴ Cicéron, *De leg.* 2, 6, 14 (note ci-dessus). Asconius, *In Cornel.* p. 68. Cicéron, *De leg.* 2, 12, 31, montre que le collège des augures ne fut pas interrogé dans ce cas, et que l'auteur de la proposition s'occupait seul de ces raisons en sa qualité d'augure. Cependant on critique aussi l'inobservation du délai de la promulgation (Cicéron, *De domo*, 16, 41), et la rogation *per saturam* (le même, 19, 50). Cf. encore Diodore, *Fr. Vat.*, éd. Dindorf, p. 127.

⁵ Dion, 36, 25. Asconius, *In Cornel.* p. 65, indique que l'inobservation du délai de promulgation fut ici le motif de la cassation.

⁶ P. Clodius soutint, en qualité de tribun du peuple, *omnia quæ C. Cæsar esset, quod contra auspicia essent acta, per senatum rescindi oportere* (Cicéron, *De domo*, 15, 40). Les lois consulaires d'Antoine furent également cassées par le sénat comme ayant passé *per vim* et *contra auspicia* (*Phil.*, 5, 4, 10. 11, 6, 13. 12, 5, 12. 13, 3, 5).

⁷ Cicéron examine, dans le discours pour C. Cornelius, évidemment d'après les auteurs de droit public, les *quattuor genera in quibus per senatum more majorum statuatur aliquid de legibus* (chez Asconius, p. 67) ; il ne nous en est conservé que le premier : la décision recommandant l'abrogation d'une loi à cause de son inopportunité, et le quatrième dont il s'agit pour nous ici : *Quæ lex lata esse dicatur, non videri populum teneri* ou, comme la règle est formulée ailleurs (*De leg.* 2, 32, 31) par rapport aux augures, *leges nov jure rogatas tollere*.

LE FONCTIONNEMENT DE L'ASSEMBLÉE DU PEUPLE.

Après avoir exposé les droits de l'assemblée du peuple, il nous reste à décrire la suite des actes qui précèdent son vote et ce vote lui-même. Les règles sont dans leurs grands traits des règles générales et s'appliquent également, ou peu s'en faut, au vote du peuple, patricien par curies ou centuries, dans la mesure où nous sommes en état de formuler des conclusions à son égard, au vote des comices patricio-plébéiens par curies, par centuries ou par tribus et enfin à celui du *concilium* plébéien peut-être à l'origine par curies et plus tard par tribus. Il conviendra donc de faire cette exposition d'une manière générale, sauf à relever en leur lieu les modifications spéciales à certaines formes d'assemblées. Ces modifications résultent au reste, pour la plus grande partie, des distributions du peuple qui ont été expliquées précédemment et qui ont d'autant plus servi d'ordre et de règle pour les votes qu'aucune d'elles n'avait été établie en vue du vote.

Les magistrats, auxquels appartient le droit de provoquer un vote du peuple, ont été déterminés dans la partie de la Magistrature¹.

Il n'y a pas non plus besoin d'explications spéciales sur les appariteurs employés dans les comices. Chaque magistrat se sert pour ses comices, selon la nature de l'acte à faire, des appariteurs qu'il a en vertu de ses fonctions. Les rois, les consuls, les préteurs emploient en première ligne leurs licteurs, d'abord pour maintenir l'ordre, peut-être aussi dans les comices promissoires des curies comme représentants de ces curies² ; ensuite, pour les nombreuses publications nécessaires, leurs hérauts et en partie les *adcensi* dont nous aurons encore à parler plus d'une fois. Le grand pontife se sert de même, pour ses comices par curies, des *lictiores curiatii a sacris populi Romani*³. Les tribuns du peuple se servent de *viatores*, au lieu de licteurs, et en outre de scribes, que nous rencontrerons pour la lecture des projets de loi, et de *præcones*⁴. La tradition ne nous dit pas comment étaient organisés les appariteurs pour les comices judiciaires des édiles, des questeurs et des duumvirs. — Les offices auxiliaires n'étaient pas tous remplis par des appariteurs permanents. Les sonneries de trompette employées comme signal dans les comices par centuries étaient faites à l'origine par la section de musiciens de l'armée, plus tard par la troupe constituée à cet effet par un entrepreneur privé qui s'y obligeait par contrat ; les magistrats supérieurs n'ayant pas de scribes permanents, ils peuvent, lorsqu'il leur en fallait pour leurs comices, s'être servis de ceux des questeurs⁵.

L'opération commence, par l'annonce publique de l'objet du vote et du jour auquel il est fixé. L'annonce elle-même fait connaître le magistrat qui présidera le scrutin ; car en général elle émane de lui ; lorsque ce n'est pas le cas, par exemple pour les élections faites au cas d'interrègne, on indique au moins le président au peuple. La forme de cette annonce est la forme générale des édits

¹ V. tome I, la partie du Droit d'agir avec le peuple.

² On ne sait si les trente licteurs en fonction dans les comices convoqués par les magistrats supérieurs pour recevoir la promesse de fidélité (v. tome II, la partie des formes de l'entrée en fonctions, sur la *lex curiata*) sont ceux des magistrats supérieurs ou les *lictiores curiatii* (v. tome II, la partie des Faisceaux, sur les licteurs des prêtres).

³ V. tome II, la partie des Faisceaux, sur les licteurs des prêtres.

⁴ V. tome I, la partie des Appariteurs, aux sections des *Viatores*, des Scribes, et des *Præcones*.

⁵ V. tome I, la même partie, la section des Scribes, sur leurs fonctions près des magistrats supérieurs.

des magistrats : publication verbale dans un endroit, public et affichage par écrit dans un lieu public¹.

Relativement à l'objet, il suffisait, pour les élections, à l'époque ancienne, de désigner les magistratures à attribuer mais, à l'époque récente, la clôture de la liste de candidats coïncidant avec la publication du jour du vote², cela donne à penser que cette liste était rendue publique en même temps que cette date. En matière de jugement ; il faut, avons-nous vu, la désignation de l'accusé, du chef d'accusation et de la peine visée. Pour les lois, le texte de la loi devait être intercalé dans l'édit : c'est ce qu'on exprime par le mot *promulgare*³. Le caractère nécessairement écrit de cette catégorie de résolution du peuple, que nous avons déjà signalé, est supposé par là. La promulgation doit en règle avoir lieu, comme l'affichage général des édits, sur des tables de bois blanc⁴ ; cependant on a aussi, à l'époque récente, employé pour cela par anticipation les tables de cuivre destinées à une exposition durable⁵. En outre, l'auteur de la proposition fut obligé, par la loi Licinia et Junia de 699, à déposer à l'*ærarium*, au moment de la promulgation, une copie de sa proposition⁶ ; car elle ne pouvait plus ensuite être modifiée⁷, et la nécessité d'un contrôle s'était révélée pour cette prescription souvent violée.

Outre l'objet du débat, on devait faire connaître sa date ; c'était même là si bien le point principal que l'annonce est souvent appelée ajournement⁸. Il y a probablement, pour le peuple des curies le plus ancien, deux jours fixes de réunion par an, le 21 mars et le 21 mai, et ils sont longtemps restés en usage. Les assemblées des centuries et des tribus ne se réunissent que sur la volonté du magistrat qui les convoque ou lorsque, comme dans la procédure criminelle, le magistrat qui agit a besoin pour cela d'en demander le droit à un autre (*diem petere*), sur la décision de ce dernier⁹. Le jour pour lequel le peuple est convoqué

¹ V. tome I, la partie des *Contiones* et des *Edicta*.

² V. tome II, la partie de la capacité d'être magistrat, à la section de la candidature et de la déclaration, sur la date de la *professio*.

³ Festus, *Ép.* p. 224. Cicéron, *De leg.* 3, 4, 11. Il n'y a pas besoin de citer d'autres preuves.

⁴ Le latin *tabula* (Cicéron, *Pro Sest.* 33, 72) et le grec *πίνακιον* (Dion, 42, 23) sont à double sens ; mais *σάγις* (Dion, 42, 32) ne l'est pas.

⁵ Les expressions de Cicéron relativement aux projets de loi de Clodius (*Pro Mil.* 32, 87 : *Incidebantur domi*) montrent que l'inscription de la rogation sur des tables de cuivre se rencontrait déjà pour la promulgation dans les derniers temps de la République ; et il faut certainement aussi entendre du projet de loi ce que Suétone (Cæsar, 28) dit de la correction de la loi Pompeia de 702, *lege jam in æs incisa et in ærarium condita* (v. tome IV, la partie des questeurs, sur leur fonction de conserver les titres). Cela aura sans doute souvent eu lieu, lorsque la loi, une fois votée, devait être exposée, et on aura ensuite seulement complété la *proscriptio*. Mais, l'exposition publique de la loi votée étant elle-même facultative, cette façon de procéder a certainement toujours été exceptionnelle.

⁶ Scolies de Cicéron, *Pro Sest.* 64, 435 : (*Lex*) *Licinia et Junia consulibus auctoribus Licinio Murena et Junio Silano pertata illud cavebat ne, clam ærario legem ferri liceret, quoniam leges in ærario condebantur*. Cette indication est confirmée et le dépôt à l'*ærarium* est lié à la promulgation dans le texte de Cicéron cité note 8. Les autres mentions de la loi faites dans Cicéron, *Ad Att.*, 2, 9, 1. 4, 16, 5. *In Vatin.*, 14, 33. *Phil.*, 5, 3, 8, montrent seulement que celui qui l'enfreignait s'exposait à un *judicium publicum*.

⁷ De pareils changements, par exemple la radiation à un des *rogatores* qu'il fait opérer après coup (Cicéron, *Pro Sest.* 33, 72) sont illégales. Une de ces modifications accomplie dans la loi de Pompée de 702 (note 10) fut l'occasion de la guerre civile dans laquelle périt la République.

⁸ Aulu-Gelle, 13, 15, 1 : *In edicto consulum, quo edicunt, quis dies comitiis centuriatis futurus sit, scriptum est ex vetere forma perpetua* : Ne quis magistratus minor de cælo servasse velit. *Comitiis diem edicere* (Tite-Live, 26, 18, 4. 31, 49, 12 ; ἀρχαιρεσιῶν ἡμέραν προτιθέναι, Denys, 5, 19. 6, 22, ou προεινείν, Denys, 10, 19) ou *comitia in diem edicere* (Tite-Live, 22, 33, 9. 24, 7, 11. 27, 6, 2), aussi *comitia in trinum nundinum indicere* (Tite-Live, 3, 35, 1) ou *comitia indicere* (Tite-Live, 4, 6, 9) se rencontrent fréquemment tout comme *comitia edicere* tout court (Tite-Live, 4, 57, 9. 23, 31, 8. 35, 24, 3).

⁹ V. tome I, la partie du *jus agendi cum populo*, sur les comices judiciaires des magistrats inférieurs et plébéiens.

doit être légalement propre à un tel acte : en cas d'infraction, l'acte est nul¹. Sont par suite exclus tous les jours occupés par des actes religieux ; les *dies nefasti*, et de même tous ceux réservés par le calendrier pour l'administration de la justice, les *dies fasti* par excellence². La réciprocité avec laquelle s'excluent la tenue de la justice et le vote du peuple est déjà exprimée par l'ancienne mention du calendrier : *Quando rex comitiavit, fas* ; elle résulte également de ce que le *comitium* sert à la fois pour les deux actes et ne peut pas être, occupé en même temps par le magistrat qui rend la justice et par celui qui tient les comices. Mais la justice peut en elle-même être rendue n'importe quel jour qui n'est pas *nefastus*, par conséquent même un jour propre aux comices³ ; cependant, au cas de collision de fait entre la justice et le vote, le magistrat qui rend la justice s'expose, si celui qui fait la rogation lui est supérieur, à la coercition de ce dernier⁴. Les jours qui ne sont ni *nefasti* ni *fasti* au sens strict, sont, en leur qualité de jours propres en principe à la réunion du peuple, désignés dans le calendrier comme comitiales⁵. Cependant il faut en déduire les jours par lesquels commence la semaine de huit jours, les *nundinae* qui, comme notre dimanche, courent à travers toute l'année, et qui ne peuvent par conséquent être trouvés dans le calendrier permanent, jours auxquels les paysans viennent à la ville et qui sont spécialement consacrés aux trafics du marché⁶. Une loi Hortensia, probablement la même qui égalisa le plébiscite et la loi, les réserva, en supposant bien entendu qu'ils ne tombassent pas un *dies nefastus* du calendrier, à l'administration de la justice⁷ et y défendit les votes du peuple⁸. Il faut encore retirer de la liste des jours comitiaux toutes les fêtes mobiles du calendrier qui viendraient à tomber un pareil jour⁹. Enfin la réunion du peuple peut être interdite par un *privilegium* pour un jour qui sans cela y serait approprié ; et, le sénat s'étant arrogé le droit d'introduire sans résolution du peuple des exceptions aux lois, il en a fait ici un usage qui d'ailleurs a le plus souvent provoqué les contestations du parti contraire¹⁰.

¹ Cicéron, Pro Sest. 64, 129, d'un sénatus-consulte : *Diebus quinque, quibus egi de me potuisset*. Quintilien, *Inst. or.*, 2, 4, 35, cite parmi les défauts de forme des rogations leur vote *non idoneo die*.

² La loi Clodia de 696, décidait, entre autres dispositions, *ut omnibus fastis diebus legem ferri liceret* (Cicéron, Pro Sest., 15, 33). Cf. tome I, la partie des Auspices, sur l'Obnuntiation des magistrats.

³ Macrobe, *Sat.* 1, 16, 14.

⁴ V. tome I, la partie des droits d'intercession et de prohibition, sur la défense d'actes isolés.

⁵ Varron, *De l. l.* 6, 29. Macrobe, 1, 16, 14. Ovide, *Fastes*, 1, 53. Festus, *Ép.*, p. 38. Les annalistes les nomment aussi à plusieurs reprises tant au sujet des comices par centuries (Tite-Live, 7, 18, 9. 24, 7, 11. 25, 2, 4) qu'à celui du *concilium plebis* (Tite-Live, 3, 11, 3).

⁶ Varron, *De re r.* 2, *præf.* 1 (d'où Columelle, 1, *præf.* 18). Le même, chez Servius, *Georg.* 1, 275. Ces jours de marché, qui se trouvent déjà dans les Douze Tables (Aulu-Gelle, 20, 1, 49 : *Tertiis nundinis partes secanto* ; *nundinae* employé aussi pour l'emplacement du marché à côté de *conciliabula*, Tite-Live, 3, 15, 13) étaient encore en pleine vigueur du temps de Cicéron (*Ad Att.* 1, 14, 1 ; 4, 3, 4). Cf. *Moretum*, 80. — La tentative faite antérieurement par moi d'attribuer à ces *nundinae* une place fixe dans le calendrier (*Chronologie*, p. 240) est inadmissible.

⁷ Granius Licinianus, chez Macrobe, *Sat.* 1, 16, 30. Le même, 1, 18, 28. Si, comme il est développé là, les jurisconsultes discutent le point de savoir si les *nundinae* doivent être comptées ou non parmi les *feriae* (naturellement pas les *feria stator*), cela s'explique, comme le dit Macrobe lui-même (1, 16, 31), par ce changement de la loi : elles étaient en elles-mêmes des *feria* ; mais, quand elles furent ouvertes à l'administration de la justice, on les compta plutôt parmi les *dies sollemnes*.

⁸ Macrobe, 1, 16, 30. Festus, p. 113. Plin., 18, 3, 13. En face de ces témoignages, s'évanouissent les considérations vagues sur la législation des temps primitifs formulées par Butilius (dans Macrobe, 1, 16, 34), et de même par Denys, 7, 53 (cf. 2, 29). — J'ai remarqué, dans la partie des *contiones* (dernière édition), que la *contio* qui conduisait à un vote ne devait pas avoir lien aux jours de marché, mais que cette prescription ne fut pas toujours observée.

⁹ Varron, *in augurum libris* (chez Macrobe, 1, 16, 19) et *De l. l.* 6, 29. Dion, 38, 6.

¹⁰ Sénatus-consulte de 703, dans Cicéron, *Ad fam.* 8, 8, 5. Les assemblées du peuple et celle du sénat s'excluent, d'après la loi Pupia rendue vers l'an 600, de sorte que l'organisation des secondes implique l'exclusion des premières.

La forme de l'assemblée n'a, autant que nous sachions, motivé sous ce rapport, aucune distinction. Les règles que nous avons exposées s'appliquent également au *populus* des curies, des centuries et des tribus et à l'assemblée des plébéiens, que ce soit parce que ces derniers, dans leur désir de s'assimiler au *populus*, se seront soumis dès le principe à ces lois ou parce qu'à la suite de l'assimilation du plébiscite à la loi, on aura étendu au premier les règles de la seconda.

Les assemblées du *populus* et de la plèbe paraissent avoir pu en droit se tenir en même temps. Il est difficile que le tribun ait eu le pouvoir d'empêcher le consul de réunir le peuple¹. Il est plus difficile encore que le consul ait eu le pouvoir d'en empêcher le tribun². Mais le peuple ne peut pas être réuni en même temps pour deux votes³. Au cas de conflit, le droit de convocation du magistrat supérieur l'emporte sur celui de l'inférieur⁴ ; si les deux magistrats sont égaux, si par exemple deux édiles convoquent en même temps les votants, c'est celui dont la convocation a été faite la première qui l'emporte⁵. Une *contio* où l'on ne vote pas peut avoir lieu en même temps qu'une *contio* où l'on vote ; plusieurs *contiones* peuvent aussi avoir lieu en même temps⁶ ; mais naturellement le magistrat dont le pouvoir est le plus fort peut également empêcher la tenue de la *contio*⁷. — On pouvait aussi interdire, à raison du vote, aux magistrats de rendre la justice et aux jurés de remplir leurs fonctions⁸, et ordonner, pendant sa durée, la fermeture des boutiques publiques et des autres lieux de vente⁹. — Le droit des magistrats supérieurs de défendre tous les actes publics s'applique en général ici dans les limites établies par la gradation légale des pouvoirs.

Il fallait qu'il y eût entre le jour de la publication et celui du vote un intervalle de trois *nundina*¹⁰, ou trois fois huit jours¹, en y comptant le jour de la publication

¹ Il faut qu'une loi spéciale ait dépouillé l'opposition des tribuns de sa force à l'encontre des comices ; sans cela nous trouverions des exemples où ils auraient non seulement suspendu les comices réunis, mais déjà cassé la convocation elle-même.

² V. tome I, la partie des droits de prohibition et d'intercession des magistrats, sur la restriction aux tribuns du droit d'intercession.

³ Messala dans Aulu-Gelle, 13, 16, 1.

⁴ V. tome I, la partie des droits de prohibition et d'intercession des magistrats, sur la prohibition d'actes isolés.

⁵ Messala, *loc. cit.* (v. tome I, *loc. cit.*).

⁶ V. tome I, la partie des *contiones* et *edicta* (dernière édition).

⁷ V. tome I, la partie des droits de prohibition et d'intercession du magistrat, sur la prohibition d'actes isolés.

⁸ V. tome I, *loc. cit.*

⁹ Cicéron, *Acad. pr.* 2, 47, 144. Le même, *De domo*, 21, 54. Dans le formulaire d'un vote au champ de Mars, (Varron, 6, 91), les *argentarii* sont seuls invités à fermer leurs *tabernæ* ; mais ils y figurent comme représentant tous les propriétaires de boutiques, parce qu'ils sont les plus anciens et les plus importants. Cf. *De domo*, 33, 90. — La fermeture des locaux de vente se rencontre aussi au cas de *justitium* (v. tome I, la partie des Droits de prohibition et d'intercession, sur la *justitium*).

¹⁰ Il est évident qu'à côté de *nundinæ*, le premier jour de la semaine de huit jours, il doit y avoir eu une dénomination pour cette semaine elle-même, et cette dénomination est indubitablement *nundinum* ou plus tard *nundinium* (v. tome III, la partie du Consulat, sur le consulat abrégé du temps de l'Empire). Le mot est pleinement attesté pour le délai des fonctions dans l'intérieur de l'année de magistrature qui s'est probablement développé en partant de la semaine de huit jours (v. tome I, dernière édition, la partie de la collégialité, sur le délai du roulement). — La question de savoir auquel des deux mots : *nundinum* ou *nundinæ* se rattache l'expression *trinum nundinum* est controversée (cf. John, *Rhein. Mus.* 31, 410). La formule elle-même nous est transmise dans les termes qui suivent ; *Exdecatis ne minus trinum nundinum* (sénatus-consulte de Bacch., ligne 122 ; cf. dans la loi de Bantia, ligne 31 : *[Tr]inum nudin[um]*) ; — *trinum nundinum petere* (Cicéron, *Fam.* 16, 12, 8) ; — *trinum nundinum prodicta die* (Cicéron, *De domo*, 17, 45) ; — *promulgatio trinum nundinum* (Cicéron, *In Cornel.* chez Priscien, *loc. cit.* et *Phil.* 5, 3, 8) ; — *trino nundino promulgare* (Quintilien, *Inst.* 2, 4, 35) ; — *comitia in trinum nundinum indicere* (Tite-Live, 3, 35, 1) ; — *trinum nundinum* en opposition à *trium horarum*, Cicéron, *De domo*, 16, 41. La forme contractée dans Macrobe, *Sat.* 1, 16, 34 et Schol. Bob. p. 300 : *Trinundino die proponere*, — le même, 3, 17, 7 : *Trinundino confirmari*, — Schol. Bob. p. 310 : *Trinundinum tempus observare* n'est pas garantie par des autorités suffisantes. Denys, 7, 58. 9, 41. 10, 3. 35, comme, d'après lui, Plutarque, *Coriol.* 18, 19 traduisent *trinum nundinum* par ἡ τρίτη ἡγορά et par conséquent pensent aux *nundinæ* (cf. Plutarque, *Q. R.* 42), et Priscien, 7, 81 9 l'explique par *trinarum nundinarum* ; mais cela ne prouve rien ; car tout le monde connaissait les *nundinæ*, et le *nundinum* n'était ni aux étrangers, ni aux modernes. On a en outre dit que *trinus* ne se joint à la bonne époque qu'à des *pluralia tantum*

et celui du vote². La haute antiquité de l'intervalle du *trinum nundinum* est prouvée par son application générale à toutes les assemblées délibérantes du peuple, même à celle des curies, pour peu qu'elles se réunissent pour un vote et non pas simplement pour la promesse de fidélité³. Les comices par curies tenus à date fixe, probablement pour les testaments, le 24 mars et le 24 mai, étaient vraisemblablement précédés de telles annonces faites le premier jour des mêmes mois⁴ ; et le *trinum nundinum* est encore requis, dans les derniers temps de la République, pour les comices des adrogations⁵. Il est également cité, dès une époque reculée, pour les résolutions des centuries⁶ et des tribus, qu'il s'agisse de lois⁷, d'élections⁸ ou de jugements⁹. Plus tard, la même loi qui renforça l'ancienne défense de réunir dans un seul vote des objets disparates la loi Cæcilia et Didia de 656, exprima aussi de nouveau la nécessité légale du délai de promulgation¹⁰. — Cependant le magistrat a souvent été invité par un sénatus-consulte à tenir immédiatement les comices¹¹, et la loi a aussi été transgressée par des magistrats qui n'avaient pas reçu de pareils pouvoirs¹². — Naturellement

et que, par conséquent cela justifie la conception de Priscien. Mais en premier lieu des tournures telles que *boves trini* ne sont déjà pas rares dans Varron (Neue, *Formenlehre*, 2, p. 466), et, en second lieu, *novendinum* peut, quant au sens, être compris parmi les pluriels. Grammatically, ces tournures apparaissent au contraire presque toutes comme simples et claires, si on les rapporte, avec Quintilien, au singulier *nundinum*, tandis que cette locution ne s'expliquerait comme génitif pluriel de *nundinæ* que par une éclipse très surprenants surtout dans ce rôle permanent. Avant tout, il est impossible, quant au fond, de rapporter cette locution au jour et non au délai ; car notoirement elle ne désigne pas une action à accomplir à trois jours de marché, mais une action partant du jour qu'on veut et s'étendant pendant trois semaines de huit jours. Il faudrait donc pour le faire venir de *nundinæ* admettre que le sens se serait plus tard modifié, tandis qu'en le faisant remonter à *nundinum* on est dispensé de cette supposition problématique. Cela est si décisif qu'alors même qu'il faudrait, dans Cicéron, admettre l'idée du génitif, à cause de l'opposition avec *trium horarum*, on devrait recourir plutôt à *trinorum nundinorum* qu'à *trinarum nundinarum*.

¹ Les mots ne minus *trinum nundinum* dans le sénatus-consulte de *Bacchanalibus* ne peuvent être entendus que de vingt-quatre jours pleins, et, bien qu'ils ne visent pas le *trinum nundinum* comitial, on peut les lui appliquer. La loi Manilia, présentée au plus tôt le 10 décembre 687 et probablement à ce jour, et votée le dernier jour de décembre, par conséquent le 29 décembre 687 (Dion, 36, 42), fut cassée à cause de la *celeritas actionis* (Asconius, *In Cornel.* p. 65) ; 29 jours n'étaient donc pas assez. La loi Clodia contre Cicéron fut adoptée 3 jours après le 1er janvier (Cicéron, *In Pis.* 4, 9) et par conséquent avait été promulguée exactement 24 jours si elle avait été publiée le 16 décembre ; or elle ne fut pas attaquée de ce chef. Il est sans importance que ce délai n'ait pas été observé pour les lois par lesquelles Domitien et Vitellius reçurent la puissance tribunicienne (v. tome V, la partie de la puissance tribunicienne du prince, sur l'attribution de cette puissance). La fixation courante du *trinum nundinum* à 17 jours est exclusivement une confusion des modernes, ainsi que je l'ai déjà rappelé, *Chronol.* p. 243.

² Les jours fixés pour les testaments comitiaux (note 38), et le jour de la loi de Clodius (note ci-dessus) en sont la preuve.

³ Cf. tome II, la partie de l'Entrée en charge, sur la *lex curiata*.

⁴ Ma *Chronologie*, p. 243.

⁵ Cicéron, *De domo*, 16, 41 ; le même, *Pro Sest.* 64, 335, et, sur ce passage, *Schol. Bob.* p. 310 ; Dion, 39, 12. Denys, 9, 41, cite aussi ce délai pour le vote des curies sur la loi Publilia.

⁶ Sur les *justi dies* des comices par centuries qui sont étrangers à ceci, cf. note 99.

⁷ Denys, 10, 3, pour le vote des tribus sur le plébiscite Terentilien.

⁸ Tite-Live, 31 35, 1. Pour le *trinum nundinum* exigé entre la clôture de la liste des candidats et le terme de l'élection, V. tome II, la partie de la candidature et de la déclaration des candidats, sur le délai de la *professio*.

⁹ Denys, 7, 58 (cf. c. 37 d'où Plutarque, *Coriol.* 18), pour le procès de Coriolan, et 10, 35, relativement à celui des consuls de 299. Il a déjà été remarqué que le *trinum nundinum* devait exister entre l'acte d'accusation et le terme final (la *quarta accusatio*), mais que l'accusé pouvait renoncer à ce délai.

¹⁰ Cicéron, *De domo*, 16, 43. Le même, *Pro Sest.* 64, 335, avec la scolie, p. 310. Le même, *Phil.* 5, 3, 8 ; *Ad Att.* 2, 9, 1.

¹¹ Lorsque le consul est chargé par un sénatus-consulte de tenir les comices *primo quoque tempore* ou *die* (Tite-Live, 4, 58, 8. 27, 33, 9. 41, 14, 3. 42, 28, 1 ; de même, 43, 11, 1. 44, 17, 2), c'est de la suppression du *trinum nundinum* qu'il s'agit directement ; et, quand la même chose est dite du magistrat, sans qu'il soit question de la résolution du sénat (Tite-Live, 24, 7, 11 ; 25, 2, 4. 27, 6, 2), cette dernière est certainement seulement passée sous silence. Même dans d'autres cas pressants, où l'accélération du vote n'est pas expressément citée, on peut supposer l'existence d'une telle dispense, par exemple en 702, pour sélection du *quæstor* des procès de Milon.

¹² Cette transgression est constatée expressément, en dehors des lois posthumes mises sous le nom de César (Cicéron, *Phil.* 1, 10, 25), pour la loi Antonia sur la durée du commandement provincial (Cicéron, *Phil.* 5, 3) et pour la loi Titia de 311, qui fonda le triumvirat (Appien, *B.* c. 4, 7). Mais il ne peut non plus y avoir eu ni observation du *trinum nundinum* ni dispense de l'observer, pour la loi d'abrogation présentée par Ti. Gracchus

le délai était un délai minimum et le magistrat pouvait fixer pour le vote un jour plus éloigné¹. — Une modification du terme d'abord fixé faite pour le rapprocher n'est pas absolument inadmissible² ; mais elle soulève, outre les objections pratiques que l'on conçoit, encore des objections religieuses. Quant à l'ajournement du terme d'abord fixé, nous en traiterons à la fin de cette partie.

Le moment du jour, auquel le peuple doit se réunir à la date fixée, n'est pas indiqué dans la convocation. La fixation en appartient au magistrat qui convoque, et il est porté à la connaissance des citoyens par la citation que nous étudierons plus loin. Il faut donc que les citoyens qui veulent participer au vote se tiennent au jour déterminé à la disposition du magistrat. La règle générale d'après laquelle les actes publics ne peuvent être accomplis avant le lever du soleil ni après son coucher, s'applique naturellement en première ligne aux assemblées du peuple³. L'opération peut commencer à n'importe quelle heure du jour⁴ ; en règle, elle commence au lever du soleil, et c'est le moment indiqué dans toutes les descriptions générales d'assemblées du peuple⁵.

Le lieu auquel se tiennent les comices n'est pas plus indiqué dans la publication que le moment du jour ; car il va de soi que c'est à Rome qu'on est convoqué et la détermination plus précise du lieu est réservée à la citation faite le jour du vote. Le lieu lui-même doit être propre aux auspices requis pour les comices, — mais non pour le *concilium plebis*, — par conséquent être romain et inauguré *ad hoc*⁶. L'emplacement particulier se détermine selon qu'il s'agit de réunir le peuple par curies, par centuries, par tribus ou bien de réunir les plébéiens.

Les curies, en leur qualité de première assemblée réglée des citoyens, se réunissent dans l'intérieur du pomerium. Il n'a jamais été fait d'exception à cette règle ; même dans la crise de 705, lorsque le peuple romain se constitua à Thessalonique, on reconnut qu'il n'était pas possible d'y réunir les curies⁷. Dans

contre ses collègues. — Les récits de rogation votée le jour de leur proposition dans Tite-Live, 2, 56, 9. 4 ; 24, 6, ne sont pas avérés. Cette transgression est constatée expressément, en dehors des lois posthumes mises sous le nom de César (Cicéron, *Phil.* 1, 10, 25), pour la loi Antonia sur la durée du commandement provincial (Cicéron, *Phil.* 5, 3) et pour la loi Titia de 311, qui fonda le triumvirat (Appien, *B. c.* 4, 7). Mais il ne peut non plus y avoir eu ni observation du *trinium nundinum* ni dispensé de l'observer, pour la loi d'abrogation présentée par Ti. Gracchus contre ses collègues. — Les récits de rogation votée le jour de leur proposition dans Tite-Live, 2, 56, 9. 4 ; 24, 6, ne sont pas avérés.

¹ Tite-Live, 6, 37, 12, c'est-à-dire qu'ils fixent un jour postérieur au jour le plus rapproché qui fut légalement admissible. Il n'y a pas d'exemple de promulgations avec réserve de fixation postérieure du jour de vote, et l'existence n'en est pas vraisemblable. Il aura été choisi alors un jour où les *rogatores* supposaient que l'armée serait de retour.

² Festus, p. 289 (cf. tome IV, la partie de la Censure, sur la durée d'application des dispositions des censeurs). La fixation du *lustrum* peut être assimilée à celle des comices.

³ La règle : *Sol occasus suprema tempestas esto* s'applique aux comices (Tite-Live, 39, 16, 4) comme au sénat (Aulu-Gelle, 14, 7, 8).

⁴ Une résolution des curies provoquée par un événement arrivé à la 6^e heure du jour est prête trois heures plus tard (Cicéron, *De domo*, 16, 41). Le consul César veut commencer les comices des questeurs à la 2^e heure du jour (Cicéron, *Ad fam.* 7, 30, 1). Cf. Cicéron, *ad Att.* 4, 3, 4.

⁵ Le signal à son de trompette de centuries est donné *cum primo luci* (Varron, *De l. l.* 6, 992), *ἔωθεν* (Plutarque, *C. Gracch.*, 3) ; les censeurs commencent leurs fonctions *ubi lucet* (Varron, 6, 87) ; la plèbe se réunit aussi *ἔωθεν* (Denys, 7, 59). Cela ne résulte pas nécessairement de l'auspication avant le lever du soleil, puisque l'auspicant se recouche habituellement ensuite (v. tome I, la partie des Auspices, sur le temps des auspices).

⁶ Cf. tome I, la partie des Auspices, sur le lieu des auspices.

⁷ Dion, 41, 43, relate l'élection des consuls et des préteurs pour 706 faite à Rome en 705 dans les formes légales sous le gouvernement des Césariens. Cette résolution des curies qui manquait ne pouvait donc étre prise à Thessalonique ; et pour cette raison les Pompéiens se bornèrent à proroger dans leurs magistratures les consuls, les préteurs et les questeurs actuels. La cause est, comme le démontre Rubino, p. 370, que les curies étaient attachées à la ville par une ancienne institution qui apparaissait comme incommutable et que les centuries n'y étaient attachées que par une loi récente qui admettait des exceptions. Dans Tite-Live, 5, 52, le transport du peuple à Véies est également déconseillé en invoquant *quæ auspicato agimus omnia fere infra*

l'intérieur du *pomerium*, les curies pouvaient se réunir en plus d'un lieu¹ ; mais en règle elles le faisaient sur le *comitium*², un espace non couvert, mais clos, situé à côté du marché de Rome³ sur lequel se trouvait également l'édifice affecté aux réunions du sénat, la *curia*.

Les centuries, qui sont à proprement parler l'armée populaire, ne pouvaient au contraire se réunir dans l'intérieur du *pomerium*⁴ ; il n'a jamais été fait non plus d'exception à cette règle fondamentale⁵. L'impossibilité de les réunir au delà de la première borne milliaire apparaît également comme ayant toujours existé, ce qui veut dire que c'est une institution dont l'origine a été oubliée par les modernes⁶. Cependant cette prescription doit avoir été moins absolue que la prescription symétrique relative aux comices par curies ; car non seulement la possibilité de comices par centuries tenus au delà de la première borne milliaire joue un rôle dans les anciens récits des annales⁷ ; mais les partisans de la légalité l'admirent aussi en 705. En règle, les centuries se réunissent, comme on sait ; sur leur terrain d'exercices, le Champ de Mars⁸ ; mais elles se sont aussi réunies dans le bois Pételin, devant la porte du fleuve⁹ et in *Æsculeto*¹⁰, un lieu de position incertaine situé dans le rayon de la première borne milliaire, et peut-être aussi sur l'Aventin¹¹. Le dictateur César pensa à les transporter du Champ de Mars au Vatican, projet qui ne fut pas plus exécuté que le reste de son plan de transformation de la ville¹². — Il ne nous est rien dit de l'existence de constructions permanentes faites pour ces comices à leur siège régulier ; peut-être les *sæpta Julia* du Champ de Mars, dont nous allons parler dans un instant, ont-ils, quoique construits directement pour les tribus qui étaient réunies bien plus souvent, servi aussi pour les réunions des centuries ; car, en présence du rapport existant à l'époque moderne entre les centuries et les tribus, il ne pouvait pas y avoir grande difficulté à utiliser pour les premières un local disposé pour les secondes.

pomerium, et il est dit plus loin : *Comitia curiata.... comitia centuriata.... ubi auspicato nisi ubi adsolent fieri possunt ?*

¹ Le *comitium* ne peut pas avoir été en la puissance des assiégés pendant le siège des Gaulois, et cependant une loi curiate fut rendue pendant ce siège (Tite-Live, 5, 46, 11) ; il faut donc qu'une telle réunion ait pu avoir lieu même sur le Capitole qui rigoureusement est exclu du *pomerium*. Peut-être faut-il encore invoquer ici l'adrogation de Tibère, accomplie d'après Suétone, *Auguste*, 65, in *foro lege curiata*, si l'expression est exacte.

² Varron, 5, 155. Festus, *Ep.* p.38.

³ Jordan, *Topogr.* 1, 2, p. 318 et ss.

⁴ Lælius Felix, dans Aulu-Gelle, 15, 27.

⁵ La relation d'Appien du vote sur le commandement de la Haute Italie en 710 (Appien, *B.* c. 3, 30), est défigurée par lui ou les copistes. La transposition proposée de *φυλῆτιν* et de *λοχίτιν* ne suffit pas ; car même ensuite on ne voit pas clairement jusqu'à quel point il fallait une décision spéciale préalable pour réunir les tribus sur le Forum. Les comices par centuries tenus sur l'Agora dans Plutarque, *Cam.* 36, *Pomp.* 52. *Crass.* 15, sont des erreurs pures et simples.

⁶ V. tome I, la partie de l'*imperium domi* et de l'*imperium militiæ*, sur l'espace situé entre les murs et la première borne milliaire.

⁷ Tite-Live, 3, 20 (cf. tome I, dernière éd., la théorie des Auspices, sur le lieu des auspices). Le vote étonnant de l'armée du dernier roi par centuries sous la présidence de son préfet, dans Denys, 4, 85, peut difficilement être regardé comme représentant un vote du peuple.

⁸ Lælius Felix, dans Aulu-Gelle, 15, 27. Cicéron, *Pro Rabirio ad pop.* 4, 11. Tite-Live, 6, 20, 10. Il n'y a pas besoin de citer d'autres preuves.

⁹ L'assemblée du peuple réunie en 370, in *Petelinum lucum extra portam Flumentanam*, dans laquelle M. Manlius fut condamné à mort (Tite-Live, 6, 20, 11 ; Plutarque, *Cam.* 36), ne peut, comme celle qui la précède, avoir été qu'une assemblée des centuries. La loi proposée, d'après Tite-Live, 7, 41, 3, in *luco Petelino*, par un dictateur, s'entend aussi bien des centuries. Les difficultés topographiques relatives à la situation de la *porta Flumentana* (cf. *Röm. Forsch.* 1, 182) sont ici sans importance.

¹⁰ Les comices in *Æsculeto*, auxquels le dictateur Q. Hortensius soumit la loi sur l'égalisation de la *lex* et du *plebiscitum*, doivent avoir été ceux par centuries ; les *comitia leviora* auraient difficilement été appelés à voter une loi de ce genre à une époque aussi ancienne.

¹¹ Les *improbæ comitiæ* dans lesquels Séjan fut élu consul ont eu lieu sur l'Aventin.

¹² Cicéron, *Ad Att.*, 13, 33, 4 ; Drumann, 3, 645.

Le *concilium plebis* et l'assemblée des tribus patricio-plébéiennes, assemblées qui paraissent, avoir été toutes deux traitées de la même façon quant aux lieux, sont, conformément à leur nouveauté plus grande et à leur solennité moindre, indépendantes du pomerium : elles peuvent, avoir lieu soit au dedans, soit au dehors. Une résolution a même été prise, en 397, sur la rogation d'un consul, au camp de Sutrium par les tribus patricio-plébéiennes, et elle a été reconnue comme valable¹. Mais, l'autorité militaire absolue, qui commence au delà de la première borne milliaire, semblant porter atteinte à la liberté du vote, on interdit à la même époque par une loi, sous peine de mort, aux magistrats de tenir des assemblées délibérantes dans le cercle de la compétence *militæ*², et cette règle s'est maintenue depuis³. — Le *concilium plebis* n'a jamais pu se tenir que *domi*, puisque les magistrats plébéiens n'exercent pas leurs fonctions au delà de la première borne milliaire. — On s'est jusque vers la fin de la République habituellement servi, pour le vote des tribus, de la cour environnée de murs dans laquelle s'élevait le temple de Jupiter Capitolin⁴. C'est là que fut tenue la seule assemblée judiciaire plébéienne dont le lieu nous soit nommé⁵. C'est là que s'accomplirent, pendant un long temps, les élections soit des magistrats plébéiens⁶, soit de ceux nommés dans les comices par tribus⁷. Parmi les anciens plébiscites, quelques-uns ont été proposés dans la prairie Flaminienne et plus tard dans le cirque construit ail même endroit⁸ ; mais le, plus grand nombre l'ont également été au Capitole⁹, et il en est de même des lois consulaires adoptées dans les comices par tribus¹⁰. — Dans les derniers temps de la République au contraire, tant les magistrats inférieurs patriciens¹¹ que ceux de la plèbe¹², sont élus au Champ de Mars. Les élections des magistrats supérieurs patriciens ne pouvant Constitutionnellement être faites qu'en dehors de la ville, on aura vu un avantage à réunir ainsi toutes les élections quant au lieu comme elles l'étaient quant au temps¹³.

¹ Tite-Live, 7, 16. Cf. tome I, la partie de l'*imperium domi* et *militæ*, sur l'espace situé entre les murs et la première borne milliaire.

² Tite-Live, *loc. cit.* Par *sevocare*, on ne peut ici entendre, d'après la situation des choses, que le fait de convoquer le peuple au delà de la première borne milliaire ; cf. tome I, la partie de l'*imperium domi* et *militæ*, sur la limite de l'*imperium domi*.

³ Les dispositions prises pour tenir les comices à Thessalonique, se rapportaient sans doute aussi à ceux des questeurs.

⁴ Tite-Live, 25, 3, 14 : *Area Capitolii* ; Jordan, *Topogr.* 1, 2, 37 ; O. Richter, *Hermes*, 18, 111, et ss.

⁵ Tite-Live, 25, 3, 14, sur l'an 542. Denys place, il est vrai, (7, 59) la condamnation de Coriolan au Forum.

⁶ Au moins c'est la conclusion à laquelle conduit la relation de la catastrophe de Ti. Gracchus (Appien, *B. c.* 1, 15 ; Plutarque, *Ti. Gracch.* 17 ; Tite-Live, *Ép.* 58 ; *Ad Her.* 4, 55, 68). Cf. Jordan, *Hermes*, 8, 84. — L'élection de C. Gracchus au Campus est peut-être une inexactitude de Plutarque, c. 3. — L'attribution à l'Aventin de la première élection faite après la restauration du tribunat du peuple sous la présidence du grand pontife (Tite-Live, 3, 54, 11) rentre dans la localisation de la sécession.

⁷ Tite-Live, 34, 53.

⁸ Tite-Live, 3, 54, 15, sur l'an 305. Des *contiones* y ont souvent lieu. Tite-Live, 27, 21, 1 ; Cicéron, *Ad Att.* 1, 14, 1 ; *Pro Sestio*, 14, 33 ; *Cum sen. gr. eg.* 7, 17.

⁹ Tite-Live, 33, 25, 7, sur l'an 558 ; 34, 1, 4, sur l'an 559 ; 43, 16, 9, sur l'an 585 ; 45, 36, 1 = Plutarque, *Paul.*, 30, sur l'an 587.

¹⁰ Les lois destinées à abroger celles de C. Gracchus doivent être votées au Capitole, après des *auspicia* pris par le consul (Plutarque, *C. Gracch.*, 13) ; il faut donc qu'elles soient portées devant les comices par tribus.

¹¹ L'accomplissement des élections des édiles au Campus est attesté pour les années 692 (Cicéron, *Ad Att.* 4, 3, 4) et 700 (Cicéron, *Pro Plancio*, 6, 16 ; Varron, *De re rust.* 3,) ; en outre celui des comices questoriens de 710 (Cicéron, *Ad fam.*, 7, 30, 1 ; aussi Suétone, *Cæsar*, 80). Le récit de Valère Maxime, 8, 15, 4, prouve seulement que, dans les comices par centuries pour 620, on brigua les places pour les élections de questeurs qui devaient suivre (cf. Cicéron, *Ad Att.* 1, 1, 1), mais non que ces dernières aient eu également lieu au Champ de Mars. Toutes les indications se rapportent aux élections.

¹² Cicéron, *Ad Att.*, 1, 1, 1.

¹³ V. tome II, la partie de la Désignation, sur les termes de désignation des magistrats patriciens et plébéiens.

Suivant un plan qui venait du dictateur César¹, un édifice spécial situé sur le Champ de Mars et destiné aux élections des tribus patricio-plébéiennes, certainement aussi à celles de la plèbe, peut-être en même temps, avons-nous remarqué, à celles des centuriae, les *sæpta Julia*, fut commencé par Lépide et terminé par Agrippa en 726² ; on y adjoignit, en 747, une galerie destinée au recensement des votes, le *diribitorium*³. C'est dans ce local que se faisaient les élections, ou ce qu'on appelait de ce nom, sous le Principat. — Au contraire, les lois qui furent soumises aux tribus dans le dernier siècle de la République, que ce fussent des plébiscites ou des lois consulaires, ont été présentées aux votes au Forum⁴.

Par conséquent les votes des centuriae n'avaient jamais lieu au Forum et ceux des tribus n'y avaient pas lieu le plus souvent. Mais e'était là que se trouvait la tribune aux harangues, les rostris, construits ou probablement simplement reconstruits en 416, et ainsi nommés des éperons de navires qui les ornaient⁵. Assurément on pouvait parler au peuple de tout endroit qui y était matériellement approprié, et, partout où se réunissait le peuple ou la plèbe, le magistrat qui présidait était assis sur un tribunal élevé⁶. Les rostris en étaient également un⁷. Mais ils étaient munis de deux tribunes, l'une haute et l'autre basse, desquelles étaient prononcées les harangues selon le rang de l'orateur et la volonté du président⁸, et ils étaient le seul endroit de la Rome républicaine

¹ Cicéron, *Ad Att.* 4, 16, 8 (écrit dans l'été de 700).

² Dion, 53, 28. Becker, *Top.* p. 632 ; Jordan, *Forma urbis Romæ*, p. 34 et ss. La situation des *sæpta*, à l'ouest de la *via lata*, entre S. Ignazio, la piazza Gesu et la piazza San Marco, et leur étendue considérable sont établies.

³ Dion, 55, 8. Becker, *Top.* p. 837.

⁴ C'est établi pour l'époque des Gracques (Appien, *B.* c. 1, 12) et pour celle de Cicéron (Cicéron, *Cum sen. gr.* eg. 7, 18 ; Dion, 38, 6. 39, 35). La loi sur les aqueducs de 745 est proposée *in foro pro rostris ædis divi Julii*. Dans le préambule chez Probus (*Litt. sing.* 3, 1) il y a *i(n) f(oro) p(ro) r(ostris)* parce que les comices législatifs se tenaient alors régulièrement à cet endroit. Les *rostra* servaient sans doute régulièrement de *templum*. Le tribun Metellus Nepos présida, en 692, les débats de sa proposition de loi, du temple de Castor, que Cicéron, *Pro Sestio* 29, 62, désigne comme un *templum* (Plutarque, *Cat. min.* 27), et César en parla au peuple en faveur de sa loi agraire (Dion, 38, 6). — Denys (6, 67. 7, 17. 9, 41) représente dès l'époque la plus ancienne les plébiscites comme votés sur l'Agora, pendant que les magistrats présidents sont sur le Volcanal.

⁵ Tite-Live, 8, 14, 12, sur l'an 416. Il n'y a pas besoin d'autres preuves. Il semble favorable à l'idée d'une construction nouvelle que, dans les annales dont se sert Denys (6, 67. 7, 17. 11, 39), le Volcanal figure, à l'époque la plus ancienne, comme tribune aux harangues ; et à celle d'une reconstruction, que, selon Diodore, 12, 26, et Pomponius, *Digeste*, 1, 2, 2, 4, les Douze Tables furent exposées aux rostris. — Cette tribune fut transportée en 710 à l'extrémité supérieure du forum, immédiatement au dessous du Capitole (Jordan, *Top.*, 1, 2, 226 et ss. ; O. Richter, *Röm. Rednerbühne*, p. 50).

⁶ Sur le tribunal, cf. tome II, la partie du siège des magistrats, sur la *sella curulis*. Relativement aux comices, le tribunal n'est mentionné que pour les élections qui ont lieu au Champ de Mars, aussi bien pour celles des centuriae (Tite-Live, 26, 22, 4. 39, 32, 11) que pour celles qui se font dans les *sæpta* (Suétone, *Tibère*, 17 ; Dion, 56, 1).

⁷ Jordan, *Top.* 1, 2, 230.

⁸ Cicéron, *Ad Att.* 2, 24, 3. On s'est demandé si ce discours de Catulus *ex inferiore loco*, que nous rapportons aux rostris ne devait pas être rattaché plutôt aux débats devant le préteur assis sur son tribunal, où ce préteur parle assurément *ex loco superiore* et les parties *ex loco inferiore*. Mais cette supposition est inadmissible. L'attaque dirigée par César pendant sa préture contre Catulus et le reproche de détournement qu'il lui adressait auraient pu prendre la forme d'une *quæstio peculatus* et alors Catulus eût comparu comme accusé devant le tribunal de César, en admettant que ce département ait été celui attribué par le sort à César, ce que la tradition ne nous dit pas, mais ce que rien n'empêche d'admettre. Seulement les documents établissent que César ne prit pas cette voie, mais qu'il proposa une rogation substituant un autre constructeur à Catulus et éleva cette accusation pour justifier sa rogation. *Primo præturæ die*, dit Suétone (Cæsar, 15), *Quintum Catulum de refectione Capitolii ad disquisitionem populi vocavit rogationem promulgata, qua curationem eam in alium transferebat ; verum impar optimatum conspirationi, quos relicto statim novorum consulum officio..... concucurrisset cernebat, hanc..... actionem deposuit*. La procédure *per quæstionem* est ici visiblement exclue : il est à peine besoin de remarquer que l'initiative n'y appartient pas au magistrat et qu'il faudrait un accusateur qui eût intenté la poursuite devant le préteur. Les détails ajoutés par Suétone, la réunion de cette loi et des solennités en usage pour l'entrée des consuls attestent que le témoignage est pour l'ensemble digne de foi, quand bien même, ainsi qu'on l'a soutenu (à mon avis, sans motif) ; Suétone se serait trompé sur l'objet précis de la rogation. La brève relation de Dion, 37, 44, laisse, selon l'habitude de l'auteur, la forme de côté et peut

spécialement disposé dans ce but, et fréquemment cite pour les oraisons funèbres et d'autres circonstances¹. Dans la mesure où les comices judiciaires¹

aussi bien s'appliquer à une rogation à une *quæstio*. Il faut donc, comme Cicéron le dit du reste assez clairement, rapporter le *locus inferior* aux *rostra*. — Il faut aussi, sur cette question, remarquer la procédure, clairement décrite dans Tite-Live, 8. 32. 33, que le dictateur L. Papirius commence au camp et continue à Rome contre le maître de la cavalerie insubordonné Q. Fabius. Au camp, les débats commencent, après que l'accusé ex inferiore loco ad tribunal accessit ; à Rome : *Ex curia in contionem itur. Quo cum paucis dictator, cum omni agmine principum magister equitum cum descendisset, deduci eum de rostris in partem inferiorem Papirius jussit. Secutus pater : « Bene agis, inquit, cum eo nos deduci jussisti, unde et privati vocem mittere possemus »*. Papirius fait par conséquent descendre Fabius de la place des magistrats à celle des accusés. Mais cette dernière place n'est pas le sol même du Forum, car on peut y prendre la parole, et le *locus inferior* je ne dirai pas absolument doit (Tite-Live, 45, 39, 2), mais tout au moins peut être opposé au locus æquus (Cicéron, *Ad fam.*, 3, 8, 2) comme sans doute au *locus superior* des rostrales. Une certitude complète résulte à ce sujet du rapprochement du premier texte et plus largement de la nature du tribunal. Le tribunal est une estrade élevée sur laquelle se dresse le siège curule également exhaussé ; l'accusé est debout sur l'estrade et vient, quand on l'y appelle, devant le siège du juge. Les *rostra* servant, et servant même principalement pour le *judicium populi*, devaient nécessairement avoir une disposition analogue et durent la conserver tant que subsistèrent les procès intentés devant le peuple. Parler *ex loco inferiore*, c'est le faire de la place des accusés, et cette place se trouve au dessous de celle du juge, mais au dessus de celles des assistants. — Cicéron, *Deor.* 3, 6, 23, en développant l'idée que l'éloquence doit toujours et partout être la même, emploie les mots : *Sive ex inferiore loco, sine ex æquo, sive ex superiore*, et on les entend, certainement avec raison, des discours prononcés en justice, au sénat, ou dans les fonctions de magistrats ; mais ce qui se rapporte aux discours judiciaires peut, à au moins aussi bon droit, être rapporté au *judicium populi* dirigé des rostrales qu'à la *quæstio* et au procès privé qui se passent devant le *tribunal*. Sans nul doute, il s'agit des trois en même temps. Les accusés ont dû être, sauf de rares exceptions, placés, pour le procès de *provocatio*, sur la tribune inférieure des *rostra*, tandis que le magistrat qui jouait le rôle d'accusateur était sur la tribune supérieure, et par conséquent ces accusés parlaient *ex loco inferiore*, tout aussi bien que ceux qui se tenaient sur l'estrade devant le tribunal dans la procédure civile ou dans celle des *quæstiones*. La tribune basse des rostrales, qu'elle ait elle-même été en maçonnerie ou que, comme il est également possible, elle ait seulement consisté en un échafaudage en bois adjoint aux rostrales selon les circonstances, était, sans contestation possible, essentiellement destinée au *judicium populi*, et alla est sortie de l'usage avec la disparition de ce *judicium* du temps de Sulla. César, en faisant, dans la procédure de *suasio*, (car la réponse de Catulus ne peut théoriquement être considérée que comme une *dissuasio* de la *rogatio* proposée), un homme comme Catulus se mettre à la place où se mettaient les accusés pour les jugements du peuple, était dans son droit quant à la forme ; en effet c'est à celui qui accorde la permission de prendre la parole de fixer l'endroit d'où on pourra le faire. Mais, quant au fond, c'était un coup porté en plein visage aux optimates. Le *locus inferior* des rostrales n'apparaît par conséquent là que plus énergiquement dans son rôle politique. — Sur cette distinction d'une tribune haute et d'une tribune basse dont il n'avait pas jusqu'à présent été compte dans les recherches topographiques relatives aux rostrales, M. O. Richter m'a communiqué, sur ma demande, la dissertation qui suit : *Des traces de cette disposition se laissent reconnaître tant aux rostrales placées entre la Basilique Sulla et l'arc de Sévère qu'aux rostra ædis divi Juli*. 1. La façade des derniers *rostra*, qui avait une longueur totale de 18 mètres, 44, était à l'origine disposée de telle sorte que le centre en était formé par un renforcement demi rond large de 6 m. 82. Les éperons de navires pris à la bataille à Actium, étaient attachés aux deux parties en ligne droite de la façade situées des deux côtés du renforcement. Ce creux qui est profond de 3 mètres et qui pénètre presque jusqu'à la moitié de la tribune large de 7 mètres, doit forcément en avoir fait partie, et la disposition s'en conçoit si nous y reconnaissons le *locus inferior*. Plus tard, lorsqu'il n'y plus de telles délibérations, il fut comblé avec du mortier et clos par un mur de pierres de taille en ligne droite dont il existe encore des restes importants ; si bien que la tribune forma désormais un rectangle parfait. — 2. La façade des *rostra* situés près de l'arc de Sévère, longue de 23 mètres 69 (30 pieds romains) et haute de 3 mètres (10 pieds), se divise, comme je l'ai démontré dans mon ouvrage sur ce sujet, p. 18 et ss., en trois parties. Un espace de deux cinquièmes (32 pieds), compté de l'angle de chaque côté, était partagé par des pilastres de bronze et orné d'un double rang d'éperons de navires. La cinquième du milieu (16 pieds) n'avait ni pilastres ni éperons. Cela suffit pour indiquer une disposition analogue à celle des *rostra* de César. En outre, la partie du milieu de la façade a été bouchée ici comme là. La plate-forme de la tribune repose, outre le mur d'enceinte, sur deux rangées de 4 piliers, qui sont à une distance de 10 mètres les uns des autres et de 18 mètres des murs, ce qui fait que l'espace intérieur se compose de 21 parties ayant chacune une superficie de 10 X 10 = 100 pieds carrés. Parmi elles, l'espace se trouvant au milieu de la façade entre quatre piliers immédiatement au-dessus du mur de devant est, comme le renforcement de tout à l'heure, comblé avec du mortier. Le *locus inferior* situé au centre des deux tribunes est facile à reconstruire. Tandis que dans la tribune de César, il avait la forme d'un demi-cercle, il était ici carré et avait une superficie de 100 pieds carrés. La plate-forme de la tribune était à 10 pieds au dessus du niveau du forum ; on peut admettre que le *locus inferior* était plus bas de 5 pieds, ce qui le laissait à 5 mètres au dessus du niveau du sol. On y descendait de la plate-forme par un escalier parallèle à la façade et occupant l'intervalle de deux piliers. Il pouvait être fermé du côté du sol par une balustrade. Il résulte des restes qui en sont conservés qu'il ne se trouvait pas sur le même niveau que le sol et qu'il n'y avait pas entre eux d'escalier de communication. Lors de la reconstruction postérieure qui transforma complètement ces *rostra* (cf. op. cit., p. 28 et ss.), le *locus inferior* doit aussi avoir été rebâti, et cela dès avant Constantin ; car, la représentation en relief des *rostra* du temps de Constantin qui se trouve sur l'arc de Constantin montre une façade uniformément rectiligne.

¹ Les prétendus rostrales du Capitole ont été admis en partant de Cicéron, *Ad Brut.* 1, 3, qui peut parfaitement s'entendre des rostrales ordinaires. — Il n'y en a certainement pas eu au Champ de Mars. — La seconde tribune

et législatifs étaient précédés par des discours, c'était en principe aux rostrs que ces discours étaient prononcés. Les rostrs se trouvaient au *comitium*, et par conséquent, ainsi qu'il est naturel, la tribune aux harangues et le lieu du vote étaient réunis au temps le plus ancien. Mais, tandis qu'on laissa subsister ce régime pour les comices par curies dépourvus d'importance politique, on peut avoir par la suite séparé intentionnellement les discours au peuple et les votes ; ce paraît être pour cela que l'on n'a pas élevé de tribune au Champ de Mars et que l'on a principalement fait voter, les tribus au Capitole. — De la tribune située entre le Forum et le *comitium*, on parlait, à l'époque ancienne, dans la direction du *comitium* et par suite aussi de la curie. Mais depuis 609 et spécialement depuis C. Gracchus, les orateurs démocratiques qui parlaient des rostrs, tournaient le dos à la curie et parlaient tournés vers le Forum². Il doit y avoir eu un lien entre ce changement et le fait que, comme nous avons déjà vu, la séparation des théâtres de la parole et du vote fut abandonnée pour les lois soumises aux tribus dans le dernier siècle de la république et que les tribus votèrent alors également d'ordinaire au Forum.

Le magistrat patricien commence la journée fixée pour le vote en prenant les auspices selon les règles que nous avons déjà indiquées³ ; le magistrat plébéen ne fait au contraire pas d'auspication. Quant à l'interrogation de la volonté des Dieux par le sacrifice d'animaux et par l'examen de leurs entrailles, il en est bien question pour les assemblées du sénat, mais non pour les comices⁴. Le lieu d'auspication, auquel le magistrat qui fait la *rogatio* reste pendant toute l'opération, est en même temps un *templum*, puisque les signes fournis par les oiseaux sont pris par lui de là, et, ainsi que nous avons déjà remarqué, une estrade dominant le lieu du vote, un tribunal. On place sur le tribunal, le cas échéant, sur les rostrs, le siège sur lequel le magistrat est assis pour présider l'assemblée⁵.

Pendant que le magistrat observe les auspices avant le jour, le héraut appelle, d'abord dans le *templum*, puis en faisant le tour des murs de la ville, le peuple ; soit les curies, soit les centuries, soit les tribus, à se trouver au lever du soleil devant le magistrat pour voter⁶ ; il indique probablement en même temps le lieu, lorsqu'il ne se comprend pas de lui-même. Lorsque le grand pontife convoquait les curies pour un vote, le héraut civil, le *præco* était remplacé par le *lictor*

située au bas du Forum, devant les *ædes divi Julii* (Jordan, *op. cit.* p. 407 ; Richter, *op. cit.* p. 32) est postérieure à la République.

¹ Dans le procès de Scipion l'Africain, en 567, les rostrs servirent de tribune pour les *contiones* préparatoires (Tite-Live, 38, 51) ; le lieu auquel devait avoir lieu la réunion du jour décisif ne nous est pas indiqué.

² Cicéron, *Lael.* 25, 96 ; Plutarque, *C. Gracch.* 5. Varron, *De re r.* 1, 2, 10 : *C. Licinius tr. pl. cum esset, post rerges exactos anno* (et non *annis*) *CCCLXV primus populum ad leges accipiendas* (par conséquent, pas pour les élections) *in septem jugera forensia e comitio eduxit*, changement auquel Varron a, d'après l'ordre des idées, attribué une relation quelconque avec l'agriculture que nous ne pouvons discerner (cf. *Rœm. Forsch.*, 1, 192, note 28), et on raison de laquelle il a remplacé *forum* par l'expression (inexacte superficiellement) *septem jugera forensia*. La paraphrase de Columelle (1, 3, 10) verse évidemment faut à fait dans l'erreur. Le changement de posture peut avoir été provoqué pour partie par des considérations de commodité, mais il se présente essentiellement comme une manifestation d'opposition démocratique contre le sénat.

³ Cf. tome I, la partie des Auspices, sur les comices. Le schéma destiné aux comices judiciaires qui nous a été conservé par Varron, 6, 91, commence par l'auspication. V. tome I, *loc. cit.*

⁴ On ne peut conclure le contraire de Denys, 7, 59.

⁵ Cicéron, *Brut.* 43, 161. Tite-Live, 10, 15, 9.

⁶ Varron, *De l. l.* 6, 91, pour le questeur. c. 87. 90. La convocation faite par le censeur ne conduit pas, il est vrai, à des comices, mais elle a, à titre préparatoire, une marche parallèle. Cf. tome I, la partie du *jus agendi cum populo* et celle des appariteurs des magistrats, sur les *præcones*.

curiatus religieux¹. Il est douteux que le *concilium plebis* soit aussi précédé par un appel du héraut².

Quand le peuple doit se réunir par curies, il est probablement, outre l'appel du héraut, encore convoqué par des sonneries de *lituus* ou de *tuba*³. C'est au moins la conséquence à laquelle conduit la place donnée par le calendrier au *tubilustrum*, le 23 mars et le 23 mai, immédiatement avant les jours fixes de comices.

Le vote des centuries demande encore d'autres préparatifs. Il faut qu'il soit annoncé, au Forum, de la tribune aux harangues⁴. En outre, il faut que l'on fasse flotter sur la citadelle le rouge drapeau de guerre⁵, du déploiement duquel est compté le délai de réparation de trente jours qui doit être laissé, au cas de guerre en perspective, à l'adversaire qui a manqué aux traités⁶. Il faut encore, pour garantir les citoyens contre une surprise, que la forteresse avancée élevée contre l'ennemi national, le Janicule, soit garnie d'hommes armés, et que le drapeau y soit également hissé⁷, pendant que les citoyens se rendent sans armes à l'assemblée⁸. Enfin le signal militaire du départ doit être donné à son de trompette, à la citadelle et autour des murs de la ville, et, pour les comices judiciaires, en outre à la porte de l'accusé⁹.

Pour le *concilium plebis*, la citation faite au jour du vote s'est peut-être restreinte à une publication faite, dans la direction du Forum, de la tribune aux harangues¹⁰.

Le citoyen romain qui ne se trouve pas à Rome au jour désigné pour le vote, en est exclu. Auguste a donné aux membres des sénats municipaux des colonies de

¹ Lælius Felix, dans Aulu-Gelle, 15, 27. Cf. tome II, la partie des Faisceaux, sur les licteurs sacerdotaux.

² Je ne trouve pas de preuve de l'emploi du *præco* pour le *concilium plebis*, et la rareté extraordinaire des *præcones* parmi les appariteurs des tribuns (v. tome I, la partie des Appariteurs, sur les *præcones*) augmente les doutes.

³ Le *lituus* et le *tubus* ou *tuba* se confondent. Les *liticines cornicines* de Servius de Cicéron (*De re p.* 2, 23, 40) sont, dans Tite-Live, 1, 43, 7, des *cornicines tubicinesque*. Lutatius (dans le calendrier de Préneeste, sur ce jour) rapporte les *tubilustria* du 23 mars à la *clava*, c'est-à-dire au bâton augural ou *lituus* de Romulus, qui se retrouva intact dans la curie des Saliens après l'incendie des Gaulois (Cicéron, *De divin.* 1, 47, 30).

⁴ Varron, 8, 94, pour le questeur. Sur la fermeture des boutiques, qui n'était pas nécessaire, cf. note 33.

⁵ Tite-Live, 39, 15, 11. Arnobe, 2, 67. C'est le même drapeau qui est employé pour la lustration des censeurs (v. tome III, la partie de la Censure, sur la *lustratio*) et qu'on va chercher au Capitole pour la proclamation du *tumultus* (Servius, *Ad Æn.* 8, 1).

⁶ Festus, *Ép.* p. 105 ; Macrobe, *Sat.* 1, 16, 15. Ces trente ou trente-trois (Tite-Live, 1, 22, 5. c. 32. 8. Servius, *Ad Æn.* 9, 52) *jours de droit* qui doivent être laissés entre l'envoi du *fetialis* fait sur la décision du peuple, c'est-à-dire la déclaration de guerre, et le commencement de la guerre sont les trente jours bien connus des Douze Tables que le droit privé laisse au débiteur entre le jugement et la *manus injectio*.

⁷ Lælius Felix, dans Aulu-Gelle, 15, 27. C'est à cela que doit se rapporter le récit de Dion, 37, 27, d'après lequel un préteur mit fin aux comices judiciaires tenus contre Rabirius en faisant enlever le drapeau du Janicule ; car c'est là (cf. Tite-Live, 2, 10, 3), et non à l'*aræ* qu'est le *præsidium*.

⁸ L'*exercitus urbanus* est l'opposé de l'*exercitus armatus* ou de la *classis procincta* (Fabius Pictor, chez Aulu-Gelle, 10, 15). — Dans Denys, 4, 84, les citoyens appellent aux armes après avoir appris les crimes des Tarquins ; Brutus provoque d'abord le vote de déposition des curies ; elles se réunissent alors, s'étant rapidement armées, sur le Champ de Mars, élisent les consuls et occupent les murs. Il reste surprenant que la description de ces comices par centuries, qui sont les premiers et qui sont paradigmatiques, aboutisse à y armer les citoyens.

⁹ Lælius Felix dans Aulu-Gelle, 15, 27 ; Varron, 6, 92, extrait du contrat des censeurs avec ceux qui *classicum ad comitia centuriata redemptum habent*, et dans l'invitation connexe au questeur, 6, 91. C. Gracchus, dans Plutarque, c. 3. Properce, *Carm.* 4, 1, 13. Si, dans Denys, 2, 8, les patriciens sont appelés par le héraut et les plébéiens au son de la trompette, à l'époque des rois, ce sont les convocations du sénat et celles des centuries qui doivent y être rapprochées. Au reste la trompette sert aussi de signal pour les contions militaires dans le camp comme en deçà de la première borne milliaire (cf. tome I, la partie du Droit d'agir avec le peuple, sur les contions). Sur la *centuria cornicinum*, cf. Le service militaire et le droit de vote.

¹⁰ Tite-Live, 39, 15, 11. Ce semble être là le seul texte qui puisse être rapporté, avec quelque sûreté, à la convocation du *concilium plebis* au jour du vote ; cependant il doit nécessairement y avoir eu un acte de ce genre.

citoyens fondées par lui en Italie le droit d'émettre leurs votes dans leur résidence et de les adresser scellés, avant le jour du scrutin, au magistrat qui le préside¹, qui est chargé de les joindre ensuite -dans les urnes aux suffrages exprimés personnellement. C'était là une tentative semblable à celle déjà faite pour le cens après la guerre sociale et ensuite par César² afin de donner, dans les institutions de la République, l'influence au véritable peuple romain à la place de la *plebs urbana*. Toutes deux ont échoué. Ni le cens des citoyens ni les assemblées des citoyens n'ont pu survivre à la chute de la République.

L'assistance des augures a constitué la règle au moins à l'époque moderne pour tous les comices et même pour le *concilium plebis* ; et chacun d'eux a le droit, d'après l'usage, de provoquer l'interruption de l'acte à raison d'un obstacle religieux aperçu par lui³. — En outre, la coutume réclame que le magistrat qui préside invite ses collègues qui ne participent pas à l'acte⁴ et tous les magistrats supérieurs patriciens et plébéiens, à y assister⁵, et, s'ils se rendent à l'invitation, des sièges sont placés pour eux, sur l'estrade⁶. Dans certaines circonstances, il semble même en avoir été ainsi pour tous les sénateurs⁷. Une place sur l'estrade était également offerte, selon le gré du président, à d'autres personnes considérables ou spécialement intéressées à l'acte, en principe, pour les comices électoraux, aux candidats.

L'assemblée du peuple commence par être une assemblée qui n'est pas ordonnée, dans laquelle chaque citoyen se place où il veut et où il peut⁸, une *conventio* ou *contio* ; c'est le préliminaire constant et forcé des *comitia* proprement dits⁹. Elle commence, après une prière dite par le président¹⁰, par

¹ Suétone, *Auguste*, 46.

² V. tome IV, la partie de la Censure, sur le cens municipal.

³ V. tome I, la partie des Auspices, sur la *nuntiatio* des augures. Si, dans la rogation sur l'Aventin, adoptée d'après l'exposition de Denys (10, 32), en 298 dans les comices par centuries, les pontifes, les augures et les duumvirs *sacris faciendis* sont présents, cette loi est comptée parmi les lois *sacratæ* (Tite-Live, 3, 32, 7), et c'est probablement à cela que se rattache le concours de tous les grands sacerdoce.

⁴ Les collègues ne sont pas seulement nommés expressément dans la formule des questeurs ; la seconde citation du formulaire des consuls est aussi rapportée aux *judices*, quoique elle n'émane que d'un des consuls.

⁵ Varron, 6, 91. La demande de leur avis aux magistrats ne paraît être qu'une formule polie d'invitation. Les *censores* commencent aussi leurs travaux *ubi prætores tribunique plebei quique in consilium vocati sunt venerunt* (Varron, 6, 87).

⁶ Un tribun qui ne fait pas la rogation prend part comme assistant à des comices judiciaires tribuniciens (Tite-Live, 25, 3, 17) ; de même, pour les élections de consuls, le consul qui ne présidé pas le vote (Tite-Live, 39, 32, 11 ; Cicéron, *Ad fam.* 7, 30). Dans les débats sur la rogation proposée par le tribun Metellus Nepos en 692, le *rogator* a, assis à côté de lui, ses collègues dissidents Caton et Minucius Thermus et le préteur César (Plutarque, *Cat. min.* 27 ; Drumann, 3, 191). Cf. Suétone, *Tibère*, 17.

⁷ Varron, 6, 91, pour le questeur : *Patres censeant exquæras et adesce jubeas*. On ne peut comprendre que de cette façon que le questeur doive prendre l'avis préalable des sénateurs ; cela ne se comprendrait que difficilement du conseil de consulter le sénat à un jour antérieur.

⁸ Nous ne savons si l'enclos destiné au vote lui-même, dont il va être question plus bas, était ouvert ou fermé pendant ces actes préparatoires. Même dans le premier cas, l'*intro vocare* conserve son sens ; car alors la votant peut bien se tenir hors de l'enclos pendant les préliminaires ; mais il est exclu du vote s'il n'y entre pas à temps.

⁹ En dehors des textes, notamment de Varron (6, 88. 93. 94. 87. 91), Lælius Felix, dans Aulu-Gelle, 15, 27, et la description de l'assemblée des curies plébéiennes dans Tite-Live, 2, 56, 10 en sont la preuve. Les patriciens, qui n'ont pas le droit de vote, prennent néanmoins part à la *contio*. De même, 3, 11, 4. Même Cicéron, *Pro Flacco*, 7, 15, en employant les mots *summota contione*, et Tite-Live, 25, 3, 15, en disant : *Populum summovert*, pensent moins à la division des citoyens qui sont en droit de voter qu'à, l'éloignement des personnes qui n'ont pas le droit de vote, possible seulement quand il est ordonné à chaque citoyen de se rendre dans sa section. Selon Asconius, *In Cornel.* p. 70, *adstat populus confusus ut semper alias, ita et in contione*, jusqu'à ce que commence le vote proprement dit.

¹⁰ Tite-Live, 39, 15, 1. Pline, *Panég.* 63, sur l'élection de Trajan comme consul, que du reste il ne faut pas entendre exclusivement de la prière. Cicéron, *Pro Mur.*, 1. Denys, 7, 59. Tout discours adressé au peuple commence par une prière (Servius, *Ad Æn.* 11, 301 ; Cicéron, *Div. in Cæc.* 13, 43 ; Aulu-Gelle, 13, 23, 1). Cet usage s'étendait au *concilium plebis*, montre *Ad Herenn.* 4, 55, 68. — Il ne faut pas confondre cette prière préliminaire avec la formule usuelle *quod bonum fortunatum*, etc. *sit* qui précède déjà le premier ordre adressé au héraut (Varron, *De l. l.* 6, 86 ; Cicéron, *De div.* 1, 45, 102).

une question adressée aux citoyens, à savoir s'ils **veulent et prescrivent**¹ : pour les comices législatifs, que la proposition de loi promulguée devienne une loi, pour les comices électoraux, que les personnes désignées par le président revêtent la magistrature en question, pour les comices judiciaires, que le citoyen condamné par le magistrat soit puni de cette façon. La question devait à l'origine être tranchée par un oui ou un non. Plus tard, l'initiative passa, en matière d'élection, aux interrogés à qui on ne put plus demander s'ils admettaient telle ou telle personne, mais quelles personnes ils admettaient² ; et, même pour les lois, il s'est présenté par exception une position de la question qui laissait l'initiative à l'interrogé. Mais il faut toujours que la question, quoiqu'elle ait été portée verbalement et par écrit à la connaissance des citoyens lors de la fixation des comices, leur soit encore une fois notifiée verbalement avant le vote. Pour les comices électoraux, en se sera borné en général, lorsqu'il ne s'agissait pas de magistratures ou de missions extraordinaires, à désigner la magistrature à conférer, quoique là encore il pût y avoir des clauses spéciales³. — Pour les comices judiciaire, on ne sait si l'instruction préparatoire devrait être rédigée par écrit et s'il devait en être donné lecture, ou s'il suffisait de sa reproduction orale par le magistrat instructeur. — Pour les comices législatifs, la lecture (*recitare*) du projet de loi, qui était toujours proposé par écrit, était exigée avant le vote à l'époque qui nous est connue ; elle était faite par le héraut auquel le scribe soufflait les mots⁴. La lecture du projet par le président lui-même a été interdite, à l'époque récente, au moins pour les plébiscites⁵, parce que, personne ne pouvant interrompre le tribun qui parlait au peuple⁶, le droit d'intercession était enlevé par là aux collègues du magistrat qui lisait pendant la durée de la lecture ; au reste, c'était une règle, à la bonne époque, de ne pas se servir de l'intercession dans cette période et de laisser le peuple prendre au moins connaissance du projet de loi⁷.

Il n'y avait de débat public sur la question soumise au vote que dans une mesure restreinte. Sous ce rapport, les règles établies pour les comices électoraux, les comices judiciaires et les comices législatifs ne sont pas les mêmes.

Pour les élections, il n'y a pas, en principe, de débat public préalable admissible sur les candidatures. La méthode la plus ancienne, dans laquelle le magistrat qui préside l'élection indique aux citoyens les personnes à élire, exclut toute discussion. Mais, alors même que l'initiative fut passée au peuple, le président ne semble ni s'être exprimé lui-même sur le compte des candidats ni avoir permis à

¹ Il est traité de la définition de *velle jubere* dans la partie de la Compétence du peuple.

² D'après le fragment de formulaire électoral des tribuns (*rogationis carmen*) conservé dans Tite-Live, 3, 61, 9 (cf. tome I, la partie du Droit de nomination de collègues, sur la cooptation tribunitienne), la question doit avoir été à peu près : *Velitis jubeatis, si consoles duos rogato, uti hi in annum proximum consules sint, vos quirites rogo*.

³ Ainsi le formulaire électoral des tribuns contient, jusqu'à la loi Trebonia de 306, la clause que, s'il en était nommé moins de dix, les tribuns élus auraient le droit de coopter ceux qui manqueraient (v. tome I, *loc. cit.*). La suppression de la clause *Uti qui optima lege dictator factus est* (v. tome III, la partie de la Dictature, sur l'exemption de la provocation) dans la dictature moderne est analogue, quoique, cette formule ne fût pas présentée aux comices.

⁴ Asconius, *In Cornel.*, p. 58. Appien, B. c. 1, 11. L'ordre et la défense se répètent encore une fois. Dion, 37, 43. Plutarque, *Cat. min.* 28. Dans Denys, 7, 17. 10, 3, on ne voit pas clairement s'il s'agit d'une lecture des projets de loi par le tribun en personne ou seulement d'une lecture qu'il fait faire.

⁵ C. Cornelius, tribun du peuple en 687, fut accusé d'avoir lu sa rogation au mépris de cette loi et d'avoir par là violé le droit d'intercession (Asconius, *In Cornel.* p. 57 et ss., 71 ; Cicéron, *In Vat.* 2, 5, et le tribus du peuple Metellus Nepos le fit en 692 (Dion, 37, 43 ; Plutarque, *Cat. min. loc. cit.*) César aussi *leges... ipse nobis inspectantibus recitavit pronuntiavit tulit* (Cicéron, *Phil.* 1, 10, 24).

⁶ V. tome III, la partie du Tribunat, sur le droit du tribun d'agir avec la plèbe.

⁷ V. tome I, la partie des Droits d'intercession et de prohibition, sur le moment de l'intercession centre les rogations.

d'autres de le faire. Les magistrats supérieurs étaient libres de provoquer, avant le vote, des réunions préparatoires dans ce but comme dans tout autre ; mais cela n'était pas l'usage¹. La propagande électorale très développée chez les Romains s'y faisait autrement, par des voies privées et notamment par des voies locales. On ne peut pas refuser au magistrat qui présidait l'élection le droit d'adresser au peuple des allocutions d'ordre général avant le vote² ; mais ordinairement le vote suivait immédiatement la rogation.

Pour les comices judiciaires, c'est comme il a déjà été montré, exactement le contraire. Le magistrat qui statue en première instance doit, avant de rendre la sentence qui arrive en seconde instance comme rogation devant le peuple, opposer par trois fois à l'accusé devant le peuple assemblé les preuves de sa faute et lui accorder la parole et la preuve contraire, Nous n'avons pas de tableau compréhensible d'une pareille procédure ; mais le droit qui appartient au magistrat d'interroger n'importe qui devant le peuple assemblé et de le contraindre en cas de besoin à répondre aux questions, s'il apparaît dans notre tradition principalement comme employé dans des fins politiques³, appartient, sans contestation possible, en première ligne à la justice du peuple dont l'*anquisitio* ne pourrait fonctionner sans lui. C'est une confirmation de cette idée que le statut personnel de celui qui parle devant le peuple sur l'ordre du magistrat n'entre pas ici en question, et que par conséquent des étrangers⁴ et des femmes⁵ prennent la parole devant lui. Le principe d'équité, selon lequel le juge doit entendre l'accusé au cours du procès, est satisfait d'une manière concevable, en ce qui concerne le *populus*, par l'organisation de la justice populaire Romaine. — Puisque, d'après nos développements antérieurs ; les trois premiers termes de la justice populaire ne sont pas des termes de vote et qu'il n'y a probablement pas de débat au quatrième terme où l'on vote, la différence du lien où l'on parle et de celui où l'on vote était ici facilement applicable.

Relativement aux lois, on suit une méthode intermédiaire. En général, la délibération sur la loi à promulguer appartient, législative : selon la conception romaine, au sénat. Quoique la constitution n'oblige pas les magistrats qui ont l'initiative des lois à s'entendre d'abord à leur sujet avec le sénat, elle les met pourtant dans l'alternative de le faire ou de soumettre leur proposition dans des termes incommutablement fixés à l'approbation ou au rejet du peuple. Il n'y a pas de voie formelle pour discuter avec les citoyens ou seulement devant eux une proposition de loi à faire ; il n'y a absolument aucun moyen pour la porter officiellement à la connaissance du peuple avant la promulgation, or cette promulgation la rend incommutable pour son auteur lui-même⁶.

¹ Je n'ai présent à l'esprit aucun exemple de *suasion* ou de dissuasion d'une candidature ; il est possible qu'elles fussent interdites par la loi. Des récits comme Tite-Live, 6, 40, ne prouvent rien.

² Tite-Live, 10, 21, 13. Le discours de Gracchus, *Ad Her.* 4, 53, 68, est aussi de ce genre.

³ Des exemples de l'exercice de cette faculté par les tribuns sont donnés, tome III, dans la partie du Tribunat, sur le droit aux tribuns de parler au peuple ; mais elle n'est rien autre chose qu'une partie du droit général d'agir avec le peuple, et elle ne peut avoir fait défaut à aucun de ceux qui possèdent ce droit.

⁴ La parole est ainsi donnée, dans des affaires politiques, à des ambassadeurs (Polybe, 30, 4) et même à des rois étrangers (Salluste, *Jug.* 34).

⁵ Sur la question de savoir si le, prétendu fils de Ti. Gracchus citait supposé, un tribun du peuple interrogea devant le peuple la sœur de Gracchus (Val. Maxime, 3, 8, 6) ; Cornelia, la mère des Gracques (Dion, *fr.* 83, 8), et la fille de l'orateur Hortensius parlèrent, également devant le peuple.

⁶ Il n'était naturellement pas défendu au magistrat d'adresser au peuple des allocutions préparatoires (Cicéron, *De l. agr.* 2, 5, 12). Mais, quand, dans le récit sur l'origine de Douze Tables (Tite-Live, 3, 34 ; Denys, 10, 51), chaque citoyen est invité à examiner en détail la loi promulguée et éventuellement à proposer ses corrections ; quand ensuite, *eum ad rumores hominem de unoquoque legum capite editos* (Mss. : *edito*) *satis correctæ viderentur, centuriatis comitiis decem tabularum leges perlatae sunt*, ou bien il est fait abstraction des règles du droit, ou les annales anciennes recourent là au pouvoir constituant des magistrats *legibus scribindis* ; ces

Mais, s'il n'y a pas pour la loi comme pour le jugement un débat préliminaire organisé d'une manière fixe, qui précède la soumission du projet au peuple, la discussion sur l'adoption ou le rejet de ce projet est permise dans l'intervalle, qui sépare sa déposition du vote. C'est la procédure de *suasion* et de dissuasion¹, qui a joué un rôle important dans la vie politique de Rome. Cette délibération sur les mérites du projet de loi a eu pour origine la justification qu'en faisait le magistrat avant de le soumettre au vote². On ne pouvait pas refuser le droit d'exprimer son opinion au collègue de ce magistrat, même en dissentiment avec lui, qui pouvait, par son intercession, faire échouer le projet³ ; on regarde même comme un droit et un devoir pour les magistrats supérieurs en fonctions d'instruire le peuple sur la loi présentée au vote⁴. En outre nous avons déjà expliqué que la parole pouvait aussi être donnée à des particuliers dans ces délibérations⁵ ; et, surtout à l'époque récente, ce succédané de débats, dans lequel d'ailleurs le dernier mot restait toujours au magistrat⁶, a formé une partie importante de l'acte de rogation. Quant à la forme, les discours paraissent être provoqués par le magistrat président qui interroge sur leur opinion ceux qui lui ont demandé la parole, ou ceux qu'il invite à la prendre⁷. — Quant à la relation de temps et de lieu existant entre ces délibérations préparatoires et le vote, les débats au jour du scrutin paraissent avoir été exclus pour les comices par centuries, peut-être en considération de leur caractère militaire et du long temps qui y est requis par le vote⁸ ; par conséquent, quand il y en avait, c'était un jour antérieur⁹ ; l'absence de rostrum sur le Champ de Mars peut aussi être mise en relation avec ce système¹⁰. Dans les autres assemblées, on délibérait le jour du vote, après la question du magistrat qui y présidait et sous sa direction¹¹, et par conséquent ces délibérations se rencontraient sous ce rapport, quant au temps et quant au lieu, avec le vote lui-même. Il n'y avait à cela rien d'impossible puisque les discours adressés au peuple n'étaient liés à aucun lieu et pouvaient par exemple aussi bien être prononcés dans le vestibule du Capitole qu'aux rostrum. Niais, si on voulait se servir de ces derniers, la réunion ne pouvait pas

corrections sans forme *ad rumores hominum* ne sont rien autre chose que la suppression du lien créé pour le magistrat par la promulgation.

¹ Quintilien, *Inst.* 2, 4, 33. Tite-Live, 10, 7, 1 ; de même, 3, 63, 8. 34, 1, 4. On trouve comme formule finale de la *suasion* dans Tite-Live, 10, 8, 12 (cf. Cicéron, *De imp. Pompei*, 24, 69) et de la dissuasion dans Tite-Live, 34, 4, 20.

² Cicéron, *De leg.* 3, 4, 41. Lors des débats sur l'abrogation de la loi Oppia en 559 dans Tite-Live, 34, 1 et ss., un consul et deux tribuns du peuple parlent d'abord contre la rogation, puis un des tribuns qui font la proposition parie en sa faveur. Il n'y a pas besoin de citer d'autres preuves pour démontrer que l'auteur de la proposition joue le premier rôle dans cet acte.

³ Cela manifeste notamment en ce que l'exercice ou le non-exercice du droit d'intercession était fréquemment déterminé par les *suasiones* ou les dissuasions. Cf. tome I, la théorie des droits d'intercession et de prohibition, sur le moment de l'intercession contre les rogations.

⁴ (4) Cela est prouvé tant par les paroles de Cicéron (note 128) que par de nombreux exemples.

⁵ V. tome I, la partie du droit d'agir avec le peuple, sur le droit de lui parler.

⁶ Dion, 39, 35. Lorsqu'il est dit qu'il n'est pas convenable de former l'intercession avant *quam privatis suadendi dissuadendique legem potestas facta esset* (Tite-Live, 45, 21, 6, rapproché de c. 36, 1) ou qu'elle est admissible [*dum recitatur*] *lex, dum privati dicunt* (Cicéron, chez Asconius, *In Cornel.* p. 70), on ne met pas par là en conteste le droit du magistrat de conseiller et de déconseiller, mais au contraire on suppose son usage comme allant de soi, tandis que l'admission des particuliers était une faveur. V. tome I, loc. cit.

⁷ Dion, 38, 4 L'invitation par le héraut (Denys, 10, 41) sonne un peu le faux.

⁸ Il ne semble pas y avoir d'exemple d'ouverture des comices par centuries, au Champ de Mars même, par des *suasiones* et dissuasions.

⁹ Le consul Lentulus introduisit la rogation soumise aux centuries par les deux consuls pour le rappel de Cicéron, l'un des jours précédents, par une *contio*, dans laquelle lui et d'autres la recommandèrent (Cicéron, *Cum sen. gr. egit*, 10, 26 ; *Pro Sestio*, 50 ; *In Pison.* 15, 34) ; tandis qu'il ne fut pas parlé au Champ de Mars avant le vote (Drumann, 2, 296).

¹⁰ Elle ne peut pas être la cause, mais seulement l'effet de l'impossibilité de débats avant le vote des centuries.

¹¹ Tite-Live, 43, 16, 3, le dit en termes exprès ; la plupart des descriptions sont faites dans ce sens (Denys, 9, 43. 10, 3). Mais le *rogator* pouvait aussi faire la discussion précéder la lecture du projet (Appien, *B.* c. 1, 11).

commencer aux rostris et finir au Capitole ; car l'assemblée du peuple était inséparable du *templum*, et mime, pour celles de la plèbe, il n'est jamais question de tels déplacements. Il fallait en pareil cas, comme pour les comices par centuries, fixer, entre le jour de la promulgation et celui du vote, une réunion spéciale, destinée à la discussion du pour et du contre, qui pouvait être présidée même par un autre magistrat que l'auteur de la *rogatio*¹. — L'exposition publique des objections peut amener l'auteur de la proposition à la retirer, peut-être aussi, quand il s'agit de critiques partielles et de propositions de changement, à la représenter sous une forme nouvelle². Mais aucune influence n'est donnée au peuple à ce sujet : il doit entendre les discours pour et contre debout³ et en silence⁴ ; ce n'est que par abus qu'il donne une ex-pression publique à son approbation ou à sa désapprobation.

Après la fin de ces délibérations, qu'il dépend du gré du président de provoquer, il faut encore, avant de passer au vote, faire quelque chose : si le peuple ou la plèbe vote par tribus, et sans doute aussi lorsque le premier vote par curies, mais non, selon toute apparence, dans les comices par centuries, il faut tirer au sort, pour les citoyens Latins, qui, d'après leur traité que nous étudierons plus loin, ont le droit de vote dans ces assemblées et qui ne sont inscrits dans aucune section de vote, la section dans laquelle ils exerceront cette fois leur droit⁵. Le port de l'urne (*sitellam deferre*) et ce tirage au sort lui-même terminent la série des actes préparatoires.

Ensuite vient le vote : la *contio*, où le peuple n'est pas distribué, se transforme en *comitia*, dans lesquels le peuple est distribué. Selon la constitution des curies⁶ et des tribus⁷, tous les citoyens votent en même temps ; il n'y pas là de droit de voter en premier lieu⁸. Selon l'ancienne organisation des centuries, telle que nous l'avons déjà exposée, ce sont les centuries de chevaliers qui votent en premier lieu, à l'origine probablement les patriciennes avant les plébéiennes, plus tard vraisemblablement au contraire les plébéiennes avant les patriciennes ; ensuite vient, en cinq appels successifs, l'infanterie populaire avec les centuries d'hommes non armés. D'après l'organisation nouvelle des centuries, les centuries de chevaliers votent partie avec la première classe, partie après elle ; mais avant cette dernière vote une centurie isolée qui est tirée au sort et dont le tirage au sort ouvre l'acte du vote. Sinon dans les autres votes des centuries, au moins dans les élections, le grand nombre des unités électorales et la préoccupation

¹ Dans les débats de la loi sur le jury présentée par Q. Servilius Cæpio comme consul de 648, c'est un tribun du peuple qui occupe la présidence (Cicéron, *Brut.*, 43, 161).

² Un exemple de dissuasion proposant un amendement, dans Cicéron, *Ad Att.* 1, 19, 4 ; de proposition nouvelle sous une forme amendée d'une loi retirée, Asconius, *In Cornel.* p. 58.

³ Cicéron, *Pro Flacco*, 7, 16. La même, *Brut.* 84, 289, *De l. agr.* 2, 3, 13 ; *Acad. prior.* 2, 47, 144 ; *Tusc.* 3, 20, 48 ; *Orat.* 63, 213. C'est là probablement la cause pour laquelle les Romains de la République n'ont pas permis l'établissement d'un théâtre permanent. Mais Becker, 1re éd. 2, 1, 361, soulève avec raison la question de savoir si l'on a pu éviter crue les auditeurs fussent assis dans les *contiones* du cirque flaminien.

⁴ Cicéron, *Pro Sestio*, 59, 126. Le même, *Ad Q. fr.* 2, 3, 2.

⁵ Loi municipale de Malaca, c. 53. Tite-Live, 23, 3, sur un *judicium populi* après la clôture des débats. Cicéron, chez Asconius, *In Cornel.* p. 70, énumère les actes pendant lesquels l'intercession est encore possible, *Ad Herenn.* 1, 12, 21. Cicéron, *De d. n.* 1, 38, 106 et chez Asconius, *In Cornel.* p. 71. C'est là le dernier moment auquel l'intercession peut être faite décemment (v. tome I, la partie des Droits d'intercession et de prohibition ; sur le moment de l'intercession contre une rogation), et c'est pour cela que *sitellam deferre* est usité dans le même sens que chez nous *aller aux voix*. — Sur la condition juridique des Latins, cf. la partie qui leur est relative.

⁶ Loi municipale de Malaca, c. 55.

⁷ Dans Denys, 7, 59, il est signalé comme tendance du vote par tribus à la différence de celui par classes.

⁸ Sur la *prærogativa*, que Tite-Live, 5, 18, nomme à côté des *jure vocatæ tribus*, et sur les confusions analogues des auteurs de la basse latinité. J'ai déjà rappelé dans mon commentaire sur les statuts municipaux espagnols que le *principium* n'a rien à faire avec le droit de voter en premier lieu.

d'éviter les dispersions de voix et l'absence de résultat amenaient les sections qui votaient les dernières à se guider sur les suffrages exprimés et proclamés en premier lieu. Aussi le premier vote exprimé exerçait, surtout dans la tactique électorale extrêmement développée des derniers temps de la République, une influence disproportionnée sur l'issue du scrutin, et la décision de la *prærogativa* était considérée dans les Comices par centuries comme un signe avant-coureur rarement démenti de la victoire électorale¹.

Au moment où l'on passe à l'expression des votes, le magistrat qui préside adresse une seconde invitation à comparaître aux citoyens présents. Il la leur adressait anciennement en général par un appariteur², il la leur adresse plus tard par un des augures qui assistent à l'acte³ ; en somme, il la leur fait par un délégué de son choix⁴. Les assistants qui ne sont pas électeurs sont expulsés (*populus summovetur*), ceux qui sont électeurs se répartissent en leurs sections (*discedere*)⁵ et sont appelés (*intro vocare*)⁶ dans l'espace clos du *comitium*⁷ en dans tout autre enclos disposé pour le vote, selon l'ancienne expression, dans la ceinture (*licium*)⁸, selon l'expression nouvelle, dans les palissades (*sæpta*)⁹ ou le parc à bétail (*ovile*)¹⁰. Ensuite le magistrat qui préside commande lui-même aux citoyens, en vertu de son *imperium*, d'exercer leurs droits¹¹ et il les enjoint de voter

¹ Cicéron, *Pro Plancio*, 20, 49. *Ad Q. fr.* 12, 14, 3. *De divin.* 1, 43, 103.

² Varron, 6, 38, extrait des *commentarii consulares*. Mais il peut aussi donner ce mandat au *præco* (note ci-dessous).

³ Varron, 6, 95.

⁴ Varron, *loc. cit.* Le *præco* est aussi ancien que la magistrature, l'*accensus* est proprement en dehors du cercle des appariteurs, en sa qualité de suivant personnellement attaché au magistrat (V. tome I, la partie des Appariteurs, sur les *Accensi*) : son intervention ici confirme ce que dit Varron sur l'indifférence de la personne de l'auteur de la convocation. L'intervention de l'augure est, comme le dit Varron, occasionnée par le fait que le consul qui change chaque année a besoin d'un *præire* pour se servir des formules. Cette seconde citation ne peut par suite pas être comprise dans le schéma essentiel de l'acte ; il était évidemment avantageux de faire encore une fois avertir par un employé les divers citoyens présents que l'acte commençait.

⁵ La formule est dans Tite-Live, 2, 50, 12. Asconius, *In Cornel.* p. 70. Tite-Live, 3, 11, 4. Cicéron, *De leg.*, 3, 4, 11, dans Denys, 4, 84. 10, 41, dans Tite-Live, 25, 2, 7.

⁶ *Lex repetundarum* de 631-632. Cicéron, dans Asconius, *In Cornel.* p. 76. Scolies de Bobbio, sur Cicéron, *Or. in Clod. et Cur.* p. 337. Tite-Live, 40, 13, 11. c. 24, 18. 40, 42, 40. 45, 36, 7. Dans la plupart des textes de Tite-Live, l'expression est dénaturée en ce qu'elle s'y glisse pour désigner l'appel même au vote et que, tandis que l'appel est adressé simultanément à toutes les sections, l'accomplissement successif des votes de sections est rapporté à *intro vocari*. Il n'y a là qu'une négligence d'expression.

⁷ Cicéron, *De re p.* 2, 47, 34. C'est sans raison que Jordan, *Top.* 1, 2, 319, rapporte cette clôture au *templum* qui est formé sauf une seule issue (cf. tome I, la partie des Auspices, sur leur lieu).

⁸ Les formules : *Vocare populum in licium ou populum inlicere, aussi visere in licium* se reproduisent plusieurs fois dans Varron, 6, 86-95, de même Festus, *Ep.* p. 113 et p. 414. Puisque le sens de ceinture ou de tablier est établi sûrement pour *licium*, notamment dans la formule : *lance et lieio querere*, n'y a guère d'autre explication possible pour lui que celle donnée ci-dessus. Car, si Corssen, dans sa discussion peu satisfaisante (*Ausspr.* 1, 594 et ss.), entend *licium* dans le sens de vêtement de guerre, on peut lui objecter, quant au langage, que *vocare in cinctum Gabinum* ou *in sacrum* n'est pas latin, et, quant au fond, que l'*execitus urbanus* est l'opposé de la *classis procincta*.

⁹ Servius sur Virgile, *Egl.* 3, 34. La désignation, plus tard localisée à l'édifice élevé dans ce but au Champ de Mars, est, à l'origine, générale et énonciative ; ainsi, dans Appien, *B.* c. 3, 30, les magistrats tiennent les comices sur le Forum, et ceux qui n'y participent pas entourent en suppliant τὰ νεριοχοινίαματα ; Cicéron parle aussi de *sæpta* sur le Champ de Mars (*Pro Mil.* 15, 41) et de *fragmentis sæptorum* sur le Forum (*Pro Sest.* 37, 19), et Ovide, *Fastes*, 1, 53, dit en général : *Est quoque (dies), quo populum jus est includere sæptis*. Le mot est toujours employé au pluriel et désigne l'enclos fait de plusieurs cloisons. Une de ces barrières est représentée sur les monnaies étudiées note 161.

¹⁰ Servius, *loc. cit.* Juvénal appelle, 6, 519, les *sæpta* du Champ de Mars l'*antiquum ovile*, et Ausone, *Grat. act.* 3, 13, dit : *Romanus populus, Martius campus, equester ordo, rostra, ovilia, senatus, curia, unus mihi omnia Gratianus*. En 543, la *centuria Veturia juniorum*, qui avait le droit de voter la première dans l'élection consulaire, s'entend avec la *Veturia seniorum secreto in ovili* (Tite-Live, 26, 22, 11).

¹¹ Varron, 6, 88 : *Dein consul eloquitur ad exercitum : Impero qua convenit ad comitia centuriata*, ce qu'il reproduit quant au sens c. 93. Il faut comparer ce qui précède et ce qui suit, c. 94. A cela correspond, dans le formulaire du censeur, c. 87 et, dans celui du questeur, c. 91 : *Ad comitias* (Ms. : *accummittas*) *contionem advocas* (Ms. : *avoces*), dernier acte auquel il fait allusion, c. 93, dans les mots : *Cum contio advocatur et ad comitium vocatur populus ideo quod alia de causa hi magistratus* (le questeur) *non potest exercitum urbanum convocare*, aussi, c. 90, par les mots : *Inlicere populum in eum [locum], unde vocavi* (Ms. : *vocare*) *posset ad*

(*in suffragium mittit*)¹ ; ils y vont (*suffragium ferunt*)², ou, comme on dit habituellement depuis l'introduction du vote écrit, ils donnent leur vote (*suffragium ferunt*)³. — Les témoignages écrits et les représentations figurées que nous possédons sur la procédure du vote⁴ n'en fournissent pas une notion complète et dire, bien que du reste ils soient suffisants pour permettre une conception générale du vote. Il faut se figurer l'enclos comme un emplacement assez vaste pour contenir tous les citoyens qui votent simultanément et fermé avant le commencement de l'émission des suffrages, ce qui fait qu'il n'y a que les personnes entrées auparavant qui en sortent pour voter et que la possibilité des votes multiples se trouve ainsi exclue. Ce local, probablement un rectangle plus long que large, était divisé dans le sens de la longueur en autant de compartiments séparés par des barrières (*consæpta*) qu'il y avait de sections à voter simultanément, par conséquent pour les comices par centuries, en 81 et plus tard en 82 compartiments séparés⁵, pour les assemblées qui votent par tribus, en 35⁶. Chaque section était mise en communication avec le tribunal, sur lequel se trouvait le président, par une estrade située devant ce tribunal à la même hauteur que lui (*pons*) et reliée elle-même à chaque compartiment par un escalier dont la sortie débouchait sur elle (*pons*)⁷. Le président appelait de

contionem. La restitution du c. 91 est incertaine et le c. 88 est aussi corrompu ; où il convient s'applique très mal et il ne semble guère possible de trouver convenir dans ce sens ailleurs que dans *conventio* : le texte proposé par Willamowitz : *Impero, quirites, convenite* correspond bien au sens. Les trois citations que distingue Varron, la première faite par le *præco*, la seconde faite par le *præco*, l'*accensus* ou l'augure, et la troisième faite par le magistrat en personne ne se laissent pas incorporer, avec une certitude complète, dans les autres descriptions superficielles de l'acte. Dans Tite-Live, 24, 8, 20, le consul termine un avertissement adressé à la centurie qui vote la première, par les mots : *Præco, Aniensem juniorum in suffragium revoca*.

¹ *In suffragium mittem*, Tite-Live, 3, 64, 5. 31, 7, 1 ; *in suffragium vocare*, Tite-Live, 4, 5, 2. 24, 8, 20, rapproché de 10, 9, 1. 26, 22, 4 ; *ad suffragium vocare*, Tite-Live, 6, 38, 4. 10, 21, 13. 25, 3, 15. 45, 36, 10 ; *ad suffragia vocare*, Suétone, Cæsar, 80 ; *ad suffragium incundum citare*, Tite-Live, 6, 35, 7.

² *Suffragium inire*, Tite-Live, 1, 17, 9. 2, 56, 10. 3, 17, 4. c. 71, 3. 6, 35, 7. 24, 9, 3. 26, 18, 9. *Suffragia inire*, Tite-Live, 10, 13, 11.

³ Cicéron, *De domo*, 17, 45 ; *Pro Sest.* 51, 109, et ailleurs.

⁴ La monnaie de A. (ou P. ? ; cf. Helbig et Mau, *Bull. dell' Inst.* 1874, p. 282 ; Friedländer, *Zeitschrift für Numismatik*, 2, p. 86) (Licinius ?) Nerva (Babelon, 2, 129 ; R. M. W. p. 544 = tr. fr. 2, 350) représente l'acte du vote, mais n'est pas claire dans tous ses détails. On reconnaît la paroi des *sæpta* ; dans leur intérieur, une personne qui est au niveau du sol reçoit d'une autre plus élevée un objet, sans doute la *tabella* ; du côté opposé, une troisième personne également plus élevée jette un objet dans un vase, sans doute la *tabella* dans la *cista*. Celui qui reçoit la *tabella* se trouve donc dans l'enclos, et celui qui la jette sur le *pons* ; on peut conclure de cette monnaie que les tablettes de vote étaient distribuées d'un point élevé sur le côté des *sæpta* opposé au *pons*. Les deux lignes horizontales parallèles peuvent représenter les cordes qui séparaient les sections, la ligne verticale qui s'aperçoit au dessus des lignes horizontales avec une tablette sur laquelle il semble y avoir : P/ (Friedländer, *loc. cit.*) peut être un piquet désignant la section ou quelque chose de ce genre avec le nom de la tribu. — La même représentation se trouve moins détaillée sur un denier de L. Hostilius Saserna du temps de César (Babelon, 1, 552) : entre les barrières et les deux lignes horizontales figurant les cordes, trois hommes marchant l'un derrière l'autre, au vote, semble-t-il.

⁵ Dans l'ancien système, la centurie des *fabri lignarii* s'ajoute aux 80 centuries de la *classis*, dans le nouveau, une centurie de *fabri* et 12 de cavaliers s'ajoutent aux 69 centuries de la première classe (déduction faite de la *prærogativa*).

⁶ Loi municipale de Malaca, c. 55. Denys, 7, 52. Les monnaies de Nerva et de Saserna (note 160) semblent aussi indiquer les sections. Le plan des *sæpta Julia* conservé en grande partie (Jordan, *Forma urbis*, planche 6), ne permet aucune conclusion sur les dispositions intérieures. Les 33 ou 36 rectangles représentés au n° 36 c du plan, à droite des deux galeries, qui pourraient être pris à première vue pour l'*ovile*, ne présentent aucunement les caractères qu'il faudrait pour cela. Jordan fait encore remarquer avec raison qu'à l'époque où ce plan fut dressé, les *sæpta* étaient probablement disposés pour un autre usage ; il est au moins douteux que les sections aient encore figuré dans les simulacres de comices de ce temps. En outre la séparation des locaux intérieurs a peut-être été faite dès une époque reculée, exclusivement pour chaque cas particulier, en tendant des cordes. L'édifice de Pompéi dans lequel on a vu les *sæpta* (Overbeck, *Pompeii*, 1, 4e éd. p. 130 ; Schœne, dans Nissen, *Pompejan Studien*, p. 185), ne convient pas pour un vote distribué par sections.

⁷ Le président appelle les citoyens au vote *e ponte*, dit Suétone, Cæsar, 80. Mais les votants passent aussi sur le même *pons*, ainsi que le prouvent les témoignages discutés ailleurs (v. tome III, la partie de la censure, sur les *tabulæ juniorum*) sur les citoyens affaiblis par l'âge qui en sont précipités : *Quo tempore*, dit Festus, v. *Sexagenarios de ponte*, p. 334, *primum per pontem cœperunt comitiis suffragium ferre, juniores conclamaverunt, ut de ponte dejicerentur sexagenarii, ut ipsi potius sibi quam illi deligerent imperatorem*. Quand les pontes sont ailleurs réunis avec les *cistæ* (*Ad Her.* 1, 12, 21 ; Cicéron, *Ad Att.* 1, 14, 5) et quand une

l'estrade, en se levant de son siège, les citoyens dans l'enclos. Nous ne savons comment les citoyens y entraient. Ils le quittaient en montant sur l'estrade, de laquelle d'autres communications doivent avoir conduit au dehors.

Le vote est la réponse à la question posée par le magistrat aux citoyens. L'acte étant, ainsi que nous l'avons montré, comme la stipulation, une obligation contractée entre personnes mises personnellement en face les unes des autres exclut, par essence, toute manifestation de volonté qui ne se présente pas directement comme une réponse à une question ; le vote à main levée ou toute autre forme conventionnelle d'émission du vote est inconciliable avec le système romain. L'unique désignation technique de la voix isolée qui nous soit connue, qui selon toute apparence est ancienne, celle par le mot *fragment subfragium*, est dans une frappante contradiction avec la nature du vote romain, pour lequel il n'est jamais fait allusion à l'usage de tessons de poterie et où ils n'auraient pu en tout cas commencer à être employés que dans les derniers temps de la République¹.

La formule de la réponse est, pour les projets de loi, si elle est affirmative : *uti rogas*², si elle est négative : *antiquo*³. Pour les jugements du peuple, on trouve *libero et damno*⁴. La formule *uti rogas* a également été appropriée aux élections, tant qu'elles ont été faites sur une proposition ; lorsque l'initiative passe au peuple, cela s'exprime dans le fait que c'est désormais le citoyen ou la section de citoyens qui *dicunt*⁵ ou *faciunt*⁶ les magistrats. Il faut indiquer les noms, et, pour les élections de collèges, toujours autant de noms qu'il y a de places à attribuer⁷.

D'après la nature de l'acte, la réponse doit être orale comme l'a été la question ; et ce principe a été maintenu jusqu'au commencement du septième siècle. Il était nommé pour chaque section de vote un *interrogateur (rogator)* qui interrogeait les citoyens sur leurs votes lorsqu'ils sortaient de l'enclos⁸.

loi de Marius, pour empêcher les tiers de regarder les tablettes de vote, *pontes fecit angustos* (Cicéron, *De leg.* 3, 17, 38), il faut nécessairement qu'il s'agisse de la même estrade ou plutôt du passage qui y conduisait des *sæpta*.

¹ Assurément on peut se figurer un vote exprimé à l'aide de tessons sans écriture ; mais, même dans cette supposition ; l'élément essentiel, la réponse expresse ferait toujours défaut. On pourrait songer au transport de cette dénomination d'une autre forme de vote aux comices ; mais je ne trouve aucun acte politique romain dans lequel on eut à déposer ainsi un tesson ; cette forme de vote ne convient même pas bien à la procédure des récupérateurs.

² Tite-Live, 33, 25, 7. 6, 38, 5. 30, 43, 3. 31, 8, 7. 38, 54, 12 ; Cicéron, *De leg.* 2, 10, 24. *Ad Att.* 1, 14, 5. Cette formule a par conséquent été conservée même pour le vote écrit. Sur la monnaie de *Longinus* *IIIvir*, qui se rapporte à la loi Cassia de 617, un citoyen jette aussi dans l'urne une tablette de vote marquée d'un V (*R. M. W.* p. 636 = tr. fr. 2, p. 505).

³ *Legem antiquare*, Cicéron, *De leg.* 3 ; 17, 38 ; *De off.* 2, 21, 73 ; *Ad Att.* 3, 13, 3 ; *Ép.* 14, 5 ; Tite-Live, 5, 30, 7. 8, 37, 11. 22, 30, 4. 31, 6, 3.

⁴ La tablette se rapportant à la loi Coelia de 647 sur la monnaie de *Claudius IIIvir* (*R. M. IV.* p. 636 = tr. fr. 2, p. 505) laisse voir les lettres : *libero d(amno)*. Au contraire la tablette désignée par *absolvo c(ondemno)* sur la monnaie de Q. Cassius ne se rapporte pas au *judicium populi*, mais à une *questio* (*R. M. W.* p. 635 = tr. fr. 2, p. 503).

⁵ Tite-Live, 5, 13, 3. De même, 10, 9, 10. c. 11, 4. c. 13, 11. 13. c. 15, 7. 8. c. 22, 1. 24, 1, 12. c. 8, 3. 26, 22, 41. 13. 27, 6, 3. 28, 38, 6. 29, 22, 5. Plus tard l'expression disparut avec la chose ; les inscriptions des murs de Pompéi ne la connaissent pas.

⁶ La preuve que *facere* s'est dit de tout temps résulte, plus clairement que de textes comme Tite-Live, 3, 21, 8. c. 64, 10. 10, 14, 13, des expressions constantes *conficere* et *reficere* ; la constance de l'expression à l'époque récente est attestée par les recommandations électorales de Pompéi. Il n'est pas exact que *facere* se dise de préférence du vote de la personne et *dicere* de celui de la section. — Le déplacement de l'initiative se montre encore plus clairement dans le *rogat* des programmes électoraux de Pompéi. *Censere* s'applique également au sens propre au magistrat qui fait le cens, mais il s'applique aussi à celui qui est recensé, en tant qu'il a l'initiative de son recensement (V. tome III, le début de la théorie de la Censure).

⁷ Cicéron, *Pro Planc.* 22. 53. Tite-Live, 24, 7, 12. 26, 22, 2. 27, 6, 3.

⁸ *Rogator centuriæ*, relativement aux élections consulaires pour 592, dans Cicéron, *De div.* 2, 35, 75. *De n. d.* 2, 4, 10 ; il doit nécessairement en avoir été de même pour les curies et les tribus.

L'importance du vote émis le premier était encore reconnue dans ce cercle restreint, par la notation spéciale du nom de celui qui avait le premier exprimé son vote dans chaque section¹. Le magistrat qui présidait le scrutin désignait les *rogatores*², sans doute en prenant de préférence les chefs des centuries pour les comices par centuries, les chefs de tribus pour ceux par tribus. Dans chaque section, on votait par tête³. Nous ne savons rien sur la façon dont étaient vérifiés les titres des votants ; la vérification devait incomber en premier lieu au *rogator* et le président statuer en cas de doute. L'ordre dans lequel on votait dépendait du *rogator*, et il peut lui-même avoir été libre d'exprimer son vote le premier. Nous n'avons aucun renseignement sur la constatation des votes, qui ne pouvait manquer d'être faite en présence d'un suffrage verbal. D'après l'analogie de la procédure de *diribitio* qui a plus tard été suivie pour le vote écrit, le *rogator* devait enregistrer chaque voix sur un tableau (*tabula*) par un point (*punctum*) mis en regard du mot oui ou du mot non, ou, en matière d'élection, des noms des candidats.

La réponse orale à la question orale fut remplacée, dans le vote écrit dernier siècle de la République, toujours par une réponse, mais par une réponse exprimée par écrit, par la *tabella*⁴, par le vote secret⁵. Le vote secret fut d'abord introduit pour les élections de magistrats, en 615, par la loi Gabinia⁶ ; puis, en 617, par une loi de L. Cassius pour les jugements ordinaires du peuple, à l'exception des procès de *perduellion*⁷ ; ensuite, pour les comices législatifs, en 623, par une loi de L. Papirius Garbo⁸ ; enfin, pour le procès de *perduellion*, qui restait encore exclu, en 647, par une loi de L. Caelius Caldus⁹. Différentes autres lois, parmi lesquelles une loi proposée par C. Marius comme tribun du peuple en 635, prirent des mesures pour assurer le contrôle des suffrages exprimés et empêcher d'autres pratiques qui éludaient le secret du vote¹⁰. — La tablette de vote était, semble-t-il, remise dans l'intérieur de l'enclos aux citoyens qui se rendaient au vote par les appariteurs du magistrat¹¹. Lorsqu'on votait par oui ou non, ils la recevaient toute écrite¹², peut-être en la choisissant parmi un certain nombre de tablettes qui leur étaient présentées mélangées. Pour les élections, on recevait des tablettes disposées de manière à ce que l'on put écrire sur elles¹.

¹ Le premier vote n'est à la vérité mentionné que pour la section proclamée en premier lieu en ce sens qu'il n'y a que son premier votant de cité dans l'index de la loi ; mais il faut qu'il ait été préalablement noté dans toutes les sections ; car au moment dû vote on ne sait pas encore quelle sera la section pour laquelle la *renuntiatio* se fera en premier lieu. Nous n'avons pas de témoignages de la notation du premier votant à l'époque où le vote était oral mais l'usage remonte certainement à cette époque ; car, à proprement parler, il n'a pas de sens en présence du vote secret.

² Les *custodes* sont nommés par le président, d'après le statut municipal de Malaca, c. 55.

³ Quand Tite-Live, 1, 43, 10, met le vote par curies *viritim* en opposition avec celui des centuries, il ne veut pas dire qu'on ne vote pas aussi *viritim* dans l'intérieur de ces dernières, mais seulement qu'il est fait une distinction, dans la formation des sections et que les riches sont favorisés par le chiffre inférieur de têtes de leurs sections, comme l'expliquent plus en détail Denys (4, 20) et Cicéron (*De leg.* 3, 19, 44).

⁴ Varron remplace ce terme constant par *tesserula*.

⁵ Denys ne semble avoir eu aucune connaissance de la date récente de l'introduction des tablettes de vote. Les considérations politiques de Cicéron (*De leg.* 3, 3, 10. c, 15, 33 et ss. ; *Pro Planc.* 6, 16 ; *De l. agr.* 2, 2, 4) aboutissent à dire que les tablettes sont une bonne chose, à condition qu'on les montre aux *custodes*, pris parmi les grands, avant de les jeter dans l'urne. Ce que Pline le jeune (*Ép.* 3, 20. 4, 23) relate des votes du sénat sera discuté au sujet de ce dernier.

⁶ Cicéron, *De leg.* 3, 16, 30. *Lael.* 12, 41. Vers la même époque, une agitation était faite en faveur du vote secret par le parti populaire dans la cité de citoyens complets d'Arpinum (Cicéron, *De leg.* 3, 16, 36).

⁷ Cicéron, *loc. cit.* ; le même, *op. cit.* 16, 37 ; *Brut.* 25, 37. 27, 106 ; *Lael.* 12, 41 ; *Pro Sest.* 48, 103, avec les scolies, p. 303 ; Asconius, *In Cornel.* p. 78 ; monnaie de Longinus.

⁸ Cicéron, *loc. cit.*

⁹ Cicéron, *loc. cit.* Cf. note 167.

¹⁰ Cicéron, *De leg.* 3, 17, 38. Plutarque, *Mar.* 4.

¹¹ Cicéron, *Ad Att.* 4, 14, 5 ; *De leg.* 3, 4, 44 ; *Phil.* 11, 8, 19.

¹² Cicéron, *Ad Att.*, 1, 14, 5.

elles¹. — Des urnes de votes (*cistæ*) étaient placées aux sorties de l'enclos, pour recevoir les tablettes².

L'interrogateur est remplacé, dans le vote écrit, par les surveillants (*custodes*) des urnes (*ad cistam*) et du dénombrement des votes (*tabularum*), que l'on appelle d'ailleurs encore, de l'ancien nom qui n'est plus rigoureusement exact, *rogatores*, ou aussi les compteurs de voix (*diribitores*)³. Dans les derniers temps de la République, les jurés de la liste générale composée de 300 sénateurs, de 300 chevaliers et de 300 *tribuni ærarii*, les neuf cents étaient employés à cette fonction⁴, et trois d'entre eux étaient placés auprès de chaque *cista*⁵. En outre, pour les élections, chaque candidat a le droit de mettre auprès de chaque *cista* au moins un surveillant de son choix⁶. Tous ces surveillants doivent être eux-mêmes électeurs, mais ils ne peuvent appartenir aux sections qu'ils surveillent ; ils votent pour cette fois non pas dans leur section, mais dans celle près de laquelle ils sont employés⁷. — Le nom du premier citoyen qui votait dans chaque section continua à être noté même après que le vote fut devenu secret.

Le triage, *dis-habere* ou *diribere*⁸, des voix obtenues par l'affirmative, par la négative ou, en matière électorale, par les divers candidats se confondait, sous le système du vote oral, avec ce vote même, en ce sens qu'il n'y avait plus après lui qu'à les compter. Pour le vote écrit, les custodes ont à constater le contenu des tablettes⁹. On ne nous dit pas qui ouvrait les urnes et lisait les tablettes. A leur dépouillement, chacun des custodes portait, à la rubrique convenable de son tableau du vote (*tabula*)¹⁰, un point (*punctum*)¹. Les tablettes dépouillées étaient

¹ Plutarque, *Cat. Min.* 46. Suétone, *Cæsar*, 80 (cf. Dion, 44, 11). On peut conclure de Cicéron, *De domo*, 43, 112 (cf. Drumann, 2, 186 ; cf. tome II, la partie de l'ordre des magistratures, sur la place de l'édilité curule avant la préture), que l'on votait souvent seulement par les initiales, ce qui pouvait avoir lieu sans inconvénient en face de la liste arrêtée des candidats. — Nous ne savons à quoi Varron fait allusion, quand, chez lui (*De r. r.*, 3, 2, 1), un électeur dit à un autre, après la clôture du scrutin, pendant que l'on compte les voix : *Vis potius villæ publicæ utamur umbra quam privati candidati* (c'est-à-dire nous donnant la peine des candidats sans être candidats) *tabella dimidiata ædificemus nobis* ; il n'est question nulle part ailleurs d'une rupture de la *tabella*.

² *Auct. ad Rer.*, 1, 12, 21 ; Sisenna, *fr.* 118, éd. Peter ; Plutarque, *Ti. Gracch.* 11. Denys emploie dans ce sens ἀγγελῖον et καθίσκος. La *cista* représentée sur la monnaie de Nerva est un grand vase cylindrique placé sur un piédestal à hauteur d'homme et muni au rebord supérieur de deux fortes poignées verticales (d'après une communication de Robert).

³ Cicéron, *Cum sen. gr. eg.* 11, 28. *In Pis.* 15, 36. Loi municipale de Malaca, c. 55. La loi de Malaca montre que les *custodes* et les *diribitores* se confondaient ; elle ne montre pas moins par son silence qu'il n'y avait plus alors de *rogatores* et que les custodes rappelaient seulement ainsi parce qu'ils avaient été antérieurement des interrogateurs.

⁴ Plinie, *H. n.* 33, 2, 31 (cf. la partie de l'Ordre équestre). Les textes cités note 186 montrent que, les sénateurs, au moins quand ils voulaient, remplissaient pour une grande part les fonctions de custodes. Ces *custodes* sont les optimales auxquels, dans l'idéal constitutionnel de Cicéron, l'électeur devrait montrer sa tablette avant de la jeter dans l'urne.

⁵ Cela peut sans hésitation être transporté du statut municipal de Malaca à Rome. Les comices par centuries employaient donc environ 300 *custodes*, si, comme il est vraisemblable, les mêmes custodes servaient à nouveau pour les votes successifs. Cela s'accorde bien avec le chiffre de 900 car certainement ils ne se présentaient pas tous et il fallait sans doute souvent au président nommer encore d'autres personnes.

⁶ Statut municipal de Malaca, c. 53. Cicéron, *Cum sen. gr. egit*, 1, 17, à Pison. *In Pis.* 5, 11. Par conséquent, les candidats nommaient plusieurs custodes pour la *prærogativa*. Dans Plutarque, *Cat. min.* 42, les adversaires de Caton soutiennent leurs candidats à la préture. Varron, *De r. r.* 3, 5, 18. [Q. Cicéron] *Comm. petit.* 2, 8.

⁷ Statut municipal de Malaca, c. 55.

⁸ L'étymologie du mot, formé de la même façon que *dirimere*, décomposer, est certaine (Corssen, *Ausspr.* 1, 232), et le sens fondamental indiqué par là convient avant tout pour la séparation à faire en inscrivant les votes émis oralement.

⁹ Cicéron, *Pro Planc.* 20, 49. 6, 14 ; Symmaque, *Pro patre*, c. 7. Cette *diribitio* est, comme tant d'autres pratiques, passée du *iudicium populi* dans la *quæstio* (Cicéron, *In Pison.* 40, 96 ; *Ad Q. fr.* 3, 4, 1 : *Val. Max.* 9, 12, 7).

¹⁰ C'est ce que montre notamment la *prima tabula* du premier *custos* dans Cicéron, *In Pis.* 5, 11. Il faut entendre de même les *custodes tabularum* (*In Pis.* 15, 36, où *tabellarum* est une mauvaise correction) et *ad tabulam ponere* (Q. Cicéron, note 189), *ad tabulam diribere* (Varron, note 189). S'il n'est souvent nommé qu'une tabula par section, cela doit être compris dans ce sens que, parmi les custodes ; c'est seulement le premier qui a à dresser la liste au sens propre et que celles des autres ne servent que pour le contrôle ; c'est

mises, semble-t-il, dans un réservoir spécial (*loculus*)². Dans les cas douteux, le président était appelé contre sa décision, il n'y avait d'autre voie de recours que peut-être l'intercession tribunicienne³.

Le dépouillement avait lieu, comme le vote, simultanément pour toutes les sections qui votaient en même temps. À l'époque ancienne, il était fait dans le local même du vote. Plus tard, dans un temps où à vrai dire l'on n'avait plus à voter sur rien, il fut construit un édifice spécial de dépouillement pour les élections du Champ de Mars, le *diribitorium* déjà cité. C'était une salle assez spacieuse pour qu'on y put faire le dépouillement simultané de quatre-vingts scrutins et d'une si énorme amplitude de voûtes qu'après que le toit s'en fut écroulé dans un incendie sous Titus, les architectes du temps n'osèrent se risquer à le reconstruire.

Il n'a jamais été fixé, dans l'organisation romaine, de chiffre minimum nécessaire pour que l'assemblée du peuple prit valablement prendre une résolution, et le nombre des votants était souvent très faible. Aucune sectionne pouvait, il est vrai, faire défaut mais on se tirait au besoin d'affaire, d'une façon d'ailleurs fort irrégulière, en admettant des électeurs dans des sections qui n'étaient pas les leurs⁴. — La majorité relative suffisait dans chaque section⁵. L'expression qui indique qu'elle a été obtenue est : *centuriam... ferre*⁶, celle qui indique qu'elle ne l'a pas été : *centuriam... perdere*⁷. — Au cas d'égalité de suffrages, on doit avoir appliqué pour la section isolée les mêmes règles que nous étudierons plus loin pour le calcul des voix de sections.

Après la clôture du scrutin viennent la notification des résultats au magistrat qui préside et leur publication. La notification et la publication s'étendent toujours, corrélativement au vote, aux sections qui votent en même temps ; par conséquent, au cas de vote successif, chaque série de voix est annoncée à part. Lorsque plusieurs sections votent en même temps, — et, sauf l'exception du vote en premier lieu d'une centurie tirée au sort admise dans les comices par centuries modernes, c'est toujours le cas, — l'ordre des notifications est déterminé par celui dans lequel les *rogatores* ont terminé leur travail et se sont présentés devant le magistrat président pour lui en rendre compte⁸. Celui qui se

pour cela que la *renuntiatio* commence aussi, d'après le statut municipal de Malaca, c. 57, *relatis omnium curiarum tabulis*.

¹ Asconius, *In Scaur.* p. 21. Epigramme sur un candidat malheureux à la préture dans les scolies d'Horace, *Sat.* 2, 2, 50. *Punctum* pour la voix isolée par relation avec le calcul : Cicéron, *Pro Mur.* 34, 72 ; *Pro Planc.* 22, 53. 54 ; avec les scolies, p. 264 ; *Tusc.* 2, 26, 62. Son emploi métaphorique chez Horace, *Ars poet.* 343, et chez les modernes doit être venu plutôt de la *quæstio* que des comices.

² L'*inijcere in locum* frauduleux (Varron, note 189) doit être compris en ce sens que des votes qui n'avaient pas encore été lus étaient jetés dans le réservoir destiné aux votes déjà lus. Mamertinus, *Grat. act.* 49. Asconius, *Grat. act.* 3, 13.

³ C'est ce que montrent les fraudes électorales signalées dans Varron (note 189), Cicéron (*De domo*, 43, 112) et Plutarque (*Cat. min.*, 46).

⁴ Cicéron, *Pro Sest.* 51, 109. L'expression extrême de cette procédure se trouve dans les comices par curies des trente licteurs (v. tome II, la partie de l'Entrée en fonctions, sur la *lex curiata*).

⁵ Statut municipal de Malaca, c. 56.

⁶ Cicéron, *Pro Sest.* 53, 114 ; *Pro Planc.* 20, 49 ; *Phil.* 2, 2, 4. 11, 8, 18 ; *Ad Att.* 2, 1, 9 ; Tite-Live, 8, 37, 12. A cela correspondait : *Puncta ferre* (Cicéron, *Pro Planc.* 22, 54 ; Horace, *Ars poet.* 343), *suffragia ferre* (Suétone, *Cæsar*, 13).

⁷ Cicéron, *Pro Sest.* 53, 111 ; *Ad Att.* 2, 1, 9.

⁸ Cette procédure ressort nettement du c. 56 du statut de Malaca. Il n'aurait pas été pratique de lier la *renuntiatio* des résultats isolés à un ordre fixe et de faire les scrutateurs dont le travail était fini attendre ceux qui étaient en retard. C'est à la *renuntiatio* successive des votes des sections qui votent ensemble que se rapportent tous les textes qui font à ce sujet mention d'une succession. Valère Max. 8, 1, 7 ; Tite-Live, 6, 38, 6 ; Plutarque, *Paul*, 31 ; Appien, *B. c.* 1, 14 et de même dans le récit de la déposition d'Octavius, 1, 11. La succession est parfois rattachée incorrectement par Tite-Live à l'*intro vocare* au lieu du *referre*.

présente est invité par le héraut¹ à annoncer : pour les comices législatifs, si sa section approuve (*jubet*) ou repousse la proposition², pour les comices judiciaires, si elle absout ou condamne, pour les comices électoraux, combien de voix ont été obtenues par les divers candidats³ et par conséquent qui elle nomme (*dicit*) ou, dans le vote écrit, fait (*facit*) pour la magistrature en question. Le *rogator* le dit (*refert*)⁴, et, si le président reconnaît la décision, il la proclame (*renuntiat*) par la bouche du héraut⁵. On continue de même jusqu'à ce que le résultat partiel ou, selon l'expression romaine, le vote *pro centuria*, etc., de toutes les sections appelées au vote ait été proclamé⁶. — Le magistrat a le droit et le devoir de repousser, le cas échéant, comme nulle la résolution prise par la section, par exemple de ne pas proclamer, pour cause d'inéligibilité, le candidat choisi par la majorité⁷, et la solution réclamée en pareil cas par la logique, celle qui considère comme élu le candidat capable le plus rapproché après déduction des suffrages nuls, peut aussi avoir été admise par la loi romaine. Il est même arrivé que le magistrat président fit à une section des représentations au sujet de son vote, et, au lieu de faire la *renuntatio*, invitât la section à recommencer le vote⁸. Il sera démontré plus loin qu'il avait en outre le droit d'interrompre le vote à un moment quelconque et de dépouiller par là de leur effet les suffrages déjà exprimés :

Jusqu'à ce que le président ait proclamé le vote de la section, le vote émis peut être modifié. Il est arrivé qu'après la renuntiation d'un certain nombre de votes de sections, un incident ait déterminé les sections qui restaient à écarter la résolution adoptée et à voter dans un sens différent⁹.

Le résultat définitif aurait pu être déduit par une simple addition de ces renuntiations partielles. Mais ce n'était pas là exactement ce qui avait lieu. Les votes particuliers des curies et des tribus et aussi ceux des centuries¹⁰ étaient, soit dans l'ordre choisi par le président¹¹, soit plus habituellement dans l'ordre

¹ Cicéron, *De or.* 2, 64, 200.

² Tite-Live, 4, 30, 16. 26, 18, 9.

³ D'après le texte cité note 202, la question du nombre des voix paraît avoir été posée pour chaque candidat au *rogator*.

⁴ *Referre*, du *rogator* : loi de Malaca, c. 55, rapproché de c. 87 : Cicéron, *De div.* 2, 35, 14 ; *De deor nat.* 2, 4, 10.

⁵ Loi municipale de Malus, c. 56 ; Cicéron, *Verr.* 5, 15, 38. *De l. agr.* 2, 2, 4. *Phil.* 2, 33, 82. Pison, dans Aulu-Gelle, 7 (6), 9. Cicéron, *De or.* 2, 64, 200 emploie *renuntiare* pour le *rogator*, le pseudo Quintus, *Comm. pet.* 14, 56, l'emploie pour la centurie.

⁶ Statut municipal de Malaca, c. 56 ; Pison, note 206. Tite-Live, 9, 46.

⁷ V. tome II, la partie de la Capacité d'être magistrat, au début.

⁸ Cela arriva aux élections de consuls pour 540 (Tite-Live, 24, 8) et 544 (Tite-Live, 26, 22), assurément avec Hannibal aux portes.

⁹ Dans des comices judiciaires édiliciens du temps où il y avait 29 tribus, 14 tribus avaient condamné quand une parole dure du magistrat déterminait les 15 autres à absoudre (Val. Max, 8, 1, 7). Lorsque le fils du premier Africain et le scribe Cicereius se présentent à la préture, et que le dernier a la majorité dans toutes les sections, il ne retire pas seulement sa candidature, mais il prie les électeurs de donner leurs voix à Scipion (Val. Max. 4, 5, 2) ; cela ne peut non plus être entendu que comme se passant après que l'émission des suffrages est terminée, pendant leur dépouillement et les renuntiations partielles, et ce n'est compréhensible qu'à condition que les électeurs puissent modifier leur vote jusqu'à la renuntiation.

¹⁰ La preuve qu'il était fait un tirage au sort pour la récitation, même entre les centuries qui votaient en même temps, est fournie par la description des élections consulaires pour 706 dans Lucain, 5, 392. La lecture *dirimit* (que Priscien a d'ailleurs déjà connue, 14, 54) étant de toute façon impossible ; ce mot doit avoir été, ici comme ailleurs, substitué à *diribet* de bonne heure devenu obscur, et nous avons ici, précisément ce tirage au sort, suivant la diribition, que les textes cités dans les deux notes qui suivent nous montrent appliqués aux comices par curies et par tribus. La désignation : *Jure vocatæ centuriæ* fait seulement opposition à la *prærogativa* et se rapporte à l'ordre du vote et non à celui de la *renuntiation*.

¹¹ Cicéron, *Pro Plancio*, 14, 35. *Primas scivit* étant ici mis en rapport non pas avec la tribu isolée, mais avec les comices par tribus consulaires en général, il ne peut être fait allusion qu'à la détermination du *principium*, et il résulte du texte que le *rogator* pouvait au moins la faire. Mais ce doit avoir été une exception : l'incident

fixé par le sort¹, lus d'après les procès-verbaux (*recitantur*)² et leur objet était annoncé dans la formule : *Olla centuria*, etc., *legem jubet* ou *liberat*, ou *consulem dicit illum*³. Le compte était fait au cours de cette lecture jusqu'à ce que la majorité fût atteinte⁴. La curie ou la tribu tirée en premier lieu, le *principium*⁵ et le nom du premier qui avait voté dans cette section (*primus scivit*)⁶ étaient mentionnés dans l'index mis en tête des lois. Dans les comices par centuries, la *centuria prærogativa* a forcément joué le rôle de *principium*, depuis que cette première section a fait l'objet d'une *renuntiatio* spéciale.

Pour le résultat total, la majorité absolue des sections en droit de voter était exigée⁷. Tant que l'on ne vota que par oui ou non, il n'a pas pu y avoir de majorité relative, et cela a toujours subsisté pour les comices judiciaires et sauf de rares exceptions pour les comices législatifs. Mais, dans les élections, on n'était pas élu, à l'époque récente, si l'on n'avait pas atteint la majorité absolue (*numerus non explore*)⁸.

Les voix pouvaient toujours être égales dans l'intérieur d'une section de vote ; elles ne pouvaient au contraire l'être pour le résultat total que lorsque le nombre des sections était en nombre pair ou que l'on ne votait pas par oui et par non. — Dans les comices judiciaires du peuple patricio-plébéien et de la plèbe, l'égalité des voix dans la section a dû valoir acquittement, mais elle ne pouvait pas se produire dans le résultat total⁹. — Dans les comices législatifs, l'égalité de voix dans la section était considérée comme un rejet de la proposition nouvelle, et il en était de même pour le résultat total pour lequel elle ne pouvait se produire que dans les lois curiates. — Quant aux élections, c'était le sort qui décidait, à l'époque républicaine, au cas où il y avait égalité de suffrages, soit dans une section, soit dans l'ensemble¹⁰. Plus tard on a appliqué là comme pour le roulement des faisceaux les privilèges du mariage et de la paternité¹¹.

Si le recensement des sections a donné une majorité absolue pour la loi, pour le jugement ou pour l'un des candidats, l'acte est fini par là. Par conséquent, dans les centuries qui votent successivement, les dernières classes ne votent pas, si une majorité a été formée par celles qui passent avant elles¹², et, parmi les sections qui votent en même temps, celles sans lesquelles la majorité est

rapporté par Tite-Live, note 217, n'est intelligible qu'en présence de la *sortitio*, et la loi municipale de Malaca la prescrit.

¹ Statut municipal de Malaca, c. 57.

² *Recitare* est ici le terme technique, montrent les deux testes de Varron, *De l. l.* 7, 42 et *De r. r.* 3, 17, 1.

³ Varron, *De l. l.* 7, 42.

⁴ Statut municipal de Malaca, c. 57 ; Cicéron, *Pro Plancio*, 14, 35 ; Varron, *De r. r.* 3, 17, 1, après l'accomplissement de la diribition.

⁵ Le *principium* est nommé relativement aux curies, dans Tite-Live, 9, 38 ; relativement aux comices par tribus dans l'index de la loi de Sulla sur les questeurs de 673 et de la loi Quinctia sur les aqueducs, de 745 ; relativement aux plébiscites dans le titre de la loi agraire de 643.

⁶ Cicéron, *Pro Plancio*, 14, 35 ; *De domo*, 36, 79. La formule complète : *Pro tribu Q. Fabius Q. f. primus scivit* s'est conservée dans la loi agraire de 64, des restes d'elle dans les lois de 673 et 745 qui viennent d'être citées et dans le plébiscite relatif à Termessos de 683.

⁷ Statut municipal de Malaca, c. 57. Denys, 2, 14. Les preuves de cette régie se trouvent partout.

⁸ Tite-Live, 3, 64, 8. 37, 47, 7, 1, 34, 25, est la même chose.

⁹ Lorsque Denys parle relativement au verdict des 21 tribus d'ἰσοψηφία, c'est aussi dépourvu de sens que le rejet d'une loi par les 30 curies à une voix de majorité. Le *calculus* Minerve ne peut s'être appliqué que dans la section.

¹⁰ Statut municipal de Malaca, pour la section, c. 57. Cicéron, *Pro Plancio*, 22, 53. S'il n'est parlé là que des édiles, cela s'explique par le sujet dont il s'agit ; on ne peut en conclure que le tirage au sort ne s'applique pas de même à d'autres magistrats.

¹¹ V. tome I, la partie de la Collégialité, sur le roulement des faisceaux.

¹² Denys, 4, 20. 7, 59. 10, 17.

atteinte ne font pas l'objet d'une *recitatio* définitive¹, quoique le résultat du vote soit constaté pour elles et communiqué au président². La loi est donc parfaite au moment où, lors de la *recitatio*, la dernière voix nécessaire vient faire la majorité, et ce moment est plus d'une fois mis vivement en scène dans les récits³. Le héraut conclut alors l'acte, sur l'invitation du magistrat qui préside, par la proclamation (*renuntiatio*) du résultat définitif⁴.

Il est inadmissible de réunir plusieurs votes dans un même acte pour les lois et les jugements ; c'est au contraire licite et prescrit pour la nomination de collègues de magistrats par le vote populaire. Il est, dans ce dernier cas, doté autant de résolutions populaires qu'il y a de places à pourvoir et l'on vote en même temps sur toutes les places, mais le résultat final est proclamé spécialement pour chacune. Les censeurs font exception. Un censeur isolé n'allant pas le droit de remplir ses fonctions, le premier élu n'est proclamé qu'autant que l'élection du second est parfaite⁵. Ailleurs, par exemple, si le premier consul est élu, la *recitatio* continue pour le second jusqu'à ce que la majorité absolue ne soit obtenue pour lui ou qu'il ne soit établi qu'elle n'a pas été atteinte⁶. L'ordre qui résulte de là entre les élus est indifférent au point de vue de la compétence, mais a son poids au point de vue des honneurs⁷. Bien entendu il ne peut en être ainsi qu'autant que, conformément à la règle, celui qui a été proclamé le premier est aussi celui qui a réuni le plus de suffrages sur sa tête ; car la préséance honorifique est indubitablement attachée au nombre matériel des voix et non à la priorité de la *renuntiatio*⁸. Au cas d'égalité de voix entre deux candidats qui passent tous deux, la priorité est décidée par le sort, comme l'est la nomination elle-même au cas d'égalité de voix entre deux candidats qui s'excluent⁹.

Les comices annoncés et le *concilium* annoncé peuvent ne pas avoir lieu au jour fixé, si le magistrat qui les avait convoqués les contremande, soit qu'il laisse définitivement de côté leur objet¹⁰, soit qu'il les ajourne à un autre terme ou à

¹ Peut-être la *recitatio* a-t-elle été provoquée par le fait que les sections attachaient une importance à leur désignation officielle dans la majorité ; elle ne peut avoir eu d'importance pratique.

² Par suite, les relations des votes des tribus se rapportent toujours à leur chiffre total (Asconius, *In Cornel.* p. 81 ; Tite-Live, 3, 63, 11. 8, 37, 1. 29, 13, 7. 30, 27, 3. c. 40, 10. c. 43, 3. 38, 54, 12. 43, 8, 9) ; en fait, les tribus qui étaient lues et celles qui ne l'étaient pas contribuaient également au résultat.

³ Si, par exemple, d'après Polybe, 6 14, la loi de se soustraire par l'exil à la peine de mort existe, il pense à lui, bien que le dernier mot soit aussi inexact que *φυγή*. Lorsque Ti. Gracchus dépose son collègue de ses fonctions, on peut assurément, dans le tableau animé d'Appien, B. c. 1, 12, penser à la *renuntiatio* des sections, puisque l'émission du 18^e suffrage était en fait décisive ; mais, quand, lorsque Gracchus en *ἐπήγε τὴν ψήφον*, Octavius devient *αὐτίκα ἰδιώτης*, il serait permis de penser plutôt à la *recitatio*. On ne peut, en présence de la texture de nos sources historiques, s'attendre à une distinction énergique des deux actes.

⁴ Statut municipal de Malaca, c. 57 ; Cicéron, *Pro Mur.* 1, 1 ; Aulu-Gelle, 12, 8, 6. Il n'y a pas besoin de citer d'autres textes.

⁵ Tite-Live, 9, 31, 25. Cf. tome I, la partie du Droit de nomination du magistrat, au début de la section de la nomination de collègues, et, tome III, la partie de la censure, sur l'entrée en fonction des censeurs,

⁶ Statut municipal de Malaca, c. 57.

⁷ Varron, dans Aulu-Gelle, 10, 1, 6. Tite-Live, 1, 5, 9, sur l'an 392. Cicéron, *In Pison.* 1, 2 (cf. *De imp. Cn. Pompei*, 1, 2 ; Brut. 93, 321 ; Plutarque, *Cie.*, 9). Le même, *Pro Mur.* 37, 35 ; *In toga cand.*, chez Asconius, p. 85. 91 ; Velleius ; 2, 59 ; Plutarque, *C. Gracch.* 3, *Cæsar*, 5 ; le même, *De tranq. animi*, 10. Cicéron, *In Vatini.* 5, 21 (cf. Val. Max. 6, 9, 14) ; Suétone, *Vespasien*, 2.

⁸ Pernice me fait remarquer cette singulière conséquence des règles posées notamment dans le statut de Malaca : si, des 30 voix des curies, les 16 premières reviennent à un candidat et toutes à l'exception de la première à un autre, ce sera le premier qui sera proclamé en premier lieu, bien qu'il ait 13 voix de moins que son collègue. Il est peut-être encore plus étonnant que, lorsque deux candidats ont la même majorité, ils soient proclamés dans l'ordre du sort, tandis que les voix qui restent auraient peut-être modifié l'égalité de suffrages. Si l'on ne veut pas admettre une rédaction inexacte de la loi, il faut séparer la préséance honorifique de la priorité de la *renuntiatio*. On ne gagne rien à admettre que le magistrat président aurait la faculté de continuer la *recitatio* ; car alors la préséance dépendrait de son caprice.

⁹ Statut de Malaca, c. 57.

¹⁰ Cicéron, *Pro Sulla*, 23, 65.

une date indéterminée¹. Ils peuvent aussi rester sans résultat, soit que le président les interrompe volontairement, ainsi qu'il peut toujours le faire à une phase quelconque des débats², soit qu'un obstacle indépendant de sa volonté, notamment un obstacle religieux, le force à supprimer les débats (*dirimere*)³, soit enfin que, comme à vrai dire il ne peut arriver que pour les élections, le vote arrive bien à sa fin, mais que la majorité nécessaire ne soit pas atteinte. Dans tous ces cas, le président renvoie (*dimittit*) l'assemblée sans avoir rien fait⁴. Nous avons déjà remarqué que dans le dernier ordre de cas, la continuation des débats à un jour postérieur est défendue pour les comices judiciaires et que l'accusé, lorsqu'il n'est pas condamné au jour où l'on a commencé, est réputé absous. En dehors de cela, tous les cas dont il s'agit, que l'on réunit sous la notion générale de *differre comitia*, sont légalement sur le même rang⁵ ; la partie de l'acte du voté qui a eu lieu au jour de l'interruption est réputée non avenue ; il faut fixer un nouveau terme⁶ et y recommencer le vote sur la loi ou l'élection⁷. Mais il n'y a pas besoin d'un nouveau délai de promulgation, et le nouveau débat peut être fixé à tout jour convenable⁸ ; car le délai intermédiaire n'a pas été établi en vue des citoyens qui peuvent être absents de Rome, par exemple⁹,

¹ Ainsi par exemple, les comices fixés sont décommandés la veille (Cicéron, *Pro Mur.* 25, 51), ou toutes les assemblées fixées sont décommandées jusqu'au vote d'un projet de loi déterminé (Cicéron, *Ad Att.*, 4, 17, 3).

² Le plébiscite sur la concession du triomphe à L. Æmilius Paulus en 587 est rejeté par la première tribu ; sur quoi le magistrat qui préside décide de ne pas continuer la *renuntiatio*, organise une nouvelle procédure de *suasione* et ensuite procède de nouveau au vote (Tite-Live, 45, 36 rapproché de Plutarque, *Paul.* 30). Cicéron, *De imp. Cn. Pompeii*, 1, 2.

³ *Dirimere* (= *dis emere*), décomposer, faire se séparer est employé dans un sens technique relativement à l'assemblée du peuple pour l'empêchement religieux qui supprime l'*auspicium* (Tite-Live, 8, 13, 16) et par conséquent s'oppose à la continuation des débats. Cicéron, *De leg.* 2, 12, 31. Tite-Live, 1, 36, 6. 40, 59, 5, Tacite, *Hist.* 1, 18 ; Ammien, 14, 10, 9.

⁴ *Concilia dimittere* : Cicéron, *Ad Att.*, 1, 14, 5 ; *Concilium dimittere* : Asconius, *In Cornel.* p. 58, et souvent ailleurs. Il incombe à l'augure *a summis imperiis et summis potestatibus comiliatus et concilia, ... instituta dimittere*. (Cicéron, *De leg.* 2, 12, 31). L'assemblée qui était arrivée à son résultat n'était pas expressément dissoute ; il suffisait de la *renuntiatio*. — *Remittere exercitum* (Plaute, *Capt.* 153 ; cf. Festus, p. 289) ne paraît pas se rapporter à l'*exercitus urbanus*, mais au contraire être une expression militaire.

⁵ Il n'y a pas besoin de preuves pour l'emploi de *differre* ; il est à peine besoin de dire qu'il est employé sans distinction pour l'annulation de la convocation de comices en perspective et pour la répétition de comices écoulés sans résultat. *Proferre*, (Cicéron, *Pro Planc.* 20, 50 ; Tite-Live, 6, 42, 1) désigne, en langage correct, comme *prodicere*, l'ajournement d'un acte accompagné de la fixation d'un nouveau terme, pendant que *differre* n'implique pas nécessairement cette dernière idée. — *Diem diffindere*. — Il est également superflu de donner des exemples de fait de telles dilations ; pour éclaircir cette procédure qui en général se rattache aux auspices, je cite le récit d'Appien (*B. c.* 1, 78) des tentatives faites par les tribuns du peuple pour déterminer le consul Carbon à se faire élire un collègue : *Sur la menace qu'ils [les tribuns du peuple] lui firent de le destituer, il se rendit, et convoqua les comices pour l'élection d'un consul. Les auspices ne s'étant pas trouvés favorables au jour marqué pour l'élection, il en assigna un autre. Mais cet autre jour-là, le feu du ciel étant tombé dans les enceintes sacrées du temple de la Lune et de celui de Cérès, les augures reculèrent l'élection jusqu'après le solstice d'été, et Carbon demeura seul.*

⁶ Tite-Live, 3, 11, 3. 10, 9. Les débats sur le triomphe d'Æmilius Paulus (Tite-Live, 45, 36, 6), ceux sur la loi agraire de Ti. Gracchus (Appien, *B. c.* 1, 12 ; Plutarque, *Gracch.* 16) durèrent plusieurs jours successifs ; de même ceux sur la loi Trebonia en 695 (Plutarque, *Cat. min.* 43 ; Dion, 39, 35). La loi Vatinia fut, pour des raisons spéciales à son auteur, votée seulement un jour postérieur à celui d'abord assigné pour le vote (Cicéron, *In Vatin.* 11, 27. 28). — La continuation immédiate des comices se montre plus clairement que partout ailleurs pour les élections consularo-prétoiriennes qui se font avec la même auspication (v. tome II, la partie de la Désignation, sur l'ordre des désignations) ; à l'époque récente, elles réclament ordinairement plusieurs jours (v. tome I, *loc. cit.*), et, quand, lors des élections pour 538 (Tite-Live, 22, 35 ; cf. Bardt, dans *Hermes*, 9, 368) et 565 (Tite-Live, 37, 47), un seul consul obtient la majorité, le premier fait élire son collègue *proximo comitali die*, et le second le fait élire postera die. C'est également à des élections que se rapportent Tite-Live, 10, 22, 8 et Appien, *B. c.* 1, 14.

⁷ Cela se montre partout, mais avec une clarté spéciale dans l'élection de Cicéron à trois reprises à la première place de préteur.

⁸ Denys suppose, il est vrai, en contradiction avec cette règle, 9, 41, après que les curies convoquées pour voter sur le plébiscite Publilien n'ont pas abouti à un résultat, la convocation d'une nouvelle assemblée *εἰς τρίτην ὁπόταν* ; mais il n'y a là rien autre chose qu'une erreur de l'auteur grec. C'est probablement un emprunt inexact aux descriptions exactes des procès.

⁹ La preuve qu'on ne s'occupait aucunement des électeurs absents est dans la limitation à la ville de l'annonce de l'élection.

mais pour laisser aux électeurs le temps de se préparer à répondre à la question qui leur est posée. Pour le reste, les termes qui suivent sont soumis aux mêmes régies que les premiers ; il faut seulement bien préciser que, pour les élections de collèges de magistrats, sauf pour celles des censeurs, il y a autant de scrutins réunis qu'il y a de places à pourvoir et qu'une partie d'entre eux peuvent être parfaits tandis que les autres n'ont pas donné de résultats. Par conséquent, lorsque la cooptation ne remplace pas en pareil cas l'élection par le peuple, ainsi que cela avait lieu à l'origine pour le tribunat du peuple¹, les assemblées suivantes n'ont à s'occuper que des places restées vacantes. La présidence en reste aux magistrats qui ont convoqué les précédentes ; mais, s'ils ne sont plus en fonctions au jour fixé, le projet de loi tombe, et les élections sont dirigées par les magistrats du ressort desquels elles auraient été si la convocation précédente n'avait jamais eu lieu.

La durée du scrutin ne peut naturellement pas se préciser absolument ; tout ce qu'on peut dire, c'est qu'elle s'étend au maximum du lever au coucher du soleil. Lorsqu'il n'y avait qu'un vote, comme pour les comices par curies, les comices par tribus et le *concilium* de la plèbe, on devait avoir fini plus vite que pour les comices par centuries, qui exigeaient au moins quatre votes successifs, avant qu'il prit y avoir une majorité absolue, et qui pouvaient aller jusqu'à sept votes successifs au cas de partage des voix. On ne peut donc pas s'étonner que, sous la dictature de César, un vote exprimé sans aucune opposition ait cependant demandé cinq heures². Certainement cette lenteur a beaucoup contribué à faire la pratique donner, lorsque la constitution le permettait, la préférence aux assemblées des tribus du peuple et de la plèbe sur les assemblées des centuries.

Les titres relatifs au vote, en particulier les listes des votes dressées par les *rogatores*, sont déposés à l'*ærarium* et y sont conservés³. Nous avons déjà expliqué que les résolutions prises dans les comices législatifs, plus tard même, sans que nous sachions depuis quand, mais dès une époque reculée, les résolutions qui leur étaient soumises devaient être déposées à l'*ærarium populi Romani*⁴.

La constitution romaine ne connaît pas d'autre forme générale de publication des résolutions du peuple que la *renuntiatio* du peuple. Il en est ainsi même pour les lois⁵. Il était ordonné d'exposer dans un lieu accessible à tous afin d'en assurer le souvenir durable, les titres ayant un objet international et par conséquent, en tant qu'elles avaient un pareil objet, les lois elles-mêmes. Mais pour le surplus il n'y avait pas de disposition générale à ce sujet, et une telle exposition n'était exclusivement qu'une mesure d'opportunité, à laquelle on recourait tout aussi bien pour des sénatus-consultes ou des décrets de magistrats. Sans doute elle a souvent été décidée pour des lois isolées : ainsi les Douze Tables furent exposées à l'antique siège de la justice, et la même chose est bien des fois arrivée par la suite⁶ : on ordonna même, sous le Principat, une révision et une

¹ V. tome I, la partie du Droit de nomination du magistrat, à la section de la nomination de collègues, sur le droit de cooptation des tribuns.

² Cicéron, *Ad fam.* 7, 30. Si le même auteur, *Phil.* 2, 33, 82, résumant en peu de mots une élection rapidement faite par les centuries ajoute : *Quæ omnia citius sunt facta quam dixi*, il y aurait naïveté à vouloir prendre cela pour base d'un calcul de temps.

³ Cicéron, *In Pison.* 15, 36.

⁴ V. tome IV, la partie de la Questure, sur la garde des titres déposés à l'*ærarium*. Le dépôt des plébiscites entre les mains des édiles de la plèbe est médiocrement attesté, bien qu'il ne soit pas invraisemblable.

⁵ J'ai étudié cette question de plus près dans les *Annali dell' Istituto*, 1858, p. 193 et es.

⁶ Caton, dans Festus, p. 241, parle d'une loi affichée *in atrio Libertatis* et détruite avec beaucoup d'autres dans un incendie.

reconstitution générale de ces tables¹. La *lex repetundarum* et la loi agraire du temps des Gracques, la loi de Sulla sur la questure nous sont parvenues grâce à des mesures semblables. Mais la loi ne paraît avoir que rarement prescrit elle-même son exposition permanente². Cette exposition a été le plus souvent procurée par un magistrat agissant de sa propre initiative ou sur l'invitation du Sénat³. — Lorsqu'une loi exposée en public était plus tard abrogée ; le titre était enlevé (*refigere*) et mis à l'écart⁴. — D'après ce qui précède, il ne peut y avoir eu d'endroit spécialement affecté à l'exposition des lois ; celles qui étaient exposées étaient affichées dans les lieux où elles pouvaient être le plus commodément accessibles à ceux qu'intéressait leur contenu⁵. — Pour l'exposition publique des lois faite en vue d'en perpétuer la mémoire, on s'est contenté, à l'époque ancienne, des tables de bois blanchi qui étaient pareillement employées pour l'édit transitoire du préteur ; c'est au moins ce qui nous est rapporté pour les Douze Tables et les prétendues lois royales⁶. Lorsque à l'époque récente ou voulut une matière plus durable, on se servit, jusque sous l'Empire, non pas de pierre, mais régulièrement de cuivre. Au reste, l'emploi des tables de métal ne peut être considéré comme une particularité qui distinguerait les lois des autres publications faites à titre durable⁷.

¹ Les commissaires institués par le sénat, *qui æra legum vetustate delapsa noscerent figerentque* (Tacite, *Hist.* 4, 40) sont certainement dans un rapport avec l'incendie du Capitole.

² La loi sur les questeurs de Sulla prescrit l'affichage de certaines listes au temple de Saturne, *proxume ante hanc legem* (C. I. L. I, n. 202, 2, 40).

³ C'est ainsi que les consuls sont chargés de l'exposition des Douze Tables. Le tribun du peuple Clodius fait afficher la partie de la loi dirigée contre Cicéron qui concerne le sénat, *in cariae poste* (Cicéron, *Ad Att.* 3, 15, 6). Cicéron, *Phil.* 1, 30, 26, dit au sénat : *In æs indici jubebitis credo illa legitima Consules populum jure rogaverunt.*

⁴ *Figere* et *refigere* se rencontrent fréquemment pour des lois, comme pour d'autres documents exposés publiquement, dans le sens de publication et de cassation (Cicéron, *Phil.* 2, 36, 51. 12, 5, 12. 13, 3, 5 ; *Ad fam.* 12, 1, 2 ; *Ad Att.* 14, 1, 1 ; Virgile, *Æn.* 6, 6224. Ce que dit Plutarque, *Cat. min.* 40. *Cie.* 34, de l'enlèvement des *δημαρχικαὶ δέλτοι, ἃς ὁ Κλώδιος ἐθήκεν ἀναγράψας εἰς τὸ Καπιτώλιον*, se rapporte aussi exclusivement aux tables de la loi rendue sur l'exil de Cicéron (Cicéron, *De domo*, 30, 80), quoique Plutarque ajoute inexactement dans le second passage : *Ἐν αἷς ἀναγραφαὶ τῶν διωκμένων ἦσαν*. Ce manège (cf. Drumann, 2, 332) montre du reste que la loi affichée ne pouvait, même après son abrogation, être enlevée qu'en vertu d'une décision du sénat.

⁵ L'exposition des Douze Tables aux *rostra* peut être rattachée avec certitude au tribunal, qui se trouvait immédiatement devant eux, sur le *comitium*. Il faut en rapprocher l'exposition de la loi Icilia sur l'Aventin dans le temple de Diane (Denys, 10, 32) et de la loi de Sulla sur les questeurs dans le temple de Saturne.

⁶ V. tome III, la partie du Grand Pontificat, sur les *leges regiae*.

⁷ Comme on sait, la circulaire des consuls de 508 concernant les Bacchanales dispose *utei hoc in tabulam ahenam inceideretis*. On a trouvé sur des tables de bronze le sénatus-consulte sur les Tiburtins de 595, le discours de Claude concernant les Lugudunenses, les deux sénatus-consultes d'Herculaneum (C. I. L. X, 1401) ; celui concernant Pallas existait aussi sur bronze (Pline, *Ép.* 8, 6, 13). Il en est de même de la sentence arbitrale des Genuates de 637. Nous autres modernes nous nous sommes laissés entraîner, sous l'influence d'expressions d'auteurs récents comme Ovide (*Met.* 1, 91). *Verba minacia fixo ære legebantur*, Pline, *H. n.* 33, 9, 99 : *Tabulis æreis in quibus publicæ constitutiones incidebantur*, Venuleius (*Digeste*, 48, 13, 19[8]) : *Tabula ærea leges... continens*, à restreindre l'usage général, fait du bronze pour toutes les publications officielles de l'époque ancienne, aux seules résolutions du peuple, qui, il est vrai, par suite de leur disparition sous l'Empire, sont apparues aux temps récents comme la représentation par excellence de l'ancienne forme de publication.